[La légende napoléonienne
sous le Second Empire]

16 gravures sur Bois hors-texte

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON Ier

Montmartre. — Imprimerie Pilloy frères, Langrand et Ce.



Retraite de Russie.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON Ier

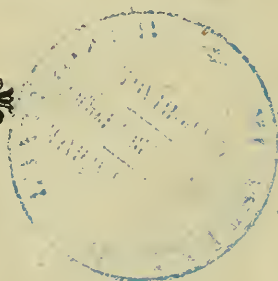
SUIVIE

DES ANECDOTES IMPÉRIALES

PAR

UN ANCIEN OFFICIER DE LA GARDE.





PARIS
HIPPOLYTE BOISGARD, ÉDITEUR,
13, rue Suger.
1853

HISTOIRE POPULAIRE

DE

L'EMPEREUR NAPOLÉON

CHAPITRE PREMIER.

Naissance de Napoléon. — Origine de la famille Bonaparte. — Paoli. — Guerre de l'Indépendance. — Lætitia Ramolino. — Enfance de Napoléon. — Il est admis à l'école de Brienne. — Il passe à l'école Centrale de Paris. — Il est officier au régiment de la Fère. — Lieutenant d'artillerie. — Napoléon en Corse. — Il lutte contre le parti anti-français. — Napoléon au siége de Toulon. — Histoire de ce siége. — Prise de Toulon. — Napoléon général d'artillerie de l'armée d'Italie. — Il refuse un commandement en Vendée. — La réaction thermidorienne. — Les *Bals des victimes.* — Journée du 13 vendémiaire.

En 1769, le 15 août, naquit à Ajaccio un enfant qui, plus qu'Alexandre le Grand, César et Charlemagne, devait remplir l'univers du bruit de son nom et de l'éclat de ses victoires. Sa mère, Lætitia Ramolino, digne compagne de Charles Bonaparte, patriote ardent, orateur distingué, et un des chefs de l'indépendance de la Corse, déploya pendant les derniers mois de sa grossesse une énergie héroïque. Les Corses, dont les ancêtres avaient tour à tour lutté contre l'oppression des Carthaginois, des Romains, des Goths, des Sarrasins, des Lombards, venaient de secouer le joug des Génois, leurs derniers dominateurs. Ces insulaires, sous la conduite de Pascal Paoli, s'étaient levés comme un seul homme en 1767, et les Génois, vaincus, repoussés, traqués comme des bêtes fauves, avaient demandé l'appui du gouvernement français. Le premier ministre de Louis XV envoya aussitôt des troupes, non pour soutenir les Génois, mais pour donner à la France une possession aussi importante que celle de la Corse.

Les habitants de l'île n'avaient pas chassé les Génois pour se donner de nouveaux maîtres; la lutte continua donc contre les Français ; mais les bandes intrépides réunies par Paoli furent plusieurs fois vaincues par le marquis de Chauvelin et le comte de Marbeuf. En 1769, deux légions de troupes légères et quarante-deux bataillons secondés par une formidable artillerie achevèrent la conquête de l'île en moins de deux mois, et l'intrépide Paoli, qui avait joué un si

beau rôle dans cette guerre d'indépendance, s'exila de son pays, dont il n'avait pu sauver la liberté.

La famille Buonaparte, une des plus honorables de l'île, paya aussi à sa patrie adoptive la dette du courage et du sang. Charles Bonaparte n'oublia pas dans cette lutte terrible que ses ancêtres avaient combattu pour l'indépendance de l'Italie, dans la guerre des Guelfes et des Gibelins ; que le sang des Colonna, des Durazzo et des plus illustres familles de Gênes coulait dans ses veines ; il se battit en héros à côté de Paoli. Sa digne compagne, Lætitia Romanelli, quoique enceinte, le suivait à cheval comme une intrépide amazone, et plus d'une fois les balles françaises sifflèrent à ses oreilles sans l'épouvanter ! Mais après la bataille de Ponte-Novo gagnée par les Français, au mois de juin 1769, il n'y eut plus de sûreté dans la plaine, et les femmes cherchèrent un asile dans les montagnes les plus escarpées ; de ce nombre était madame Bonaparte. Elle y passa près de deux mois dans les transes les plus cruelles. La dernière heure de la nationalité corse avait sonné ; le comte de Marbeuf, nommé commandant militaire de l'île, en prit possession au nom de la France. Les derniers compagnons de Paoli déposèrent les armes, et on publia l'édit de pacification.

Lætitia Ramolino revint alors à Ajaccio pour assister à la fête de l'Assomption : à peine entrée dans l'église, elle fut saisie des douleurs de l'enfantement, et, en rentrant dans sa maison, elle accoucha sur un tapis. Le nouveau-né reçut sur les fonts baptismaux le nom de Napoléon, nom désormais si grand dans toutes les langues que parlent les races humaines.

Nous ne dirons rien de sa première enfance, que l'empereur a caractérisée par ces mots dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. : « Je n'étais qu'un enfant obstiné « et curieux. » Sa mère exerça une grande influence sur son humeur querelleuse et son caractère indomptable, si ce n'est pour l'ascendant maternel.

Un de ses oncles, qui était archidiacre d'Ajaccio, disait à son lit de mort : « Il est inutile de songer à la fortune de Napoléon, il la fera lui-même : Joseph « est l'aîné de la famille, mais Napoléon en sera le chef. »

A l'âge de dix ans, le jeune Napoléon vint en France avec son père, député de la noblesse corse aux Etats-Généraux : il fut placé à l'école de Brienne, où il se fit bientôt remarquer par son application, son aptitude à tout apprendre, et l'ascendant mystérieux qu'il exerçait sur tous ses camarades. Par une journée d'hiver, il éleva, aidé de ses amis intimes, des retranchements, des bastions dans la cour de l'école, avec de grosses boules de neige : aussitôt les élèves se divisèrent en deux camps ; Bonaparte traça ses plans d'attaque et de défense et fut nommé général. Très souvent on le surprenait mesurant une mappemonde avec un compas, ou plongé dans la lecture des historiens de l'antiquité, surtout de Plutarque.

Il était le héros de l'école de Brienne, lorsque M. de Kéralio le fit admettre, en 1783, à l'école de Paris : il avait alors quatorze ans ; voici la note qui fut transcrite sur les registres du ministère de la guerre :

« Ecole des élèves de Brienne. Etat des élèves du roi susceptibles par leur âge « d'entrer au service ou de passer à l'Ecole de Paris, savoir : M. de Bonaparte « (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de quatre pieds dix pouces dix lignes ; a « fait sa quatrième ; de bonne constitution, santé excellente ; caractère soumis, « honnête et reconnaissant ; conduite très-régulière ; s'est toujours distingué « par son application aux mathématiques ; il sait très-passablement son histoire

« et sa géographie; il est assez faible dans les exercices d'agrément et pour le « latin : ce sera un excellent marin ; mérite de passer à l'École de Paris. »

Ses nouveaux professeurs ne tardèrent pas à remarquer son incontestable supériorité dans les mathématiques.

« Corse de nation et de caractère. il ira loin si les circonstances le favorisent, « disait M. de l'Eguille, son professeur d'histoire. »

« C'est du granit chauffé au volcan, s'écriait Demaison, son maître de belles- « lettres. »

Le 1er septembre 1785, Bonaparte, qui venait d'atteindre sa seizième année, obtint une lieutenance, en second, au régiment de La Fère; quelques mois après il entra comme lieutenant en premier dans un autre régiment qui tenait garnison à Valence. Dans cette ville, le jeune officier fut remarqué par madame Ducolombier, qui l'introduisit dans les cercles les plus distingués; on dit même que le lieutenant d'artillerie ne fut pas insensible aux charmes de sa protectrice; mais des idées beaucoup plus sérieuses germaient déjà dans sa tête. Bien accueilli par l'abbé Raynal, encouragé par cet historien philosophe, il concourut sous le voile de l'anonyme et remporta un prix proposé par l'académie de Lyon : La question du concours était de déterminer « quels sont les principes et les institutions à « inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible. »

Nous sommes en 1789 ; le cri de liberté retentit d'une extrémité de la France à l'autre. Plusieurs officiers quittent leurs postes et leur pays : Bonaparte reste fidèle au drapeau : Nous le verrons bientôt donner les gages les plus éclatants à la Révolution.

Paoli, réfugié en Angleterre depuis 1769, vient en France aux premiers cris de l'émancipation nationale; Lafayette le présente à l'Assemblé constituante, et le héros de l'indépendance Corse reçoit bientôt le brevet de lieutenant-général au service de la France, avec le commandement de l'île qui formait primitivement la 26e division militaire.

Napoléon Bonaparte se rendit vers le même temps à Ajaccio pour y passer ses mois de congé. Il trouva les Corses divisés en deux camps : les uns voulaient maintenir l'union de l'île avec la France ; les autres, reconquérir l'indépendance. Bonaparte n'hésita pas un instant ; il opta pour la France. Nommé commandant d'un des bataillons qu'on avait levés en Corse pour maintenir le bon ordre dans les villes et la sécurité dans toutes les campagnes, il ne craignit pas de marcher contre la garde nationale d'Ajaccio, sa ville natale ; vainqueur, il fut calomnié par Péraldi, chef des *indépendants*, qui l'accusa d'avoir fomenté les troubles ; mais le jeune commandant, mandé à Paris, n'eût pas de peine à se justifier et à confondre ses calomniateurs.

Le 10 août 1792 éclata tout à coup comme un coup de foudre; la royauté fut abolie et la République proclamée. Témoin de cette terrible lutte du monde nouveau contre le monde ancien, Bonaparte eut une révélation de son avenir, car il écrivit à son oncle Paladini, le lendemain de la prise des Tuileries par le peuple :

« Ne soyez pas inquiet de vos neveux, il sauront se faire place. »

De retour en Corse, il y trouva Paoli, qu'il avait considéré jusqu'alors comme le héros de l'indépendance de sa patrie : il en fut très-bien accueilli : mais le jeune capitaine d'artillerie ne tarda pas à s'apercevoir que le général investi du commandement par la France était le chef du parti anti-français. Ses soupçons se changèrent bientôt en certitude.

Paoli dénoncé à la Convention, sachant que sa tête avait été mise à prix, poussa à la révolte et se fit nommer généralissime des mécontents. Comme Bonaparte le gênait dans l'exécution de ses projets, il tenta de l'enlever, mais il échappa à toutes les embûches et rejoignit les troupes françaises qui venaient de débarquer à Calvi avec les représentants du peuple Salicetti et Lacombe-Saint-Michel. On marcha contre Ajaccio, où s'étaient réfugiés les paolistes. L'entreprise échoua, et Napoléon Bonaparte eut la douleur de voir les propriétés de sa famille pillées, dévastées, tandis qu'un décret de bannissement frappait ses frères et ses amis, et lui-même, resté seul fidèle à la France, pour repousser l'influence anglaise. Après une lutte désespérée, il quitta la Corse, emmenant avec lui sa famille qu'il laissa dans une maison de campagne près de Toulon.

En arrivant à Paris, il trouva la Convention occupée des préparatifs de la lutte grandiose qu'elle allait soutenir contre l'Europe coalisée. Quatorze armées sortirent des flancs de la patrie, à la voix de la révolution. Les émigrés, la guerre civile, la trahison, ourdissaient leurs trames ; la Vendée sonnait le tocsin de la révolte ; le Midi était en feu ; Lyon venait de succomber sous une grêle de boulets ; les fédéralistes de Marseille, vaincus par Cartaux, chef de brigade détaché de l'armée des Alpes, s'étaient réfugiés dans Toulon, livré et vendu aux Anglais avec trente-deux bâtiments qui se trouvaient dans le port. Louis XVIII était proclamé roi de France dans cette ville, porté sur le pavois par les étrangers et les traîtres.

La Convention comprit de quelle importance il était pour le salut de la patrie de reprendre Toulon, qui ouvrait le midi de la France à l'invasion étrangère. Cartaux, nommé successivement général de brigade, de division et général en chef, reçut l'ordre de marcher contre la ville rebelle. Avec huit mille hommes, suivis bientôt de six mille soldats détachés de l'armée d'Italie, sous le commandement de Lapoype, il préluda aux opérations de l'attaque. Le 8 septembre il s'empara des gorges d'Ollioules.

Quatre jours après, le chef de bataillon Bonaparte, envoyé par le comité de salut public pour diriger l'artillerie en qualité de commandant en second, arriva au quartier général ; l'activité, le génie de Bonaparte surmontèrent tous les obstacles : il réunit cent principales pièces de gros calibre indispensables pour former le blocus de Toulon. Cartaux qui avait reçu ordre de la Convention de brûler les vaisseaux anglais et espagnols, de prendre la ville en trois jours, exigea que Bonaparte commençât immédiatement le feu. Le jeune commandant fut forcé d'obéir, mais les boulets tombèrent loin de la place. Parmi les commissaires de la Convention se trouvait Gasparin, qui avait été capitaine de dragons ; il comprit que Bonaparte était doué d'un génie supérieur, qu'il fallait se conformer à ses plans ; il fut assez heureux pour faire adopter son opinion par ses collègues, et le génie du jeune commandant put déployer en toute liberté ses immenses ressources.

Voici comment procéda Bonaparte avec une profondeur de vues qui eût suffi à l'illustration d'un vieux général.

« Deux batteries, dit M. de Norvins dans son *Histoire de Napoléon*, furent bientôt établies sur le bord de la mer. Le 14 octobre, des colonnes ennemies débouchèrent pour s'en emparer. Bonaparte accourt, accompagné d'un aide de camp de Cartaux, enlève les troupes et sauve les batteries. Le 15, un plan d'at-

taque dressé par le général Darçon, homme d'une grande réputation, arriva de Paris, et fut l'objet d'un conseil de guerre extraordinaire. Ce plan supposait l'investissement de Toulon par soixante mille hommes, tandis qu'avec les renforts venus depuis peu, les troupes de siége ne se montaient tout au plus qu'à trente mille. Le comité prescrivait des opérations inexécutables d'attaques sur tous les points occupés par l'ennemi du côté de la terre. Bonaparte ouvrit au conseil un avis tout opposé, soutenant que si l'on pouvait bloquer Toulon par mer comme par terre, la place tomberait. Il proposait d'établir sur les promontoires de Balaguier et de l'Eguillette deux batteries destinées à foudroyer la grande et la petite rade. Les Anglais, qui regardaient cette position comme très-importante, avaient exécuté des travaux prodigieux au fort Mulgrave. Trois mille hommes de leurs meilleures troupes et quarante-quatre pièces de gros calibre défendaient le fort, auquel ils avaient donné le nom de *Petit Gibraltar*, et ils le jugeaient tellement imprenable, qu'un de leurs officiers avait dit : « Si les Français emportent cette batterie, je me fais jacobin. » Pendant un mois entier, les Anglais avaient travaillé à fortifier cette grande redoute sur le promontoire du Cairo : et c'était cette même position que, le surlendemain de son arrivée à l'armée, Bonaparte avait proposé au général Cartaux de faire occuper par une force suffisante, lui assurant que huit jours après il serait maître de Toulon. Cartaux, dont l'ignorance égalait la présomption, tenta de l'exécuter avec quatre cents hommes. Les Anglais, peu de jours après, en ayant chassé les quatre cents Français avec quatre mille des leurs, construisirent le *Petit Gibraltar*. Bonaparte avait dit avec raison que Toulon était là, et que le fort Mulgrave était le point d'attaque. Il ajouta que soixante-douze heures après la prise de ce fort l'armée de siége aurait recouvré Toulon. Tout le monde fut de son avis.

« Malgré l'autorité du conseil et le succès des nouvelles batteries, Bonaparte eut de nouveau à lutter contre l'impéritie du général en chef. Fatigué de ces contrariétés, il pria Cartaux de lui transmettre ses ordres par écrit, afin que l'artillerie pût se préparer à concourir à la réussite de l'entreprise. Cartaux eut la suffisance de répondre que son plan était de chauffer Toulon pendant trois jours, et de l'attaquer ensuite en trois colonnes. Bonaparte joignit ses observations à cette lettre, et les remit au représentant Gasparin, qui les envoya à Paris par un courrier extraordinaire. A son retour, le courrier apporta la nouvelle de la destitution de Cartaux, remplacé, à l'armée de Toulon, par le médecin Doppet, qui commandait les troupes employées à la prise de Lyon. Doppet arriva à l'armée de siége, et fit presque regretter Cartaux.

« Peu de jours après, un incident faillit nous rendre maîtres du fort Mulgrave. Des soldats espagnols maltraitaient tellement des volontaires français, qu'ils venaient de faire prisonniers, que le bataillon de la Côte-d'Or, qui était de tranchée, courut aux armes; son exemple entraîna aussitôt toute la division. Cette affaire, improvisée par l'indignation du soldat, devint si chaude, que Bonaparte courut dire au général en chef que l'attaque serait moins dangereuse que la retraite. Déjà le promontoire du Caire était couvert de nos troupes; elles allaient pénétrer par la gorge du fort, lorsque le général Doppet, quoique loin du feu, voyant tomber près de lui un de ses aides de camp, eut la lâcheté de faire sonner la retraite. Bonaparte, blessé à la tête, revint furieux, et ne put s'empêcher de dire : « Le j... f..... qui a fait sonner la retraite nous a fait manquer

Toulon. » Les soldats demandaient hautement quand on se lasserait de leur envoyer des peintres et des médecins pour les commander. Doppet reçut ordre de se rendre à l'armée des Pyrénées. Enfin, le brave Dugommier, l'un des vétérans de la gloire française, fut appelé au commandement général de l'armée devant Toulon.

« Dugommier jugea promptement, ainsi que l'avait fait Gasparin, toute la porté du génie militaire du jeune commandant de l'artillerie, et dès ce moment commencèrent les véritables travaux du siége. On commença par élever sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malbousquet, qu'occupait l'ennemi, une batterie masquée, dont Bonaparte s'était promis un grand avantage le lendemain du jour où le fort du *Petit-Gibraltar* serait pris. Les représentants, étant allés voir cette batterie, ordonnèrent le feu en l'absence du commandant. Cette imprudence, qui éventa sa combinaison, pensa devenir bien fatale. En effet, le 30 novembre, à la pointe du jour, le général O'Hara fit une sortie à la tête de sept mille hommes, culbuta les postes français, s'empara de la nouvelle batterie et l'encloua. La générale battit à Ollioules. Dugommier mit en mouvement ses réserves, et l'on se porta sur l'ennemi, qui menaçait le grand parc. Après avoir habilement disposé l'artillerie, pour arrêter le mouvement des Anglais, Bonaparte prit un bataillon, se glissa dans le vallon, arriva au pied de l'épaulemen de la batterie du fort Malbousquet, devant laquelle était rangée l'armée ennemie et ordonna une décharge sur ses deux ailes. Un officier anglais monta alors sur l'épaulement pour voir d'où partait cette attaque imprévue : renversé par une balle, il fut pris, et remit son épée au commandant de l'artillerie. Cet officier était le général O'Hara, gouverneur de Toulon. Dugommier, de son côté, avait débordé l'ennemi et reçu deux coups de feu. Les Anglais, ayant perdu leur général, ne purent se rallier ; on les poursuivit jusqu'à Toulon. Les bonnes dispositions adoptées par Bonaparte, dans cette journée, lui valurent le grade de chef de brigade.

« En cet état de choses, il fallait à tout prix s'emparer du fort Mulgrave. Une batterie parallèle à la redoute anglaise fut élevée à la distance de cent vingt toises seulement et à la faveur d'un rideau d'oliviers, qui en déroba les travaux à l'ennemi ; mais à peine démasquée, elle fut foudroyée. Les canonniers refusaient d'y rester : alors Bonaparte, convaincu plus que jamais que la prise de Toulon dépendait de celle du *Petit-Gibraltar*, pressé d'ailleurs, ainsi que le général en chef, par de nouveaux ordres, arrivés de Paris, de prendre Toulon à tout prix, s'avisa d'une de ces ressources, que le génie et la connaissance qu'il avait déjà du caractère de ses soldats, pouvaient seuls inspirer.

« Un jeune sergent, du bataillon de la Côte-d'Or, nommé Junot, était d'ordonnance auprès de lui ; Bonaparte lui ordonna d'écrire en gros caractères, sur un écriteau, qu'il fait placer en avant de la batterie : Batterie des hommes sans peur. Il avait bien jugé nos soldats ; dès ce moment, tous les canonniers de l'armée voulurent y servir. Lui-même, debout sur le parapet, commanda le feu, qui, commencé le 14 décembre, dura jusque dans la nuit du 17, et fut terrible. Dugommier n'avait résolu l'attaque que pour le lendemain : mais Bonaparte juge le moment favorable pour répandre plus de désordre parmi les assiégés. L'armée, réunie dans le village de la Seyne, s'avance sur quatre colonnes, dont deux sont destinées à observer les forts de Malbousquet, de Balaguier et de l'Éguillette ; une autre reste en réserve ; et la quatrième, composée d'hom-

mes d'élite, Dugommier en tête, marche droit sur le *Petit-Gibraltar*, tandis que le commandant de l'artillerie fait jeter sept à huit mille bombes dans le fort. La colonne est repoussée, et le général en chef allait chercher sa réserve, quand il la voit venir à lui avec Bonaparte, ayant pour avant-garde un bataillon, sous les ordres du capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait le terrain. A trois heures du matin, Muiron pénètre dans le fort par une embrasure, avec le général en chef et Bonaparte, à qui il sauve la vie dans la mêlée, pendant que le colonel Laborde entre par un autre côté. Ralliés à leur réserve, les Anglais se présentent trois fois pour reprendre le *Petit-Gibraltar*. Enfin, à cinq heures, le combat était près de recommencer, quand nos canonniers parvinrent à tourner contre eux six pièces du fort, et les contraignirent à la retraite. Cette affaire nous coûta mille hommes, et deux mille cinq cents aux ennemies. Il restait à s'emparer d'un point très-important, le fort Malbousquet; mais sa prompte évacuation épargna aux nôtres les dangers d'une nouvelle attaque. Sans perdre de temps, Bonaparte fit pointer sur la rade les batteries du *Petit-Gibraltar*, disposition qui décida les alliés à se rembarquer. « Demain ou après-demain au plus tard, avait-il dit aux représentants, vous souperez dans Toulon. »

« Les malheureux habitants de cette ville, qui ignoraient la prise du *Petit-Gibraltar*, furent plongés dans la consternation, quand ils virent leurs alliés abandonner tous les forts extérieurs. Ceux de Saint-Antoine, d'Artigues, du Faron, de Malbousquet, furent occupés, dès le 18, par les Français; le fort La Malgue, nécessaire pour protéger l'évacuation, restait seul au pouvoir des Anglais, qui signalèrent leur retraite par la destruction du magasin général et du magasin de la grande mâture. L'incendie de l'arsenal, de neuf vaisseaux de haut bord et de quatre frégates, tels furent les adieux de la vengeance britannique. L'amiral Hood n'eut pas le temps de faire sauter les bassins de construction, ni le fort La Malgue, d'où il lui fallut sortir précipitamment. Les Espagnols seuls refusèrent de brûler les vaisseaux qui leur avaient été désignés, et le régiment de la marine de Toulon se vit obligé de les défendre contre Sidney Smith, qui accourait pour réparer le tort que la loyauté espagnole venait de faire à la haine de l'Angleterre. Le même jour, à dix heures du soir, le colonel Cervoni brisa une porte de la ville, et y entra avec deux cents hommes. Vingt mille Toulonnais avaient trouvé asile sur les escadres combinées.

« Au milieu du désordre affreux qui régnait dans le port et sur la rade, les galériens, au nombre de neuf cents, au lieu de reprendre leur liberté et de se livrer au pillage, donnaient un singulier exemple d'héroïsme. Parvenus à éteindre le feu de quatre frégates et de l'arsenal de la marine, à préserver la corderie, les magasins à blé et à poudre, à sauver leur prison, leur bagne, ils reprirent leurs fers, glorieux d'avoir conservé à la République ces grands établissements. Une action, si neuve dans l'histoire, caractérise cette époque extraordinaire, qui enivrait aussi de gloire et de liberté les criminels, que la justice avait rayés du nombre des citoyens! »

La prise de Toulon annonçait Bonaparte à l'armée. Dugommier, qui avait pris une glorieuse part à ce beau fait d'armes, qui rendait à la France le plus important de ses ports, voulait emmener avec lui le jeune commandant d'artillerie à l'armée des Pyrénées-Orientales. Le comité de la guerre s'y opposa; Dugommier écrivit alors au comité du salut public, pour lui signaler le mérite supérieur de Bonaparte :

« Citoyens, disait-il aux membres de ce comité, récompensez et avancez ce « jeune homme ; car, si l'on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout seul. »

Le comité le nomma général de l'artillerie de l'armée d'Italie et le chargea de réarmer les ports de la Méditerranée, au commencement de l'année 1794. Après avoir reconnu les bons mouillages de la côte, il rejoignit, à Nice, le quartier général de l'armée, qui venait d'envahir le Piémont. Il se hâta de reconnaître les positions, avec cette rapidité, cette profondeur d'intuition qui l'avaient déjà illustré au siége de Toulon ; il conçut un plan général d'opérations, que tous les généraux, Masséna lui-même, approuvèrent. Masséna, général en chef par intérim, remplaçant Dumerbion, retenu au lit par une cruelle maladie, s'empara d'abord de la ville d'Oneille ; les troupes traversèrent le territoire génois; vingt mille Piémontais furent culbutés, à la baïonnette, à Saorgio ; on força le fameux col de Tende, et l'armée française arbora à la cime des Alpes le drapeau républicain.

Le général en chef Dumerbion, non content d'avoir témoigné personnellement à Bonaparte son admiration et son enthousiasme, écrivit au comité de salut public :

« C'est au talent du général Bonaparte que l'on doit les savantes combinai-« sons qui nous ont assuré la victoire. »

Ces triomphes, qui consolidaient la brillante renommée du jeune général, effrayèrent l'Europe coalisée. Les puissances étrangères se réunirent par des traités d'alliance offensive et défensive. Bonaparte, consulté, comme d'habitude, sur un plan de campagne, répondit qu'il fallait avant tout assurer la neutralité de la république de Gênes. Instruit qu'une division autrichienne et une division anglaise devaient opérer leur jonction, il proposa de s'emparer de Montenotte, de Vada et de la position de Saint-Jacques. Le brillant combat de Dégo rétablit la communication entre Gênes et Marseille. On était aux portes de l'Italie. Bonaparte, qui, de son coup d'œil d'aigle, entrevoyait déjà cette brillante conquête, voulait que l'armée, profitant de sa victoire, se jetât sur le Piémont. A la même époque, il envoya au comité de salut public un plan d'invasion de oute l'Italie. Le comité de la guerre ne comprit pas l'étendue de ces vues, ou plutôt il en fut effrayé.

Rentré en France, Napoléon Bonaparte inspecta les batteries établies sur les côtes de la Méditerranée. Témoin des coupables excès de la réaction thermidorienne, il envoya aux autorités des rapports qui furent traités de *liberticides*. La Convention cita à sa barre le jeune général, qui ne se pressa pas de se rendre à cette injonction. S'il eût comparu, on lui eût fait un crime de ses relations avec les deux Robespierre, immolés dans la journée du 9 thermidor. Fort heureusement pour Bonaparte, son nom avait déjà une influence magique sur ses soldats. Les représentants du peuple, en mission dans le Midi, écrivirent au comité de salut public, que Bonaparte était indispensable; que, sans lui, les troupes perdraient toute confiance, et il ne fut point donné suite à sa comparution devant la Convention nationale.

Il poursuivait son inspection, lorsqu'il apprit que le représentant Aubry, appelé à la direction du comité de la guerre, venait de lui ôter le commandement de l'artillerie, et lui avait donné le commandement d'une brigade d'infanterie, chargée de purifier la Vendée. Il se rendit immédiatement à Paris. Le ministre fut inflexible.

— Vous êtes trop jeune, lui dit-il, pour commander plus longtemps dans une arme qui demande une expérience consommée.

— On vieillit vite sur un champ de bataille, répondit le héros de Toulon, et j'en arrive.

— Vous connaissez la décision du comité de la guerre, ajouta le ministre.

— Je refuse votre brigade.

Bonaparte fut à son tour inflexible. Il rentra dans la vie privée; il prit un petit logement dans la rue de la *Michodière*, avec ses amis Junot et Sébastiani. Presque découragé par le mauvais vouloir du comité de la guerre, forcé de vendre ses livres pour subvenir à ses besoins, ainsi qu'à ceux de ses deux amis, il voulait aller offrir son épée au sultan, lorsque la sanglante affaire de Quiberon, et surtout la sourde fermentation qui agitait la capitale, lui firent prévoir quelque événement décisif qui changerait sa fortune. Doulcet de Pontécoulant l'attacha au comité topographique, chargé de préparer les mouvements des armées, qui luttaient alors contre l'Europe sur tant de points à la fois. Cette position, quasi officielle, était loin de suffire à l'activité de son génie. Mais, tout à coup, les péripéties du drame révolutionnaire prirent des proportions gigantesques. La Convention se décimait avac une fureur dont on n'avait pas encore vu d'exemple. Les royalistes de la Convention, audacieux, entreprenants, impitoyables depuis le 9 thermidor, conspiraient à ciel ouvert. Paris était en proie aux horreurs de la famine; le pain et la solde manquaient aux défenseurs de la patrie.

« Mais Paris, dit M. de Norvins, le plus judicieux comme le plus impartial des historiens de l'empereur, présentait, en même temps, un autre spectacle bien propre à étonner ceux qui pouvaient l'observer avec calme. Aussitôt que le joug de la terreur fut brisé, plusieurs classes de la société se précipitèrent dans l'anarchie morale la plus complète. Une sorte de joie effrénée, de débauche publique, caractérisa les saturnales de la délivrance commune; on institua le *bal des victimes*, fondé par les héritiers des victimes elles-mêmes. Les trésors cachés revirent la lumière, les nouvelles fortunes osèrent se montrer et lutter avec les anciennes. Toutes les larmes se séchèrent comme par enchantement, et l'honorable pauvreté commença à rougir d'elle-même. Le caractère national subissait à Paris sa seconde révolution; ainsi que le malheur, la prudence fut oubliée. Le parti royaliste, qui avait inondé les échafauds de son sang, se releva tout à coup, et passa de la stupeur à l'audace. Il n'est pas donné aux hommes, après une horrible infortune, de désirer à demi. On se sentait porté à vouloir un état de choses totalement contraire à celui sous lequel on avait gémi si longtemps.

« La conspiration trouva bientôt un puissant aliment dans l'adoption d'une nouvelle Constitution qui confiait le pouvoir exécutif à un directoire, composé de cinq membres, et divisait la représentation nationale en deux conseils. Soumise à l'acceptation du peuple, convoqué en assemblées primaires, cette Constitution renfermait en elle le germe de la lutte contre-révolutionnaire, qui était sur le point d'éclater. On attribuait, non sans raison, la chute de la Constitution de 1791, au décret de la Constituante, dont l'imprudente abnégation avait exclu tous ses membres de la législature suivante. La Convention, pour éviter la faute commise par ses prédécesseurs, inséra dans le nouveau pacte social deux lois additionnelles; par l'une, elle devait fournir les deux tiers de la législa-

ture; par l'autre, un tiers seulement des deux conseils, pour cette fois, était à la nomination des assemblées électorales. Une troisième loi soumettait ces deux dispositions à l'acceptation du peuple : Là résidait le danger pour la Convention.

« Le parti royaliste avait compté sur une législature entièrement nouvelle pour opérer une contre-révolution. Faisant cause commune, pour cette fois, avec les républicains, il se répandit en déclamations populaires, et donna le change à l'opinion, en protestant hautement au nom des libertés électorales. Sur les quarante-huit sections, qui composaient la garde nationale, cinq seulement étaient pour la Convention. Les quarante-trois autres se soulevèrent, se réunirent en assemblées armées et délibérantes, et rejetèrent les lois additionnelles. La Convention voulut se montrer forte et prendre en pitié ces agitations. Elle crut les terminer en proclamant, le 23 septembre, l'acceptation de la Constitution, par la majorité des assemblées primaires. Malgré cela, le 24, une réunion d'électeurs se forma hostilement à l'Odéon. Cette assemblée illégale, ou pour mieux dire insurrectionnelle, fut dissoute par la force. On était au 10 vendémiaire (2 octobre).

« La guerre civile allait commencer. La section Lepelletier, réunie au couvent des Filles-Saint-Thomas, donna le signal. La Convention ordonna la clôture du couvent et le désarmement de la section. Si Paris s'était souvenu des barricades, la Convention succombait, et Bonaparte perdait l'occasion qui allait le produire sur la scène du monde. La rue Vivienne fut tout à coup occupée par le général Menou, à la tête d'une force imposante; mais il trouva les gardes nationaux de la section rangés en bataille, et les maisons occupées par les sectionnaires. Les commissaires de la Convention voulurent parlementer avec le comité de la section, celui-ci déclara représenter le peuple et refusa de se soumettre. Toutefois, une sorte de capitulation termina cette usurpation du pouvoir souverain; et, maîtresse du champ de bataille sans avoir combattu, la section Lepelletier n'en avait que plus raison de chanter victoire.

« Au milieu de ces continuelles agitations, Bonaparte, resté sans emploi, se livrait aux habitudes de la vie privée : il était à Feydeau, spectacle voisin du théâtre de la guerre, quand il apprit ce qui se passait; il se rendit aussitôt dans la rue Vivienne, fut témoin de la retraite des troupes de la Convention, et courut à l'Assemblée. Menou était dénoncé par les commissaires mêmes qui l'avaient accompagné, et qui, loin de déployer la moindre énergie, avaient contrarié les dispositions qu'il avait voulu prendre. Ce général pouvait tout aussi bien leur reprocher d'avoir échoué dans leurs négociations avec le comité de la section Lepelletier. Menou fut mis en arrestation. L'agitation redoubla encore dans l'Assemblée, aux nouvelles des propositions qui se succédèrent pendant la nuit. Divers orateurs montèrent à la tribune, et dénoncèrent hautement le péril public. Mais les opinions, partagées d'abord sur le choix d'un chef militaire, furent à la fin entraînées, soit par les représentants du peuple, qui avaient pu juger des talents de Bonaparte, pendant leur mission aux armées du Midi, soit par les membres du comité de gouvernement; elles se réunirent donc sur le jeune général, qui, caché dans la foule, était témoin de cette délibération : sans doute, alors il se souvint d'Aubry, de l'inaction à laquelle ce ministre l'avait condamné, de l'obscurité qui enveloppa tout à coup le vainqueur de Toulon et le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie. Cette fois, c'est la destinée

elle-même qui vient le prendre par la main. Bonaparte se rend au comité de salut public, où il était attendu.

« Témoin, la veille, dans la rue Vivienne, de la conduite des commissaires de la Convention, il déclare qu'il n'acceptera pas le commandement, s'il doit marcher sous leurs ordres. Le péril pressait : pour trancher la difficulté, on nomma Barras commandant en chef et Bonaparte commandant en second. Barras n'entendait rien à la guerre; mais, chargé, au 9 thermidor, de dissiper la commune insurgée pour Robespierre, il était devenu célèbre, moins en raison de la difficulté, que de l'importance de ce coup d'Etat. Barras réunit donc dans sa personne les pouvoirs des trois commissaires et ceux de général en chef. Connaissant depuis Toulon le général Bonaparte, il s'empressa de lu déléguer son autorité militaire.

« Aussitôt que Bonaparte fut investi du commandement, il envoya le chef d'escadron Murat, avec un fort détachement, s'emparer des quarante pièces d'artillerie parquées à la plaine des Sablons. Minuit sonnait : un moment plus tard elles allaient être enlevées par une colonne de la section Lepelletier, qui, voyant les trois cents chevaux de Murat, n'osa pas les attaquer. Le lendemain, 13 vendémiaire, à neuf heures du matin, l'artillerie est placée à la tête du pont Louis XVI, du pont Royal, de la rue Saint-Honoré, au pont Tournant, enfin à toutes les avenues des Tuileries. L'armée, d'abord de cinq mille hommes, est portée à huit mille cinq cents. Trois bataillons, composés d'anciens satellites de la Convention, sont armés, organisés et mis sous les ordres du général Berruyer. C'étaient d'anciens patriotes éprouvés, disgraciés depuis le 9 thermidor.

« Malgré ces préparatifs, l'Assemblée était peu rassurée et parlait de traiter avec les sections ou de se retirer à Saint-Cloud. Déjà un parlementaire des sections, envoyé par Danican, leur général, avait osé venir sommer la Convention de retirer ses troupes. Bonaparte fit porter huit cents fusils dans la salle pour armer les députés et former ainsi une réserve. Les sections occupaient les postes de Saint-Roch et du Théâtre-Français, et les hauteurs de la Butte-des-Moulins; tandis qu'une partie de leurs forces avait pris position sur le Pont-Neuf, où Cartaux, l'ancien général de l'armée de Toulon, était avec quatre cents hommes et quatre pièces d'artillerie. Une de leurs colonnes, battant la charge, essaya de déboucher par le pont Royal; il était quatre heures après midi. Le feu commença aussitôt, mais à six heures, après une faible résistance, les sections furent mises en déroute. Le général Bonaparte avait sauvé le gouvernement. Il fit acquitter Menou, que le comité voulait condamner à mort. Ainsi, l'autorité militaire prévalut sur la puissance civile, qui lui devait son salut.

« Dès cette époque, le nom de Bonaparte devint populaire. La qualité de général en second de l'armée de l'intérieur, dans laquelle la Convention venait de le confirmer, lui imposait l'obligation de pourvoir à l'ordre public. Sans cesse au milieu du peuple, il le harangua plusieurs fois aux halles et dans les faubourgs, et prit sur lui un grand ascendant. »

CHAPITRE DEUXIÈME.

Le jeune Beauharnais. — Premières entrevues de Bonaparte et Joséphine. — Détails sur son mariage, tirés des *Mémoires sur Bonaparte*, par Monnier. — La Convention se sépare. — Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie. — Sa première proclamation. — Plan de campagne. — Victoires de Montenotte, de Millesimo, de Dego. — Victoire de Mondovi. Seconde campagne. — Plan d'invasion en Allemagne. — Réponse du Directoire. — Bonaparte, mécontent, donne sa démission.

On fit des perquisitions dans toutes les maisons de Paris, pour découvrir les armes cachées par les royalistes. Quelques jours après le 13 vendémiaire, un enfant de douze ans se présenta chez le général Bonaparte pour réclamer l'épée de son père, mort pendant la terreur. L'arme fut immédiatement rendue. Madame de Beauharnais, mère de l'enfant, vint remercier le général ; une sympathie mutuelle les attira insensiblement l'un vers l'autre ; les entrevues devinrent fréquentes, et Bonaparte, après avoir traité de folie sa subite passion pour la charmante veuve, finit par la prendre au sérieux. Mais laissons l'immortel capitaine raconter lui-même les incidents qui précédèrent son premier mariage. Nous trouvons ce curieux récit dans les *Mémoires pour servir à un homme célèbre*, publiés, pour la première fois, en 1819 (1). C'est l'empereur qui parle lui-même, dans une des réunions quotidiennes de Sainte-Hélène.

« Quelques mois avant l'affaire du 13, je vivais en commun avec Junot. Depuis, séparé de lui par un genre d'existence qui ne convenait plus à la sienne, je ne le voyais que de loin en loin. Informé de ma passion, il accourut, commença par des conseils, et finit par des reproches. Je n'endurai ni les uns, ni les autres. Il était lié avec une manière d'homme de lettres, qui endormait de ses vers la dixième Muse, Fanny Beauharnais. Junot se fit présenter chez cette dame ; il y vit la veuve du vicomte, l'intéressa en ma faveur, et par elle réveilla dans Barras tout l'intérêt que ce directeur m'avait naguère témoigné.

« La circonstance était favorable, et commençait à devenir imminente. Les deux partis, qui agitaient la République concentraient insensiblement leurs forces autour de Barras. Chacun d'eux lui exposait ses motifs, expliquait ses moyens, justifiait ses vues. Tous lui faisaient un pont d'or.

« Un jour, il me jeta négligemment ces questions : Que pensez-vous des royalistes ? — Que ce sont des sots. — Et des révolutionnaires ? — Que ce sont des méchants. — S'il était question de servir les uns ou les autres, que feriez-vous ? — Je me coucherais.

« Une autre fois, il me demanda ce que je pensais de madame Beauharnais : — Qu'elle est aussi bonne que belle, répondis-je avec conviction. — Mais, observa Barras, elle n'est plus dans la fleur de la jeunesse et a de grands enfants. — Enfants charmants, d'une charmante mère, dis-je aussitôt. — Je lui conseille de ne pas rester veuve, reprit Barras. — Je lui donnerais le même conseil, répondis-je. — Tenez, ajouta mystérieusement le directeur, il n'est pas impossible

(1) Paris, chez Plancher, éditeur du *Manuel des Braves*, rue Poupée, 7.

que cette femme devienne le plus grand parti de la République, et son mari pourrait bien jouer un rôle. Barras me quitta à ces mots, qui me donnèrent prodigieusement à rêver.

« Le lendemain, il me sembla que ma petite ingénuité n'était plus si séduisante; et mes yeux, malgré moi, s'arrêtèrent plus souvent sur madame de Beauharnais.

« Quelques jours après, j'eus une visite, un colloque et une lettre, tout ordinaires dans ce temps-là, mais qui vont vous paraître étranges dans celui-ci. Voici d'abord la lettre :

« Un matin, la petite poste m'apporte une longue missive, écrite sur papier *tellière*, en caractères presque gothiques, et d'une orthographe surannée. Après deux pages très-prolixes, par lesquelles on me démontre ou l'on croit me démontrer que l'état actuel des choses ne saurait subsister (ce dont je me doutais), on me prouve, ou l'on croit me prouver que la royauté *absolue* de Louis XIV est le seul gouvernement qui puisse, non-seulement sauver la France de la crise momentanée qui la menace, mais lui convenir dans tous les temps. Et l'on termine l'exposition de cette doctrine orthodoxe par ces mots remarquables : Vous « avez à la fois l'âme trop élevée et l'esprit trop éclairé, Monsieur le général, « pour ne pas être convaincu qu'une opinion, devenue par le temps un principe « expérimental, ne peut pas ne point triompher tôt ou tard. Elle est dans le « sang national, et, si l'on ose dire, dans le lait des Français. Par raison, par « sentiment, elle doit donc être celle des souverains de l'Europe, intéressés « d'ailleurs, pour leur propre compte, à en établir les effets. Déterminé par ces « considérations, où l'intérêt se joint à la justice, vous n'hésiterez pas, Mon« sieur le général, à profiter de l'ascendant que vous donnent vos talents, votre « situation actuelle et celle qu'un concours inouï de circonstances peut vous « donner demain. Dites un mot, en effet, manifestez une intention, et la pre« mière place du royaume est rétablie en votre faveur. Il serait bien juste que « la main qui relèvera le sceptre fût armée de l'épée de connétable pour le « soutenir. »

» Quant à la visite, elle fut courte, et la harangue qu'on m'y adressa, laconique. Vers onze heures du soir, comme je rentrais chez moi, un homme s'élance d'un corridor obscur et me suit en me talonnant. Sur un geste de ma main, portée involontairement à la garde de mon épée : Rassurez-vous, me dit-il d'un ton sinistre, il ne s'agit pas de votre existence, mais de celle de la République. La voulez-vous, la République ? — Que vous importe ? J'interroge quelquefois et réponds rarement. — C'est répondre, cela ? Vous vous croyez fin, parce que vous êtes faux, et secret, parce que vous êtes mystérieux. Il n'y a, pour les patriotes, ni finesses, ni mystères. Vous voulez la République, si vous y êtes le premier; la monarchie, si vous y devenez le second. Ne le soyez jamais, croyez-moi, vous ne le seriez pas longtemps. Mais employez votre crédit à rétablir la République. Ou si la couronne de chêne avait pour vous moins d'éclat que la couronne d'or, songez que pour le sein d'un César nous gardons les poignards de cent Brutus. — A ces douces paroles, le Brutus du coin entr'ouvre son manteau, sous lequel, à la lueur d'un réverbère, je vois briller un large couteau de boucher. Je veux saisir l'assassin ; mais, par un choc circulaire, qui le débarrasse de son ample draperie, il m'échappe, ne m'abandonnant que son manteau. Et de deux.

« La troisième entreprise fut tentée sur moi, dans une conversation que j'eus, après dîner, dans le jardin du Petit-Luxembourg, avec l'un des principaux meneurs de cette époque. Au rebours des deux autres, celui-ci approuvait tout, ne blâmait rien, et trouvait seulement que la puissance du Directoire était bien bornée.— Placée entre deux grandes résistances, disait-il, il ne saurait leur résister que tour à tour, les opposer l'une à l'autre sans cesse, et, au lieu de les attaquer ensemble et de front, il biaise et les ménage. De là viennent la hardiesse, les espérances, les tentatives partielles des deux factions. Investissez, pour trois jours le gouvernement d'une sorte de dictature, et un coup de tonnerre fera taire ces vents ennemis et déchaînés. Malheureusement, des cinq directeurs, un seul jouit de quelque popularité. Mais s'il était soutenu par un général dont les talents prouvés, le nom célèbre et l'intention connue... J'interrompis l'interlocuteur pour lui demander où il en voulait venir. A vous faire comprendre, me dit-il, que la fin d'une révolution ranime également le parti qui la fit et qui frémit de se voir arracher sa propriété, et le parti contre lequel on la dirigea et qui reprend ses forces à mesure que l'autre perd les siennes. L'un a des regrets fanatiques, l'autre des espérances superstitieuses; tous deux, mus par des sentiments qu'ils réputent analogues, réunissent, coalisent leurs efforts, parce qu'ils croient avoir confondu leurs intérêts. Qui dénouera ce double nœud? Personne : pour le trancher, il faut un sabre, du canon peut-être, et l'on compte sur celui qui fit si bien taire le chien de Saint-Roch. — Nous ne sommes qu'au printemps; il n'y a pas cinq mois que la machine roule; la poire n'est pas mûre : attendons. Telle fut ma réponse, et le 18 fructidor fut ajourné à dix-huit mois. Il est vrai qu'il y eut trois ou quatre révolutions intermédiaires, et que, tandis que les factions se combattaient, sans pouvoir s'abattre, moi, je battais l'empereur d'Autriche en Italie.

« Dans les intervalles de ces négociations, je voyais souvent Barras; et, comme je le soupçonnais d'en diriger quelques-unes, et de me faire *tâter* pour découvrir vers laquelle je pencherais, je ne manquais pas de l'observer scrupuleusement. Il rit de bon cœur au récit des deux premières : celui de la troisième me le montra moins gai. Par ce qu'il a fait depuis, l'on peut préjuger de ce qu'il eût voulu faire alors. Mais comme tous ceux qui ont le cœur dans la tête, il ne savait pas attendre. C'est un grand obstacle au succès. Qui veut le brusquer ne cueille qu'un fruit vert et qui ne mûrira jamais. Moi, je n'ai si souvent et si longtemps réussi que pour avoir laissé mûrir les événements sur leur tige.

« En ce temps-là, l'armée d'Italie était au rebut, parce qu'avec son incapacité native, le Directoire ne la destinait à rien. Schérer, protégé par Rewbell, la commandait; et quand l'affaire de Loano, qu'on appela une bataille, eut été gagnée sur les Austro-Sardes, on fit, au Luxembourg, des feux de joie qui décelaient assez l'inhabitude de la victoire. Carnot pliait les épaules, et Barras me disait : Voilà l'armée qu'il vous faudrait. Si je l'avais, répondis-je, l'armée du Rhin serait bientôt l'armée du Danube.

« Au milieu de toute cette politique mixte, je négligeais un peu plus ma petite Roxelane et un peu moins la veuve de Beauharnais. Timide, ou plutôt embarrassé avec les femmes, je passais auprès d'elle, d'une politesse gauche à une galanterie impertinente. Elle avait bien assez de pénétration pour s'en apercevoir, mais trop de véritable bonté pour m'en parler. Elle s'occupait beau-

coup de moi, non pas à la façon des coquettes qui, dans leurs efforts pour plaire, décèlent l'intention de captiver, mais comme une amie qui ne captive en effet si étroitement, que parce qu'elle chérit avec sincérité. Cette dernière qualité dominait dans madame de Beauharnais, et lui a toujours donné parmi les autres femmes la supériorité qu'un diamant de Golconde a sur les cailloux du Rhin. Roxelane, je n'ai que faire de vous le dire, voyait son empire décliner d'instants en instants, ébranlé par ses propres caprices, et quelquefois ses inconséquences et sa fausseté. Celui de la femme que je rougirais de nommer sa rivale, se fortifiait par les qualités contraires. Une circonstance compléta son triomphe et décida mon bonheur.

« — Nous déjeunons demain chez madame de Beauharnais, me dit un soir Barras en me quittant ; soyez exact, et n'oubliez pas le bouquet d'héliotrope. La vicomtesse prétend que vous y avez la main.

« Je fus matinal. J'étais le premier arrivé. Il pleuvait. Réduit à me promener seul dans le salon, je parcourais quelques brochures éparses sur une console, quand un valet de chambre me remit, *de la part de madame*, une feuille fraîchement imprimée, qu'elle m'invitait à lire attentivement. Je lus. Par l'extrait que je vais vous donner de ce pamphlet, vous allez juger de mon étonnement.

« La révolution, faite *pour* le peuple, tourne *contre* le peuple, parce qu'elle « a été faite *par* le peuple. Il est urgent et il est temps encore de remédier à ce « mal qui, prolongé, anéantit la nation comme il a anéanti l'Etat. Pour cela, « le moyen est facile : il faut tout recommencer *pour* le peuple et rien *avec* « lui.

» La France n'est point essentiellement monarchique, comme l'ont pré- « tendu les échos de l'Œil-de-Bœuf ; elle n'est pas non plus nécessairement « démocratique, comme le répètent les tricoteuses du club Saint-Honoré ; pas « davantage, et moins encore, elle n'est, ne peut et ne veut être menée par l'a- « ristocratie, ainsi qu'on le professait en parlement, en Sorbonne et dans les « salons de madame de Polignac. Qu'est donc la France ? que veut-elle, que « peut-elle, que doit-elle être ? Jetez un coup d'œil sur la carte, et prononcez. « Une décision de géographie est ici une excellente solution politique.

« Si le sol veut que la France soit agricole, l'activité de ses habitants et sa « topographie maritime exigent qu'elle soit commerçante. Or, il n'y a ni agri- « culture, sans une grande division dans les propriétés, ni commerce, sans des « libertés presque illimitées. Ajoutez à ces premières sources des fortunes pri- « vées et de la richesse publique l'industrie proprement dite, laquelle, sans « une propriété territoriale, fait valoir, exploite et centuple toute propriété : l'é- « galité civile, c'est à dire la communauté de bénéfices, est réclamée par la « communauté de travaux et de charges. Je trouve dans cette disposition ra- « dicale des intérêts la théorie de la politique française et le principe de son » gouvernement.

« Qu'à ces considérations, que leur importance doit faire nommer essen- « tielles, vous ajoutiez l'indépendance naturelle de l'homme, la vivacité endé- « mique à la France et ce grain de vanité que chacun de ses citoyens fait « fumer en son propre honneur, je ne m'y oppose point, et n'empêche pas même « que vous décoriez du titre de dignité de l'homme des qualités aussi aptes à « devenir des travers que des vertus. Mais ces qualités, qui ne sont que des

« effets de position, ne produisent que des opinions mobiles, tandis que sa si-
« tuation géographique et les résultats du cadastre sont ses bases d'intérêts
« immuables. Consultons donc une statistique sans lacune, si nous voulons en
« déduire une politique sans erreur.

« Depuis je ne sais combien d'années, je devrais dire des siècles, la France « demande une constitution; et quoique chaque six mois on réponde à cette re-
« quête par un acte constitutionnel, le problème n'est point encore résolu. Est-
« il donc si difficile ? Non. Mais on s'écarte plus ou moins du terrain de la
« question. La question n'est pas de donner un gouvernement qui plaise, mais
« qui convienne. Il faut garantir les intérêts et non caresser les opinions. Bien
« entendu pourtant, d'une part, qu'il ne faut ni les dédaigner ni leur faire la
« guerre; et, de l'autre, que, lorsque épurées par l'expérience et concentrées
« par un vœu commun, elles sont devenues l'opinion publique, il faut les res-
« pecter. Mais alors elles s'accordent merveilleusement avec les intérêts.

« Or, dans la conjoncture actuelle, résultat heureux d'une révolution déplo-
« rablement prolongée, que veulent les intérêts éclairés par l'opinion ? Une
« constitution mixte, qui, après avoir facilité la division et l'exploitation
« des propriétés, garantisse l'indépendance de l'industrie, la circulation et
« l'échange de ses fruits, l'égalité des bénéfices qu'ils rapportent, avec l'é-
« galité des charges que leur manutention entraîne. Qui écrira cet acte consti-
« tutif ? Un philosophe, sous la dictée d'un laboureur et d'un commerçant;
« car toute politique qui n'a point pour base la propriété, et pour sommet l'in-
« dustrie, ressemble à un édifice sans fondations et sans toiture. Y serai-je
« libre et indépendant, si le vent m'y incommode, et si les murailles, mal as-
« sises, menacent de s'écrouler ?

« Si ces principes sont incontestables, ne les oubliez pas dans l'applica-
« tion. »

« Pendant que je lisais, les convives arrivèrent. Ils étaient en petit nombre, et, ce qui m'étonna, de couleur, non seulement opposée, mais contraire et ennemie. Barras les mit en jeu. Antonelle, l'ancien maire d'Arles, s'y montra plus *cordelier* que Danton, plus démocrate que Camille Desmoulins, plus démagogue que l'orateur du genre humain, le baron prussien Clootz, dit Anacharsis. Un nommé Richer de Sérizy, beau diseur et méchant logicien, plaida pour la réaction, l'arbitraire, le despotisme. Chacun prit parti pour ou contre. Barras, naturellement jovial, écoutait tout avec un sérieux imperturbable, et remboursait à chaque minute de singuliers compliments. J'avoue que j'étais étourdi d'une scène où, de tous côtés et par tous moyens, on attaquait la République devant un de ses fondateurs, et le gouvernement en face de son chef. A voir l'animosité des contendants, je craignais une rixe; à considérer le sang-froid affecté du directeur, je supposais un coup d'autorité. mais madame de Beauharnais, remplie de grâces, d'urbanité, de bienveillance, opposait la douceur la plus aimable à l'aigreur de la dispute, tempérait par une plaisanterie spirituelle la hauteur, l'insolence même des prétentions, et faisait contraster toute l'aménité d'une femme du monde avec l'égoïsme dur et tranchant des prétendus hommes d'Etat. Ce contraste me frappa d'autant plus, que madame de Beauharnais était la seule femme de ce déjeuner, pendant lequel, d'ailleurs, elle ne montra pour moi que la même politesse et les mêmes attentions qu'elle partageait entre tous ses convives.... Ils sortirent l'un après l'autre, et nous demeurâmes seuls, Barras,



Bataille des Pyramides.

madame de Beauharnais et moi. — Vous avez été bien silencieux, me dit le directeur? — Dites prudent, ajouta la vicomtesse. Comment pouvez-vous voir ces pestes-là ? demandai-je avec humeur, — Voilà, répondit Barras, les représentants des opinions. — Et ce sont les plus raisonnables, ajouta madame de Beauharnais, — Mais, dis-je, j'enverrais ces plus raisonnables à la haute-cour de Vendôme. — Le voyage serait un peu dur pour des fous, dit en souriant l'aimable veuve. — D'autant plus que le retour ne serait pas certain, ajouta Barras. — Claquemurez-les-moi donc à Charenton! m'écriai-je aussitôt. »

« Madame de Beauharnais me recommanda, non plus de lire, mais de méditer l'écrit dont je viens de vous communiquer l'extrait. Un thé fut indiqué, à quatre jours, chez la comtesse Fanny, tante de mon incomparable ami. « Je « compte sur vous, général, » me dit-elle, en me tendant la main, que je baisai en tressaillant; car, en vérité, je devenais passionnément amoureux.

« Ne me demandez pas ce que faisait Roxelane : la plus grande faveur que j'en eusse obtenue était un gant qu'elle m'avait jeté au nez, dans un accès de fantaisie toute majestueuse. Depuis ce moment, je ne l'avais qu'entrevue, et de loin, dans un coin de salon, où elle boudait sur un canapé. J'attendais fort patiemment que cette bourrasque passât, et je m'en consolais chez madame de Beauharnais, dont le baromètre était au beau fixe.

« Sur l'annonce d'un thé chez une vieille femme de lettres, vous vous attendiez à une autre macédoine de savants, d'avocats, d'artistes, de poètes, de gens du monde. Pas du tout. Quatre provinciaux et leurs dignes moitiés composaient tout le cercle; mais il est bon que vous sachiez que de ces quatre provinciaux, l'un était un armateur de Bordeaux qui convoyait pour les Deux-Indes les blés et les vins de ses deux amis, dont le premier exploitait en Brie une immense propriété rurale, et dont l'autre possédait la moitié du vignoble entre Beaune et Mâcon.

« Tout naturellement, la conversation roula sur le commerce, l'agriculture et l'industrie. Le quatrième provincial, gros manufacturier des environs de Rouen, parla de ces objets en homme qui les étudie *sur le métier*. Je fus agréablement surpris de me trouver transporté du champ vague et sans limites des conjectures, des opinions et des projets, sur le terrain solide des faits; et je me promis bien, si jamais je touchais à quelque partie de la manœuvre politique, que j'éviterais, comme remplie d'écueils, la mer orageuse des opinions, qui ballottent le petit nombre, pour me diriger vers les intérêts qui calment et satisfont le plus grand.

« A la suite de ces préliminaires, on s'expliqua. Madame de Beauharnais portait la parole. Je comprenais qu'un changement, qu'une révolution, tranchons le mot, était nécessaire; j'appris qu'on s'y préparait de longue main. Mais j'avoue que j'éprouvai un étonnement qui tenait de la stupéfaction, lorsqu'il me fut révélé que cette révolution avait pour âme secrète Barras, et pour objet les Bourbons. Des conférences étaient entamées entre ce directeur et un agent du *prétendant*, lequel, d'ailleurs, s'engageait à accorder une Constitution libre, garantie de toutes les opinions et de tous les intérêts. Cependant il fallait à cette entreprise un chef, dont la consistance en talents, en faits, en moralité, justifiât la confiance du parti constitutionnel, sans éveiller les soupçons ni des révolutionnaires, ni des républicains. Voulais-je devenir ce chef, car on ne mettait pas en doute que je fusse capable de l'être? C'est à répondre à cette

question qu'on me préparait depuis quelque temps. Je fis moi-même une multitude de demandes, auxquelles madame de Beauharnais répondait avec douceur, avec patience, mais quelquefois sans clarté. Et lorsqu'enfin j'interrogeai sur ce qu'en dernière analyse, l'on voulait faire de moi, et ce que serait d'abord et ostensiblement ce chef, dont on attendait un résultat si important la vicomtesse sourit, mit un doigt sur sa bouche, et me dit, avec un abandon. que j'aurais pu croire de la tendresse : Ce cher directeur s'est chargé de répondre à cela.

« Barras résuma laconiquement tout ce que la vicomtesse m'avait développé avec précaution. Il s'agissait, en dernier terme, de rétablir les Bourbons, mais non l'ancien régime. Le roi, philosophe autant que politique, engageait sa parole d'obéir au siècle, et de ne remonter sur le trône que pour y faire asseoir la liberté. Un système représentatif, bien ordonné, garantissait la bonne foi et l'exécution de cette promesse. Rien d'ailleurs ne pressait. Il fallait que le temps mûrît ce projet, dont l'exécution ne pouvait être confiée qu'à un puissant caractère et à la plus imposante réputation. On m'envoyait en Italie pour éprouver l'un et obtenir l'autre. Mais afin que le commandement de cette armée ne me parût pas susceptible de refus, on me le faisait offrir par madame de Beauharnais, qui y joignait le don de sa main.

« Quel piége ! que de passions tentées à la fois ! Cependant, revenu d'un premier éblouissement, j'acceptai tout et ne promis rien. La main de la femme la plus aimable, et le commandement d'une armée que je voulais rendre la plus héroïque, devaient assouvir à la fois l'orgueil et l'amour. Barras me vit partir avec ravissement ; et, sans me lier par aucun engagement, il attendit tout de la reconnaissance. »

Le mariage fut célébré le 9 mars 1796. Bonaparte était âgé de vingt-cinq ans : Joséphine comptait quelques années de plus.

« Cette union qui, pendant longtemps fit le bonheur de Napoléon, dit M. de Norvins, ne s'était pas accompli sans difficultés. Madame de Beauharnais, riche de vingt-cinq mille livres de rentes, débris de sa fortune personnelle et de celle de son mari, avait des amis qui lui firent de vives représentations sur son mariage avec un militaire plus jeune qu'elle et sans fortune. On a raconté à ce sujet une anecdote que nous transcrivons ici.

« Madame de Beauharnais était allée avec son futur mari chez Me Raguideau, son notaire, chargé de rédiger le contrat de mariage. Ce notaire, qui fut celui de Napoléon, se crut obligé de faire quelques observations à sa cliente. Il profita du moment où il se trouva seul avec elle pour lui renouveler les instances que la plupart de ses amis lui avaient déjà faites, et finit par lui dire :

« — Comment pouvez-vous épouser un soldat qui n'a que la cape et l'épée. »

« Bonaparte, qui se trouvait dans une pièce voisine dont la porte était entr'ouverte, parut n'avoir rien entendu. Mais huit années plus tard, le 2 décembre 1804, jour de son couronnement, au moment où il allait partir pour Notre-Dame, il aperçoit, dans la foule des gens de sa maison, Me Raguideau ; il le tire à l'écart, et, lui montrant d'un côté le manteau impérial parsemé d'abeilles d'or. et de l'autre la longue épée de Charlemagne :

« — Monsieur, lui-dit-il en souriant, voilà la cape, et voici l'épée. »

La Convention nationale, après avoir déclaré la Belgique réunie à la France, décrété la formation de l'Institut des sciences et des arts, l'amnistie pour tous

les délits révolutionnaires avait terminé son existence politique le 26 octobre 1795. Le corps législatif s'était divisé en deux conseils, celui des *Anciens*, qui siégeait aux Tuileries, celui des Cinq Cents, qui tenait ses séances au Manége. La quatrième législature prit le nom de Directoire, et s'établit au Luxembourg : elle se composait de cinq membres, Barras, Carnot, Rewbell, Larèveillère-Lépaux et Letourneur, (de la Manche.)

Barras fit donner au général Bonaparte le commandement en chef de l'armée d'Italie. Les funestes auspices sous lesquels la conduite de cette dangereuse expédition lui fut confiée devaient rehausser l'éclat de sa renommée. Custine et Bouchard venaient de périr sur l'échafaud ; Dumouriez avait trahi la cause qu'on lui avait confiée ; Pichegru, le conquérant de la Hollande, avait été rappelé, lorsque Bonaparte fut choisi pour commander l'armée d'Italie, contre les meilleures troupes, les généraux les plus expérimentés de l'Europe ; pour la conduire dans un pays où la nature a multiplié les obstacles que le carthaginois Annibal seul avait surmontés. Quelle confiance cette armée pouvait-elle avoir en un général de vingt-six ans, dont l'extérieur promettait si peu, qui était même l'objet des railleries si familières aux soldats français ? Et lui-même, que devait-il augurer d'une armée sans magasins, sans habits, sans expérience dans l'art de la guerre ? Que de préjugés contre le succès ! Bonaparte ne s'en alarma pas. Le Directoire lui donna ordre de conquérir d'abord le Piémont, et de forcer les troupes autrichiennes dans leurs retranchements.

Il partit avec confiance ; mais, en arrivant à Nice, il trouva, au lieu de cent mille hommes dont le ministre de la guerre lui avait donné l'état, une armée composée seulement de trente-cinq mille combattants. Cette armée, si inférieure en nombre aux troupes ennemies, était en outre dénuée de vivres, d'habits et d'argent. Bonaparte s'occupa d'abord des besoins les plus pressants, et lorsqu'il eut mis l'armée en état d'agir offensivement, il lui adressa cette harangue :

« Soldats !

« Vous êtes nus, mal nourris ; le gouvernement vous doit beaucoup, il ne « peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au « milieu de ces rochers sont admirables ; mais ils ne vous procurent aucune « gloire ; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus « fertiles plaines du monde ; de riches provinces, des grandes villes seront en « votre pouvoir ; vous trouverez honneur, gloire et richesse. Soldats d'Italie ! « manqueriez-vous de courage ou de constance ?...

Ces mâles accents, jusqu'alors inconnus, ce langage presque fatidique comme les anciens oracles, électrisèrent généraux, officiers et soldats : l'armée eut, dès ce jour, une confiance aveugle en la fortune de Bonaparte. Le jeune général en chef qui n'avait pas une armée assez nombreuse pour attaquer les troupes ennemies réunies, résolut de tourner les Alpes, afin d'isoler les Piémontais des Autrichiens, et d'éviter un engagement géneral avec les Etats-Sardes. Il exécuta son plan de campagne avec un bonheur inouï, ou plutôt avec le génie qui préside à toutes les grandes conceptions. Les victoires de Montenote, de Millesimo, de Dego, permirent à l'armée française d'arriver jusqu'aux hauteurs de Monte-Zemote :

« Soldats ! s'écria Bonaparte, en leur montrant la chaîne gigantesque des

Alpes, derrière et autour d'eux ; soldats, Annibal franchit les Alpes, nous les avons tournées. »

Une nouvelle victoire, remportée à Mondovi sur le général Colli, coûta aux Piémontais trois mille hommes, dix drapeaux, huit pièces de canon, quinze cents prisonniers, dont trois généraux. Bonaparte, plus que rassuré sur le succès de la campagne, certain d'avance de conquérir toute l'Italie, porta son quartier-général à Cherasso, où il trouva des magasins bien approvisionnés. Il adressa à l'armée la proclamation suivante :

« Soldats !

« Vous avez remporté, en quinze jours, six victoires, pris vingt et un dra- « peaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la « partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué « ou blessé plus de dix mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour « des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. « Vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée de Hollande et celle du « Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des ba- « tailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées « sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie, et souvent sans pain. Les phalanges « républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que « vous avez souffert. Grâces vous en soient rendues, soldats ! La patrie recon- « naissante vous devra sa prospérité ; et si, vainqueurs de Toulon, vous pré- « sageâtes l'immortelle campagne de 96, vos victoires actuelles en présagent « une plus belle encore.

« Les deux armées qui naguère vous attaquaient avec audace fuient épou- « vantées devant vous. Les hommes pervers qui riaient de votre misère et se « réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos ennemis sont confondus « et tremblants. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez « rien fait, puisqu'il vous reste à faire : ni Turin ni Milan ne sont à vous ; les « cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de « Basseville.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne ; vous êtes « aujourd'hui abondamment pourvus ; les magasins pris à vos ennemis sont « nombreux ; l'artillerie de siége et de campagne est arrivée. Soldats, la patrie « a droit d'attendre de vous de grandes choses : justifierez-vous son attente ? « Les plus grands obstacles sont franchis, sans doute ; mais vous avez encore « des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il « qui préféreraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, essuyer « patiemment les injures de cette soldatesque esclave ? Non, il n'en est pas par- « mi les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego et de Mondovi ; tous « brûlent de porter au loin la gloire du peuple français ; tous veulent humi- « lier ces rois orgueilleux qui osaient méditer de vous donner des fers ; tous « veulent dicter une paix glorieuse, et qui indemnise la patrie des sacrifices « immenses qu'elle a faits ; tous veulent, en rentrant dans leurs villages, pou- « voir dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie.*

« Amis, je vous la promets, cette conquête ; mais il est une condition qu'il « faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous dé- « livrez ; c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scé- « lérats suscités par vos ennemis ; sans cela vous ne seriez pas les libérateurs

« des peuples, vous en seriez les fléaux ; vous ne seriez pas l'honneur du peu-
« ple français : il vous désavouerait : Vos victoires, votre courage, vos succès,
« le sang de vos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur
« et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rou-
« girions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne con-
« naîtrait de loi que la force. Mais, investi de l'autorité nationale, fort de la
« justice et de la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans
« courage et sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent aux
« pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Je ferai
« exécuter à la rigueur le règlement que j'ai fait mettre à l'ordre : les pillards
« seront impitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont été : j'ai eu lieu de re-
« marquer avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée
« se sont portés pour faire exécuter les ordres.

« Peuples de l'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes : le
« peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant
« de nos drapeaux : vos propriétés, votre religion et vos usages seront reli-
« gieusement respectés.

« Nous faisons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux
« tyrans qui vous asservissent. »

Cette campagne, si rapidement et si glorieusement accomplie, décupla le courage de l'armée ; Bonaparte qui avait reçu cinq fois dans la dernière semaine d'avril, de la part de la Législative, l'expression de la reconnaissance nationale, songeait déjà à attaquer la maison d'Autriche au cœur de l'Allemagne. Le roi de Sardaigne, dont les troupes avaient essuyé de si cruelles défaites, envoya un ambassadeur à Paris, pour traiter de la paix qui fut conclue le 15 mai ; il se reconnut en quelque sorte vassal de la République française.

La coalition européenne était plongée dans la terreur la plus profonde ; les Autrichiens, chassés du Piémont, ne songeaient plus qu'à défendre Mantoue, dont la prise devait assurer aux Français la possession de toute l'Italie. Ce fut aussi sur cette place que Bonaparte concentra ses plans et ses forces. Le général autrichien Beaulieu prit position à Valleggio, pour surveiller les mouvements de Bonaparte. Mais celui-ci lui donna le change : pendant que Masséna feignait de vouloir passer le Pô à Cambio, le général en chef, suivi de dix bataillons de grenadiers, d'une partie de sa cavalerie et de vingt-cinq pièces de canon, se dirigeait vers Plaisance, où il traversa le fleuve sans autre obstacle que ceux qu'opposait la nature. Il établit aussitôt son quartier-général dans Plaisance, d'où il écrivit aux membres du Directoire la lettre suivante, dictée par la prévision de nouvelles victoires :

« Nous avons passé le Pô ; la seconde campagne est commencée. Beaulieu
« est déconcerté ; il donne dans tous les piéges qu'on lui tend ; peut-être vou-
« dra-t-il donner une bataille.

« Encore une victoire, et nous sommes maîtres de l'Italie. J'espère que les
« choses vont bien, car je pense vous envoyer une douzaine de millions à
« Paris.

« *Cela ne vous fera pas de mal pour l'armée d'Italie.*

L'arrivée si inattendue des troupes françaises terrifia tous les petits princes italiens. Le duc de Parme donna dix millions et livra ses tableaux, pour obtenir l'armistice. Le duc de Modène donna aussi dix millions pour une suspension

d'armes, et Bonaparte approvisionna son armée, sans rien demander à la métropole.

Cependant, Baulieu, instruit de ces défections, s'avançait à marches forcées, pour couvrir Plaisance. Bonaparte fit enlever Fombio où les Autrichiens perdirent 2,500 prisonniers, leurs drapeaux et leur artillerie. Quelques jours après, la brillante victoire de Lodi rendait les Français maîtres de la Lombardie. Beaulieu, découragé, effrayé, laissait sans défense la ville de Milan, dont la reddition fut annoncée à Bonaparte par une députation des États lombards et de la municipalité Milanaise.

Le jeune général en chef, persuadé qu'il avait attaché pour toujours la victoire à sa destinée, écrivit au Directoire, pour lui rappeler le plan qu'il avait depuis longtemps conçu, de pénétrer en Allemagne par le Tyrol et d'opérer sa jonction avec les deux armées du Rhin. Voici le principal passage de sa lettre :

« Il est possible que bientôt j'attaque Mantoue. Si j'enlève cette place, « rien ne m'arrête plus pour pénétrer dans la Bavière ; dans deux décades, je « puis être dans le cœur de l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas combiner mes « mouvements avec l'opération de vos deux armées ? Je m'imagine qu'à l'heure « qu'il est on se bat sur le Rhin. Si l'armistice continuait, l'armée d'Italie serait « écrasée. Si les deux armées du Rhin entrent en campagne, je vous prie de « me faire part de leur position et de ce que vous espérez qu'elles puissen « faire, afin que cela me puisse servir de règle pour entrer dans le Tyrol. ou « me borner à l'Adige. Il serait digne de la République d'aller signer le traité « de paix, les trois armées réunies, dans le cœur de la Bavière ou de l'Autriche « étonnée. Quant à moi, s'il entre dans vos projets que les deux armées du « Rhin fassent des mouvements en avant, je franchirai le Tyrol, avant que « l'empereur s'en soit sérieusement douté. »

Le Directoire lui fit une réponse évasive, au sujet de son plan d'invasion en Allemagne. On eût dit qu'il redoutait déjà l'audacieux génie du jeune général, qui semblait maîtriser à son gré la fortune et les événements. Après lui avoir donné des éloges emphatiques, pour la conquête du Piémont, il lui annonçait que le pouvoir exécutif avait résolu de partager l'armée en deux corps : celui qui devait garder le Milanais et observer de plus près les Autrichiens, était confié à Killermann, tandis que Bonaparte conserverait le commandement des troupes échelonnées à Livourne, à Naples, à Gênes, et destinées à agir sur le littoral de la Méditerranée. Mais le vainqueur de Montenotte et de Lodi voulait déjà vaincre et commander sans partage :

« Je crois très-impolitiqne de diviser en deux l'armée d'Italie, écrivait-il au « Directoire ; il est également contraire aux intérêts de la République d'y mettre « deux généraux différents. L'expédition de Livourne, Rome et Naples, est « très-peu de chose : elle doit être faite par des divisions en échelons, de sorte « que l'on puisse, par une marche rétrograde, se trouver en force contre les « Autrichiens, et menacer de les envelopper au moindre mouvement qu'ils « feraient. Il faudra, pour cela, non-seulement un seul général, mais encore « que rien ne le gêne dans sa marche et dans ses opérations. J'ai fait la cam- « pagne sans consulter personne ; je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me « concilier avec la manière de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avan- « tages sur des forces supérieures, et dans un dénuement absolu de tout, parce « que, persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi

« prompte que ma parole. Si vous m'imposez des entraves de toute espèce, *s'il* « *faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement*, s'ils « ont le droit de changer mes mouvements, de m'ôter ou de m'envoyer des « troupes, n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens en par- « tageant vos forces, *si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire*, je « vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer « des lois à l'Italie. »

On dit même qu'il offrit sa démission, si le Directoire persistait dans son dessein, de partager l'armée en deux corps, au lieu d'en laisser le commandement à un seul général. Mais, dans aucun cas cette démission ne pouvait être acceptée. Bonaparte était l'idole des soldats, qui n'avaient plus de confiance qu'en son génie.

CHAPITRE TROISIÈME.

Milan est investi. — Proclamation du général en chef. — Insurrection en Italie. — Bonaparte revient à Milan. — Il rétablit l'ordre. — Prise et sac de Pavie. — Mauvais vouloir de la République de Venise. — Victoire de Velaggio. — Le *corps des guides*. — Victoire de Borghetto. — Guerre avec le pape. — Les Anglais chassés de Livourne. — Wurmser succède à Beaulieu. — Siége de Mantoue — Sang-froid de Bonaparte. — Victoires de Roveredo, Bassano, Saint-Georges. — Proclamation aux habitants du Tyrol. — Témoignage de Clarke en faveur de Napoléon. — Victoire d'Arcole. — Prise de Mantoue. — Capitulation de Wurmser.

Cependant, Augereau occupait déjà Pavie ; Serrurier, Lodi et Crémone ; la division de Laharpe, Lasagno, Tomo, Lucco et Pizzighetonne ; Milan fut investi le 13 mai, et deux jours après, Bonaparte fit son entrée solennelle dans cette place, aux acclamations de tous les habitants, heureux de se voir délivrés du joug autrichien. Il adressa aux troupes la proclamation suivante, qui fut affichée sur toutes les murailles de la ville :

« Soldats !

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin. Vous « avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, dé« livré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels d'amitié « pour la France. Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute « la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence po« litique qu'à votre générosité. L'armée qui vous menaçait avec orgueil ne « trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage ; le Pô, le Tésin, « l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour : ces boulevards vantés de l'Italie « ont été insuffisants ; vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin. « Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie. Vos représentants « ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, pour être célébrée dans toutes les « communes de la République. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos « sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil « de vous appartenir. Oui, soldats, vous avez beaucoup fait ! Mais ne vous « reste-t-il donc plus rien à faire ? Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, « mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous re« prochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Mais je vous vois « déjà crier aux armes ! Un lâche repos vous fatigue : les journées perdues « pour la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien ! partons ; nous avons « encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à « cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la « guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié « nos vaisseaux à Toulon, tremblent ! l'heure de la vengeance a sonné. Mais

« que les peuples soient sans inquiétude : nous sommes amis de tous les peu-
« ples, et plus particulièrement des Brutus, des Scipion et des grands hommes
« que nous avons pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec hon-
« neur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain,
« engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de nos victoires !
« elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de
« changer la face de la plus belle partie de l'Europe. Le peuple français, libre,
« respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indem-
« nisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous resterez
« alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront, en vous montrant : *Il était de*
« *l'armée d'Italie!* »

Jamais général d'armée ne porta l'éloquence militaire à un aussi haut degré de perfection que Napoléon Bonaparte; aussi les soldats lisaient-ils avec enthousiasme ses allocutions, où ils trouvaient toujours des promesses de nouvelles victoires. A peine installé dans le palais de Milan, le jeune général traita presque en souverain avec les princes et généraux étrangers. Le Directoire n'eut qu'à approuver les mesures sages et énergiques qu'il prenait pour sauvegarder l'honneur, aussi bien que les intérêts de la nation. Un trop long repos ne convenait pas à son infatigable activité; il quitta bientôt Milan et se dirigea vers l'Adige, pour organiser partout les gardes nationales. Tout à coup, on apprit que les prêtres, les moines et quelques nobles, amis de l'Autriche, fomentaient une révolte à Milan. Les paysans sonnèrent le tocsin et s'approchèrent de la ville, dans le dessein de s'en emparer. Les Français, qui bloquaient le château, y refoulèrent les Autrichiens. Les paysans, effrayés, se dispersèrent, et cette tentative de révolte n'eut pas de suite. Il n'en fut pas ainsi à Pavie, où l'on n'avait laissé que trois cents hommes, dont plusieurs étaient malades. Le général Hacquin, ayant commis l'imprudence de traverser la ville, fut forcé, le poignard sur la gorge, d'ordonner à ses soldats d'ouvrir les portes du fort.

Bonaparte apprit ces tristes nouvelles à Lodi : aussitôt, il courut vers Milan, suivi de trois cents chevaux, de six pièces d'artillerie et d'un bataillon de grenadiers; il y rétablit l'ordre et se dirigea ensuite vers Pavie, dont il trouva les portes fermées. Huit mille paysans défendaient les remparts. Il fit immédiatement placarder la proclamation suivante sur les portes de ta ville :

« Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte aux der-
« niers excès dans plusieurs communes, méconnaît la République et brave
« l'armée triomphante des rois. Ce délire inconcevable est digne de pitié. L'on
« égare le pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle
« aux principes qu'a adoptés sa nation, de ne pas faire la guerre aux peuples,
« veut bien laisser une porte ouverte au repentir. Mais ceux qui, sous vingt-
« quatre heures, n'auront pas déposé les armes, seront traités comme rebelles;
« leurs villages seront brûlés. Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ou-
« vrir les yeux. Son sort sera celui de toutes les communes qui s'obstineront
« dans la révolte. »

Aux premiers rayons du jour, l'artillerie française foudroya les remparts; les portes furent brisées à coups de hache, et Pavie fut pendant quelques heures à feu et à sang. Bonaparte se laissa enfin toucher par les supplications des magistrats et du clergé : le carnage et le pillage cessèrent, et on se contenta d'envoyer en France des otages choisis dans les premières familles lombardes. Le

capitaine qui commandait la garnison française fut condamné à mort et fusillé.

Cependant Bonaparte était attendu à Soncino, où se trouvait le quartier général. Brescia, ville de cinquante mille habitants, et l'une des plus riches de l'État vénitien, voulait profiter de la présence des Français pour se délivrer à tout jamais de l'oligarchie qui l'opprimait. Mais une longue amitié unissait les deux républiques; d'ailleurs, le sénat protesta pour la deuxième fois de sa neutralité, et le général en chef se trouva dans l'impossibilité de condescendre aux vœux des patriotes de Brescia. Quelques jours après, en dépit des bonnes intentions des Vénitiens, le général Beaulieu s'établit par supercherie à Peschiera, et transféra son quartier général derrière le Mincio, résolu à empêcher par tous les moyens possibles l'investissement de Mantoue. L'armée française avait donc à traverser le Mincio; Bonaparte, contre toute attente, déboucha sur Borghetto. Murat attaqua la cavalerie autrichienne, prit neuf pièces de canon et fit deux mille prisonniers. Le général Gardanne, par un hardi coup de main, emporta les positions de Vellagio, et le général en chef put bientôt y établir son quartier général. Dans cette journée, Bonaparte eût été fait prisonnier par l'avant-garde du corps d'armée de Beaulieu qui, ne rencontrant personne, pénétra sans obstacle dans Velaggio, si son escorte n'eût pas fermé tout à coup la porte de la maison qu'il occupait. Ce fut à la suite de cet imminent danger couru par le général en chef, qu'on institua le fameux corps des guides dont l'organisation fut confiée à Bessières.

Vainqueur à Borghetto, Bonaparte ne s'occupa plus que de prendre position sur la ligne de l'Adige ; il s'empara de Vérone, qui appartenait à la république de Venise, prit ainsi sur Beaulieu sa revanche de Peschiera, et obtint des Vénitiens, après de longs pourparlers, qu'ils fourniraient des vivres à son armée. Il se dirigea aussitôt sur Mantoue, ce grand boulevard de l'Italie, et en commença le siége, qu'il ne put pas pousser avec son activité ordinaire, parce qu'il avait laissé sa grosse artillerie à Milan, dont la citadelle tenait encore. Les embarras se multipliaient. On apprit que Wurmser, successeur de Beaulieu, tombé en disgrâce, s'avançait à la tête d'une nouvelle armée qui devait porter à soixante-dix mille hommes l'effectif des forces ennemies. Une heureuse circonstance vint rassurer le général en chef et ses troupes. Le roi de Naples, inquiet pour ses Etats, signa un armistice. Ce fut un coup de fortune dont le génie de Bonaparte tira le plus grand parti. Les paysans, fanatisés par les prêtres et les nobles, continuaient leur œuvre d'extermination contre les Français. Lannes fut chargé de les châtier, et Bonaparte, quittant brusquement Mantoue où sa présence était peu utile, transporta son quartier général à Tortone, d'où il écrivit au sénat de Gênes pour lui demander vengeance de si lâches assassinats.

La République française était aussi en guerre avec le pape. Augereau s'empara des deux légations. Reggio, Modène, Bologne secouèrent avec bonheur le joug pontifical ; Bologne demanda à rester libre sous la protection de la France. La trêve fut conclue dans cette ville le 24 juin ; l'armée française continua de l'occuper ainsi que Ferrare et la citadelle d'Ancône. Le pape dut payer vingt et un millions en argent ou en denrées et livrer ses plus beaux tableaux.

Quelques jours après, les Français chassèrent les Anglais de Livourne. La citadelle de Milan capitula le 29 mai ; le général en chef apprit cette nouvelle

à Florence ; on y avait trouvé des approvisionnements immenses ; et le 18 juillet, cent quarante pièces de canon foudroyaient Mantoue, dernier boulevard des Autrichiens contre la République française. Tout le reste de l'Italie, depuis les Alpes jusqu'au détroit de Messine, était allié ou soumis et occupé militairement.

L'armée ennemie, sous le commandement de Wurmser, se composait de soixante-dix mille hommes, qui furent divisés en trois corps ; Bonaparte résolut de les battre en détail. Les victoires de Lonato, de Castiglione, la prise de Verone, le second blocus de Mantoue complétèrent cette campagne que les soldats nommèrent la *campagne des cinq jours*. Ce fut à Lonato que Bonaparte, surpris par un détachement autrichien et sommé de se rendre, adressa cette énergique allocution au parlementaire :

« Allez dire à votre général que je lui donne huit minutes pour déposer les « armes ; il se trouve au milieu de l'armée française ; passé ce temps, il n'au« rait plus rien à espérer. »

L'Autrichien se rendit avec deux mille hommes et quatre pièces de canon.

Les victoires de Roveredo, de Bassano, de Saint-Georges portèrent la terreur dans l'armée de Wurmser, qui se trouva coupée du Trentin et du Tyrol. Avant de livrer la bataille de Bassano, Bonaparte avait adressé la proclamation suivante aux habitants du Tyrol :

« Tyroliens !

« Vous sollicitez la protection de l'armée française, il faut vous en rendre « dignes. Puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée, contraignez ce « petit nombre d'hommes opiniâtres à se soumettre. Leur diète insensée tend à « attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre. La supériorité de nos armes « est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or de l'An« gleterre, le trahissent ; ce malheureux prince ne fait pas un pas qui ne soit « une faute. Vous voulez la paix ! les Français combattent pour elle. Nous « ne passons sur votre territoire que pour obliger la cour de Vienne de se ren« dre au vœu de l'Europe desolée, et d'entendre le cri de ses peuples. Nous « ne venons pas ici pour nous agrandir : *la nature a tracé nos limites au Rhin « et aux Alpes* dans le même temps qu'elle a posé au Tyrol les limites de la « maison d'Autriche. Tyroliens ! quelle qu'ait été votre conduite passée, ren« trez dans vos foyers ; quittez des drapeaux tant de fois battus et impuissants « à vous défendre. Ce n'est pas quelques ennemis de plus que peuvent redou« ter les vainqueurs des Alpes et de l'Italie ; mais c'est quelques victimes de « moins que la générosité de la nation m'ordonne de chercher à épargner. Nous « nous sommes rendus redoutables dans les combats ; mais nous sommes les « amis de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité, etc. »

Mantoue fut bloqué pour la troisième fois : La troisième armée de l'Autriche avait été détruite ; des soixante-dix mille hommes qui la composaient il n'en restait que seize mille enfermés dans Mantoue avec Wurmser, et dix mille disséminés dans le Tyrol... Les soldats français purent enfin prendre quelque repos, sans pour cela quitter les armes ; ils ne trouvaient plus d'ennemis à combattre. Bonaparte se rendit à Milan pour y prendre les dispositions d'une nouvelle campagne qu'il prévoyait après les échecs que venait d'essuyer l'armée de Sambre-et-Meuse. Il rendit ses comptes au Directoire : il n'avait dépensé que 11 millions en six mois et il en avait envoyé 20 à Paris. Le nom de Bonaparte

était déjà l'objet d'une admiration générale; voici le glorieux témoignage que lui rendit le général Clarke dans une lettre adressée au Directoire :

« Le général en chef a rendu les plus importants services. Placé par vous au « poste glorieux qu'il occupe, il s'en montre digne, il est l'homme de la Répu- « blique. Le sort de l'Italie a plusieurs fois dépendu de ses combinaisons sa- « vantes. Il n'y a personne ici qui ne le regarde comme un homme de génie, « et il l'est effectivement. Il est craint, aimé et respecté en Italie. Tous les petits « moyens d'intrigue échouent devant sa pénétration. Il a un grand ascendant « sur les individus qui composent l'armée républicaine, parce qu'il devine ou « conçoit d'abord leur pensée ou leur caractère, et qu'il les dirige avec science « vers le point où ils peuvent être le plus utiles. Un jugement sain, des idées lu- « mineuses le mettent à portée de distinguer le vrai du faux. Son coup d'œil est « sûr, ses résolutions sont suivies par lui avec énergie et vigueur. Son sang- « froid dans les affaires les plus vives est aussi remarquable que son extrême « promptitude à changer ses plans lorsque les circonstances imprévues le com- « mandent. Sa manière d'exécuter est savante et bien calculée. Bonaparte peut « parcourir avec succès plus d'une carrière; ses talents supérieurs et ses con- « naissances lui en donnent les moyens. Je le crois attaché à la République et « sans autre ambition que celle de conserver la gloire qu'il s'est acquise. On « se tromperait si l'on pensait que ce fût l'homme d'un parti. Il n'appartient ni « aux royalistes, qui le calomnient, ni aux anarchistes, qu'il n'aime point. La « Constitution est son seul guide. Rallié à elle et au Directoire, qui le veut, je « crois qu'il sera toujours utile et jamais dangereux à son pays. Ne pensez « point, citoyens directeur, que j'en parle par enthousiasme; c'est avec calme « que j'écris, et aucun intérêt ne me guide que celui de vous faire connaître « la vérité. Bonaparte sera mis par la postérité au rang des plus grands « hommes. »

L'Autriche, victorieuse en Allemagne, transporta toutes ses forces en Italie, pour prendre le Milanais et débloquer Mantoue; le général Alvinzi vint rejoindre Wurmser avec une armée de quarante mille hommes, et les forces ennemies s'élevèrent à plus de quatre-vingt mille combattants. Les batailles de la Brenta, de Caldiéro, et surtout la victoire d'Arcole, où l'on se battit pendant trois jours, diminuèrent de près de moitié l'armée autrichienne; à Arcole seulement elle perdit douze mille morts, six mille prisonniers, dix-huit pièces de canon et quatre drapeaux. Qui ne connaît le beau fait d'armes ou plutôt le trait de courage de Bonaparte au pont d'Arcole, sur lequel il se précipita un drapeau à la main à travers une grêle de mitraille ?

Les Français triomphants rentrèrent dans Vérone par la porte de Venise. Cependant l'Autriche et les Vénitiens conspiraient ensemble contre notre armée; les cours de Rome et de Vienne entretenaient des intelligences secrètes. Mais la destruction de l'armée d'Alvinzi laissait la ville de Mantoue livrée à elle-même; Serrurier resserrait tellement le blocus que cette place ne pouvait plus être ravitaillée. Le vieux maréchal Wurmser envoya son premier aide-de-camp pour parlementer avec Serrurier. Bonaparte assista à la conférence; il ne prit d'abord aucune part à la discussion, mais après avoir lu les propositions de Wurmser il s'écria :

« Si Wurmser avait seulement pour dix-huit ou vingt jours de vivres, et qu'il « parlât de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation honorable. Mais je

« respecte l'âge, la bravoure et les malheurs du maréchal. Voici les conditions « que je lui accorde : qu'il ouvre ses portes demain, qu'il tarde quinze jours, « un mois, il aura encore les mêmes conditions ; il peut même attendre jus- « qu'au dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô, et je « marche sur Rome. Vous connaissez mes intentions : allez les dire à votre « général. »

CHAPITRE QUATRIÈME.

Tentatives d'assassinat contre Bonaparte. — Soulèvement dans les États du pape. — Traité de Tolentino. — L'archiduc Charles en Italie — Allocution de Bonaparte. — Sa correspondance avec l'archiduc. — Succès des Français. — Bonaparte à Judenbourg. — Traité de Léoben. — Junot à Venise. — Conquête de l'Adriatique. — Congrès de Montebello. — Anniversaire du 14 juillet. — Événements à Paris. —Le 18 fructidor. — Traité de Campo-Formio. — Congrès de Rastadt. — Bonaparte revient à Paris.

Ces conditions furent acceptées; le 2 février 1797, Wurmser remit au général Serrurier la ville de Mantoue, dont la garnison se composait encore de treize mille hommes. On trouva dans la place trois cent cinquante pièces de canon. Peu de jours après, le vieux Wurmser fit avertir Bonaparte qu'on avait formé le projet de l'empoisonner dans la Romagne, où il avait porté ses armes, pour punir le Saint-Siége d'avoir violé l'armistice, signé à Bologne, le 23 juin 1796. En effet, le pape avait prêché ouvertement l'insurrection contre les Français, et les explications qu'il avait données à notre ambassadeur Cacault ne laissaient plus aucun doute sur les intentions de la cour apostolique. Cependant, Bonaparte tenta d'abord de recourir aux voies de conciliation. Il écrivit au cardinal Mattei, légat de Ferrare et confident du Saint-Père:

« Vous connaissez, Monsieur le cardinal, la force et la puissance des troupes « que je commande. Pour détruire le pouvoir temporel du pape, il ne me man- « que que de le vouloir. Allez à Rome, voyez le Saint-Père; éclairez-le sur ses « véritables intérêts; détachez-le des intrigants qui l'entourent, qui veulent sa « perte et celle de la cour de Rome. Le gouvernement français me permet en- « core d'écouter des propositions de paix. Tout peut s'arranger. La guerre, si « cruelle pour les peuples, a des résultats terribles pour les vaincus. Evitez de « grands malheurs au pape. Vous savez combien je désire personnellement de « finir par la paix une lutte que la guerre terminerait pour moi sans gloire, « comme sans péril. » — « J'attache bien plus d'importance au titre de conser- « vateur du Saint-Siége qu'à celui de son destructeur, écrivait-il aussi à l'am- « bassadeur Cacault; si à Rome on veut faire preuve de jugement, nous en pro- » fiterons pour donner la paix à cette belle partie du monde. »

Mais il eut bientôt de si nombreuses preuves de la trahison du Saint-Siége, de ses connivences avec l'Autriche, qu'il ordonna à l'ambassadeur Cacault de quitter Rome immédiatement; néanmoins, Bonaparte espérait encore réussir par la conciliation: il ne connaissait pas la duplicité de la cour papale, qui faisait afficher les proclamations les plus incendiaires.

Voici les principaux passages d'une *harangue adressée aux braves qui combattent sous les étendards de l'Église pour le salut commun.*

« Il est enfin venu le moment si désiré, de courir aux armes, ô peuples vail-
« lants, jadis sujets de Quirinus, aujourd'hui sujets du prince des apôtres,
« membres fidèles du patrimoine de saint Pierre, et fils bien-aimés de la sainte
« Église romaine!

« Aux armes donc, courez tous aux armes! Réveillez-vous! Levez-vous
« comme des géants qui n'avez point dégénéré de vos ancêtres! Prévenez un
« ennemi, dont vous ne connaissez que trop les impostures, mais qui n'a pas
« encore éprouvé les effets de votre courage, et qui, pour cela, vous méprise
« injustement! Qu'il sente à son dommage et à sa honte le poids de vos bras!
« Déjà l'histoire a saisi sa plume d'or pour enregistrer vos glorieux faits dans
« les fastes de l'immortalité.

« L'Europe, d'une extrémité à l'autre, a les yeux fixés sur vous; elle ne
« doute ni de votre valeur, ni de l'heureux succès qui doit la couronner.

« Notre excellent empereur François II, le magnanime défenseur, l'avocat
« de l'Église romaine, non content d'envoyer à notre secours les intrépides
« Hongrois, Transylvains, Croates et Allemands, a encore fait partir, à la
« demande de notre saint et affectueux père Pie VI, un de ses généraux, le
« meilleur, le plus expérimenté et le plus estimé, le seul bien qui nous man-
« quât, et que vous désiriez obtenir. Il s'est hâté d'arriver; il est parmi nous.
« Le seul nom de Colli ne vous émeut-il pas, ne vous donne-t-il pas du cou-
« rage? N'anime-t-il pas les esprits de tous les peuples, ce Colli qui, pendant
« deux années entières, a rendu impénétrables les gorges de Saorgio, les Ther-
« mopyles de l'Italie, les montagnes de Tauy et de Brois, où les cadavres des
« forcenés Français ont comblé les vallées et aplani les rochers les plus escar-
« pés? Ce même Colli vient vous guider, non pas à des combats incertains, mais
« à une victoire immanquable. Il est Italien comme vous; il vous aime tendre-
« ment. Il a en vous une entière confiance, et a toutes les raisons de l'avoir
« plus qu'on ne le voit communément.

« Courage donc! ne craignez rien. Aux armes! nous tous qui restons dans
« nos maisons, nous n'y resterons pas indifférents sur votre sort. Nous ne ces-
« serons pas de fournir à vos besoins : rien ne vous manquera. Nous offrirons
« de ferventes prières au Très-Haut, afin qu'il dirige vos coups vers un but im-
« manquable : alors vous serez pleins de confiance qu'avec de tels secours
« humains et divins vous remporterez le triomphe le plus prompt et le plus
« signalé; nous serons empressés de venir à votre rencontre et de vous rame-
« ner, sains et saufs et triomphants, aux lieux qui vous ont vus naître, afin de
« rendre ensemble, à ce même distributeur de tous biens, ces actions de grâces
« que saura nous inspirer l'épanchement de notre cœur reconnaissant. Dieu
« est en Israël, les Josué et les Gédéon ressusciteront parmi nous. Ne crai-
« gnez rien. Aux armes! aux armes! »

A ces provocations du fanatisme, Bonaparte fit la réponse suivante, la seule qui fût digne du général en chef de l'armée française :

« L'armée française va entrer sur le territoire du pape; elle sera fidèle aux
« maximes qu'elle professe : elle protégera la religion et le peuple. Le soldat
« français porte d'une main la baïonnette, sûr garant de la victoire, et de
« l'autre, le rameau d'olivier, symbole de la paix et gage de sa protection.
« Malheur à ceux qui, séduits par des hommes profondément hypocrites, atti-
« reront sur leurs maisons la vengeance d'une armée qui, en six mois, a fait

« cent mille prisonniers des meilleures troupes de l'empereur, pris quatre cents « pièces de bataille, cent dix drapeaux, et détruit cinq armées! »

Le jour suivant, il exposa à l'armée les motifs qui le forçaient à marcher contre le Saint-Siége:

« 1° Le pape a refusé d'observer les conditions de l'armistice qu'il avait « conclu; 2° La cour de Rome n'a pas cessé d'armer et d'exciter les peuples à « la croisade par ses manifestes; 3° Elle a entamé des négociations hostiles « contre la France, avec la cour de Vienne; 4° Le pape a confié le commande- « ment de ses troupes à des officiers-généraux, envoyés par la cour de Vienne; « 5º Il a refusé de répondre aux demandes officielles qui lui ont été faites par « le général Cacault, ministre de la République française; 6º Le traité d'ar- « mistice a donc été violé et rompu par la cour de Rome, etc. »

Les troupes papales s'étaient mises en campagne. Le cardinal Busca, instigateur de cette levée de boucliers, défendait, avec huit mille paysans, le pont de Castelno-Bolognese, sur le Senio, qui fut forcé au pas de charge en moins d'une heure; Victor fut ensuite obligé de briser, à coups de canon, les portes de Faenza, qu'on emporta d'assaut. Les prisonniers faits dans la journée, et qui appartenaient aux premières maisons de Rome, furent renvoyés dans leurs familles. Bonaparte se rendit à Tolentino, pendant que Forli, Pesaro, Césène, Sinagaglia, Rimini ouvraient leurs portes aux Français, comme à des libérateurs, et que Victor s'emparait, sans coup férir, de la place d'Ancône, où il trouva cent vingt bouches à feu, cinq mille fusils, des magasins bien approvisionnés. Le Saint-Siége n'apprit cette nouvelle qu'avec la plus grande stupeur; le pape, honteux de sa conduite, voulait se retirer à Naples, mais le général des Camaldules le détermina à rester au Vatican, et à envoyer des plénipotentiaires à Tolentino. Pie VI écrivit alors à Bonaparte, pour lui annoncer que ses plénipotentiaires étaient chargés de terminer à l'amiable les différends qui s'étaient élevés entre le Saint-Siége et la République française. Le 23 février 1797, le traité de Tolentino fut ratifié; le pape faisait abandon de ses droits sur le comtat Venaissin, cédait à la France les légations de Bologne, de Ferrare, de la Romagne, de la ville et de la citadelle d'Ancône.

L'Autriche, menacée dans ses États germaniques, depuis la capitulation de Mantoue, leva une nouvelle armée, dont elle confia le commandement au prince Charles, avec les troupes qui avaient déjà combattu sur le Rhin. Cette cinquième armée se réunit sur les bords du Tagliamento. Bonaparte, prévoyant déjà les grands événements qui allaient s'accomplir, adressa l'allocution suivante à ses soldats, allocution où se trouvent développés ses plans contre l'Allemagne :

« Soldats!

« La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des ti- « tres éternels à la reconnaissance de la patrie. Vous avez été victorieux dans « quatorze batailles rangées et dans soixante-dix combats; vous avez fait cent « mille prisonniers, pris cinq cents pièces de campagne, deux mille pièces de « gros calibre, quatre équipages de pont. Les contributions mises sur le pays « que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la « campagne. Vous avez en outre envoyé trente millions au ministre des fi- « nances, pour le soulagement du Trésor public. Vous avez enrichi le Muséum « de Paris de trois cents chefs-d'œuvre de l'ancienne et de la nouvelle Italie, et



« qu'il a fallu trente siècles pour produire. Vous avez conquis à la République « les plus belles contrées de l'Europe. Les républiques Transpadane et Cispa- « dane vous doivent leur liberté. Les couleurs françaises flottent pour la pre- « mière fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de « l'ancienne Macédoine, *d'où Alexandre s'élança sur l'Orient.* Une grande des- « tinée vous est aussi réservée, mais vous n'avez pas tout achevé. Vous châtie- « rez ces insulaires perfides qui, étrangers aux malheurs de la guerre, sourient « avec plaisir aux maux du continent.

« Les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, se sont déta- « chés de la coalition de vos ennemis, et ont brigué votre amitié. Vous avez « chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse. C'est en vous que la « patrie met ses plus chères espérances : vous continuerez à en être dignes. De « tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la République à sa naissance, « l'empereur seul reste devant vous : se dégradant lui-même du rang d'une « grande puissance, ce prince s'est mis à la solde des marchands de Londres. « Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe. La « modération de ses propositions ne se ressentait pas de la force de ses armées : « il n'avait pas consulté votre courage, mais l'humanité, et l'envie de vous « faire rentrer dans vos familles ; il n'a pas été écouté à Vienne ; il n'est donc « plus d'espérance pour la paix qu'en allant la chercher dans le cœur des Etats « héréditaires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez un brave peuple, ac- « cablé par la guerre qu'il a eue contre les Turcs, et par la guerre actuelle. « Les habitants de Vienne et des Etats d'Autriche gémissent sur l'aveuglement « et l'arbitraire de leur gouvernement ; il n'en est pas un qui ne soit convaincu « que l'or de l'Angleterre a corrompu les ministres de l'empereur. Vous res- « pecterez leurs propriétés.

« C'est la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise. La mai- « son d'Autriche, qui depuis trois siècles va perdant à chaque guerre une par- « tie de sa puissance, qui mécontente ses peuples en les dépouillant de leurs « priviléges, se trouvera réduite, à la fin de cette sixième campagne (puisqu'elle « nous contraint à la faire), à accepter la paix que nous lui accorderons, et à « descendre en réalité au rang des puissances secondaires, où elle s'est déjà « placée en se mettant aux gages et à la disposition de l'Angleterre. »

Bonaparte avait une armée de trente-sept mille hommes commandée par Masséna, Serrurier, Augereau et Bernadote ; Joubert et Victor en commandaient trente-sept mille autres qui occupaient les bords de l'Adige et le midi de l'Italie. Ces divers corps réunis s'ébranlèrent le 10 mars 1797. Le brillant combat de Tarvis, où Masséna joua un si brillant rôle avec la brigade l'*Impétueuse* décima l'armée de l'archiduc Charles, qui perdit vingt mille hommes et cinquante pièces de canon. Les Français avaient franchi le Tyrol et n'étaient plus qu'à soixante lieues de Vienne. Bonaparte, à peine arrivé à Klagenfurth, écrivit au prince Charles :

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Cette guerre ne « dure-t-elle pas depuis six années ? Avons-nous tué assez de monde, fait assez « de mal à la triste humanité ? Elle réclame de toutes parts. L'Europe, qui « avait pris les armes contre la République française, les a posées ; votre na-

« tion reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième « campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous « aurons perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus. Il faudra « bien finir par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions hai- « neuses. Le Directoire de la République française fait connaître à S. M. l'em- « pereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. L'inter- « vention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de « nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou pour les passions d'une nation « étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entre-égorger? « Vous, monsieur le général en chef, qui, par votre naissance, approchez du « trône, qui êtes au-dessus des petites passions qui agitent les ministres et les « gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'huma- « nité entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas que j'entende « par là, monsieur le général en chef, qu'il ne vous soit possible de la sauver « par la force des armes. Mais, dans la supposition que les chances de la guerre « vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant « à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous « faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus heureux de la « couronne civique que je me trouverai avoir méritée, que de la triste gloire qui « peut revenir des succès militaires. »

L'archiduc répondit immédiatement :

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre et en suivant la vocation de l'honneur « et du devoir, je désire autant que vous la paix pour le bonheur des peuples et « de l'humanité. Comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'ap- « partient pas de scruter ou de terminer la querelle des nations belligérantes, et « que je ne suis muni, de la part de S. M. l'empereur, d'aucuns pleins-pouvoirs « pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le général, que je n'entre point « avec vous là-dessus dans aucune négociation, et que j'attende des ordres su- « périeurs pour cet objet de si haute importance, et qui n'est pas précisément de « mon ressort. Quelles que soient, au reste, les chances futures de la guerre ou « de la paix, je vous prie, monsieur le général, d'être bien persuadé de mon « estime et de ma considération distinguée. »

Il n'y avait plus à hésiter; les Français, condamnés à vaincre, entrèrent dans Friensach et poursuivirent les Autrichiens jusqu'à Neumarck. Bonaparte y rencontra le prince Charles avec les débris de son armée. Tout céda à l'ardeur des soldats de la République, dont l'avant-garde arriva jusqu'à Léoben. Le 31 mars, Bonaparte n'était plus qu'à vingt lieues de Vienne; il reçut enfin à Judenbourg les parlementaires de l'empereur, qui lui remirent la note diplomatique qui suit :

« S. M. l'empereur et roi n'ayant rien plus à cœur que de concourir au repos « de l'Europe et de terminer une guerre qui désole les deux nations, en con- « séquence de l'ouverture que vous avez faite à S. A. I. par votre lettre de Kla- « genfurth, S. M. l'empereur nous a envoyés vers vous pour s'entendre sur « cet objet d'une si grande importance. Après la conversation que nous venons « d'avoir avec vous, et persuadés de la bonne volonté comme de l'intention des « deux puissances de finir le plus promptement possible cette guerre désas

« treuse; S. A. I. désire une suspension d'armes de dix jours; afin de pouvoir « avec plus de célérité parvenir à ce but, et afin que toutes les longueurs et « les obstacles que la continuation des hostilités apporterait aux négociations « soient levés, et que tout concoure à rétablir la paix entre les deux grandes « nations. »

« *Signé* : BELLEGARDE, MEERWELDT. »

Bonaparte répondit :

« Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est « toute contraire à l'armée française; mais, si elle doit être un acheminement « à la paix tant désirée, et si utile aux peuples, je consens sans peine à vos « désirs. La République française a manifesté souvent à S. M. le désir de met- « tre fin à cette lutte cruelle; elle persiste dans les mêmes sentiments. Je ne « doute pas, après la conférence que je viens d'avoir avec vous, que, sous peu « de jours, la paix ne soit enfin rétablie entre la République française et Sa « Majesté. »

La suspension d'armes fut signée pour cinq jours. Dans cette conférence préliminaire avec les plénipotentiaires autrichiens, Bonaparte leur dit :

« Votre gouvernement a déjà envoyé contre moi quatre armées sans géné- « raux, et cette fois un général sans armée. »

L'armistice de Léoben était à peine conclu, lorsque Bonaparte apprit qu'une insurrection contre les Français se préparait à Venise, qu'on répandait dans les villes et dans les campagnes les proclamations les plus incendiaires. De son quartier général de Judenbourg, il donna au général Kilmaine le commandement du pays insurgé, et il envoya Junot à Venise, avec la lettre suivante adressée au doge :

BONAPARTE, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE, AU SÉRÉNISSIME DOGE DE LA RÉPUBLIQUE DE VENISE.

Au quartier général de Judenbourg, le 20 germinal an V

(avril 1797).

« Dans toute la terre ferme, les sujets vénitiens sont sous les armes. Leur « cri de ralliement est : *Mort aux Français!* Le nombre des soldats d'Italie qui « en ont été victimes se monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en vain « de désavouer les attroupements que vous-même avez préparés. Croyez-vous « que, quand j'ai pu porter nos armes au cœur de l'Allemagne, je n'aurai pas la « force de faire respecter le premier peuple du monde? Pensez-vous que les lé- « gions d'Italie puissent souffrir les massacres que vous excitez? Le sang de « nos frères d'armes sera vengé, et il n'est pas un seul bataillon français, qui, « chargé de cette mission généreuse, ne se sente trois fois plus de courage et « de moyens qu'il ne lui en faut pour vous punir. Le sénat de Venise a répondu « par la plus noire perfidie à notre générosité soutenue à son égard. Je prends « le parti de vous envoyer mes propositions par un de mes aides de camp et « chef de brigade. *La guerre ou la paix.* Si vous ne prenez sur-le-champ toutes « les mesures pour dissiper les attroupements, si vous ne faites aussitôt arrêter « et remettre en mes mains les auteurs des meurtres qui se commettent, la guerre « est déclarée. Le Turc n'est pas sur vos frontières, aucun ennemi ne vous me- « nace, et cependant vous avez fait arrêter, de dessein prémédité, des prêtres,

« pour faire naître un attroupement et le tourner contre l'armée. Je vous donne « vingt-quatre heures pour le dissiper. Les temps de Charles VIII sont passés. « Si, malgré la bienveillance que vous a montrée le gouvernement français, « vous me réduisez à vous faire la guerre, ne pensez pas que le soldat français, « comme les brigands que vous avez armés, aille ravager les champs du peuple « innocent et malheureux de la terre ferme : non, je le protégerai, et il bénira « jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée française de l'arracher à votre ty- « rannique gouvernement.

« BONAPARTE. »

Junot lut, en plein sénat, la lettre du général en chef, avec la noble fermeté qu'inspire le désir de se venger d'une trahison. Les instigateurs de l'insurrection tremblèrent; ils venaient d'apprendre que Joubert occupait Villach, que Victor bloquait Vérone, qu'Augereau s'avançait avec vingt-cinq mille hommes. Le doge chercha à décliner la responsabilité des assassinats qui s'étaient commis à l'instigation du sénat de Venise; mais les campagnes étaient en pleine insurrection; les Français ne pouvaient circuler qus le fusil au poing. Cinq cents de nos soldats furent impitoyablement massacrés à Vérone. La seconde fête de Pâques et cette atroce exécution reçut le nom de *Pâques vénitiennes.* Les mêmes excès furent commis à Castiglione, à la Chiusa, à Velaggio, à Chiari. L'insurrection, qui n'attendait que l'arrivée du général Landon pour prendre des proportions gigantesques, fut tout à coup comprimée par la nouvelle du traité de Léoben. Un vaisseau français fut écrasé dans le port de Venise, et le capitaine Laugier mourut héroïquement à son bord. Par le traité de Léoben, Venise et son sénat se trouvaient abandonnés à leurs seules ressources. L'alarme fut générale; on envoya des émissaires à Paris pour tâcher de détourner la trop juste colère de la République.

Aussi prompt que la foudre, Bonaparte, fermant l'oreille à toutes les négociations, arriva à Palma-Nova, et déclara la guerre à la République de Venise. A cette terrible nouvelle, le Sénat prononça lui-même sa dissolution. Les Français entrèrent dans la ville, brûlèrent tous les insignes de l'oligarchie, et firent, en peu de jours, la conquête de tout le littoral de l'Adriatique. Les vaisseaux et frégates qui se trouvaient dans le port furent envoyés à Toulon.

Le général en chef, ne pouvant régler définitivement le sort de Venise, se rendit à Montebello pour y traiter avec les plénipotentiaires de l'Autriche, de Naples, de Gênes, de Venise, de Parme, des cantons suisses et de plusieurs petits princes d'Allemagne; il y approuva la fondation de la *République ligurienne*, qui s'établissait sur les ruines de l'oligarchie génoise; il autorisa en même temps la Valteline à se réunir à la République cisalpine; ces Républiques reçurent la Constitution française. Il fit célébrer, avec tout l'appareil des pompes militaires, l'anniversaire du 14 juillet 1789; on éleva une pyramide sur laquelle on voyait étinceler les noms des braves morts au champ de l'honneur; les troupes se rangèrent autour; Bonaparte leur adressa les paroles suivantes :

« Soldats!

« C'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet; vous voyez devant vous les « noms de nos compagnons d'armes morts au champ d'honneur pour la liberté « de la patrie. Ils vous ont donné l'exemple : vous vous devez tout entiers à la « République; vous vous devez tout entiers au bonheur de trente millions de

« Français; vous vous devez tout entiers à la gloire de ce nom, qui a reçu un « nouvel éclat par vos victoires.

« Soldats! je sais que vous êtes profondément affectés des malheurs qui me- « nacent la patrie; mais la patrie ne peut courir de dangers réels. Les mêmes « hommes qui l'ont fait triompher de l'Europe coalisée sont là. Des montagnes « vous séparent de la France, vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il « le fallait, *pour maintenir la Constitution*, défendre la liberté, protéger le « gouvernement et les républicains.

« Soldats! le gouvernement veille sur le dépôt des lois qui lui est confié. Les « royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquié- « tude, et jurons sur les mânes des héros morts à côté de nous pour la liberté, « jurons, sur nos nouveaux drapeaux, *guerre implacable aux ennemis de la Ré- « publique et de la Constitution de l'an III.* »

« Nous le jurons! » répétèrent généraux et soldats.

On porta plusieurs tostes. Voici celui de Bonaparte :

« Aux braves Stengel, Laharpe, Dubois, morts au champ d'honneur! Puis- « sent leurs mânes veiller autour de nous, et nous garantir des embûches de « nos ennemis! »

Pendant que le général en chef de l'armée d'Italie organisait des républiques, traitait avec les puissances étrangères, le Directoire luttait contre les conspirations des royalistes; Pichegru était porté à la présidence du conseil des *Cinq-Cents*. L'émigration avait, dit-on, gagné ce général, ainsi que Moreau. Les contre-révolutionnaires attaquèrent à la fois le Directoire et Bonaparte, qui fit partir Augereau pour Paris. Hoche quitta alors le commandement de la 17e division militaire, et partit pour l'armée de Sambre-et-Meuse. Depuis quelques mois, les républicains du Directoire préparaient un coup d'Etat. Le 4 septembre (18 fructidor), ils proscrivirent leurs collègues royalistes, qui furent tous déportés à Cayenne. A la même époque, Moreau, déjà suspecté, révéla la trahison de Pichegru; il possédait des lettres adressées par ce général au prince de Condé, lettres qu'on avait trouvées dans les papiers du général autrichien Klingin. On punit Moreau d'avoir tant tardé à révéler un secret si important pour le salut de la République, en le laissant sans emploi à Paris.

Hoche, général de l'armée de Sambre-et-Meuse et du Rhin, mourut treize jours après le 18 fructidor, le 17 septembre 1797, à la fleur de l'âge et dans tout l'éclat de la gloire militaire. L'autopsie démontra, dit-on, qu'il avait été empoisonné.

L'Autriche, effrayée par le succès du coup d'Etat du 18 fructidor, qui semblait consolider le gouvernement républicain, envoya un plénipotentiaire à Udine. Bonaparte, de son côté, se rendit à Passeriano, et les conférences commencèrent. Mais les prétentions de l'empereur aboutirent de part et d'autre à des paroles si vives, que, le 16 octobre, Bonaparte se trouvant chez le comte de Cobentzel, s'écria avec une impétueuse colère :

« Eh bien! la trêve est donc rompue et la guerre déclarée; mais, souvenez- « vous qu'avant la fin de l'automne je briserai votre monarchie comme je brise « cette porcelaine. »

En même temps, il jetait sur le parquet un magnifique cabaret, présent de Catherine II, impératrice de Russie, au comte de Cobentzel. Il salua le congrès et monta en voiture, après avoir fait prévenir l'archiduc Charles que les hosti-

lités recommenceraient le lendemain. M. de Cobentzel, effrayé, accepta les conditions de la France, et le 17 octobre fut conclu le traité de Campo-Formio.

Le premier article portait :

« *L'empereur d'Allemagne reconnaît la République française.* »

« — Effacez cet article, » s'écria Bonaparte.

« *La République française est comme le soleil; aveugle qui ne la voit pas. Le* « *peuple français est maître chez lui; il a fait une république, peut-être demain* « *fera-t-il une aristocratie, après-demain une monarchie; c'est son droit impres-* « *criptible; la forme de son gouvernement n'est qu'une affaire de loi inté-* « *rieure.* »

La France avait pour limites le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, l'Océan; l'Autriche reconnaissait aussi les républiques italiennes. Berthier et Monge furent chargés par Bonaparte de porter le traité au Directoire. Le 15 novembre, il partit pour Radstadt, où devait se négocier la paix de l'Europe, après avoir adressé à ses soldats les adieux suivants :

« Soldats !

« Je pars demain pour me rendre à Radstadt : en me trouvant séparé de l'ar- « mée, je ne serai consolé que par l'espoir de me revoir bientôt avec vous, lut- « tant contre de nouveaux dangers. Quelque poste que le gouvernement assi- « gne à l'armée d'Italie, nous serons toujours les dignes soutiens de la liberté « et du nom français.

« Soldats ! en vous entretenant des princes que nous avons vaincus, des peu- « ples qui nous doivent leur liberté, des combats que nous avons livrés en « deux campagnes, dites-vous : *Dans deux campagnes, nous aurons plus fait* « *encore.* »

CHAPITRE CINQUIÈME.

Fête triomphale du 20 frimaire. — Discours de Bonaparte. — Préparatifs de la campagne d'Egypte. — Départ. — Prise de Malte. — Arrivée au Caire. — Prise de cette ville.— Victoire de Ramanieh. — Bataille des Pyramides. — Mourad-Bey et Ibrahim. — Désastre naval d'Aboukir. — La commission d'Egypte. — Révolte au Caire. — Sévère punition. — Campagne de Syrie. — Prise de Jaffa. — Les pestiférés. — Siége de Saint-Jean-d'Acre. — Bataille du Monthabor. — Retour au Caire. — Victoire décisive d'Aboukir. — Bonaparte part pour la France. — Ses instructions à Kléber.

Partout sur son passage, il fut accueilli comme un libérateur; il trouva à Radstadt les deux plénipotentiaires Bonnier et Treilhard. Les conférences traînèrent en longueur. Pressé d'arriver à Paris, il déclara aux deux plénipotentiaires qu'il croyait avoir rempli sa mission en faisant effectuer la remise de Mayence et échanger les ratifications du traité de Campo-Formio.

Il partit de Radstadt, et le 5 octobre il arriva à Paris, après avoir traversé la France *incognito*. Il descendit dans une petite maison de la rue *Chantereine*, qui s'est appelée depuis rue de la *Victoire*; cette maison porte aujourd'hui le numéro 52.

Le Directoire lui décerna une fête triomphale, qui eut lieu le 10 décembre (20 frimaire) dans la grande cour du palais du Luxembourg, en présence des ambassadeurs, de tous les corps de l'Etat. Au-dehors se pressait une foule ivre d'enthousiasme. Ce fut Talleyrand-Périgord, alors ministre des affaires étrangères, qui présenta Bonaparte aux membres du Directoire. Talleyrand prononça un long discours qui fut à peine écouté, tant on était impatient d'entendre celui de Bonaparte. Le général de l'armée d'Italie prononça la courte harangue qui suit, au milieu du plus profond silence:

« Citoyens,

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre; pour obtenir « une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à « vaincre. La religion, la féodalité, le despotisme, ont successivement, depuis « vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure « date l'ère des gouvernements représentatifs. Vous êtes parvenus à organiser « la grande nation dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la « nature en a posé elle-même les limites. Je vous remets le traité de Campo-« Formio, ratifié par l'empereur. Cette paix assure la liberté, la prospérité et la « gloire de la République. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur « les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Le Corps législatif voulut aussi fêter l'arrivée du vainqueur de l'Autriche. Quelques jours après, le ministre Talleyrand réunit dans ses salons l'élite de la

société parisienne, et sa magnificence éclipsa la parcimonie républicaine du Corps législatif. Bonaparte devint l'idole du jour; tous les partis aspiraient à le conquérir; mais le jeune général s'appartenait tout entier, et les séductions furent inutiles. D'ailleurs, il nourrissait depuis plusieurs mois le projet d'une expédition en Egypte, qu'il fit approuver par le Directoire. Trente mille hommes et dix mille marins se trouvèrent bientôt réunis à Toulon. La flotte, sous le commandement des contre-amiraux Villeneuve-Duchayla, Decrès, Gantheaume, appareilla le 19 mai 1799. Napoléon monta sur le vaisseau *l'Orient*, et on mit à la voile. Bonaparte s'empara, en passant, de l'île de Malte; 1er juillet il arrivait à Alexandrie et prenait terre avec Kléber. Toute l'armée suivit, et, pour la première fois, le drapeau tricolore flotta dans le pays des Pharaons.

Sans perdre un instant, et voulant frapper par un grand coup les imaginations orientales, il s'avança vers Alexandrie, et commanda l'assaut à deux heures du matin. Les soldats étaient encore sous l'impression de la proclamation suivante, qu'il leur avait adressée avant le débarquement :

« Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans : leur premier « article de foi est celui-ci : Il n'y a d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son « prophète. Ne les contredisez pas; agissez avec eux comme vous avez agi avec « les Juifs, avec les Italiens ; ayez des égards pour leurs muphtis et pour leurs « imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et pour les évêques. Ayez « pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour les mosquées, la même tolé- « rance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la re- « ligion de Moïse et celle de Jésus-Christ. Les légions romaines protégeaient « toutes les religions. Vous trouverez ici des usages différents de ceux de l'Eu- « rope : il faut vous y accoutumer. Les peuples chez lesquels nous allons trai- « tent les femmes différemment que nous; n'oubliez pas que, dans tous les pays, « celui qui viole est un lâche. Le pillage n'enrichit qu'un très-petit nombre « d'hommes ; il nous déshonore, il détruit nos ressources, il nous fait des enne- « mis de peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis. La première ville « que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre; nous trouverons à cha- « que pas de grands souvenirs dignes d'exciter l'émulation des Français. »

Aux musulmans d'Alexandrie, il disait :

« Depuis trop longtemps, les beys qui gouvernent l'Egypte insultent à la na- « tion française, et couvrent les négociants d'avanies; l'heure de leur châtiment « est arrivée. Depuis trop longtemps ce ramassis d'esclaves, achetés dans le « Caucase et dans la Géorgie, tyrannise la plus belle partie du monde; mais « Dieu, de qui tout dépend, a ordonné que leur empire finît.

« Peuples de l'Egypte, on vous dira que je viens pour détruire votre religion ; « ne le croyez pas : répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les « usurpateurs, et que je respecte, plus que les Mameluks, Dieu, son Prophète et « le Koran. Dites-leur que tous les hommes sont égaux devant Dieu ; la sagesse, « les talents et les vertus mettent seuls de la différence entre eux... Y a-t-il une « belle terre ? elle appartient aux Mamelucks. Y a-t-il une belle esclave, un beau « cheval, une belle maison ? cela appartient aux Mameluks. Si l'Egypte est leur « ferme, qu'ils montrent le bail que Dieu leur en a fait... Cadis, cheiks, imans, « dites au peuple que nous sommes aussi de vrais Musulmans... N'est-ce pas nous « qui avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux Musul- « mans? Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! Ils prospéreront dans

« leur fortune et dans leur rang. Heureux ceux qui seront neutres! Ils auront « le temps de nous connaître et de se ranger avec nous. Mais malheur, trois « fois malheur à ceux qui s'armeront pour les Mameluks et combattront contre « nous! Il n'y aura pas d'espérance pour eux : ils périront. »

La place fut emportée en quelques instants, avant que les habitants eussent eu le temps de capituler.

Le lendemain, le convoi entra dans le port d'Alexandrie; Villeneuve reçut ordre de conduire sa flotte soit à Malte, soit à Corfou, soit à Toulon, de manière à ne pas séparer la double coopération de l'armée de terre et de l'armée navale. Desaix, avec l'avant-garde, se dirigea sur Damanhour; Dugua, sur Rosette; et, le 6 juillet, Bonaparte, laissant le commandement d'Alexandrie à Kléber, blessé pendant l'assaut, partit avec l'armée, qui se trouva réunie le 8 à Damanhour. Le 10, on se mit en marche vers Ramanieh. Les Mameluks furent dispersés par l'artillerie de la division Desaix; mais la flottille, qui remontait le Nil, eut à soutenir une vigoureuse attaque des embarcations ennemies. La valeur d'Andréossy assura la victoire, et lorsque Bonaparte arriva, au bruit du canon, il trouva les Mameluks rangés en bataille derrière le village de Chébreiff. Il disposa ses troupes en carrés, qui opposèrent des murailles de fer à l'impétuosité des Mameluks. Tout à coup l'artillerie, se démasquant, foudroya les ennemis, et Mourad-Bey se réfugia dans la partie supérieure du Delta, laissant sur le champ de bataille plus de six cents de ses intrépides cavaliers.

Le lendemain, on se remit en marche à travers des villages brûlés ou abandonnés; la tristesse commençait à s'emparer des soldats français, lorsqu'ils trouvèrent les Mameluks placés en avant d'Embalech, à gauche des Pyramides, sur la rive droite du Nil.

« Soldats! s'écria Bonaparte en montrant les Pyramides, songez que du haut « de ces monuments quarante siècles vous contemplent! »

Paroles devenues historiques et qui électrisèrent l'armée.

Les troupes que commandait Mourad-Bey ne s'élevaient pas à moins de vingt mille hommes, renforcés de quelques milliers de cavaliers arabes accourus dans l'espoir de piller. Le bey Ibrahim, collègue de Mourad, se tenait sur la rive opposée du Nil, avec mille cavaliers, ses femmes, ses esclaves et ses trésors.

Bonaparte disposa son armée en carrés, comme à Chébreiff. A peine ces dispositions étaient-elles prises, que Mourad s'élança, suivi de sept mille cavaliers, sur la colonne de Desaix, qui fut culbutée un instant; mais les carrés se reformèrent, et les Mameluks foudroyés luttèrent avec le courage que donnent la rage et le désespoir; mais ils ne purent entamer les carrés et ils rentrèrent dans leur camp. On en fit une horrible boucherie; le camp fut enlevé à la baïonnette on y trouva cinquante pièces de canon, sept cents chameaux, les trésors, les vivres des Mameluks. La victoire d'Embalech fut suivie de la prise du Caire : Bonaparte y fit son entrée le 25 juillet, et en donna le commandement à l'intrépide général Dupuy.

La fortune nous faisait en même temps éprouver un cruel désastre : l'amiral anglais Nelson détruisait notre flotte dans la rade d'Aboukir. Ce fut dans cette terrible bataille, où nos marins déployèrent un courage surhumain, que Dupetit-Thouars, qui avait eu les deux cuisses emportées, s'écria, près de mourir :

« Équipage du *Tonnant!* ne vous rendez pas; coulez bas plutôt; clouez le « pavillon. »

L'amiral Brueys était mort glorieusement sur son banc de quart.

La perte de la flotte porta d'abord la consternation dans tous les rangs de l'armée; mais le général en chef les rassura par la promesse de nouvelles victoires. En quelques jours, il donna au Caire l'aspect d'une ville européenne; les savants qui composaient la célèbre commission d'Égypte fondèrent un Institut, publièrent des journaux et commencèrent des recherches scientifiques. Bonaparte, ne pouvant plus compter sur la flotte, dut renoncer à une partie de ses vastes projets et recourir à la prudence; il renforça l'armée de trois mille marins échappés à la défaite d'Aboukir.

Cependant la population du Caire, profitant de l'absence du général en chef, se souleva le 21 octobre. Le général Dupuy fut la première victime; on massacra impitoyablement tous les Français. Instruit de ces malheurs, Bonaparte accourut en toute hâte; il pénétra dans la ville par la porte de Boulaq, dirigea ses colonnes à travers les rues, repoussa les Arabes dans le désert, et poursuivit les révoltés jusqu'à la grande mosquée, dont les portes furent brisées à coups de hache, pendant que l'artillerie foudroyait les minarets. Les assassins des Français furent livrés à la vengeance de nos soldats. Maître du Caire et de la Basse-Egypte, Bonaparte se rendit à Suez pour y étudier les divers projets de jonction de la mer Rouge à la Méditerranée.

De retour à Belbeis, il apprit que Djjézar, pacha de Saint-Jean-d'Acre, avait fait occuper le fort d'El-Arick; aussitôt il se mit en marche. Reynier s'empara d'El-Arich, où on trouva des magasins considérables; Gaza se soumit sans coup férir. Après trois jours de repos, l'armée arriva le 3 mars à Jaffa, l'antique Joppé. Cette place était la clef du pachalik de Djjézar. Bonaparte la fit investir, et le bombardement commença. La brèche fut bientôt ouverte, et comme le commandant avait refusé de se rendre, on monta à l'assaut. Pendant deux jours, Jaffa fut livrée au carnage et à la dévastation. Quelques jours après, la peste se déclara; plusieurs soldats de la 32e demi-brigade en furent atteints; il importait de relever promptement le moral de l'armée; Bonaparte se rendit donc à l'hôpital des pestiférés, toucha leurs boutons purulents en leur disant :

« Vous voyez bien que cela n'est rien! »

Ce fut dans cette circonstance que le célèbre Desgenettes s'inocula le virus pestilentiel, pour prouver que le fléau n'était pas contagieux.

De Jaffa, Bonaparte se dirigea sur Saint-Jean-d'Acre, l'ancienne Ptolémaïs. Après quelques rencontres avec les populations révoltées, qui coûtèrent la vie au chef de brigade Barthélemy, on arriva sous les murs de la place, où commandait Djjézar en personne. L'Angleterre favorisait cette levée de boucliers; ses vaisseaux nous avaient enlevé notre artillerie de siége, et le pacha de Damas accourait à la tête de vingt-cinq mille hommes. Junot, avec cinq cents hommes formés en carré arrêta l'avant-garde d'Abdallah et lui prit cinq drapeaux; mais, accablé par le nombre, il se replia sur le corps de Kléber. Bonaparte, instruit de ce qui se passait, arriva bientôt sur les hauteurs qui dominent la plaine de Fouli, où il aperçut Kléber faisant tête à l'ennemi avec deux mille hommes seulement. Quelques instants lui suffirent pour tracer son plan de bataille. Il marcha d'abord en silence, puis il fit tirer un coup de canon.

« C'est Bonaparte! » s'écrièrent les soldats.

Les Turcs, enfermés dans un triangle de feu, coupés dans leur retraite, laissèrent le champ de bataille jonché de cinq mille morts, et abandonnèrent leurs provisions, leurs tentes, leurs chameaux. La victoire du Monthabor, était le prélude de la prise de Saint-Jean-d'Acre.

Le siége durait depuis deux mois, lorsque l'amiral Perrée parvint à débarquer neuf pièces de gros calibre. Aussitôt on donna deux assauts; la flotte turque était déjà en vue, et il n'y avait plus un instant à perdre. Les Français firent des prodiges de valeur, pénétrèrent dans la ville; mais les assiégés, commandés par Phélippaux et Troncelin, tous deux émigrés, opposent une vive résistance. Les équipages anglais, sous les ordres de Sidney-Smith, leur prêtent un puissant renfort; et Bonaparte, se trouvant dans l'impossibilité de vaincre tant d'ennemis réunis, lève le siége le 20 mai.

Il fallait regagner au plus vite l'Égypte, et ne pas laisser en arrière les nombreux pestiférés qui encombraient les ambulances. Le général en chef surmonta tous les obstacles; et, après quatre mois d'absence, l'armée rentra au Caire après avoir perdu douze cents hommes tués par les ennemis, six cents morts de la peste, et ramenant dix-huit cents blessés.

On apprit bientôt que Mourad-Bey descendait de la Haute-Égypte avec un corps considérable; on se remit en marche vers les Pyramides; mais Mourad, effrayé, se réfugia dans le désert.

Une flotte turque, composée de cent voiles, arriva devant Aboukir et menaçait Alexandrie. Aussitôt Bonaparte résolut de venger la mort de nos marins et le désastre de notre flotte. Jamais il ne déploya plus de génie militaire que dans cette journée. Généraux et soldats firent des prodiges : Mustapha-Pacha fut fait prisonnier par Murat; les Turcs perdirent douze mille hommes, et la garnison d'Aboukir fut obligée de se rendre.

Cette victoire rétablissait nos affaires dans toute l'Égypte; aussi Kléber, apercevant Bonaparte après la bataille, s'écria avec enthousiasme :

« Venez, que je vous embrasse, mon cher général; vous êtes grand comme « le monde! »

Dans la Haute-Égypte, Desaix s'était rendu maître de la province de Fayoum, après les batailles de Sédiman et de Damanhour.

Sur ces entrefaites, Bonaparte apprit par les journaux d'Europe que la France venait d'essuyer des revers sur le Rhin et en Italie. Une révélation de l'avenir illumina soudain son génie; il résolut de partir pour la France, et, le 29 août 1799, il instruisit l'armée, par une proclamation, qu'il venait de nommer Kléber au commandement général.

Voici les instructions qu'il laissa à ce lieutenant, qu'il jugeait le plus digne de le remplacer :

« Vous trouverez ci-joint, général, un ordre pour prendre le commandement « en chef de l'armée. La crainte que la croisière anglaise ne reparaisse d'un mo- « ment à l'autre, me fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours. J'em- « mène avec moi les généraux Berthier, Andréossy, Murat, Lannes et Marmont, « et les citoyens Monge et Berthollet.

« Vous trouverez ci-joint les papiers anglais et de Francfort jusqu'au 10 juin. « Vous y verrez que nous avons perdu l'Italie; que Mantoue, Turin et Tortone « sont bloqués. J'ai lieu d'espérer que la première tiendra jusqu'à la fin de no-

« vembre. J'ai l'espérance, si la fortune me sourit, d'arriver en Europe avant le « commencement d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouverne- « ment, et un autre chiffre pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir, dans le courant d'octobre, Junot ainsi que mes « domestiques et tous les effets que j'ai laissés au Caire. Cependant je ne trou- « verais pas mauvais que vous engageassiez à votre service ceux de mes do- « mestiques qui vous conviendraient.

« L'intention du gouvernement est que le général Desaix parte pour l'Europe « dans le courant de novembre, à moins d'événements majeurs.

« La commission des arts passera en France sur un parlementaire que vous « demanderez à cet effet, conformément au cartel d'échange, dans le courant de « novembre, immédiatement après qu'elle aura achevé sa mission. Elle est « maintenant occupée à voir la haute Egypte; cependant ceux des membres « que vous jugerez pouvoir vous être utiles, vous les mettrez en réquisition « sans difficulté.

« L'effendi fait prisonnier à Aboukir est parti pour se rendre à Damiette. Je « vous ai écrit de l'envoyer en Chypre; il est porteur, pour le grand vizir, d'une « lettre dont vous trouverez ci-joint la copie.

« L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon, et de l'escadre espagnole à « Carthagène, ne laisse plus de doute sur la possibilité de faire passer en Egypte « les fusils, les sabres, les pistolets, les fers coulés dont vous pourriez avoir « besoin, et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de recrues suffisante « pour réparer les pertes des deux campagnes.

« Le gouvernement vous fera connaître alors ses intentions lui-même; et « moi, comme homme public et comme particulier, je prendrai des mesures « pour vous faire avoir fréquemment des nouvelles.

« Si, par des événements incalculables, toutes les tentatives étaient infruc- « tueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles « de France, et si, malgré toutes les précautions, la peste était en Egypte et « vous tuait plus de quinze cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait « en sus de celles que les événements de la guerre vous occasionneront jour- « nellement, je pense que dans ce cas vous ne devez pas hasarder de soutenir « la campagne, et que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte-Ot- « tomane, quand même la condition principale serait l'évacuation de l'Egypte. « Il faudrait seulement éloigner l'exécution de cette condition jusqu'à la paix « générale.

« Vous savez apprécier aussi bien que moi combien la possession de l'Egypte « est importante à la France; cet empire turc qui menace ruine de tous côtés, « s'écroule aujourd'hui; et l'évacuation de l'Egypte serait un malheur d'autant « plus grand, que nous verrions de nos jours cette belle province passer en des « mains européennes.

« Les nouvelles des succès ou des revers qu'aura la République doivent aussi « entrer puissamment dans vos calculs.

« Si la Porte répondait, avant que vous eussiez reçu de mes nouvelles de « France, aux ouvertures de paix que je lui ai faites, vous devez déclarer que « vous avez tous les pouvoirs que j'avais, et entamer les négociations, persis- « tant toujours dans l'assertion que j'ai avancée, que l'intention de la France

« n'a jamais été d'enlever l'Egypte à la Porte; demander que la Porte sorte de « la coalition et nous accorde le commerce de la mer Noire; qu'elle mette en « liberté les prisonniers français; et enfin six mois de suspension d'armes, afin « que, pendant ce temps-là, l'échange des ratifications puisse avoir lieu.

« Supposant que les circonstances soient telles que vous croyiez devoir con- « clure ce traité avec la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez pas le « mettre à exécution qu'il ne soit ratifié; et, suivant l'usage de toutes les na- « tions, l'intervalle entre la signature d'un traité et sa ratification doit toujours « être une suspension d'hostilités.

« Vous connaissez, citoyen général, quelle est ma manière de voir sur la « politique intérieure de l'Egypte : quelque chose que vous fassiez, les chré- « tiens seront toujours nos amis. Il faut les empêcher d'être insolents, afin que « les Turcs n'aient pas contre nous le même fanatisme que contre les chrétiens; « ce qui nous les rendrait irréconciliables. Il faut endormir le fanatisme, afin « qu'on puisse le déraciner. En captivant l'opinion des grands cheiks du Caire, « on a l'opinion de toute l'Egypte; et de tous les chefs que ce peuple peut avoir, « il n'y en a aucun de moins dangereux que les cheiks, qui sont peureux, ne « savent pas se battre, et qui, comme tous les prêtres, inspirent le fanatisme « sans être fanatiques.

« Quant aux fortifications, Alexandrie, El-Alrich, voilà les clefs de l'Egypte. « J'avais le projet de faire établir, cet hiver, des redoutes de palmiers, deux de- « puis Salahieh à Catieh, deux de Katieh à El-Arich; l'une se serait trouvée à « l'endroit où le général Menou a trouvé de l'eau potable.

« Le général Samson, commandant du génie, et le général Songis, com- « mandant de l'artillerie, vous mettront chacun au fait de ce qui regarde sa « partie.

« Le citoyen Poussielgue a été exclusivement chargé des finances. Je l'ai re- « connu travailleur et homme de mérite. Il commence à avoir quelques rensei- « gnements sur le chaos de l'administration de l'Egypte. J'avais le projet, si « aucun nouvel événement ne survenait, de tâcher d'établir, cet hiver, un nou- « veau mode d'imposition, ce qui nous aurait permis de nous passer à peu près « des Cophtes; cependant, avant de l'entreprendre, je vous conseille d'y réflé- « chir longtemps. Il vaut mieux entreprendre cette opération un peu plus tard « qu'un peu trop tôt.

« Des vaisseaux de guerre français paraîtront indubitablement cet hiver à « Alexandrie, Bourlos ou Damiette. Faites construire une bonne tour à Bourlos; « tâchez de réunir cinq ou six cents mameluks, que, lorsque les vaisseaux fran- « çais seront arrivés, vous ferez en un jour arrêter au Caire et dans les autres « provinces, et embarquer pour la France. A défaut des mameluks, des otages « d'Arabes, cheiks-belets, qui pour une raison quelconque se trouveraient ar- « rêtés, pourront y suppléer. Ces individus, arrivés en France, y seront re- « tenus un ou deux ans, verront la grandeur de la nation, prendront quelques « idées de nos mœurs et de notre langue, et, de retour en Egypte y formeront « autant de partisans.

« J'avais déjà demandé plusieurs fois une troupe de comédiens : je prendrai « un soin particulier de vous en envoyer. Cet article est très-important pour « l'armée et pour commencer à changer les mœurs du pays.

« La place importante que vous allez occuper en chef va vous mettre à même

« enfin de déployer les talents que la nature vous a donnés. L'intérêt de ce qui « se passe ici est vif, et les résultats en seront immenses pour le commerce, « pour la civilisation ; ce sera l'époque d'où dateront de grandes révolutions.

« Accoutumé à voir la récompense des peines et des travaux de la vie dans « l'opinion de la postérité, j'abandonne avec le plus grand regret l'Egypte. « L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les événements extraordinaires « qui viennent de se passer, me décident seuls à passer au milieu des escadres « ennemies pour me rendre en Europe. Je serai d'esprit et de cœur avec vous. « Vos succès me seront aussi chers que ceux où je me trouverais en personne, « et je regarderais comme mal employés tous les jours de ma vie où je ne ferai « pas quelque chose pour l'armée dont je vous laisse le commandement et pour « consolider le magnifique établisssement dont les fondements viennent d'être « jetés.

« L'armée que je vous confie est toute composée de mes enfants ; j'ai eu dans « tous les temps, même au milieu des plus grandes peines, des marques de « leur attachement. Entretenez-les dans ces sentiments : vous le devez à l'es- « time toute particulière que j'ai pour vous, et à l'attachement vrai que je leur « porte.

« BONAPARTE. »

CHAPITRE SIXIÈME.

État de la France. — Arrivée de Bonaparte. — La maison de la rue de la Victoire. — Histoire du coup-d'État du 18 brumaire. — Installation du nouveau gouvernement au Luxembourg. — Bonaparte premier consul. — Proposition de paix à l'Angleterre. — Le Code civil. — Les tribunaux. — Les préfets. — Bonaparte repousse les propositions des royalistes. — Il se prépare à la guerre. — Fête en l'honneur de Washington.

L'armée murmura d'abord en apprenant que son chef l'abandonnait : mais le choix de Kléber calma bientôt son mécontentement. Bonaparte partit avec une flottille commandée par l'amiral Gantheaume. Souvent, pendant la traversée, on aperçut des vaisseaux anglais : « Ne craignez rien, disait Bonaparte, « nous arriverons, la fortune ne nous a jamais abandonnés ; nous arriverons en « dépit des Anglais. »

Le 1er octobre, la flottille entra dans la rade d'Ajaccio où elle fut retenue pendant sept jours par les vents contraires. On mit enfin à la voile pour la France, et le 9 octobre 1799 (17 vendémiaire an VIII), Bonaparte débarqua à Fréjus, au milieu des acclamations de tous les habitants et surtout des marins et des soldats. On eût dit que la France ne pouvait se sauver sans cet homme si extraordinaire et qui avait quitté subitement l'Orient pour venir accomplir la mission que lui imposait le destin.

La France était alors en proie à la guerre civile; les revolutionnaires, les royalistes, les modérés formaient autant de partis qui se disputaient le pouvoir. Bonaparte sonda rapidement les profondeurs de la situation politique, et il vit dès lors quel rôle important il avait à jouer. Le 9 octobre, il partit pour Paris avec son chef d'état-major Berthier. A Aix, à Avignon, à Valence, et surtout à Lyon, il fut reçu avec des transports d'enthousiasme; le 16, il arriva à Paris et descendit dans sa petite maison de la rue de la *Victoire*. Le 17 octobre, il se porta au Luxembourg, rendit compte aux cinq directeurs de sa campagne d'Égypte, et jura sur son épée qu'il n'avait quitté son armée que pour venir défendre la France.

Pour se mettre à l'abri de tout soupçon, il vécut très-retiré, ne fréquentant que des amis intimes ; et pourtant il méditait déjà le coup d'État du 18 brumaire. Comme l'histoire de cette célèbre journée a été interprétée de tant de manières différentes, sous l'inspiration des passions politiques, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de reproduire le récit du judicieux, de l'impartial M. de Norvins.

« Les cinq directeurs, divisés non en trois factions, mais en trois intrigues, prirent chacun pour eux ce serment. Toutefois, voulant éviter de leur donner aucun soupçon et de se prononcer plutôt pour l'un que pour l'autre, Bonaparte recommença le genre de vie retirée qu'il avait adopté, soit lorsqu'il fut aban-

donné par le comité de salut public, après le siége de Toulon, soit après le traité de Campo-Formio, avant de partir pour l'Égypte. Il se montrait peu en public, n'allait au théâtre qu'en loge grillée, ne fréquentait ostensiblement que les savants, et ne consentit à dîner chez les directeurs qu'en famille. Il ne put cependant refuser le banquet que lui offrirent les deux Conseils dans le temple de la Victoire (l'église Saint-Sulpice); mais il ne fit que paraître à cette espèce de fête, d'où il sortit avec Moreau.

« Paris regardait avec anxiété cette espèce d'isolement de Bonaparte après de glorieux travaux; on attachait au retour de cette habitude, qui avait marqué les époques importantes de sa carrière, l'espérance de quelque haute combinaison. Le public ne se trompe guère sur les grands événements qui doivent éclore, et il se trompait d'autant moins cette fois, que lui-même conspirait ouvertement contre le Directoire. Bonaparte n'eût pas apporté d'Égypte la volonté de changer le gouvernement de la France, et d'en prendre les rênes, qu'il y aurait été forcé par l'opinion. De toutes parts on le pressait de se mettre, non à la tête d'un mouvement, mais d'une révolution.

« Voici quel était l'état des partis à cette époque. Jourdan, Augereau et Bernadotte figuraient au premier rang de la faction démocratique, connue sous le nom du *Manége*. Cette faction, qui se ralliait aux directeurs Moulins et Gohier, se composait de révolutionnaires républicains. Avec Roger-Ducos, Sieyès dirigeait les politiques et les modérés qui siégeaient dans le Conseil des anciens. C'était lui qui, dès les premiers jours de l'arrivée de Bonaparte en France, lui avait proposé d'exécuter le coup d'État dont nous allons parler, en lui soumettant le plan d'une conspiration silencieusement élaborée. Quant à Barras, placé à la tête des spéculateurs, des hommes de plaisir, c'était un ambitieux de sérail; seul de son espèce au Directoire, il flottait entre les deux partis, et aurait voulu s'en débarrasser. Bonaparte l'appelait le chef des *pourris*. Un quatrième parti se formait des conseillers de Bonaparte, qui ne se souciaient ni de la démagogie de Gohier, ni de la métaphysique de Sieyès, ni de la corruption de Barras. Au nombre de ces hommes était Fouché, alors ministre de la police du Directoire. Il avait rompu avec le parti républicain du sein duquel il sortait, et, à l'arrivée de Bonaparte, il se hâta de commencer vis-à-vis du Directoire le rôle qu'il n'a cessé de jouer depuis sous les divers gouvernements de la France. Ses services parurent d'autant plus précieux, que cet homme pouvait être plus nuisible aux projets du général. Bonaparte accueillit encore les avis d'un autre ministre que sa disgrâce récente, due à l'influence du *Manége*, poussait à prendre une couleur plus franche et à obtenir plus de crédit que Fouché; cet ex-ministre était le citoyen Talleyrand-Périgord : Talleyrand ne devait plus aucune fidélité au Directoire, et, par ses antécédents et par la natnre de son esprit, il avait plus de raisons sans doute que le révolutionnaire Fouché, d'être dégoûté de la république et de ses gouvernants.

« Résolu à dissoudre le Directoire, Bonaparte voulait que cette opération ne fût pas une révolution, mais un changement; car cet homme, qui aimait la guerre avec passion, avait en horreur le moindre tumulte populaire. Pour arriver à son but, il existait une route constitutionnelle, indiquée par Sieyès et par l'article 3 de la Constitution, qui donnait aux Anciens le pouvoir de transférer les deux Conseils hors de la capitale. Grâce à cette mesure légale, le Directoire se trouvait isolé. Bonaparte jugea que le moment de s'entendre avec



Sieyès était venu, en raison de l'immense influence que ce directeur exerçait dans le Conseil des Anciens. Bonaparte le connaissait depuis longtemps, et penchait à se rapprocher de lui ; cependant les amis du général l'engageaient à voir Barras : il dîna avec ce diréteur le 30. Après le repas, Barras lui confiait le besoin qu'il éprouvait de se retirer des affaires, et la nécessité d'adopter pour la France une autre forme de gouvernement. Il ne voyait, disait-il, que le général Hédouville qui convînt pour être le président de la nouvelle république. La confidence manquait d'adresse. Le nom d'Hédouville cachait celui de Barras, à qui un regard de Bonaparte découvrit qu'il était deviné. Il quitta Barras, assez irrité de ce que cet homme avait voulu le juger, et alla trouver Sieyès, avec lequel il s'accorda bientôt. On convint que celui-ci disposerait le Conseil des Anciens à prendre la résolution qu'autorisait la Constitution, et que Bonaparte se chargerait de faire appuyer au besoin par les troupes la décision de ce Conseil. L'exécution de l'entreprise fut fixée du 15 au 20 brumaire, c'est-à-dire du 6 au 11 novembre 1799. Le lendemain matin, Bonaparte vit arriver Barras, qui, averti par ses amis de la maladresse de ses paroles de la veille et de la maturité des événements, s'excusa en témoignant le désir de n'être pas oublié et finit par se mettre *à la disposition du seul homme*, disait-il, *qui pût sauver la France*. Il était difficile d'abdiquer avec plus de franchise. Bonaparte se montra moins confiant que Barras : il allégua les soins qu'exigeait sa santé, et le besoin de repos.

« La garnison de Paris, dont une partie avait servi en Italie, et dont l'autre avait marché sous les ordres de Bonaparte au 13 vendéminire, ainsi que les quarante-huit adjudants et les chefs de la garde nationale nommés par lui après cette journée, en sa qualité de général en chef de l'armée de l'intérieur, avaient voulu être présentés au vainqueur de l'Egypte dès son arrivée à Paris; trois régiments surtout désiraient avec ardeur qu'il les passât en revue. Le général différait de jour en jour, dans la crainte d'afficher sa popularité militaire, et d'éveiller les soupçons du ministre de la guerre, Dubois de Crancé, son ennemi personnel et la créature du *Manége;* mais, le 15, dans une dernière conférence entre lui et Sieyès, l'exécution de la révolution méditée ayant été définitivement fixée au 18 brumaire (9 novembre), les officiers de la garnison furent convoqués à sept heures du matin, au domicile du général. Quant aux troupes, Murat, Lannes, Leclerc, beau-frère de Bonaparte, et Sébastiani, qui commandait le 3e de dragons, se chargèrent de disposer les officiers à marcher sous le nouveau drapeau. Bonaparte avait fait appeler Sébastiani, son ami et son compatriote, et, après lui avoir confié les projets du lendemain, il lui dit de s'assurer de son régiment, et de le diviser en deux parties, dont six cents hommes à pied perndraient position, le 18, à six heures du matin, dans la rue Royale, sur la place Louis XV, sans pouvoir communiquer avec qui que ce fût. Sébastiani devait ensuite se rendre chez Bonaparte avec quatre cents chevaux, occuper les avenues de sa maison, située rue de la Victoire, jusqu'à celle du Mont-Blanc, et donner pour consigne à ses vedettes de laisser entrer tous les militaires qui se présenteraient, mais de ne permettre à personne de sortir.

« Le ministre de la guerre, Dubois de Crancé, n'avait pu ignorer le mouvement militaire qui se préparait depuis quelques jours, dans les casernes et parmi les officiers, en faveur du général Bonaparte; il eut des preuves certaines du

projet formé d'enlever la garnison de Paris et de l'employer à une révolution contre le gouvernement. Il alla au Luxembourg, le 17, en donner avis à Gohier, président du Directoire, et lui proposa de faire arrêter le général Bonaparte le lendemain. Mais les directeurs, qui se reposaient sur les rapports de Fouché et sur les sentiments que Bonaparte leur avait témoignés constamment depuis son retour, Gohier surtout, que Bonaparte ménageait le plus, parce qu'il craignait davantage son influence républicaine, se récrièrent contre le dessein du ministre, et restèrent dans l'ignorance complète de ce qui allait se passer. Cependant Dubois de Crancé, qui ne voulait pas être pris tout à fait au dépourvu, dans le cas où le Directoire se réveillerait, avait consigné toutes les troupes dans leurs casernes. Le colonel Sébastiani reçut, le 18, à cinq heures du matin, l'ordre de se rendre au ministère, comme il montait à cheval, avec ses dragons. Il mit l'ordre dans sa poche, et arriva avec ses quatre cents chevaux à l'hôtel du général, qui l'envoya inviter ses officiers à déjeuner. Dans la longue et étroite avenue par laquelle on arrivait au pavillon qu'habitait Bonaparte, Sébastiani rencontra la voiture du général Lefebvre : ce général était le commandant de Paris, et demanda avec sévérité au colonel en vertu de quel ordre il était à la tête de son régiment : « Le général Bonaparte vous le dira, » répondit celui-ci. Lefebvre ordonna à son cocher de le ramener chez lui ; mais Sébastiani fit connaître sa consigne, et l'engagea à entrer chez Bonaparte pour s'entendre avec lui. Dans l'impossibilité de faire tourner sa voiture dans l'avenue et de se soustraire à la consigne donnée, Lefebvre se décida à suivre le conseil de Sébastiani. Entré dans le salon du général Bonaparte, il l'interrogea sur le mouvement des troupes qui avait lieu d'après ses ordres, et lui fit de violents reproches. Pour toute réponse, Bonaparte lui dit froidement : « Général Lefebvre, « vous êtes une des colonnes de la République ; je veux la sauver aujourd'hui « avec vous, et la délivrer des avocats qui perdent notre belle France. Voilà « pourquoi je vous ai engagé à venir chez moi ce matin. — Les avocats! oui, « vous avez raison, il faut les chasser. Vous pouvez compter sur moi. » On sent combien il importait à Bonaparte d'avoir pour lui et avec lui le commandant de Paris. Bientôt après se présentèrent en foule tous les généraux et officiers qui, depuis quelques jours, s'étaient déclarés les partisans de l'adversaire du Directoire. Dans ce nombre, on remarquait Moreau. Celui-ci craignait Bernadotte, le chef le plus influent du *Manége*, depuis quelque temps devenu suspect au Directoire, et à qui, deux mois auparavant, on avait retiré le porfefeuille de la guerre. Il n'avait pas oublié qu'à l'époque du 18 fructidor, le général divisionnaire de l'armée d'Italie avait publiquement désapprouvé la protection que Bonaparte et les autres troupes donnèrent à cette révolution. Le matin, sur l'invitation de Bonaparte, Bernadotte s'était rendu chez lui ; une conversation très-vive eut lieu entre eux : Bernadotte refusa de coopérer au changement politique dont il recevait la confidence, et sortit après avoir promis de rester neutre.

« Satisfait d'avoir paralysé, pour le moment, un homme qui pouvait au moins contrarier ses projets, Bonaparte, incapable de rien négliger, voulut aussi s'assurer du président du Directoire, et l'engagea à dîner pour le jour même de l'événement. Mais cette précaution ne lui parut pas encore suffisante, et afin de n'éprouver de la part de Gohier aucune résistance aussitôt que la décision du conseil des Anciens serait connue, il avait fait aussi adresser par madame Bo-

naparte, et porter par son fils Eugène, au directeur et à son épouse, une invitation pressante à déjeuner pour huit heures du matin. Gohier, en homme qui s'avise un peu tard, se contenta d'envoyer sa femme. Cependant, à l'insu du Directoire, dont l'incrédulité et la confiance sommeillaient au Luxembourg, dès cinq heures du matin, une convocation extraordinaire avait été faite aux membres du conseil des Anciens qui trempaient dans la conjuration. Déjà le général Bonaparte se trouvait entouré de la presque totalité des militaires de la garnison de Paris, lorsque le député Cornet vint lui apporter le décret qui mettait l'armée à sa disposition, et ordonnait la translation des conseils à Saint-Cloud. Il faut rendre à chacun ce qui lui appartient : il n'est douteux pour aucun témoin de ce grand drame, que, sans le décret du Conseil des Anciens, le général Bonaparte ne pouvait exécuter ses projets, ni changer la forme du gouvernement en vingt-quatre heures, sans se jeter dans les hasards tumultueux d'une révolution. Ce décret ne légitimait pas, mais il autorisait ce qui allait avoir lieu militairement. Le centre, le foyer, l'indispensable appui de la conspiration était dans le Conseil des Anciens.

« Fouché, qu'on n'avait point admis à diriger les fils de la trame, s'en dédommageait en faisant espionner les deux partis : il sut le premier que Gohier avait rejeté les avis de Dubois de Crancé, et se targua de cette révélation auprès de Bonaparte; il sut le premier aussi que le decret des Anciens était rendu, et se hâta d'en informer le général avant l'arrivée de Cornet, leur président. Alors, ne pouvant retenir son zèle, ou plutôt saisissant, pour en recueillir les fruits, l'occasion de le faire éclater, il avoua au général qu'il avait ordonné de fermer les barrières de Paris, et d'arrêter le départ des courriers et diligences. Fouché n'était pas encore corrigé des moyens révolutionnaires, et sentait toujours son école. Bonaparte se contenta de lui répondre : « Vous voyez, par l'affluence des « citoyens et des braves qui m'entourent, que je n'agis qu'avec la nation. Je « saurai faire respecter le décret du Conseil et assurer la tranquillité publique. » Fouché sortit de chez le général pour publier une proclamation qu'il tenait toute prête en faveur de la nouvelle révolution, et se rendit ensuite au Luxembourg, afin d'avertir le Directoire de la résolution du conseil des Anciens. Le président Gohier le reçut comme il le méritait. Il osa dire au président que les rapports ne lui avaient pas manqué; mais ces rapports étaient évidemment faux, puisque ce ministre infidèle travaillait contre le Directoire. Il ajouta : « *N'est-ce pas même du sein du Directoire que le coup est parti? Sieyès et Roger-Ducos sont à la commission des Anciens.* — *La majorité est ici*, lui répondit froidement Gohier; *si le Directoire a des ordres à donner, il en chargera des hommes plus dignes de sa confiance.* »

« Gohier avait raison de parler ainsi à Fouché; mais il avait le tort, dans ces circonstances, de s'être montré si imprévoyant. Il ne pouvait ignorer que Bonaparte était venu pour prendre part aux affaires; en effet, comme le dit Fouché, le général avait demandé à Gohier de le faire admettre au Directoire, et Gohier ne refusa de coopérer à cette innovation qu'en alléguant l'âge prescrit par la Constitution. Le fait est qu'il ne se trouvait d'hommes capables dans cette révolution que ceux qui l'exécutaient, et qu'un gouvernement déclaré vacant dans sa propre capitale, par la majorité de ses habitants et par ses troupes, et qui comptait parmi ses ennemis Bonaparte, Moreau, Talleyrand, Fouché, Cambacérès, les hommes les plus puissants et les plus distingués du temps, n'avait aucun

moyen de salut, et devenait ridicule dans sa chute, qui était le secret de toute la population depuis quinze jours.

« Cependant le président Cornet venait de donner lecture au général Bonaparte, en présence de tous les militaires qui remplissaient son hôtel, du décret suivant :

« Le Conseil des Anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la Constitution, décrète ce qui suit :

« 1° Le Corps législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud. Les « deux conseils y siégeront dans les deux ailes du palais.

« 2° Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à midi. *Toute continuation de « fonctions de délibération est interdite ailleurs avant ce terme.*

« 3° Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret ; il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. Le général commandant la 17e division militaire, la garde du Corps législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent « dans la commune de Paris et dans l'arrondissement constitutionnel, et dans « toute l'étendue de la 17e division, sont mis immédiatement sous ses ordres et « tenus de le reconnaître en cette qualité. Tous les citoyens lui prêteront main-forte à la première réquisition.

« 4° Le général Bonaparte est appelé dans le sein du conseil, pour y recevoir « une expédition du présent décret et prêter serment : il se concertera avec les « commissions des inspecteurs des deux conseils.

« 5° Le présent décret sera de suite transmis par un message au Conseil des « Cinq-Cents et au Directoire exécutif ; il sera imprimé, affiché, promulgué, et « envoyé dans toutes les communes de la République par des courriers extraordinaires. »

« Tel fut le premier manifeste de la révolution convenue entre Bonaparte et Sieyès, dans la conférence du 15, et dont le Conseil des Anciens se rendait l'organe et l'instrument.

« Après cette lecture, Bonaparte ordonna aux quarante-huit adjudants de faire battre la générale, et de proclamer le décret dans tous les quartiers de Paris. Il monta ensuite à cheval, suivi des généraux, des officiers et des dragons de Sébastiani, entra par le pont Tournant aux Tuileries, où il vit venir au-devant de lui la garde du Conseil des Anciens, qui l'attendait en bataille sur la terrasse du bord de l'eau ; ce fut avec ce cortége qu'il arriva au palais, au milieu des acclamations des soldats et de la population, que la nouveauté de ce spectacle avait attirée. Introduit dans la salle des séances avec son état-major :

« Citoyens, dit-il, la République périssait ; vous l'avez su, et votre décret « vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre ! « Je les arrêterai, aidé des généraux Berthier, Lefebvre, et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples qui pourraient retarder votre marche. Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du « dix-huitième siècle ; rien dans la fin du dix-huitième siècle ne ressemble au « moment actuel. Votre sagesse a rendu ce décret, nos bras sauront l'exécuter. « Nous voulons une République fondée sur la vraie liberté, sur la liberté civile, « sur la représentation nationale ; nous l'aurons. Je le jure. Je le jure en mon « nom et en celui de mes compagnons d'armes. »

« Bonaparte reçut les félicitations et les encouragements des membres présents du Conseil des Anciens.

« En sortant de l'assemblée, il alla passer dans le Carrousel la revue des troupes, et les harangua par cette proclamation envoyée ensuite aux armées :

« Soldats! le décret extraordinaire du Conseil des Anciens est conforme aux « articles 102 et 103 de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le commandement de « la ville et de l'armée. Je l'ai accepté pour seconder les mesures qu'il va pren- « dre et qui sont toutes en faveur du peuple. La République est mal gouvernée « depuis deux ans. Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de « maux : vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que « je remplis. Vous remplirez les vôtres, et vous seconderez votre général avec « l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours trouvées en vous. La li- « berté, la victoire et la paix replaceront la République française au rang qu'elle « occupait en Europe, et que l'ineptie ou la trahison a pu seule lui faire perdre. « *Vive la République!* »

« Les troupes répondirent avec des cris unanimes de *vive Bonaparte! vive la République!*

« Dix mille hommes stationnaient aux Tuileries, sous les ordres du général Lefebvre. Le commandement du Luxembourg fut donné à Moreau, qui s'était offert au général Bonaparte en qualité d'aide de camp. Bonaparte accepta ses services, saisissant peut-être avec joie l'occasion de le compromettre. Lannes eut le commandement de la garde du Corps législatif; Murat fut chargé d'occuper militairement la commune de Saint-Cloud ; le général Lefebvre conserva le commandement de la 17e division militaire.

« Le Directoire n'apprit ces événements qu'entre dix et onze heures du matin, tandis que tout Paris en était instruit depuis plus de deux heures. Il se vit tout à coup, par une métamorphose étrange, sans pouvoir, sans gardes, sans relations avec les conseils, avec le général en chef ni avec l'armée. Une heure auparavant, Sieyès, qui savait bien à quoi s'en tenir, était tranquillement, et comme à l'ordinaire, monté à cheval sous les yeux de Barras, qui se moquait de l'inhabileté du nouvel écuyer, tandis que celui-ci partait au pas, pour se rendre, par la rue du Bac, au conseil des Anciens, où Roger-Ducos le suivit peu de temps après. Cependant Barras, Gohier et Moulins, croyant toujours représenter la République, firent appeler le général Lefebvre: il leur répondit par le décret qui le mettait, lui et la force armée, à la disposition du général Bonaparte. Les directeurs protestèrent d'abord avec violence contre le décret du Conseil des Anciens; mais Barras, endoctriné par Talleyrand, comprit bien que le règne du Directoire était fini, et ôta la majorité à ses collègues en donnant secrètement sa démission. Aussitôt qu'il connût la résolution des Anciens, il envoya aux Tuileries son secrétaire Bottot à Bonaparte. Bottot trouva le général dans la salle des inspecteurs du Conseil; et, au moment où il se mettait en devoir de remplir la mission dont il était chargé, Bonaparte lui dit : « Annoncez à votre Barras « que je ne veux plus entendre parler de lui. » Puis, élevant la voix, il prononça ainsi l'arrêt des directeurs, comme s'ils eussent été présents : « Qu'avez-vous « fait de cent mille Français que je connaissais, tous mes compagnons de gloire? « Ils sont morts! Cet état de choses ne peut durer : avant trois ans il nous mè- « nerait au despotisme. Mais nous voulons la République, la République assise « sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance

« politique. Avec une bonne administration, tous les individus oublieront les « factions dont on les fit membres, pour leur permettre d'être Français. Il est « temps enfin que l'on rende aux défenseurs de la patrie la confiance à laquelle « ils ont tant de droits. A entendre quelques factieux, bientôt nous serions tous « les ennemis de la République, nous qui l'avons affermie par nos travaux et « notre courage! Nous ne voulons pas de gens plus patriotes que les braves qui « ont été mutilés au service de la patrie. »

« Cette dernière phrase annonçait suffisamment sous quel drapeau la liberté devait marcher.

« Dubois de Crancé proposa encore aux directeurs Gohier et Moulins d'arrêter Bonaparte sur le chemin de Saint-Cloud; mais le président Gohier lui répondit : « *Comment voulez-vous qu'il fasse une révolution à Saint-Cloud, puisque je tiens ici les sceaux de la République*? Alors, Gohier et son collègue Moulins se firent conduire aux Tuileries, à la salle de la commission des inspecteurs des deux Conseils; là ils refusèrent leur adhésion. Gohier entama courageusement une explication très-vive avec Bonaparte, qui termina brusquement l'entretien par ces mots : « *La République est en péril; il faut la sauver, je le veux.* » Les deux directeurs, ne sachant plus que devenir, et n'étant plus rien dans l'Etat, par suite de la démission de Barras, retournèrent au Luxembourg. Ils y furent bientôt investis par le général Moreau, qui exécuta les ordres dont il était chargé, avec un zèle que l'on n'aurait pas dû attendre d'un républicain aussi sincère en apparence. Quoique consignés et tenus en charte privée par ce général, Gohier et Moulins trouvèrent aisément le moyen de quitter l'ex-palais directorial dans la soirée : c'était ce que l'on désirait. Quant à Barras, il conçut de telles alarmes, qu'il demanda un passeport pour Gros-Bois, avec une escorte. Il obtint l'un et l'autre, et partit comme un prisonnier. Ainsi finit le Directoire, et l'on n'y pensa plus. Les événements du lendemain allaient avoir une bien autre importance que la chute de ce faible gouvernement.

« Cette journée pouvait être plus qu'orageuse; car, si Bonaparte ne triomphait pas d'une manière quelconque des adversaires qui le menaçaient, son parti et sa personne se trouvaient tout à coup entre la fatalité d'une guerre civile et la responsabilité d'un complot contre l'Etat. Dans les Conseils, le gouvernement directorial avait des adversaires très-nombreux, mais ils ne tendaient qu'à un changement partiel dans les directeurs. Paris était dans l'attente d'un grand événement; dès la matinée du 19, la route de Saint-Cloud fut inondée d'une foule de curieux. Le passage des membres des deux Conseils, des militaires, du général Bonaparte et des troupes qu'il venait de haranguer au Champ-de-Mars, couvrit bientôt les avenues de cette commune. Murat les occupait déjà depuis la veille. On vit passer aussi l'ex-directeur Sieyès, dont la présence était nécessaire à Saint-Cloud, pour maintenir les dispositions de la majorité des Anciens. Ce Conseil ne songeait pas sans crainte à sa résolution de la veille. Il se serait rallié tout entier, sans aucun doute, au décret qui venait de mettre la fortune publique dans les mains de Bonaparte, s'il n'eût été question que d'un nouveau 18 fructidor contre le Directoire. Mais il y avait d'autres desseins qu'on ne voulait pas appuyer.

« Les deux Conseils se réunirent : les Cinq-Cents dans l'Orangerie, sous la présidence de Lucien; les Anciens dans la galerie du palais, sous celle de Cornet. Aux Cinq-Cents, Emile Gaudin ouvrit la séance par un discours très

habile : il demanda la formation d'une commission chargée de présenter sans délai un rapport sur la situation de la République, et qu'aucune décision ne fût prise avant de l'avoir entendu. Boulay, de la Meurthe, qui devait faire partie de la commission, avait préparé ce rapport pendant la nuit. A peine Gaudin eut-il cessé de parler, que la salle retentit des cris de *vive la Constitution! à bas le dictateur!* Delbret, appuyé par Grandmaison, proposa de jurer *la Constitution ou la mort*. L'assemblée se leva d'enthousiasme, aux cris de *vive la République*! et le serment fut prêté individuellement. Aucun des partisans de Bonaparte n'osa se soustraire à la puissante impulsion du serment.

« Aux Anciens, la séance offrait moins d'agitation, soit en raison de l'âge des membres de l'assemblée, soit à cause de l'influence bien connue de Bonaparte et de Sieyès, qui partageait ce Conseil. A cet instant, le général Bonaparte jugea que le moment de paraître était arrivé. Il traversa le salon de Mars, suivi de ses aides de camp, et se montra tout à coup dans le Conseil des Anciens. On aura sans doute remarqué que la veille, quand il alla recevoir, dans la séance de ce Conseil, le décret qui le plaçait à la tête des forces de la République, il avait évité de prêter, en sa nouvelle qualité, le serment prescrit.

« Aussitôt qu'il fut entré, il parla des dangers actuels et de ses propres intentions : « Vous êtes sur un volcan, leur dit-il, la République n'a plus de gou-
« nement, le Directoire est dissous, les factions s'agitent ; l'heure de prendre
« un parti est arrivée. Vous avez appelé mon bras et celui de mes compagnons
« d'armes au secours de votre sagesse. Mais les instants sont précieux ; il
« faut se prononcer.

« On parle d'un César, d'un nouveau Cromwell ; on répand que je veux
« établir un gouvernement militaire... Si j'avais voulu usurper l'autorité su-
« prême, je n'aurais pas eu besoin de recevoir cette autorité du Sénat. Plus
« d'une fois, et dans des circonstances extrêmement favorables, j'ai été appelé
« par le vœu de la nation, par le vœu de mes camarades, par le vœu de ces
« soldats qu'on a tant maltraités depuis qu'ils ne sont plus sous mes ordres.

« Le Conseil des Anciens est investi d'un grand pouvoir, mais il est encore
« animé d'une plus grande sagesse ; ne consultez qu'elle ; prévenez les déchi-
« rements ; évitons de perdre ces deux choses, pour lesquelles nous avons fait
« tant de sacrifices, la *liberté* et l'*égalité*. »

— « Et la *Constitution?* s'écria le député Linglet.

— « La Constitution ! reprit Bonaparte avec violence ; la Constitution ! osez-
« vous l'invoquer ! vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prai-
« rial ; vous avez, en son nom, violé tous les droits du peuple... Nous fonde-
« rons, malgré vous, la liberté de la République : aussitôt que les dangers qui
« m'ont fait conférer des pouvoirs extraordinaires seront passés, j'abdiquerai
« ces pouvoirs. »

— « Et quels sont ces dangers ! lui cria-t-on ; que Bonaparte s'explique !

— « S'il faut s'expliquer tout à fait, répondit-il, s'il faut nommer les hommes,
« je les nommerai. Je dirai que les directeurs Barras et Moulins m'ont proposé
« eux-mêmes de renverser le gouvernement.

« Je n'ai compté que sur le Conseil des Anciens ; je n'ai point compté sur le
« Conseil des Cinq-Cents, où se trouvent des hommes qui voudraient nous
« rendre la Convention, les échafauds, les comités révolutionnaires...

« Je vais m'y rendre, et si quelque orateur, payé par l'étranger, parlait de

« me mettre hors la loi, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-même! « S'il parlait de me mettre hors la loi, j'en appelle à vous, mes compagnons « d'armes! à vous, mes braves soldats, que j'ai menés tant de fois à la victoire! « à vous, braves défenseurs de la République, avec lesquels j'ai partagé tant « de périls pour affermir la liberté et l'égalité! je m'en remettrai, mes vrais « amis, à votre courage et à ma fortune! »

« Après cette harangue, dont l'impression ne pouvait être douteuse sur les militaires, le cri de *vive Bonaparte* retentit dans toute la salle. Le triomphe de la nouvelle révolution était assuré au Conseil des Anciens : Bonaparte en sortit pour aller essayer la conquête difficile du Conseil des Cinq-Cents.

« La plus grande effervescence régnait toujours dans ce Conseil, d'ailleurs si éloigné d'être instruit des projets de Bonaparte, qu'on venait d'y décréter un message au Directoire, qui n'existait plus. La démission du directeur Barras, renvoyée aux Cinq-Cents par les Anciens, y était arrivée au moment même où un membre faisait la motion de leur demander le motif de la translation à Saint-Cloud; et, comme on discutait la légalité de cette démission, Bonaparte se présenta sur le seuil de la salle, où il entra seul, après avoir ordonné aux officiers et soldats qui l'accompagnaient de rester aux portes.

« A la vue de Bonaparte et de ses soldats, des imprécations remplirent la salle.

« *Ici des sabres!* s'écrièrent les députés; *ici des hommes armés! A bas le dictateur! A bas le tyran! Hors la loi le nouveau Cromwell!*

— « *C'est donc pour cela que tu as vaincu!* s'écrie le député Destrem.

— « *Que faites-vous, téméraire?* dit Bigonnet. *Retirez-vous! Vous violez le sanctuaire des lois!*

« Cependant Bonaparte parvient à la tribune, malgré la plus ardente opposition; il veut parler, mais sa voix est étouffée par ces cris mille fois répétés: *Vive la Constitution! Vive la République! Hors la loi le dictateur!* Transportés de fureur, plusieurs députés vont à lui :

— « *Tu feras donc la guerre à ta patrie!* lui dit son compatriote Aréna.

« Bonaparte crut sans doute alors qu'on en voulait à sa vie, et ne put proférer une parole.

« Aussitôt, les grenadiers, effrayés du péril qui menaçait leur général, se précipitent, culbutent tout ce qui s'oppose à leur passage, en s'écriant : *Sauvons notre général!* et ils l'entraînent hors de la salle.

« Dans cette bagarre, l'un d'eux fut, dit-on, blessé d'un coup de poignard.

« Au milieu de cette scène tumultueuse, Lucien, qui présidait, s'efforce en vain de défendre son frère, en citant ses nombreux services; il demande qu'il soit rappelé et entendu; mais il n'obtint d'autre réponse que le vœu de la proscription.

« Tous les députés se lèvent et s'écrient à la fois : *Hors la loi! Aux voix la mise hors la loi contre le général Bonaparte!*

« Lucien, sommé de mettre aux voix la mise hors la loi contre son frère, abdique la présidence et quitte le fauteuil.

« Pendant ce temps, Bonaparte était monté à cheval, avait harangué les soldats, et attendait Lucien. Celui-ci arrive, monte à cheval à côté de Bonaparte, et s'adressant aux troupes :

« Vous ne reconnaîtrez, leur dit-il, pour législateurs de la France, que ceux

« qui vont se rendre auprès de moi. Quant à ceux qui resteraient dans l'Oran-
« gerie, que la force les expulse! Ces brigands ne sont plus les représentants
« du peuple ; ce sont les représentants du poignard. »

Aussitôt Murat entra dans la salle à la tête d'un corps de grenadiers; les députés se sauvèrent dans le plus grand désordre par les fenêtres. Le président Lucien se rendit au Conseil des Anciens ; on composa un nouveau Conseil des Cinq-Cents, qui décréta que le général Bonaparte *avait bien mérité de la patrie.* Le Directoire fut aboli; on nomma une commission consulaire exécutive, composée de Bonaparte, de Sieyès et de Roger-Ducos ; un nouveau travail sur la Constitution fut confié à une commission législative de cinquante membres. Les consuls prêtèrent le serment accoutumé :

« A la souveraineté du peuple, à la République une et indivisible, à la liberté,
« à l'égalité et au système représentatif. »

Le nouveau gouvernement alla ensuite s'installer au Luxembourg, où il remplaça le Directoire. Il forma un ministère qui se composa de la manière suivante : Berthier, à la guerre; Gaudin, aux finances ; Cambacérès, à la justice; Forfait, à la marine; Laplace, à l'intérieur; Talleyrand, aux affaires étrangères. Fouché eut la police. Bonaparte se hâta de faire révoquer les lois concernant les ôtages et l'emprunt forcé ; il envoya à Londres un négociateur pour traiter de l'échange de nos prisonniers; les ôtages sortirent du temple; il y eut amnistie générale pour les réquisitionnaires et les conscrits.

Bonaparte réunissait en même temps une commission composée des plus habiles jurisconsultes, qu'il chargea ce rédiger le Code national, qui porta si peu de temps le nom de son fondateur.

Les membres des deux commissions législatives se réunirent au Luxembourg pour conférer sur un plan de constitution. Après de longues discussions, auxquelles prit une grande part Sieyès, qui proposait de nommer un *grand électeur* à vie, pour choisir les consuls, il fut question de nommer un premier consul chef suprême de l'État. Cette proposition fut adoptée après de violents débats; le premier consul fut nommé pour dix ans et rééligible : toutes les voix se réunirent sur Bonaparte. Cambacérès et Lebrun remplacèrent Sieyès et Roger-Ducos. La commission exécutive n'avait duré que six semaines.

Les consuls quittèrent le Luxembourg et allèrent habiter les Tuileries, où on rétablit l'étiquette de l'ancienne cour ; de fait, la monarchie était reconstituée. Quelques royalistes crurent que le moment était venu de rappeler les Bourbons. MM. d'Andigné et Hyde de Neuville proposèrent au premier consul de jouer le rôle de Monck ; Bonaparte leur répondit :

« J'oublie le passé et j'ouvre un vaste champ à l'avenir. Quiconque marchera
« droit devant lui sera protégé sans distinction ; quiconque s'écartera à droite
« ou à gauche sera frappé de la foudre. Laissez tous les Vendéens qui veulent
« se ranger sous le gouvernement national et se placer sous ma protection,
« suivre la grande route qui leur est tracée : car un gouvernement protégé par
« des étrangers ne sera jamais accepté par la nation française. »

Le 26 janvier 1800, Bonaparte, voyant la République en paix avec plusieurs puissances, adressa le manifeste suivant au roi d'Angleterre :

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistra-
« ture de la République, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire
« directement part à Votre Majesté. La guerre, qui depuis huit ans ravage les

« quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen « de s'entendre? Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, « puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, « peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, « la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles « pas que la paix est le premier des besoins comme la première des gloires? « Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers au cœur de Votre Majesté, qui « gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse. Votre « Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer ef-« ficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démar-« che prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires « peut-être pour déguiser la dépendance des États faibles, ne décèlent dans les « États forts que le désir de se tromper. La France et l'Angleterre, par l'abus « de leurs forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur des peuples, en « retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations est at-« taché à la fin de la guerre qui embrase le monde entier.

« — L'Angleterre ne signera la paix que quand la France sera rentrée dans « ses anciennes limites, » répondit le ministre Pitt.

Bonaparte se prépara à la guerre, après avoir épuisé tous les moyens honorables de conciliation. Il réorganisa les tribunaux tels que nous les avons aujourd'hui; il établit les préfectures et sous-préfectures. Il rouvrit les ports de la France aux vaisseaux américains, et l'anniversaire de la mort de Washington fut célébré aux Invalides avec une pompe extraordinaire. En rendant ces honneurs au vainqueur de l'Angleterre, au libérateur de son pays, le premier consul manifestait le juste ressentiment que lui avait inspiré la réponse du cabinet britannique.

CHAPITRE SEPTIÈME.

conde campagne d'Italie. — Passage du Mont Saint-Bernard. — Entrée de Bonaparte Se à Milan. — Victoire de Marengo. — Lettre de Louis XVIII. — La machine infernale. — Mort de Paul Ier. — Flotille de Boulogne. — Le Concordat. — Traité d'Amiens. — Napoléon Consul à vie. — Expédition de Saint-Domingue. — Rupture avec l'Angleterre. — Préparatifs de l'Empereur. — Conspiration de Pichegru. — Georges Cadoudal. — Arrestation de Moreau. — Sa lettre au premier consul. — Arrestation et exécution du duc d'Enghien. — Mort de Pichegru. — Condamnation de Moreau. — Premiers symptômes de l'Empire.

La coalition européenne recrutait chaque jour de nouveaux renforts. L'or et les intrigues de l'Angleterre nous suscitaient de nouveaux ennemis : l'Autriche, la Bavière, la Russie, la Turquie, la Suède, le Danemark, s'étaient coalisés contre la France. Bonaparte vit toute l'étendue du danger et n'en fut pas effrayé. Un grand nombre de Russes faits prisonniers par Brune et Masséna, en Hollande et en Suisse, se trouvaient alors en France. Le premier consul les fit habiller à neuf, paya leurs frais de voyage et les renvoya dans leurs foyers sans conditions. L'empereur Paul Ier, touché de ce procédé, se détacha de la coalition. Bonaparte envoya à Berlin Duroc, qui réussit dans sa mission : la Prusse, le Danemark et la Suède rompirent leurs pactes avec l'Angleterre.

Alors Bonaparte partit de Paris, bien déterminé à délivrer l'Italie du joug des Autrichiens; notre armée passa les Alpes au milieu des obstacles les plus insurmontables. Le 17 mai 1800, trente-cinq mille Français abordèrent le mont Saint-Bernard et arrivèrent en Italie, avant que Mélas, général autrichien, eût appris leur départ. A Chiusella, dix mille ennemis furent culbutés par notre avant garde, sous les ordres du général Lannes. Le premier consul, pour donner le change à Mélas, feignit de vouloir traverser le Pô et de se diriger sur Turin. L'Autrichien donna dans le piége, et Bonaparte, après avoir forcé le passage de la Sésia et du Tésin, entra, le 2 juin, dans Milan, aux acclamations de toute la population. Il s'empara coup sur coup de Bergame, de Crémone, et ce fut alors seulement que Mélas apprit par ses généraux vaincus que soixante mille Français étaient entrés en Lombardie. Cependant Masséna et l'héroïque garnison de Gênes avaient été forcés de capituler; Bonaparte livra bataille à Montebello, où les ennemis perdirent trois mille morts et six mille prisonniers. Lannes s'immortalisa dans cette journée. Une des deux armées autrichiennes était vaincue; celle que commandait Mélas fut écrasée à Marengo, après une lutte des plus acharnées : cinq mille morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, trente canons, tels furent les trophées de cette mémorable victoire, qui nous fit rentrer en possession du Piémont, de la Lombardie et de la Ligurie. A la même époque, Moreau battait aussi les Autrichiens à Hochstedt, à

Neubourg. Dans ces grandes batailles, la France perdit deux hommes à jamais immortels : Desaix, tué à Marengo, et Latour-d'Auvergne, à Neubourg. Après avoir reconquis l'Italie avec la rapidité de la foudre, le premier consul revint en France, qui salua avec des cris d'enthousiasme le vainqueur de Marengo. Cependant le bruit se répandit qu'on voulait assassiner le héros : un ouvrier de Meudon fit, derrière la Salpêtrière, l'essai d'une machine infernale, et fut arrêté avec ses complices. La police était sur les traces de nombreux complots, lorsque Bonaparte reçut, par l'entremise de M. de Montesquieu, les deux lettres suivantes de Louis XVIII :

AU GÉNÉRAL BONAPARTE.

« Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, Mon- « sieur, n'inspirent jamais d'inquiétudes. Vous avez accepté une place émi- « nente, et je vous en sais gré. Mieux que personne vous avez ce qu'il faut de « force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la « France de ses propres fureurs, et vous aurez rempli le vœu de mon cœur. « Rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous « serez trop nécessaire à l'État, pour que je songe à acquitter seulement par des « places importantes la dette de mon agent et la mienne.

« Louis. »

« Depuis longtemps, général, vous devez savoir que mon estime vous est ac- « quise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez « votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Fran- « çais, clément par caractère, je le serais encore par raison.

« Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et d'Arcole, le conquérant de « l'Italie, ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous « perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France; je « dis *nous*, parce que j'aurais besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pour- « rait pas sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire attend, et je suis impatient de « rendre la paix à mon pays.

« Louis. »

Bonaparte répondit le 7 septembre :

Paris, 20 fructidor an VIII.

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes « que vous m'y dites. Vous ne devez plus souhaiter votre retour en France : « il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au « repos et au bonheur de la France : l'histoire vous en tiendra compte. Je ne « suis pas insensible au malheur de votre famille. Je contribuerai avec plaisir « à l'adoucir, et à la tranquillité de votre retraite.

« Bonaparte. »

L'Autriche, quoique vaincue, refusa de rompre avec le cabinet britannique, qui ne voulait faire la paix avec la France à aucun prix. Elle leva une nouvelle armée, dont le commandement fut confié à l'archiduc Jean, âgé de dix-huit ans, sous la tutelle du général Lauer. Cette armée, bien supérieure en nombre à celle de Moreau, cette armée fut écrasée à Hohenlinden par Moreau, puissamment secondé par Richepanse et Drouet. Moreau se trouvait aux portes

de Vienne, Brune triomphait en Italie, et l'Autriche se vit enfin forcée de demander une suspension d'armes.

Pendant que nos armées se couvraient de gloire, les conspirateurs royalistes, fanatisés par Georges Cadoudal, préparaient contre le premier consul un attentat qui éclata le 3 nivôse (25 décembre 1800) : une charrette chargée de poudre et de balles fut placée dans la rue Saint-Nicaise, par où Bonaparte devait passer le soir pour aller à l'Opéra. Cette machine infernale fit en effet explosion, et le premier consul eut infailliblement péri, si son cocher, qui s'était enivré ce jour-là, n'eût pas lancé les chevaux à toute bride. Vingt-deux personnes furent tuées et cinquante-six blessées. En entrant dans sa loge, à l'Opéra, Bonaparte fut salué des plus vives acclamations; et, dès ce moment, il put préparer en toute sûreté l'époque impériale. Cent trente individus furent déportés à Mayotte; Aréna fut jugé par le jury et condamné à mort; Saint-Régent, Corbon, Limoëlant, Joyant et Lahaie, auteurs du plan de la machine infernale, comparurent devant des commissions militaires et furent fusillés.

Pendant que Paris était sous l'impression de cet attentat, Moreau forçait l'Autriche à signer le traité de Lunéville, où se trouvaient toutes les clauses de celui de Campo-Formio.

La nouvelle de la paix arriva à Paris le 12 février 1801, et y excita une allégresse générale. Le peuple se porta aux Tuileries, et les cris de *vive Bonaparte!* se mêlèrent pendant toute la journée aux détonations de l'artillerie.

L'Angleterre seule, implacable ennemie de la France, était à bout d'expédients ; Paul Ier, empereur de Russie, allié et ami de Bonaparte, avait hérissé les côtes du Nord de batteries, et le pavillon britannique n'osait presque plus paraitre dans la Baltique. Une escadre partit d'Yarmouth et alla bombarder Copenhague, pendant que Paul Ier tombait sous le poignard d'un assassin. La mort de ce prince rompit la coalition qui s'était formée dans le Nord contre la puissance navale de l'Angleterre. Le nouvel empereur Alexandre reconnut le *droit de visite*, contre lequel l'Europe s'était pourtant armée, et le littoral des mers du Nord fut rendu aux Anglais. Bonaparte comprit l'imminence et l'étendue du péril : le Portugal, menacé à la fois par l'Espagne et la France, ferma toutes ses possessions aux navires anglais. Les hostilités maritimes continuaient sur les deux rivages de la Manche, et sept cent quatre-vingts bâtiments de guerre anglais bloquaient les ports de la France, ainsi que ceux de ses alliés. Le premier consul fit tête à l'orage, et une flottille fut réunie à Boulogne pour tenir en respect nos implacables ennemis. Nelson tenta de brûler notre flottille, mais il fut repoussé par le feu de nos vaisseaux et celui des batteries de la côte. L'ambassadeur français Otto remit au cabinet britannique la note suivante :

« Le gouvernement français ne veut rien oublier de ce qui peut mener à la
« paix générale, parce qu'elle est à la fois dans l'intérêt de l'humanité et dans
« celui des alliés. C'est au roi d'Angleterre à calculer si elle est égalemant dans
« l'intérêt de sa politique, de son commerce, de sa nation ; et si cela est, une
« île éloignée (Malte), de plus ou de moins, ne peut être une raison suffisante
« pour prolonger le malheur du monde... La question se divise en trois points :
« la méditerranée, les Indes, l'Amérique. L'Égypte sera restituée à la Porte;
« la république des Sept-Iles est reconnue ; tous les ports de l'Adriatique et de
« la Méditerranée occupés par la France seront restitués au roi de Naples et au

« pape; Mahon sera rendu à l'Espagne, Malte sera restitué à l'Ordre, et si le « roi d'Angleterre juge conforme à ses intérêts, comme puissance prépondérante « sur les mers, d'en raser les fortifications, cette clause sera admise. Aux Indes, « l'Angleterre gardera Ceylan... Les autres établissements seront restitués aux « alliés, y compris le Cap de Bonne-Espérance. En Amérique, tout sera restitué « aux anciens possesseurs; le roi d'Angleterre est déjà si puissant dans cette « partie du monde, qu'exiger davantage, c'est, maître absolu de l'Inde, vou- « loir l'être encore de l'Amérique. Le Portugal sera conservé dans toute son « intégrité. Voilà les conditions que le gouvernement français est prêt à si- « gner... »

Le concordat avec la cour de Rome sembla tout à coup donner quelques assurances d'une paix que tout le monde désirait. La restauration du culte catholique, la réouverture des églises, étaient des manifestes contre la révolution, et imposaientt un certain respect aux cabinets étrangers. Le pape envoya à Paris le cardinal Consalvi, son premier ministre. Enfin, le 25 mars 1802, l'Angleterre elle-même signa la paix, et le traité d'Amiens assura à la France presque toutes les conquêtes qu'elle venait de faire. Les émigrés furent amnistiés, et, par une loi du 19 mai, le premier consul institua l'ordre de la Légion-d'Honneur. Ces décrets n'étaient que des préludes du changement que le système gouvernemental de la France allait subir. En effet, le Sénat, par un message, prolongea de dix années la durée du consulat confié à Bonaparte. Voici sa réponse au message :

« Dans les trois années qui viennent de s'écouler, la fortune a souri à la Ré- « publique, mais la fortune est inconstante, et combien d'hommes qu'elle avait « comblés de ses faveurs ont vécu trop de quelques années!

« L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué « le terme de ma vie publique au moment où la paix du monde est proclamée. « Mais la gloire et le bonheur du citoyen doivent se taire quand l'intérêt de « l'État et la bienveillance publique l'appellent.

« Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice; je le ferai, si le vœu « du peuple demande ce que votre suffrage autorise. »

Tous les citoyens qui jouissaient de leurs droits politiques furent appelés à voter sur cette question :

Napoléon-Bonaparte sera-t-il consul à vie?

Chacun fit connaître son opinion par la voie de registres ouverts dans les municipalités. Trois millions cinq cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-neuf citoyens prirent part au vote. Trois millions cinq cent soixante-huit mille cent quatre-vingt-cinq votèrent pour le consulat à vie; huit mille trois cent soixante-quatorze seulement se prononcèrent contre.

Pendant que ce grand acte s'accomplissait en France, une flotte partait de Brest pour Saint-Domingue, sous les ordres de l'amiral Villaret-Joyeuse, portant une armée de 21,200 hommes commandés par le général Leclerc, beau-frère du premier consul. Le fameux Toussaint-Louverture y avait déjà prêché l'insurrection contre les blancs qu'on avait chassés ou égorgés, et il y exerçait la dictature. Dessalines, son lieutenant, était en même temps l'exécuteur de toutes les rigueurs du nouveau gouvernement, où l'on n'admettait que des hommes de couleur. Nous n'entrerons pas dans de longs détails sur cette expédition, qui n'est, en quelque sorte, qu'un épisode étranger à l'histoire de Napoléon. Les

nègres, fanatisés par Toussaint-Louverture, résistèrent avec une incroyable énergie. Notre brave armée fut presque anéantie par la fièvre jaune, qui emporta le général Leclerc. Douze officiers supérieurs avaient aussi déjà succombé. Rochambeau soutint encore pendant quelque temps l'honneur du drapeau national; mais trahi par le féroce Dessalines, il se vit forcé de se mettre à la discrétion de la flotte anglaise avec tous les bâtiments de l'armée expéditionnaire.

Lorsque la nouvelle de ce désastre arriva en Europe, les cabinets de Paris et de Londres avaient déjà recommencé les hostilités dans leurs journaux. L'ambassadeur français Otto demanda par une note officielle :

« Que l'Angleterre défendît tout ce qui serait défendu en France par rapport « aux intérêts réciproques des deux nations. »

Cette note réclamait aussi

« L'éloignement des émigrés de l'île de Jersey, l'expulsion de l'Angleterre « des évêques de Metz et de Saint-Pol, la déportation au Canada de Georges et « de ses adhérents, et le renvoi de tous les Français qui porteraient en Angle- « terre les décorations de l'ancienne monarchie. »

Enfin le premier consul exigeait encore que

« Tous les princes de la maison Bourbon fussent requis de se rendre à Var- « sovie près du chef de leur famille. »

Alors les feuilles anglaises ne gardèrent plus aucune mesure; le célèbre Fox prit bien, dans la chambre des communes, le parti de la France; mais le parti anti-français dominait; Bonaparte eut recours aux négociations; à Saint-Pétersbourg, à Berlin elles échouèrent, et des troupes nombreuses marchaient vers les rivages de l'Océan et de la Méditerranée : On environnait Flessingues de redoutables fortifications. A Paris, lord Witword conférait avec Talleyrand; on n'aboutissait pas, et le premier consul impatienté, manda aux Tuileries l'ambassadeur anglais : voici la substance des paroles qu'il lui adressa :

« La paix, dit-il, n'a produit qu'une jalousie et une méfiance continuelles; « cette méfiance est telle aujourd'hui, qu'elle a amené les choses à un point où « il faut nécessairement en finir... Aucune considération sur la terre ne pourrait « me faire acquiescer à ce que vous gardiez Alexandrie et Malte; et s'il fallait « opter entre ces deux alternatives, *j'aimerais mieux vous voir en possession du « faubourg Saint-Antoine* que de Malte... Chaque vent qui souffle d'Angleterre « n'apporte que haine et inimitié contre moi... Une descente est le seul moyen « offensif que j'aie contre elle, et je suis déterminé à me mettre moi-même à « la tête de l'expédition. Il y a mille à parier contre un que je ne réussirai pas, « mais je n'en suis pas moins décidé à tenter cette descente, si la guerre doit « être la conséquence de la discussion actuelle. Mes troupes y sont tellement « disposées, qu'on n'aurait pas de peine à trouver une armée pour en remplacer « une autre... J'aurais pu m'emparer de l'Egypte depuis plus d'un mois, en en- « voyant vingt-cinq mille hommes à Aboukir... ; mais je ne le ferai point, parce « que l'Egypte ne vaut pas la peine d'une guerre... Deux puissances telles que « la France et l'Angleterre, en s'entendant bien, pourraient gouverner le monde, « *mais elles pourraient aussi le bouleverser dans leur lutte*... Pour conserver la « paix, il fallait remplir le traité d'Amiens... Voulait-on la guerre, il ne fallait « que le dire ou refuser de remplir le traité... Je n'ai pas châtié les Algériens, « dans la crainte d'exciter la jalousie...; *j'espère que l'Angleterre, la Russie et*

« *la France sentiront un jour qu'elles ont intérêt à détruire un pareil nid de* « *brigands*... Mais vouloir parler aujourd'hui du Piémont et de la Suisse, ce « sont des bagatelles. D'ailleurs, vous auriez dû le prévoir lorsque la négocia- « tion était encore pendante ; vous n'avez pas le droit d'en parler à cette « heure... » Cette conférence, dont le premier consul fit à peu près tous les frais, fut transmise par lord Withworth à son gouvernement.

Ce fut alors que le premier consul écrivit, dit-on, à Louis XVIII en lui offrant une indemnité digne de sa haute naissance, s'il voulait abdiquer ; voici un extrait de la réponse du Bourbon :

« Je ne confonds point M. Bonaparte avec ceux qui l'ont précédé : j'estime sa « valeur, ses talents militaires ; je lui sais gré de quelques actes d'administra- « tion... Mais il se trompe, s'il croit m'engager à renoncer à mes droits : loin « de là, il les établirait lui-même, s'ils pouvaient être litigieux, par les démar- « ches qu'il fait en ce moment... »

Tout à coup l'Angleterre commença les aggressions en capturant deux vaisseaux français dans la baie d'Andierne. Le premier consul, transporté de colère, déclara prisonniers de guerre tous les Anglais agés de dix-huit à soixante ans qui se trouvaient en France : il adressa en même temps au sénat le message suivant :

« Le gouvernement s'est arrêté à la ligne que lui ont tracée ses principes et « ses devoirs ; les négociations sont interronpues et nous sommes attaqués, du « moins nous combattrons pour maintenir la foi des traités et l'honneur du nom « français. »

Les actes suivirent de près les paroles. Le général Mortier, qui commandait en Hollande un corps de quinze mille hommes, envahit le Hanovre. La régence demanda une suspension d'armes ; Mortier répondit qu'il ne traiterait qu'après la remise de toutes les places fortes. Le pays fut aussitôt livré aux Francais qui y trouvèrent cinq cents canons, quarante mille fusils, et de fortes sommes destinées à solder les troupes.

Après le traité d'Amiens, l'armée française s'était concentrée dans la partie centrale de l'Italie. Le premier consul lui envoya l'ordre d'envahir de nouveau le royaume de Naples. Voicj la proclamation qu'il adressa à l'armée d'Italie :

« Le roi d'Angleterre a faussé sa signature et refusé d'exécuter le traité d'A- « miens en ce qui concerne l'évacuation de Malte. L'armée française se voit « donc obligée d'occuper les positions qu'elle avait quittées en vertu de ce « traité.

« L'ambition démesurée de l'Angleterre se trouve démasquée par cette con- « duite inouïe : maîtresse de l'Inde et de l'Amérique, elle veut encore l'être du « Levant; le besoin de maintenir notre commerce et de conserver l'équilibre « européen nous oblige d'occuper ces positions dans les États du roi de Naples, « positions que nous garderons tant que l'Angleterre persistera à garder « Malte. »

L'Angleterre jetait bas le masque; voici le message que le roi adressa aux communes; il leur annonçait : « qu'en raison des préparatifs considérables qui « se faisaient dans les ports de France et de Hollande, il jugeait convenable « d'adopter de nouvelles mesures de précaution pour la sureté de l'État ; et que, « comme il existait actuellement avec le gouvernement français des discus- « sions d'une grande importance *dont le résultat demeurait incertain*, S. M.



Oudinot à la bataille du Mincio.

« faisait cette communication à ses fidèles communes..., et comptait qu'elles la « mettraient en état d'employer toutes les mesures que les circonstances paraî- « traient exiger pour l'honneur de sa couronne et les intérêts essentiels de son « peuple. »

Ce message produisit un effet immense; les engagements de matelots se firent avec enthousiasme à Londres, et Nelson prit le commandement de l'escadre de la Méditerranée. Par un second message le roi ordonna une augmentation considérable dans les troupes de terre et de mer : Ces formidables préparatifs irritèrent le premier consul qui dit à l'ambassadeur d'Angleterre d'un ton irrité :

« Vous êtes décidé à la guerre... ! Nous l'avons faite pendant quinze ans, « vous voulez la faire encore quinze années ; eh bien, vous m'y forcez ! »

Puis se tournant vers l'ambassadeur de Russie avec un geste de défi, il s'écria :

« Les Anglais veulent la guerre; mais, s'ils sont les premiers à tirer l'épée, « *je serai le dernier à la remettre dans le fourreau...* »

Le port de Tarente fut fortifié ; dix mille ouvriers firent d'Alexandrie la grande place d'armes de l'Italie. Les côtes de la Hollande furent couvertes de batteries, et les vaisseaux anglais, depuis l'île d'Elbe jusqu'à Tarente ne trouvèrent plus un point abordable pour eux. Toute la côte de France, qui fait face à l'Angleterre se trouva tout à coup hérissée de fer. Le premier consul activait par sa présence les grands travaux qui se faisaient en Belgique et surtout à Anvers. De retour à Paris, il eut l'idée de former une légion de Vendéens, sous le commandement de M. d'Autichamps, espérant gagner ainsi au drapeau national, les chefs de la guerre civile qui continuait toujours dans les départements de l'Ouest. Il organisa en même temps la grande armée d'Angleterre destinée à agir simnltanément sur plusieurs points à la fois contre notre implacable rivale. Soult se rendit à Boulogne pour se mettre à la tête du camp de Saint-Omer; Davoust à Ostende pour commander celui de Bruges; Ney à Montreuil; Augereau réunit aux environs de Bayonne l'armée des Pyrénées.

Ces préparatifs étaient formidables ; l'Angleterre y répondit par une levée en masse ; elle mit à la mer 734 voiles de guerre ; ses flottes bloquèrent tous les ports et toutes les embouchures des fleuves depuis le Sund jusqu'aux Dardanelles. Des engagements meurtriers avaient lieu chaque jour à Boulogne entre les flotilles anglaises et les marins français. L'Angleterre favorisait aussi les conspirations royalistes qui s'élaboraient depuis quelque temps à Londres, et le premier consul dut frapper un grand coup pour terrifier les ennemis de la France.

Pichegru, échappé de Sinnamari, était réfugié à Londres, où il jouissait d'un traitement splendide, comparativement à celui que la France faisait à ses généraux. Georges Cadoudal y était également aux gages de l'Angleterre, et, avec lui, une multitude de chouans et d'hommes de main, dont plusieurs déjà compromis dans l'affaire de la machine infernale. Ces hommes-là étaient toujours prêts à tout et se groupaient autour du comte d'Artois et de sa petite église royaliste, qui, dans l'émigration, était ce qu'il y avait de plus actif pour l'intrigue, de même que les gens de Cadoudal étaient ce qu'il y avait de plus audacieux pour l'action. Par ces derniers, on eût vite monté un coup contre la personne du premier consul. Mais celui-ci renversé, il fallait avoir d'autres hom-

mes à mettre en avant pour saisir le pouvoir et commander à l'opinion. Pichegru, lié tout à la fois à la révolution par sa gloire, à la royauté par sa trahison, devenait l'homme de cette circonstance équivoque et critique. On était assez assuré que tous les royalistes se rallieraient à lui. Pour donner au mouvement projeté une couleur qui pût rassurer aussi le parti national, on imagina d'adjoindre Moreau à Pichegru, après les avoir réconciliés.

Moreau, tenu à l'écart par Bonaparte, dont il était mécontent, passait ou pouvait passer alors pour appartenir à cette opposition républicaine de l'armée, représentée à divers degrés par des hommes de marque, tels que Jourdan, Bernadotte, etc. Il n'avait point donné de gages à l'opinion royaliste, mais il l'avait ménagée en ne découvrant qu'à la dernière extrémité le secret des intelligences du prince de Condé avec Pichegru. Il était donc tout à la fois d'un républicanisme assez peu compromis pour servir de garantie aux yeux de bien des républicains, et assez douteux pour ne pas décourager absolument les espérances que les royalistes se plaisaient à fonder sur lui. Toute la combinaison consistait donc à escamoter, au profit de la cause royaliste, les forces de l'opinion républicaine, en présentant à celle-ci l'appât du nom de Moreau. Mais Moreau ne verrait-il pas le piége, ou bien consentirait-il à prêter son nom à cette équivoque?

Quoi qu'il en soit, des bâtiments de la marine britannique furent mis à la disposition des conjurés. Des relais clandestins furent établis de la côte de Normandie à Paris pour le service des correspondances et des transports d'hommes. Bientôt Cadoudal et toute sa bande eurent passé de la capitale de l'Angleterre dans celle de la France. En même temps on préparait tous les éléments d'une insurrection dans l'Ouest, et les émigrés errants sur le continent étaient invités à se réunir sur la frontière du Rhin. De hauts personnages, amis intimes du comte d'Artois, les frères Armand et Jules de Polignac, le marquis de Rivière, etc., étaient, ainsi que Pichegru, arrivés à Paris, où ils étaient comme les yeux et la pensée du prince qui attendait à Londres le moment où ses confidents jugeraient utile qu'il se montrât à son tour. Pichegru vit Moreau qui se prêta volontiers à une réconciliation et même à des pourparlers. Mais sur les propositions que Pichegru avait à lui faire, ils ne purent s'entendre. Moreau avait trop de sagesse pour se jeter dans le rôle de conspirateur et une trop haute estime de lui-même pour se prêter au rôle qu'on lui avait réservé. Pichegru, mécontent, lui prêta d'autres arrière-pensées. *Est-ce que ce b..... là*, dit-il dans son langage soldatesque, *aurait aussi de l'ambition?*

Quoi qu'il en soit, les allées et venues sur la côte, à Paris, en Bretagne, sur le Rhin, avaient attiré l'attention de la police. Elle mit d'abord la main sur trois chouans, dont deux furent exécutés; le troisième (Querelle) épargné à cause des révélations qu'il avait faites. Par ces révélations on sut que Cadoudal était avec une de ses bandes à Paris, où il préméditait un coup de main contre le premier consul. Dès lors les arrestations se multiplièrent. Elles amenèrent de nouvelles révélations. Un des détenus, peu sûr de lui-même (Bouvet de Lozier), avait essayé de se pendre. Arraché à la mort et prenant pour des faits avérés les bruits qui couraient parmi les conjurés, il se laissa en effet aller à dénoncer Moreau comme ayant d'abord promis de se réunir à la cause des Bourbons, et retiré ensuite cette promesse pour proposer aux royalistes de le faire nommer dictateur.

Moreau fut aussitôt arrêté. Pichegru, vendu par son hôte, le fut également, et Cadoudal, surpris en cabriolet dans la rue de Condé, fut avec eux enfermé au Temple.

Peu de jours après son arrestation, il écrivit au premier consul une lettre dans laquelle, après avoir établi ses premières relations avec Pichegru, à qui il devait, disait-il, le grade de général de division, le commandement de l'armée de Hollande et celui de l'armée du Haut-Rhin, il disait :

« Dans la courte campagne de l'an V nous prîmes les bureaux de l'état-ma-« jor de l'armée ennemie ; on m'apporta une grande quantité de papiers, que le « général Desaix, alors blessé, s'amusa à parcourir.

« Il nous parut, par cette correspondance, que le général Pichegru avait eu « des relations avec les princes français. Cette découverte nous fit beaucoup de « peine, et à moi particulièrement ; nous convînmes de la laisser en oubli. Pi-« chegru, au Corps législatif, pouvait d'autant moins nuire à la chose publique, « que la paix était assurée. Je pris néanmoins des précautions pour la sûreté de « l'armée.

« Les événements du 18 fructidor s'annonçaient ; l'inquiétude était assez « grande : en conséquence, deux officiers qui avaient connaissance de cette « correspondance m'engagèrent à en donner connaissance au gouverne-« ment....,

« J'étais fonctionnaire public, et je ne pouvais garder un plus long silence... « *Pendant ces deux dernières campagnes d'Allemagne, et depuis la paix, il m'a « été quelquefois fait des ouvertures assez éloignées, pour savoir s'il serait pos-« sible de me faire entrer en relations avec les princes français.* Je trouvai tout « cela si ridicule, que je n'y fis pas même de réponse. »

Moreau niait ensuite avoir la moindre part à la conspiration actuelle, et ajoutait :

« Je vous le répète, général, *quelque proposition qui m'ait été faite, je l'ai « repoussée par opinion..... De pareilles ouvertures*, faites à moi, particulier « isolé, n'ayant voulu conserver aucune relation ni dans l'armée, dont les neuf « dixièmes ont servi sous mes ordres, ni aucune autorité constituée, ne pou-« vaient obtenir de ma part qu'un refus. Une délation répugnait trop à mon « caractère...

« Voilà, général, ce que j'avais à vous dire sur mes relations avec Pichegru ; « elles vous convaincront sûrement qu'on a tiré des inductions bien fausses et « bien hasardées de démarches et d'actions, qui peut-être imprudentes, étaient « loin d'être criminelles. »

Moreau oubliait qu'il était obligé, comme citoyen, de révéler les complots tendant à renverser le gouvernement de son pays ; il oubliait aussi qu'il avait dénoncé Pichegru au Directoire ; et il savait très-bien, par Georges et Pichegru, que de nouvelles machinations menaçaient et la vie du premier consul et le salut de la République. Enfin c'était encore à lui qu'on s'adressait, même depuis la paix, pour donner un chef à une conspiration.

La lettre de Moreau fut jointe au procès, qui commença immédiatement et occupa l'attention de toute la France.

La police de Paris apprit en même temps que le duc d'Enghien, qui résidait à Ettheneim, dans le grand duché de Bade, y avait appelé le général Dumouriez et les chefs de l'émigration. Cette nouvelle conspiration était évidemment

la conséquence ou plutôt le complément de celle de Pichegru et de Georges Cadoudal. Bonaparte convoqua immédiatement le Conseil et donna l'ordre suivant au ministre de la guerre :

Paris, ce 19 ventôse an XII (10 mars 1804).

« Vous voudrez bien, citoyen général, donner ordre au général Ordener, « que je mets à cet effet à votre disposition, de se rendre dans la nuit, en poste, « à Strasbourg : il voyagera sous un autre nom que le sien : il verra le général « de division. Le but de sa mission est de se porter sur Ettenheim, de cerner « la ville, d'y enlever le duc d'Enghien, Dumouriez, un colonel anglais, et tout « autre individu qui serait à leur suite. Le général de division, le maréchal des « logis de gendarmerie qui a été reconnaître Ettenheim, ainsi que le commis- « saire de police, lui donneront tous les renseignements nécessaires. Vous « ordonnerez au général Ordener de faire partir de Schelestadt trois cents « hommes du 26e de dragons, qui se rendront à Rheinau, où ils arriveront à « huit heures du soir. Le commandant de la division enverra quinze ponton- « niers à Rheinau, qui arriveront également à huit heures du soir, et qui, à « cet effet, partiront en poste ou sur les chevaux de l'artillerie légère. Indépen- « damment du bac, il se sera déjà assuré qu'il y a quatre à cinq grands bateaux, « de manière à faire passer d'un seul voyage trois cents chevaux. Les troupes « prendront du pain pour quatre jours et se muniront de cartouches. Le géné- « ral de division y joindra un capitaine ou officier, et un lieutenant de gendar- « merie et de trois ou quatre brigades de gendarmerie. Dès que le général « Ordener aura passé le Rhin, il se dirigera sur Ettenheim et marchera droit « à la maison du duc et à celle de Dumouriez. Après cette expédition terminée, « il fera son retour sur Strasbourg. En passant à Lunéville, le général Ordener « donnera ordre que l'officier de carabiniers, qui a commandé le dépôt à « Ettenheim, se rende à Strasbourg en poste, pour y attendre ses ordres. Le « général Ordener, arrivé à Strasbourg, fera partir secrètement deux agents, « soit civils, soit militaires, et s'entendra avec eux pour qu'ils viennent à sa « rencontre.

« Vous donnerez ordre pour que, le même jour, à la même heure, deux cents « hommes du 26e de dragons, sous les ordres du général Caulaincourt, auquel « vous donnerez des ordres en conséquence, se rendent à Offenbourg pour y « cerner la ville et arrêter la baronne de Reich, si elle n'a pas été prise à « Strasbourg, et autres agents du gouvernement anglais, dont le préfet et le « citoyen Méhée, actuellement à Strasbourg, lui donneront des renseignements. « D'Offenbourg, le général Caulaincourt dirigera des patrouilles sur Ettenheim « jusqu'à ce qu'il ait appris que le général Ordener a réussi. Ils se prêteront « des secours mutuels.

« Dans le même temps, le général de la division fera passer trois cents « hommes de cavalerie à Kehl, avec quatre pièces d'artillerie légère, et en- « verra un poste de cavalerie légère à Wilstadt, point intermédiaire entre les « deux routes.

« Les deux généraux auront soin que la plus grande discipline règne, que « les troupes n'exigent rien des habitants. Vous leur ferez donner, à cet effet, « 12,000 francs. S'il arrivait qu'ils ne pussent remplir leur mission et qu'ils « eussent l'espoir, en séjournant trois ou quatre jours et en faisant des pa-

« trouilles, de réussir, ils seront autorisés à le faire. Ils feront connaître aux « baillis des deux villes que, s'ils continuent à donner asile aux ennemis de la « France, ils s'attireront de grands malheurs.

« Vous ordonnerez que le commandant de Neufbrisach fasse passer cent « hommes sur la rive droite avec deux pièces de canon. Les postes de Kehl, « ainsi que ceux de la rive droite, seront évacués dès l'instant que les deux dé- « tachements auront fait leur retour.

« Le général Caulaincourt aura avec lui une trentaine de gendarmes. Du « reste, le général Caulaincourt, le général Ordener et le général de la division « tiendront un conseil et feront les changements qu'ils croiront convenables « aux présentes dispositions. S'il arrivait qu'il n'y eût plus à Ettenheim ni « Dumouriez, ni le duc d'Enghien, on rendrait compte par un courrier extraor- « dinaire de l'état des choses. Vous ordonnerez de faire arrêter le maître « de poste de Kehl et autres individus qui pourraient donner des renseigne- « ments sur cela.

« BONAPARTE. »

Caulaincourt et Ordener furent chargés d'aller arrêter le duc d'Enghien, qui fut pris le 15 mars 1804, à cinq heures du matin, avec plusieurs personnes de sa suite, et transféré à la citadelle de Strasbourg, où on ne le laissa que deux jours; le 20 mars il arriva au château de Vincennes.

« Une commission militaire, dit M. de Norvins, composée d'un général de brigade, président; de six colonels, d'un capitaine rapporteur et d'un capitaine greffier, se transporta à Vincennes, en vertu de l'ordre du gouverneur de Paris, d'après l'arrêté du gouvernement du 19 ventôse, qui *déclarait le duc d'Enghien prévenu d'avoir porté les armes contre la République; d'avoir été et être encore à la solde de l'Angleterre; de faire partie de complots tramés par cette dernière puissance contre la sûreté intérieure et extérieure de la République.* Interrogé, à minuit, par le capitaine rapporteur, le prince déclara *qu'il n'avait jamais vu Pichegru; que le général avait désiré le voir; qu'il se louait de ne l'avoir pas connu, d'après les vils moyens dont on dit qu'il avait voulu se servir, s'ils sont vrais..., qu'il avait toujours commandé l'avant-garde dans l'armée de son grand-père; qu'il n'avait pour vivre que le traitement que lui faisait l'Angleterre, c'est-à-dire cent cinquante guinées par mois.* Avant de signer le procès-verbal de ce premier interrogatoire, le prince écrivit au bas : *Je demande une audience au premier consul; mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de ma situation me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande.* A la commission devant laquelle il comparut, deux heures après, il déclara *qu'il était prêt à faire la guerre, et qu'il devait avoir du service dans celle que l'Angleterre faisait encore à la France.* Averti par le président que les commissions militaires jugeaient sans appel, le duc répondit : *Je ne me dissimule pas le danger que je cours; je désire seulement avoir une entrevue avec le premier consul.*

« Vers les quatre heures du matin, une explosion se fit entendre dans les fossés du château : le dernier rejeton de la maison de Condé mourait, pour la cause royale, au pied de la forteresse où le grand Condé avait été renfermé comme coupable d'avoir porté les armes contre le roi de France.

« Le lendemain, au milieu de la violente agitation dont le procès de Moreau et de Pichegru enflammait les esprits, on apprit tout à coup que le duc d'Enghien avait été fusillé à Vincennes. Une morne stupeur s'étendit sur la

capitule ; les prisonniers du Temple furent oubliés pendant cette journée, envahie par un deuil inconnu ; et ce qui rendit cette émotion si sombre, si sinistre, c'était le caractère mystérieux imprimé à l'effroi général. En effet, le crime et la victime étaient également inconnus. »

Mais, aussitôt que les journaux eurent révélé le nom du duc d'Enghien, les royalistes du dedans et du dehors jetèrent de hauts cris ; on ne fit pas la part de la raison d'Etat et des dangers incessants que les conspirations suscitaient contre le pouvoir que la France venait de fonder. Dans notre pays, on plaint même les plus grands coupables, lorsqu'ils tombent sous le glaive terrible de la loi, à plus forte raison les conspirateurs politiques. Voilà, nous le croyons du moins, la principale cause de la stupéfaction causée par la mort du duc d'Enghien, que la restauration exploita depuis avec plus de zèle que de bonne foi.

Un des plus actifs instigateurs de la conspiration royaliste, ou plutôt le chef principal sur lequel l'émigration avait fondé ses plus grandes espérances, ainsi que l'avaient prouvé les débats de ce grand procès, était le général Pichegru. Le 6 avril, le gardien de sa prison le trouva mort dans son cachot ; il s'était suicidé.

Après de longs débats, Moreau fut condamné à deux années d'emprisonnement ; commuées, sur son consentement, en un exil perpétuel :

Des quarante-sept accusés, impliqués dans ce procès, une vingtaine furent acquittés, quelques-uns condamnés à des peines légères, vingt furent condamnés à mort. De ces derniers, huit eurent leur peine commuée. Les grâces n'atteignirent que des gentilshommes, tel que Armand de Polignac, de Rivière, Bouvet de Lozier, d'Hozier, etc. Murat fit au premier consul d'amers et courageux reproches sur cette partialité. Il lui prédit que ce faible qu'il avait pour la noblesse lui porterait malheur.

Cadoudal était venu en France, avec le projet très-formel d'attenter à la personne du premier consul, mais il se défendit toujours énergiquement d'avoir conçu le projet de l'assassiner. Il voulait, au milieu de ses chouans, livrer bataille au premier consul, au milieu de ses gardes. C'est dans cette intention que, déjà entouré d'une soixantaine d'hommes déterminés qui l'avaient précédé, accompagné ou suivi d'Angleterre à Paris, il pressait encore le recrutement en Bretagne du reste de ses fidèles chouans. Quand le nombre qu'il avait fixé eût été au complet (deux cent cinquante ou trois cents environ), il eût offert militairement la bataille au premier consul, soit à la sortie de l'Opéra, soit partout ailleurs où il eût pu l'attendre au passage. La difficulté de faire arriver en même temps tous ces hommes à Paris, sans attirer l'attention, dans un pays aussi observé que le Morbihan, le défaut de concert dans les mesures prises à cet effet, et par-dessus tout les complications jetées dans le plan des conjurés, par le refus de Moreau, occasionnèrent des retards qui donnèrent à la police le temps de découvrir le complot et de le déjouer par l'arrestation des principaux complices. Georges Cadoudal et ses onze compagnons, non graciés, furent exécutés en place de Grève, le 6 messidor an XII (25 juin), à onze heures du matin. On en chargea trois tombereaux.

Cependant ces conspirations n'avaient fait que consolider l'autorité de Bonaparte, qui grandissait à mesure qu'on la menaçait. Il n'y avait d'ailleurs rien de prêt, en France, pour une contre-révolution. Elle ne voyait, dans les menées des royalistes, qu'un moyen de lui apporter la guerre civile.

Elle voulait s'en préserver à tout prix, dit Napoléon, dans ses *Mémoires*, et se rapprochait de moi, parce que je promettais de l'en garantir. Elle voulait dormir à l'ombre de mon épée.

« Je ne pouvais pas devenir roi; c'était un titre usé; il portait avec lui des idées reçues; mon titre devait être nouveau, comme la nature de mon pouvoir. Je pris le nom d'empereur, parce qu'il était plus grand et moins défini. »

Ce changement dans la forme gouvernementale, fut proposé par le tribun Curée, à l'Assemblée qu'il présidait le 30 avril 1804; la proposition passa ensuite au Sénat; partout elle éprouva quelque opposition; mais elle fut adoptée à une immense majorité.

Napoléon trouva des opposants dans sa famille; sa mère, le cardinal Fesch et son frère Lucien firent les plus grands efforts pour le détourner de cette idée. L'approbation de tous les corps constitués, coupa court à toute incertitude.

CHAPITRE HUITIÈME.

Sénatus-consulte du 18 mai 1804. — Napoléon empereur. — Protestation de Louis XVIII. — Cérémonie du sacre à Notre-Dame. — Le camp de Boulogne. — Distribution de croix de la Légion-d'Honneur. — Formation de la garde impériale. — La Russie refuse de reconnaître l'Empereur. — Il écrit au roi d'Angleterre. — Réponse. — Troisième coalition. — Préparatifs. — L'Empereur couronné roi d'Italie à Milan. — Il passe le Rhin. — Prise d'Ulm. — Bataille d'Austerlitz. — Fuite d'Alexandre. — L'Empereur d'Autriche se soumet. — Combat naval de Trafalgar. — Guerre avec la Prusse. — Bataille d'Iéna. — Napoléon à Berlin. — Arrivée des Russes. — Bataille d'Eylau. — Bataille de Friedland. — Entrevue de Napoléon et d'Alexandre. — Paix de Tilsitt. — Fêtes à Paris.

Le 18 mai 1804, le Sénat décréta le sénatus-consulte, qui déférait le titre d'empereur au premier consul, en établissant, dans sa famille, l'hérédité au trône impérial. Les sénateurs se rendirent à Saint-Cloud, ayant à leur tête le second consul Cambacérès, chargé de présenter le sénatus-consulte. Voici la réponse de Napoléon, au discours de l'orateur :

« Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à « mon bonheur. J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation : « je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité. J'espère que la France « ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille. Dans « tous les cas, mon esprit ne serait plus avec ma prospérité, le jour où elle « cesserait de mériter l'estime et la confiance de ma nation. »

Paris apprit immédiatement, par la proclamation du sénatus-consulte que la France comptait une quatrième dynastie, qu'on avait formée des colléges électoraux, créé une haute-cour impériale et les grandes dignités de l'empire.

Le 18 mai, Napoléon nomma maréchaux ses anciens compagnons d'armes, Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellerman, Lefebvre, Perignon et Sérurier.

Le 27, l'empereur reçut le serment du Sénat. Cent huit départements acclamèrent la nouvelle forme de gouvernement. Le 6 mai, Louis XVIII adressa la protestation suivante à toutes les cours de l'Europe :

« En prenant le titre d'empereur, en voulant le rendre héréditaire dans sa « famille, Bonaparte vient de mettre le sceau à son usurpation. Ce nouvel acte « d'une révolution où tout, dans l'origine, a été nul, ne peut sans doute infir« mer mes droits. Mais, comptable de ma conduite à tous les souverains, dont « les droits ne sont pas moins lésés que les miens, et dont les trônes « sont tous ébranlés par les principes dangereux que le Sénat de Paris a osé « mettre en avant ; comptable à la France, à ma famille, à mon propre hon« neur, je croirais trahir la cause commune, en gardant le silence en cette

« occasion. Je déclare donc (après avoir au besoin renouvelé mes protestations « contre tous les actes illégaux qui, depuis l'ouverture des états généraux de « France, ont amené la crise effrayante dans laquelle se trouvent la France et « l'Europe), je déclare, en présence de tous les souverains, que, loin de « reconnaître le titre impérial que Bonaparte vient de se faire déférer par un « corps qui n'a pas même d'existence légale (le Sénat), je proteste contre ce « titre et contre tous les actes subséquents auxquels il pourrait donner lieu. »

Napoléon se contenta de faire publier la protestation du Bourbon dans les colonnes du *Moniteur*. Il gràcia vingt des co-accusés de Georges Cadoudal, et commua la condamnation de Moreau en un an d'exil aux Etats-Unis.

Cependant les Anglais avaient tenté, à plusieurs reprises, d'incendier le port du Hâvre ; il y avait, chaque jour, des affaires meurtrières entre les marins des deux nations. L'amiral Latouche-Tréville, commandant de nos forces navales dans la Méditerranée, avait forcé Nelson à quitter les parages de Toulon. Le 8 juillet, le nouvel empereur partit pour visiter les camps échelonnés sur les rivages de l'Océan. Après une rapide inspection, il se rendit à Boulogne, où l'élite de l'armée se réunissait de tous côtés. Ce fut dans ce camp qu'il institua et fonda réellement l'ordre de la Légion-d'Honneur, dont les premiers chevaliers avaient été déjà décorés, comme nous l'avons dit, dans l'église des Invalides.

Cent mille hommes se trouvaient réunis, sous les ordres du maréchal Soult, pour assister à la solennité. A la droite du port, la nature a tracé un vaste amphithéâtre faisant face à la mer. Au milieu s'élevait un tertre dans le goût antique, tel que chez les Romains on en dressait aux Césars quand ils voulaient haranguer l'armée. Ce tertre était entouré d'étendards et de drapeaux, surmontés d'aigles d'or. Au centre, le trône de l'empereur était adossé à un trophée d'armes, composé de tous les drapeaux conquis dans les batailles de Lodi, d'Arcole, de Rivoli, des Pyramides, d'Aboukir et de Marengo. Une immense couronne de lauriers, sur laquelle s'agitaient les queues pourpres des guidons des beys d'Egypte, surmontait ce brillant trophée. Lorsque Napoléon parut, deux mille tambours battirent aux champs ; à leur roulement succéda bientôt un profond silence. Entouré de ses frères et de ses grands officiers, Napoléon prononce le serment de l'Ordre, qui est répété avec enthousiasme.

Après le serment, les décorations, placées dans le casque de Duguesclin, sont distribuées aux légionnaires. En ce même moment, par une heureuse coïncidence, le capitaine de vaisseau Daugier pénétrait dans le port de Boulogne, avec une division du Hâvre, forte de quarante-sept voiles, au bruit des acclamations de l'armée (1).

Il y eut dans ces fêtes guerrières du camp de Boulogne un enthousiasme véritable. Le maréchal Soult, qui projetait dès lors la colonne, élevée depuis sur cette grève, dit à l'empereur : « Sire, prêtez-moi du bronze, je vous le rendrai à la première bataille. » Salué par ses légions et en face de cette Angleterre, dont il leur promettait la conquête, il se plut à les enivrer du spectacle de leur force et à suivre au-delà des mers et des continents l'écho des acclamations, qui annonçaient à l'Europe le nouvel empire.

Déjà, par un décret du 29 juillet, la ci-devant garde des Consuls dont l'effectif se portait à 7,266 hommes, avait reçu la qualification de garde impériale, et avait été spécialement attachée à la garde de l'empereur ;

(1) Norvins.

Elle se composait alors :

État-major et administration.			26
Infanterie.			
Grenadiers à pied. . . .	1 régiment.	1,716	
Vélites grenadiers. . .	1 bataillon.	955	
Chasseurs à pied. . . .	1 régiment.	1,716	
Vélites chasseurs. . . .	1 bataillon.	955	
Vétérans.	1 compagnie. . . .	102	
Matelots.	1 bataillons. . . .	806	
Cavalerie.			
Grenadiers à cheval. . .	1 régiment. . . .	1,018	
Chasseurs à cheval. . .	1 régiment. . . .	1,018	
Mamelucks.	1 compagnie. . . .	124	
Gendarmerie d'élite. . .	1 bat. 2 escadr. . .	632	
		9,042	9,042
Artillerie. 1 escadron d'artillerie légère, 1 section d'ouvriers, 1 compagnie du train. . . .			712
Hôpital dit du Gros-Caillou.			18
Total.			9,798

La garde se recrutait dans les autres régiments de l'armée, et parmi les hommes dont la conduite était irréprochable. Indépendamment de la taille, qui variait de cinq pieds deux pouces à cinq pieds cinq pouces, les soldats devaient compter au moins cinq ans de service et deux campagnes avant leur admission dans la garde.

Napoléon, après avoir visité Mayence, Cologne, Coblentz, Juiliers, Luxembourg, revint à Saint-Cloud, le 12 octobre, après un mois d'absence. On faisait déjà les préparatifs du sacre. Le premier décembre, il reçut des mains du sénat le vote du peuple français en faveur de l'hérédité impériale dans sa famille. Sur 3,574,198 votants, 2,569 seulement protestèrent contre l'empire héréditaire. L'empereur répondit au discours du sénat :

« Nos descendants conserveront longtemps le trône ; ils ne perdront jamais « de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social, sont le ré- « sultat de la faiblesse et de l'incertitude du prince. »

Le lendemain 2 décembre, par un froid des plus rigoureux, le couronnement eut lieu à Notre-Dame, au milieu de toutes les richesses du monde et de la civilisation. L'ordre de cette cérémonie avait été réglé d'avance par l'empereur lui-même.

Le maréchal Moncey portait la corbeille destinée à recevoir le manteau de Joséphine ; le maréchal Serrurier, l'anneau de Joséphine ; le maréchal Murat, la couronne de l'impératrice, sur un coussin ; le maréchal Kellermann portait la couronne de Charlemagne ; le maréchal Pérignon, le sceptre ; le maréchal Bernadotte, le collier de l'impératrice ; le colonel-général Eugène Beauharnais, l'anneau impérial ; le maréchal Berthier, le globe ; les princesses Pauline et Caroline, sœurs de l'empereur, soutenaient, non sans dépit, la queue de la longue robe de l'impératrice. L'empereur, revêtu de son manteau, portait le sceptre et la main de justice.

Le pape fit les onctions et prononça les formules, mais l'empereur prit lui-

même la couronne sur l'autel et se la posa de ses propres mains sur la tête. L'impératrice, à genoux, la reçut aussi de ses mains. La cérémonie terminée, Napoléon prononça d'une voix forte ce serment : « Je jure d'employer mon pouvoir pour le bonheur du peuple et la gloire de la nation. » Les jours suivants furent consacrés à des fêtes. L'empereur, au Champ-de-Mars, distribua les aigles aux députations des différents corps de l'armée de ligne et de la garde nationale. Le sénat, la ville de Paris célébrèrent par de somptueuses solennités la grande journée du couronnement.

Le second jour des fêtes du couronnement, une grande solennité militaire, la distribution des aigles, rassembla toutes les troupes au Champ-de-Mars :

« Soldats, leur dit Napoléon, voici vos drapeaux ! ces aigles vous serviront « toujours de point de ralliement ; elles seront partout où votre empereur les « jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple ! »

Les députations de chaque régiment s'avancèrent ensuite, et reçurent au milieu des plus vives acclamations, ces drapeaux glorieux que l'armée ne devait rapporter dans la patrie que noircis par la poudre et déchirés par la mitraille.

Le moment était venu où la France et l'empereur allaient avoir besoin de l'héroïque dévouement de l'armée française. Pitt, l'implacable ennemi du nom français, rentra au ministère, et les hostilités recommencèrent avec un nouvel acharnement. L'Angleterre viola le droit des gens en brûlant des navires espagnols dans les ports de la Péninsule, quoiqu'elle fût en paix avec le cabinet de Madrid. L'empereur, dans son discours au corps législatif, exposa clairement la situation, et déclara que la France n'accepterait pas d'autres conditions que celles du traité d'Amiens.

Cependant le cabinet de Saint-Pétersbourg refusa de reconnaître Napoléon comme empereur des Français. Alexandre qui, en 1803, avait voulu servir d'intermédiaire entre la France et l'Angleterre, fit secrètement alliance avec cette dernière puissance, et par ses instigations la Turquie refusa aussi de reconnaître Napoléon. La guerre était inévitable : l'empereur s'y préparait activement ; cependant il eut encore recours aux voies de conciliation : le 2 janvier 1815, il écrivit la lettre suivante au roi d'Angleterre :

« Monsieur mon frère, appelé au trône de France par la Providence et par les « suffrages du Sénat, du peuple et de l'armée, mon premier sentiment est un « vœu de paix. La France et l'Angleterre usent leur prospérité. Elles peuvent « lutter des siècles. Mais leurs gouvernements rempliront-ils bien le plus sacré « de leurs devoirs ? Et tant de sang versé inutilement et sans la perspective « d'un but, ne les accuse-t-il pas dans leur propre conscience ? Je n'attache « point de déshonneur à faire le premier pas. J'ai assez, je pense, prouvé au « monde que je ne crains aucune des chances de la guerre ; elle ne m'offre, « d'ailleurs, rien que je puisse redouter. La paix est le vœu de mon cœur ; mais « la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je conjure votre Majesté de ne « pas se refuser au bonheur de donner elle-même la paix au monde : qu'elle ne « laisse pas cette douce satisfaction à ses enfants ! Car enfin, il n'y eut jamais « de plus belle circonstance, ni de moment plus favorable, pour faire taire « toutes les passions et écouter uniquement le sentiment de l'humanité et de la « raison. Ce moment une fois perdu, quel terme marquer à une guerre que « tous mes efforts n'auraient pu terminer ? Votre Majesté a plus gagné depuis

« dix ans en territoire et en richesses, que l'Europe n'a d'étendue; sa nation « est au plus haut point de prospérité. Que peut-elle espérer de la guerre? coa- « liser quelques puissances du continent? le continent restera tranquille. Une « coalition ne ferait qu'accroître la prépondérance et la grandeur continentale « de la France. Renouveler les troubles intérieurs? les temps ne sont plus les « mêmes. Détruire nos finances? des finances fondées sur une bonne agricul- « ture ne se détruisent jamais. Enlever à la France ses colonies? les colonies « sont pour la France un objet secondaire, et votre Majesté n'en possède-t-elle « pas plus qu'elle n'en peut garder? Si votre Majesté veut elle-même y songer, « elle verra que la guerre est sans but, sans aucun résultat présumable pour « elle. Eh! quelle triste perspective de faire battre les peuples pour qu'ils se « battent! Le monde est assez grand pour que nos deux nations puissent y « vivre, et la raison a assez de puissance pour qu'on trouve les moyens de tout « concilier, si de part et d'autre on en a la volonté. J'ai toutefois rempli un de- « voir saint et précieux à mon cœur. Que votre Majesté croie à la sincérité des « sentiments que je viens de lui exprimer, et à mon désir de lui en donner des « preuves. »

Le cabinet britannique, en échange de ces offres de paix, n'envoya que la réponse suivante, pièce diplomatique aussi perfide qu'insignifiante :

« Sa Majesté a reçu la lettre qui lui a été adressée par le chef du gouverne- « ment français, datée du deuxième jour de ce mois; il n'y a aucun objet que « Sa Majesté ait plus à cœur que de saisir la première occasion de procurer de « nouveau à ses sujets les avantages d'une paix fondée sur des bases qui ne « soient pas incompatibles avec la sûreté permanente et les intérêts essentiels « de ses Etats. Sa Majesté est persuadée que ce but ne peut être atteint que « par des arrangements qui puissent en même temps pourvoir à la sûreté et « à la tranquillité à venir de l'Europe, et prévenir le renouvellement des dan- « gers et des malheurs dans lesquels elle s'est trouvée enveloppée. Conformé- « ment à ce sentiment, Sa Majesté sent qu'il lui est impossible de répondre plus « particulièrement à l'ouverture qui lui a été faite, jusqu'à ce qu'elle ait eu le « temps de communiquer avec les puissances du continent avec lesquelles elle « se trouve engagée par des liaisons et des rapports confidentiels, et particu- « lièrement avec l'empereur de Russie, qui a donné les preuves les plus fortes « de la sagesse et de l'élévation des sentiments dont il est animé, et du vif in- « térêt qu'il prend à la sûreté et à l'indépendance de l'Europe. »

La France avait donc à combattre une troisième coalition européenne : l'empereur fit connaître aux trois corps de la législature les démarches qu'il avait tentées pour maintenir la paix, et qui avaient échoué par le mauvais vouloir de l'Angleterre. L'effectif de l'armée destinée à combattre notre ennemie, s'élevait à cent quatre-vingt-treize mille hommes, prêts à être embarqués sur soixante-neuf vaisseaux de ligne et plus de deux cents bâtiments de guerre et de transport. L'Angleterre trembla devant de si formidables préparatifs. Napoléon, avant de commencer les hostilités en personne, eut le temps de ceindre son front d'une nouvelle couronne. Une députation solennelle de la consulte italiennè vint offrir la royauté au héros d'Arcole, de Rivoli, de Marengo.

Napoléon alla à Milan ceindre la couronne de fer des rois lombards (26 mai). En la posant lui-même sur sa tête : *Dieu me l'a donnée*, dit-il, *gare à qui y touchera.* Puis il se hâta de revenir à ses immenses préparatifs du camp de Bou-

logne, à ses trois ports creusés en quelques mois, à ses cent quarante mille soldats exercés chaque jour à cette vie d'hommes de mer dans ces rades qu'ils avaient créées, à sa flottille de deux mille chaloupes et bateaux plats, le plus vaste armement que les mers eussent porté depuis les fabuleuses expéditions de Xerxès. Chaque jour était signalé par de grandes manœuvres en face et sous le feu de l'ennemi.

L'Angleterre s'attendant chaque jour à voir ses côtes envahies par les Français, prodiguait l'or et l'intrigue pour nous susciter de nouveaux ennemis. Elle signa avec l'empereur Alexandre un traité par lequel la Russie, moyennant un subside de cinquante millions, s'engageait à lever une armée de cent quatre-vingt mille hommes, pour reprendre le Hanovre, chasser les troupes françaises de la Hollande et de la Suisse, rétablir le roi de Sardaigne sur le trône, faire évacuer le royaume de Naples.

Napoléon, averti, lança une proclamation au camp de Boulogne, et peu de jours après cette armée se retrouvait sur les bords du Rhin. Déjà, dans la pensée de l'empereur, et par une conception hardie, l'armée ennemie était dévorée. C'était le plan que déjà il avait offert à Moreau, et auquel celui-ci avait préféré celui qui le fit triompher à Hohenlinden. C'était le plan que le premier consul avait alors essayé pour son propre compte dans la campagne de Marengo, et qui consistait à tourner l'ennemi au lieu de se poser en travers sur son passage. Ce plan déjoua toutes les combinaisons stratégiques par lesquelles le général Mack avait cru mettre de son côté les chances de la campagne. Napoléon avait passé le Rhin le 1er octobre. Huit jours après, le Danube était franchi; Mack, entouré de toutes parts, était réduit à s'enfermer dans Ulm, où il capitula le 17, à la tête de trente-six mille hommes qui lui restaient. Le reste avait été coupé, enlevé, détruit dans les combats de Vertingen, Memmingen, Elchingen, qui avaient ajouté un lustre nouveau aux noms de Murat, de Soult et de Ney. C'en était fait de l'armée autrichienne. Restait l'armée russe qui s'avançait par la Moravie, et autour de laquelle allaient se ranger toutes les forces encore disponibles de la monarchie des Césars. Napoléon voulut aller à leur rencontre. Le 17 novembre il entra à Vienne, dont deux fois déjà nos soldats avaient presque aperçu les faubourgs. Là, sa diplomatie jeta des germes de dissension entre les Autrichiens et les Russes, déjà divisés par des antipathies de race et de politique traditionnelle. Puis il s'enfonça dans la Moravie jusqu'à Wischau. En traversant une plaine qui allait devenir illustre, il fut frappé de l'aspect du terrain et dit :

Étudiez bien ce champ de bataille, il pourra nous servir plus tard.

Peut-être il ne se doutait pas lui-même que ce serait si tôt. C'était le champ de bataille d'Austerlitz.

Les armées alliées s'étaient concentrées dans une position formidable qu'elles avaient rendue plus forte encore par des retranchements et des ouvrages de campagne. Napoléon, qui ne voulait rien donner au hasard, se décida immédiatement à ne point jouer là les destinées de son naissant empire. Il savait d'ailleurs qu'un des grands points de l'art de la guerre est d'amener l'ennemi sur le terrain qu'on s'est choisi, et de ne pas se laisser imposer le terrain de l'ennemi. En conséquence, au risque de produire un découragement momentané, il ordonna la retraite. Les Russes eurent l'imprudence de le suivre, et, le 1er décembre il avait, à son tour, pris position sur ce magnifique champ de bataille

qu'il avait en passant recommandé à l'attention de ses officiers. Ce fut là, en effet, que fut décidée le lendemain, contre les Russes, la question de savoir si l'infanterie française était *la première ou la seconde infanterie du monde.*

La veille, au soir, toute l'armée avait illuminé ses bivouacs pour fêter l'anniversaire du couronnement de l'empereur. *Empereur,* lui disaient ses soldats qu'il admettait encore à une familiarité républicaine, *nous te promettons cette armée-là pour demain, pas plus tard.*

D'autres s'écrièrent en voyant passer Napoléon :

— « *Il nous faut donner un bouquet à ta fête!* »

Dès la veille, toute l'armée française était concentrée sur le terrain choisi à l'avance par Napoléon. Le maréchal Lannes, avec les divisions Suchet et Caffarelli, formait la gauche, qui s'appuyait au Santon, position très-importante que l'empereur avait fait fortifier et armer de dix-huit pièces de canon.

Le maréchal Bernadotte était au centre, avec les divisions Rivaud et Drouet.

La droite, sous les ordres du maréchal Soult, se composait des divisions Vandamme, Saint-Hilaire et Legrand. Toute la cavalerie, commandée par Murat, était rangée sur deux lignes. Napoléon avait en outre, en réserve, dix bataillons de sa garde, quarante pièces de canon et dix bataillons de grenadiers du général Oudinot, surnommés la *colonne infernale.*

Le soleil se leva radieux pour éclairer cette grande bataille.

« Soldats, s'écria Napoléon en parcourant le front de l'armée, il faut finir « cette campagne par un coup de tonnerre! »

Cependant l'armée ennemie quittait les hauteurs de Pratzen et gagnait la plaine. L'empereur se tournant alors vers le maréchal Soult, lui dit :

« — Combien de temps vous faut-il pour couronner les hauteurs que l'ennemi « vient de quitter?

« — Une heure, répondit le maréchal.

« — Attendons encore un quart d'heure, fit Napoléon. »

Au même instant les détonnations de l'artillerie annoncèrent que la bataille commençait.

« L'armée ennemie, dit M. de Norvins, était divisée en six corps, sous les ordres de Kutusoff : sa réserve se composait de la garde russe commandée par le grand-duc Constantin. Dès que le maréchal Soult eut couronné les hauteurs de Pratzen, Kutusoff sentit l'importance de la position qu'il avait imprudemment abandonnée et voulut la reprendre au prix des plus grands sacrifices : après deux heures d'une lutte acharnée, il fut forcé de nous abandonner les hauteurs avec toute l'artillerie qui les couronnait. Dès ce moment, nous occupions le centre et la gauche de l'ennemi, qui se trouvaient coupés du champ de bataille. Pendant cette terrible mêlée, le marchal Lannes et Murat avaient attaqué avec succès la droite de l'armée ennemie aux ordres de Bagration, et la cavalerie russe qui la soutenait; nos cuirassiers avaient culbuté tout ce qui avait essayé de tenir devant eux. Certain que de ce côté, la victoire ne pouvait échapper, l'empereur se dirigea sur la droite avec sa garde et la réserve aux ordres du général Oudinot, pour aider le maréchal Soult à détruire l'aile gauche de l'armée russe; en un clin d'œil, canons, artillerie, étendards, tout tombe en notre pouvoir. Les deux empereurs de Russie et d'Autriche contemplent cet effroyable désastre des hauteurs d'Austerlitz ; c'est dans la plaine de ce nom que s'achève la ruine de l'ennemi : écrasées par l'artillerie qui plonge sur elles, acculées à un lac glacé

ses divisions périssent, déposent les armes, ou se noient en voulant fuir sur la glace, qui se rompt sous leurs pas. »

Ainsi finit la gigantesque bataille que les soldats français baptisèrent d'abord du nom de *bataille des Trois-Empereurs*. Les Russes prirent la fuite avec tant de précipitation, qu'ils laissèrent derrière eux non-seulement leur artillerie, leurs bagages, mais encore leurs blessés; sur les portes des granges où ils étaient entassés, Kutusoff fit placer des écriteaux portant en langue française : *Je recommande ces malheureux à la générosité de l'empereur Napoléon et à l'humanité de ses braves soldats.*

La France n'eut à regretter que la mort d'un de ses généraux, celle de l'intrépide Valhubert, qui ne survécut que vingt-quatre heures à notre victoire, à laquelle il avait pris une si glorieuse part; avant de rendre le dernier soupir, il écrivit cette courte lettre à Napoléon :

« Je ne regrette pas la vie, puisque j'ai contribué à une victoire qui vous as-
« sure un règne heureux. Quand vous penserez aux braves qui vous étaient
« dévoués, souvenez-vous de moi. Il me suffit de vous dire que j'ai une famille,
« je n'ai pas besoin de vous la recommander. »

Sur le champ de bataille, Napoléon adressa la proclamation suivante à son armée :

« Soldats !

« Je suis content de vous; vous avez, à la journée d'Austerlitz, justifié tout
« ce que j'attendais de votre intrépidité; vous avez décoré vos aigles d'une
« immortelle gloire; une armée de cent mille hommes, commandée par les
« empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de quatre heures, ou
« coupée ou dispersée : ce qui a échappé à votre feu s'est noyé dans les deux lacs.....

« Soldats ! lorsque le peuple français plaça sur ma tête la couronne impériale,
« je me confiai à vous pour la maintenir toujours dans ce haut état de gloire
« qui seul pouvait lui donner du prix à mes yeux; mais dans le même moment,
« nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir, et cette couronne, conquise
« par le sang de tant de Français, ils voulaient m'obliger de la placer sur la
« tête de nos plus cruels ennemis : projets téméraires et insensés que le jour
« même de l'anniversaire de votre Empereur, vous avez anéantis et confondus.
« Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous braver et de nous menacer
« que de nous vaincre.

« Soldats ! lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la
« prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France. Là
« vous serez l'objet de mes tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec
« joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour qu'on
« vous réponde : *Voilà un brave* ! »

L'empereur d'Autriche s'empressa de venir saluer le vainqueur, le surlendemain de la bataille. Alexandre, dont l'armée était cernée, s'engagea à évacuer l'Autriche et la Pologne. Le 6 décembre, par une convention spéciale, on régla la ligne des deux armées française et autrichienne en Moravie, et la paix fut enfin signée à Presbourg, par les plénipotentiaires des deux nations. Par ce traité, l'Autriche perdit les états Vénitiens et le Tyrol.

La Prusse reçut, en récompense de son équivoque fidélité, le Han

avait été promis. Les princes souverains de Bavière et de Wurtemberg eurent aussi leur récompense dans le titre de roi qui leur fut conféré (1er janvier) avec des agrandissements de territoire. Napoléon, non reconnu empereur la veille d'Austerlitz, était devenu le lendemain distributeur de couronnes.

Le 30 mars, la couronne de Naples était transférée des mains de la maison de Bourbon à celles de Joseph Bonaparte.

Un peu plus tard, Louis, autre frère de l'empereur, était proclamé roi de Hollande (5 juin).

Murat, son beau-frère, était déjà grand duc de Berg et de Clèves. Pour lui-même, Napoléon déclarait le royaume d'Italie uni à la couronne de France et les États de Venise incorporés au royaume d'Italie. Il mariait son fils adoptif, Eugène Beauharnais, à la fille du roi de Bavière, et Stéphanie Beauharnais au margrave de Bade. Tels furent les changements introduits en Europe par la bataille d'Austerlitz et le traité de Presbourg qui en fut la suite.

Malheureusement, la glorieuse médaille d'Austerlitz eut bientôt son revers: notre marine fut presque anéantie par l'Angleterre, à Trafalgar, et n'ayant plus de vaisseaux à opposer à notre ennemie, nous ne luttâmes désormais contre elle, qu'en lui opposant le blocus continental.

La paix de Presbourg avait mis l'Autriche aux mains de la France. Alexandre fuyait vers le Nord, avec les débris de son armée, que Napoléon eut l'imprudence de ne pas écraser. La Prusse faisait complimenter l'empereur des Français sur sa victoire. Pitt, l'ennemi de la France en général et de Napoléon en particulier, cessait de vivre, le 25 janvier 1806; et Fox, le principal instigateur de la paix d'Amiens, lui succédait. Napoléon comptait sur de promptes propositions de paix de la part du nouveau chef du cabinet britannique; mais ce grand orateur suivit de près son immortel rival au tombeau.

La mort de Fox fut le signal d'une nouvelle coalition européenne contre la France. La Prusse leva la première le drapeau, et engagea dans le mouvement l'Espagne jusqu'alors notre alliée. En Prusse, le parti français n'osait plus lever la tête.

La reine Louise ne cessait de passer des revues; son action fanatisait les soldats et les peuples, pour qui elle n'était déjà plus une simple reine, une femme, mais une sorte de personnification guerrière de la patrie. Le prince Louis, son beau-frère, était à côté d'elle, dans la famille royale, l'un des plus impatients champions de la guerre. « *Quant à celui-là,* disait Napoléon, *je lui prédis qu'il sera tué cette campagne.* »

Le cabinet de Berlin, qui avait, quelques semaines avant, envoyé un ambassadeur à Paris, avec des lettres de créance, ne craignit pas deposer l'*ultimatum* suivant, qui était une déclaration de guerre contre la France, et dans lequel on demandait: 1° que toutes les troupes françaises, sans exception, fus-
« sent tenues de repasser le Rhin, en commençant leur marche du jour même
« où le roi espérait la réponse de l'empereur, et en la poursuivant sans s'ar-
« rêter;... 2° qu'il ne fût plus mis, de la part de la France, aucun obstacle à la
« formation de la ligue du Nord, qui devait embrasser sans exception tous les
« États non nommés dans l'acte fondamental de la Confédération du Rhin... »

« Maréchal, dit l'empereur au prince de Neuchâtel, on nous donne rendez-
« vous d'honneur pour le 8: jamais un Français n'y a manqué! Mais, comme



Mortier au combat de Diernstein.

« on dit qu'il y a une belle reine qui veut être témoin des combats, soyons « courtois, et marchons, sans nous coucher, pour la Saxe. »

En effet, la reine de Prusse était à l'armée, portant l'uniforme de son régiment de dragons.

« Il semble, disait le premier bulletin de Napoléon, voir Armide dans son « égarement, mettant le feu à son propre palais. »

Il n'y avait plus à hésiter. Le plénipotentiaire prussien quitta Paris vers la fin de septembre. Le roi Frédéric-Guillaume envahit la Saxe. La garde impériale partit de Paris en poste, et l'empereur Napoléon, après avoir passé le Rhin, le 1er octobre, porta son quartier-général à Bamberg. L'armée française était divisée en sept corps, sous les ordres de Lannes, Bernadotte, Ney, Davoust, Soult, Lefebvre, Augereau; Murat commandait la réserve de la cavalerie. L'ennemi fut rencontré et culbuté à Schleitz; Soult s'empara de Hoff; Lannes battit les Prussiens à Saalfeld où périt le prince Louis, un des plus ardents instigateurs de cette guerre. Enfin, les deux armées se rencontrèrent à Iéna, petite ville près de Thuringe.

Leur position présentait une singularité tout à fait nouvelle dans les annales militaires : les Prussiens tournaient le dos au Rhin, et les Français bordaient la Saale et tournaient le dos à l'Elbe. Les Prussiens avaient pour eux les souvenirs et ce qui restait des soldats du grand Frédéric ; Napoléon avait pour lui sa gloire présente et l'armée d'Austerlitz.

Napoléon, fidèle au système de modération qu'il avait adopté dès le principe, écrivit au roi de Prusse :

« Si j'étais à mon début dans la carrière militaire, si je pouvais craindre les « hasards des combats, le langage que je tiens à Votre Majesté serait tout à « fait déplacé; mais Votre Majesté sera vaincue; et, sous l'ombre d'un pré- « texte, elle aura compromis le repos de ses jours et l'existence de ses « sujets. »

Frédéric-Guillaume ne daigna pas répondre. Il avait divisé son armée en deux corps, dont l'un, composé de soixante-dix mille hommes, marchait sur Auerstaedt, à six ou sept lieues d'Iéna. Ainsi, sur ce point, Davoust, avec vingt-six mille hommes, avait devant lui le gros de l'armée prussienne, forte de plus du double. A Iéna, au contraire, Napoléon était plus fort d'un tiers que l'ennemi qu'il avait en face. Des deux parts, on s'était trompé. Les Prussiens ne croyaient pas que Napoléon fût à Iéna, et Napoléon croyait y avoir à soutenir le principal effort de l'armée prussienne. Aussi, Davoust avait-il ordre de se rabattre sur Iéna par Apolda. Le corps de Bernadotte, placé entre lui et l'empereur, avait ordre de le soutenir au besoin, mais surtout d'être prêt à appuyer les mouvements de l'empereur. Les deux points qui allaient servir de champ de bataille étaient séparés par un espace de six lieues, dont Bernadotte occupait le milieu. Celui-ci, ayant reconnu que le gros de l'armée prussienne n'était pas à Iéna, mais à Auerstaedt, et que les vingt-six mille hommes de Davoust allaient en avoir sur les bras soixante-dix, offrit, dès la veille au soir, à Davoust de s'unir à lui. Davoust se fit fort d'en venir à bout à lui seul et refusa les offres de Bernadotte.

Napoléon, passant devant quelques régiments à quatre heures du matin, leur dit de cette voix qui vibrait comme un écho de la victoire :

« Soldats !

« L'armée prussienne est coupée comme celle de Mark l'était dans Ulm, il y « a un an : cette armée ne combat plus que pour se faire jour et regagner ses « communications. Celui qui se laisserait percer se déshonorerait. Ne re- « doutez pas cette célèbre cavalerie ; opposez-lui des carrés fermes et la baïon- « nette. »

Les soldats, électrisés par ces paroles, répondirent d'une seule et même voix :

« *Marchons !* »

A six heures, l'empereur qui attendait pourtant sa grosse cavalerie, donna le signal, et la bataille commença ; à une heure, la victoire était décidée pour les Français ; les Prussiens fuyaient de toutes parts.

La noble confiance que Davoust avait eue en lui-même et en ses valeureuses troupes ne fut pas trompée. Les soixante-dix mille Prussiens de Brunswick, animés par la présence du roi et de la reine, n'eurent pas même la gloire d'entamer une compagnie. Sous le déluge de feu qui les enveloppait, nos troupes conservaient leur gaieté contre ces Prussiens exaspérés et fanatisés. Un soldat, que ses camarades surnommaient l'Empereur, s'impatienta de la résistance de l'ennemi :

« *A moi, grenadiers !* s'écrie-t-il ; *en avant, allons, suivez l'Empereur !* »

Il se jeta au plus épais de la mêlée, ses camarades rirent et le suivirent ; les gardes de Prusse furent enfoncés.

En même temps, Napoléon détruisait à Iéna l'armée qui lui était opposée sous les ordres de Moëllendorf. La déroute de ceux-ci entraîna la ruine complète des troupes qui combattaient à Auerstaedt ; c'en était fait de ces Prussiens, si cruels envers les Autrichiens battus à Austerlitz. Une seule bataille avait raison des uns comme des autres. Les Prussiens perdirent sur les deux champs de bataille cinquante mille hommes tués ou pris, leurs magasins, soixante drapeaux et trois cents canons. Les derniers compagnons d'armes de Frédéric le grand trouvèrent la mort à Iéna : de ce nombre furent le fameux duc de Brunswich, le lieutenant général Schmettau, le maréchal Moëllendorf; le prince Henri de Prusse fut dangereusement blessé. Frédéric-Guillaume lui-même faillit devenir prisonnier des Français. Ce roi fugitif fit demander un armistice le surlendemain de la bataille.

« Après une victoire, répondit Napoléon, il est impossible de donner à l'en- « nemi le temps de se rallier. Je ne traiterai qu'à Berlin. »

Ses principaux lieutenants avaient aussi battu les Prussiens sur plusieurs points différents : Soult écrasa le général Kalkreuth à Greussen ; Bernadotte mit en déroute la réserve des ennemis commandée par le prince Eugène de Wurtemberg ; Murat forçait Erfurth à capituler et y faisait prisonnier le prince d'Orange, depuis roi des Pays-Bas.

Napoléon transporta son quartier général à Potsdam ; il s'empressa de visiter le tombeau du grand Frédéric. Il prit, entre autres reliques de ce roi-soldat, sa ceinture de général, qu'il portait pendant la *guerre de sept ans*, et son cordon de l'Aigle noire.

« J'aime mieux cela que vingt millions, s'écria-t-il ; je les enverrai aux In- « valides ; les vieux soldats qui ont survécu aux guerres de Hanovre accueil-

« leront avec un respect religieux tout ce qui appartient à l'un des plus grands « capitaines dont l'histoire garde le souvenir. »

La victoire d'Iéna fut suivie de plusieurs autres affaires décisives. Murat força le prince de Hohenlohe, successeur du vieux Brunswick, à capituler, au combat de Prentzlow; Lasalle emporta la forteresse de Stettin. Blücher fut bloqué dans Lubeck, et forcé de se rendre avec tout ce qui avait survécu à la bataille d'Iéna. Ney bombarda Magdebourg, qui capitula. L'empereur allait signer la paix, lorsqu'il apprit la reddition de cette place. Il refusa, et la Prusse, avec ses alliés, furent frappés d'une contribution de cent soixante millions pour frais de la guerre.

Ainsi se termina la campagne de Prusse qui laissait la France en possession de tous les États héréditaires de la maison de Brandebourg. La Silésie et la Pologne prussienne restaient encore à conquérir.

Le roi de Prusse avait réuni les débris de son armée au-delà de la Vistule, où il attendit les Russes, ses alliés. Les Français continuaient leur marche victorieuse; le prince Jérôme s'emparait de Glogau, capitale de la haute Silésie; Davoust entrait dans Posen, capitale de la grande Pologne; Hambourg, Brême, le duché de Mecklembourg, le Hanovre étaient en notre pouvoir. Par deux décrets datés de Berlin, Napoléon organisa les gardes nationales de France, et créa le fameux système qui déclarait l'Angleterre en état de blocus continental.

Cependant les Russes approchaient, et Napoléon dut se porter sur le lieu des nouvelles opérations militaires; Murat était entré à Varsovie; le général Béningsen refusa la bataille et repassa la Vistule. L'Empereur adressa la proclamation suivante à son armée, du quartier général de Posen :

« Soldats !

« Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, vous étiez sur le champ mé- « morable d'Austerlitz. Les bataillons russes, épouvantés, fuyaient en déroute, « ou, enveloppés, rendaient leurs armes aux vainqueurs. Le lendemain, ils fi- « rent entendre des paroles de paix, mais elles étaient trompeuses. A peine « échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres « d'une troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié sur la « tactique duquel ils fondaient leur principale espérance n'est déjà plus! Ses « places fortes, sa capitale, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre-vingts « drapeaux, sept cents pièces de bataille, cinq grandes places de guerre, sont « en notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, les déserts de la Pologne, les mauvais « temps de la saison n'ont pu nous arrêter un moment. Vous avez tout bravé, « tout surmonté; tout a fui à votre approche.

« C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la capitale de cette an- « cienne et illustre Pologne : l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave « et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les légions de Sobieski de « retour de leur mémorable expédition. Soldats! nous ne déposerons point les « armes que la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, « n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons con- « quis sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, nos établissements des Indes, le cap « de Bonne-Espérance, et les colonies espagnoles. Qui donnerait le droit de « faire espérer aux Russes de balancer les destins? Qui leur donnerait le droit

« de renverser de si justes desseins? *Eux et nous, ne sommes-nous pas les sol-« dats d'Austerlitz?* »

Dans cette même ville il décréta l'érection d'un monument aux soldats de la grande armée, et conclut, le 11 décembre 1806, un traité d'alliance avec l'électeur de Saxe, qui reçut, à cette occasion, le titre de roi. Le roi de Prusse n'avait pas encore ratifié la convention conclue à Charlottembourg; il répondit à Duroc que, les Russes occupant ses États, il se trouvait sous leur dépendance et ne pouvait rien faire. La grande guerre allait donc recommencer; Napoléon quitta Varsovie, et après quelques engagements partiels, les deux armées finirent par se rencontrer au village d'Eylau, le 7 février 1807. Les Russes avaient l'avantage du nombre et des positions. Le 8 s'engagea cette grande bataille ou plutôt cette horrible boucherie; l'acharnement fut extraordinaire de part et d'autre; les Français restèrent enfin maîtres du champ de bataille où étaient étendus vingt mille des leurs; nous avions perdu seize généraux, parmi lesquels nous devons mentionner d'Hautpoul qui traversa l'armée russe à la tête de ses cuirassiers. Napoléon lui-même courut de grands dangers dans cette journée. Le bulletin d'Eylau plongea la France dans le deuil; l'empereur n'y dissimulait pas les tristes impressions qui l'avaient affligé, lorsque l'issue de cette lutte fut officiellement connue : dans le bulletin se trouvait ce passage très significatif :

« Après la bataille d'Eylau, l'empereur a passé tous les jours plusieurs heures « sur le champ de bataille, spectacle horrible, mais que le devoir rendait né-« cessaire. Il a fallu beaucoup de travail pour enterrer tous les morts. On a « trouvé un grand nombre de cadavres d'officiers russes avec leurs décora-« tions. Il paraît que parmi eux il y avait un prince Repnin. Quarante-huit heures « après la bataille il y avait plus de cinq mille Russes blessés qu'on n'avait pas « encore pu emporter. On leur faisait porter de l'eau-de-vie et du pain, et suc-« cessivement on les a transportés à l'ambulance. »

Quelques affaires d'avant-postes assurèrent la tranquillité des troupes dans leurs cantonnements, et Napoléon prépara de nouvelles opérations dans son quartier-général établi à Finkestein. Sur ces entrefaites, la Turquie, dont le territoire avait été violé, déclarait la guerre à la Russie; l'ambassadeur moscovite quitta Constantinople, et lord Arbuthnot, représentant de l'Angleterre, adressa la déclaration suivante au Divan :

« ..... Les cours de Russie et d'Angleterre ont arrêté et arrangé entre elles « que l'une ferait entrer par terre des troupes sur le territoire musulman, tandis « que l'autre enverrait par mer sa flotte à la capitale de l'empire ottoman. Si la « Sublime-Porte procède sur-le-champ au renouvellement de son alliance avec « lesdites cours d'Angleterre et de Russie sur l'ancien pied, et si elle chasse de « la résidence impériale l'ambassadeur de France, Sébastiani, la guerre cessera « à l'instant; mais, s'il en est autrement, la rupture avec l'Angleterre est désor-« mais inévitable..... »

Pour toute réponse, le sultan Sélim fit venir Sébastiani qui avait été envoyé par Napoléon, et lui dit :

« Les Anglais veulent que je chasse l'ambassadeur de France, et que je fasse « la guerre à mon meilleur ami. Écris à l'empereur qu'hier encore j'ai reçu « une lettre de lui; qu'il peut compter sur moi comme je compte sur lui. »

Cette diversion qui préoccupait beaucoup l'Angleterre, instigatrice de la guerre européenne, ne détourna pas Napoléon de son nouveau plan de campa-

gne; il venait d'apprendre que l'empereur Alexandre, le grand-duc Constantin et le roi de Prusse étaient arrivés à Bartestein; les hostilités recommencèrent; les ennemis éprouvèrent quelques échecs à Spanden, à Lornitten, à Altkirchen, Deppen, Gutstadt et surtout à Heilsberg. Enfin, les deux armées se rencontrèrent à Friedland le 14 juin; la bataille ne commença qu'à cinq heures du soir. Les ennemis perdirent cinquante à soixante mille hommes, vingt-cinq généraux, quatre-vingts pièces de canon, soixante-dix drapeaux; le lendemain la déroute des Russes et des Prussiens fut complète, et le 16, Soult entra dans Konisberg. Le 19, Napoléon arriva à Tilsitt, dernière ville prussienne, au moment où les deux souverains vaincus venaient de brûler le pont jeté sur le Niémen.

Les frontières de la Russie étaient ouvertes; rien ne pouvait plus empêcher les Français de franchir le Niémen. Pour éviter cet outrage au sol de la Russie, l'empereur Alexandre fit des ouvertures de paix. Le 25 juin, les deux potentats eurent une première entrevue dans un radeau, ancré au milieu du fleuve. La moitié de Tilsitt fut neutralisée; Alexandre y entra le lendemain. Dans leurs fréquentes entrevues, qui furent mêlées de fêtes, les deux empereurs se comblèrent de caresses et s'enchantèrent mutuellement. Alexandre, surtout, parut s'éprendre d'enthousiasme pour Napoléon. Le roi de Prusse, qui venait de perdre Dantzick, dernière place qui lui fût restée dans ses États, se montra à Tilsitt, mais sans y avoir été invité. Napoléon lui était dur. On lui rendit néanmoins sa couronne, mais bien entamée. Le traité de Tilsitt fit entrer définitivement Napoléon dans la famille des souverains du continent, et non-seulement lui, mais tous les rois de sa race qu'il venait de placer sur les trônes de Naples, de Hollande, de Westphalie. Ce dernier royaume était formé en grande partie des démembrements de la Prusse. La Saxe s'arrondissait aussi de la Pologne prussienne et d'une partie de la Lusace. Enfin, le décret de Berlin devenait, par suite de ce traité, exécutoire sur toutes les côtes que la guerre avait jusque-là soustraites au blocus continental. Les volontés de Napoléon étaient devenues le droit public de l'Europe.

Après vingt jours d'entretiens confidentiels entre Napoléon et Alexandre, les deux monarques se séparèrent; l'empereur revint à Paris où il fut accueilli ainsi que l'armée, avec un enthousiasme qui allait presque jusqu'au délire; le corps municipal se rendit à la rencontre de la garde impériale qui représentait la grande armée; le préfet de la Seine lui adressa le discours suivant :

« Héros d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, conquérants de la paix, grâces im-« mortelles vous soient rendues!

« C'est pour la patrie que vous avez vaincu; la patrie éternisera le souvenir de « vos triomphes; vos noms seront légués par elle, sur le bronze et sur le mar-« bre, à la postérité la plus reculée, et le récit de vos exploits enflammant le « courage de nos derniers descendants, longtemps encore après vous-mêmes, « vous protégerez, par vos exemples, ce vaste empire si glorieusement défendu « par votre valeur.

« Braves guerriers, ici, un même arc triomphal, dédié à la grande armée, « s'élève sur votre passage; il vous attend : venez recevoir sous ses voûtes la « part qui vous est due des lauriers votés par la capitale à cette invincible ar-« mée. Qu'ainsi commence la fête de votre retour! Venez, et que ces lauriers,

« tressés en couronnes par la reconnaissance publique, demeurent appendus « désormais aux aigles impériales qui planent sur vos têtes victorieuses! »

On suspendit ensuite les aigles impériales et des couronnes d'or votées par la ville de Paris; la garde défila devant le corps municipal, qui lui donna, le soir, un immense banquet aux Champs-Elysées. Deux jours après, elle fut aussi invitée par le Sénat à une fête dans le jardin du Luxembourg. Voici le discours que le président adressa au maréchal Bessières :

« Monsieur le maréchal, invincible garde impériale,

« Le Sénat vient au-devant de vous; il aime à voir les dignes représentants « de la grande armée remplir ses portiques; il se plaît à se voir entouré de ces « braves qui ont combattu à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, de ces fa- « voris de la victoire, de ces enfants chéris du génie qui préside aux batailles. « Cette enceinte doit vous plaire, invincible garde impériale : ces voûtes ont « tant de fois retenti des acclamations qui ont célébré vos immortels faits d'ar- « mes et tous les triomphes de la grande armée! Vos trophées décorent nos « murailles; les paroles sacrées que le plus grand des monarques daigna nous « adresser du haut de son char de victoire sont gravées dans ce palais par la « reconnaissance, et vous retrouvez parmi nous plusieurs de ceux qui ont porté « la foudre de notre empereur, et dirigé les hardis mouvements de ses pha- « langes redoutables. »

« Représentants de la première armée du monde, recevez, par notre organe, « pour vous et pour tous vos frères d'armes, les vœux du grand et bon peuple « dont l'amour et l'admiration vous présagent ceux de la postérité! »

Napoléon était au comble du bonheur et de la gloire; quelques jours après son retour de Friedland, il se rendit au Corps législatif pour lui exposer le tableau des grands événements qui venaient de s'accomplir :

« Messieurs les députés et messieurs les tribuns, dit-il,

« Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, de nouveaux triom- « phes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe poli- « tique.

« Si la maison de Brandebourg, qui la première se conjura contre nous, rè- « gne encore, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant em- « pereur du Nord. Un prince français régnera sur l'Elbe; il saura concilier « les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses premiers et plus sacrés devoirs. « La maison de Saxe a recouvré, après cinquante ans, l'indépendance qu'elle « avait perdue. Les peuples de la ville de Varsovie, du duché de Dantzick, ont « recouvré leur patrie et leurs droits.

« La France est unie aux peuples de l'Allemagne par les lois de la confédé- « ration du Rhin; à ceux des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et de l'I- « talie, par les lois de notre système fédératif. Nos nouveaux rapports avec la « Russie sont cimentés par l'estime réciproque de ces deux grandes nations.

« Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement pour but le bonheur de mes « peuples, plus cher à mes yeux que ma propre gloire. — Je désire la paix. « Aucun ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations : je ne « saurai jamais en avoir contre une nation, jouet et victime des partis qui la dé- « chirent, et trompée sur la situation de ses affaires comme sur celles de ses « voisins. — Mais quelle que soit l'issue que les décrets de la Providence aient

« assignées à la guerre maritime, mes peuples me trouveront toujours le même,
« et je trouverai mes peuples dignes de moi.

« Si, pendant ces dix mois d'absence et de périls, j'ai été présent à votre pensée, les marques d'amour que vous m'avez données ont excité constamment mes plus vives émotions, toutes mes sollicitudes, tout ce qui pouvait avoir rapport même à la conservation de ma personne ne me touchait que par l'intérêt que vous y portiez, et par l'importance dont elle pouvait être pour vos futures destinées. »

CHAPITRE NEUVIÈME.

Hostilités de l'Angleterre.—Intrigues à la cour d'Espagne.— Godoï, prince de la Paix.— Les Français à Pampelune et à Barcelonne. — Indignation des Espagnols. — Murat à Madrid. — Il est blâmé par l'Empereur. — Napoléon à Bayonne. — Il y reçoit la famille royale d'Espagne. — Lettre de Ferdinand. — Réponse de Napoléon. — Abdication de Charles IV en faveur de Napoléon. — Le peuple espagnol se soulève. — Joseph, roi d'Espagne.— Il entre à Madrid. — Capitulation de Dupont à Baylen. — Les conférences d'Erfurth. — Armement de l'Autriche. — Napoléon retourne en Espagne — Reddition de Madrid. — L'Empereur rappelé vers le Nord par l'attitude de l'Autriche. — Siége de Sarragosse. — Victoire d'Oporto. — Encore la coalition.

Chassée de la Baltique, par suite du blocus continental, l'Angleterre voulut en reprendre les clefs en détruisant Copenhague et en s'emparant de la flotte danoise. Le roi de Danemark refusa de se liguer avec la Grande-Bretagne; en conséquence, après un bombardement terrible, qui brûla sa capitale, les Anglais s'emparèrent de sa flotte, composée de vingt-huit vaisseaux, seize frégates et neuf bricks. Le monarque danois signa, le 16 octobre, un traité d'alliance offensive et défensive avec la France. L'empereur Alexandre, indigné de la violence que venait de commettre l'Angleterre, fit aussi exécuter dans ses États le blocus continental contre les sujets, les propriétés et le commerce du gouvernement britannique.

Ainsi, depuis les glaces du pôle jusqu'aux mers qui séparent l'Europe de l'Asie, le Portugal était alors, avec les Etats de l'Eglise, le seul point où l'Angleterre eût encore pied sur le continent. Napoléon lui déclara la guerre. Le 18 octobre 1807, une armée de vingt-cinq mille hommes, commandée par Junot, franchit la Bidassoa; quinze jours après, elle prenait ses cantonnements à Salamanque. Le Portugal fut envahi; la maison de Bragance quitta Lisbonne et partit pour le Brésil. Junot, après avoir surmonté mille obstacles de toutes sortes, entra dans Lisbonne avec une poignée d'hommes dont l'audace surhumaine terrifia les Portugais.

Pendant que ces événements se passaient sur les bords du Tage, un drame politique, autrement compliqué, se préparait dans la Péninsule. Le 3 octobre 1807, le prince des Asturies fut arrêté comme chef d'un complot tendant à détrôner le roi Charles IV, son père. Voici la communication que ce monarque fit présenter à ses conseils :

« Ma vie, qui a été si souvent en danger, était à charge à mon successeur, « qui préoccupé, aveuglé, et abjurant tous les principes de la religion, qui lui « étaient imposés, avec le soin et l'amour paternels, avait adopté un plan pour « me détrôner. J'ai voulu m'en imposer sur la vérité de ce fait. L'ayant fait ve- « nir dans mon appartement, j'ai mis sous ses yeux les chiffres d'intelligence

« qu'il relevait des malveillants. J'ai appelé à l'examen le gouverneur lui-même « du conseil; je l'ai associé aux autres ministres, pour qu'ils prissent avec la « plus grande diligence leurs informations. Il en est résulté la connaissance « des différents coupables, dont l'arrestation a eu lieu ; la prison de mon fils est « son habitation. »

Vingt-cinq jours après cette communication, Charles IV écrivit au gouverneur du conseil de Castille :

« La voix de la nature désarme le bras de la vengeance, et lorsque l'*inadver-* « *tance* réclame la pitié, un père tendre ne peut s'y refuser. Mon fils a déjà dé- « claré les auteurs du plan horrible que lui avaient fait concevoir les malveil- « lants. Son repentir et *son étonnement* lui ont dicté les remontrances qu'il m'a « adressées, et dont voici le texte :

« Sire et mon père,

« Je me suis rendu coupable. *En manquant à Votre Majesté*, j'ai manqué à « mon père et à mon roi ; mais je m'en repens, et je promets à Votre Majesté « la plus humble obéissance. Je ne devais rien faire sans le consentement de « Votre Majesté ; mais j'ai été surpris : *j'ai dénoncé les coupables*, et je prie « Votre Majesté de me pardonner, de permettre de baiser vos pieds à votre fils « reconnaissant

« FERDINAND. »

« Madame et mère,

« Je me repens bien de la faute que j'ai commise contre le roi et la reine, « mes père et mère ; aussi, avec la plus grande soumission, je vous en de- « mande pardon, ainsi que de mon opiniâtreté à vous nier la vérité, l'autre soir. « C'est pourquoi je supplie ma mère, du plus profond de mon cœur, de daigner « interposer sa médiation envers mon père, afin qu'il veuille bien permettre « d'aller baiser les pieds de Sa Majesté à un fils reconnaissant.

« FERDINAND. «

Jamais intrigue plus déplorable, plus ténébreuse, ne s'ourdit dans le vieux palais des rois de Castille, pourtant témoin de tant de scènes si compliquées; la monarchie de Charles-Quint et de Philippe II était à son déclin.

Sous le faible Charles IV, époux imbécile d'une femme dissolue, l'Espagne était depuis plusieurs années gouvernée par Manuel Godoï, parti du rang de simple garde du corps pour s'élever, par la faveur de la reine, aux plus hautes dignités et à la toute puissance. Pour se maintenir, rien ne coûtait à un tel favori. Avec lui, l'Espagne était toujours à vendre, quoique déjà vendue. L'ascendant de Napoléon avait su pourtant la maintenir dans l'alliance française, lorsque, au moment de la campagne de Prusse, on apprit que le prince de la Paix négociait avec l'Angleterre. Napoléon n'eut qu'à parler pour l'effrayer ; mais l'attention de l'empereur avait été ramenée d'une manière plus particulière sur la Péninsule, et dès lors toute sa politique fut tournée de ce côté.

M. de Beauharnais, ambassadeur de France à Madrid, était détesté de la population espagnole autant que le *prince de la Paix* qui avait juré la perte du prince des Asturies ; rassuré par le traité de Fontainebleau, qui autorisait l'entrée d'un certain nombre de troupes françaises en Espagne, il fit écrire par le prince des Asturies une lettre à Napoléon, lettre dans laquelle il demandait à l'empereur l'honneur de s'allier à une personne de sa famille.

« J'implore avec la plus grande confiance la protection de Votre Majesté, di-« sait le prince dans sa lettre, afin que non-seulement elle daigne m'accorder « l'honneur de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanisse toutes les difficultés « et fasse disparaitre tous les obstacles qui peuvent s'opposer à cet objet de mes « vœux. Cet effort de bonté de la part de Votre Majesté impériale m'est d'autant « plus nécessaire, que je ne puis pas, de mon côté, en faire le moindre, puis-« qu'on le ferait passer peut-être pour une insulte faite à l'autorité paternelle, « et que je suis réduit à un seul moyen, à celui de refuser, comme je le ferai « avec une invincible constance, à m'allier à toute personne que ce soit sans le « consentement et l'approbation positive de Votre Majesté impériale, de qui j'at-« tends uniquement le choix d'une épouse. »

Charles IV avait déjà pardonné à son fils, à la suite des lettres que nous venons de reproduire.

« En conséquence de ces lettres, et à la prière de la reine, mon épouse bien-« aimée, disait le prince, je pardonne à mon fils, et il rentrera dans ma grâce « dès que sa conduite me donnera des preuves d'un véritable amendement dans « ses procédés... »

Mais le prince de la Paix, toujours acharné après sa victime, mit sous les yeux du faible monarque la lettre que le prince des Asturies avait écrite à Napoléon; sa dénonciation fut secondée par la reine, et Charles IV constitua son fils prisonnier; ses papiers furent saisis; on y trouva la lettre incriminée; le roi, effrayé de la tournure que prenait cette intrigue de palais, écrivit à Napoléon la lettre suivante, soumettant ces débats à sa décision impériale !

« Monsieur mon frère,

« Dans le moment où je ne m'occupais que des moyens de coopérer à la des-« truction de notre ennemi commun (l'Angleterre) ; quand je croyais que tous « les complots de la ci-devant reine de Naples avaient été ensevelis avec sa « fille (première femme de Ferdinand), je vois, avec une horreur qui me fait « frémir, que l'esprit d'intrigue le plus horrible a pénétré jusque dans le sein « de mon palais. Hélas! mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat si « affreux. Mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le com-« plot de me détrôner ; il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter contre la vie de « sa mère. Un attentat pareil doit être puni avec toute la rigueur des lois. La « loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée : un de ses frères sera « plus digne de le remplacer et dans mon cœur et sur le trône. Je suis en ce « moment à la recherche de ses complices pour approfondir ce plan de la plus « noire scélératesse, et je ne veux pas perdre un seul moment pour en instruire « Votre Majesté impériale et royale, en la priant de m'aider de ses lumières et « de ses conseils. »

Ferdinand fit les aveux les plus complets, tant il redoutait le crédit du prince de la Paix. Napoléon ne répondit pas à la lettre de Charles IV ; il se contenta de lui faire dire par son ambassadeur qu'il devait assoupir cette affaire.

De retour d'un voyage qu'il venait de faire en Italie, le 1er janvier 1800, l'empereur hâta les préparatifs qu'il faisait depuis quelque temps pour une expédition par delà les Pyrénées. On apprit subitement que Pampelune et Barcelone venaient d'être occupées militairement par l'armée française. Les Espagnols, qui regardaient Napoléon comme l'arbitre de leurs destinées, ne crurent pas d'abord à une violation du droit des gens; mais bientôt l'indignation fit place

à la confiance. Isquierdo, agent du prince de la Paix auprès de Napoléon, annonça à la famille royale que l'empereur exigeait la réunion à la France des provinces de la rive gauche de l'Èbre, déjà occupées par l'armée française. Godoï, se voyant perdu et presque livré au prince des Asturies, son ennemi, proposa à la famille royale de passer en Amérique.

Le 15 mars, une insurrection violente éclata à Aranjuez contre Godoï, à qui l'Espagne imputait toutes les flétrissures qu'elle avait à subir. Son hôtel fut dévasté, ses meubles furent jetés par les fenêtres. Il n'échappa qu'en se cachant dans un galetas. Le roi essaya en vain de calmer le peuple et de défendre son favori. Lui-même était enveloppé dans l'impopularité de son indigne ministre. Trahi par la faim, Godoï se livra ; mais, pour détourner de lui la fureur populaire, le roi dut abdiquer en faveur de son fils Ferdinand, prince des Asturies. Les querelles incessantes de ce prince avec le ministre, les avanies que celui-ci lui avait fait subir, avaient donné à l'héritier de Charles IV une grande popularité. Il prit possession de la couronne aux acclamations du peuple ; mais, deux jours après, le vieux roi, prenant Napoléon pour arbitre, lui écrivit pour protester contre son abdication comme ayant été arrachée par la force.

Il disait dans sa protestation :

« Je n'ai déclaré me démettre de ma couronne que lorsque le bruit des armes « et les clameurs d'une garde insurgée me faisaient assez connaître qu'il fallait « choisir *entre la vie et la mort qui eût été suivie de celle de la reine...* »

A la première nouvelle des graves événements qui s'étaient passés à Aranjuez et à Madrid, Murat, qui se trouvait alors à Burgos, partit pour la capitale d'Espagne avec les corps commandés par Moncey et Dupont. Il y arriva la veille du jour où Ferdinand devait y entrer en qualité de roi : cette entrée solennelle eut lieu, en effet, aux acclamations unanimes de toute une population, qui ne fit aucune attention aux Français : Murat commit l'imprudence de n'aller pas saluer Ferdinand et le reconnaître comme roi. Ce prince s'empressa d'informer l'empereur de son avénement. Jamais Napoléon ne s'était trouvé si visiblement embarrassé. Le 29 mars, il écrivit au grand-duc de Berg la lettre suivante qui était un programme politique. La pensée ne s'y montre ni bien nette ni bien arrêtée : Nadoléon ne savait encore quelle détermination prendre vis-à-vis de l'Espagne : Voici ce document historique :

« Monsieur le grand-duc de Berg,

« Je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que « vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement « compliqué les événements ; je reste dans une grande perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez « que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du « 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à « un peuple neuf ; il a tout le courage et il aura tout l'enthousiasme que l'on « rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne ; s'ils craignent « pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées « en masse, *qui pourront éterniser la guerre*. J'ai des partisans ; si je me pré« sente en conquérant, je n'en ai plus.

« Le prince de la Paix est détesté parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne

« à la France; voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand : le parti po-
« pulaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef « d'une nation ; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en fasse « un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnages de « cette famille ; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer des « haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes ; c'est plus « qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure : divisés « sur plusieurs points, ils peuvent servir de soulèvement à la monarchie en- « tière.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables ; il en est « d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occa- « sion de multiplier nos embarras : elle expédie journellement des *avisos* aux « forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée ; elle fait « des enrôlements de Siciliens et de Portugais.

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne, pour aller s'établir aux « Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays, c'est « peut-être celui de l'Europe qui est le moins préparé. Les gens qui voient les « vices monstrueux de ce gouvernement et l'anarchie qui a pris la place de « l'autorité légale, font le plus petit nombre ; le plus grand nombre profite de « ces vices et de cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne ; « quels sont les meilleurs moyens à prendre ?

« Irai-je à Madrid ? exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant « entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner Charles IV ; son « gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutien- « draient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi ; le « placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent « l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. La « reine Elisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lors- « qu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il « ne faut rien précipiter, et qu'il convient de prendre conseil des événements « qui vont suivre... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les « frontières du Portugal, et attendre.

« Je n'approuve point le parti qu'a pris Votre Altesse impériale de s'emparer « si précipitamment de Madrid : il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. « Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient recon- « naître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les « emplois publics des partisans ; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au « vieux roi, qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en in- « quiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à « Savary d'aller, auprès du vieux roi, voir ce qui se passe : il se concertera avec « votre Altesse impériale. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre ; « en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire.

« Vous ne m'engagerez à une entrevue en *Espagne* avec Ferdinand que si « vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi « d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince

« Godoï : vous exigerez pour eux, et vous leur rendrez les mêmes honneurs « qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçon-« ner le parti que je prendrai : cela ne sera pas difficile, *je n'en sais rien moi-« même.*

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que, si la France doit in-« tervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités « seront respectés. Vous leur direz que l'empereur désire le perfectionnement « des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état « de la civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... « Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que « l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui « faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de « la féodalité ; des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. « Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, « malgré les guerres où elle s'est toujours engagée ; la splendeur de la reli-« gion, qui doit son rétablissement au Concordat que j'ai signé avec le pape. « Vous leur démontrerez les avantages qui peuvent résulter d'une régénération « politique : l'ordre et la paix dans l'intérieur. Tel doit être l'esprit de vos dis-« cours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche ; je puis attendre à « Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller « porter la guerre de ce côté.

« *Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le « Portugal restera à ma disposition...* Qu'aucun projet personnel ne vous « occupe et ne dirige votre conduite ; cela me nuirait, et vous nuirait encore « plus qu'à moi.

« Vous allez trop vite dans vos instructione du 14 : la marche que vous « prescrivez au général Dupont est trop rapide à cause de l'événement du 19 « mars. Il y a des changements à faire ; vous ordonnerez de nouvelles dispo-« sitions ; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires « étrangères.

« J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère « point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour les habitants les « plus grands égards ; l'on respectera principalement les églises et les cou-« vents.

« L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, « soit avec des détachements ; il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une « amorce.

« Laissez Solano dépasser Badajoz ; faites-le observer seulement ; donnez « vous-même l'indication des marches de votre armée, pour la tenir toujours à « une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. *Si la guerre s'allumait, « tout serait perdu.*

« C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des des-« tinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec So-« lano, comme avec les généraux et gouverneurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par jour ; en cas d'événements majeurs, « vous m'expédierez des officiers d'ordonnance ; vous me renverrez sur-le-

« champ le chambellan de Tournon qui vous porte cette dépêche ; vous lui re-
« mettrez un rapport détaillé. Sur ce, etc.

« NAPOLÉON. »

Napoléon, qui ne savait pas encore quel parti il prendrait, se mit en route pour Bayonne. Charles IV et toute la famille royale montrèrent le plus grand empressement à se rendre auprès de l'empereur. Ferdinand lui-même, nouvellement proclamé, après l'abdication de son père, résolut aussi de se rendre auprès de Napoléon, dans l'espoir de faire approuver par lui son usurpation. Il partit avec le général Savary, le duc de l'Infantado et le chanoine Escoignitz. Arrivé à Vittoria, il reçut avis de plusieurs fidèles serviteurs qu'il ne devait pas aller plus loin, mais retourner à Madrid et se préparer à défendre l'indépendance espagnole. Effrayé par ces révélations simultanées, le jeune prince s'arrêta en effet : il chargea le général Savary de remettre à l'empereur la lettre suivante :

« Monsieur mon frère,

« Elevé au trône par l'abdication libre et spontanée de mon auguste père, je
« n'ai pu voir, sans un véritable regret, que son Altesse impériale le grand-duc
« de Berg, ainsi que l'ambassadeur de Votre Majesté impériale et royale, n'aient
« pas cru devoir me féliciter comme souverain d'Espagne, tandis que les re-
« présentants d'autres cours, avec qui je n'ai point de liaisons si intimes ni si
« chères, se sont empressées de le faire : ne pouvant en attribuer la cause qu'au
« défaut d'ordres positifs de Votre Majesté, elle me permettra de lui exposer,
« avec toute la sincérité de mon cœur, que, dès les premiers moments de mon
« règne, je n'ai cessé de donner à Votre Majesté impériale et royale les témoi-
« gnages les plus marquants et les moins équivoques de ma loyauté et de mon
« attachement à sa personne ; que l'objet de mon premier ordre a été de ren-
« voyer à l'armée de Portugal les troupes qui l'avaient déjà quittée pour se rap-
« procher de Madrid ; que mes premiers soins ont pour but l'approvisionnement,
« le logement et les fournitures de ses troupes, malgré l'extrême pénurie dans
« laquelle j'ai trouvé mes finances, et le peu de ressources qu'offraient les pro-
« vinces où elles ont séjourné ; et je n'ai pas hésité un moment à donner à Votre
« Majesté la plus grande preuve de confiance, en faisant sortir mes troupes de
« ma capitale, pour y recevoir une partie de son armée. J'ai cherché pareille-
« ment, par les lettres que j'ai écrites à Votre Majesté, à la convaincre, autant
« qu'il a été en mon pouvoir de le faire, du désir que j'ai toujours nourri de
« resserrer d'une manière indissoluble, pour le bonheur de mon peuple, les
« liens d'amitié et d'alliance qui existaient entre Votre Majesté impériale et mon
« auguste père. C'est dans les mêmes vues que j'ai envoyé à Votre Majesté une
« députation de trois grands de mon royaume pour aller au devant de Votre
« Majesté, aussitôt que son intention de se rendre en Espagne me fut connue ;
« et, pour lui démontrer d'une manière encore plus solennelle ma haute consi-
« deration pour son auguste personne, je n'ai pas tardé à faire partir dans le
« même objet mon très-cher frère l'infant don Carlos, arrivé depuis quel-
« ques jours à Bayonne. J'ose me flatter que Votre Majesté aura reconnu dans
« ces démarches mes véritables sentiments.

« A ce simple exposé de faits, Votre Majesté me permettra d'ajouter l'expres-
« sion des vifs regrets que j'éprouve, en me voyant privé de ses lettres, sur-
« tout après la réponse franche et loyale que j'ai donnée à la demande que le
« général Savary vint me faire à Madrid, au nom de Votre Majesté ! Ce géné-

« ral désirait seulement savoir si mon avènement au trône pourrait amener
quelque changement dans les rapports politiques de nos États. J'y répondis
« en réitérant ce que j'avais eu l'honneur de manifester par écrit à Votre Ma-
« jesté, et je me suis rendu volontiers à l'invitation que le même général me
« fit de venir au-devant de Votre Majesté, pour m'anticiper la satisfaction de la
« connaître personnellement, d'autant plus que j'avais déjà manifesté à Votre
« Majesté mes intentions à cet égard. En conséquence, je me suis rendu à ma
« ville de Vittoria, sans égard aux soins indispensables d'un nouveau règne
« qui auraient exigé ma résidence au centre de mes États.

« Je prie donc instamment Votre Majesté impériale et royale de vouloir bien
« faire cesser la situation pénible à laquelle je suis réduit par son silence, et
« de dissiper, par une réponse favorable, les vives inquiétudes qu'une trop lon-
« gue incertitude pourrait occasionner à mes sujets.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde : de Votre Majesté
« impériale et royale, le bon frère,

« FERDINAND. »

Savary trouva l'empereur à Bayonne et lui remit la lettre de Ferdinand; le général repartit le lendemain pour porter la réponse suivante au prince espagnol :

« Mon frère,

« J'ai reçu la lettre de Votre Altesse royale; elle doit avoir acquis la preuve,
« dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours
« porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec
« franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami
« quelques réformes nécessaires dans ses États, et à donner quelque satisfaction
« à l'opinion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait donc né-
« cessaire pour son bonheur, et celui de ses sujets. Les affaires du Nord ont
« retardé mon voyage. Les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point
« juge de ce qui s'est passé, et de la conduite du prince de la Paix; mais, ce
« que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peu-
« ples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que
« Votre Altesse royale n'en fasse pas un jour elle-même l'expérience. Il n'est
« pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une
« princesse du sang royal, et qui a si longtemps régi le royaume. Il n'a plus
« d'amis : Votre Altesse royale n'en aura plus si jamais elle est malheureuse.
« Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Com-
« ment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince de la Paix sans le faire
« à la reine et au roi votre père? Ce procès allumera les haines et les passions
« factieuses; le résultat en sera funeste pour votre couronne. Votre Altesse
« royale n'y a des droits que ceux que lui a transmis sa mère. Si le
« procès la déshonore, Votre Altesse royale déchire par là ses droits. Qu'elle
« ferme l'oreille à des conseils perfides. Elle n'a pas le droit de juger le prince
« de la Paix. Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du
« trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné
« des affaires : l'amitié du roi Charles m'a porté souvent à me taire, et à dé-
« tourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que
« nous sommes! faiblesse et erreur, c'est notre devise. Mais tout cela peut se
« concilier : que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un re-

« fuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un « moment où mes armées couvraient les Espagnes, et aux yeux de l'Europe « et de la postérité, je paraîtrais n'avoir employé tant de troupes que pour pré- « cipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est per- « mis de vouloir connaître, avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à « Votre Altesse royale, aux Espagnols, au monde entier : si l'abdication du roi « Charles est de pur mouvement, s'il n'a pas été forcé par l'insurrection et l'é- « meute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais « Votre Altesse royale comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec elle « sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires, « doit lui être garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des « factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son « trône. Quand le roi Charles me fit part de l'événement du mois d'octobre « dernier, j'en fus douloureusement affecté; et je pense avoir contribué, par « les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. Votre « Altesse royale avait bien des torts; je n'en veux pour preuve que la lettre « qu'elle m'a écrite et que j'ai constamment voulu ignorer. Roi, à son tour, elle « saura combien les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un « souverain étranger, de la part d'un prince héréditaire, est criminelle. Votre « Altesse royale doit se défier des écarts, des émotions populaires; on pourra « commettre quelques meurtres sur mes soldats isolés, mais la ruine de l'Espa- « gne en serait le résultat. J'ai déjà vu avec peine qu'à Madrid on ait répandu « des lettres du capitaine-général de la Catalogne, et fait tout ce qui pouvait « donner du mouvement aux têtes. Votre Altesse royale connaît ma pensée « tout entière; elle voit que je flotte entre diverses idées qui ont besoin d'être « fixées. Elle peut être certaine que, dans tous les cas, je me comporterai avec « elle comme envers le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout conci- « lier, et de trouver des occasions de lui donner des preuves de mon affection « et de ma parfaite estime.

« Sur ce, je prie Dieu, mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« Napoléon.

« Bayonne, le 16 avril 1808. »

La lecture de cette lettre plongea Ferdinand et ses amis dans la plus cruelle inquiétude; ses plus chauds partisans étaient d'avis de rétrograder au plus vite; mais le prince continua sa route et arriva à Bayonne le 20 mars; l'empereur lui fit une visite, mais sans lui donner aucune qualification royale, e sans lui dire un mot sur les affaires d'Espagne. Ferdinand apprit que le grand duc de Berg avait fait mettre en liberté Godoï, qui devait se rendre aussi à Bayonne : il comprit alors la portée de son imprudence; mais il n'était plus temps. Charles IV, la reine, sa mère, et les enfants de ses frères arrivèrent aussi à Bayonne, où une espèce de congrès de famille fut présidé par Napoléon; les scènes les plus scandaleuses eurent lieu entre Charles IV et Ferdinand. Le vieux roi finit par abdiquer en faveur du prince qu'il plairait à Napoléon de mettre sur le trône des Espagnes.

Pendant que ce drame de famille se dénouait ainsi à Bayonne, le peuple espagnol s'exaspérait jusqu'au paroxisme de l'indignation patriotique.

La Junte refusa de laisser partir les infants don François de Paule et don





Antonio. Murat eut recours à la violence. Le peuple coupa les traits des voitures; une bataille s'engagea dans les rues, sur les places publiques; plusieurs Espagnols périrent sous la mitraille, et, dès ce jour, la guerre contre les Français devint nationale. L'indignation fut à son comble, lorsqu'on apprit que le roi Charles avait disposé de sa couronne en faveur de Napoléon, et que Ferdinand avait adhéré à cette cession. Après ces deux traités, les princes espagnols reçurent ordre de partir pour leurs destinations; Charles IV alla habiter le château de Compiègne avec la reine d'Étrurie, l'infant don François de Paule et Godoï. Ferdinand et son frère don Carlos eurent pour séjour le château de Valençay.

A Madrid, le conseil de Castille rédigea une adresse où l'on rappelait ces mots de Louis XIV :

Il n'y a plus de Pyrénées.

L'adhésion paraissait unanime de la part des grands.

Mais le peuple, qui se souvenait des massacres de Madrid, poussa son cri de guerre, et ce fut en pure perte que Napoléon fit publier la proclamation suivante :

« Espagnols,

« Après une longue agonie, votre nation périssait : j'ai vu vos maux; je vais « y porter remède. Votre grandeur fait partie de la mienne; vos princes m'ont « cédé tous leurs droits à la couronne des Espagnes ; je ne veux point régner « sur vos provinces, mais je veux acquérir des titres éternels à votre amour et « à votre reconnaissance. Votre monarchie est vieille; ma mission est de la ra- « jeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me « secondez, des bienfaits d'une réforme, sans froissements, sans désordres, « sans convulsions.

« Espagnols ! j'ai fait convoquer une assemblée générale des députations des « provinces et des villes ; je veux m'assurer par moi-même de vos désirs et de « vos besoins; je déposerai alors tous mes droits, et je mettrai votre glorieuse « couronne sur la tête d'un autre moi-même, en vous garantissant une constitu- « tion qui concilie la facile et salutaire autorité du souverain avec les libertés et « les priviléges du peuple.

« Espagnols! souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères ; voyez ce que vous « êtes devenus. La faute n'en est pas à vous, mais à la mauvaise administra- « tion qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les cir- « constances actuelles, car je veux que vos derniers neveux conservent mon « souvenir et disent : *Il est le régénérateur de notre patrie!* »

Le peuple espagnol répondit à cette proclamation par une insurrection générale. Cependant le parti français prit quelques mesures politiques. Le 3 juin, la junte gouvernementale résidant à Madrid invita par un manifeste les insurgés à déposer les armes ; le 6, Napoléon proclama son frère Joseph, déjà roi de Naples et de Sicile, roi des Espagnes et des Indes ; la junte et la ville de Madrid envoyèrent des adresses à leur nouveau souverain. Mais la junte provinciale de Séville déclara la guerre à la France. Cadix se souleva, prit notre escadre et tua le capitaine-général : nous perdîmes ainsi les débris de la bataille de Trafalgar.

Le tocsin sonna à grandes volées dans toutes les Espagnes.

A Grenade, à Séville, à Carthagène, à San-Lucar, à Saragosse, à Badajoz, dans le royaume de Léon, dans la Galice, les deux Castilles, les Asturies, la Navarre, l'Aragon, la Catalogne, on fit main basse sur les Français. A Valence, trois cents matelots qui y étaient venus chercher un refuge contre les Anglais qui leur donnaient la chasse, furent impitoyablement massacrés. Partout les prêtres bénirent les poignards et les fusils. L'armée française dut prendre ses mesures. Les généraux se mirent en campagne. Moncey, Lasalle, Duhesme soumirent la Catalogne, Burgos et le royaume de Valence ; Saragosse fut bloquée par Lefebvre-Desnouettes; Bessières apprit qu'un corps de quarante mille hommes était parti de la Galice pour couper au roi Joseph la route de Madrid. Il détruisit l'armée espagnole avec douze mille hommes, et la victoire de Rio-Seçco mit, suivant l'expression de Napoléon, Joseph sur le trône d'Espagne. Cette victoire assura les communications avec le Portugal où commandait Junot. Mais ce royaume imita les Espagnols; le cri de l'indépendance nationale partit de Porto, et l'insurrection devint générale.

Sous de si tristes auspices, Joseph fit son entrée à Madrid le 20 juillet, au milieu d'une population dont le silence n'était rien moins que rassurant. La première nouvelle qu'il reçut des mouvements de l'armée fut la honteuse capitulation du général Dupont, qui fit déposer les armes, à Baylen, à une armée de vingt-six mille hommes, au lieu de faire une trouée vigoureuse pour regagner le chemin de Madrid. Napoléon apprit à Bordeaux la nouvelle de ce honteux traité. « Je voudrais effacer cette honte de tout mon sang, » dit-il avec indignation !...

« L'affaire d'Andujar, dit M. de Norvins, fut jugée par l'indignation de la France et par l'exaltation de l'Espagne ; elle porta l'atteinte la plus grave à la cause de Napoléon ; elle enflamma le parti de l'insurrection et lui rallia les dissidents nombreux qui, sans ce désastre, allaient se réunir autour du trône de Joseph. Le contre-coup de cette commotion morale, qui ébranla soudain toute l'Espagne, retentit aussitôt dans les cabinets, et alla à huit cents lieues de Baylen éveiller, sur la côte de la Baltique, les soldats de La Romana. La Romana forma le généreux projet d'aller avec ses troupes secourir sa patrie. Il trompa Bernadotte, que l'empereur avait engagé à surveiller les Espagnols, et parvint à s'embarquer sur des vaisseaux anglais avec la moitié de son armée. Jamais événement n'acquit plus rapidement une plus grande importance. Castanos, qui fit capituler Dupont à Baylen, fut loin de se douter lui-même de l'immense service qu'il venait de rendre à sa cause. Cette capitulation portait que les troupes sous les ordres de Dupont, déclarées prisonnières de guerre, seraient embarquées à San-Lucar ou à Roto, sur des vaisseaux espagnols qui les transporteraient à Rochefort. Mais, entraînée tout à coup par l'enthousiasme général, la junte suprême de Séville viola le droit des gens. Elle rejeta la convention que Castanos avait signée, et, donnant elle-même à la lutte espagnole l'affreux signal du mépris des traités, elle arrêta que l'armée de Dupont, forte de vingt-six mille hommes, officiers et soldats, au lieu d'être conduite à Rochefort, resterait renfermée dans les pontons de Cadix. La capitulation de Baylen avait dissipé le prestige, si important à entretenir, de l'invincibilité française, et enlevé à notre armée le tiers de sa force : méconnue par la junte, elle faisait du trône de Joseph une simple position militaire qui fut constamment assiégée, et devait à la fin tomber sous l'opiniâtreté d'une guerre à outrance. Huit jours après son ar-

rivée à Madrid, le 1er août, Joseph se vit contraint d'aller se réfugier à Vittoria. Le général Duhesme retourna aussi à Barcelone pour réunir son corps et contenir cette grande ville, dont il occupait tous les forts. La royauté de Joseph se trouvait déjà circonscrite dans un camp retranché.

« Une autre conséquence de la capitulation d'Andujar fut le débarquement d'une armée anglaise sous les ordres de sir Arthur Wellesley, depuis lord Wellington, qui prit terre à Leyria, à trente lieues au nord de Lisbonne, et unit ses drapeaux à ceux de l'armée portugaise. Le général anglais, à la tête de vingt-six mille hommes des deux nations, marcha sur Vimeiro, où l'intrépide Junot, avec dix mille hommes seulement, accepta la bataille le 22 août. Junot fut battu, et obligé de se reployer sur Lisbonne devant des troupes trop supérieures en nombre, après cinq heures de combat. Les pertes des deux armées furent égales. Junot, en dépit de cette valeur si connue dont il multiplia les efforts en cette circonstance, n'avait pu contraindre les Anglais à se rembarquer, ni s'emparer de leur position; mais, malgré cet échec, la journée de Vimeiro tourna encore à la gloire du général français. Son attitude parut si imposante, même après ce revers, qu'elle amena un armistice. Le 30 août, Junot, dont les divers corps en Portugal n'excédaient pas vingt mille hommes, obtint du général anglais, qui comptait sous ses drapeaux trente mille combattants et toute l'insurrection, l'honorable capitulation de Cintra. En vertu de ce traité, notre armée devait évacuer le Portugal, et être transportée en France sur des vaisseaux anglais, avec toute son artillerie, ses caissons et ses bagages. L'armée n'était point prisonnière de guerre; à sa rentrée sur le sol natal, elle pouvait reprendre sa place de bataille. Cette capitulation, loin d'effacer la honte de celle de Baylen, la fit ressortir davantage. Le général français se montra dans sa négociation tel que sur le champ de bataille. Il méritait et emporta l'estime et le respect de son adversaire. Junot et ses soldats quittèrent le Portugal comme après une victoire, mais les Anglais restaient dans ce pays; et l'Espagne, où l'armée de Joseph n'avait plus que Barcelone, la Navarre, la Biscaye et l'Alava, applaudit au succès de ces nouveaux hôtes armés, que, trois mois auparavant, elle jurait d'exterminer sous les aigles de Napoléon. Jamais vicissitude plus contraire ne brisa en moins de temps la destinée de deux nations. Dès ce jour pâlit l'astre de Napoléon; un fusil espagnol croisé avec un fusil anglais devint le contre-poids de tant de prospérités. »

Il importait à Napoléon de détruire l'impression que les derniers événements qui venaient de se passer en Espagne avaient produite dans le nord de l'Europe, et surtout en Allemagne. Au mois de juillet 1807, l'empereur Alexandre et le monarque français s'étaient promis de se revoir avant la fin de 1808. Le souverain moscovite, fidèle à sa promesse, appelé d'ailleurs par les changements notables qui s'étaient opérés dans les affaires politiques de l'Europe méridionale, était depuis quelques jours à Weymar, lorsque Napoléon arriva à Erfurth le 27 juin, et alla au-devant du czar; il trouva tous les princes de la confédération germanique réunis à Erfurth. L'entrevue des deux empereurs fut des plus cordiales; mais le roi de Prusse, l'empereur d'Allemagne ne parurent point à cette conférence : ce dernier fit remettre à Napoléon, par le baron de Vincent, la lettre suivante, où perçait le déplaisir de n'avoir pas été appelé à faire partie du congrès impérial et royal :

« Monsieur mon frère,

« Mon ambassadeur à Paris m'apprend que Votre Majesté impériale se rend « à Erfurth, où elle se rencontrera avec l'empereur Alexandre. Je saisis avec « empressement l'occasion qui la rapproche de ma frontière, pour lui renou- « veler le témoignage de l'amitié et de la haute estime que je lui ai vouées, et « j'envoie auprès d'elle mon lieutenant-général, le baron Vincent, pour lui por- « ter l'assurance de mes sentiments invariables. Je me flatte que Votre Majesté « n'a jamais cessé d'en être convaincue, et que si de fausses interprétations, « qu'on avait répandues sur des institutions intérieures organiques que j'ai « établies dans ma monarchie, lui ont laissé pendant un moment des doutes « sur la persévérance de mes intentions, les explications que M. le comte de « Metternich a présentées à ce sujet à ses ministres les auront entièrement dis- « sipées. Le baron de Vincent se trouve à même de confirmer à Votre Majesté « ces détails, et d'y ajouter ceux qu'elle pourra désirer..... »

Napoléon déploya la plus grande magnificence : le célèbre Talma et les acteurs de la Comédie-Française avaient été appelés à Erfurth.

« — Je vous ferai jouer devant un parterre de rois » avait dit l'empereur à Talma.

A une représentation de l'*OEdipe*, de Voltaire, au moment où l'acteur, chargé du rôle de *Philoctète*, prononça ce vers :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

Tous les spectateurs battirent des mains, et se tournèrent vers la loge où se trouvaient les deux empereurs :

« — Le bienfait que j'éprouve tous les jours, » dit Alexandre en étreignant la main de Napoléon.

Il y eut des fêtes magnifiques à Weymar; Napoléon y décora Goëthe et Vieland, les deux plus célèbres littérateurs d'Allemagne. La première affaire dont il s'occupa, avec son allié, fut celle d'Espagne et de Portugal; les deux empereurs écrivirent collectivement au roi d'Angleterre, pour le prier d'écouter la voix de l'humanité, et faire taire celle des passions. Le cabinet britannique répondit immédiatement :

« Le roi a fait connaître à chaque occasion ses désirs et sa volonté d'entamer « une négociation pour la paix générale, à des conditions qui pussent être « compatibles avec la tranquillité et la sûreté de l'Europe..... Le roi d'Angle- « terre ayant pris des engagements avec les rois de Portugal, de Sicile et de « Suède, et avec le gouvernement espagnol actuel, il leur doit être permis « de prendre part à la négociation à laquelle Sa Majesté britannique a été in- « vitée. »

Napoléon, pressé de se rendre dans le midi de l'Europe, et ne voulant pas laisser derrière lui de trop puissantes hostilités, ordonna aux princes de la confédération de faire rentrer leurs troupes dans leurs garnisons; il écrivit en même temps la lettre suivante à François-Joseph :

« Erfurth, le 14 octobre 1808.

« Monsieur mon frère,

« Je remercie Votre Majesté impériale et royale de la lettre qu'elle a bien « voulu m'écrire, et que le baron de Vincent m'a remise; je n'ai jamais douté « des intentions droites de Votre Majesté, mais je n'en ai pas moins craint un

« moment de voir les hostilités se renouveler entre nous. Il est à Vienne une « faction qui affecte la peur pour précipiter votre cabinet dans des mesures « violentes, qui seraient l'origine *de malheurs plus grands que ceux qui ont « précédé*. J'ai été le maître de démembrer la monarchie de Votre Majesté, ou « du moins de la laisser moins puissante; je ne l'ai pas voulu. Ce qu'elle est, « elle l'est de mon vœu; c'est la plus évidente preuve que nos comptes sont « soldés, et que je ne veux rien d'elle. Je suis toujours prêt à garantir l'inté- « grité de sa monarchie; je ne ferai jamais rien contre les intérêts principaux « de ses États. Mais Votre Majesté ne doit pas remettre en discussion ce que « quinze ans de guerre ont terminé; elle doit défendre toute proclamation ou « démarche provoquant la guerre. La dernière levée en masse aurait provoqué « la guerre, si j'avais pu craindre que cette levée et ces préparatifs fussent « combinés avec la Russie. Je viens de licencier le camp de la Confédération. « Cent mille hommes de mes troupes vont à Boulogne pour renouveler mes « projets sur l'Angleterre. Que Votre Majesté s'abstienne de tout armement « qui puisse me donner de l'inquiétude et faire une diversion en faveur de « l'Angleterre. J'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur de voir Votre Majesté, « et que j'ai conclu le traité de Presbourg, que nos affaires étaient terminées « pour toujours, et que je pouvais me livrer à la guerre maritime sans être « inquiété ni distrait. Que Votre Majesté se méfie de ceux qui, lui parlant « des dangers de sa monarchie, troublent ainsi son bonheur, celui de sa fa- « mille et de ses peuples; ceux-là seuls sont dangereux, ceux-là seuls appellent « les dangers qu'ils feignent de craindre. Avec une conduite droite, franche et « simple, Votre Majesté rendra ses peuples heureux, jouira elle-même du bon- « heur dont elle doit sentir le besoin après tant de troubles, et sera sûre d'avoir « en moi un homme décidé à ne jamais rien faire contre ses principaux intérêts. « Que ses démarches montrent de la confiance, et elles en inspireront. La « meilleure politique aujourd'hui, c'est la simplicité et la vérité. Qu'elle me « confie ses inquiétudes lorsqu'on parviendra à lui en donner : je les dissipe- « rai sur-le-champ. Que Votre Majesté me permette un dernier mot : qu'elle « écoute son opinion, son sentiment; il est bien supérieur à celui de ses con- « seils. Je prie Votre Majesté de lire ma lettre dans un bon sens, et de n'y « voir rien qui ne soit pour le bien et la tranquillité de l'Europe et de Votre « Majesté. »

Mais l'Autriche, à l'instigation de M. de Metternich, ne reconnut pas le roi Joseph, et continua ses opérations militaires.

Napoléon confirma, au profit d'Alexandre, la conquête de la Finlande, l'occupation de la Moldavie et de la Valachie. Quant à Alexandre, il connaissait si bien les intrigues qui se tramaient contre Napoléon, qu'il ne lui en coûtait rien d'acheter, au prix d'un consentement illusoire, les avantages solides et durables qu'on lui concédait en retour. L'empereur Alexandre signa volontiers, parce que cette ouverture de souverain à souverain ne précisait et n'engageait à rien; mais il fit dire sous main à l'Angleterre de ne point tenir compte de ces démonstrations, et de laisser sans inquiétude l'alliance franco-russe suivre ses éphémères destinées.

Le 19 octobre les deux empereurs se séparèrent pour ne plus se revoir. Cinq jours après, Napoléon arrivait à Saint-Cloud. A l'ouverture du Corps-Législatif

il exposa la situation européenne, dans un discours, dont voici les passages les plus saillants :

« J'ai fait cette année plus de mille lieues dans l'intérieur de mon empire.....
« La vue de cette grande famille française, naguère déchirée par les opinions
« et les haines intestines, aujourd'hui prospère, tranquille et unie, a sensible
« ment ému mon âme. J'ai senti que pour être heureux il me fallait d'abord
« l'assurance que la France soit heureuse..... Une partie de mon armée marche
« contre celles que l'Angleterre a formées ou débarquées dans les Espagnes.
« C'est un bienfait particulier de cette Providence qui a constamment protégé
« nos armes, que les passions aient assez aveuglé les conseils anglais pour
« qu'ils renoncent à la possession des mers, et présentent enfin leurs armes
« sur le continent. Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-même à la tête
« de mon armée, et, avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espa-
« gne, et planter nos aigles sur les forts de Lisbonne..... L'empereur de Russie
« et moi, nous nous sommes vus à Erfurth. Nous sommes d'accord et inva-
« riablement unis pour la paix, comme pour la guerre. »

Le 3 novembre, il arrivait à Bayonne pour diriger en personne les opérations militaires en Espagne. La victoire le suit partout. Les Espagnols sont battus à Burgos, à Bilbao, à Badajoz, Durando, Guenès, Valmaréda, à Espinosa, Tudèla, Somma-Sierra ; le 2 décembre, les Français, après avoir taillé en pièces tant d'armées ennemies, commandées par les généraux les plus habiles et les plus vaillants, célébraient l'anniversaire du couronnement de l'empereur sous les murs de Madrid. Cette capitale était occupée par plus de cinquante mille hommes armés. Bessières envoya sommer la place de se rendre ; on répondit par un refus formel ; à minuit, le prince de Neufchâtel envoya une nouvelle sommation ; le gouverneur demanda un nouveau délai.

Cependant, le général Sénarmont avait fait une brèche aux murs de Retiro, et un bataillon de voltigeurs s'en était emparé. Napoléon voyait bien que la résistance devenait impossible aux Espagnols ; mais il ne voulait pas faire rentrer son frère Joseph dans une capitale dévastée. Une troisième sommation fut envoyée : Madrid se rendit enfin, le 3 décembre, à six heures du matin, et à deux heures le général Belliard avait pris le commandement de la ville. Napoléon y fit son entrée le 4, après avoir donné des ordres pour exterminer ou faire prisonniers les débris des armées de Burgos, de Somma-Sierra, de Tolède. Voici la proclamation qu'il adressa aux vaincus :

« Espagnols,

« Vous avez été égarés par des hommes perfides ; ils vous ont engagés dans
« une lutte insensée... Dans peu de mois, vous avez été livrés à toutes les an-
« goisses des factions populaires. La défaite de vos armées a été l'affaire de
« quelques marches. Je suis entré dans Madrid. Les droits de la guerre m'au
« torisaient à donner un grand exemple et à laver dans le sang les outrages
« faits à moi et à ma nation : je n'ai écouté que la clémence... Je vous avais
« dit dans ma proclamation du 2 juin que je voulais être votre régénérateur. Aux
« droits qui m'ont été cédés par les princes de la dernière dynastie, vous avez
« voulu que j'ajoutasse le droit de conquête. Cela ne changera rien à mes dis-
« positions. Je veux même louer ce qu'il peut y avoir de généreux dans vos ef-
« forts ; je veux reconnaître que l'on vous a caché vos vrais intérêts... Espa-

« gnols, votre destinée est entre vos mains. Rejetez le poison que les Anglais « ont répandu parmi vous... Tout ce qui s'opposait à votre prospérité et à votre « grandeur, je l'ai détruit; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai bri- « sées; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, « une monarchie tempérée. Il dépend de vous que cette constitution soit encore « votre loi. Mais si mes efforts sont inutiles, ajoutait-il en terminant, et si vous « ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera qu'à vous traiter en pro- « vinces conquises, et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors « la couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la faire respecter des mé- « chants, car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter « tous les obstacles. »

Le lendemain, il répondit au corrégidor de Madrid qui était venu lui offrir ses hommages, à la tête d'une députation de la ville :

« Je regrette, le mal que Madrid a essuyé, et je tiens à honneur d'avoir pu « le sauver et lui épargner le plus grand des maux.

« Je me suis empressé de prendre des mesures qui tranquillisent toutes les « classes de citoyens, sachant combien l'incertitude est pénible pour tous les « peuples et pour tous les hommes.

« J'ai conservé les ordres religieux, en restreignant le nombre des moines. Il « n'est pas un homme sensé qui ne jugeât qu'ils étaient trop nombreux. Du sur- « plus des biens des couvents, j'ai pourvu aux besoins des curés, de cette classe « la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé.

« J'ai aboli ce tribunal contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient. Les « prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune ju- « ridiction extérieure et corporelle sur les citoyens.

« J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra établir des hôtelleries, « des fours, des moulins, des pêcheries, et donner un libre essor à son indus- « trie... L'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un petit nombre d'hommes « nuisent plus à votre agriculture que les chaleurs de la canicule.

« Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un Etat qu'une justice. « Toutes les justices particulières avaient été usurpées et étaient contraires aux « droits de la nation. Je les ai détruites.

« ... Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les divisions dans la « famille royale avaient été tramées par les Anglais. Ce n'était pas le roi « Charles ni le favori que le duc de l'Infantado, instrument de l'Angleterre, « comme le prouvent les papiers trouvés dans sa maison, voulait renverser du « trône : c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Es- « pagne... La génération présente pourra varier dans ses opinions : trop de « passions ont été mises en jeu; mais nos neveux me remercieront comme leur « régénérateur. Ils placeront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai pa- « ru parmi vous, et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne. »

On remarque que Napoléon n'avait jamais pris ce ton de clémence et de douceur avec les ennemis qui lui résistaient. Il comprenait que, maître de Madrid, il n'était maître que du terrain qu'il occupait, encore n'y était-il pas en sûreté. Les convois étaient interceptés, les escortes, les détachements, enlevés, massacrés. On se remit donc en campagne. Le quartier-général de l'empereur était à Astorga le 1er janvier 1809, lorsqu'il apprit que l'Autriche faisait des préparatifs de guerre. Le 10, eut lieu le combat de Tarracona, où Victor se couvrit de

gloire ; les Espagnols et leurs alliés les Anglais furent battus par le maréchal Soult, le 13, au port del Cargo, et la Corogne capitula. Le 17, l'empereur était de retour à Burgos, et le 23 il arrivait à Paris.

Pendant qu'une cinquième coalition s'organisait dans le nord, et que Napoléon en suivait les mouvements pour l'étouffer, la guerre continua en Espagne. Le maréchal Soult s'emparait du port du Ferrol et forçait Vigo à capituler ; Saragosse, capitale de l'Aragon, et centre de l'insurrection espagnole, après avoir soutenu un des siéges les plus mémorables dont il soit parlé dans l'histoire, après vingt-huit jours de tranchée ouverte, après avoir disputé pied à pied chaque rue, chaque maison, tomba au pouvoir des Français qui n'y trouvèrent que des morts et des mourants. Gouvion-Saint-Cyr triomphait à Vels, Sébastiani à Ciudad-Réal, Bellune dans l'Estramadure, et poussait ses avant-postes jusqu'à Badajoz.

En Portugal, le maréchal Soult, déjà victorieux à Lanhaso, livrait le 29 janvier, sous les murs d'Oporto, une bataille où périrent vingt mille Portugais. Le lendemain il entrait dans Oporto.

Mais laissons les lieutenants de l'empereur continuer avec des chances inégales cette malheureuse guerre de la Péninsule et portons-nous au nord. Nous allons y retrouver la coalition qui, déjà écrasée quatre fois par la France, relève encore ses cent têtes, comme l'hydre de la fable.

CHAPITRE DIXIÈME.

Guerre avec l'Autriche. — Bataille d'Abensberg. — Bataille d'Eckmühl. — Les Français à Vienne. — Napoléon excommunié. — Bataille d'Essling. — Mort du maréchal Lannes. — La coalition. — Mauvaises intentions d'Alexandre. — André Hofer dans le Tyrol. — Le 84e de ligne. — Un contre dix. — Victoire de Raab remportée par Eugène.— Les Français dans l'île Lobeau.— Bataille de Wagram.— Napoléon à Schœnbrunn. — Attentat du jeune Stabs. — Le traité de Vienne. — L'Empereur divorce avec Joséphine. — Sénatus-consulte à ce sujet. — L'Empereur épouse Marie-Louise. — Bernadotte est appelé au trône de Suède. — L'armée d'Espagne. — Victoires et revers. — Naissance du roi de Rome. — Victoire de Murcie. — Discours de l'Empereur au Corps Législatif.

L'Autriche, qui jusqu'alors avait dévoré, en silence, l'humiliation du traité de Presbourg, jeta tout à coup le masque; le 9 avril, le prince Charles publia le manifeste suivant :

« A M. le général en chef de l'armée française en Bavière.

« D'après une déclaration de Sa Majesté l'empereur d'Autriche à l'empereur « Napoléon, je préviens M. le général en chef de l'armée française que j'ai « ordre de me porter en avant avec les troupes sous mes ordres, et de traiter « en ennemi toutes celles qui me feront résistance.

« A mon quartier-général, le 9 avril 1809.

« CHARLES. »

Ce prince commandait en Bohême les cinquante mille hommes de Bellegarde et de Kollowrath ; en Italie, l'archiduc Jean avait quatre-vingt mille hommes ; le corps principal de l'armée autrichienne, composé de cent mille hommes occupait le Tyrol; en Pologne, l'archiduc Ferdinand ne comptait pas moins de quarante millle hommes; sept cènts pièces de canon avaient été mises à la disposition de ces différents corps de troupes.

L'armée française ne se composait alors que de deux cent soixante-sept mille hommes, disséminés dans les pays que nous avions conquis. Le 12 avril, Napoléon apprit, par le télégraphe, que les Autrichiens avaient passé L'Inn. Aussi prompt que la foudre, l'empereur tomba sur ses ennemis; le 16 avril il conférait à Dillingen avec son allié, le roi de Bavière; le 17, il était à Donawerth, d'où il adressait la proclamation suivante aux soldats d'Austerlitz. d'Iéna, de Friedland :

« Soldats!

« Le territoire de la Confédération a été violé. Le général autrichien veut « que nous fuyons à l'aspect de ses armes et que nous abandonnions nos alliés. « J'arrive avec la rapidité de l'éclair. Soldats! j'étais au milieu de vous lorsque « le souverain de l'Autriche vint à mon bivouac en Moravie : vous l'avez en-

« tendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs « dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité : trois fois elle a « été parjure! Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui « nous attend. Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son « vainqueur! »

Cette immortelle campagne commença et se termina par une victoire. Le 19, quatre mille Autrichiens furent écrasés par Oudinot à Pfeffenhofen; le 20, la bataille d'Abensberg rejeta les ennemis dans Ratisbonne, où ils furent obligés de s'enfermer. Dans cette journée, les soixante mille hommes de l'archiduc Louis et du général Hiller furent presque anéantis. A Landshut, on fit neuf mille prisonniers; trente pièces de canon, trois mille chariots, les magasins, six cents caissons tombèrent au pouvoir des Français. Restait l'armée de l'archiduc Charles, le plus habile des généraux de l'Autriche. Le maréchal Davoust, voyant ce corps redoutable prêt à fondre sur lui, courut au-devant de l'ennemi, et la bataille d'Eckmühl ouvrit à l'empereur les portes de Vienne. L'armée ennemie fit des pertes énormes; les Français brûlèrent Ratisbonne. Le roi de Bavière entra dans sa capitale et retourna à Augsbourg; de Ratisbonne, l'empereur adressa à son armée les paroles suivantes :

« Soldats!

« Vous avez justifié mon attente. Vous avez suppléé au nombre par votre « bravoure... En peu de jours nous avons triomphé dans les trois batailles de « Thann, d'Abensberg, d'Eckmühl, et dans les combats de Landshut et de Ra- « tisbonne... L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus con- « server un souvenir de vous : vous lui avez apparu plus terribles que jamais. « Naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés; naguère il se « promettait de porter la guerre dans le sein de notre patrie : aujourd'hui dé- « fait, épouvanté, il fuit en désordre; déjà mon avant-garde a passé l'Inn; « avant un mois nous serons à Vienne. »

Les combats d'Abensberg et d'Amstetten achevèrent de nous ouvrir les portes de Vienne; et, le 10 mai, Napoléon se trouvait une fois encore devant cette capitale. Après deux jours de canonnade elle capitula (12 mai), et les Français y entrèrent le lendemain.

Le général Andréossy, nommé gouverneur de Vienne, reçut la capitulation qui fut apportée par quinze personnes, presque toutes membres des États. Le lendemain, 13 mai, Napoléon adressa l'ordre du jour suivant à l'armée victorieuse :

« Soldats!

« Un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au même jour, à la même heure, « nous sommes entrés dans Vienne. Ses landwehrs, ses levées en masse, ses « remparts créés par la rage impuissante des princes de Lorraine, n'ont point « soutenu vos regards. Les princes de cette maison ont abandonné leur capitale, « non comme des soldats d'honneur qui cèdent aux circonstances de la guerre, « mais comme des parjures que poursuivent leurs propres remords. En fuyant « de Vienne, leurs adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incendie. Comme « Médée, ils ont, de leurs propres mains, égorgé leurs enfants. Soldats! le « peuple de Vienne, selon l'expression de la députation de ses faubourgs, dé- « laissé, abandonné, sera l'objet de vos égards. J'en prends les habitants

« sous ma spéciale protection. Soldats! soyez bons pour les pauvres paysans, « pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre estime; ne conservons aucun « orgueil de nos succès; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit « l'ingrat et le parjure. »

Ce fut à Vienne que, par un décret, Napoléon réunit à l'empire français les États pontificaux. Pie VII lança des bulles d'excommunication. Napoléon et l'Europe ne virent dans cet acte qu'une représaille dont on ne tint aucun compte.

L'archiduc Charles, après la prise de Vienne, s'était retiré sur la rive gauche du Danube, près d'Essling. Les ponts avaientété rompus, on les rétablit. Les Français passèrent, et le 21 l armée entière se déploya, forte de quatre-vingt-dix mille hommes. La journée d'Essling fut terrible et meurtrière ; Napoléon lui-même s'exposa comme le dernier de ses soldats. Là mourut l'intrépide général Saint-Hilaire; Lannes y trouva aussi la fin de sa glorieuse carrière : il eut les deux cuisses fracassées par un boulet. Napoléon l'aperçut quand on le transportait à Ébersdorff :

« Lannes, me connais-tu? s'écria-t-il en pleurant; c'est ton ami Bonaparte! « Lannes, tu nous seras conservé!

« — Je désire vivre, répondit le maréchal d'une voix éteinte, si je puis vous « servir... ainsi que la France... Mais je crois qu'avant une heure vous aurez « perdu celui qui fut votre meilleur ami. »

Napoléon était à genoux près du char funèbre.

Après deux jours de lutte acharnée, les deux armées se séparèrent. Les Français étaient restés maitres d'Esslingen, clef de la position; mais des deux parts les pertes étaient égales et il n'y avait pas de vainqueur. Masséna, Rapp, Mouton, qui y gagna le titre de comte de Lobau, eurent, avec le brave et glorieux maréchal Lannes, les honneurs de cette bataille.

A propos d'un mouvement décisif que les circonstances lui avaient suggéré, contrairement aux instructions de l'empereur, Rapp dit à Mouton :

« Vous avez étonné ces masses par votre résistance; abordons-les à la baïonnette, rejetons-les sur les colonnes qui s'avancent. Si nous réussissons, l'empereur et l'armée nous sauront gré du succès; si nous sommes malheureux, la responsabilité pèsera sur moi.

« — *Sur tous les deux*, » reprend le brave Mouton.

Et ce mouvement rend les Français maitres du village d'Esslingen.

Napoléon appela auprès de lui ses maréchaux pour les consulter sur la situation de l'armée. L'avis fut unanime qu'il fallait la mettre à couvert sur la rive droite du Danube. Le maréchal Davoust se chargea de tenir tête aux troupes de l'archiduc Charles. Mais ce qui préoccupait le plus cruellement Napoléon c'était la perte de ses nombreux amis et le sort des blessés.

« Abandonnerons-nous nos blessés? répondit Napoléon... Dirons-nous à « l'Europe que les vainqueurs sont aujourd'hui les vaincus?... Vous voulez « repasser le Danube! Il nous faudrait courir jusqu'au Rhin; car *ces alliés, que* « *la victoire et la fortune nous ont donnés, une apparente défaite nous les ôtera* « *et les tournera même contre nous.* Il faut rester ici; il faut menacer un ennemi « accoutumé à nous craindre, et le retenir devant nous... Avant qu'il ait pris « un parti, avant qu'il ait commencé d'agir, les ponts seront réparés de ma- « nière à braver tous les accidents; d'ailleurs, l'armée d'Italie va nous apporte

« le secours de sa force et de ses succès. Alors nous serons entièrement maîtres « des opérations. »

A deux heures du matin, l'armée se reploya; Masséna eut le commandement sur la rive gauche et l'île Lobau, destinée aux blessés.

« Masséna, lui dit Napoléon, tu vas achever ce que tu as si glorieusement « commencé. Il n'y a que toi qui puisses en imposer assez à l'archiduc pour le « retenir immobile devant nous. Je viens de parcourir l'île Lobau; le terrain te « sera favorable. »

La bataille d'Essling avait énormément coûté, sans rien décider.

Toute l'Europe était alors en feu. Napoléon avait, à la fois, sur les bras ses ennemis réunis; nos armées luttaient héroïquement en Autriche, dans le Tyrol, dans la Pologne, en Dalmatie, en Italie, en Portugal, en Espagne, en Belgique.

Poniatowski arrêtait, avec douze mille hommes, une armée de quarante mille hommes, commandée par l'archiduc Ferdinand; obligé bientôt après d'évacuer Varsovie, il alla prendre position sur la rive droite de la Vistule, entre Berg et Praga. Dans plusieurs affaires meurtrières, les Autrichiens essuyèrent de grandes pertes. Mais, déjà la Russie préludait à la rupture du traité de Tilsitt: elle n'envoya que quinze mille hommes au lieu de cent cinquante mille, qu'elle avait promis. La Prusse avait organisé sourdement des bandes de paysans, et l'insurrection éclata sur tous les points.

André Hofer avait soulevé tout le Tyrol; l'insurrection y éclata le 8 avril; les Tyroliens se ruèrent sur les Bavarois, et les Français, à Inspruck; ils firent près de six mille prisonniers. Le fanatique Hofer entra solennellement dans la ville d'Inspruck, entre deux moines; on promena la statue de la vierge sur un char attelé de quatre chevaux blancs. Bientôt, le soulèvement s'étendit à la Valteline, et les Montagnards s'avancèrent jusqu'à vingt lieues de Milan.

Le maréchal Lefebvre fut chargé de vaincre cette insurrection, et les Bavarois, qui avaient à venger leurs camarades égorgés, se livrèrent à de cruelles représailles.

En Italie, le prince Eugène luttait héroïquement contre des forces trois fois plus nombreuses que celles qu'il commandait. Il écrasa, sur les bords de la Piave, l'armée de l'archiduc.

Marmont, à la tête d'un corps de dix mille hommes, tenait tête aux ennemis, commandés par Stoichewitz, un des lieutenants de l'archiduc Jean. Deux bataillons du 48e régiment, sous les ordres du colonel Gambin, reprirent Gratz, après une lutte acharnée et assurèrent la jonction de Marmont et de Broussier. L'empereur, juste admirateur de cet immortel fait d'armes, fit graver, sur l'aigle du 48e régiment : UN CONTRE DIX.

Glorieuse inscription, qu'eussent enviée les guerriers de Sparte et de Rome.

Marmont avait rejoint, avec le 11e corps, la grande armée, dans l'île de Lobau, le 1er juillet.

L'Autriche et la Prusse fomentaient l'insurrection, qui prenait chaque jour des proportions gigantesques. La coalition, rassurée par l'issue de la bataille d'Essling, attendait qu'une grande bataille décidât du sort de la France et de ses ennemis.

Cependant, l'armée westphalienne avait chassé les Autrichiens de Leipsick et de Dresde. Napoléon, qui voulait appeler auprès de lui l'armée d'Italie, or-

donna au prince Eugène de marcher contre l'archiduc, qui évacua Kormond et se dirigea sur Raab, où il trouva son frère l'archiduc palatin à la tête d'un corps hongrois. Eugène attaqua les ennemis le 14 juin et remporta une victoire complète.

Ce triomphe fut pour la grande armée le signal de quitter l'île Lobau et de marcher contre les Autrichiens. Napoléon, dans le palais de Schœnbrunn, avait préparé le plan d'une affaire décisive. Le 1er juillet, le chef de bataillon Pelet s'empara de l'île du Moulin ; les divers corps reçurent ordre de rejoindre la grandre armée, qui forma un effectif de cent cinquante mille hommes, avec quatre cents pièces de canon. L'armée passa le fleuve dans la nuit du 4 au 5 juillet, et au lever du soleil elle se déployait dans les plaines de Marchfeld, où allait se décider une seconde fois le sort de la monarchie autrichienne. La bataille de Wagram trancha la question le 6 juillet; jamais victoire ne fut plus décisive. Tous les maréchaux, généraux et soldats firent des prodiges de valeur, et Napoléon déploya toutes les ressources de son génie. Masséna, Macdonald, Oudinot et Marmont eurent une grande part à ce triomphe. Les dernières ressources de l'Autriche étaient épuisées : l'empereur François II demanda la paix, qui fut signée le 14 octobre, au palais de Schœnbrunn, où Napoléon était venu s'établir. Mais cette paix n'avait fait qu'exaspérer les vaincus ; et dans cette résidence même de Schœnbrunn, Napoléon put se convaincre de l'énergie des passions fanatiques, qui s'éveillaient en Allemagne.

Voici, sur la tentative du jeune Stabs, le récit d'un ami de l'empereur et qui était sur les lieux (1) :

« Cependant la paix traînait en longueur, les négociations n'avançaient pas, et l'Allemagne souffrait toujours. Un jeune homme, égaré par un amour aveugle de la patrie, forma le dessein de la délivrer de celui qu'il regardait comme la cause de ses maux. Il se présenta à Schœnbrunn le 23 octobre, pendant que les troupes défilaient. J'étais de service, Napoléon était placé entre le prince de Neufchâtel et moi. Ce jeune homme, nommé St... (Stabs), s'avança vers l'empereur. Berthier, s'imaginant qu'il venait présenter une pétition, se mit au-devant et lui dit de me la remettre. Il répondit qu'il voulait parler à Napoléon. On lui dit encore que, s'il avait quelques communications à faire, il fallait qu'il s'adressât à l'aide de camp de service. Il se retira quelques pas en arrière, en répétant qu'il ne voulait parler qu'à Napoléon. Il s'avança de nouveau et s'approcha de très-près. Je l'éloignai, et lui dis en allemand qu'il eût à se retirer; que, s'il avait quelque chose à demander, on l'écouterait après la parade. Il avait la main droite enfoncée dans la poche de côté, sous sa redingote ; il tenait un papier, dont l'extrémité était en évidence. Il me regarda avec des yeux qui me frappèrent; son air décidé me donna des soupçons. J'appelai un officier de gendarmerie qui se trouvait là ; je le fis arrêter et conduire au château. Tout le monde était occupé de la parade ; personne ne s'en aperçut. On vint bientôt m'annoncer qu'on avait trouvé un énorme couteau de cuisine sur St.... Je prévins Duroc ; nous nous rendîmes tous au lieu où il avait été conduit. Il était assis sur un lit, où il avait étalé le portrait d'une jeune femme, son portefeuille et une bourse, qui contenait quelques vieux louis d'or. Je lui demandai son nom. — Je ne puis le dire qu'à Napoléon. — Quel usage vouliez-vous faire de

(1) *Mémoires du général Rapp*, chap. XIX.

ce couteau ? — Je ne puis le dire qu'à Napoléon. — Vouliez-vous vous en servir pour attenter à sa vie? — Oui, Monsieur. — Pourquoi ? — Je ne puis le dire qu'à lui seul. — J'allai prévenir l'empereur de cet étrange événement : il me dit de faire amener ce jeune homme dans son cabinet. Je transmis ses ordres et je remontai. Il était avec Bernadotte, Berthier, Savary et Duroc. Deux gendarmes amenèrent St... les mains liées derrière le dos. Il était calme; la présence de Napoléon ne lui fit pas la moindre impression. Il le salua cependant d'une manière respectueuse. L'empereur lui demanda s'il parlait français. Il répondit avec assurance : — Très-peu. — L'empereur me chargea de lui faire, en son nom, les questions suivantes :

« D'où êtes-vous? — De Naumbourg. — Quel était votre père? — Ministre protestant. — Quel âge avez-vous? — Dix-huit ans. — Que vouliez-vous faire de votre couteau? — Vous tuer. — Vous êtes fou, jeune homme; vous êtes illuminé. — Je ne suis pas fou; je ne sais pas ce que c'est qu'illuminé. — Vous êtes donc malade? — Je ne suis pas malade, je me porte bien. — Pourquoi vouliez-vous me tuer? — Parce que vous faites le malheur de mon pays. — Vous ai-je fait quelque mal? — Comme à tous les Allemands? — Par qui êtes-vous envoyé? Qui vous pousse à ce crime? — Personne; c'est l'intime conviction, qu'en vous tuant, je rendrai le plus grand service à mon pays et à l'Europe, qui m'a mis les armes à la main. — Est ce la première fois que vous me voyez? — Je vous ai déjà vu à Erfurth, lors de l'entrevue. — N'avez-vous pas eu l'intention de me tuer alors? — Non; je croyais que vous ne feriez plus la guerre à l'Allemagne; j'étais un de vos grands admirateurs. — Depuis quand êtes-vous à Vienne? — Depuis dix jours. — Pourquoi avez-vous attendu si longtemps pour exécuter votre projet? — Je suis venu à Schœnbrunn il y a huit jours avec l'intention de vous tuer; mais la parade venait de finir. J'avais remis l'exécution de mon dessein à aujourd'hui. — Vous êtes fou, vous dis-je, ou vous êtes malade. — Ni l'un ni l'autre. — Qu'on fasse venir Corvisart. — Qu'est-ce que Corvisart? — C'est un médecin, lui répondis-je. — Je n'en ai pas besoin. » Nous restâmes sans rien dire jusqu'à l'arrivée du docteur. St... était impassible; Corvisart arriva. Napoléon lui dit de tâter le pouls du jeune homme; il le fit. « N'est-ce pas, Monsieur, que je ne suis point malade? — Monsieur se porte bien, répondit le docteur, en s'adressant à l'empereur. — Je vous l'avais bien dit, reprit St... avec une sorte de satisfaction.

Napoléon, embarrassé de tant d'assurance, recommença ses questions : Vous avez une tête exaltée; vous ferez la perte de votre famille. Je vous accorderai la vie si vous demandez pardon du crime que vous avez voulu commettre et dont vous devez être fâché. — Je ne veux pas de pardon; j'éprouve le plus vif regret de n'avoir pu réussir. — Diable! il paraît qu'un crime n'est rien pour vous. — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est ce portrait qu'on a trouvé sur vous? — Celui d'une jeune personne que j'aime. — Elle sera bien affligée de votre aventure! — Elle sera affligée de ce que je n'ai pas réussi; elle vous abhorre autant que moi. — Mais enfin, si je vous fais grâce, m'en saurez-vous gré? — Je ne vous en tuerai pas moins. » Napoléon fut stupéfait. Il donna ordre d'emmener le prisonnier. Il s'entretint quelque temps avec nous et parla beaucoup d'illuminés. Le soir, il me fit demander et me dit : « Savez-vous que l'événement d'aujourd'hui est extraordinaire! il y a dans tout cela des menées de Berlin et de Weimar. » Je repoussai ces soupçons. « Mais les femmes sont

capables de tout. — Ni homme ni femme de ces deux cours ne concevront jamais de projet si atroce. — Voyez leur affaire de Schill. — Elle n'a rien de commun avec un pareil crime. — Vous avez beau dire, Monsieur le général, on ne m'aime ni à Berlin ni à Weimar. — Cela n'est pas douteux ; mais pouvez-vous prétendre qu'on vous aime dans ces deux cours? et parce qu'on ne vous aime pas, faut-il vous assassiner?.... Le départ de Schœnbrunn était fixé au 27 octobre. Napoléon se leva à cinq heures du matin et me fit appeler. Nous allâmes à pied sur la grand'route voir passer la garde impériale, qui partait pour la France. Nous étions seuls. Napoléon me parla encore de St... : « Il n'y a pas d'exemple qu'un jeune homme de cet âge, Allemand, protestant et bien élevé, ait voulu commettre un pareil crime. Sachez comment il est mort. »

Stabs avait été exécuté à sept heures du matin, le 27, sans avoir rien pris depuis le jeudi 24, qu'on lui avait offert à manger. Il avait refusé, attendu, disait-il, qu'il avait encore assez de force pour marcher au supplice. On lui annonça que la paix était faite. Cette nouvelle le fit tressaillir. Son dernier cri fut :

« *Vive la liberté! vive l'Allemagne! mort à mon tyran.* »

Cette affaire impressionna profondément Napoléon et lui apprit que le patriotisme dégénère parfois en une exaltation surhumaine qui met le poignard aux mains les plus faibles. Le cabinet de Vienne, qui avait intérêt à faire traîner les négociations en longueur, soulevait chaque jour de nouvelles difficultés. L'armée française avait reçu l'ordre de se tenir prête à recommencer les hostilités, lorsque le traité de Vienne fut enfin signé dans la nuit du 14 juillet.

Le 15, l'empereur partit pour Munich, où il reçut l'échange des ratifications le 19.

Jamais, dit M. de Norvins, aucune paix ne ressembla tant à la guerre.

Le 26, Napoléon était à Fontainebleau.

Jamais potentat ne s'était vu à un plus haut point de gloire et de puissance, et pourtant il y avait un grand vide dans le cœur de l'empereur : il désirait ardemment un fils, et l'impératrice Joséphine ne lui laissait plus d'espérances pour perpétuer sa dynastie. Le mot de *divorce* fut secrètement prononcé; il eut soin de laisser répandre cette idée, qu'il affecta pourtant de démentir. Joséphine lui disputa le terrain pied à pied : elle était universellement aimée ; on la nommait la bonne étoile de l'empereur. Sa chute fut néanmoins prononcée. La raison d'État étouffa les affections du cœur. Le prince Eugène Beauharnais fut chargé d'annoncer la fatale nouvelle à l'impératrice, qui la reçut avec résignation.

Napoléon appela dans son cabinet les princes et princesses de la famille impériale, Cambacérès, archichancelier de l'empire, et le secrétaire de l'état civil de sa maison. Il leur fit la communication suivante le 15 décembre 1809 :

« ..... L'intérêt de mes peuples, qui a constamment guidé toutes mes actions,
« veut qu'après moi je laisse à des enfants, héritiers de mon amour pour la
« France, ce trône où la Providence m'a placé. Cependant, depuis plusieurs an-
« nées, j'ai perdu l'espérance d'avoir des enfants de mon mariage avec ma bien-
« aimée épouse l'impératrice Joséphine : c'est ce qui me porte à sacrifier les
« plus douces affections de mon cœur, à n'écouter que le bien de l'État et à
« vouloir la dissolution de notre mariage. Parvenu à l'âge de quarante ans, je
« puis concevoir l'espérance de vivre assez pour élever dans mon esprit et dans
« ma pensée les enfants qu'il plaira à la Providence de me donner... Ma bien-

« aimée épouse a embelli quinze ans de ma vie... elle a été couronnée de ma « main... Je veux qu'elle conserve le rang et le titre d'impératrice... »

L'impératrice Joséphine prit ensuite la parole :

« Je me plais, répondit-elle, à donner à notre auguste et cher époux la plus « grande preuve d'attachement et de dévouement qui ait jamais été donnée sur « la terre ; je tiens tout de ses bontés ; c'est sa main qui m'a couronnée, et, du « haut de ce trône, je n'ai reçu que des témoignages d'affection et d'amour du « peuple français. Je crois reconnaître tous ces sentiments en consentant à la « dissolution d'un mariage qui, désormais, est un obstacle au bien de la France, « qui la prive du bonheur d'être un jour gouvernée par les descendants d'un « grand homme, évidemment suscité par la Providence pour effacer les maux « d'une terrible révolution et pour rétablir l'ordre social. »

Le Sénat fut convoqué pour le lendemain 16 ; le divorce fut approuvé par un sénatus-consulte, et il ne resta plus à Joséphine d'autres consolations que les sympathies de ses nombreux amis, et la résignation de son âme aussi forte que généreuse.

« Dès que ce divorce fut prononcé (1), toute l'Europe eut les yeux fixés sur la France, et l'on formait mille conjectures pour savoir quelle serait la souveraine qui viendrait y régner. Le duc de Rovigo (Savary) fut envoyé en Russie pour faire la demande d'une sœur de l'empereur Alexandre. Cette négociation paraissait même sur le point de réussir, quand l'impératrice douairière la fit échouer, en déclarant formellement que jamais elle ne consentirait à cette alliance. Le public cherchait encore dans les diverses cours de l'Europe quelle princesse pouvait être destinée à porter la couronne de France, quand on apprit que Napoléon avait obtenu celle à qui personne n'avait songé, une princesse du sang d'Autriche, une petite-nièce de Marie-Antoinette.

« Le prince de Neufchâtel (Berthier), qui avait négocié ce mariage, reçut à Vienne la bénédiction nuptiale, comme chargé de la procuration de l'empereur, et bientôt la route de Strasbourg fut couverte de voitures qui conduisaient la maison de la nouvelle impératrice à Brawnau, où elle devait congédier la sienne.

« Marie-Louise avait alors dix-huit ans et demi. Une taille majestueuse, une démarche noble, beaucoup de fraîcheur et d'éclat, des cheveux blonds qui n'avaient rien de fade, des yeux bleus, mais animés ; une main et un pied qui auraient pu servir de modèles ; un peu trop d'embonpoint peut-être, défaut qu'elle ne conserva pas longtemps en France : tels étaient les avantages qu'on remarqua d'abord en elle. Rien n'était plus gracieux, plus aimable que sa figure, quand elle se trouvait à l'aise dans l'intimité, ou au milieu de personnes avec lesquelles elle était particulièrement liée ; mais dans le grand monde, et surtout dans les premiers moments de son arrivée en France, sa timidité lui donnait un air d'embarras que l'on prenait mal à propos pour de la hauteur. Elle avait reçu une éducation très-soignée ; ses goûts étaient simples, son esprit cultivé. Elle s'exprimait en français presque avec autant d'aisance que dans sa langue maternelle. Calme, réfléchie, bonne et sensible, quoique peu démonstrative, elle avait tous les talents agréables, aimait à s'occuper et ne connaissait pas l'ennui. Nulle femme n'aurait pu mieux convenir à Napoléon. Douce et pai-

(1) *Mémoires pour servir à un homme célèbre*, attribués à Mouner, un des secrétaires de l'Empereur.



Le maréchal Victor le lendemain de la bataille de Montereau.



sible, étrangère à toute espèce d'intrigue, jamais elle ne se mêlait des affaires publiques, et elle n'en était instruite le plus souvent que par la voie des journaux. Pour mettre le comble au bonheur de Napoléon, le destin voulut que cette jeune princesse, qui aurait pu ne voir en lui que le persécuteur de sa famille, l'homme qui l'avait obligée deux fois à fuir de Vienne, se trouvât flattée de captiver celui que la renommée proclamait comme le héros de l'Europe, et éprouvât bientôt pour lui le plus tendre attachement.

« La princesse arriva : son abord n'eut rien de triste ni de lugubre ; elle se montra gracieuse envers tout le monde, et elle eut le talent de plaire presque généralement. Elle ne quitta pas les personnes qui l'avaient accompagnée de Vienne sans un profond attendrissement ; mais elle s'en sépara avec courage. Au moment où elle monta dans la voiture qui devait la conduire à Munich, le grand-maître de sa maison, vieillard presque septuagénaire, éleva ses mains vers le ciel et l'implora pour sa jeune maîtresse. En la bénissant, comme aurait fait un père, ses yeux annonçaient une âme pleine de grandes pensées, et aussi occupée de vagues et noirs pressentiments que de tristes souvenirs. Ses larmes en arrachèrent à tous les témoins de cette scène attendrissante.

La princesse Caroline, alors reine de Naples, chargée par l'empereur d'organiser la maison de sa belle-sœur, se crut, dès qu'elle la vit, destinée à prendre sur elle un très-grand ascendant. Avec une conduite plus adroite, elle l'eût peut-être obtenu. On a dit de cette princesse qu'elle avait la tête de Cromwel sur le corps d'une jolie femme. Née avec un grand caractère, une tête forte, de grandes idées, un esprit souple et délié, de la grâce, de l'amabilité, séduisante au-delà de toute expression, il ne lui manquait, pour dominer, que de savoir mieux cacher son amour pour la domination.

Dès le premier instant qu'elle vit la princesse d'Autriche, elle crut avoir deviné son caractère et se trompa complètement. Elle prit sa timidité pour de la faiblesse, son embarras pour de la gaucherie : elle crut n'avoir qu'à commander, et aliéna d'elle un cœur qui ne demandait qu'à la chérir.

Le premier sacrifice qu'elle en exigea fut celui de madame de Lajeski, grande-maîtresse de sa maison, qu'on renvoya de Munich, sous prétexte que cette dame, accoutumée à accaparer toute la faveur de sa jeune maîtresse, n'en laisserait plus à la nouvelle dame d'honneur, madame de Montebello, ainsi qu'aux autres dames qui composaient la maison de la nouvellle impératrice. Avec madame de Lajeski, partit aussi un petit chien qui était fort attaché à Marie-Louise, et qu'on renvoya sous prétexte que ceux de Joséphine avaient souvent paru insupportables à l'empereur.

La nouvelle impératrice marchait à petites journées, et une fête lui était préparée dans chaque ville où elle passait. A Munich, on lui remit une lettre de Napoléon, et les choses avaient été arrangées de manière que tous les matins, à son lever, un page, arrivant de Paris, lui en apportait une nouvelle. Elle y répondait avant son départ, et un page repartait pour la capitale de France avec la réponse. Ce commerce épistolaire dura pendant tout le voyage qui fut de quinze jours, et l'on remarqua que Marie-Louise lisait chaque jour, avec plus d'intérêt, les billets doux qui lui étaient remis. Elle les attendait avec impatience, et si quelque circonstance retardait l'arrivée du courrier, elle demandait à plusieurs reprises quel obstacle avait pu l'arrêter.

Napoléon, de son côté, brûlait du désir de voir sa jeune épouse. Sa fierté

était plus flattée de ce mariage que de la conquête d'un empire ; et ce qui le charmait encore davantage, c'est qu'il savait que Marie-Louise y avait consenti volontairement, et non en princesse qui se sacrifie à des intérêts politiques. On l'entendit plusieurs fois maudire le cérémonial et les fêtes qui retardaient une entrevue si désirée. Cette entrevue devait avoir lieu à Soissons, où un camp avait été formé pour la réception de la nouvelle impératrice. Ne pouvant modérer son impatience, l'empereur s'y rendit vingt-quatre heures avant l'arrivée de son épouse ; et dès qu'il apprit qu'elle n'en était plus qu'à dix lieues, il partit avec le roi de Naples pour aller au-devant d'elle. Les deux voitures se rencontrèrent à quatre lieues de Soissons : l'empereur descendit de la sienne ; on ouvrit la portière de celle de l'impératrice, et il s'y précipita plutôt qu'il n'y monta. Cette princesse possédait un portrait de Napoléon que lui avait remis le prince de Neufchâtel, et elle l'avait regardé si souvent, que ses traits lui étaient devenus familiers : elle le reconnut donc sans l'avoir jamais vu. Aux premiers compliments succéda un instant d'examen et de silence, que l'impératrice rompit la première d'une manière flatteuse pour l'empereur, en lui disant : Sire, votre portrait n'est point flatté. Il l'était pourtant, mais déjà elle le voyait avec des yeux prévenus en sa faveur. Quant à Napoléon, il dit hautement à tout le monde qu'il la trouvait charmante. On ne s'arrêta que quelques instants à Soissons, où pourtant il avait été décidé qu'on coucherait, et l'on se rendit à Compiègne, où l'on arriva le soir. Peu de personnes ont pu savoir que l'empereur passa cette nuit avec sa nouvelle épouse. Peu en effet furent dans la confidence, parce que cela était contraire à l'étiquette. Du reste aucun scrupule de conscience ni de morale ne s'y opposait, puisque le mariage avait été valablement célébré à Vienne, et que la cérémonie qui devait avoir lieu à Paris, n'en était que la ratification.

Napoléon était alors âgé de quarante et un ans. Dans sa jeunesse il était fort maigre, avait le teint olivâtre, la figure longue, les yeux couverts, et portait ses cheveux coupés en oreilles de chiens ; enfin l'ensemble de sa physionomie n'était rien moins qu'agréable. Les années dont chacune, à l'expiration de notre printemps, emporte avec elle quelqu'un de nos agréments, loin de produire cet effet sur lui, n'avaient causé qu'un changement favorable. Son embonpoint faisait paraître sa figure plus arrondie et sa peau plus blanche. Ses yeux avaient pris de l'éclat, et sa physionomie de la noblesse par l'habitude du pouvoir. Il avait d'ailleurs la main, la jambe et le pied taillés sur le moule le plus parfait, et la princesse remarqua d'elle-même ce dernier avantage.

Le 31 mars, l'empereur et l'impératrice firent leur entrée dans Paris, au milieu du concours de toute la population. Le cardinal Fech leur donna la bénédiction nuptiale dans une salle de la galerie du Louvre. Le 17 avril, l'empereur partait de Compiègne pour aller visiter Cambrai, Bruxelles, Anvers.

Un événement de sinistre augure avait troublé les fêtes de l'hyménée impériale. L'hôtel où le prince de Schwartzemberg donnait un bal à la fille de l'empereur d'Autriche fut dévoré par un incendie ; une belle-sœur de l'ambassadeur y périt et l'impératrice elle-même courut quelque danger ; Napoléon l'emporta dans ses bras. Ce sinistre, qui rappelait les malheurs arrivés sur la place Louis XV à l'époque du mariage de Marie-Antoinette, impressionna vivement Marie-Louise.

L'opinion publique blâmait hautement Napoléon d'avoir divorcé, et le peuple

des campagnes, surtout, conservait de profondes sympathies pour Joséphine, On dit même qu'à cette époque il y eut de sombres pressentiments des malheurs qui allaient accabler la France.

Louis, roi de Hollande, menacé par l'Angleterre, et ne pouvant plus remplir son rôle de manière à sauvegarder les intérêts du peuple batave, abdiqua le 3 juillet en faveur de son fils Napoléon réunit la Hollande à l'empire.

Bernadotte, enfant de la révolution et un des plus habiles généraux de la France fut appelé au trône de Suède, par une délibération des Etats. Napoléon donna son consentement : le roi Charles XIII l'adopta pour son fils, et le 1er novembre, l'ancien soldat de 1793 prêta serment en sa qualité de prince de la couronne de Suède.

Napoléon était au faîte de sa grandeur. Toutes les puissances du continent, écrasées par le glaive de la France, jouissaient d'une paix momentanée. Mais l'empire avait encore à lutter contre l'Espagne, dont le patriotisme s'attachait comme un ver rongeur au trône de Napoléon. La *guerre au couteau*, ainsi que l'avait annoncé le vaillant Palafox, sur les ruines fumantes de Saragosse, la *guerre au couteau* continuait sur tous les points. Les Anglais reparaissaient dans la Péninsule, plus forts que jamais. Suchet avait battu Blake à Belchite (18 juillet 1809). Victor combattit Wellington à Talavera (28 juillet), mais avec un succès indécis. Vannegas fut battu à Almonacid par Sébastiani (21 août), et la bataille d'Ocana (21 novembre) rendit Mortier maître de l'Andalousie. L'arrivée de renforts, que la paix de Vienne avaient rendus disponibles contribua puissamment à ce succès et à ceux qui furent remportés encore par Kellermann, deux jours après (23 novembre), à Alba de Tormès, par Augereau, à Girone, dont il s'empara, après cinq mois de siége (10 décembre). En Portugal, nous avions repris Oporto (27 mars), et les Anglais y étaient rentrés six semaines après (10 mai). Pendant que l'Espagne se défendait ainsi, ses possessions d'Amérique se soulevaient à son exemple, mais pour ne plus lui revenir. La fin de la campagne de 1809 avait refoulé l'insurrection dans la Sierra Morena et dans les places fortes qui protégent le revers méridional des Pyrénées. Le maréchal Soult, au midi, occupa Baylen, Cordoue, Séville, et réduisit l'insurrection à s'enfermer dans Cadix, dont le siége fut commencé immédiatement. Ainsi, s'ouvrit de ce côté la campagne de 1810. Au nord, le général Souham battait O'Donnell à Vich (7 février), et le maréchal Suchet s'emparait de Lérida (13 mai) et de Mequinenza, après avoir encore battu O'Donnell (23 mars). Badajoz était pris le 10 du même mois; Astorga tombait sous nos coups le 6 mai. En Portugal, Masséna s'emparait d'Almeïda (27 août) et poursuivait Wellington jusqu'à Busaco, lieu fatal à nos armes, et où l'*enfant chéri de la victoire* essuya des pertes. Il n'en était que plus animé contre le flegmatique général anglais, qui continuait sa marche sur Lisbonne, dont il voulait couvrir les approches. Il se montra encore inabordable dans les lignes formidables de Torres Vedras, et alors l'armée de Portugal dut à son tour se mettre en retraite. En même temps, des Cortès s'assemblaient à Cadix (28 septembre), pour donner de l'unité à l'action des juntes provinciales et centraliser les forces de l'insurrection. L'Angleterre ne cessait de la soutenir par des envois de subsides, de renforts, d'armes, de munitions. A l'aide de ces secours, la guerre se maintint pendant l'année 1811, avec des succès divers, mais jamais décisifs, comme dans les années précédentes. Seulement les hostilités avaient pris un caractère de fureur et d'acharne-

ment beaucoup plus marqué. Rien n'en pouvait finir avec ces guérillas, qui sortaient du sol et paraissaient indestructibles comme le sol même. Une bataille gagnée, une ville prise, coûtaient des pertes énormes et l'on se trouvait affaibli d'autant, sans avoir rien résolu pour l'avenir. On continuait le siége de Cadix, où les Cortès étaient venues installer un gouvernement, comme pour mieux braver l'impuissance des Français. Suchet prenait Tortose (2 janvier). Olivenza subissait le même sort (22 janvier). On battait les Espagnols à la Sebora (19 février), et Badajoz était pris (10 mars) par le maréchal Mortier, après une énergique résistance de deux mois. Les batailles de Barrosa et de Fuentes de Onara contre les Anglais, unis aux Espagnols, étaient sanglantes, mais restaient indécises, ou plutôt la dernière empêchait Masséna de secourir Almeïda. Des efforts surhumains n'aboutissaient qu'à nous conserver, en Espagne, une fortune errante et qui ne pouvait prendre pied nulle part.

En revanche, nous perdions complétement le Portugal. Une seule place nous y restait, Almeïda. Le général Brennier, cerné dans cette place par une armée anglo-espagnole de quarante mille hommes, et averti qu'il ne pouvait pas être secouru par l'armée française, ne voulut pas rendre la place, mais résolut d'en sortir en se frayant un passage à travers l'ennemi. Il fit détruire tous les approvisionnements, enclouer les canons, miner les fortifications, et quand le feu eut été mis aux mèches, il sortit à onze heures du soir, culbuta l'ennemi à coups de baïonnette et parvint à rejoindre Masséna (11 mai).

Badajoz avait été plus heureux. Réassiégé par Wellington, il avait pu lui échapper. Tarragone était prise (28 juin) par Suchet, après cinq assauts et contre une garnison de dix-huit mille hommes, dont seize mille furent massacrés, tant il y avait de fureur. Suchet, fait maréchal, mit encore le siége devant Sagonte, battit le général Blake, qui venait secourir la place et réduisit celle-ci à capituler. Une histoire militaire spéciale peut seule ne pas s'égarer dans ce dédale d'opérations, cent fois faites et toujours à refaire, de villes prises et reprises, de batailles perdues et gagnées. Soult au midi, Suchet au nord. sont du côté des Français les deux héros de cette guerre. Marmont y commet des fautes. Il perd la bataille des Aropiles et il est enfin remplacé par Clausel. Les divisions des chefs, leurs jalousies, contribuent pour beaucoup à frapper de stérilité les avantages que chacun d'eux obtient dans son coin, et à préparer leurs revers. Napoléon aurait pu et dû venir se mettre à la tête de cette guerre. Mais l'Espagne ne lui avait pas porté bonheur, et d'ailleurs d'autres soins l'absorbaient (1).

Ses mains puissantes avaient peine, au milieu du calme de la paix continentale, à maintenir en Europe un état que la guerre avait imposé et qui craquait de toutes parts. Il avait réuni la Hollande à l'empire, pour être plus sûr que le régime devant lequel le roi Louis avait reculé, lui serait appliqué dans toute sa rigueur. Il avait réuni le Valais, les villes anséatiques, et partout cette vaste intelligence était absorbée dans le soin de poursuivre et de faire brûler les marchandises anglaises. L'Angleterre en souffrait, l'état de paix ne lui permettant plus d'entreprendre la fourniture générale des armées de l'Europe. Mais tous les peuples étouffaient dans les liens de ce blocus continental, qui avait supprimé leurs échanges et fermé tous leurs débouchés. Des résistances se préparaient, des résistances forcées et qui n'étaient que les convulsions de l'être

(1) Baude. — *Continuation* d'Anquetil. Chez Garnier frères.

vivant, qui se débat sous une étreinte qui l'oppresse. Plus l'explosion devenait imminente, plus Napoléon redoublait de rigueurs dans l'application. La durée lui manquait ; il voulait devancer le temps.

A Paris on était dans l'attente ; on savait que l'impératrice était enceinte et que le moment de la délivrance approchait. Les royalistes avaient fait courir à ce sujet les bruits les plus absurdes. Enfin, le 20 mars 1811, on apprit que Marie-Louise était en mal d'enfant. Mais laissons parler l'auteur des *Mémoires sur Napoléon*, que nous avons déjà cités :

« Il était sept heures du soir, quand l'impératrice sentit les premières douleurs de l'accouchement. On manda Dubois, chirurgien-accoucheur, qui depuis ce moment ne la quitta plus. Elle passa toute la nuit dans les souffrances, ayant auprès d'elle madame de Montebello, madame de Luçay, madame de Montesquiou, nommée gouvernante de l'enfant qui allait naître ; deux premières dames, mesdames Durand et Ballant, deux femmes de chambre et sa garde, madame Blaise.

L'empereur, sa mère, ses sœurs, et MM. Corvisart et Bourdier étaient dans un salon voisin, et entraient fréquemment dans la chambre, en observant le plus profond silence, pour avoir des nouvelles de l'impératrice. Les douleurs, qui avaient été faibles pendant toute la nuit, se calmèrent tout à fait à cinq heures du matin. Dubois, ne voyant rien qui annonçât un accouchement très-prochain, le dit à l'empereur, qui renvoya tout le monde et alla lui-même se mettre au bain. Il ne resta, dans la chambre de l'impératrice, que Dubois et les dames que j'ai nommées. Les autres femmes, attachées à son service intérieur, étaient réunies dans son cabinet de toilette.

« L'impératrice, accablée de fatigue, dormit environ une heure ; de vives douleurs l'éveillèrent : elles augmentèrent toujours, sans amener la crise exigée par la nature ; et Dubois acquit la triste certitude que l'accouchement serait difficile et dangereux. Il alla trouver l'empereur qui était encore au bain, le pria de venir décider, par sa présence, l'impératrice à souffrir avec courage, et ne lui cacha point qu'il craignait de ne pouvoir sauver en même temps la mère et l'enfant.

« — *Ne pensez qu'à la mère*, s'écria vivement Napoléon, *donnez-lui tous vos* « *soins.* »

« On a prétendu que Dubois lui avait demandé s'il devait sauver la mère ou l'enfant, et que l'empereur lui avait répondu :

« — *Vous ne devez pas me faire cette question : agissez comme vous le devez,* « *comme vous le feriez pour la femme d'un bourgeois de la rue Saint-* « *Denis.* »

« Cette version est inexacte, et celle que je viens de donner est la seule véritable. Je la tiens de M. Dubois lui-même.

« Napoléon permit à peine qu'on l'essuyât, et courut chez l'impératrice, après avoir donné ordre qu'on avertît tous ceux qui devaient s'y trouver. Il l'embrassa tendrement, et l'exhorta au courage et à la patience. Corvisart et Bourdier, médecins, et Yvan, chirurgien, arrivèrent en ce moment et tinrent Marie Louise. L'enfant naquit par les pieds, et Dubois fut obligé de recourir aux fer pour lui dégager la tête. Le travail dura vingt-six minutes et fut très-douloureux. L'empereur n'y put rester plus de cinq minutes. Il lâcha la main de l'impératrice, qu'il tenait entre les siennes, et se retira dans le cabinet de toilette,

pâle comme la mort et paraissant hors de lui. Presqu'à chaque minute, il envoyait une des femmes qui s'y trouvaient, pour lui rapporter des nouvelles. Enfin l'enfant naquit, et dès qu'il en fut instruit, il vola près de son épouse et la serra de nouveau dans ses bras. On fit entrer Cambacérès, qui, comme archichancelier de l'empire, devait constater la naissance et le sexe de l'enfant. Le prince de Neufchâtel, quoique sans titre pour s'y trouver, l'y suivit, poussé par son zèle et son attachement. L'enfant resta sept minutes sans donner aucun signe de vie, et sa figure était presque aussi noire qu'un chapeau.

« Napoléon jeta les yeux sur lui un instant, le crut mort, ne prononça pas une parole à ce sujet, et ne s'occupa que de l'impératrice. On souffla quelques gouttes d'eau-de-vie dans la bouche de l'enfant; on le frappa légèrement du plat de la main sur tout le corps; on le couvrit de serviettes chaudes. Enfin il poussa un cri, et l'empereur vint embrasser ce fils dont la naissance était pour lui le comble du bonheur et le dernier bienfait de la fortune, qui ne devait pas tarder à l'abandonner.

« Cette scène se passait en présence de vingt-deux personnes, qu'il est à propos de nommer ici pour mieux constater l'authenticité des détails dans lesquels je viens d'entrer. C'étaient l'empereur, Dubois, Corvisart, Bourdier et Yvan; mesdames de Montebello, de Luçay, de Montesquiou; les six premières dames : mesdames Durand, Ballant, Deschamps, Hureau, Rebusson et Gérard; cinq femmes de chambre : mesdemoiselles Honoré, Barbier, Édouard, Aubert et Geoffroi; la garde, madame Blaise, et deux filles de garde-robe. Je ne parle point du prince Cambacérès, ni du prince de Neufchâtel, parce qu'ils n'entrèrent qu'après la naissance de l'enfant. Cette circonstance démontre l'absurdité de la fable d'une supposition d'enfant. Ce n'est pas en présence de témoins si nombreux qu'elle pouvait avoir lieu, et il faut encore faire attention que, d'un côté, le cabinet de toilette était rempli de toutes les personnes subalternes attachées au service de Marie-Louise, et que, de l'autre, plusieurs salons étaient occupés par une foule d'hommes et de femmes de la cour, qui attendait avec impatience la nouvelle de l'événement important qui se préparait. »

L'empereur se précipita à la porte du salon, et d'une voix que la joie rendait encore plus vibrante, il s'écria :

« *C'est un roi de Rome!* »

« Tout Paris savait que l'impératrice était en travail : or, dès six heures du matin, le jardin des Tuileries était rempli d'une foule de personnes de tout âge et de toutes conditions.

« On était averti que vingt-un coups de canon devaient annoncer la naissance d'une princesse, et qu'il en serait tiré cent un pour célébrer celle de l'héritier du trône.

« Dès que le premier coup se fit entendre, cette multitude, l'instant d'auparavant bruyante et tumultueuse, observa le plus profond silence. Il n'était rompu que par ceux qui comptaient le nombre des coups, en prononçant à demi-voix : un, deux, trois...

« Mais au vingt-deuxième l'enthousiasme éclata de toutes parts, et les cris de joie partis du jardin des Tuileries contribuèrent, autant que le bruit du canon, à porter cette nouvelle dans les autres quartiers de Paris. Napoléon, placé derrière un rideau à une des croisées de la chambre de l'impératrice, jouissait du spectacle de cette ivresse générale et en paraissait attendri.

« Ce n'était pourtant pas lui personnellement qui excitait ces transports d'allégresse : il a toujours inspiré plus d'admiration que d'amour ; mais on regardait l'enfant qui venait de naître comme un gage de paix et de bonheur pour la France.

« Le jeune enfant fut confié à une nourrice d'une constitution saine et robuste, prise dans la classe du peuple. Elle ne pouvait ni sortir du palais, ni recevoir aucun homme. Les précautions les plus sévères avaient été prises à cet égard. »

Madame de Montesquiou fut nommée gouvernante du roi de Rome.

On eût dit que la naissance de l'héritier impérial portait bonheur à Napoléon et à ses armées. L'année 1811 fut en effet une suite presque non interrompue de victoires. Soult et Suchet battirent en Espagne Wellington, Beresford ; et la prise de Murcie termina glorieusement cette campagne. Cependant l'Espagne n'était pas encore vaincue : une armée était à peine écrasée qu'une autre se trouvait réunie sur un autre point. Napoléon était maître de toutes les villes ; mais le peuple toujours armé, plus ardent à la vengeance, occupait les campagnes et se battait héroïquement pour les rois qui l'avaient abandonné, pour les moines qui le ruinaient.

D'un autre côté, l'Angleterre, étouffée dans son île par le blocus continental et se voyant à deux doigts de sa perte, intriguait dans le Nord, et à genoux aux pieds du czar, lui offrait ses trésors en échange du sang de ses soldats. Napoléon n'ignorait pas que des armements considérables se faisaient dans toute l'Europe septentrionale, et le traité de Tilsitt ne lui paraissait plus une garantie suffisante pour se croire en toute sûreté vis-à-vis de la Russie.

Voici une partie du discours qu'il adressa le 16 juin au Corps législatif :

« Les Anglais, dit-il, mettent en jeu toutes les passions : tantôt ils supposent « à la France tous les projets qui peuvent alarmer les autres puissances ; tantôt « ils font un appel à l'amour-propre des nations pour exciter leur jalousie. C'est « la guerre sur toutes les parties du continent qui peut seule assurer leur pros- « périté. Je ne veux rien qui ne soit dans les traités que j'ai conclus. »

Puis, parlant de la guerre d'Espagne :

« L'Angleterre, dit-il, s'est trouvée contrainte à en changer la nature, et « d'auxiliaire elle est devenue partie principale. Cette lutte contre Carthage, « qui paraissait devoir se décider sur le champ de bataille de l'Océan ou au-delà « des mers, le sera donc désormais dans les plaines des Espagnols ! Lorsque « l'Angleterre sera épuisée, qu'elle aura enfin ressenti les maux qu'avec tant de « cruauté elle verse depuis vingt ans sur le continent, que la moitié de ses fa- « milles seront couvertes du voile funèbre, un coup de tonnerre mettra fin « aux affaires de la Péninsule, et vengera l'Europe et l'Asie en terminant cette « *seconde guerre punique.* »

CHAPITRE ONZIÈME

Levée de 100,000 conscrits. — Rupture du traité de Tilsitt. — Un espion russe à Paris. — Le traité de Paris. — L'Empereur emploie les voies de conciliation. — Exigences des puissances européennes. — Napoléon à Dresde. — Il entre en Pologne. — Campagne de Russie. — L'armée passe le Niémen. — Occupe Kowno, Wilna. — Les Russes évitent une bataille générale. — La Diète de Pologne auprès de l'Empereur. — Les Russes incendient leur ville. — Bataille de la Valontina. — Bataille de la Moscowa. — Les Français à Moscou. — Incendie de cette ville. — L'Empereur au Kremlin. — Il quitte Moscou. — État déplorable de l'armée française. — Catastrophe. — L'Empereur quitte l'armée. — Son arrivée à Paris. — Conspiration de Mallet. — Arrivée des débris de l'armée de Russie.

Dans ce discours, l'empereur exprimait hautement sa pensée sur la situation de l'Europe. Il y avait une menace directe contre l'Angleterre, qui comprit que pour elle il n'y avait plus de ressources que dans une nouvelle coalition des puissances du Nord.

Pendant que l'empereur visitait la Hollande dont il croyait avoir fait un port inexpugnable, le cabinet britannique traitait secrètement avec Alexandre : immédiatement la Russie, sous la foi du traité de Tilsitt, réunissait de nombreuses armées dans la Lithuanie.

Napoléon, dont les projets étaient encore impénétrables, ordonna une levée de cent mille conscrits, comme les années précédentes, quoiqu'on fût encore en pleine paix.

C'est que la guerre générale, guerre d'extermination, planait déjà sur l'Europe comme un vautour altéré de sang. Elle éclata tout à coup ; le 19 décembre 1810, l'empereur Alexandre avait ouvert les ports de la Russie aux vaisseaux anglais, rompu à la fois et le traité de Tilsitt et le pacte du blocus continental. En 1811 le colonel Czernicheff, chargé d'affaires du gouvernement moscovite, quitta Paris le 25 février, et Napoléon apprit que cet envoyé, abusant de son caractère, avait acheté à prix d'or et emporté, pour le communiquer à son maître, l'*effectif des armées françaises.* Cet acte de déloyauté donna à Napoléon la mesure de la bonne foi du cabinet moscovite ; il ne pouvait plus éviter la guerre ; il s'y prépara donc, mais sans communiquer ses plans même à ses confidents les plus intimes : il essaya de rattacher l'Autriche à la cause de la France par le traité de Paris, conclu le 14 mars 1812. Le cabinet de Vienne fit, en effet, quelques tentatives auprès d'Alexandre et de Bernadotte, roi de Suède; mais elles échouèrent ; Bernadotte, oubliant sa patrie, s'engagea le 24 mars avec l'empereur de Russie à combattre ses anciens frères d'armes.

M. de Bassano écrivit à Castlereagh le 17 avril pour lui annoncer que la France désirait ardemment maintenir la paix : M. de Bassano déclarait au nom de l'empereur : « renoncer à toute extension du côté des Pyrénées. Elle garan-

« tissait l'intégrité de l'Espagne; la dynastie actuelle devait être déclarée indé-
« pendante, et l'Espagne régie par une constitution nationale. La maison de
« Bragance régnerait en Portugal. Le royaume de Naples resterait au roi Joa-
« chim, et le royaume de Sicile serait garanti à la maison régnante. Par suite
« de ces stipulations, l'Espagne, le Portugal et la Sicile devaient être évacués
« par les troupes françaises et anglaises de terre et de mer. »

Le 23 avril, le ministère anglais répondit qu'il ne pouvait traiter si la dynastie de Ferdinand n'était reconnue en Espagne.

De son côté, la Russie exigea que les armées françaises évacuassent la Prusse et se retirassent derrière le Rhin. Elle avait déjà rassemblé quatre cent mille hommes. A ces formidables préparatifs, l'empereur répondit par un sénatus-consulte qui divisait en trois bans la garde nationale; le premier comprenait les hommes de vingt à vingt-six ans, le second de vingt-six à quarante, le troisième de quarante à soixante. Cent mille hommes du premier ban furent chargés de la garde des frontières, des places fortes et des établissements maritimes. Toute l'armée active reçut ordre de se mettre en marche vers la Pologne.

Le 17 mai, l'empereur était à Dresde avec l'impératrice. Le 20, il envoya au czar M. de Lauriston qui ne fut pas reçu; voici les instructions qu'il chargea M. de Bassano de lui transmettre :

« Il dira que, pressé d'écarter cette querelle des gens de plume, je lui ai
« donné l'ordre de franchir les intermédiaires et de parvenir jusqu'à l'empereur,
« pour obtenir de sa bouche un mot d'explication qui puisse laisser la voie ou-
« verte à notre accommodement; il ajoutera que je suis persuadé que le prince
« Kourakin est allé au delà de ses instructions, etc. »

Le court séjour de Napoléon à Dresde attira dans cette capitale de la Saxe tous les souverains de l'Allemagne. Le roi de Prusse pria l'empereur d'agréer le prince royal pour aide-de-camp; cette offre fut refusée. Cependant M. de Narbonne arriva de Wilna et annonça qu'il ne fallait plus compter sur les négociations.

Napoléon quitta Dresde le 29 mai et arriva à Glogau; le lendemain il entrait en Pologne. A Posen, il reçut une lettre de Bernadotte qui proposait de se joindre à l'armée française si on voulait lui accorder un subside et lui assurer la possession de la Norwège. Napoléon indigné répondit :

« Bernadotte n'est que mon lieutenant; qu'il marche quand ses deux patries
« le lui ordonnent! S'il hésite, qu'on ne me parle plus de cet homme... Je n'a-
« chèterai point un allié douteux aux dépens d'un allié fidèle. »

Tout l'occident sembla refluer vers le nord à la suite de Napoléon, qui, l'œil déjà fixé sur Moscou, conjurait les destins qui l'entraînaient par une force invincible. L'Autriche et la Prusse n'étaient plus que l'ombre d'elles-mêmes : elles auraient en vain refusé leurs chétifs contingents à ces flots d'hommes qui, par la diversité des races et des langues, faisaient de la grande armée comme un résumé du monde. Plus de six cent mille hommes étaient là, présentant un front qui embrassait toute la largeur de l'Europe, depuis l'Adriatique jusqu'aux mers septentrionales. Cent vingt millions d'âmes étaient intéressées, par les liens de la patrie ou de la famille, à la querelle qui allait se vider entre la grande armée et les Moscovites.

Le 19 juin, l'empereur Napoléon apprit à son quartier-général que Lauriston n'avait pu obtenir du cabinet russe ses passeports pour se rendre à Wilna,

et qu'Alexandre avait refusé de lui donner une audience : Napoléon s'écria dans un transport d'indignation :

« Les vaincus prennent le ton des vainqueurs! Ils nous provoquent... Ac-« ceptons comme une faveur l'occasion qui nous fait violence, et passons le « Niémen. »

On se mit en marche, et le 22, après avoir établi son quartier-général à Wilkowski, il adressa la proclamation suivante à la grande armée :

« Soldats !

« La seconde guerre de Pologne est commencée. La première s'est terminée « à Friedland et à Tilsitt. La Russie a juré éternelle alliance à la France et « guerre à l'Angleterre ; elle viole aujourd'hui ses serments : elle ne veut don-« ner aucune explication de cette étrange conduite, que les aigles françaises « n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. La Russie « est entraînée par la fatalité ; ses destins doivent s'accomplir. Nous croirait-elle « donc dégénérés ? Ne sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz ? Elle nous place « entre le déshonneur et la guerre : le choix ne saurait être douteux. Marchons « donc en avant, passons le Niémen, portons la guerre sur son territoire. La se-« conde guerre de Pologne sera glorieuse pour les armées françaises comme la « première ; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie et « mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée depuis cinquante « ans sur les affaires de l'Europe. »

Deux jours après, 27 juin, deux cent mille hommes passèrent le Niémen avec l'empereur aux environs de Kowno. Au moment où il mettait le pied sur l'autre rive, le cheval de Napoléon s'abattit.

« Un Romain reculerait, s'écria l'empereur, qui entrait en campagne avec « quatre cent mille hommes divisés en dix corps d'armée.

Maîtres du Niémen, les Français occupèrent d'abord Kowno : l'empereur rejoignit les avant-postes du prince d'Eckmul et la cavalerie de Murat que suivaient cinq corps d'armée, tenus en arrière sur la droite, et marcha sur Wilna, capitale de la Lithuanie et de la Pologne russe, place de première importance, autour de laquelle l'empereur de Russie avait d'abord voulu concentrer ses troupes.

« Nous allons avoir une bataille qui sera décisive, disaient les généraux. »

Mais Alexandre n'osa pas encore braver la fortune ; il battit en retraite après avoir fait sauter le pont de la Willia et brûlé ses magasins. Napoléon s'arrêta dix-sept jours dans la capitale de la Lithuanie, occupé à créer un gouvernement provisoire pour la province. La diète de Varsovie avait déjà proclamé le 26 juin le rétablissement du royaume de Pologne, et les Français étaient partout accueillis comme des libérateurs. Elle envoya ensuite à Napoléon une députation qui avait à sa tête le sénateur Wibicki. Dans l'adresse qui fut remise alors à l'empereur, il était dit : « que les Polonais n'avaient été soumis ni par « la paix, ni par la guerre, mais par la trahison ; qu'ils étaient donc libres de « droit devant Dieu comme devant les hommes ; qu'aujourd'hui, pouvant l'être « de fait, ce droit devenait un devoir ;... mais que c'était à lui, qui dictait au « siècle son histoire, en qui la force de la Providence résidait, d'appuyer des « efforts qu'il devait approuver : qu'ainsi ils venaient demander à Napoléon le « Grand de prononcer ces seules paroles :

« *Que le royaume de Pologne existe*, et qu'il existerait. »

Napoléon se trouvait pris au dépourvu : ce manifeste contrariait une détermination bien arrêtée ; il fit aux députés de la diète la réponse suivante, qui mécontenta à la fois la grande armée, la France et la Pologne :

« Députés de la confédération de Pologne, j'ai entendu avec intérêt ce que « vous m'avez dit. Polonais, je penserais et agirais comme vous ; j'aurais voté « comme vous dans l'assemblée de Varsovie. L'amour de son pays est le premier « devoir de l'homme civilisé. Dans ma situation, j'ai beaucoup d'intérêts à concilier, beaucoup de devoirs à remplir. J'aime votre nation : pendant seize ans, « j'ai vu vos soldats à mes côtés. J'applaudis à ce que vous avez fait ; j'autorise « ce que vous voulez faire. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour seconder « vos résolutions. Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espérance de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits... Je vous ai tenu le « même langage dès ma première entrée en Pologne : je dois y ajouter que j'ai « garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses domaines. »

Les députés se retirèrent, blessés au cœur, désenchantés de la France et de l'empereur.

Les Russes avaient position dans leur camp retranché de la Drissa protégée par la Dwina. Murat, Macdonald, Ney et Oudinot se rangèrent avec leurs corps sur les bords de cette rivière. Napoléon comptait sur une bataille, mais Alexandre qui, dans une de ses proclamations, avait juré de vaincre ou de mourir dans le camp de la Drissa, partit pour Saint-Pétersbourg, sous prétexte de presser la levée générale. Le général Barclai de Trolly abandonna subitement ce poste pour devancer les Français à Witepsk. Des rencontres sanglantes, mais non décisives, eurent lieu à Ostrowno et aux environs de cette ville, où les corps d'Ostermann et de Palhen furent taillés en pièces. Le 27, l'empereur, qui se trouvait avec l'avant-garde, tailla en pièces dix mille hommes de cavalerie et d'infanterie, après un combat acharné. Les deux armées n'étaient plus séparées que par un ruisseau appelé la Lutchissa : cette fois, Napoléon croyait que les ennemis accepteraient la bataille ; mais ils décampèrent la nuit après un engagement assez sérieux, abandonnant tout le pays entre le Borysthène et la Duna, ainsi que la ville de Witepsk, désertée par tous ses habitants.

Napoléon commençait à entrevoir les véritables difficultés de cette guerre. Fatiguée de poursuivre des fantômes dans l'espace, son armée se démoralisait. En entrant dans Witepsk, il posa son épée sur sa table couverte de cartes et dit :

« Je m'arrête ici. Je veux m'y reconnaître, y rallier, y faire reposer mon « armée et organiser la Pologne. La campagne de 1812 est finie, celle de 1813 « fera le reste. »

Charles XII lui revenait alors en mémoire, et il disait :

« Nous ne voulons pas imiter sa folie. »

Mais Alexandre ne voulait pas permettre cette concentration de l'armée française à Witepsk. Il avait lui-même réuni ses forces et il manœuvrait de manière à nous couper. C'était une chance de bataille qui se présentait, Napoléon voulut la saisir. Il se porta en avant sur Smolensk, et là, voyant au loin s'étendre les colonnes d'une armée russe de cent vingt mille hommes, il s'écria :

« Enfin je les tiens ! »

Il ne tenait encore qu'un fantôme.

Toutefois, il fallut se battre pour entrer dans Smolensk. On canonna la ville jusqu'au soir. La nuit venue, un redoublement de clartés eût pu faire croire que l'ennemi redoublait d'ardeur dans sa défense. Mais ces clartés étaient l'indice de son départ, et les premières lueurs de l'incendie que les Russes laissaient derrière eux, après avoir essuyé des pertes immenses. Le maréchal Davoust, les généraux de division Gudin et Compans et la cavalerie de Murat se mirent à la poursuite de Barclai ; Junot alla se placer derrière l'ennemi, au-delà des défilés de Valontina. Barclai, qui se dirigeait d'abord sur Saint-Pétersbourg, opéra tout à coup sur Moscou pour rejoindre Bragantion. Le maréchal Ney fut envoyé dans cette direction. L'armée russe eût été anéantie si Junot, après avoir passé le Dniéper, eût suivi les ordres de l'empereur ; elle put rejoindre Bragantion et la bataille générale fut encore reculée. Napoléon, toujours inébranlable dans ses desseins, malgré les fautes de ses généraux, résolut de chercher l'ennemi sur la route de Moscou. Le 29, les Français entrèrent dans la ville de Winfrun qu'ils trouvèrent en flammes ; ils sauvèrent plusieurs maisons et des approvisionnements. Enfin, le 5 août, à deux heures, on découvrit l'armée russe, rangée en bataille sur une suite de collines. La redoute de Schwardina, construite en avant sur un mamelon, fut emportée avec toutes ses pièces : on prit position pendant la nuit ; le lendemain, les deux armées se canonnèrent jusqu'à la fin du jour. Les préparatifs étaient terminés. Le 7, l'empereur sortit de sa tente de grand matin, et comme le soleil brillait déjà à l'horizon :

« Voilà un beau soleil, s'écria-t-il, c'est le soleil d'Austerlitz. »

Il donna ensuite aux principaux officiers la proclamation suivante, qui fut lue à chaque compagnie :

« Soldats !

« Voilà la bataille que vous avez tant désirée. Désormais la victoire dépend « de vous ; elle nous est nécessaire ; elle nous donnera de l'abondance, de bons « quartiers, et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Aus« terlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus recu« lée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée ; que l'on dise de vous ; « *Il était à cette grande bataille dans les plaines de la Moscowa !* »

Aussitôt commença la grande lutte connue dans notre histoire sous le nom de bataille de la Moscowa. L'attaque et la défense furent des plus acharnées ; quarante-cinq mille Russes périrent dans cette journée ; nous eûmes neuf mille hommes tués et vingt mille mis hors de combat. Les généraux Planzolle, Lanubère, Romeuf, Mation, Bonami, Compère, Huart, Montbrun et Auguste Caulaincourt. Du côté des Russes, on compta parmi les morts le prince Bragantion, Kontaisoff et les deux généraux Toutchkoff. Le maréchal Ney reçut le titre de *prince de la Moscowa* sur le champ de bataille où il s'était immortalisé par son héroïsme.

Kutusoff, battant en retraite avec les débris de son armée, opposa d'abord une vive résistance à Mojaïsk ; l'empereur croyait qu'il risquerait une seconde bataille, mais, le 14 septembre, il quitta la belle position de Fili sans combattre ; ses soldats, la rage au cœur, traversèrent Moscou sans brûler une amorce et

abandonnèrent la *ville sainte* aux Français, qui aperçurent enfin cette capitale des hauteurs du mont du Salut qui la domine.

« Moscou! Moscou! s'écrièrent nos soldats, » en contemplant avec admiration cette grande cité, moitié asiatique, moitié européenne, couronnée de coupoles dorées qui reluisaient au soleil, et surmontée des cloches de ses huit cents églises.

En entrant dans la ville sainte, les Français trouvèrent les rues et les places désertes; tous les habitants étaient partis, mais il restait des approvisionnements immenses qui rassurèrent Napoléon.

La nuit venue, tous les quartiers flamboyèrent, de toutes les fenêtres s'échappèrent des laves enflammées; Moscou brûlait comme une torche; une multitude de malfaiteurs dont on avait ouvert les cachots s'élancèrent à la voix du gouverneur de Moscou, le féroce Rostopchine, et portèrent les flammes de palais en palais.

Ces troupes errantes d'hommes à figure sinistre sont arrêtées, la torche à la main. On les fusille. Mais l'incendie gagne, gagne encore. Bientôt le Kremlin, en est enveloppé; le Kremlin où l'empereur repose sur des monceaux de poudre et de projectiles. Il en faut sortir, et déjà l'on ne peut plus sortir. La flamme assiége toutes les issues. L'empereur est venu chercher à Moscou son bûcher. Enfin, on découvre une poterne donnant sur des rochers qui plongeaient dans la Moscowa. Napoléon est hors du Kremlin, mais non hors de péril. Il ne suffit pas d'être sorti du vieux château des ducs de Russie et des czars, il faut s'en éloigner. « Une seule rue, dit un témoin oculaire (1), étroite, tortueuse et toute brûlante, s'offrait plutôt comme l'entrée que comme la sortie de cet enfer. L'empereur s'élança à pied et sans hésiter dans ce dangereux passage. Il avança au travers du pétillement de ces brasiers, au bruit du craquement des voûtes et de la chûte des poutres brûlantes et des toits de fer ardent qui croûlaient autour de lui. Ces débris embarrassaient ses pas. La flamme qui dévorait avec un bruissement impétueux les édifices entre lesquels il marchait, dépassant leur faîte, fléchissaient alors sous le vent et se recourbaient sur nos têtes. Nous marchions sur une terre de feu, sous un ciel de feu, entre deux murailles de feu... Nos mains brûlaient en cherchant à garantir notre figure d'une chaleur insupportable, et en repoussant les flammèches qui couvraient à chaque instant et pénétraient nos vêtements. Dans cette inexprimable détresse, et quand une course rapide paraissait notre seul moyen de salut, notre guide, incertain et troublé, s'arrêta. Là se serait peut-être terminée notre vie aventureuse, si des pillards du premier corps n'avaient pas reconnu l'empereur au milieu de ces tourbillons de flammes. Ils accoururent et le guidèrent vers les décombres fumants d'un quartier réduit en cendres dès le matin.

Il arriva enfin au château impérial de Petrowski, dans les cantonnements du prince Eugène.

L'incendie, commencé dans la nuit du 14 au 15 septembre, ne s'arrêta que le 20.

« — Quel effroyable spectacle, s'écria Napoléon! Ce sont eux-mêmes! Tant « de palais! Quelle révolution extraordinaire! quels hommes! Ce sont des « Scythes!... »

(1) Ségur, *Histoire de la Campagne de Russie.*

Le 16, comme l'incendie continuait toujours, ces paroles tombèrent de sa bouche :

« — Ceci nous présage de grands malheurs. »

Il rentra au Kremlin le 18 septembre. Plusieurs tentatives de paix furent vainement faites auprès d'Alexandre. Tout à coup, les Russes, qui battaient en retraite, tournèrent vers le sud. Napoléon comprit le vrai mouvement des ennemis, qu'il fit poursuivre par Murat, Bessières et Poniatowski. Le 13 octobre, la neige commença à tomber ; l'empereur, ne recevant pas de réponse de Saint-Pétersbourg, fit mettre en marche ses différents corps. Le 18, il apprit que les Russes avaient passé la Nara, surpris et tourné la division Sébastiani. Ils furent arrêtés par Murat et Poniatowski, qui déployèrent la plus grande valeur. Le 23, Napoléon sortit de Moscou et dirigea d'abord sa marche sur Kalouga ; c'était une route neuve et point dévastée. Les malades et les blessés furent confiés aux soins du maréchal Mortier, qui reçut aussi l'ordre de faire sauter le Kremlin.

La première faute ou le premier malheur fut d'abandonner le plan de retraite, conçu par Napoléon, et de reprendre la route ruinée, par laquelle on était venu. L'armée la trouva jonchée de ses propres débris et de ses cadavres ; triste spectacle sur des âmes déjà ébranlées et pour des hommes qui, avec moins de ressources, allaient avoir à rencontrer de plus grands obstacles. Les Russes invisibles dans la marche en avant, ne cessaient de harceler la retraite. On les battit à Malo-Jaroslavitz ; on les battit à Mojaïsk, à Viazma, non sans pertes sanglantes. Mais les batailles enlevaient déjà moins d'hommes que les privations, les fatigues et le désordre. Les mauvais chemins épuisaient les chevaux ; le défaut de vivre les achevait. Les bagages, privés d'attelages, étaient abandonnés. Les ressources de l'armée en étaient d'autant diminuées. Les pillards mettaient le comble à la ruine. Le 7 novembre, un nouvel ennemi se manifesta ; ce fut le froid. Mais déjà, des quatre cent mille hommes qui avaient passé le Niémen, des cent mille qu'il y avait encore au sortir de Moscou, il n'en restait plus que cinquante-huit mille. Soixante-huit mille chevaux avaient péri, il n'en restait plus que douze mille. Au reste, l'armée était tellement dénuée de provisions, qu'on attendait à peine que les chevaux fussent morts pour les dévorer. Le froid acheva de rompre les rangs et de faire jeter les armes. La garde seule conservait jusqu'au bout une discipline intacte. L'empereur s'enferma dans ses rangs et n'en sortit plus. A Smolensk, Napoléon espérait se refaire. Il y avait là de vastes magasins et des approvisionnements considérables. Mais il avait compté sans les pillards. Ils avaient, comme des sauterelles, détruit et gaspillé les subsistances de tout un hiver. En sortant de Smolensk, l'armée ne comptait déjà plus que trente-sept mille hommes, dont deux mille cavaliers montés. Un escadron s'était formé de tous les officiers restés sans troupes. Dans cet escadron, les lieutenants étaient simples gardes, les colonels, capitaines. Napoléon l'appela son escadron sacré. Les Russes occupaient en force Witepsk. Napoléon ne cherchait plus les batailles ; il quitta, à Smolensk, la route qu'on avait suivie dans la marche d'invasion, et se jeta à gauche dans la direction de Minsk. La Bérésina était d'avance regardée comme le tombeau des derniers restes de la grande armée. Le 26 novembre, avant le passage, l'armée ne comptait plus tout à fait trente mille hommes. Plusieurs corps, le premier (Davoust) et le quatrième (Eugène) n'en comptaient pas plus de douze

cents. Le huitième (Junot) n'en comptait plus du tout; il était entièrement dissous. Le corps de Victor, qui n'était pas allé à Moscou, et celui d'Oudinot offraient seuls un effectif encore respectable. Dix mille huit cents hommes pour Victor et sept mille pour Oudinot; c'était là, avec les six mille quatre cents hommes de la garde, la presque totalité de l'armée. Ainsi, de tout ce qui était allé à Moscou (cent vingt mille hommes) il ne restait plus que la garde et environ quatre ou cinq mille hommes à demi débandés, mais figurant encore sur les rôles de leurs régiments. Tout le reste était pris, tué, mort de fatigue, de faim ou de froid.

C'est avec ces forces que Napoléon, pris en flanc, en tête et en queue, par trois armées russes, allait avoir à forcer le passage de la Bérésina. Il fallait tromper l'ennemi. On y réussit par une démonstration faite sur Borizow, tandis que les préparatifs réels se faisaient à Studianka. On jeta en grande hâte trois ponts. On mit le feu à ce qui restait de bagages. Il y avait longtemps déjà qu'on s'était débarrassé du superflu. Les trophées mêmes de la gloire avaient été abandonnés. La grande croix du Kremlin avait été jetée dans un lac, à cinq ou six lournées à peine de Moscou. Tous les sacrifices possibles n'empêchèrent pas l'encombrement des ponts. Oudinot, Victor, Ney, faisaient l'impossible pour couvrir je passage de l'armée. Des prodiges inouïs de courage et d'énergie furent accomplis par une poignée d'hommes. Néanmoins, la division Partouneaux fut enlevée tout entière et faite prisonnière. Les pillards, les traînards, les fuyards, se mêlaient à tout, gênaient et paralysaient tout. Ils encombraient les abords des ponts et finirent par obstruer les ponts mêmes. Les hommes encore armés en avaient pitié et hésitaient à s'ouvrir un passage à travers cette cohue. Le moment vint cependant où le salut de l'armée exigea qu'on rompît les ponts. On y mit le feu. Cinq mille hommes étaient encore sur l'autre rive et implorèrent la merci de l'ennemi.

Après le passage de la Bérésina, les appels constatèrent que la grande armée était réduite à huit mille hommes (1).

La douleur fut générale et profonde à Paris et dans toute la France, lorsqu'on reçut le terrible bulletin du 3 décembre. Depuis vingt-un jours on était sans nouvelles de la grande armée.

Le 5, l'empereur, après avoir confié son projet aux maréchaux et aux généraux, partit de Smorgoni, dans un traîneau, accompagné de son écuyer Caulaincourt, par un froid de vingt-huit degrés, qui mit le comble aux désastres de l'armée. Après un voyage de quinze jours, le plus rapide et le plus secret, il arriva, dans la nuit du 18 décembre, aux Tuileries.

Il trouva la capitale encore sous l'impression qu'avait produite la conspiration Mallet, conspiration avortée, mais qui avait prouvé qu'il ne fallait qu'une heure et un homme audacieux pour renverser le géant, sous lequel ployait l'Europe.

Le général Mallet, détenu depuis quatre ans, dans une prison d'abord, puis dans une maison de santé, osa concevoir, sans complices, sans argent, le projet de renverser le gouvernement impérial.

Le 23 octobre, muni de prétendus décrets du Sénat, qui annonçaient la mort de l'empereur, et le nommaient lui, Mallet, commandant militaire de Paris, il s'échappe de sa maison de santé. Il se rend seul, la nuit, à une caserne, y lit le

(1) Baude. — *Continuation d'Anquetil.*

soi-disant décret dont il était porteur, et se fait suivre par le régiment qui s'y trouvait. Il se rend ensuite à la prison de la Force, et là, en vertu du commandement dont il était revêtu, il fait mettre en liberté les généraux La Horie et Guidal, détenus comme il l'était lui-même. La Horie, avec un détachement du même régiment, court à l'hôtel du ministre de la police, lui apprend la mort de Napoléon, lui dit qu'il est chargé par le Sénat de s'assurer da sa personne; et le duc de Rovigo, étourdi de ces deux nouvelles, se laisse emmener sans résistance dans la prison même que venait de quitter La Horie. Pendant ce temps, Mallet s'était rendu de l'état-major de la place, pour arrêter pareillement le général Hullin. Celui-ci, moins confiant que Savary, demanda à voir le décret du Sénat. Mallet, feignant de le prendre dans sa poche, en tire un pistolet, fait feu sur le général et lui fracasse la mâchoire. En ce moment, l'adjudan général Laborde arrivait à l'état-major. Averti de ce qui se passait, il détrompe quelques officiers, convaincus que Mallet agissait par ordre du Sénat, et se précipitant sur le général, il s'en rend maître. Le préfet de police (Pasquier) avait été enlevé, ainsi que le ministre de la police. Laborde les fait mettre en liberté. Enfin, un détachement s'était rendu à l'Hôtel-de-Ville, s'était fait remettre les clefs du tocsin de la tour Saint-Jean, avait mandé le préfet Frochot, et fait préparer par ses soins une salle, où allait s'assembler le gouvernement provisoire. L'Hôtel-de-Ville fut, ainsi que le ministère et la préfecture de police, remis en possession de l'autorité. Il était temps. La nouvelle de la mort de l'empereur et du changement de gouvernement se répandait dans Paris, avec le jour qui renaissait. Tous les esprits étaient dans l'attente de ce qui allait arriver, et personne ne songeait qu'il y avait à Saint-Cloud une impératrice, un roi de Rome, en un mot, un gouvernement tout fait pour continuer celui de l'empereur (1).

Cependant les débris de l'armée, sous la conduite du prince Eugène, continuaient leur retraite au milieu d'obstacles sans nombre et de souffrances inouïes. La prise de Wilna, occasionnée par la retraite de Murat, dont la conduite fut, en cette circonstance suprême, indigne d'un lieutenant de Napoléon, mit le comble à la misère de cette poignée de braves, qui se ralliait autour de Ney, le sauveur des Français, depuis le désastre de Smolensk. A Kowno, le prince de la Moscowa se battit comme un simple soldat, et atteignit la rive polonaise du Niémen. Le 16 janvier 1813, Murat, qui avait été obligé de transporter son quartier-général de Kœnisberg à Varsovie, abandonna l'armée à elle-même; le lendemain, le prince Eugène en prit le commandement. Poursuivi par les Russes, abandonné par les Autrichiens, et les Saxons, qui s'étaient laissé entraîner, il n'en fit pas moins sa retraite en bon ordre, sur l'Elbe; il passa un mois à Posen, à réorganiser ses troupes; il arriva enfin, le 21 février, à Berlin, après avoir brûlé les ponts de Francfort sur l'Oder, et de Crosen.

Telle fut l'issue de cette fameuse campagne de Russie, qui plongea près de trois cent mille familles dans le deuil, et, qui a fourni à notre histoire militaire, tant de prodiges de valeur, de patience, poussés jusqu'à l'héroïsme, tant de lauriers entrelacés des branches funèbres de l'arbre de la mort.

La fureur des éléments avait triomphé de l'intrépidité française, et l'Europe, dans sa *haine* aveugle contre Napoléon, se préparait déjà à souiller de son pied profanateur le sol trois fois saint de notre glorieuse patrie.

(1) *Continuation d'Anquetil*, tome 10, p 22 et 23.

substituait le métropolitain au souverain pontife et prescrivait dans toute l'Europe l'obéissance au concordat.

Frédéric-Guillaume ne dissimulait plus sa trahison. Un édit royal, rendu à Breslau, le 10 février, appela aux armes toute la population virile de la Prusse. Alexandre arriva dans cette ville, le 15 mars, et s'écria, après avoir salué le roi.

« — Je jure de ne déposer les armes que quand l'Allemagne sera délivrée du « joug des Français! »

Napoléon, en apprenant la défection du roi de Prusse, avait dit:

« — J'aime mieux un ennemi déclaré, qu'un ami toujours prêt à m'aban-« donner. »

L'Autriche semblait vouloir se rapprocher de la France; elle faisait dire par ses ambassadeurs:

« L'Autriche désire plus la paix pour elle et pour l'Europe que pour la France. « Ce n'est pas l'empereur Napoléon qui en a le plus besoin; lui seul est intact, « malgré ses pertes; lui seul est en mesure de dicter la paix : il dépend de lui « de rester un an sur la Vistule. Les Russes ne franchiront jamais cette bar-« rière. »

Le bruit courut même que le prince de Schwarzemberg devait se rendre à Paris; mais, comme ce négociateur ne se pressait pas d'arriver, Napoléon fit partir pour Vienne M. de Narbonne, qui découvrit que le gouvernement autrichien avait déjà pris des engagements qui furent bientôt proclamés sous le nom de *quadruple alliance*. L'Angleterre avait acheté Bernadotte, qui promit de marcher contre la France avec trente mille hommes.

Le Sénat, ainsi que nous l'avons déjà dit, avait manifesté le vœu que l'Impératrice et le roi de Rome fussent solennellement couronnés. Napoléon recula devant les dépenses de la cérémonie, et le 30 mars il décerna la régence de l'empire à Marie-Louise.

M. de Schwarzemberg arriva à Paris le 13 avril; il fut reçu le 14 par l'empereur, qui devait partir le lendemain, en sa simple qualité de commandant du contingent autrichien.

« Je pars, lui dit-il; probablement du 22 au 25 avril, j'ordonnerai à votre lieu-« tenant, le général Frimont, de dénoncer l'armistice que vous avez fait. Je se-« rai, de ma personne, dans les premiers jours de mai, sur la rive droite de « l'Elbe avec trois cent mille hommes. L'Autriche pourrait porter à cent cin-« quante mille hommes votre armée de Cracovie, en même temps qu'elle ras-« semblerait trente à quarante mille hommes en Bohême; et le jour que j'ar-« riverais sur l'Elbe, nous déboucherions tous à la fois contre les Russes. C'est « ainsi que nous parviendrons à pacifier l'Europe. »

« — Si les instructions du major général étaient envoyées au général Frimont, « répondit Schwartzemberg, je ne doute pas qu'on y obéit aussitôt. »

Napoléon, qui voulait avant tout sauver les apparences et faire croire à la France que son alliance avec l'Autriche n'était pas rompue, se montra satisfait de cette réponse à double sens. C'était au glaive à trancher la question.

Le 15 avril 1813, l'empereur partit à une heure du matin; le lendemain, à minuit, il arrivait à Mayence.

La campagne de 1813 s'ouvrait : c'était la dernière que l'empereur dût faire hors du territoire de la France. Dans cette armée improvisée en si grande

hâte, que de prodiges allaient s'accomplir, hélas! en pure perte, et sans pouvoir préserver la France des malheurs de l'invasion !

L'avant-garde de l'armée française rencontra d'abord l'ennemi à Weissenfelds; les conscrits, formés en carrés, culbutèrent du premier choc la cavalerie russe; ils entrèrent ensuite dans Weissenfelds, les shakos au bout du fusil, et aux cris de : *Vive l'empereur!*

Le lendemain, 1er mai, on annonça à Napoléon que toute l'armée alliée se disposait à l'attaquer. On entendit en même temps le canon dans la direction de l'endroit où les troupes de Ney avaient passé la nuit. L'empereur accepta le champ de bataille offert par l'ennemi entre Lutzen et Markandstedt; toutes les troupes s'élancèrent au secours du prince de la Moscowa.

« C'est une bataille d'Égypte, s'écria Napoléon; nous n'avons pas de cavale-« rie; mais une infanterie française avec de l'artillerie doit se suffire. »

La lutte fut terrible; les conscrits en désordre, mais non en fuite, parvinrent à se rallier; toutes les positions furent emportées; le général Bertrand et le prince Eugène arrivèrent avec leurs divisions. Alors Wittgenstein fit avec ses troupes une charge désespérée et fut un instant victorieux; mais les Français se rallièrent aux cris de : *Vive l'empereur!*

L'artillerie de la garde foudroya l'ennemi ; Macdonald accourut avec soixante pièces de canon ; le prince Eugène culbuta les alliés, qui laissèrent vingt-cinq mille morts sur le champ de bataille. Nos conscrits avaient écrasé les vieux soldats de l'Europe.

Cette victoire, qui coûta la vie au duc d'Istrie, nous rouvrait le chemin de Berlin et celui de Dresde, alors occupé par le roi de Prusse et Alexandre.

Napoléon se dirigea d'abord de ce côté, conquérant le terrain pied à pied pendant huit jours de combat.

Le 10 mai, après une lutte acharnée, il se rendit maître de la capitale de la Saxe, dont les ponts avaient été coupés par l'ennemi.

La prise de Dresde fut suivie des batailles de Bautzen et de Wurtchen, où périrent les généraux Bruyères et Kirgener.

Au moment où le brave Bruyères tombait, Napoléon dit au duc de Frioul :

« Duroc, la fortune nous en veut aujourd'hui. »

Pendant qu'il se dirigeait au galop de son cheval vers son avant-garde pour lui ordonner un mouvement vers la ville de Goritz, un boulet tua le général Kirgener et ouvrit le bas-ventre au grand-maréchal Duroc. Aussitôt, un aide de camp d'Oudinot courut annoncer à l'empereur cette mort si inattendue.

« Ce n'est pas possible ! s'écria Napoléon ; je lui parlais tout à l'heure. »

Aussitôt, suivi des ducs de Dalmatie et de Vicence, il revint sur ses pas et trouva Duroc environné des docteurs Larrey et Yvan. Le duc de Frioul serra la main de l'empereur et la porta à ses lèvres.

« Toute ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre service, et je ne la regrette « que pour l'utilité dont elle pourrait vous être encore.

« — Duroc ! s'écria Napoléon profondément ému, il est une autre vie; c'est « là que vous irez m'attendre et que nous nous retrouverons un jour.

« — Oui, sire, répondit le grand-maréchal; mais ce sera dans trente ans, « lorsque vous aurez triomphé de vos ennemis et réalisé toutes les espérances « de notre patrie. J'ai vécu en honnête homme; je ne me reproche rien. Je « laisse une fille, Votre Majesté lui servira de père. »

Napoléon pouvait à peine maîtriser son émotion. La tête appuyée sur sa main gauche, il se livrait aux angoisses de la douleur.

« Allez vous-en, sire, dit Duroc expirant; ce spectacle vous peine. »

L'empereur, soutenu par le duc de Dalmatie et le grand-écuyer, se retira en prononçant ces mots d'une voix déchirante:

« Adieu donc, mon ami! »

Il avait perdu non-seulement un de ses compagnons d'armes, mais encore le plus fidèle, le plus dévoué de ses amis. Il ordonna que le corps du grand-maréchal fût transporté à Paris et enseveli dans l'église des Invalides, la nécropole des braves. Il acheta la maison où il était mort, et la donna au pasteur de l'endroit, à condition d'y placer l'inscription suivante :

Ici le général Duroc,
Duc de Frioul,
Grand-maréchal du palais de l'empereur Napoléon,
Frappé d'un boulet,
A expiré dans les bras de son empereur et de son ami!

Pendant que Napoléon, vainqueur dans trois batailles, donnait des larmes à Duroc, les alliés, auparavant si orgueilleux, réclamèrent la faveur d'un armistice (20 mai). Avant qu'on se fût accordé sur les conditions, nos conscrits s'étaient précipités dans la Bohême et avaient délivré nos garnisons de la Silésie. Lorsque l'armistice fut signé, le 4 juin, nous avions reconquis la ligne de l'Oder.

Cet armistice, signé à Plywitz, était le résultat de deux batailles gagnées sans cavalerie.

L'armistice se trouva être une faute que Napoléon n'eût pas commise avant ses revers. En effet, le 10 mars, il reçut à Dresde, dans le palais Marcolini, le baron de Kaas, ministre de l'intérieur du Danemark, qui lui fit d'utiles révélations sur les intrigues déjà ourdies contre la France. Un congrès devait se tenir à Prague. L'empereur d'Autriche se rendit au château de Gittschin, près de cette ville, avec M. de Metternich, et Alexandre s'installa à Trachemberg, sur les bords de l'Oder. Mais le congrès ne s'ouvrit pas, et M. de Bassano ayant écrit à M. de Metternich pour lui dire qu'il était muni des pouvoirs nécessaires pour traiter, ce diplomate lui répondit, le 22 juin, qu'il était autorisé à signer une convention pour la médiation. M. de Bassano lui avait déjà fait dire que l'empereur Napoléon, ne voulant rendre son alliance onéreuse à personne, ne faisait aucune difficulté d'y renoncer. Le 28, M. de Metternich était à Dresde dans le cabinet de l'empereur. L'Autriche se montra impitoyable dans ses prétentions : elle demandait l'Illyrie, la moitié de l'Italie, la Pologne saxonne, le retour du pape à Rome, la renonciation au protectorat du Rhin. L'empereur, indigné, s'écria :

« — C'est donc le partage de l'empire français que vous voulez! Dites-moi, « Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle promis pour me déclarer la « guerre? »

L'apostrophe était sanglante. M. de Metternich se retira, le cœur ulcéré. Cependant, le 30 juin, on signa la convention relative à la médiation de l'Autriche. Les conférences traînèrent en longueur. Cependant Wellington, avec une armée de soixante-dix mille hommes, avait recommencé les hostilités en

Espagne, et le roi Joseph avait évacué sa capitale. La bataille de Vittoria, où les Français firent des prodiges de valeur (21 juin 1813), eût livré à Wellington les passages des Pyrénées, si le général Foy, à la tête de six mille hommes, n'eût arrêté les Anglais à Tolosa.

Napoléon envoya aussitôt le maréchal Soult défendre nos frontières du Midi: « — Je vous ai nommé, dit-il à cet habile homme de guerre, lieutenant-géné « ral commandant près de mes armées en Espagne et sur les Pyrénées. »

L'arrivée de Soult rendit Wellington plus circonspect. Napoléon, dans l'attente de graves événements, forma un nouveau plan de campagne. Le prince Eugène reçut ordre de se tenir prêt à marcher sur Vienne. Il comprenait qu'il avait eu tort d'accepter la médiation de l'Autriche; il voulut traiter, sans intermédiaire, avec Alexandre; ses plénipotentiaires ne purent arriver jusqu'à l'empereur de Russie. Mais, voyant que le temps de l'armistice expirait, il écrivit à son beau-père :

« Pour savoir de quelle manière l'Autriche entendait que la paix pouvait se « faire, et si l'empereur Napoléon, adhérant à ses propositions, l'Autriche ferait « cause commune avec la France, ou si elle resterait neutre. «

Le 7 août, le cabinet de Vienne envoya sa réponse, il demandait :

« La dissolution du grand-duché de Varsovie, qui serait partagé entre la « Russie et la Prusse; le rétablissement des villes anséatiques dans leur indé- « pendance; la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y « compris Trieste. «

Depuis longtemps, l'Autriche tergiversait pour se donner le temps de compléter ses armements. On apprit tout à coup que le congrès était dissous, et le 15, M. de Narbonne annonça à l'empereur que l'Autriche déclarait la guerre à la France.

Ainsi, l'armistice et ce leurre de congrès, qu'on avait réuni à Prague, n'avaient servi qu'à organiser de nouveau une grande coalition européenne, qui se préparait depuis longtemps, et qui, inspirée cette fois, bien moins par la politique froide des cabinets que par l'exaltation des peuples et le fanatisme de certaines idées religieuses, prit le nom de *sainte-alliance*. La Suède accédait à la ligue de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre. Moreau, qu'on avait rappelé d'Amérique, venait unir ses ressentiments à ceux de Bernadotte. Les peuples, qui déjà n'avaient plns besoin d'excitations, étaient inondés de proclamations et enivrés de promesses.

On livra la bataille de Dresde, où Moreau eut les deux cuisses emportées par un boulet de canon. Ainsi fut puni ce soldat de la révolution, que sa haine contre Napoléon avait rendu traître à sa patrie. Les ennemis laissaient, sous les murs de Dresde, trente mille morts et douze mille prisonniers. Mais qu'étaient ces pertes pour une armée qui comptait près de quatre cent mille combattants? Nous éprouvâmes d'ailleurs des échecs partiels désastreux pour nos troupes. Le général Vandamme fut pris à Culm avec sa division. Ney, trahi par Jomini, fut écrasé à Desmewitz. Oudinot fut battu à Gross-Beeren, par Bernadotte. Blücher repoussa Macdonald à la Katzbach. Napoléon, presque effrayé par les défaites de ses plus habiles lieutenants, revint à Dresde, après avoir rejeté Wistgenstein en Bohême, quitta Dresde, pour poursuivre Blücher, qui lui échappa par une manœuvre hardie et passa la Mulda. L'empereur voulait transporter la guerre entre l'Èbre et l'Oder, lorsqu'on lui annonça, le 14 octobre, que la Bavière ve-

nuit de lui déclarer la guerre. En effet, l'armée bavaroise fit jonction avec le corps de Russes, et depuis Huningue jusqu'à Mayence, la frontière française se trouvait ouverte à l'ennemi. Le roi de Saxe restait seul fidèle à la fortune de Napoléon, qui gagna rapidement Leipsick, pour ne pas y être devancé par les alliés.

Depuis le 2 septembre, les empereurs d'Autriche, de Russie et le roi de Prusse avaient signé, à Tœplitz, le fameux pacte, connu dans l'histoire, sous le nom de traité de la *sainte-alliance*.

Après le brillant combat de Wachau, où tous les généraux de l'empire se distinguèrent par leur bravoure héroïque, surtout Poniatowski, qui mérita, dans cette journée, le bâton de maréchal de France, eut lieu la funeste bataille de Leipsick, qui dura trois jours, et que nous eussions peut-être gagnée, sans la défection des Saxons, qui passèrent à l'ennemi, au fort de l'action.

« La nuit seule, dit M. de Norvins (1), sépara les combattants et mit fin au carnage. Ainsi se termina la fameuse bataille du 18 octobre. Les alliés avaient opposé trois cent mille soldats aux cent trente mille hommes de Napoléon. L'élite de notre armée a été moissonnée dans les champs de Leipsick; soixante mille hommes manquent aussi à l'ennemi, et il balancerait à venir nous attaquer dans les remparts de Leipsick, si nous avions des munitions pour nous y défendre. Mais, depuis cinq jours, l'armée avait consommé deux cent cinquante mille coups de canon; il ne restait plus que dix mille cartouches dans les caissons, c'est-à-dire à peine pour soutenir le feu pendant deux heures. Les réserves les plus voisines se trouvaient à Erfurth et à Magdebourg : il fallait donc nécessairement quitter Leipsick, et la retraite fut décidée. Dès le soir, les parcs et les équipages filèrent par Lindenau sur Lutzen, qui avait vu notre première victoire dans cette campagne; la cavalerie, la garde, une partie de l'infanterie, suivirent dans la nuit. La marche était difficile par le défilé de deux lieues, qui sépare Leipsick de Lindenau, et qui coupent plusieurs rivières, sur lesquelles aucun pont n'avait été jeté, malgré les ordres réitérés de Napoléon.

« A la nouvelle inespérée de notre retraite, les alliés tressaillirent de joie et lancèrent toutes leurs masses contre Leipsick. L'empereur veut épargner à cette malheureuse ville les horreurs qui la menacent. On lui donne le conseil rigoureux, mais utile et décisif, de brûler les faubourgs de Leipsick, et de tenir jusqu'au dernier moment dans cette ville. On lui démontre tous les avantages d'une résistance prolongée, qui assurera au moins la retraite de notre armée, Mais Napoléon préfère le péril de succomber, s'il le faut, dans cette ville fidèle, au crime d'imiter la conduite de Rostopchin à Moscou. Il veut à tout prix conserver Leipsick au vieux monarque qui, aussi, a préféré l'honneur au salut de ses États. Bientôt l'empereur va porter des consolations au roi de Saxe. Dans une longue entrevue, il le délie de ses engagements, et le presse de la manière la plus vive, au nom de ses plus chers intérêts, de traiter avec les alliés, qui respecteront sans doute en lui la vieillesse, la vertu et le rang suprême. Le roi ne lui répond que par le chagrin profond qu'il ressent encore de la trahison de ses troupes à Paunsdorf. On ne peut relire sans émotion cette scène des derniers adieux entre Napoléon et son vieil ami, comme il l'appelait. Rien de plus touchant que les paroles du vénérable monarque, qui ne s'occupe que des périls de l'hôte illustre dont il a reçu sa couronne; rien de plus grand que Napoléon,

(1) *Histoire de Napoléon*.

qui, à l'approche de Bernadotte, de Beningsen et de Schwartzenberg, entrés par trois côtés dans Leipsick, ne cède, pour se retirer, qu'aux prières et aux larmes de toute la famille royale.

« Napoléon veut sortir de la vieille ville par la porte de Randstadt, mais elle est déjà encombrée : obligé de revenir sur ses pas, il va chercher la porte opposée (celle de Saint-Pierre), et longe le boulevard de l'ouest, pour gagner le faubourg par lequel l'armée s'écoule. L'arrière-garde du duc de Raguse tient toujours en avant du faubourg de Hall, que Blücber a vainement tenté de forcer. Reynier occupe le faubourg de Rosenthal ; dans ceux de Taucha et de Grimma, le maréchal Ney lutte avec une constance sans égale contre les corps russes de Woronzow, les Prussiens de Bulow, et l'armée suédoise; Poniatowski et Lauriston défendent de même les faubourgs du midi. Deux heures encore d'une pareille résistance, l'arrière-garde est sauvée et se réunit avec tout notre matériel, au reste de l'armée, que Napoléon a déjà mis hors d'atteinte; car le premier pont a été miné sous ses yeux et il a donné au commandant du génie l'ordre de le faire sauter au premier signal. Parvenu enfin à travers tous les obstacles au dernier pont, celui du moulin de Lindenau, l'empereur descend de cheval, place lui-même, sur la route, des officiers d'état-major. pour indiquer aux hommes isolés le lieu de la réunion de chaque corps, et s'occupe ensuite de dicter des instructions au duc de Tarente, qu'il charge du commandement en chef de toute l'arrière-garde.

« Accablé par les fatigues de la veille et par les émotions de la journée, Napoléon venait de s'endormir au bruit du canon, qui tonnait de toutes parts, quand tout à coup une explosion plus forte se fait entendre : peu d'instants après, le roi de Naples et le duc de Castiglione accourent près de l'empereur, en lui annonçant que le grand pont de l'Elster a sauté. Ainsi, près de vingt mille hommes sont séparés du reste de l'armée. Livrés au plus affreux désespoir, les uns jurent de mourir plutôt que de se rendre ; d'autres se précipitent dans la Pleiss et l'Elster ; mais, pour la plupart, les eaux bourbeuses de ces rivières deviennent un gouffre où ils restent engloutis. Le maréchal Macdonald passe à la nage, le général Dumoutier se noie. Depuis le matin, Poniatowski arrêtait les efforts des alliés par des prodiges de courage; mais, en apprenant que tout espoir lui était ravi, il s'élance, suivi de quelques cavaliers, au milieu des ennemis : atteint de plusieurs blessures, entouré de tous côtés, ne pouvant plus se faire jour, il traverse la Pleiss, s'avance sur les bords de l'Elster, déjà garnis de tirailleurs russes, pousse son cheval dans les flots, et y trouve la mort.

« Expliquons la cause de cet horrible désastre. Les alliés s'étaient enfin rendus maîtres des faubourgs ; l'arrière-garde française se trouvait refoulée sur les boulevards, lorsque la défection d'un bataillon badois, en abandonnant la porte Saint-Pierre, ouvrit à l'ennemi l'entrée de la ville, où il se précipita. Alors, nos trois corps d'armée qui la défendent, s'efforcent de gagner la grande route en combattant toujours. Leur valeur héroïque eût assuré leur retraite, si l'officier du génie, chargé de la destruction du pont après le passage, n'eût pas confié cette importante mission à un simple caporal de sapeurs. Celui-ci, armé de la mèche fatale, croit que l'ennemi arrive en masse, exécute sa consigne, et détruit l'unique voie de salut pour nos braves soldats, dont la valeur contient encore le gros des alliés. Dès lors, cette héroïque arrière-garde, deux cents pièces de canon et un matériel immense nous sont enlevés. Les enne-

mis perdirent près de quatre-vingt mille hommes; mais cette perte énorme ne compensait pas la désorganisation de notre armée, l'abaissement de notre fortune et la ruine de notre influence en Europe. Les journées de Leipsick nous coûtèrent une trentaine de mille hommes, dont vingt mille morts. Vingt-deux mille blessés restèrent dans les hôpitaux de Leipsick; dix-sept de nos généraux furent pris. Le roi de Saxe aussi fut fait prisonnier. On le déclara traître aux alliés, pour n'avoir pas trahi son allié; il fut emmené en Prusse. »

Napoléon, dissimulant le chagrin profond qui le dévorait, fit former sa garde en bataille, et se trouva ainsi chargé de protéger jusqu'à la Saale les débris de l'armée qui ne cessa de combattre depuis Leipsick jusqu'à Erfurth contre des forces quadruples des siennes. L'ennemi voulut en vain nous disputer le passage à Hanau, près de Mayence; quarante-cinq mille Austro-Bavarois, quoique couverts par une artillerie formidable, furent culbutés et laissèrent sept mille hommes sur le champ de bataille. Le 31 octobre, l'armée française entra dans Francfort, et le 2 novembre dans Mayence.

La France était alors cernée sur toutes ses frontières. En Allemagne, les Etats limitrophes, Bavière, Wurtemberg, Bade, etc., avaient suivi l'impulsion donnée par la Prusse sur la ligne du Niémen, par l'Autriche en Saxe, et passé de nos rangs dans ceux de l'ennemi. Murat lui-même s'était détaché de l'empereur (22 octobre), et, rentré dans son royaume de Naples, il allait promener un drapeau ennemi dans l'Italie. Entourée de débris, la France lève encore une tête menaçante. Elle était moins puissante, moins forte, moins riche, moins féconde en ressources en 1792, quand ses levées en masse délivrèrent la Champagne... En l'an VII, quand la bataille de Zurich arrêta une nouvelle invasion de toute l'Europe! en l'an VIII, quand la bataille de Marengo acheva de sauver la patrie.

Mais la France était lasse de guerre, épuisée par ses victoires... En 1813, en Espagne, le maréchal Soult, les généraux Clausel, Foy, Reille, Conroux, Abbé, Drouet disputaient pied à pied le terrain à l'ennemi; écrasée par le nombre ou plutôt par la guerre d'extermination allumée par la nationalité espagnole, notre armée ne conservait plus, à la fin de 1813, que le petit port de Santona.

En Italie, le prince Eugène bravait les efforts de la coalition; le 31 octobre il prit Bassano aux Autrichiens; le 15 novembre, il battit le général Caldiéro à Bellegarde; mais, le 27, les Français perdirent Ferrare et Rovigo.

Pour comble de malheur, le roi de Naples, Murat, dont la fidélité était suspectée depuis le désastre de Leipsick, arriva à Rimini et à Imola pour consommer sa trahison.

Cependant, Napoléon était de retour à Saint-Cloud le 9 novembre, il y apprit que son ministre, M. de Saint-Aignan avait été enlevé par les alliés, et qu'ayant réclamé contre cette violation du droit des gens, M. de Metternich lui avait fait, à Francfort, la réponse suivante :

« Personne n'en veut à la dynastie de Napoléon. »

Lord Aberdeen lui avait dit :

« L'Angleterre est disposée à rendre à pleines mains. »

Enfin, M. de Nesselrode s'était écrié :

« Les choses s'arrangeront bien vite, si le duc de Vicence est chargé de la « négociation. »

L'empereur reçut la communication suivante, écrite, dit-on, sous la dictée de M. de Metternich :

« Il s'agit d'une paix générale. La France sera renfermée entre le Rhin, les « Alpes et les Pyrénées. L'Angleterre reconnait à la France la liberté du com- « merce et de la navigation. Après l'acceptation de ces bases, une ville sera neu- « tralisée sur la rive droite du Rhin pour la négociation. »

Napoléon accepta ces propositions, et proposa Munich pour le congrès ; mais ce n'était encore qu'un leurre de la coalition, qui publia, le 1er décembre, la fameuse déclaration de Francfort, par laquelle la cause de la France se trouvait habilement séparée de celle de l'empereur. Les hostilités recommencèrent, nos alliés et tout ce qui restait de places fortes, de l'autre côté du Rhin, durent céder à des attaques simultanées. Le roi de Danemark lui-même se détacha de la France et fut forcé de signer un armistice avec Alexandre.

CHAPITRE TREIZIÈME

Nouvelles levées de troupes. — Discours de Napoléon au Sénat et au Corps Législatif — Opposition du Corps Législatif. — On vote une adresse à l'Empereur. — Les ennemis pénètrent en France. — Levée en masse. — Marie-Louise est nommée régente. — Campagne de France. — L'Empereur confie Paris à son frère Joseph. — Combat de Brienne, de Bar-sur-Aube. — Bataille de Rothière. — Dernière tentative de paix. — L'Empereur refuse les conditions des alliés. — Victoires de Champ-Aubert, de Montmirail. — Détails sur l'issue de la première invasion. — Paris menacé. — Joseph quitte la capitale. — Capitulation. — Indignation de l'Empereur. — Les alliés dans Paris. — Conférences chez M. de Talleyrand. — On prononce la déchéance de Napoléon. — Abdication de l'Empereur. — Les adieux de Fontainebleau. — Napoléon part pour l'île d'Elbe.

Cette fois la France se trouvait évidemment menacée d'une invasion européenne. Le 11 novembre, Napoléon, par le traité de Valençay, rendit Ferdinand aux Espagnols, mais ce gage donné à la paix ne suffisait plus. Un nouvel appel de troupes était devenu indispensable. Le 15 novembre, par un sénatus-consulte, trois cent mille hommes se réunissaient pour défendre la patrie ; le 17, par un décret de Napoléon, cent quatre-vingt mille gardes nationaux furent mobilisés pour garder l'intérieur. Enfin, l'empereur s'adressa à tous les grands corps de l'Etat ; il convoqua le sénat, le corps législatif et le conseil d'Etat. Voici les passages les plus remarquables du discours qu'il prononça dans cette circonstance si décisive pour sa dynastie et pour la France :

« Sénateurs, Conseillers-d'Etat, Députés des départements
« au corps législatif,

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes françaises dans cette cam-
« gne ; mais des défections sans exemple ont rendu ces victoires inutiles. La
« France même serait en danger, sans l'énergie et l'union de ses enfants... Je
« n'ai jamais été séduit par la prospérité : l'adversité me trouvera au-dessus de
« ses atteintes. J'ai plusieurs fois donné la paix aux nations lorsqu'elles avaient
« tout perdu. D'une part de mes conquêtes j'ai élevé des trônes pour des rois
« qui m'ont abandonné ; j'avais conçu de grands desseins pour la prospérité et
« le bonheur du monde... Cependant, monarque et père, je sens que la paix
« ajoute à la sécurité des trônes et à celle des familles. Des négociations ont
« été entamées avec les puissances coalisées ; j'ai adhéré aux bases préliminaires
« qu'elles m'ont présentées ; rien ne s'oppose de ma part au rétablissement de
« la paix... »

Le sénat approuva tous les sacrifices demandés par Napoléon ou plutôt par la patrie en danger.

L'empereur repondit en ces termes à la commission, qui lui remit le résultat de sa délibération :

« Ma vie n'a qu'un but, le bonheur des Français. Cependant, le Béarn, l'Al-« sace, la Franche-Comté, le Brabant, sont entamés ; les cris de cette partie « de ma famille me déchirent l'ame ; j'appelle des Français au secours des « Français ; j'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, « de la Champagne et des autres départements au secours de leurs frères. Les « abandonnerons-nous dans leur malheur ? *Paix et délivrance de notre terri-« toire* ! doit être le cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, « l'étranger fuira ou signera la paix sur les bases qu'il a lui-même proposées ; « il n'est plus question de recouvrer les conquêtes que nous avons faites...

« Le moment est décisif, dit-il en terminant. Les étrangers tiennent un lan-« gage pacifique ; mais quelques-unes de nos frontières sont envahies, et la « guerre est à nos portes. Trente-six millions d'hommes ne peuvent trahir « leur gloire et leur destinée... Rallions-nous autour de ce diadème où l'éclat « de cinquante victoires brille à travers d'un nuage passager. *La fortune ne « manque pas aux nations qui ne se manquent pas à elles-mêmes.* »

Le sénat avait souscrit à tous les désirs de Napoléon : il n'en fut pas ainsi du corps législatif, qui se montra très-hostile au système impérial.

« On ne veut pas nous humilier, dit l'orateur de la commission, *on veut seu-« lement nous renfermer dans nos limites et réprimer l'élan d'une activité am-« bitieuse, si fatale depuis vingt ans à tous les peuples de l'Europe.* De telles « propositions nous paraissent honorables pour la nation, *puisqu'elles prouvent « que l'étranger nous craint et nous respecte.* Ce n'est pas lui qui assigne des « bornes à notre puissance ; c'est le monde effrayé qui invoque le droit commun « des nations. Les Pyrénées, le Rhin et les Alpes renferment un vaste terri-« toire dont plusieurs provinces ne relevaient pas de l'*empire des lys, et ce-« pendant la couronne royale de France était brillante de gloire et de majesté « entre tous les diadèmes.*

« *Orateur*, s'écrie le duc de Massa, qui présidait, *ce que vous dites est in-« constitutionnel.*

« *Il n'y a ici d'inconstitutionnel que votre présence;* répliqua l'orateur, qui « continua d'instruire le procès de l'empire avec la liberté. »

Néanmoins, une adresse fut votée à l'empereur à la majorité de deux cent vingt-trois voix contre trente et une : mais, dans cette adresse, le corps légis-latif demandait des garanties politiques pour engager la nation, pour rendre la guerre nationale.

Pour toute réponse, Napoléon fit saisir l'adresse chez l'imprimeur, briser les planches, fermer les portes du corps législatif, et ajourna la législature. Il donna aux députés une audience de congé et leur adressa ces paroles :

« J'ai supprimé votre adresse : elle était incendiaire. Les onze douzièmes du « corps législatif sont composés de bons citoyens ; je les connais, je saurai « avoir des égards pour eux ; mais un autre douzième renferme des factieux, « des gens dévoués à l'Angleterre : votre commission et son rapporteur, « M. Laîné, sont de ce nombre ; il correspond avec le prince régent par l'in-« termédiaire de de Sèze ; je le sais, j'en ai la preuve ; les quatre autres sont des « factieux... S'il y a quelques abus, est-ce le moment de me venir faire des re-« montrances quand deux cent mille Cosaques franchissent nos frontières ? Est-ce « le moment de venir disputer sur les libertés et les sûretés individuelles quand il « s'agit de sauver la liberté politique et l'indépendance nationale ? Il faut résister à

« l'ennemi, il faut suivre l'exemple de l'Alsace, des Vosges et de la Franche-Comté,
« qui veulent marcher contre lui et s'adressent à moi pour avoir des armes...
« Vous cherchez dans votre adresse à séparer le souverain de la nation... C'est moi
« qui représente ici le peuple, car il m'a donné quatre millions de suffrages.
« Si je voulais vous croire, je céderais à l'ennemi plus qu'il ne me demande...
« Vous aurez la paix dans trois mois, ou je périrai... Votre adresse était indigne de moi et du corps législatif. »

Pendant que Napoléon rompait ainsi en visière avec le corps législatif, l'ennemi était déjà sur le territoire de la France. La Suisse lui avait ouvert les passages de ses montagnes. La Hollande rappelait la maison d'Orange et grossissait de ses contingents les forces ennemies. Les Anglais avaient franchi les Pyrénées et battaient le maréchal Soult à Orthez. Dresde, où le maréchal Saint-Cyr commandait trente-deux mille hommes; Dantzick, le Gibraltar du Nord, où Rapp commandait trente-cinq mille hommes, dont les deux tiers malades et usés par les privations; Stettin, Lubeck, Bréda, Wilhemstadt, Torgau avaient dû céder à la nécessité et renoncer à une défense inutile ou impossible. Les garnisons avaient été retenues prisonnières, malgré la lettre des capitulations; les armements avaient grossi les ressources de l'ennemi. En Italie, le prince Eugène, abandonné à lui-même, se trouvait pris entre les Autrichiens, auxquels la défection de la Bavière avait ouvert les débouchés du Tyrol, et Joachim Murat qui, par un traité signé le 11 janvier, était entré dans la sainte alliance.

A l'intérieur, dans le courant de janvier, les ennemis occupèrent le Fort-Louis, Montbéliard, le Fort l'Ecluse, Haguenau, Saint-Claude, Vesoul, Epinal, Forbach, Nancy, Bourg-en-Bresse, Langres, le fort Jaloux, Dijon, Toul, Châlons-sur-Saône, Bar-sur-Aube.

L'empereur ordonna une levée en masse de la population virile de tous les départements de l'Est; trente mille hommes de la garde nationale de Paris furent mis en activité; l'empereur en prit le commandement en chef; ils formèrent l'armée de Paris sous le brave Moncey.

Le *Moniteur* publia les lignes suivantes :

« Le moment est venu où, de tous les points de ce vaste empire, les Fran-
« çais qui veulent délivrer promptement le territoire de la patrie et conserver
« l'honneur national que nous tenons de nos pères, doivent prendre les armes
« et marcher vers les camps, rendez-vous des braves et des vrais Fran-
« çais. »

Les invalides, les mutilés de nos grandes guerres demandèrent à concourir à la défense de la patrie.

Au 20 janvier, toutes nos lignes étaient déjà forcées. Schwartzemberg touchait par sa gauche à la Saône, par son centre à Langres, par sa droite à Nancy: Le duc de Raguse, qui d'abord couvrait Metz, avait dû se replier devant les Prussiens d'York et de Blücher; le prince de la Moskowa avait évacué Nancy abandonné à Sacken. L'ennemi se trouvait déjà à moitié chemin du Rhin à Paris. Il était temps que Napoléon fit cesser le mouvement rétrograde qui ramenait nos troupes jusqu'à Troyes et à Châlons.

Le 23 janvier, il signa les lettres-patentes qui conféraient la régence à Marie-Louise, et confia le roi de Rome à la garde nationale de Paris; le 24, il abandonna Paris à son frère Joseph, et le 25, de très-grand matin, il partit pour le

quartier-général qui se trouvait à Châlons-sur-Marne. Il apprit dans cette ville que l'armée autrichienne dirigeait sa plus forte colonne sur Troyes. Mortier avait défendu le terrain pied à pied avec un corps de la vieille garde, et vaincu les alliés à Colombay-les-Deux-Églises et à Bar-sur-Aube. Victor s'était replié sur Vitry-le-Français avec le maréchal Ney. La plus grande partie de l'armée française se trouvait ainsi sous la main de Napoléon. Il culbuta, à Saint-Dizier, un corps de Blücher, et coupa en deux l'armée de Silésie. A Brienne, Blücher éprouva de nouvelles pertes; le nom seul de Napoléon terrifiait les étrangers, tandis que sa présence décuplait le courage de nos soldats.

Le 30, on apprit que Blücher avait fait sa jonction avec Schwartzemberg, et que cent mille alliés attendaient les Français dans la plaine qui sépare Brienne de Bar-sur-Aube.

« Nous n'en avions que la moitié à leur opposer, dit M. Baude, à qui nous empruntons le dramatique récit de la première invasion (1), et, malgré cette infériorité, la bataille de La Rothière (1er février) resta indécise. Pas une de nos positions n'a pu être enlevée. C'était beaucoup pour la gloire, pas assez pour changer la face de la guerre. Napoléon se retire d'abord sur Troyes, puis sur Nogent. Là on apprend que, du côté du nord, les ennemis ont pris Aix-la-Chapelle et Liége; que l'armée anglo-prussienne bloque Anvers, où Carnot vient de s'enfermer; que Bulow s'est emparé de Bruxelles, et que le général Maison, chassé de la Belgique, est en retraite sur notre ancienne frontière. Cependant, les alliés ont consenti à former un congrès à Châtillon, et Napoléon y envoie le duc de Vicence avec carte blanche, en lui donnant pour instruction de sauver la capitale et d'éviter une bataille où sont les dernières espérances de la nation.

« Mais les événements de la campagne ont enflé les prétentions des cabinets. A leurs premières conditions, ils en substituent d'inadmissibles. Ce n'est plus la frontière du Rhin que la France devra garder; c'est sa frontière antérieure qu'elle devra reprendre. Caulaincourt renvoie à l'empereur ces propositions nouvelles. Pressé d'accéder, Napoléon rappelle son serment de maintenir l'intégrité de l'empire français.

« Des revers inouïs, s'écrie-t-il, ont pu m'arracher la promesse de renoncer « aux conquêtes que j'ai faites; mais que j'abandonne aussi celles qui ont été « faites avant moi... que pour prix de tant d'efforts, de sang et de victoires, je « laisse la France plus petite que je ne l'ai trouvée : jamais! Le pourrais-je sans « trahison ou sans lâcheté? Vous êtes effrayés de la continuation de la guerre, « et moi je le suis de dangers plus certains que vous ne voyez pas. Si nous re- « nonçons à la limite du Rhin, ce n'est pas seulement la France qui recule; « c'est la Prusse et l'Autriche qui avancent... Que serai-je pour les Français « quand j'aurai signé leur humiliation? Que pourrai-je répondre aux républicains « du Sénat, quand ils viendront me redemander les frontières du Rhin? Dieu me « préserve de tels affronts... Je préfère courir les chances les plus rigoureuses « de la guerre. »

« Les négociations n'avaient point suspendu les combats. Blücher, fidèle à ses habitudes de hussard, avait fait une pointe audacieuse jusqu'aux confins de la Brie. Le duc de Tarente était en retraite sur Meaux. L'empereur veut châtier la

(1) *Histoire de France*, continuation d'Anquetil.

témérité du général prussien. Il le rencontre, pour la première fois, à Champaubert (10 février) : victoire complète.

« La nouvelle de cette victoire arrête les généraux York et Sacken, qui se trouvaient déjà entre l'empereur et Paris, en vue de Meaux et de la Ferté-sous-Jouare. L'empereur compte bien leur fermer le retour, et il se porte à leur rencontre. Le choc a lieu à Montmirail (11 février), et, après une action très-vive, les Prusso-Russes, qui avaient cru nous passer sur le ventre, s'enfuient à travers champs vers Château-Thierry, laissant sur le champ de bataille huit mille hommes et une partie de leurs canons. On les poursuit, on les sabre sur le pont de Château-Thierry, qu'ils avaient essayé de couper. La population qu'ils avaient irritée se met de la partie. Les femmes, plus exaltées encore que les hommes, s'acharnent jusque sur les blessés, qu'elles jettent par-dessus le pont dans la rivière.

« Pendant ce temps, Blücher, abandonné par l'empereur après la journée de Champaubert, s'était jeté sur le duc de Raguse, qui, demandant à grands cris du secours, s'était néanmoins décidé à faire tête dans la plaine de Vauchamps. Blücher comptait en avoir bon marché, lorsque tout à coup l'armée française, conduite par l'empereur, apparait derrière les troupes du duc de Raguse (14 février). Blücher veut alors se dérober, mais il n'est plus temps; il est écrasé et mis en déroute complète.

« Napoléon en ayant fini pour le moment avec l'armée prussienne et ses auxiliaires russes, laissa à ses lieutenants le soin d'en surveiller et d'en contenir les restes. La grande armée austro-russe de Schwartzemberg appelait maintenant toute son attention. Pendant les combats que l'empereur livrait entre l'Aube et la Marne, cette grande armée s'avançait par la vallée de la Seine, qu'elle avait franchie sur trois points : Nogent, Bray et Montereau. Elle s'avançait sur Nangis, où Wittgenstein fut défait le 17, en même temps que les Bavarois de Wrède l'étaient à Villeneuve.

« Le 18, le prince de Wurtemberg, découvert à Montereau par la défaite des deux généraux, fut aussi repoussé. Napoléon venait de recevoir un renfort de vieilles troupes appelées de l'armée d'Espagne. Ces succès et ces troupes lui rendirent une confiance excessive.

« *Maintenant*, dit-il, *je suis plus près de Vienne qu'ils ne le sont de Paris.* »

« Aussi rejeta-t-il l'avis du conseil privé, auquel il avait déféré les propositions si exorbitantes du congrès de Châtillon, et qui avait été unanime pour les déclarer acceptables. Mais l'infatigable Blücher avait reparu avec des renforts composés des corps de Wintzingerode, Bulow et Woronzof, et il se concentrait vers Châlons. Le 20, il avait brûlé Méry. Le 24, Napoléon laissant Schwartzemberg faire sa retraite vers Bar-sur-Aube, se reporta sur Blücher et le chassa de Troyes. Mais le lendemain (25), Blücher poussait Marmont à Sezanne, et le 26, Bulow prenait La Fère. Bar-sur-Aube, pris sur les alliés par Oudinot, était repris par eux le 27. Du 28 février au 2 mars, Macdonald évacuait La Ferté et Bar-sur Seine. Les ennemis, ranimés par leurs renforts, reprenaient partout l'offensive, et, au lieu de faire entre eux de la marche sur Paris une course au clocher, se décidaient à ne plus agir qu'avec ensemble.

« Ce fut le 1er mars que les ministres des empereurs de Russie et d'Autriche, et des rois d'Angleterre et de Prusse, signèrent à Chaumont le traité d'une ligue de vingt ans, dans le but de forcer la France à souscrire à une paix qui as-

surât désormais l'indépendance de l'Europe, et de garantir pour l'avenir les conditions de cette paix, en s'engageant réciproquement à se porter secours les uns aux autres, ainsi qu'aux puissances qui accéderaient au traité.

« Malgré les échecs essuyés à La Ferté, à Soissons, à La Fère, l'armée française, en occupant Reims le 5 mars, avait encore coupé les communications entre Schwartzemberg et Blücher. Ce dernier prit position à Craonne, où Napoléon le défit (7 mars), mais sans pouvoir tirer parti de sa victoire. Deux jours après, Blücher prenait sa revanche à Laon. Le 12 et le 13, les Français perdaient et reprenaient Reims. Le 16, ils reprenaient Châlons; le 17 et le 18, Napoléon chassait les alliés d'Épernay et de Troyes; mais le 19, Blücher rentrait dans Châlons, et, le 21, Napoléon, forcé dans Arcis-sur-Aube, qu'il avait pris la veille, se mettait en retraite sur Vitry et Saint-Dizier. La fin approchait. Le congrès de Châtillon était rompu. Lyon était au pouvoir des Autrichiens (20 mars); l'empereur d'Autriche faisait son entrée à Dijon (25 mars), et le même jour, Schwartzemberg et Blücher faisaient leur jonction à Vitry. Le 27 Marmont et Mortier étaient défaits à Lafère Champenoise, tandis que Napoléon, par qui ils se croyaient converts, se persuadait lui même avoir tourné l'ennem et le prendre par ses derrières à Saint-Dizier, où il n'avait rencontré que Winzingerode. Ce faux calcul décida de la campagne. Le corps surpris et battu à Lafère était le seul obstacle qui barrât à la grande armée des alliés le chemin de Paris.

Le 27, au point du jour, Napoléon partit de Saint-Dizier, pour marcher au secours de la capitale, et fit annoncer son arrivée aux Parisiens. Le 28, Marie-Louise et le roi de Rome sortirent des Tuileries, escortés de vingt-cinq mille hommes de ligne, et se dirigèrent sur Blois. Le 29, les alliés affluèrent sur Paris, par toutes les avenues de l'est et du nord. Mortier et Marmont engagèrent le combat à cinq heures du matin. La mêlée fut sanglante à Pantin et à Romainville, dont les Français restèrent enfin maîtres. Mais, Joseph n'avait pas suffisamment pourvu à la défense de la capitale; aussi, à midi, les étrangers occupaient Charonne, Vincennes et Montmartre. Le roi Joseph, au lieu de mourir à son poste, se mit en route pour la Loire, après avoir ordonné dit-on, aux maréchaux de capituler.

« Cependant, dit M. de Norvins, tandis que Marmont négociait un armistice, l'ennemi faisait de nouveaux progrès : déjà il occupait Monceaux, Belleville, Ménilmontant, la butte Chaumont, la Villette, et Blücher menaçait de forcer la barrière Saint-Denis, quand des deux côtés on suspendit les hostilités. Le maréchal Mortier et Belliard, son chef d'état-major, ignoraient le départ du roi Joseph. Ils continuèrent, malgré leur faiblesse, d'imposer aux ennemis, qui flottaient indécis au pied des hauteurs de Montmartre, lorsque l'aide de camp Dejean, expédié de Doulencourt, par Napoléon, arriva, et prescrivit au maréchal de donner avis au prince de Schwartzemberg des ouvertures de paix faites à l'empereur d'Autriche. Le maréchal s'empressa d'obéir ; mais le prince répliqua par la déclaration des alliés, après la rupture de Châtillon. Dans l'intervalle de cette communication, Mortier, n'étant pas informé par Marmont de l'ordre de capituler, tenait ferme, et répondait à la sommation d'un aide de camp de l'empereur Alexandre :

« Les alliés, pour être au pied de Montmartre, ne sont point dans Paris; « mes soldats et moi nous périrons plutôt sous ses ruines que d'accepter une

« honteuse capitulation. Au reste, quand je ne pourrai plus défendre Paris, je « sais où et comment effectuer ma retraite devant vous et malgré vous. »

« Marmont venait de conclure la suspension d'armes, et Mortier, en ayant reçu l'avis, se réunit à son collègue pour traiter. L'armistice ne donnait aux maréchaux d'autre ligne que l'enceinte de Paris.

« On convint que l'armée se retirerait avec son matériel et aurait toute la nuit pour sortir de Paris; cette convention était verbale; Marmont fut chargé de la rédiger et de la signer au nom de son collègue. Les troupes se dirigèrent sur Fontainebleau, par les barrières du Maine et d'Orléans.

« Mortier avait évacué Paris le premier; il occupait Villejuif, au moment où le général Belliard faisait à Napoléon le récit de la prise de Paris. Napoléon l'avait écouté dans le plus grand silence; il le rompit tout à coup, en disant :

« — Il n'y a pas un moment à perdre; partons.

« — Mais, Sire, il n'y a plus de troupes à Paris, lui répondit Belliard.

« — N'importe, reprit l'empereur, j'y trouverai la garde nationale; mon « armée m'y rejoindra demain ou après, et j'y rétablirai les affaires. Suivez-moi « avec toute votre cavalerie.

« — Votre Majesté s'expose, répondit Belliard, à être prise et à faire saccager « la capitale; elle est entourée par cent trente mille hommes. »

« A ces paroles, Napoléon s'achemina lentement vers la maison de la poste, ordonna de prendre position, et se résolut à envoyer le duc de Vicence à Bondy, quartier général de l'empereur Alexandre. Alexandre remit sa réponse, après son entrée à Paris, qui allait avoir lieu le lendemain. Le duc de Vicence revint attendre, dans cette ville, l'audience du czar, et Napoléon se décida à attendre à Fontainebleau le résultat de cette dernière tentative de négociation. »

Le 31, Alexandre, le roi de Prusse et le généralissime autrichien firent leur entrée à Paris. Les faubourgs et la plus grande partie de la ville restèrent plongés dans la plus profonde stupeur. Mais, au boulevard de la Madelaine, on entendit quelques cris de : *Vivent les Bourbons!* On vit des dames se précipiter au milieu des chevaux, pour toucher les bottes et les habits d'Alexandre; mais, l'empereur de Russie, qui jusqu'alors n'avait entendu aucun cri, resta impassible devant l'effervescence royaliste, fit défiler l'armée de coalition et se rendit ensuite à pied, à l'hôtel de M. de Talleyrand, rue Saint-Florentin. Les Cosaques bivouaquaient aux Champs-Elysées. Athènes était au pouvoir des barbares.

Dans une première entrevue, Schwartzemberg fit, au nom de l'empereu d'Autriche, le manifeste qui suit :

« L'existence de Napoléon en France est incompatible avec le repos de l'Eu- « rope, et on doit se fixer au retour de l'ancienne dynastie. »

Alexandre proposa trois partis, qu'on pouvait prendre, disait-il :

« Faire la paix avec Napoléon, en prenant contre lui toutes les sûretés;

« Etablir la régence de Marie-Louise;

« Rappeler la maison de Bourbon.

« — Je vote hautement pour le dernier parti, s'écria Talleyrand, et je me « porte fort pour le Sénat, qui entraînera la France. »

Le Sénat se montra, en effet, très-docile, et les princes alliés firent la déclaration suivante :

« Les souverains alliés reconnaîtront et garantiront la Constitution que la « nation française se donnera. Ils invitent, en conséquence, le Sénat à désigner



Napoléon surpris à Brienne par un hourra de Cosaques.

« un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'administra-
« tion et préparer la Constitution qui conviendra au peuple français. »

Convoqué chez Talleyrand, le Sénat prononça la déchéance de Napoléon et nomma le gouvernement provisoire, qui se composa de MM. de Beurnonville, Talleyrand, Jaucourt, l'abbé de Montesquiou et Dalberg.

Le Corps Législatif adopta le sénatus-consulte ; la Cour de cassation, la Cour impériale, la Cour des comptes envoyèrent immédiatement leurs adhésions. Marmont lui-même abandonna, avec ses troupes, la position d'Essone, qui couvrait Fontainebleau, où se trouvait l'empereur, et fit sa soumission.

Napoléon était abattu par tant de revers, mais non vaincu. Le 3 avril, la garde impériale avait frémi de rage et d'enthousiasme, en entendant les paroles suivantes :

« Soldats !

« L'ennemi vous a dérobé trois marches et s'est rendu maître de Paris ; il « faut l'en chasser. D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous avions « pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints à nos ennemis. Les « lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons de vaincre ou de « mourir, et de faire respecter cette cocarde tricolore, qui depuis vingt ans nous « trouve dans le chemin de la gloire et de l'honneur. »

Mais la voie des armes lui était fermée. Le découragement et la défection, plus que le fer ennemi, avait anéanti son armée. Le 4, il envoya la déclaration suivante aux maréchaux Macdonald et Ney, ses plénipotentiaires auprès des souverains de la sainte-alliance :

« Les puissances alliées ayant déclaré que l'empereur Napoléon était le seul « obstacle au rétablissement de la paix en Europe, fidèle à son serment, il dé- « clare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie « pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la ré- « gence de l'impératrice, et du maintien des lois de l'empire. »

La défection de Marmont, son ancien aide-de-camp, qu'il avait cru digne d'occuper ce poste de confiance, l'impressionna profondément.

— « L'ingrat ! s'écria l'empereur, avec un geste de douloureuse indignation, « il sera plus malheureux que moi ! »

L'ordre du jour suivant fut immédiatement adressé à l'armée, démoralisée par tant de trahisons et de calamités :

« L'empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui témoigne, et « principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non pas « dans le peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son « général, son honneur et sa religion. Le duc de Raguse n'a point inspiré ce « sentiment à ses compagnons d'armes ; il a passé aux alliés. L'empereur ne « peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche ; il ne peut « accepter la vie et la liberté de la main d'un sujet. Le Sénat s'est permis « de disposer du gouvernement français ; il a oublié qu'il doit à l'empereur le « pouvoir dont il abuse maintenant ; que c'est l'empereur qui a sauvé une partie « de ses membres des orages de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé « l'autre contre la haine de la nation. Le Sénat se fonde sur les articles de la « Constitution pour la renverser ; il ne rougit pas de faire des reproches à « l'empereur, sans remarquer que, comme premier corps de l'État, il a pris part « à tous les événements. Il est allé si loin, qu'il a osé accuser l'empereur d'avoir

« changé les actes dans leur publication. Le monde entier sait qu'il n'avait pas « besoin de tels artifices. Un signe était un ordre pour le Sénat, qui toujours « faisait plus qu'on ne désirait de lui. Le bonheur de la France était le vœu de « l'empereur ; aujourd'hui que la fortune s'est déclarée contre lui, la volonté de « la nation seule pourrait le persuader de rester plus longtemps sur le trône. « S'il se doit considérer comme le seul obstacle à la paix, il fait volontiers ce « dernier sacrifice à la France. Il a, en conséquence, envoyé le prince de la « Moskowa et les ducs de Vicence et de Tarente à Paris, pour entamer la né- « gociation. L'armée peut être certaine que l'honneur de l'empereur ne sera « jamais en contradiction avec le bonheur de la France. »

Cependant, les négociateurs annoncèrent que les alliés ne se contentaient plus de l'abdication de l'empereur, et qu'ils exigeaient aussi l'abandon des droits du roi de Rome. Napoléon avait encore autour de lui vingt-cinq mille hommes de sa garde, résolus à mourir jusqu'au dernier : il pouvait réunir d'autres corps, les vingt-cinq mille hommes de l'armée de Lyon, les quarante mille du maréchal Soult, trente-trois mille hommes commandés par le maréchal Suchet et le général Grenier. Il aurait pu encore faire trembler les alliés et peut-être les refouler au delà des frontières, mais il ne voulut pas enlever à la France sa seule chance de paix ; il signa la déclaration suivante le 11 avril :

« Les puissances alliées ayant déclaré que l'empereur était le seul obstacle au « rétablissement de la paix en Europe, l'empereur, fidèle à son serment, dé- « clare qu'il renonce pour lui et ses enfants aux trônes de France et d'Italie, et « qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de sa vie, qu'il ne soit prêt à faire aux « intérêts de la France. »

Ney, Macdonald et le duc de Vicence partirent pour Paris. Le 13, ils revinrent à Fontainebleau avec un plénipotentiaire russe pour l'échange des ratifications. Par ce traité, l'empereur, l'impératrice et tous les membres de la famille impériale conservèrent leurs titres et qualités. L'île d'Elbe fut accordée en toute souveraineté à Napoléon avec deux millions de revenu, dont un reversible à Marie-Louise et à la charge de la France. L'impératrice reçut aussi en toute propriété les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla.

Le 15, l'empereur d'Autriche arriva à Paris. La bataille de Toulouse perdue par le maréchal Soult, la soumission de presque tous les généraux ne laissaient plus aucun espoir au vainqueur de l'Europe. Le 20 avril, Napoléon fit mettre sa garde sous les armes dans la cour du château de Fontainebleau et lui adressa ces paroles d'une voix profondément émue par la douleur de se séparer de ces braves :

« Officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde,

« Je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans que nous sommes ensemble, je « suis content de vous. Je vous ai toujours trouvés au chemin de la gloire. « Toutes les puissances de l'Europe se sont armées contre moi ; quelques-uns « de mes généraux ont trahi leur devoir, et la France elle-même a voulu « d'autres destinées. Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais « pu entretenir la guerre civile ; mais la France eût été malheureuse. Soyez fi- « dèles à votre nouveau roi, soyez soumis à vos nouveaux chefs, et n'abandonnez « point notre chère patrie. Ne plaignez pas mon sort : je serai heureux lorsque « je saurai que vous l'êtes vous-mêmes. J'aurais pu mourir ; si j'ai consenti à

« survivre, c'est pour servir encore à votre gloire : j'écrirai les grandes choses « que nous avons faites. Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasse votre « général. Venez, général Petit, que je vous presse sur mon cœur !... Qu'on « m'apporte l'aigle, que je l'embrasse aussi ! Ah ! chère aigle, puisse le baiser « que je te donne retentir dans la postérité ! Adieu, mes enfants ; mes vœux « vous accompagneront toujours ; gardez mon souvenir ! »

Il embrassa le général Petit, pressa le drapeau tricolore sur son cœur et monta dans une voiture qui devait le conduire à l'île d'Elbe, sous la conduite ou plutôt sous la garde des commissaires des puissances alliées.

Le 3 mai, à six heures du soir, l'empereur entra à Porto-Ferrajo ; il y fut reçu par le général Duhesme, commandant français :

« Général, lui dit-il, j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de ma patrie, et je « me suis réservé la propriété et la souveraineté de l'île d'Elbe. Faites con- « naître aux habitants le choix que j'ai fait de leur île pour mon séjour. Dites- « leur qu'ils seront toujours pour moi l'objet de mon intérêt le plus vif. »

Il s'installa à la mairie, on chanta un *Te Deum* dans la cathédrale, et Napoléon prit possession de sa chétive souveraineté.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Première Restauration. — L'acte de réformation. — La Charte. — Persécutions des royalistes. — Les biens nationaux. — Mécontentement général. — Retour de Napoléon de l'Ile d'Elbe. — Débarquement au golfe de Juan. — Proclamations au peuple et à l'armée. — Courage de Napoléon. — Il se dirige vers Grenoble. — Il y est reconnu empereur. — Fuite de Louis XVIII des Tuileries. — Décrets de Lyon. — Le maréchal Ney. — Arrivée de Napoléon à Paris. — Les royalistes dans le Midi. — Les chevaliers du Brassard. — Le duc d'Angoulême part pour l'Espagne. — Adresses du Conseil-d'État, des Cours judiciaires, etc. — Réponse de Napoléon.

Le nom des Bourbons était à jamais impopulaire en France : en même temps que Napoléon partait pour l'île d'Elbe, Louis XVIII faisait son entrée comme roi *légitime* de France et de Navarre dans la ville de Londres, où il adressait en ces termes ses remercîments au prince régent :

« C'est aux conseils de Votre Altesse Royale, à ce glorieux pays et à la con-
« fiance de ses habitants que j'attribuerai toujours, après la divine Providence,
« le rétablissement de notre maison sur le trône de ses ancêtres. »

Le sénat avait rédigé une Constitution qui devait être soumise à la ratification du peuple, et recevoir le serment du roi. C'était sous la foi de ces promesses et sous la garantie des étrangers que la restauration s'opérait. Mais, au lieu de cela, on vit apparaître un souverain qui datait de la dix-neuvième année de son règne, avec un acte de *réformation* qui n'avait d'autre sanction que le bon plaisir de son auteur. La déclaration de Saint-Ouen ouvrit d'abord tous les cœurs à l'espérance ; elle promettait une charte et en exposait les bases qui étaient : le gouvernement représentatif divisé en deux corps ; l'impôt librement consenti ; liberté de la presse ; liberté politique et individuelle ; vente des biens nationaux irrévocable ; ministres responsables ; inamovibilité des juges ; indépendance du pouvoir judiciaire ; admission de tous les Français à tous les emplois ; maintien de la Légion-d'Honneur ; engagement de ne rechercher personne pour ses votes et opinions politiques.

Ce fut sous ces auspices que Louis XVIII fit son entrée dans Paris entouré de toute sa famille ; on remarqua dans l'attitude des princes et des princesses une morgue qui dénotait plus de disposition à la vengeance qu'à la conciliation. L'ex-garde impériale fut envoyée en garnison à Metz. Il y eut immédiatement, contre la promesse donnée, une recherche des votes antérieurs qui fut dirigée spécialement contre l'armée. Le général Milhaud, ancien conventionnel, reçut un affront en plein palais, au lieu de la croix de Saint-Louis qu'on lui avait proposée. On *épura* l'armée ; les émigrés remplacèrent les soldats de la révolution et de l'empire ; le général Dupont, méprisé de tous ses anciens compagnons d'armes, à cause de sa capitulation de Baylen, fut nommé ministre de la guerre ;

le maréchal Soult, qui lui succéda, proposa un monument aux victimes de Quiberon et livra sa personne aussi bien que son ministère aux influences cléricales. Des aumôniers, attachés à chaque régiment, furent chargés de fournir des notes sur les officiers.

Non contente de blesser les Français dans leur honneur, la restauration froissa leurs intérêts ; elle arrachait aux contribuables trente millions pour payer les dettes des Bourbons à l'étranger ; elle fit une loi pour la restitution des biens et domaines nationaux non vendus. Les curés tonnèrent contre les détenteurs des biens nationaux ; ces prédications tuèrent la restauration dans les campagnes.

Le mécontentement fut bientôt général : Napoléon qui, de son ile d'Elbe, suivait le mouvement européen et surtout les variations de l'opinion en France, menacé d'ailleurs de se voir enlever cette propriété et de se voir transporter à Sainte-Hélène, jugea, vers le mois de décembre 1814, que le moment était venu de faire voile pour la France et d'en chasser les Bourbons. On acheta des munitions à Alger, à Naples, à Gênes; une troupe de onze cents hommes dont six cents de la garde, qui avait rejoint l'empereur, reçut ordre de se tenir prête à partir au premier signal.

Le départ s'effectua le 26 février 1815 à huit heures du soir. En mettant le pied sur l'*Inconstant*, bâtiment armé de vingt-six canons, Napoléon s'écria : « Le sort en est jeté ! »

Bientôt la flottille impériale, composée de l'*Inconstant* et de six autres petits bâtiments, vogua loin de l'île; Napoléon n'avait encore communiqué son secret qu'à Bertrand et à Drouot; mais, dès qu'il se vit loin du rivage, il s'écria :

— « Grenadiers, nous allons en France, nous allons à Paris.

— « Vive la France ! vive Napoléon ! s'écrièrent les vieux soldats. »

La flottille, poussée par un vent contraire, avançait très-lentement, et les marins voulaient retourner à l'île d'Elbe. Mais Napoléon voulait *quand même* arriver en France, malgré les croisières anglaises, qui infestaient la mer. On aperçut plusieurs bâtiments qui passaient au loin; un seul brick le *Zéphir* accosta l'*Inconstant* et demanda des nouvelles de l'empereur.

— « Il se porte bien, répondit Napoléon lui-même. »

Cependant on approchait des côtes françaises. La journée du 28 fut employée à copier des proclamations adressées par l'empereur au peuple français et à l'armée. Toutes les personnes qui savaient écrire se mirent à l'œuvre. L'*Inconstant* arriva, le 1er mars 1815, au golfe de Juan. Les paysans firent l'accueil le plus bienveillant à l'empereur et à sa petite armée. On se mit en marche; Napoléon, après avoir fait vingt lieues, arriva le 2 au village de Cérénon ; le 3, il coucha à Barème; le 4, à Digne; le 5, à Gap, où il fit imprimer les proclamations suivantes, dont nous avons déjà parlé :

PROCLAMATION A L'ARMÉE.

Golfe de Juan, 1er mars.

« Soldats !

« Nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes sortis de nos rangs ont « trahi nos lauriers, leur pays, leur prince, leur bienfaiteur. Dans mon exil, « j'ai entendu votre voix; je suis arrivé à travers tous les obstacles et tous les « périls... Nous devons oublier que nous avons été les maîtres des nations, mais

« nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui prétendrait « être le maître chez nous?... Reprenez ces aigles, que vous aviez à Ulm, à « Austerlitz, à Iéna, à Montmirail!... Les vétérans de l'armée de Sambre-et-« Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de la grande armée, sont « humiliés... Venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef... et la victoire « marchera encore au pas de charge. L'aigle, avec les couleurs nationales, vo-« lera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame... Dans votre vieil-« lesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous entendront avec « respect raconter vos hauts faits. Vous pourrez dire avec orgueil : Et moi « aussi, je faisais partie de cette grande armée, qui est entrée deux fois dans « les murs de Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Madrid, de Moscou, « qui a délivré Paris de la souillure que la trahison et la présence de l'ennemi « y ont empreinte... »

PROCLAMATION AU PEUPLE FRANÇAIS.

« Français!

« La défection du duc de Castiglione livra Lyon sans défense à nos ennemis. « L'armée, dont je lui avais confié le commandement, était, par le nombre de « ses bataillons, par la bravoure et le patriotisme des troupes qui la compo-« saient, en état de battre le corps d'armée autrichien, qui lui était opposé, « et d'arriver sur les derrières du flanc gauche de l'ennemi qui menaçait « Paris.

« Les victoires de Champ-Aubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de « Vaux-Champs, de Cormans, de Montereau, de Craone, de Reims, d'Arcis-sur-« Aube et de Saint-Dizier ; l'insurrection des braves paysans de la Lorraine et « de la Champagne, de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la Bourgogne, et la « position que j'avais prise sur les derrières de l'armée ennemie, en la séparant « de ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois et de tous ses équi-« pages, l'avaient placée dans une situation désespérée. Les Français ne furent « jamais sur le point d'être plus puissants, et l'élite de l'armée alliée était perdue « sans ressources : elle eût trouvé son tombeau dans ces vastes contrées, qu'elle « avait si impitoyablement saccagées, lorsque la trahison du duc de Raguse « livra la capitale et désorganisa l'armée. La conduite inattendue de ces deux « généraux, qui trahirent à la fois leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, « changea le destin de la guerre. La situation de l'ennemi était telle, qu'à la fin « de l'affaire, qui eut lieu devant Paris, il était sans munitions, par la séparation « de ses parcs de réserve.

« Dans ces nouvelles et grandes circonstances, mon cœur fut déchiré, mais « mon âme resta inébranlable, etc. »

L'armée de l'île d'Elbe se mit en marche le 6 pour Grenoble ; à Saint-Dizier, Napoléon ne voulut pas qu'on sonnât le tocsin, pour soulever les campagnes contre les Bourbons.

— « Restez tranquilles chez vous, dit-il aux habitants, vos sentiments me ga-« rantissent ceux de nos soldats, plus j'en rencontrerai, plus j'en aurai. »

A Sisteron, Cambronne eut à lutter contre le mauvais vouloir du maire ; mais la résistance ne fut pas longue et se termina sans aucune effusion de sang. Les habitants offrirent ensuite à Cambronne un drapeau tricolore.

Mais, tout à coup ce général se trouva investi, avec ses quarante grenadiers,

par une colonne envoyée de Grenoble. Ce premier danger pouvait faire échouer l'empereur dans ses desseins. Aussi, ne prenant conseil que de la fougue de son génie, il s'avança seul vers le bataillon :

— « Soldats, s'écria-t-il, en découvrant sa poitrine, s'il en est parmi vous, « s'il en est un seul qui veuille tuer son général, son empereur, il le peut, le « voici.

— « Vive l'empereur! répondirent les soldats en agitant leurs shakos; vive « l'empereur; nous voulons marcher avec lui sur Grenoble. »

Aussitôt, Napoléon se décide à marcher sur le chef-lieu de l'Isère; les portes de la place étaient fermées, et le général Marchand avait fait des préparatifs pour la résistance. La garnison et les habitants, groupés sur les remparts, aperçurent Napoléon à la tête de sa petite armée, qui le fusil renversé, criait avec enthousiasme :

« Vive la France! vive Grenoble! vive l'empereur! »

Au même instant, ces cris trouvèrent des échos chez les Grenoblois, qui brisèrent les portes de la ville et les portèrent à Napoléon.

— « Tiens, dirent-ils à l'empereur, au défaut des clefs de ta bonne ville de « Grenoble, en voici les portes. »

Officiers, soldats et habitants s'embrassaient comme des frères.

— « Tout est décidé maintenant, s'écria Napoléon, tout est décidé; nous « allons à Paris. »

Le 8 mars, le proscrit de la sainte-alliance, le prisonnier de l'île d'Elbe, fut reconnu et salué empereur par toutes les autorités civiles et militaires de Grenoble.

— « Messieurs, leur dit Napoléon, j'ai su que la France était malheureuse; « j'ai entendu ses gémissements et ses reproches. Mes droits ne sont autres que « ceux du peuple.

« Je viens les reprendre, non pour régner, le trône n'est rien pour moi; non « pour me venger, je veux oublier tout ce qui a été dit, fait et écrit depuis la « capitulation de Paris. J'ai trop aimé la guerre; je ne la ferai plus... Nous de- « vons oublier que nous avons été les maîtres du monde... Je veux régner pour « rendre notre belle France libre, heureuse et indépendante... Je veux être « moins son souverain que le premier et le meilleur de ses citoyens. » Napoléon redevint subitement l'homme des soldats et du peuple, dont son retour merveilleux avait saisi, exalté toutes les facultés. Aussi, à la revue qu'il passa de la garnison de Grenoble, l'enthousiasme public monta jusqu'au délire, surtout après ces paroles, qu'il adressa au 4e d'artillerie : « C'est parmi vous que j'ai « fait mes premières armes; je vous aime tous comme d'anciens camarades. Je « vous ai suivis sur le champ de bataille, et j'ai toujours été content de vous; « mais j'espère que nous n'aurons pas besoin de vos canons. Il faut à la France « de la modération et du repos. L'armée jouira, dans le sein de la paix, du bien « que je lui ai déjà fait et que je lui ferai encore. Les soldats ont trouvé en moi « leur père; ils peuvent compter sur les récompenses qu'ils ont méritées... » Après la revue, la garnison se mit en marche sur Lyon, au nombre de six mille hommes.

Cependant, à Paris, le *Moniteur* publiait que Bonaparte avait été battu et rejeté dans le Piémont. Mais on apprit bientôt qu'il était entré à Grenoble et

marchait sur Lyon, recrutant à chaque pas de nouveaux partisans. Déjà, il ne faisait plus de proclamations; il rendait des décrets.

Réveillé en sursaut par le bruit de la marche triomphale de l'empereur, le gouvernement royal avait fini par prendre des mesures. Le comte d'Artois était venu lui barrer le passage à Lyon. Napoléon marcha tout droit de Grenoble sur cette ville. Le prince s'épuisait encore en vains efforts pour entraîner la population et la garnison, lorsque les avant-gardes de la petite armée impériale arrivèrent aux premiers faubourgs. Le comte d'Artois, désespéré, dut abandonner la ville, de peur d'y être pris. Il partit seul, abandonné même par la garde d'honneur que les principales familles de la ville lui avaient fournie pendant son séjour, et dont un seul membre consentit à lui rester fidèle. Napoléon, instruit de ce fait, repoussa durement les gardes d'honneur, qui vinrent aussi lui offrir leurs services, et fit membre de la Légion-d'Honneur, celui qui avait mieux aimé suivre sa conscience que sa fortune.

Il le fit appeler et lui dit:

— « Je n'ai jamais laissé une bonne action sans récompense; je vous donne « la croix de la Légion-d'Honneur, »

En descendant à l'archevéché, il dit à la garde nationale à cheval, qui demandait à lui servir d'escorte:

— « Nos institutions ne reconnaissent pas de gardes nationales à cheval; « d'ailleurs, vous vous êtes si mal conduits avec le comte d'Artois, que je ne « veux pas de vous. »

En présence des autorités lyonnaises, il fit abjuration de l'esprit de conquête.

— « J'ai été entraîné, s'écria-t-il, dans une fausse route, par la force des « événements. Mais, instruit par l'expérience, j'ai abjuré cet amour de la gloire, « si naturel aux Français, qui a eu pour la France et pour moi tant de funestes « résultats. Je me suis trompé, en croyant que le temps était venu de rendre « la France le chef-lieu d'un vaste empire. »

Il renouvela les promesses qu'il avait déjà semées le long de sa route, et dont la plupart des hommes qui se ralliaient à lui faisaient en quelque sorte une condition de leur dévouement. Ce fut dans cette pensée qu'il rendit les décrets connus sous le nom de décrets de Lyon, et qui abattaient d'un seul coup, en le démoralisant, le gouvernement des Bourbons.

Le premier dissolvait la Chambre des pairs et la Chambre des députés. La Chambre des pairs, comme composée en partie de personnes qui avaient porté les armes contre la France, qui avaient intérêt au rétablissement des droits féodaux, à la destruction de l'égalité entre les différentes classes, à l'annulation des ventes des biens nationaux, etc. La Chambre des députés, comme s'étant rendue indigne de la confiance de la nation en adhérant au rétablissement de la noblesse féodale abolie par les Constitutions acceptées par le peuple, en faisant payer par la France les dettes contractées à l'étranger pour tramer des coalitions et soudoyer des armées contre le peuple français; en donnant aux Bourbons le titre de roi légitime, ce qui était déclarer rebelles le peuple français et les armées, proclamer seuls bons Français les émigrés qui ont déchiré pendant vingt-cinq ans le sein de la patrie et violé tous les droits du peuple en consacrant le principe que la nation était faite pour le trône et non le trône pour la nation.

Par le même décret, les colléges électoraux devaient se réunir à Paris, en assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai, pour avoir à modifier les Constitutions de l'empire suivant les volontés de la nation, et assister au couronnement de l'impératrice et du fils de l'empereur. Ce dernier point avait pour objet de donner à penser que l'empereur n'était pas isolé en Europe, et que son retour ne s'était pas effectué sans concert avec l'Autriche.

Le second décret ordonnait l'expulsion de tous les émigrés non rayés, et les menaçait des peines portées contre eux par les lois.

Le troisième décret abolissait la noblesse et les titres féodaux. Néanmoins, les individus qui avaient obtenu des titres *nationaux*, comme récompense nationale, devaient continuer à les porter.

Le quatrième décret rayait des contrôles de l'armée tous les généraux et officiers de terre ou de mer qui y avaient été introduits, depuis le 1er avril 1814, et qui se trouvaient ou avoir émigré, ou seulement avoir quitté le service lors de la première coalition.

D'autres décrets rétablissaient dans leurs siéges les magistrats évincés en dépit du principe de l'inamovibilité; apposaient le sequestre sur les biens de la famille des Bourbons, ordonnaient le retour de tous les biens d'émigrés à la Légion-d'Honneur ou aux hospices qu'on en avait dépouillés, licenciaient la maison du roi et les Suisses, enfin abolissaient les décorations du Lis, de Saint-Louis, du Saint-Esprit et de Saint-Michel.

Une armée se trouvait alors à Lons-le-Saulnier, sous le commandement du maréchal Ney, pour combattre le proscrit de l'île d'Elbe.

Napoléon apprit que la défection s'était mise dans plusieurs régiments; il chargea le général Bertrand d'écrire au maréchal, en ayant soin de le rendre responsable de tous les malheurs qu'entraînerait la guerre civile.

« Flattez le maréchal, dit l'empereur, mais ne le caressez pas trop; il croirait « que je le crains et se ferait trop prier. »

Ney, qui avait promis à Louis XVIII de lui ramener Napoléon dans une cage de fer, adressa, le 13 mars, l'ordre du jour suivant à son armée :

« Soldats!

« La cause des Bourbons est à jamais perdue. La dynastie que la nation fran- « çaise a adoptée va remonter sur le trône... Soldats! *les temps ne sont plus où* « *l'on gouvernait les peuples en étouffant leurs droits. La liberté triomphe enfin,* « *et Napoléon, notre auguste empereur, va l'affermir à jamais...* »

Le 18, l'empereur arrivait à Auxerre, embrassait le prince de la Moscowa et se voyait accueilli par l'armée comme aux jours de ses grandes victoires. Le 19 il était à Fontainebleau, et le 20 il entrait dans Paris, à neuf heures du soir, par la barrière de Fontainebleau. Porté en triomphe par le peuple, par les anciens soldats de la grande armée, il arriva aux Tuileries, que Louis XVIII venait de quitter avec précipitation.

Le lendemain, il recevait les hommages de ses amis et de ses ennemis, des personnes dévouées et des traîtres. Au nombre de ces derniers figurait Fouché, instigateur de toutes les intrigues royalistes.

L'empereur, aussitôt qu'il l'aperçut dans la foule de ses adulateurs, lui adressa ces paroles foudroyantes :

« Certains meneurs voulaient s'approprier l'affaire et travailler pour leur pro-

« *pre compte. Ils prétendent aujourd'hui m'avoir frayé le chemin de Paris. Je* « *sais à quoi m'en tenir. C'est le peuple, les soldats, les sous-lieutenants qui ont* « *tout fait; c'est à eux, à eux seuls que je dois tout.* »

Non content d'avoir ainsi émancipé sa couronne, en se débarrassant des devoirs de la reconnaissance envers les intrigants, l'empereur se hâta de passer en revue toute l'armée réunie à Paris :

« Soldats! s'écria-t-il, je suis venu avec six cents hommes en France, parce « que je comptais sur l'amour du peuple et sur le souvenir des vieux soldats. Je « n'ai pas été trompé dans mon attente. Soldats! je vous en remercie. La gloire « de ce que nous venons de faire est toute au peuple et à vous. La mienne se « réduit à vous avoir connus et appréciés... »

Le bataillon de l'île d'Elbe défila ensuite sous le commandement de Cambronne; l'empereur s'écria, en montrant le bataillon sacré :

« Soldats!

« Voilà les officiers du bataillon qui m'a accompagné dans mon malheur : ils « sont tous mes amis; ils étaient chers à mon cœur. Toutes les fois que je les « voyais, ils me représentaient les différents régiments de l'armée. Dans mes « six cents braves, il y a des hommes de tous les régiments; tous me rappe- « laient ces grandes journées dont le souvenir m'est si cher : car tous sont cou- « verts d'honorables cicatrices reçues à ces batailles mémorables. En les aimant, « c'est vous tous, soldats de l'armée française, que j'aimais. Ils vous rapportent « ces aigles; qu'elles vous servent de ralliement : en les donnant à la garde, je « les donne à toute l'armée. La trahison et des circonstances malheureuses les « avaient couvertes d'un voile funèbre; mais, grâce au peuple français et à vous, « elles reparaissent resplendissantes de toute leur gloire. Jurez qu'elles se trou- « veront toujours et partout où l'intérêt de la patrie les appellera; que les traî- « tres et ceux qui voudraient envahir notre territoire n'en puissent jamais soute- « nir les regards. »

Cependant le royalisme s'agitait encore dans le midi de la France. La duchesse d'Angoulême déployait à Bordeaux un courage viril, secondée pendant quelques jours par les *chevaliers du brassard;* mais bientôt délaissée par l'armée, par ses plus chaleureux partisans, elle se vit réduite à fuir sur un bâtiment anglais. Le duc d'Angoulême, à la tête de douze mille hommes, tenta de faire des départements méridionaux autant de Vendées. Les troupes commandées par les partisans de l'empereur se renfermèrent entre le Rhône, la Durance et les montagnes. Il capitula pour sauver les braves qui s'étaient dévoués à sa personne. L'empereur venait d'être mis au ban des nations par l'Europe coalisée, lorsqu'il apprit la capitulation du duc d'Angoulême. Par une déclaration du 13 mars, le congrès de Vienne avait fulminé contre lui une mise hors du droit des gens. Dans cet acte, les puissances déclaraient que Napoléon Bonaparte s'était placé hors des relations civiles et sociales, et le livraient à la vindicte publique comme perturbateur du repos du monde.

Le duc d'Angoulême était donc pour lui un otage des plus précieux : il n'en respecta pas moins la capitulation, et écrivit à ce sujet au général Grouchy :

« L'ordonnance du roi, en date du 6 mars, et la déclaration signée le 13 à « Vienne par ses ministres, pourraient m'autoriser à traiter le duc d'Angou- « lême comme cette ordonnance et cette déclaration voulaient qu'on me trai-

« tôt, moi et ma famille. Mais, constant dans les dispositions qui m'avaient « porté à ordonner que les membres de la famille des Bourbons pussent sortir « librement de France, mon intention est que vous donniez des ordres pour « que le duc d'Angoulême soit conduit à Cette, où il sera embarqué, et que « vous veilliez à sa sûreté et à écarter de sa personne tout mauvais traite-« ment. »

Le 16 avril, le duc d'Angoulême partit pour l'Espagne, et le drapeau tricolore flotta sur toute la France.

Déjà Napoléon avait reçu les adresses du Conseil d'État, des cours judiciaires, de ses ministres; adresses qui étaient autant de manifestations patriotiques, et de protestations contre la royauté.

Voici un fragment de celle du Conseil d'État : la souveraineté du peuple s'y trouve nettement proclamée :

« Le Conseil d'État, en reprenant ses fonctions, croit devoir faire connaître « les principes qui sont la règle de ses opinions et de sa conduite. La souverai-« neté réside dans le peuple : il est la seule source légitime du pouvoir... »

Après avoir proclamé le dogme de la démocratie, que Napoléon avait reconnu lui-même en soumettant sa nomination à l'approbation du peuple, le Conseil d'État démontrait que l'abdication de Napoléon, non consacrée par le vœu de la nation, ne pouvait détruire le contrat formé entre elle et l'empereur.

Passant ensuite à l'établissement du gouvernement royal, il disait que la Constitution décrétée par le Sénat n'avait pas été soumise à l'acceptation du peuple;

Que le roi avait accordé volontairement, et par le libre exercice de son autorité royale, une Charte constitutionnelle appelée ordonnance de réformation; que cette Charte n'avait eu d'autre sanction que la lecture qui en avait été faite devant une nouvelle Chambre des députés.

« L'empereur, ajoutait le Conseil d'État, est appelé *à garantir de nouveau par « des institutions* (et il en a pris l'engagement dans ses proclamations à la na-« tion et à l'armée) tous les principes libéraux : la liberté individuelle et l'éga-« lité des droits, la liberté de la presse et l'abolition de la censure, la liberté des « cultes, le vote des contributions et des lois par les représentants de la nation « légalement élus, le maintien des propriétés nationales de toute origine, l'indé-« pendance et l'inamovibilité des tribunaux, la responsabilité des ministres et de « tous les agents du pouvoir. Pour mieux consacrer les droits et les obligations « du peuple et du monarque, les institutions nationales doivent être revues dans « une grande assemblée de représentants déjà annoncée par l'empereur. »

Napoléon répondit à cette adresse :

« Les princes sont les premiers citoyens de l'État : *leur autorité est plus ou « moins étendue, selon l'intérêt des nations qu'ils gouvernent.* La souveraineté « elle-même n'est héréditaire que parce que l'intérêt des peuples l'exige. Hors « de ces principes, je ne connais pas de légitimité. J'ai renoncé aux idées du « grand empire dont, depuis quinze ans, je n'avais encore posé que les bases. « Désormais le bonheur et la consolidation de l'empire français seront l'objet de « toutes mes pensées... »

CHAPITRE QUINZIÈME.

L'acte additionnel aux constitutions de l'Empire. — Lettre aux souverains de l'Europe. — Intrigues royalistes. — Fouché. — Le Champ-de-Mai. — Discours de Napoléon. — Ouverture des Chambres. — Départ de Napoléon. — Armée de 170,000 hommes. — État de la France. — Position des ennemis en Belgique. — Wellington et Blücher. — Trahison de Bourmont. — Préludes de Waterloo. — Proclamation à l'armée. — L'armée française passe le Danube. — Napoléon à Charleroi. — Victoire de Marchiennes. — Les Quatre-Bras. — Bataille du mont Saint-Jean. — Défaite de Waterloo. — Cruels désastres.

Quelques jours apresr, Napoléon, publia *l'acte additionnel aux constitutions de l'empire.* Il tenta vainement de renouer des relations avec l'Autriche ou avec la Russie. Ces tentatives préliminaires échouèrent, et le 4 avril, les souverains de l'Europe reçurent de l'empereur la lettre suivante :

« Monsieur mon frère,

« Vous aurez appris, dans le cours du mois dernier, mon retour sur les côtes « de France, mon entrée à Paris et le départ de la famille des Bourbons. La « véritable nature de ces événements doit être maintenant connue de Votre Ma- « jesté; ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ouvrage et la volonté « unanime d'une grande nation qui connait ses devoirs et ses droits. L'attente « qui m'avait décidé au plus grand des sacrifices avait été trompée. Je suis venu, « et du point où j'ai touché le rivage, l'amour de mes peuples m'a porté jus- « qu'au sein de ma capitale. Le premier besoin de mon cœur est de payer tant « d'affection par une honorable tranquillité. Le rétablissement du trône impé- « rial étant nécessaire au bonheur des Français, ma plus douce pensée est de « le rendre en même temps utile à l'affermissement du repos de l'Europe. Assez « de gloire a illustré tour à tour les drapeaux des diverses nations. Les vicis- « situdes du sort ont assez fait succéder de grands revers à de grands succès. « Une plus belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, et je suis le « premier à y descendre. Après avoir présenté au monde le spectacle des grands « combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre rivalité que « celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de la félicité « des peuples. La France se plait à proclamer avec franchise ce noble but de « tous ses vœux. Jalouse de son indépendance, le principe invariable de sa po- « litique sera le *respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations.* « Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments personnels de « Votre Majesté, le calme général est assuré pour longtemps, et la justice, « assise aux confins des Etats, suffit seule pour en garder les frontières. »

Mais la sainte-alliance avait juré à Napoléon une guerre à mort; ses lettres

autographes ne furent point reçues; celles de son ministre des affaires étrangères furent également repoussées. Les courriers clandestins de Fouché, agent du royalisme, pouvaient seuls franchir la frontière. Il n'y avait plus à se méprendre sur les intentions hostiles des rois coalisés. L'empereur se prépara donc à la guerre; il retrouva dans ce moment suprême toute son activité, tout son génie; on fabriqua des armes, on organisa de nombreux bataillons; le 1er juin, quarante-six mille chevaux étaient en ligne dans les dépôts; trente mille officiers, sous-officiers et soldats en réforme et en retraite s'offrirent pour garder les places fortes; cent quatre-vingt mille hommes de la garde nationale furent mis à la disposition du ministre de la guerre.

Le drapeau tricolore flottait à Antibes, à Draguignan; le midi était soumis, et Masséna avait reconnu l'empereur. Mais on apprit en même temps que Wellington avait quitté Vienne, que le roi de Prusse retournait à Berlin, que les empereurs de Russie et d'Autriche étaient au quartier général de Francfort.

En Italie, Joachim Murat, après avoir battu les Autrichiens à Tolentino et à Macerata, avait vu son armée complètement détruite, sans pouvoir trouver la mort sur les champs de bataille. Il quitta son royaume de Naples en fugitif et fit voile vers la Provence. A peine débarqué, il envoya un courrier à l'empereur pour lui offrir sa vaillante épée. Mais l'Achille de l'armée ne devait pas mourir le glaive à la main.

Enfin, l'ouverture du Champ-de-Mai, annoncée longtemps à l'avance, eut lieu le 1er juin; cette cérémonie patriotique qui rappelait le grand jour de la fédération, en 1790, excita le plus vif enthousiasme. L'empereur y parut sur un trône devant la façade de l'Ecole militaire; l'orateur des corps électoraux lui adressa une longue harangue à laquelle il répondit par le discours suivant :

« Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peuple; dans la prospérité, dans « l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans l'exil, la « France a été l'objet unique et constant de mes pensées et de mes actions. « Comme le roi d'Athènes, je me suis sacrifié pour mon peuple, dans l'espoir « de voir se réaliser la promesse donnée de conserver à la France son inté- « grité naturelle, ses honneurs et ses droits. L'indignation de voir ces droits sa- « crés, acquis par vingt-cinq années de victoires, méconnus et perdus à jamais, « le cri de l'honneur français flétri, les vœux de la nation, m'ont ramené sur « ce trône qui m'est cher, parce qu'il est le *palladium* de l'indépendance, de « l'honneur et des droits du peuple.

« Français! en traversant, au milieu de l'allégresse publique, les diverses « provinces de l'empire pour arriver dans ma capitale, j'ai dû compter sur une « longue paix; les nations sont liées par les traités conclus par leurs gouverne- « ments, quels qu'ils soient. Ma pensée se portait alors tout entière sur les « moyens de fonder notre liberté par une constitution conforme à la volonté et « à l'intérêt du peuple. J'ai convoqué le Champ-de-Mai. Je n'ai pas tardé à ap- « prendre que les princes qui ont méconnu tous les principes, froissé l'opinion « et les plus chers intérêts de tant de peuples, veulent nous faire la guerre; ils « méditent d'accroître le royaume des Pays-Bas, de lui donner pour barrières « toutes nos places frontières du nord, et de concilier les différends qui les di- « visent encore, en se partageant la Lorraine et l'Alsace. Il a fallu se préparer « à la guerre. Cependant, devant courir personnellement les hasards des com-

« bats, ma première sollicitude a été de constituer sans retard la nation. Le « peuple a accepté l'acte que je lui ai présenté.

« Français, lorsque nous aurons repoussé ces injustes agressions et que l'Eu- « rope sera convaincue de ce qu'on doit aux droits et à l'indépendance de vingt- « huit millions de Français, une loi solennelle, faite dans les formes voulues « par l'acte constitutionnel, réunira les différentes dispositions de nos constitu- « tions aujourd'hui éparses.

« Français! vous allez retourner dans vos départements. Dites aux citoyens « que les circonstances sont grandes!!! qu'avec de l'union, de l'énergie et de « la persévérance, nous sortirons vainqueurs de cette lutte d'un grand peuple « contre ses oppresseurs ; que les générations à venir scruteront sévèrement « notre conduite; qu'une nation a tout perdu quand elle a perdu l'indépendance. « Dites-leur que les rois étrangers que j'ai élevés sur le trône, ou qui me doi- « vent la conservation de leur couronne, qui tous, au temps de ma prospérité, « ont brigué mon alliance, dirigent aujourd'hui tous leurs coups contre ma « personne. Si je ne voyais que c'est à la patrie qu'ils en veulent, je mettrais « à leur merci cette existence contre laquelle ils se montrent si acharnés. Mais « dites aussi aux citoyens que, tant que les Français me conserveront les sen- « timents d'amour dont ils me donnent tant de preuves, cette rage de nos enne- « mis sera impuissante.

« Français ! ma volonté est celle du peuple : mes droits sont les siens; mon « honneur, ma gloire, mon bonheur, ne peuvent être autres que l'honneur, la « gloire et le bonheur de la France. »

Ce discours excita, à plusieurs reprises, l'enthousiasme de tous ceux qui se trouvaient à portée d'entendre la voix de l'empereur : aussitôt l'orateur des corps électoraux proclama l'acceptation de l'acte additionnel, et Napoléon s'étant avancé vers l'autel qu'on avait élevé au milieu du Champ-de-Mars, prêta, la main sur l'Evangile, serment à la nouvelle constitution. Il reçut ensuite le serment du peuple, de l'armée, de la garde nationale, et fit la distribution des aigles et des drapeaux.

Six jours après, eut lieu l'ouverture des chambres, 7 juin 1815. Les pairs et les députés furent admis à présenter des adresses à l'empereur. Voici une partie de sa réponse aux pairs :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés est sérieuse. L'entraînement « de la prospérité n'est pas le danger qui nous menace aujourd'hui. C'est sous les « fourches caudines que les étrangers veulent nous faire passer. C'est dans les « temps difficiles que les grandes nations, comme les grands hommes, déploient « toute l'énergie de leur caractère et deviennent un objet d'admiration pour la « postérité. »

Il fut encore plus explicite dans son allocution aux représentants :

« La constitution, leur dit-il, est notre point de ralliement; elle doit être notre « étoile polaire dans ces moments d'orage. Toute discussion publique qui ten- « drait à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on doit avoir « dans ces dispositions serait un malheur pour l'Etat. Nous nous trouverions au « milieu des écueils, sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes « engagés est forcée. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de « tous côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de « discussions abstraites, au moment où le bélier brisait les portes de la ville.

« Dans toutes les affaires, ma marche sera toujours droite et ferme. Aidez-moi « à sauver la patrie. Premier représentant du peuple, j'ai contracté l'obligation, que je renouvelle, d'employer dans des temps plus tranquilles toutes les « prérogatives de la couronne, et le peu d'expérience que j'ai acquise, à vous « seconder dans l'amélioration de nos constitutions. »

Huit jours après l'ouverture des chambres, Napoléon partit de Paris dans la nuit du 11 au 12 juin ; la garde impériale se dirigeait déjà sur Avesnes à marches forcées ; les autres corps de l'armée étaient en route pour Maubeuge et Philippeville.

En partant, l'empereur recommanda aux Chambres l'union et le patriotisme. Il allait prendre le commandement de son armée (12 juin), dont il avait fixé le quartier-général à Laon. Elle présentait un effectif de cent soixante-dix mille hommes environ, divisés en plusieurs corps, parmi lesquels la garde impériale en formait un de vingt-cinq mille hommes. Soult remplissait les fonctions de major général. Mortier, à qui l'empereur réservait un commandement, fut pris subitement, à Beaumont, d'une sciatique qui, aujourd'hui encore, prête à plus d'un commentaire. Ney et Grouchy, récemment promu, furent, avec Soult, les seuls maréchaux qui prirent part à cette campagne.

« Napoléon, dit M. de Norvins, n'avait plus qu'un devoir à remplir envers la nation, c'était de maintenir son indépendance menacée. Deux plans de campagne se présentaient à son esprit, l'un était :

« *De laisser les alliés prendre tout l'odieux de l'agression et s'engager dans nos places fortes, pénétrer sous Paris et sous Lyon, et là, de commencer sur ces deux bases une guerre vive et défensive.*

« Les alliés, d'après l'époque fixée par eux pour le commencement des hostilités, ne pouvaient être arrivés que le 1er août, dans le rayon de ces deux grandes villes, dont ils auraient trouvé le système de défense complet. Le camp retranché de Paris étant gardé par cent mille hommes, Napoléon eût manœuvré, sous la protection de ce camp, à la tête d'une armée de cent quarante mille soldats, sur les deux rives de la Seine et de la Marne ; et quand il récapitulait toutes les victoires que ses quarante mille braves avaient remportées, l'année précédente, sur des armées trois fois plus nombreuses, il ne doutait pas de vaincre, avec des forces six fois plus grandes que celles dont il disposait en 1814, les quatre cent cinquante mille étrangers, contre lesquels il devait lutter en 1815. Paris, défendu par Napoléon, par deux armées, par ses habitants, par les sept lieues de lignes fortifiées de son enceinte, pouvait résister à un million d'assaillants. L'empereur appliqua le même calcul à la ville de Lyon, qui également appuyée par ses deux fleuves, protégée par une armée de vingt-cinq mille hommes et par une population dès longtemps aguerrie à un siége, eût encore compté sur les talents du maréchal Suchet, ayant soixante mille hommes sous ses ordres. Ce plan, suivant lequel l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, fût devenu trop faible contre Paris et contre Lyon, méritait sans doute la préférence, après le projet que Napoléon avait voulu exécuter dès les premiers jours de son arrivée, projet qui consistait, comme je l'ai dit, à surprendre les soldats de la coalition, non dans leurs bivouacs, mais dans leurs cantonnements du Rhin et de la Belgique. La résolution d'une attaque imprévue et soudaine rejetée, Napoléon regardait le parti de rester sur la défensive comme le meilleur ; mais tous les hommes, appelés à avoir

une opinion, lui représentèrent qu'aussitôt que quelques départements seraient envahis, le découragement se mettrait partout, et que la Chambre des représentants donnerait elle-même le signal de la défection.

« Contrarié dans ses idées, l'empereur adopta alors la proposition de prévenir les alliés, qui ne pouvaient être prêts que le 15 juillet, et d'ouvrir la campagne le 15 juin. Il n'avait affaire qu'à l'armée anglo-hollandaise et à l'armée prusso-saxonne, dans un pays ami, en Belgique, dont l'armée recruterait la sienne si l'ennemi était vaincu. Il se portait alors sur l'Alsace, ralliait à son aigle victorieuse le corps de Rapp, et il allait fermer les Vosges aux armées russe et autrichienne. Ce projet l'emporta, malgré la conviction de Napoléon. Pour comble de malheurs, la Vendée s'insurgea, et il fallut détacher vingt mille hommes de l'armée de Flandre, sous les ordres du général Lamarque, qui eut la mission de réduire les Vendéens, armés et soldés par l'Angleterre. »

Voici les positions qu'occupaient les ennemis, qui frappaient déjà aux portes de la patrie, pour l'envahir une seconde fois.

L'armée de Wellington, forte de cent quarante mille hommes, campait autour de Nivelles, de Gand, de Soignies et de Genappe; le quartier-général était à Bruxelles, avec le général en chef.

Blücher occupait Namur avec cent vingt mille hommes. Ces deux armées formidables n'avaient d'autre point de liaison qu'un bataillon détaché à Frasmes. Napoléon comprit, aussitôt qu'il eut franchi la frontière, qu'il devait combattre chacune des deux armées en particulier, et signaler son entrée en campagne par une double victoire.

Dans la nuit du 14, Bourmont avait pris les devants avec les officiers de son état-major et déserté. Cette défection causa plus d'indignation que d'abattement. L'empereur, après quelques heures d'hésitation, se détermina à attaquer d'abord l'armée prussienne. Voici les raisons qu'il donna à ses généraux :

« Si nous dérobons à l'ennemi le mouvement des deux corps qui doivent, de « Lille et de Valenciennes, se rendre à Maubeuge, Blücher ne sera prévenu de « notre approche que par l'enlèvement de Charleroi; conséquemment, nul « moyen pour lui, non-seulement de dépasser Namur, mais même d'y réunir, le « 16, plus de huit divisions. De son côté, Wellington, averti seulement la « veille au soir du passage de la Sambre, ne pourra avoir ses troupes rassem- « blées que le 16, sur la fin du jour; encore sa cavalerie n'arrivera-t-elle que « la nuit suivante : ces circonstances livrent à nos coups Blücher, séparé d'une « partie de ses forces. »

Ce plan fut approuvé; l'empereur le mit à exécution avec toute l'énergie de son génie militaire. En effet, le 14, avant que les Prussiens en eussent reçu le moindre avis, l'armée française, composée de cent quatre-vingt-deux mille hommes, et soutenue par trois cent cinquante pièces d'artillerie, se trouvait réunie à l'endroit indiqué. C'était un beau jour pour ouvrir une campagne. L'empereur adressa la proclamation suivante aux défenseurs de la patrie :

« Soldats !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et de Friedland, qui décida « deux fois du destin de l'Europe. Alors, comme après Austerlitz, comme après « Wagram, nous fûmes trop généreux. Nous crûmes aux protestations et aux « serments des princes que nous laissâmes sur le trône. Aujourd'hui, cepen-



Charge de Cuirassiers à Eylau.

« dant, coalisés entre eux, ils en veulent à l'indépendance et aux droits les « plus sacrés de la France. Ils ont commencé la plus injuste des agressions : « marchons donc à leur rencontre! Eux et nous ne sommes-nous plus les mê- « mes hommes ? Soldats! à Iéna, contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si « arrogants, vous étiez un contre deux, et à Montmirail, un contre trois. Que « ceux d'entre vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fassent le récit « des maux affreux qu'ils ont soufferts sur les pontons! Les Saxons, les Belges, « les Hanovriens, les soldats de la Confédération du Rhin, gémissent d'être « obligés de prêter leurs bras à la cause des princes ennemis de la justice et « des droits de tous les peuples. Ils savent que cette coalition est insatiable; « après avoir dévoré douze millions de Polonais, douze millions d'Italiens, un « million de Saxons, six millions de Belges, elle devra dévorer les États du « deuxième ordre de l'Allemagne. Les insensés! un moment de prospérité les « aveugle ; l'oppression, l'humiliation du peuple français sont hors de leur pou- « voir. S'ils entrent en France, ils y trouveront leur tombeau. Soldats! nous « avons des batailles à livrer, des périls à courir ; mais, avec de la constance, « la victoire sera à nous. Les droits, l'honneur et le bonheur de la patrie se- « ront reconquis ; pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de « vaincre ou de périr. »

Blücher eût été infailliblement surpris et l'armée prusienne écrasée, si le transfuge Bourmont n'eût pas communiqué à l'ennemi le plan de campagne de l'empereur. Blücher n'eut pas plus tôt reçu ces révélations, qu'il ordonna des mouvements de troupes, pour se rapprocher de l'armée de Wellington.

Napoléon prit aussitôt de nouvelles dispositions ; le 15, à trois heures du matin, les Français se préparèrent à passer la Sambre sur trois ponts. L'ennemi fut partout culbuté. Le prince Jérôme battit un corps prussien, près de Thuin. Vers dix heures, Napoléon entrait à Charleroi, tandis qu'un autre corps de Prussiens perdait, à Marchiennes, environ trois mille hommes, tués ou prisonniers, et cinq canons. Nous eûmes à déplorer la mort de plusieurs officiers et celle du général Letort (15 juin). Napoléon suivait toujours son plan d'isoler les deux armées alliées, en tombant d'abord sur les Prussiens. A cet effet, il avait détaché Ney sur sa gauche, aux Quatre-Bras, afin de contenir et d'occuper les Anglais, pendant que la grande bataille se livrerait aux Prussiens.

Persuadé que le maréchal Ney occupait les Quatre-Bras, il lui envoya un troisième ordre d'attaquer *tout ce qui était devant lui et de rabattre sur le maréchal Grouchy, afin de concourir à envelopper le corps prussien réuni entre Bry et Sombref.*

Une heure après, Napoléon expédia au maréchal un quatrième ordre, ainsi conçu :

« Vous devez manœuvrer sur-le-champ de manière à envelopper la droite de « l'ennemi, et tomber à bras raccourci sur ses derrières. Cette armée est perdue, « si vous agissez vigoureusement. *Le sort de la France est dans vos mains.* « Ainsi, n'hésitez pas un instant à faire le mouvement que l'empereur vou « ordonne, et dirigez-vous sur les hauteurs de Bry et Saint-Amand, pour con- « courir à une victoire peut-être décisive.

« L'ennemi est pris en flagrant délit, au moment où il cherche à se réunir « aux Anglais. »

« Pendant la journée du 16, dit M. Baude, continuateur d'Anquetil, le choc eut lieu entre l'empereur et Blücher sur la ligne de Sombref, Fleurus et Ligny. Ce dernier point surtout était la clef de la position. Aussi fut-il disputé avec un acharnement extraordinaire. Sept fois pendant cinq heures, il fut pris et repris. Le succès eût été décisif et la déroute des Prussiens complète, si Ney, venant en aide à l'empereur, fût tombé sur leur droite et leur eût coupé la retraite; mais lui-même, occupé aux Quatre-Bras par les troupes du duc d'York, croyait avoir affaire à toute l'armée anglaise, et, loin de déférer aux ordres de Napoléon, rappelait à lui la division Drouet, laissée entre les deux armées pour se porter sur l'une ou sur l'autre, suivant les besoins.

« Ballotée par les ordres contraires qu'elle recevait d'heure en heure, cette division ne fit pendant toute la journée que se promener entre les deux champs de bataille. Elle approchait cependant de Ligny, lorsque Ney, pris dans un feu croisé de batteries ennemies, s'écria avec désespoir :

« *Voyez-vous ces boulets? Je voudrais qu'ils m'entrassent tous dans le* « *ventre!* »

« Il fit voler aussitôt sur les traces de Drouet d'Erlon et lui prescrivit de rétrograder, quels que fussent les ordres qu'il eût reçus de l'empereur lui-même. Drouet fit volte-face pour la dernière fois. L'empereur, qui avait attendu trois heures les vingt mille hommes de Drouet pour tourner l'ennemi, fit opérer ce mouvement par cinq mille hommes aux ordres de Girard. La bataille, qui eût pu être gagnée beaucoup plus tôt, le fut enfin; mais une partie de l'armée ennemie put être sauvée. Grouchy, avec sa cavalerie, reçut ordre d'en poursuivre les restes et de les disperser.

« Quant à Drouet, il arriva trop tard aux Quatre-Bras, où Ney s'était épuisé toute la journée pour un résultat qui ne rachetait point les sacrifices qu'il avait faits. Sans l'erreur où il tomba relativement à l'importance de l'armée qui lui faisait tête, il eût pu, dès le matin, pousser vigoureusement le duc d'York et en finir avec lui. Mais la crainte de prêter le flanc à l'armée anglaise tout entière, paralysa son audace et l'empêcha de pousser ses avantages. Cette hésitation donna le temps au duc d'York d'appeler des renforts, et bientôt, en effet, Ney eut besoin de prodiges d'énergie pour se défendre. Ce fut alors qu'il adressa à Drouet cette injonction suprême qui enlevait à l'empereur un succès décisif, sans aucun avantage pour Ney. Quand Drouet put le rejoindre, il était neuf heures du soir, et la nuit avait séparé les combattants.

« La campagne était ouverte depuis deux jours seulement; on avait livré plusieurs combats heureux, gagné une bataille, et pourtant la campagne s'annonçait mal. Il y avait déjà plus de fautes commises ou de contrariétés essuyées que de succès obtenus.

« Un autre symptôme se manifestait aussi, qui eût donné à cette guerre un caractère sinistre et néfaste, si elle se fût prolongée : c'était l'animosité des combattants. Non-seulement on se faisait tuer avec une furie extraordinaire; mais, à Ligny, les Prussiens achevaient les blessés, et les Français, de leur côté, marchaient au cri de :

« *Vive l'empereur! point de quartier!*

« Le corps du général Girard ayant épuisé ses munitions, demandait à grands cris des cartouches et des Prussiens (1).

« Le surlendemain, à Waterloo, un cuirassier qui avait eu les bras hachés à coups de sabre, dit devant M. Fleury de Chaboulon :

« *Je vais aller me faire panser. Si je ne puis plus me servir de mes bras, je* « *me servirai de mes dents... je les mangerai* (2). »

« Le général Wellington, après l'affaire des Quatre-Bras, s'était retiré en bon ordre sur Genappe, et avait pris position au mont Saint-Jean. Blücher en était averti, et la position était choisie en prévision du rôle qu'aurait à jouer Blücher tant avec les restes de son armée de Ligny qu'avec le corps de Bulow, qui n'avait pas encore donné. Tout ce que Wellington avait recherché pour lui-même, c'était une bonne position défensive et qui lui permit de tenir jusqu'au moment où l'arrivée de l'armée prussienne viendrait décider l'affaire.

« Napoléon, après avoir abandonné Blücher à Grouchy, s'était rejeté du côté de l'armée anglaise. Il traversa le champ de bataille des Quatre-Bras, jonché des cadavres ennemis que Ney y avait entassés. Des ravins en étaient comblés. Il ne supposait pas qu'après la défaite des Prussiens à Ligny, Wellington, découvert par sa gauche, dût l'attendre en avant de Bruxelles. Le général anglais se fût mis à couvert derrière cette ville, si, mieux informé que Napoléon de l'état où était Blücher, il n'eût concerté avec ce général le plan qui fut exécuté. Napoléon, convaincu, le 18 au matin, par les positions de l'ennemi, qu'on était décidé à recevoir la bataille, se prépara à l'engager. Il avait plu toute la nuit; le soldat était mouillé, les terres détrempées. Les chemins défoncés avaient même retardé l'arrivée des convois de vivres, et des hommes déjà épuisés de fatigue allaient avoir à combattre à jeun une armée supérieure en nombre et retranchée daus des positions formidables. Les reconnaissances faites par les généraux avaient constaté que

« Ces positions étaient défendues par une armée de canons et par des monta-« gnes d'infanterie. »

« Napoléon prévint sur-le-champ le maréchal Grouchy qu'il allait probablement livrer une grande bataille aux Anglais, et lui ordonna de pousser vigoureusement les Prussiens, de se rapprocher de la grande armée le plus promptement possible et de diriger ses mouvements de manière à lier avec elle ses opérations. Pour lui laisser le temps d'agir en conséquence, l'empereur employa toute la matinée à déployer son armée. L'action s'engagea à midi et demi par les corps des généraux Reille et Drouet d'Erlon, qui s'emparèrent des bois d'Hangoumont, de la Haie-Sainte et du mont Saint-Jean, après les combats les plus disputés.

« L'empereur s'écriait déjà :

« ***Ils sont à nous! je les tiens!*** »

« Une dépêche interceptée lui avait appris cependant que le corps de Bulow s'avançait par notre droite. Mais il croyait que ce corps était suivi par l'armée de Grouchy ; et calculant qu'il allait être pris entre deux feux, il s'en réjouissait plus qu'il ne s'en inquiétait. De nouveaux ordres furent seulement envoyés à Grouchy pour presser son mouvement

(1) Fleury de Chaboulon, *Mémoires* sur 1815, t. 2, p. 167.

(2) *Mémoires* sur 1815, t. 2, p. 192.

« Au moment où les Anglais, balayés de leurs formidables positions, se trouvaient acculés à la forêt de Soignes, encombrée de leurs caissons et de leurs bagages, le corps de Bulow entra en ligne en prenant notre droite à revers; les Anglais avertis reprirent alors l'offensive. Napoléon, chargeant Ney de les contenir, changea ses dispositions pour tourner son effort contre Bulow. Malheureusement Ney, qui n'avait qu'à conserver ses positions, ne se borna pas à repousser les Anglais. A la tête des cuirassiers Milhaud et de la cavalerie légère de la garde, il se laissa emporter, perça leurs lignes jusqu'à des points alors inabordés et se fit envelopper. Des escarpements de terre mouillée et glissante étaient enlevés par sa cavalerie comme si elle avait eu des ailes. Il y eut là, corps à corps, un combat des plus furieux que les hommes se soient jamais livrés. L'armée applaudit, mais Napoléon était consterné. Ses combinaisons étaient bouleversées. Il lui fallait, pour dégager Ney, engager ses réserves. Un combat inutile et furieux renaissait de cette pointe imprudente faite par Ney. Pendant plus d'une heure on se tailla, on se hacha sans pouvoir s'enlever mutuellement un pouce de terrain. Quatre régiments anglais y furent mis en pièces et anéantis. L'élite de notre cavalerie y périt.

« Cependant Bulow gagnait du terrain. On entend une fusillade à droite.

« *Voilà Grouchy!* s'écrie l'empereur; *la victoire est à nous!*

« Ce mot parcourt rapidement le front des colonnes, dont il renouvelle les forces.

« *En avant! du courage! Grouchy arrive! la garde va donner; les Anglais sont perdus!*

« Tout s'y met, et les blessés même, pour peu qu'ils puissent se relever et se traîner encore. Ce n'était point Grouchy : c'était Bulow, c'était Blücher.

« Depuis midi, cinquante mille Français combattaient victorieusement quatre-vingt mille Anglais, appuyés à des positions bien choisies. Cinquante à soixante mille Prussiens venaient tout à coup s'ajouter à ce chiffre déjà si écrasant. Les forces qu'on eût pu leur opposer avaient été détournées et entamées pour sauver Ney des suites de sa faute. L'exaltation même que les plus vieux grenadiers portaient dans le combat nuisait à la précision de leurs mouvements, et, en surexcitant leur force individuelle, détruisait leur force d'ensemble. On ne gardait plus de rangs, c'était à qui se jetterait le plus vite et le plus fort dans les rangs ennemis. Dans une mêlée de ce genre, c'était le nombre qui devait promptement l'emporter. Bientôt la bataille ne fut plus seulement une défaite, mais une déroute. »

Le cri fatal de *sauve qui peut!* se fit entendre; les lignes se rompirent; les huit bataillons de la garde, placés au centre avec Cambronne et Ney, qui avait eu cinq chevaux tués sous lui, tombèrent écrasés par le nombre et luttèrent vaillamment jusqu'au dernier soupir. Ce n'était plus une bataille, mais un égorgement.

Napoléon, l'épée à la main au milieu d'un carré formé par un bataillon de la garde, voulait se précipiter sur l'ennemi et trouver un tombeau sur son dernier champ de bataille.

« Retirez-vous, lui dirent les grenadiers, la mort ne veut pas de vous! »

Il fallut l'arracher à ces horribles scènes de destruction. Le brave Duhesne, couvert de blessures et fait prisonnier, fut égorgé par les Prussiens. Plusieurs

officiers et soldats s'entretuèrent pour ne pas tomber entre les mains des ennemis.

Quant à Napoléon, il essaya vainement à Genappe de réunir quelques troupes pour arrêter les poursuites des Prussiens et des Anglais. Il passa la frontière : le 20, il arriva à Laon et chargea le maréchal Soult de rallier ce qui restait de l'armée. Nous avions perdu vingt-cinq mille hommes, dont dix-sept mille tués ou blessés et huit mille prisonniers. L'empereur voulait rester à Laon, y réunir ce qui survivait de la garde impériale, vingt-cinq mille hommes que ramenait le prince Jérôme, le corps de troupes d'élite que commandait Rapp, et protéger ainsi Paris contre les alliés. Mais ses généraux le détournèrent de cette résolution.

« Je vais donc à Paris, s'écria l'empereur vaincu par leurs obsessions ; mais « je suis persuadé que vous *me faites faire une sottise;* ma vraie place est ici ; « je pourrais y diriger ce qui se passera dans la capitale, et mes frères feraient « le reste. »

CHAPITRE SEIZIÈME.

Départ de l'Empereur pour Paris. — Son arrivée à l'Élysée.— Activité de Napoléon. — MM. de Bassano et Regnault de Saint-Jean-d'Angely. — Curieux dialogue. — État de Paris. — Faux rapports de Fouché. — Entrevue de Napoléon et de la reine Hortense.— Hausse à la Bourse. — Comité impérial à l'Élysée. — Agitation à la Chambre des Députés. — Entrevue de l'Empereur et de son frère Lucien. — Motion de Lafayette à la Chambre des Députés. — Lucien communique aux représentants les résultats de Waterloo. — Les royalistes parlent d'abdication. — Propositions à Bonaparte. — Il résiste d'abord. — Abdication en faveur du roi de Rome. — Napoléon se retire à la Malmaison. — Il part pour Rochefort. — Déclaration de Louis XVIII. — Propositions faites à Napoléon. — Il les refuse.

L'empereur partit donc, précédé du funèbre bulletin de la journée de Waterloo. Le deuil l'avait d'ailleurs devancé dans la capitale.

Il descendit à l'Élysée dans la nuit du 21 juin. Voici, sur cette nuit qui précéda le jour de l'abdication, des détails peu connus, quoiqu'ils aient été publiés, en 1819, par M. Malouet, un des secrétaires de l'empereur (1) :

« Neuf heures sonnaient à toutes les pendules de l'Élysée. Je remontais chez moi, fort inquiet des bruits qui circulaient depuis le matin. Une lettre que j'avais reçue de mon ami D....., et qui me laissait entrevoir quelque événement sinistre, ne contribuait pas peu à m'attrister. Plusieurs renseignements ramassés dans la journée me faisaient craindre que, malgré le bulletin de Charleroi, tout n'allât mal. Le caractère de l'empereur m'était connu; plusieurs demi-mots échappés depuis son retour me faisaient pressentir de sa part une résolution extrême. D'un autre côté, j'observais les différens partis qui agitaient les pairs et surtout les représentants; Napoléon, enveloppé par quatorze puissances alliées, combinées et d'accord pour la première fois, n'était pas moins pressé par ses ennemis de l'intérieur. Peut-être même ses amis, peu intelligents ou peu unis, ne lui étaient pas moins contraires. Mais ses succès en Belgique eussent rallié ceux-ci et dispersé tous les autres. Il tenait surtout à humilier Wellington, dont les lenteurs, selon lui, faisaient la moitié du mérite. Il regardait comme un coup de politique d'aigrir contre ce général le parti de l'opposition. Enfin, il sentait que, en partant pour l'armée, il allait commencer le dernier acte de sa tragédie, et son dernier mot, en me quittant, avait été ;

« *Quitte ou double.*

« A neuf heures cinq minutes, une voiture grise et couverte de poussière entre dans les cours; je la reconnais pour être de la suite de l'empereur. A peine suis-je descendu, qu'une seconde, suivie d'une troisième et dernière, redouble mon agitation et confirme mon pressentiment. Derrière celle-ci les portes se

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire d'un homme célèbre*, 3e partie.

ferment en silence, et mon ami D....., sorti de la première, s'avance vers moi, me prend, me presse la main; et, les dents serrées, balbutie ces mots foudroyants :

« *Ça va mal, nous sommes perdus!*

« Il se servit d'une expression plus énergique.

« Cependant la troisième voiture était ouverte. Dans le fond se tenait, à demi couché, un homme pâle que je pris d'abord pour l'empereur : c'était son frère, le prince Jérôme, blessé à la main, qu'il tenait en écharpe. Ce prince, fatigué et endormi, descendait lentement. Napoléon le pousse, le renverse sur le marchepied, s'élance, enjambe l'escalier et gagne ses appartements, sans dire un mot, sans regarder personne. Nous nous hâtons à sa suite; en ce moment, mon ami me saisit par le bras, et d'une voix étouffée il me répète :

« *Tu le vois, tout est perdu!*

« La porte de la première salle s'ouvrait alors; l'empereur s'arrête, lance un regard sur D....., et riposte brusquement :

« *Fors l'honneur...*

« Voilà, me dit mon ami, le premier mot qu'il a proféré depuis quarante-huit heures.

« Napoléon entre chez lui. Il s'assied un instant. Je lui présente des dépêches qu'il jette sur une table, après avoir choisi la plus volumineuse : c'était un billet parfumé, qu'il porte d'abord à son nez, peut-être à sa bouche, car le geste fut équivoque. Il lit et lève deux ou trois fois les yeux au ciel. Au milieu de sa lecture :

« *Un bouillon!* dit-il. Un moment après :

« *Une écritoire!*

« Il écrit et plie :

« *A la princesse Hortense*, me dit-il en me faisant asseoir pour tracer l'adresse.

« Le message part. Le consommé arrive; il en prend la moitié.

« Ecrivez, me dit-il alors.

« J'écris et mande le duc de Bassano et le comte Regnauld de Saint-Jean-d'Angély.

« Cela fait, on le débotte; il se couche tout habillé et ne tarde pas à s'endormir. Un valet de chambre eut l'ordre de l'éveiller quand les deux ministres seraient arrivés.

« Je glisse sur les réflexions auxquelles je me livrai, et qui ne me permirent pas de m'abandonner au sommeil. D....., que j'attendais, ne vint qu'au moment où l'empereur, éveillé, me faisait avertir de l'arrivée des ministres. Cet ami me dit en substance :

« Qu'après les premiers avantages de Charleroi et la brillante affaire de « Fleurus, nous avions tout perdu, par deux causes évidentes auxquelles on « pourrait ajouter une troisième, mieux sentie peut-être et moins prouvée. La « première de ces causes est l'inflexibilité de l'empereur, qui, à la suite des « deux journées victorieuses, a voulu étonner le monde, fortifier la France, et « consterner l'Europe par un troisième triomphe décisif. Projet sublime, mais « qui fut déconcerté par la patience prudente de Wellington. En effet, la bataille que nous nommons de *mont Saint Jean*, du nom du village qui « fut le point principal, et que les ennemis appelleront de *Waterloo*, du nom d'un

« autre village occupé par les Anglais, ou de la *Belle-Alliance*, du nom d'une auberge « qui fut occupée par le quartier général de Wellington : cette troisième action, « après avoir balancé la victoire par des alternatives qui la firent, pour ainsi dire, « voltiger des drapeaux français à ceux des alliés, depuis midi jusqu'à huit heu-« res, a démontré comment le don négatif de la patience pouvait déconcerter « les combinaisons d'un génie impétueux : voilà la seconde cause de notre « perte. Le prudent vainqueur de Salamanque, de Vittoria, par une manœuvre « digne de son génie temporiseur (puisqu'elle lui coûte l'élite de son armée), a « contraint le fameux triomphateur des Pyramides, de Marengo, d'Austerlitz, « d'Iéna, de Friedland, à baisser, devant ceux qu'il dompta tant de fois, ses lau-« riers humiliés. J'attribuerai la troisième cause de notre déroute à l'intrigue, « à la corruption, à la trahison ; celles-ci réunies ont produit la défiance, la « mésintelligence, la peur, le désordre. L'histoire recherchera ces ressorts que « je ne puis qu'indiquer, mais auxquels les alliés, et surtout les ennemis parti-« culiers et le compétiteur personnel de Bonaparte, doivent leurs succès d'au-« jourd'hui. Qu'ils se hâtent de triompher et d'utiliser la victoire; car le lion « blessé n'est peut-être pas mort. »

« Ce peu de mots, qui m'offraient un résultat affreux, sans m'instruire des détails, me comprimèrent au point que l'empereur s'en aperçut ; et remarquant ma pâleur :

« — D... a parlé, me dit-il sévèrement. C'est un peureux.

« Puis, adoucissant le ton :

« — Un mal qu'on peut réparer, ajouta-t-il, n'est pas grand, et quand il est irréparable, il faut se résigner. Placez-vous là et prenez des notes. Savez-vous la sténographie?

« — Oui, sire.

« — Ecrivez.

« La nuit était avancée. M. de Bassano, assis dans un coin de l'appartement, avait un air glacé ; le comte Regnault, debout devant une table, donnait des coups de crayon à un papier manuscrit devant lui. L'empereur se promenait, rongeait ses ongles et prenait du tabac à chaque seconde. Puis s'arrêtant tout à coup :

« — Eh bien! ce bulletin ?

« — Le voilà corrigé, répondit le ministre d'Etat.

« — Voyons, ajouta l'empereur.

« Toute l'Europe a lu le *Moniteur* du 21 et son supplément extraordinaire. Le récit de la bataille de Ligny et les aveux postérieurs du prince Blücher prouvent la grandeur et l'importance de notre victoire. Le lendemain, par une partie des causes énoncées plus haut, éclaira notre défaite. Aux deux tiers du bulletin, l'empereur frappant du pied, s'écria :

« *Elle était gagnée* ! Quand le comte Regnault eut achevé, il dit en soupirant : *elle est perdue* !

Alors s'établit le colloque dont voici les traits les plus saillants :

« *L'empereur.* Elle est perdue !..... (un moment après) ; et ma gloire avec elle !

« *Le comte Regnault.* Vous avez cinquante victoires à opposer à une défaite.

« *Le duc de Bassano.* Cette défaite est décisive ; l'empereur a raison.

« *L'empereur.* Ils ne sont pas accoutumés à vaincre ; ils abuseront de la victoire.

« *Le duc.* Ceux dont le bonheur de Wellington fait triompher la lâcheté, sont plus dangereux et sont plus vos ennemis que les Anglais et les Prussiens.

« *Le comte.* Les républicains gémiront ; mais ils essaieront de profiter de la circonstance.

« *L'empereur.* Ils feront bien ; du moins la gloire et la liberté de la patrie resteraient intactes. Si les royalistes l'emportent, c'est quand ils seront appuyés par les étrangers.

« *Le duc.* Le courage des royalistes est dans la tête de Wellington et dans le bras de Blücher.

« *Le comte.* Ce qui presse le plus est d'arrêter Blücher et Wellington.

« *Le duc.* Comment ? l'armée n'existe plus, et la frontière est découverte.

« *Le comte.* La frontière est découverte, mais l'armée existe ; il ne s'agit que de la rallier.

« *L'empereur.* Elle se ralliera d'elle-même ; il faut la réorganiser et réparer ses pertes.

« *Le duc.* Etes-vous sûr du maréchal Soult et de Grouchy ?

« *L'empereur.* Grouchy est un honnête homme, mais faible ; Soult a donné des gages.

« *Le comte.* L'armée se réorganisera, mais les cadres sont incomplets.

« *L'empereur.* Convoquez sur-le-champ les ministres. Je veux que les chambres sachent tout ce soir.

« *Le duc.* Les partis vont s'agiter.

« *Le comte.* Les partis agités depuis longtemps vont se reconnaître, se mesurer, faire des tentatives.

« *L'empereur.* Tant mieux ! Les masques tomberont, pour le public, s'entend ; car, pour moi, il y a longtemps... Appelez les ministres. On fera un rapport ; on dira la vérité. Si tout patriotisme, si tout honneur n'est pas mort, les chambres refuseront-elles des hommes et de l'argent ?

« *Le duc.* Elles vont parler d'économiser l'eau et les pompes quand la maison est en feu.

« *Le comte.* On a bêtement reproché la dictature. C'est aujourd'hui qu'elle sauverait tout.

« *L'empereur.* J'ai recommencé la monarchie constitutionnelle. Convoquez les ministres.

« *Le duc.* Pas de dictature ; mais aussi pas d'indignités. Si l'on nous attaque, nous nous défendrons.

« *L'empereur.* Ah ! ma vieille garde ! se défendront-ils comme toi ?

« On se sépara, après que l'ordre aux ministres eut été expédié. Maret demeura avec l'empereur, qui, malgré sa fatigue, reçut plusieurs visites, auxquelles je n'assistai point. De ma fenêtre, je reconnus, parmi les voitures, celles de Cambacérès, de l'amiral Decrès, de M. de Caulaincourt et des deux Carnot.

« A six heures et demie l'empereur me fit appeler. Il était avec le duc d'Otrante, ministre de la police, qui, probablement, lui rendait compte de la situa-

tion des partis. Napoléon avait l'air gêné; M. Fouché me parut affecté, sensible et prévenant.

« Quand il fut sorti, l'empereur m'ordonna de faire trois copies d'un écrit qu'il tira d'un portefeuille. Pendant que je me disposais, il laissa échapper ces mots :

« Tranquille, tout est tranquille selon lui ! et je n'aurais qu'à parler pour tout obtenir !... Qui donc a raison de ce rapport ou de lui ?... Ah ! j'en crois ce rapport qui s'accorde avec ce que je pressens... (Puis, agitant le papier :) Celui-là ne m'a jamais trompé.

« J'écrivis à peu près en ces termes :

« L'inquiétude est universelle, mais d'autant plus cachée, qu'elle est plus générale. Il y a des rassemblements, le soir et la nuit, rue Sainte-Marguerite, au faubourg Saint-Antoine, chez C..., l'un des principaux agents des fédérés ; chez L..., de la chambre des représentants, rue des Maçons-Sorbonne : cette dernière réunion se compose de royalistes. Le curé de Saint-N..., qui en fait partie, assure qu'elle n'est pas dangereuse et qu'elle ne le deviendrait qu'en cas de succès de l'ennemi. Les députés sont moins timides. Hier, sur une lettre reçue par l'un d'eux, S... V... Z... a demandé que, durant l'absence de l'empereur, il fût nommé parmi les chambres une commission de surveillance à laquelle le prince Joseph et le conseil de régence rendraient compte. Cette motion sera présentée à la première nouvelle d'un succès, sous prétexte que l'empereur saisira cette occasion pour étendre son pouvoir constitutionnel. Les républicains et les royalistes de l'assemblée s'entendront. Ils s'entendraient bien mieux s'il y avait un revers. Les royalistes le désirent, et l'on croit être bien sûr qu'ils en organiseront plus d'un, qu'on imputera à l'empereur, dont ils disent que l'esprit commence à baisser. C'est aussi ce qu'ils répandent de Carnot, à l'occasion de son dernier rapport. Cependant les patriotes ne souhaitent pas de désastres ; mais, s'il en arrivait, ils le mettraient à profit.

« Deux expéditions de ce rapport furent adressées à MM. Regnault d'Angely et Carnot. L'empereur garda la troisième et brûla l'original.

« Je terminais ce travail quand on annonça la princesse Hortense. Je sortis ; mais, poussé par une curiosité, peut-être blâmable, et qui pourtant n'était, dans ces cruelles circonstances, que de l'intérêt, je fis le tour de la chambre à coucher et me coulai dans un cabinet de garderobe dont un œil-de-bœuf, presque entièrement voilé par un petit rideau plissé, me permit à peine d'entrevoir, ou, pour mieux dire, de deviner quelques traits de la scène que j'avais en perspective.

« Napoléon se montrait en profil, madame de Sainte-L... en face. Elle était assise, tenant d'une main un mouchoir dont elle se couvrait les yeux par intervalle, et de l'autre un flacon qu'elle respirait. Elle était pâle et paraissait souffrante. L'empereur, tantôt debout, tantôt s'asseyant brusquement, parlait par monosyllabes entrecoupés et dont je n'entendais que le son, sans en comprendre le sens. Aux gestes suppliants de la duchesse, à ses regards mouillés de larmes, à quelques sanglots qu'elle laissait échapper, il était facile de supposer qu'elle sollicitait vivement quelque chose que lui refusait son beau-père. J'ai su, depuis, qu'elle l'engageait à demander la paix, et qu'elle cherchait à lui faire comprendre le danger de continuer la guerre. A toutes les objections

de la princesse, le monarque répondait par des phrases laconiques et tranchantes où je distinguais les mots de :

Bourbons, *Anglais*, *déshonneur*.

« Enfin, comme excédé de ne pas vaincre par la violence cette résistance doucement opiniâtre, l'empereur frappa durement du pied ; et pressant fortement de ses mains une pile de petits volumes amoncelés sur son bureau, il les dispersa à d'inégales distances. L'un de ces volumes va même frapper le pied de madame Hortense dont cet emportement redouble les larmes. Napoléon s'arrête, se calme, s'approche vivement d'elle ; et à la sérénité qui reparut sur le front de cette princesse infortunée, je pus juger qu'elle avait obtenu une partie de sa demande. L'entrevue se termina par ces mots que l'empereur prononça fort haut : Envoyez-moi votre fils ! après lesquels il baisa affectueusement la main de madame de Sainte-L..., qui sortit.

« Le conseil des ministres eut lieu à huit heures.

« La poste apporta quantité de lettres ; elles confirmèrent les bruits qui circulaient de notre déroute. Vainement la victoire de Charleroi, celle beaucoup plus importante de Ligny auraient dû rassurer les esprits. Soit espérance, soit crainte, ils étaient livrés à la plus dangereuse fluctuation. De trois heures à cinq, une rumeur extraordinaire qui avait pris naissance à la Bourse, parcourut toute la ville, s'insinua dans tous les rangs de la société. On sut que nous avions éprouvé un grand revers. La présence inattendue de l'empereur acheva de produire la consternation. Des groupes sans nombre se formaient, se dispersaient, se reformaient sans cesse sur les places, dans les promenades, sur les quais, sur les ponts, sur les boulevarts. On se regardait avec défiance, on s'abordait avec précaution, on s'interrogeait en hésitant. Personne n'osait dire ce qu'il craignait, ce qu'il espérait, ce qu'il pensait, ce qu'il venait d'apprendre. La peur, le silence régnaient dans ces groupes rassemblés par une curiosité inquiète, désunis par une terreur plus alarmante encore. Par ci, par là, quelques demi-mots s'échappaient, quelques équivoques étaient hasardés. Au milieu de ce malaise à peu près général on distinguait la joie mal déguisée de certaines personnes, qui osaient interroger, s'empressaient de répondre, et, en feignant de plaindre le malheur public, en altéraient, en exagéraient les circonstances. Il y eut à ce sujet plusieurs rixes.

« De singulières remarques furent faites dans cette déplorable soirée ; la première, que les succès des généraux Travot et Lamarque amenaient nécessairement la pacification de la Vendée, attribuée depuis à un autre motif ; la seconde, que toutes les opérations de la Bourse, toujours en baisse depuis le départ de l'empereur, s'élevaient par une hausse d'autant plus progressive, que nos revers semblaient plus grands ; c'est que les mouvements du commerce s'accordent difficilement avec les jeux sanglants de la guerre, et que les capitalistes et les hommes d'Etat marchent rarement dans le même chemin.

« Un troisième fait fournit à beaucoup d'esprits matière à réflexions. Dans la matinée même du jour où commencèrent à transpirer les infortunes de la patrie, la cour d'assises acquitta deux personnes prévenues de distribution de libelles séditieux ; en cela, elle eut raison, puisque ces personnes furent déclarées innocentes ; mais le plaidoyer de leur défenseur présenta une singularité qui dut exercer les gens à conjectures. Dans une prosopopée brillante, quoique dépourvue de logique, et qui était hors-d'œuvre au procès, cet avocat, feignan

de plaider devant l'empereur, lui adressa, sous les formes les moins respectueuses, les duretés que les journalistes lui ont prodiguées depuis son abdication. »

Ce tableau, tracé par une main amie, par une personne qui assista à toutes les scènes qui précédèrent l'abdication de Napoléon, peut donner une idée des intrigues des partis et de l'opinion générale de la France. Le pouvoir impérial était évidemment en péril; aussi, un comité spécial se réunit-il à l'Elysée, dans la nuit du 21 au 22 juin. Il se composait 1° des ministres ayant département; 2° des ministres d'État; 3° d'une commission formée par le président et par quatre membres de la Chambre des pairs; 4° d'une commission nommée par la Chambre des représentants, et formée du président et des quatre vice-présidents; 5° d'un certain nombre de conseillers d'État; 6° des chefs des autorités civiles et militaires de Paris; 7° de plusieurs pairs et représentants, admis au comité par l'empereur; 8° de quelques citoyens également appelés par lui.

Dans cette réunion, formée d'éléments hétérogènes, mais où dominaient, au moins par le nombre, les amis de Napoléon, régna le désordre ou plutôt le trouble inséparable de semblables circonstances. L'empereur y confirma le bulletin de Waterloo. Les avis des membres furent presque tous diamétralement opposés; les uns voulaient recourir à un emprunt patriotique, les autres à des levées en masses; d'autres enfin proposèrent de demander la paix aux conditions les plus honorables; quelques-uns demandèrent la guerre à grands cris. Un seul prononça, mais tout bas, le mot : *abdication*. L'empereur ne l'entendit pas, et on se sépara sans avoir pris aucune détermination.

Cependant, la Chambre des représentants était dans la plus grande agitation; tiraillée par les divers partis, elle obéissait à l'influence momentanée que chacun d'eux prenait et perdait alternativement. Que se passait-il à l'Elysée !

Napoléon, rêveur, silencieux, absorbé par les préoccupations les plus cruelles, écrivait rapidement des notes, qu'il anéantissait un instant après. De dix minutes en dix minutes, il recevait un bulletin des Chambres.

« Sa physionomie, dit M. Malouet, dont nous venons de citer les intéressants mémoires, sa physionomie s'éclaircissait ou se rembrunissait, selon la nature et la qualité des nouvelles. Des ministres, des conseillers d'État, une foule de fonctionnaires traversaient, comme des ombres, les appartements et les bureaux. Un petit nombre se présentait chez lui, et après quelques mots insignifiants il les congédiait. Je remarquai qu'il avait signé plusieurs lettres de grâce et la promotion de quelques chevaliers de la Réunion et de la Légion-d'Honneur.

« Tout à coup, un bruit d'une voiture rapide se fait entendre : c'était celle du prince Lucien. A son aspect, Napoléon pâlit sensiblement et rougit bientôt à l'excès. — Eh bien! lui dit-il brusquement. Le prince entraîne son frère dans l'allée la plus sombre; je les suis de loin, par des sinuosités connues, et j'arrive derrière un massif de verdure qui me cache les deux interlocuteurs. Je n'entendis probablement que la fin du colloque, que je rapporte fidèlement.

« *Le prince Lucien.* Où est donc votre fermeté? quittez ces irrésolutions, vous savez ce qu'il en coûte pour ne pas oser.

« *L'empereur.* Je n'ai que trop osé !

« *Le prince.* Trop et trop peu. Osez une dernière fois!

« *L'empereur.* Un dix-huit brumaire!

« *Le prince.* Pas du tout. Un décret très-constitutionnel. La Constitution vous donne ce droit.

« *L'empereur.* Ils ne l'aiment pas, la Constitution; ils l'appellent une pancarte barbouillée. Et s'ils s'opposent au décret?

« *Le prince.* Les voilà rebelles, et mieux dissous encore.

« *L'empereur.* Ils ont fait un appel à la garde nationale : elle ne m'aime pas : elle viendrait à leur secours.

« *Le prince.* La garde nationale n'a qu'une force de résistance; quand il faudra agir, les boutiquiers songeront à leurs femmes, à leurs magasins.

« *L'empereur.* Un dix-huit brumaire manqué peut amener un treize vendémiaire.

« *Le prince.* Vous délibérez quand il faut agir : ils agissent, eux, et ne délibèrent pas.

« *L'empereur.* Que peuvent-ils faire? Ce sont des parleurs.

« *Le prince.* L'opinion est pour eux. Ils prononceront la déchéance.

« *L'empereur.* La déchéance! Ils n'oseraient.

« *Le prince.* Ils oseront tout, si vous n'osez rien.

« *L'empereur.* Voyons Davoust.

« Ils rentrèrent au palais, où le prince d'Echmülh fut mandé. Je n'ai pas su ce qui lui fut demandé, ni ce qu'il répondit; mais à en juger par sa noble défense devant les représentants, il ne voulut rien tenter contre l'indépendance de la représentation. »

Carnot était de l'avis de Lucien, et tous les amis de l'empereur se montraient unanimes sur la prompte adoption de mesures extrêmes. La Chambre des représentants, de son côté, ne s'endormait pas dans une dangereuse sécurité, après avoir fait acte d'hostilité contre le système impérial. Dans la séance du 22, Lafayette fit entendre les paroles suivantes :

« Lorsque, pour la première fois, depuis bien des années, j'élève une voix « que les vieux amis de la liberté reconnaîtront encore, je me sens appelé à « vous parler des dangers de la patrie, que vous seuls maintenant avez le pou- « voir de sauver... Voici le moment de nous rallier autour du vieil étendard « tricolore, celui de 89, celui de la liberté, de l'égalité et de l'ordre public. C'est « enfin le seul que nous avons à défendre contre les prétentions étrangères et « contre les tentatives intérieures. Permettez à un vétéran de cette cause « sacrée, qui fut toujours étranger à l'esprit de faction, de vous soumettre quel- « ques résolutions préalables, dont vous apprécierez, j'espère, la nécessité :

« ART. 1er. *La Chambre des représentants déclare que l'indépendance de la « patrie est menacée.*

« ART. 2. *La Chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dis- « soudre est un crime de haute trahison* : QUICONQUE *se rendrait coupable de « cette tentative*, SERA TRAITRE A LA PATRIE ET SUR-LE-CHAMP JUGÉ COMME TEL.

« L'armée de ligne et la garde nationale, qui ont combattu et combattent « encore pour défendre la liberté, l'indépendance et le territoire de la France, « ont bien mérité de la patrie.

« Les ministres de la guerre, des relations extérieures et de l'intérieur, sont « invités à se rendre sur-le-champ au sein de l'Assemblée, etc. »

— « J'appuie la proposition de M. de Lafayette, dit un membre, *car dans « quelques instants la Chambre pourrait être dissoute.* »

Napoléon, comme on vient de le voir, ne songeait nullement à dissoudre l'Assemblée; néanmoins la peur fit adopter la proposition de Lafayette, que Boissy-d'Anglas fit aussi adopter par la Chambre des pairs. La représentation ne comprit pas, ou plutôt les royalistes et les traîtres ne lui laissèrent pas le temps de comprendre que Bonaparte était indispensable; que son nom tout-puissant; que son influence sur les soldats seraient autant de barrières contre l'étranger. Vainement Lucien, suivi des ministres, se rendit à la Chambre des députés, pour leur communiquer les résultats de la bataille de Waterloo, et les conjurer de faire cause commune avec Napoléon, pour défendre le territoire national; on ne voulut pas seulement les écouter.

— « Qu'il abdique, criaient les royalistes, et nous verrons ensuite ce que nous aurons à faire. »

Lucien, qui, le premier jour, s'était opposé avec tant d'énergie à toute condescendance envers les Chambres, fut subjugué par l'opinion publique et écrivit à son frère pour lui conseiller d'abdiquer.

Au moment où il reçut sa lettre, Napoléon était avec deux ministres d'État.

« On veut que j'abdique, s'écria-t-il en froissant la lettre. Qu'en pensez-« vous, messieurs ? »

L'un des deux ministres se tut; l'autre répondit :

« Avec des hommes et de l'argent vous eussiez résidé; sans eux, que faire? « sinon céder.

« — Je suis en mesure de résister, répliqua l'empereur.

« — L'opinion publique est pour les Chambres, dit le ministre, et l'opinion « des Chambres demande un sacrifice. »

Au même instant, on annonça un lieutenant-général, membre de la Chambre des représentants, que l'empereur n'avait pas vu depuis cinq ans, parce que cet officier était en disgrace. Le lieutenant-général aborda franchement la question et proposa à Napoléon de se soustraire à la déchéance en abdiquant. Il proposa en même temps le jeune roi de Rome comme successeur avec un conseil de régence.

Joseph et Lucien arrivèrent aussi et insistèrent pour que leur frère résignât la couronne. L'empereur céda enfin; il convoqua ses ministres et leur parla de la nécessité dans laquelle il se trouvait d'abdiquer, et dicta à Lucien la déclaration suivante :

AU PEUPLE FRANÇAIS.

« En commençant la guerre pour l'indépendance nationale, je comptais sur la « réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et sur le concours de toutes « les autorités nationales. J'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé « toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances me pa-« raissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. « Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu seule-« ment qu'à ma personne! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon « fils, sous le titre de *Napoléon II, empereur des Français*. Les ministres actuels « formeront provisoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte

« à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser sans délai la régence « par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation « indépendante.

« Au palais de l'Élysée, 22 juin 1815.

« NAPOLÉON. »

A une heure, cette déclaration fut remise au président de la Chambre des représentants, qui en donna lecture. Le ministre de la police, Fouché, proposa de nommer une commission de cinq membres, chargée d'aller auprès des souverains de la *Sainte-Alliance* pour traiter des droits et de l'indépendance de la patrie. Les décisions des représentants furent adoptées immédiatement par les pairs, et les députations des deux Chambres se rendirent ensuite à l'Élysée, où se trouvait encore l'empereur.

Voici sa réponse à l'adresse collective :

« Je vous remercie des sentiments que vous m'exprimez. Je désire que mon « abdication puisse faire le bonheur de la France, mais je ne l'espère point. « *Elle laisse l'État sans chef, sans existence politique.* Le temps perdu à renver- « ser la monarchie aurait pu être employé à mettre la France en état d'écraser « l'ennemi. Je recommande à la Chambre de renforcer promptement les armées. « Qui veut la paix doit se préparer à la guerre. *Ne mettez pas cette grande na- « tion à la merci des étrangers. Craignez d'être déçus dans vos espérances ; c'est « là qu'est le danger.* Dans quelque position que je me trouve, je serai toujours « bien si la France est heureuse. Je recommande mon fils à la France ; j'espère « qu'elle n'oubliera pas que je *n'ai abdiqué que pour lui.* Je l'ai fait aussi, ce « grand sacrifice, pour le bien de la nation : ce n'est qu'avec ma dynastie « qu'elle peut espérer d'être libre, heureuse et indépendante. »

Les deux Chambres procédèrent ensuite à la nomination des membres du gouvernement provisoire. Les pairs élurent le baron Quinette et le duc de Vicence; les représentants nommèrent Carnot et Fouché, duc d'Otrante.

Bonaparte, que les courtisans et les ambitieux environnaient quelques heures auparavant, se trouva tout à coup presque seul dans le palais de l'Élysée. Il se retira à la Malmaison pour y attendre le dénouement de tant de trahisons. A peine y était-il arrivé qu'il eut à recevoir le général Becker, envoyé par la Chambre des représentants comme gardien du grand vaincu de Waterloo.

« L'honneur de la France, disait le ministre de la guerre, commande de veil- « ler à la conservation de la personne de l'empereur et au respect qui lui est dû. « L'intérêt de la patrie exige qu'on empêche la malveillance de se servir de son « nom pour exciter des troubles. »

Napoléon ne pouvait se méprendre sur le sens et la portée de ces paroles ; il se contenta de répondre :

« On aurait dû m'informer officiellement de cette disposition, que je regarde « comme une affaire de forme, et non comme une *mesure de surveillance,* qui « me semblerait d'autant plus inutile que je n'ai pas l'intention d'enfreindre mes « engagements. »

Les projets du gouvernement provisoire, relativement à sa personne, lui étaient parfaitement connus ; aussi s'empressa-t il de dire au général Becker :

« Qu'on me donne les frégates que j'ai demandées, et je pars à l'instant pour « Rochefort. Encore faut-il que je puisse me rendre à ma destination sans cou-

« rir risque de tomber entre les *mains de nos ennemis*. Il me tarde de sortir de « France, afin de me soustraire aux desseins que l'ennemi a sur ma personne, « et d'échapper à une catastrophe dont l'odieux retomberait sur la nation. »

Napoléon avait en effet demandé au gouvernement provisoire deux frégates pour se rendre aux États-Unis avec toute sa famille et ceux de ses amis dévoués qui voudraient l'accompagner. La commission ne se montra pas opposée à cette demande; mais au lieu de presser le départ et de tromper ainsi la vigilance des alliés, elle perdit un temps précieux, et demanda à l'Angleterre des passeports pour le passage de Napoléon aux États-Unis. Des ordres furent immédiatement transmis à Rochefort pour l'armement de deux frégates, dont on fit maladroitement, ou peut-être à dessein, connaître la destination. Les Anglais, qui guettaient leur proie, purent se tenir sur leurs gardes, et de nombreux bâtiments portant les couleurs britanniques furent dirigés vers l'embouchure de la Charente. Les frégates n'étaient pas encore prêtes, que le port de Rochefort se trouvait déjà bloqué par la croisière anglaise.

Napoléon n'était plus en sûreté à la Malmaison; Blücher s'était même vanté de l'enlever et de le faire assassiner. Aussitôt, on vit des généraux, des colonels, des soldats, se grouper dans les environs, pour défendre la personne de celui qui était toujours à leurs yeux empereur des Français. Cette manifestation des glorieux débris de l'armée effraya les membres de la commission. Le 29 juin, elle envoya Boulay (de la Meurthe) et le ministre de la marine à la Malmaison, pour presser l'ex-empereur de partir sur-le-champ.

En effet, à cinq heures du soir, il se jeta dans une voiture avec les généraux Bertrand, Rovigo et Becker. Il passa la nuit à Rambouillet, et ne continua sa route qu'après avoir reçu une dépêche qu'il attendait de Paris. Il la lut rapidement et s'écria avec douleur :

« C'est fini! c'en est fait de la France! Partons! »

En passant à Niort, il fut salué des acclamations du peuple. La garnison le supplia de se mettre à sa tête :

« N'allez pas à Rochefort, lui disaient les officiers; vous êtes trahi : les vais- « seaux anglais sont arrivés pour vous enlever. »

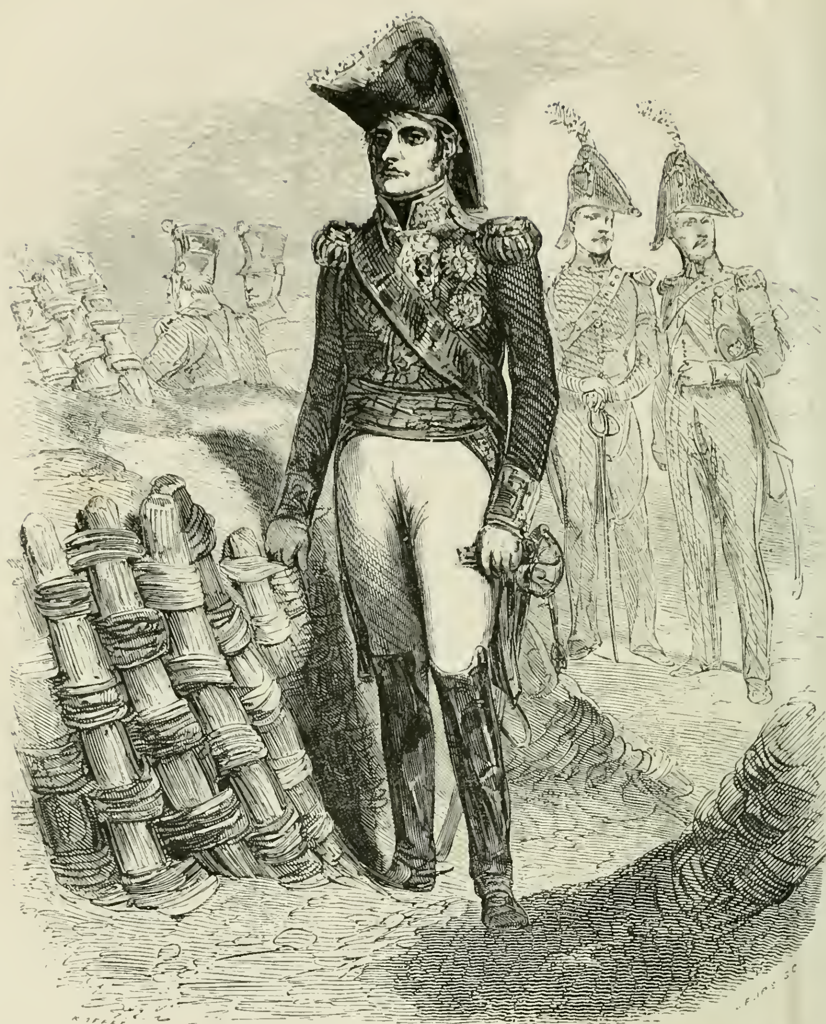
Napoléon, ému par cet enthousiasme, dit au général Becker :

« Écrivez donc au gouvernement et signalez-lui les dangers qu'auront à cou- « rir les deux frégates pour sortir du port de Rochefort. Dites-lui aussi qu'il « connait mal l'esprit de la France; qu'il s'est trop pressé de m'éloigner. »

S'arrachant à cette ovation militaire, il continua sa route et arriva le 3 à Rochefort, où l'attendaient les deux frégates.

Pendant que le grand proscrit s'y informait du nombre des vaisseaux anglais qui bloquaient le port, Blücher avait déjà établi son quartier général à Saint-Cloud, où on signait la convention qui livrait Paris à la coalition et envoyait l'armée au-delà de la Loire. Le *Moniteur* publiait la déclaration suivante de Louis XVIII :

« J'apprends qu'une porte de mon royaume est ouverte, et j'accours... Je n'ai « pas permis qu'aucun prince de ma famille parût dans les rangs des étrangers... « Mon gouvernement devait faire des fautes; peut-être en a-t-il fait... Il est des « temps où les intentions les plus pures ne suffisent pas pour diriger, et quel- « quefois même elles égarent. Je promets, moi qui n'ai jamais promis en vain « (l'Europe entière le sait), de pardonner, à l'égard des Français égarés, tout



Soult.

« ce qui s'est passé depuis que j'ai quitté Lille, au milieu de tant de larmes, « jusqu'au jour où je suis rentré dans Cambrai au milieu de tant d'acclama- « tions.

« Cependant le sang de mes sujets a coulé par une trahison dont les annales » du monde n'offrent pas d'exemple. Cette trahison a appelé l'étranger dans le « cœur de la France : je dois donc, pour la dignité de mon trône, pour l'intérêt « de mes peuples, pour le repos de l'Europe, excepter de pardon les instiga- » teurs et les auteurs de cette trame horrible. Ils seront désignés à la ven- » geance des lois par les deux Chambres, que je me propose de convoquer in- « cessamment.

« Cambrai, le 28 juin.

« Louis.

« Plus bas :

« Le prince de Talleyrand. »

Les royalistes et la coalition regardaient Napoléon comme un homme à tout jamais écrasé; et pourtant l'empereur aurait pu affronter encore les hasards d'une dernière lutte, dont il eût été difficile de prévoir l'issue. Lamarque s'offrait à lui avec l'armée qui venait de pacifier la Vendée; Clauzel le pressait des plus vives sollicitations pour qu'il vint se mettre à la tête de l'armée de la Gironde. Il refusa, soit que les derniers événements eussent épuisé son énergie, soit qu'il redoutât de livrer la France au double fléau de la guerre civile et de la guerre étrangère.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

On propose à l'Empereur de le transporter aux États-Unis. — Sa lettre au prince régent. — Il se rend à bord du *Bellérophon*. — Napoléon à Plymouth. — Détails puisés dans les journaux anglais de l'époque. — Propositions au prince régent. — Napoléon passe sur le *Northumberland*. — On embarque ses bagages. — On lui annonce qu'il va partir pour Sainte-Hélène. — Protestation contre cette violation du droit des gens. — Instructions sur la manière avec laquelle Napoléon doit être traité à Sainte-Hélène. — Départ. — Adieux à la France. — Vie de Napoléon à bord du *Northumberland*. — Arrivée à Sainte-Hélène. — Débarquement.

Et pourtant la mer se trouvait occupée par les Anglais, ses ennemis. Les alliés et les royalistes avaient juré sa mort; il fallait prendre une détermination suprême. Ce fut, dit-on, au milieu de ces angoisses, que Napoléon reçut du capitaine d'un navire marchand l'offre de le conduire aux États-Unis.

« Je garantis, dit le marin à l'ex-empereur, que votre traversée en Amérique sera des plus sûres. J'ai fait matelasser intérieurement quelques tonneaux dans lesquels je pourrai, au besoin, vous cacher avec votre suite. J'ai à bord toutes les provisions nécessaires pour le voyage destiné, en apparence, pour Kiel. Après avoir gagné la haute mer, je ferai voile directement pour New-York. »

Napoléon refusa, les uns disent pour ne pas compromettre les personnes qui faisaient preuve d'un si généreux dévouement; d'autres affirment que l'ex-empereur, sachant que Fouché dirigeait la commission du gouvernement, ne douta point que la police ne fût instruite de tout ce qui se passait à Rochefort. Le 12 juillet, on lui annonça l'entrée des alliés dans Paris, et que Louis XVIII venait de remonter sur le trône. Pour prévenir le moment où il n'aurait plus le choix, Napoléon s'arrêta au parti d'aller lui-même à bord de l'escadre anglaise se constituer librement hôte du gouvernement britannique. Le 13, il adressa au prince régent cette lettre si connue et si belle :

« Altesse royale,

« En butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes « puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme « Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la « protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse comme le plus puis- « sant, le plus constant et le plus généreux de mes ennemis. »

Le 14, le général Lallemand et le comte de Las-Cases se rendirent à bord du *Bellérophon* de la part de Napoléon, et proposèrent au capitaine Maitland de le recevoir.

Le 15, Napoléon monta sur le brick l'*Epervier*, armé en parlementaire, et se rendit à la croisière anglaise, ainsi que sa suite. En mettant le pied sur le *Bellérophou*, il dit au capitaine Maitland :

« Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois d'Angle-
« terre. »

Le même jour, l'amiral Hotham arriva au mouillage sur le navire le *Superbe*, de 74 canons; il visita Napoléon et l'invita à venir le lendemain à son bord. Napoléon s'y rendit et y déjeuna avec sa suite. Cette entrevue fut très-courte; Napoléon revint ensuite à bord du *Bellérophon*, qui l'avait reçu le premier à son bord.

Immédiatement, le capitaine Maitland, suivant les ordres qui lui furent transmis par le télégraphe, s'éloigna de trois lieues de la côte, et, après s'être approché de Torbay, il cingla vers Plymouth.

« C'est maintenant, répétèrent les journaux anglais, c'est maintenant que la
« victoire de Waterloo est complète. »

La nouvelle de la captivité de Napoléon fit hausser les fonds à la bourse de Londres, et une foule immense accourut des divers points de l'Angleterre pour voir l'immortel proscrit de la sainte-alliance.

On formait en Angleterre diverses conjectures sur le sort de Bonaparte. On savait qu'il arriverait à Plymouth, sur le *Bellérophon*, le 26 juillet : les uns lui destinaient un appartement dans la tour de Londres, où l'on faisait des préparatifs pour le recevoir. On y a placé, disaient quelques journaux, de beaux tapis et des rideaux de soie aux fenêtres. D'autres désignaient pour lui le château de Dumbarton, situé sur un roc élevé au-dessus de deux vallées profondes, sur la rivière de Clyde, entre Glascow et Greenock. Il domine une contrée délicieuse; sa vue est superbe, mais il est impossible de s'en échapper. Quelques personnes prétendaient qu'il serait envoyé immédiatement à Sainte-Hélène, où il serait gardé par un régiment anglais.

« Il est décidé, ajoutait le *Sun*, qu'il sera traité et considéré comme simple
« général, le gouvernement anglais n'ayant jamais reconnu l'empire ni son
« titulaire. »

Le *Morning-Chronicle* disait ensuite :

« Aussitôt que l'on sut que Bonaparte était étroitement cerné par terre et par
« mer à Rochefort, il fut décidé qu'il serait envoyé à l'île Sainte-Hélène, sous la
« sauve-garde du gouvernement anglais. Une garantie générale sera donnée à
« l'Angleterre par toutes les puissances contractantes, contre toutes demandes
« de la part de la France qui auraient pour but de le réclamer comme prison-
« nier de guerre, et sous le prétexte que les circonstances sont changées. Ainsi
« Napoléon ne viendra point en Angleterre. »

Une analyse succincte des journaux anglais de l'époque nous fournira, sur la perfidie du gouvernement anglais envers Napoléon, des documents en apparence contradictoires, mais dont l'ensemble deviendra la base de la vérité historique. Cette analyse aura d'ailleurs l'avantage de conserver aux localités toute leur topographie morale, et aux personnes qui jouèrent un rôle dans cet épilogue du drame impérial toute la mobilité de leur physionomie.

« 27 juillet. — Le *Bellérophon*, ayant Bonaparte à son bord, a mouillé à Plymouth. Un capitaine et quarante hommes d'artillerie sont commandés pour conduire Napoléon à Sainte-Hélène. L'affluence à Torbay et à Plymouth est incalculable. » (*The Courier.*)

« 28 juillet. — L'amiral sir Georges Cockburn conduira l'ex-empereur à sa nouvelle destination. Par arrangement fait avec la compagnie des Indes, Sainte-

Hélène est à la disposition du roi, qui y mettra garnison et nommera le gouverneur. » (*The Star.*)

« 29 juillet. — Le vaisseau amiral le *Northumberland* est choisi pour le transport de Napoléon à Sainte-Hélène. On bâtira dans cette île une maison pour sir Hudson Lowe, commissaire chargé de la surveillance du despote tombé. » (*The Sun.*)

« Sir Lowe succédera à M. Wilken, gouverneur actuel pour la compagnie, dont les troupes seront remplacées par un régiment du roi. Les dépenses pour cet établissement feront partie du contingent anglais demeuré sur pied, à l'effet de maintenir la paix du continent.

« On ne permettra point à Bonaparte d'emporter des sommes considérables, parce qu'on lui fournira toutes les choses nécessaires à son établissement. » (*The Sun.*)

« 31 juillet. — Le colonel sir Henri Bunburry, sous-secrétaire d'État, accompagné de M. Bathurst, fils du lord de ce nom, sont partis hier de Plymouth, afin de communiquer à Bonaparte la résolution du cabinet sur son sort futur. Cette résolution a été prise de concert avec les puissances alliées. On ne permet qu'à un certain nombre de domestiques d'accompagner l'usurpateur. On bâtira une maison pour lui; on lui donnera vingt-cinq acres pour son jardin. Il ne pourra emporter aucune propriété mobilière de quelque valeur.

« Le général Gordon, commandant à Plymouth, a ordre de tenir prêt le 53e régiment. Le *Northumberland*, vaisseau de soixante-quatre, capitaine Ross, doit se rendre à Plymouth. Le *Bucéphale* et le *Ceylan* ont reçu le même ordre. A l'arrivée de ces vaisseaux et de ces troupes, Bonaparte sera transféré sur le *Northumberland*, et fera voile pour Sainte-Hélène. (*The Star.*)

« 1er août. — Napoléon proteste hautement contre la résolution des puissances qui l'envoie au-delà des mers. (*The Courier.*)

« Lord Keith, en qualité d'amiral de la flotte, a fait lire à Napoléon Bonaparte la détermination du cabinet qui l'envoie à Sainte-Hélène, et qui règle la manière dont il y sera traité. L'ex-empereur a sur-le-champ adressé à lord Keith des remontrances contre cette mesure. On lui permettra d'emmener avec lui trois de ses amis et douze domestiques. Il n'a en argent et en billets que 200,000 livres sterling (4,800,000 fr.). (*The Star.*)

« 2 août. — Sir G. Cockburn a eu son audience de congé avant son départ de Plymouth, où il doit prendre le commandement du *Northumberland*. Bonaparte sera traité comme un général *qui se serait rendu à discrétion*.

« Bonaparte, dit-on, veut se prévaloir de l'*habeas corpus*, comme d'un moyen pour se soustraire à la déportation. Le jurisconsulte Capel Loff a publié dans le *Morning-Chronicle* une lettre à ce sujet ; il y prétend que « Napoléon Bona-« parte, après avoir abdiqué l'empire, s'est rendu librement et volontairement, « non à la croisière anglaise, comme prisonnier, mais sur la flotte *comme hôte « du peuple et du gouvernement anglais.* » M. Waddington veut se charger de cette affaire et a envoyé copie de sa requête au lord-maire. Celui-ci l'ayant trouvée rédigée en termes trop forts, n'a pas voulu en faire l'objet d'une discussion publique. (*The Courier.*)

« On a demandé, à ce sujet, où est, en Angleterre, ce respect si vanté pour les lois, la liberté individuelle et les prérogatives de la défense ? A cette objec-

tion, les ministres ont fait répondre par l'adage fameux qui couvre tant de crimes, de sottises et d'erreurs : *Salus populi.*

« 2 août. — Bonaparte aura une maison nombreuse, dont trois aides-de-camp et douze domestiques feront partie. Quelques journaux prétendent qu'il n'aura qu'un valet de chambre et son propre cuisinier. Toutes ses lettres seront ouvertes par le gouverneur. Il aura une maison convenable. Il aura la permission de prendre tous les exercices que le local de l'île admet. Il sera accompagné d'un officier et de deux hommes d'ordonnance, qui auront ordre de le fusiller, dans le cas où il tenterait de s'évader et où il serait hors de leur atteinte. Il n'aura d'argent que ce qui lui est indispensable pour subvenir aux dépenses courantes, les frais de son entretien étant à la charge du gouvernement. (*The Times.*)

« 2 août. — La frégate *la Liffey* a fait voile, hier, pour la France, ayant à son bord les généraux Bertrand (c'est une erreur), Savary et Lallemand. Tous les soirs, un nombre immense de personnes vont à bord des chaloupes, pour essayer de voir Bonaparte. (*The Courier.*)

« 2 août. (A bord du *Bellérophon.*) — « C'est dimanche que nous sont parvenus les papiers qui contiennent la détermination prise de transporter l'empereur à Sainte-Hélène. Comme il demande très-exactement les journaux, qu'il se fait lire par madame Bertrand, l'article qui le concerne, et qui d'ailleurs fait le sujet de toutes les conversations, ne lui a point échappé. J'avais déjà entendu parler de sa résolution de ne point se laisser embarquer. Madame Bertrand m'a dit qu'il avait positivement déclaré qu'on lui arracherait plutôt la vie. Dans la soirée de dimanche, il donna des marques d'une grande agitation ; et le lundi, quand il reçut l'avis officiel de sa destination, une pâleur mortelle couvrit tout à coup son visage, et il ne resta que quelques minutes sur le pont. Je crains qu'à l'arrivée du *Northumberland*, il ne nous rende témoins de quelque scène tragique.

« Une circonstance assez singulière, qui a eu lieu dimanche, nous sembla le présage de cette catastrophe. Vers les neuf heures du soir, M. et madame Bertrand se promenaient, en causant avec vivacité, sur le côté du pont opposé à celui sur lequel j'étais. Tout à coup, madame Bertrand se précipite dans la cabine de *son* empereur, se jette à ses pieds ; puis, après quelques instants, se relève, court dans sa propre chambre, et se précipite par la fenêtre... Déjà la moitié de son corps était dehors, lorsque le général Montholon vint heureusement à temps pour la retenir. Elle est demeurée toute la nuit dans un état de délire... »

« 4 août. — C'est lord Keith qui a été chargé de porter à Napoléon la décision du gouvernement anglais, pour le transporter à Sainte-Hélène. L'ordre était en anglais. L'ex-empereur dit à lord Keith de le lui traduire ; et trouvant qu'il ne l'expliquait pas d'une manière assez claire, il le lui arracha, et le remit à lord Townbrigge, qui se trouvait présent, en lui disant avec rapidité : « Vous saurez peut-être mieux traduire. » Après en avoir entendu la lecture, et avoir médité quelques instants, il répondit à peu près en ces termes :

« J'offre au prince régent la plus belle page de son histoire... J'avais l'in-
« tention de m'établir en Angleterre ; j'y désirais une résidence à trente lieues
« de la mer.

« L'Angleterre pourrait tout au plus me traiter en prisonnier de guerre, puis-

« que le drapeau tricolore flottait encore à Nîmes, à Bordeaux, lorsque je me « suis rendu.

« D'ailleurs, je ne me suis pas rendu comme prisonnier, ni à discrétion. « J'aurais fait des conditions, j'en pouvais faire; on les eût acceptées, ou au « moins débattues. Je suis venu demander l'hospitalité au peuple anglais et me « mettre sous la garantie de son gouvernement.

« Je ne consentirai jamais à passer à l'île Sainte-Hélène, parce que le climat « m'est contraire, et que j'ai l'habitude, pour ma santé, de faire vingt lieues par « jour.

« Si on me force d'y passer, je périrai avant trois mois, et alors l'Angleterre « sera responsable de mon assassinat.

« J'aurais pu faire, en France, une longue guerre de partisans, puisqu'avec « six cents hommes j'ai détrôné le roi de France, qui avait une armée de trois « cent mille hommes.

« Waterloo, perdu par les alliés eût causé leur ruine; pour moi, ce n'était « qu'un échec qui replaçait la campagne dans l'assiette la plus favorable pour « moi, la plus périlleuse pour eux. Avant le 15 juillet, il me revenait cent trente « mille hommes sur l'Aisne, entre Laon et Soissons. Mon abdication, faite au « besoin de la concorde, enhardit les alliés, au point que, malgré l'armée ras-« semblée sous Paris, ils marchèrent par la vallée de Montmorency, et arrivè-« rent à Saint-Germain et à Versailles, laissant leur flanc gauche entièrement « à découvert et exposé à l'armée française. Quand je connus cette imprudence, « à laquelle la timidité de votre Wellington ne me permettait pas d'abord de « croire, je demandai à me mettre, comme général, à la tête de l'armée fran-« çaise. Je tombais, avec toutes ses forces, sur le flanc et sur les derrières de « l'ennemi; je sauvais, pour le moment, la capitale, et prévenais une capitula-« tion où rien n'a été stipulé, ni pour les droits de la nation, ni pour les ga-« ranties de l'armée... Dans ces circonstances, je le répète, je me suis présenté « volontairement pour passer en Angleterre, comme son hôte, et ne puis, sans « violer tous les droits, être regardé ni traité comme prisonnier. » (*The Courier. Relation du général Gourgaud.*)

« 9 août. — L'amirauté vient de recevoir officiellement la nouvelle de la translation de Bonaparte, à bord du *Northumberland*. Il s'est conduit fort doucement dans cette circonstance. Le vent étant favorable, il a dû sortir du canal de la Manche, dans la soirée du 7. (*The Courier.*)

« 10 août. — *Le Bellérophon* et *le Tonnant* ont appareillé de la rade de Plymouth, le 4 août, et nous devons commencer par démentir le bruit qu'ils sont partis pour éviter les effets d'un *writ* rendu en vertu de l'*habeas corpus*. Le fait est que le concours d'un grand nombre d'embarcations dans la rade de Plymouth, qui avait déjà coûté la vie à plusieurs personnes, a déterminé le gouvernement à éloigner immédiatement *le Bellérophon*, et que le *writ*, dont on parle, n'était qu'une assignation au banc du roi, obtenue par un particulier, qui a une cause pendante à cette cour, et dans laquelle il s'est imaginé avoir besoin du témoignage de Napoléon, de l'ex-roi Jérôme et de l'amiral Willaumez.

« *Le Northumberland* a fait voile, de Portsmouth, vendredi 4 août. Le dimanche, en approchant de Torbay, il vit venir à lui deux vaisseaux de guerre. C'étaient *le Bellérophon*, sur lequel était Bonaparte, et *le Tonnant*, monté par l'amiral Keith. *Le Northumberland* les héla, et demanda *le général Bonaparte*,

qui depuis quelques jours n'était pas sorti de sa chambre. Le général Bertrand vint le premier et dîna à bord du *Tonnant*, avec l'amiral Keith et sir Georges Cockburn. Sir Georges lui fit part de ses instructions, relatives au ci-devant empereur : une d'elles porte que son bagage sera visité. Le général exprima avec force son opinion contre la mesure de déporter l'*empereur* à Sainte-Hélène, lorsque son désir et son attente étaient de vivre tranquille en Angleterre, sous la protection des lois anglaises.

« Après le dîner, les deux généraux et Bertrand se rendirent à bord du *Bellérophon*. Avant leur arrivée, les armes et les pistolets de Bonaparte lui avaient été enlevés, non sans beaucoup d'opposition de la part des officiers français. Ceux qui ne doivent pas l'accompagner ont été mis à bord de la frégate l'*Eurotas*. Tous ont témoigné la plus grande répugnance à cette séparation, surtout les officiers polonais. Il a pris congé d'eux individuellement. Le colonel polonais Pitowski voulait absolument le suivre. Il a reçu dix-sept blessures au service de la France, et a déclaré que plutôt que d'abandonner l'*empereur* (c'est le titre que sa suite continue de lui donner), il le servirait comme domestique. L'ordre d'éloigner spécialement tous les Polonais étant absolu, le colonel a été mis à bord de l'*Eurotas*. Savary et Lallemand ont été laissés sur *le Bellérophon*.

« Nous continuons d'extraire des détails qui, quoique minutieux, ne sembleront pas fastidieux, parce qu'ils concernent l'homme le plus extraordinaire des temps modernes, observé dans une des positions les plus critiques de sa vie aventureuse. — Lorsque lord Keith et sir G. Cockburn montèrent à bord du *Bellérophon*, Bonaparte était sur le pont pour les recevoir. Après les salutations d'usage, lord Keith s'adressant à l'ex-empereur, l'informa qu'il devait être transféré du *Bellérophon* sur *le Northumberland*. Bonaparte protesta immédiatement et avec la plus grande véhémence contre cet acte du gouvernement anglais. « Je ne m'attendais pas à cela, s'écria-t-il; je ne pouvais m'y attendre ; je « ne conçois pas qu'on puisse faire d'objection raisonnable contre ma résidence « en Angleterre pour le reste de ma vie. »

« Les amiraux ne firent aucune réponse. Un officier anglais, qui était près de lui, dit que s'il n'avait pas été conduit à Sainte-Hélène, on l'aurait livré à la Russie. Bonaparte répondit sur-le-champ : « Dieu me garde des Russes ! » En prononçant ces mots, il jeta les yeux sur Bertrand et haussa les épaules.

« Sir Georges Cockburn dit alors à Bonaparte : « A quelle heure, demain matin, viendrai-je, *GÉNÉRAL*, et pourrai-je vous recevoir à bord du *Northumberland?* » Bonaparte, surpris du titre de général, répondit : « A dix heures. » Bertrand, madame Bertrand, les généraux Savary et Lallemand, le comte et la comtesse de Montholon était debout autour de *leur* empereur.

« Sir Georges demanda s'il avait besoin de quelque chose avant de mettre en mer? Bertrand répondit : « Vingt jeux de cartes, un tric-trac et un jeu de domino. » Madame Bertrand demanda quelques meubles, qui lui furent fournis peu de temps après.

« Un des officiers de la suite de Bonaparte se plaignit de ce qu'on avait manqué de foi à l'empereur, qui croyait rester avec toute sa suite en Angleterre. Bonaparte demanda à lord Keith ce qu'il en pensait? Celui-ci, esquivant la réponse, répondit : « J'obéis aux ordres de mon gouvernement. » Alors, Bonaparte ayant exprimé le désir d'avoir une conférence avec lord Keith, ce-

lui-ci refusa : « Elle ne pourrait vous être d'aucune utilité, ajouta-t il; mes pouvoirs ne laissent rien à ma discrétion. Votre sort est fixé, et désormais il ne peut changer.

« Un officier anglais, qui était près de l'ex-monarque, dit:

« — Vous auriez été pris, si vous étiez resté à Rochefort une heure de plus, et envoyé à Paris.

« Bonaparte fixa ses regards sur cet officier, et ne dit pas un mot. Un des généraux de sa suite se détourna, en prononçant avec humeur le nom de *Fouché*.

« Après avoir fait quelques questions sur Sainte-Hélène, Bonaparte changea de conversation et se répandit contre le gouvernement en invectives auxquelles personne ne répondit. Nous ignorons s'il avait ou non l'idée d'un *writ* d'*habeas corpus;* mais il aurait fort désiré d'aller à terre. Il témoigna une sorte d'indignation de ce qu'on l'appelait général. « Vous m'avez envoyé des ambassadeurs comme à un potentat, dit-il; vous m'avez reconnu comme premier consul. » Tout le temps qu'il a parlé, il n'a cessé de prendre du tabac. Après lui avoir rappelé que la chaloupe du *Northumberland* viendrait le prendre lundi matin, à dix heures, lord Keith et sir Georges se retirèrent.

« De bonne heure, dans la matinée du lundi, sir Georges Cockburn se rendit à bord du *Bellérophon*, pour surveiller l'inspection du bagage de Bonaparte. A onze heures, lord Keith, dans la chaloupe du *Tonnant*, s'est rendu à bord du *Bellérophon*, pour recevoir Bonaparte et ceux qui doivent l'accompagner. Napoléon s'est plusieurs fois adressé au capitaine Maitland et aux officiers anglais. Lorsqu'il a été dans la chaloupe, il a ôté son chapeau et les a salués. Maingaut, chirurgien de Bonaparte, a refusé de le suivre; celui du *Bellérophon* a offert de prendre sa place.

« Savary avait une peur mortelle d'être livré au gouvernement français. Il répétait souvent que l'honneur de l'Angleterre ne permettait pas qu'il fût reporté sur les côtes de France. (Depuis, il a été transféré à Malte, d'où il s'est échappé avec les généraux Lallemant. Ceux-ci sont au Texas, où ils forment un établissement indépendant, sous le nom du Champ-d'Asile.—Savary était encore à Smyrne, quand ceci a été écrit.)

« Vers midi, la chaloupe du *Tonnant* atteignit *le Northumberland*. Bertrand mit le premier le pied sur le pont; après lui, Bonaparte monta l'échelle du vaisseau avec la vivacité d'un marin. La garnison était sur le pont et le reçut comme un général, en lui présentant les armes; il ôta son chapeau. Aussitôt qu'il fut sur le pont, il dit à sir Georges Cockburn:

« — Je suis à vos ordres.

« Il salua lord Lowther et M. Littleton, qui se trouvaient auprès de l'amiral, et leur dit quelques mots auxquels ils répondirent. Il dit à un officier:

« — Dans quel corps servez-vous?

« L'officier répondit :

« — Dans l'artillerie.

« Bonaparte répliqua sur-le-champ :

« — Je sors de ce service moi même.

« Après avoir pris congé des officiers du *Bellérophon*, qui l'avaient accompagné, il se rendit dans l'arrière-cabine, où étaient rassemblés lord Keith, sir Georges Cockburn, lord Lowther, M. Littleton, etc.

« — Je n'ai jamais donné, dit le général Bertrand, mon adhésion au gouvernement de Louis XVIII. Il est donc évidemment injuste de me proscrire. Je reviendrai dans un an, pour veiller à l'éducation de mes enfants.

« Madame Bertrand paraissait accablée Elle dit qu'elle avait été obligée de quitter Paris, sans pouvoir emporter les choses nécessaires. Elle parla ensuite de son mari d'une manière très-flatteuse pour lui, très-honorable pour tous deux; elle ajouta que l'empereur était un trop grand homme pour être accablé par le malheur, et finit en exprimant le désir d'avoir quelques journaux de Paris.

« Le comte de Montholon parla des embellissements que l'empereur avait fait faire à Paris et dans les principales villes *de l'empire*. Il dit que le tempérament bilieux de ce prince exigeait beaucoup d'exercice. La comtesse de Montholon, qui est une femme très-intéressante, a peu parlé.

« Le général Bertrand demanda ce que nous aurions fait si nous avions pris Bonaparte en mer.

« — Ce que nous faisons maintenant, lui fut-il répondu.

« Dans l'après-midi, lord Keith prit congé de Bonaparte, et retourna à bord du *Tonnant*. Lord Lowther et M. Littleton entrèrent alors en conversation avec lui. Comme il était fort communicatif, et qu'il paraissait désirer un entretien particulier et entièrement libre avec ces deux gentilshommes, d'un caractère et d'un esprit également distingués, ils profitèrent de l'occasion, et passèrent presque toute sa conduite en revue. Nous savons qu'ils lui demandèrent comment il avait pu commettre la faute d'attaquer l'Espagne; les motifs des décrets de Milan et de Berlin; de la guerre avec la Russie; du refus des conditions de paix qui lui furent offertes après la première capitulation de Paris. A toutes les questions, il fit des réponses détaillées: loin d'éviter la discussion, il la provoquait. Nous aurons peut-être l'occasion de faire connaître les détails de cet entretien intéressant.

« La cabine de Napoléon, sur *le Northumberland*, est meublée avec la plus grande élégance; son lit surtout est d'une rare beauté. Ses valets de chambre et toutes les personnes de sa suite continuent à lui donner les titres impériaux et à le traiter avec le respect que ces titres commandent envers ceux qui en sont revêtus.

« 14 août. — L'escadre qui transporte Bonaparte et sa suite à l'île Sainte-Hélène, est sortie du canal de la Manche dans la journée du 11 août. Cette escadre est composée du vaisseau de ligne *le Northumberland*, de plusieurs bâtiments, tels que *le Weymouth*, *la Havanah*, *le Redpole*, *la Zénobia*, *l'Icarus*, brick-aviso détaché en avant.

« On avait laissé à Bonaparte et à ses compagnons la liberté d'acheter en Angleterre tous les objets de luxe ou de simple commodité qu'ils pourraient désirer. Ils ont, en conséquence, souvent envoyé à terre, où ils ont fait acheter un billard, des jeux de cartes, d'échecs, etc.; les meilleurs vins et les meilleurs livres anglais, l'ex-empereur étant devenu tout à coup grand amateur de l'idiome britannique. Napoléon a prié M. O'Meara, chirurgien du *Bellérophon* de le suivre en cette qualité : lord Keith y ayant consenti, l'échange avec le chirurgien du *Northumberland* a eu lieu aussitôt. (*The Star.*)

Voici une autre version :

« Enfin, le 30 juillet, lord Keith se rendit à bord du *Bellérophon* avec un sous

secrétaire d'État, et mit sous les yeux de Bonaparte la détermination prise par le cabinet britannique.

« ... Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers notre pays, ni à nos alliés, « que le général Bonaparte conserve le moyen de troubler de nouveau la paix « du continent. L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence. « *Le climat est sain*, et la situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus « d'indulgence qu'on ne le pourrait faire ailleurs, *vu les précautions indispen-* « *sables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne...* »

Napoléon n'ignorait pas les sourdes machinations de l'Angleterre, dont la haine se trouvait en ce moment excitée par les instances de la coalition; mais il était loin de s'attendre à un coup si terrible; il en fut un moment altéré; il s'écria avec indignation :

« Etre relégué pour toute ma vie dans une île, entre les tropiques, à une dis- « tance immense du continent, privé de toute communication avec le monde, « de tout ce qu'il renferme de cher à mon cœur! autant aurait valu signer tout « de suite mon arrêt de mort! »

Vaines plaintes! indignation stérile; le gouvernement anglais avait accepté la fonction de geôlier de l'empereur, et il était décidé à la remplir jusqu'au bout : il intima secrètement aux satellites de Napoléon de recourir à la violence, s'il tentait de résister. D'un coup d'œil rapide, il vit ce qui se passait autour de lui, et, retrouvant encore une fois les mâles et magnifiques accents de sa grandeur impériale, il adressa, avant de passer du *Bellérophon* sur le *Northumberland*, la protestation suivante à lord Keith :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la « violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma per- « sonne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon*; je ne « suis pas prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. Aussitôt assis à bord du « *Bellérophon*, je suis sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement « en donnant les ordres au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir ainsi que « ma suite, n'a voulu que me tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et « flétri son pavillon.

« Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient « parler à l'Europe de leur loyauté, de leurs lois, de leur liberté! La foi bri- « tannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.

« J'en appelle à l'histoire. Elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre « au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous « ses lois. Quelle plus éclatante preuve pouvait-il donner de son estime et de « sa confiance? Mais que répondit-on en Angleterre à tant de magnanimité? « On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut « livré de bonne foi, on l'immola!!!

« Napoléon.

« A bord du *Bellérophon*, à la mer, le 4 août 1815. »

Cette magnifique protestation qui n'a point d'égale dans l'histoire, fut publiée par les journaux anglais; mais elle ne produisit et ne devait produire aucun effet sur le gouvernement britannique; l'Europe n'avait pas levé son excommunication. A l'égard de Napoléon, il n'y avait plus ni foi, ni loi.

Le *Bellérophon*, en attendant que le *Northumberland* fût prêt à recevoir le grand proscrit, croisa vers l'est de la Manche. Il mouilla, le 6 août, dans la

rade de Start-point, où parut bientôt le *Northumberland* avec deux frégates chargées des troupes qui devaient former la garnison de Sainte-Hélène.

Immédiatement, les amiraux Keith et Cockburn se rendirent à bord du *Bellérophon* et remirent à Napoléon un exemplaire des instructions qu'ils avaient reçues du gouvernement, concernant la manière dont devait être traité le *général Bonaparte*. Nous croyons devoir les reproduire textuellement :

« Lorsque le *général* Bonaparte quittera le *Bellérophon* pour se rendre à bord « du *Northumberland*, ce sera pour l'amiral Cockburn le moment convenable pour faire visiter les effets que le *général* pourrait avoir avec lui.

« L'amiral permettra que tout le bagage, les vins et les vivres que le *général* aura pris avec lui, soient transportés à bord du *Northumberland*. Parmi ces bagages est comprise sa vaisselle, à moins qu'elle ne soit si considérable qu'on ne puisse la regarder comme un article destiné à être converti en argent comptant, plutôt que comme un meuble destiné à son usage. Son argent, ses pierreries, ses effets susceptibles d'être vendus, de quelque genre qu'ils soient, par conséquent ses lettres de change, seront livrés. L'amiral déclarera au général que le gouvernement britannique n'a nullement l'intention de s'emparer de sa propriété, mais seulement d'en prendre l'administration pour l'empêcher de s'en servir comme de moyens propres à favoriser sa fuite. L'examen de ses effets se fera en présence d'une personne nommée par le général Bonaparte ; l'état de ceux qu'il gardera sera signé par cette personne et par le contre-amiral, ou par celui qu'il aura chargé de dresser cet état.

« On emploiera à son entretien les intérêts ou le capital de sa propriété, suivant que le produit en sera plus ou moins considérable, et on lui en laissera, à cet égard, la principale disposition. Il pourra de temps en temps faire connaître ses désirs à ce sujet à l'amiral, jusqu'à l'arrivée du nouveau gouverneur à Sainte-Hélène, et ensuite à ce dernier. S'il n'y a rien à objecter contre ses propositions, l'amiral ou le gouverneur donnera les ordres nécessaires, et la dépense sera payée en traite sur le trésor de sa majesté. Le général Bonaparte peut, en cas de mort, disposer, par testament, de sa propriété, et être certain que ses dernières volontés seront exécutées ponctuellement.

« Comme on pourrait chercher à faire passer une partie de sa fortune pour la propriété des personnes de sa suite, on doit déclarer que la propriété de ceux qui l'accompagnent est soumise aux mêmes dispositions.

« Le commandement des troupes destinées à le garder doit être laissé au gouverneur ; mais, d'après les instructions que le gouverneur a reçues, il doit se conformer aux demandes de l'amiral, dans le cas dont il sera question ci-après.

« Le général Bonaparte doit être constamment accompagné par un officier nommé par l'amiral, ou, suivant l'occurrence, par le gouverneur. Lorsque l'on permettra au général de sortir de l'enceinte où les factionnaires sont placés, l'officier doit être accompagné au moins d'un militaire d'ordonnance.

« Lorsque des vaisseaux arrivent, et aussi longtemps qu'ils sont en vue, le général ne peut sortir de l'enceinte gardée par les factionnaires. Pendant ce temps toute communication est interdite avec les habitants. Ceux qui l'accompagnent à Sainte-Hélène sont alors soumis aux mêmes règles, et doivent rester près de lui. Dans d'autres temps on laisse à la prudence de l'amiral ou du gouverneur d'ordonner par rapport à eux les mesures jugées nécessaires.

« On doit notifier au général que, dans le cas où il ferait quelque tentative pour s'échapper, il sera alors resserré plus étroitement, et faire connaître aux personnes qui l'accompagnent que, si l'on découvre quelques trames ourdies par elles pour faciliter l'évasion du général, elles en seront séparées et gardées plus étroitement.

« Toutes les lettres adressées au général, ou aux personnes de sa suite, seront remises à l'amiral, ou au gouverneur, qui les lira avant de les laisser parvenir à leur adresse. La même précaution aura lieu pour les lettres du général ou des personnes de sa suite. Toute lettre qui ne sera point parvenue à Sainte-Hélène par le secrétaire d'État, ne pourra être remise au général, ou à quelqu'un de sa suite, si elle est écrite par quelqu'un qui n'habite point l'île. Toutes leurs lettres adressées à des personnes non domiciliées dans l'île, seront expédiées sous le couvert du secrétaire d'Etat.

« On déclare formellement au général que le gouverneur et l'amiral ont l'ordre précis de faire parvenir au gouvernement de sa majesté toutes les demandes et les représentations que le général désirerait leur adresser : ils n'ont aucune précaution à observer à cet égard; mais les feuilles sur lesquelles seront écrites ces demandes ou ces représentations, doivent leur être communiquées ouvertes, afin qu'ils puissent en prendre lecture, et y joindre les observations qu'ils jugeront nécessaires.

« Jusqu'à l'arrivée du nouveau gouverneur, l'amiral sera regardé comme entièrement responsable de la personne du général Bonaparte, et le gouvernement de Sa Majesté ne doute nullement de la disposition du gouverneur actuel, à faire, à cet égard, cause commune avec l'amiral. Celui-ci est autorisé à garder le général à bord, ou à le faire embarquer, s'il juge qu'il n'a pas d'autre moyen de s'assurer suffisamment de sa personne.

« Quand l'amiral arrivera à Sainte-Hélène, le gouverneur prendra, sur ses représentations, des mesures pour que les officiers, ou d'autres personnes faisant partie des corps militaires de Sainte-Hélène, que l'amiral jugera à-propos de destituer, parce qu'ils sont étrangers, ou à cause de leur caractère ou de leurs dispositions, soient envoyés sur-le-champ en Angleterre ou aux Indes-Orientales, suivant les circonstances. S'il se trouve dans l'île des étrangers dont le séjour paraîtrait avoir pour but d'être les instruments de la fuite du général, le gouverneur s'occupera de les éloigner de l'île.

« Toute la côte de l'île, tous les bâtiments et les chaloupes qui la fréquenteront sont mis sous la surveillance de l'amiral. Il déterminera les endroits où les chaloupes peuvent aborder, et le gouverneur enverra une garde suffisante sur les points où l'amiral jugera cette précaution nécessaire. L'amiral prendra les mesures les plus efficaces pour veiller sur le départ et l'arrivée de chaque bâtiment, et pour empêcher avec la côte toute autre communication que celles qu'il autorisera. On rendra un ordre pour empêcher qu'après un certain terme jugé nécessaire, aucun navire étranger ou marchand ne puisse faire voile pour Sainte-Hélène.

« Si le général Bonaparte venait à tomber sérieusement malade, l'amiral et le gouverneur nommeront chacun un médecin qui ait leur confiance, pour traiter le général conjointement avec son propre médecin. Ils leur enjoindront strictement de leur faire tous les jours leur rapport sur l'état de sa santé. En cas de décès, l'amiral donnera ordre que son corps soit transporté en Angleterre.

« Donné au département de la guerre, le 30 août 1815. »

Le 7, Napoléon quitta, à deux heures après-midi, le *Bellérophon*, pour monter à bord du *Northumberland;* Bertrand, Montholon, Gourgaud et Las-Cases, qui avaient obtenu la permission de suivre l'ex-empereur dans son exil, remarquèrent bientôt que les marins de ce navire-prison affectaient de se couvrir devant lui et de lui donner la simple qualification de *général*. Le 10, on mit à la voile; le 17, on passait en vue du cap de La Hogue; Napoléon se trouvait sur le pont avec toute sa suite; aussitôt qu'il aperçut la pointe du cap, il ôta son chapeau, étendit la main vers les côtes de France, et s'écria d'une voix émue :

« Adieu, terre des braves! Quelques perfides de moins, et tu serais encore la « grande nation et la maîtresse du monde! Adieu! chère France! »

A ces mots, les officiers généraux partagèrent l'émotion de l'empereur. Les généraux fondirent en larmes, et Bonaparte, couvrant son visage, se retira dans sa cabine, d'où il ne sortit plus qu'on n'eût gagné la haute mer. Les jours suivants, et même pendant toute la traversée, il montra plus de calme, et l'on pourrait dire même de la bonne humeur.

La veille de sa fête (le 15 août), il donna un thé magnifique, auquel il invita les officiers anglais. L'équipage lui ayant présenté en corps un superbe bouquet, fut gratifié, par ses ordres, de plusieurs paniers de Bordeaux. Quand on fut parvenu à la hauteur des Açores, un bâtiment marchand, se dirigeant de l'est au nord, passa à une demi-encâblure du vaisseau amiral; Bonaparte monta rapidement sur le pont, croisa ses mains en forme de porte-voix, et héla ce navire, dont il reconnut la structure pour être italienne.

— D'où venez-vous, lui cria-t-il dans cette langue? (Le capitaine, en ce moment, faisait hisser le pavillon napolitain.)

— De Madère, répond-il dans le même idiôme.

— Où allez-vous?

— A Naples.

— Eh bien! faites savoir à Rome que, le 22 août, vous avez rencontré Napoléon, proscrit et déporté à Sainte-Hélène.

Voici quelle fut sa manière de vivre pendant ce long et douloureux voyage :

Il passait une partie de la journée sur le pont du *Northumberland*, tantôt observant avec une lunette les mouvements des autres vaisseaux de l'escadre, les bornes du vaste horizon et jusqu'au moindre nuage; tantôt se promenant très-vite, les mains derrière le dos, se parlant à lui-même, tandis que l'un des siens se tenait toujours à une distance respectueuse. L'amiral le traitait avec les plus grands égards et causait souvent avec lui. Il ne restait qu'une demi-heure à table, buvait fort peu de vin, mais il prenait chaque jour cinq ou six tasses de café. Il portait quelquefois la santé de l'armée française. Le soir, il jouait aux échecs, au wisth, au vingt-et-un, et, le matin, à *la bataille*. Pour se faire une idée de ce jeu, il faut savoir que Napoléon avait apporté de France six grandes caisses qui contenaient 25 à 30,000 hommes de bois, hauts de 7 centimètres environ et de toutes couleurs, généraux, officiers, artilleurs, cavaliers, fantassins; à l'aide de ses lieutenants, il les rangeait en ordre de bataille, sur une grande table d'acajou, et tous ces corps unis, se disloquant à volonté, figuraient tous les mouvements de deux armées ennemies, dont l'une était commandée par Bertrand et l'autre par Napoléon, qui gagnait presque toujours la victoire.

Ainsi s'écoulaient les jours du plus grand capitaine des temps modernes;

comme des temps anciens, et le *Northumberland* voguait à pleines voiles vers Sainte-Hélène, poussé par un vent favorable, comme si les éléments eussent pris à tâche de seconder la vengeance des rois coalisés.

Le 9 octobre, à onze heures du matin, l'aviso l'*Icarus* mouilla dans la rade de James. Le bruit se répandit bientôt qu'il venait annoncer l'arrivée d'une escadre sur laquelle était Napoléon Bonaparte, ex-empereur des Français, déporté pour la vie à Sainte-Hélène, en vertu d'une résolution de toutes les puissances alliées.

A peine cette nouvelle fut-elle connue dans l'île, que tous les habitants, abandonnant les monts et les vallées, vinrent peupler la ville, qui n'offre qu'un désert en l'absence des vaisseaux anglais ou neutres, dont chacun n'y relâche qu'à son retour de l'Inde.

Le 15 octobre, au lever du soleil, la vigie du Mont-de-l'Echelle signalait sept navires au nord, les insulaires accoururent au rivage. Toute la garnison prit les armes.

Le gouverneur et son état-major s'installèrent à l'hôtel du gouvernement, situé en face de la rade.

Vers trois heures, l'escadre mouilla dans la rade au bruit d'une salve de vingt-un coups de canon que lui rendirent les batteries de la côte. Mais la chaloupe du *Northumberland* ne débarqua que l'amiral Cockburn avec deux officiers, qui furent conduits à l'hôtel du gouverneur où ils dînèrent. On donna ensuite des ordres pour le logement du déporté impérial, qui resta en rade jusqu'au 18 à sept heures du matin. Dans la journée du 17 on débarqua successivement les bagages de Napoléon : ils consistaient en une garderobe, une magnifique bibliothèque, plusieurs bijoux de grand prix, trois services de vaisselle plate, dont un en or ; une toilette en argent, deux pendules en vermeil, quatre lits très-élégants, etc.

Dans la matinée du 18, trois coups de canon annoncèrent le débarquement de Napoléon et de sa suite : aussitôt, tous les habitants de l'ile se répandirent sur la côte ; la garnison en grande tenue borda la haie depuis l'hôtel jusqu'à l'aiguade ; le gouverneur, son lieutenant et son état-major se rendirent au bord de la mer, sur une esplanade voisine de la grande batterie.

Quelques minutes après, la chaloupe du *Northumberland*, le yacht et un canot se dirigèrent vers le rivage, tandis que les embarcations du reste de l'escadre suivaient à la file la même route, mais à une légère distance.

Dans le yacht étaient Bonaparte, sir G. Cockburn, le capitaine de vaisseau et deux lieutenants; dans le canot, le général Bertrand, le général Gourgaud, le comte de Montholon, le comte de Las Cases, la comtesse Bertrand, la comtesse de Montholon et quatre enfants ; dans la chaloupe, douze domestiques, dont trois femmes; dans les autres embarcations, le cinquante-troisième régiment et une compagnie d'artillerie. Pendant ce court trajet, une salve d'artillerie fut tirée de la côte et de tous les vaisseaux. On prétendit, dans le temps, que ce salut ne regardait que le pavillon britannique. Napoléon avait un habit bleu, revers et parements rouges, sans épaulettes, veste et culotte blanches, des bas de soie, l'étoile de la Légion-d'Honneur, avec la cocarde tricolore.

On débarque. Le tambour bat; la troupe présente les armes ; Bonaparte se découvre, salue le gouverneur, auquel il adresse quelques mots. Alors, le cortége se met en marche, mais sans musique, et l'on arrive à l'hôtel du gouvernement, où un dîner splendide termine la cérémonie.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

Briard, première habitation de Napoléon à Sainte-Hélène. — *Long-Wood.* — Note de Napoléon au gouvernement anglais. — Premiers symptômes de maladie. — Description de *Long-Wood.* — Arrivée de sir Hudson-Lowe. — Mauvais traitement de ce nouveau gouverneur. — Départ forcé de Las-Cases. — Lettre de Napoléon. — Départ du docteur O'Meara. — Napoléon sans médecin. — Arrivée du docteur Antomarchi. — Manière de vivre de Napoléon à *Long-Wood.* — Il ne peut plus se promener à cheval. — Il s'occupe de jardinage. — Graves symptômes. — Abattement. — Le 15 avril 1821. — Napoléon fait son testament. — Sa mort. — Autopsie. — Ses funérailles. — *La vallée du Fer-Main.* — Pèlerinages à Sainte-Hélène.

Les officiers, les matelots et les troupes de l'escadre qui avaient accompagné Napoléon à son exil, éprouvèrent une tristesse indicible, une douleur profonde en se séparant du proscrit de la sainte-alliance. Il descendit d'abord dans la maison d'un habitant de l'île, qui fut gardée jour et nuit par un cordon de trente factionnaires ; à chacune des portes on établit un corps-de-garde.

Le 19, accompagné du général Bertrand et de l'amiral Cockburn, il alla visiter la maison de *Long-Wood* (Long Bois), située à trois lieues de la ville et qu'on lui avait destinée. Il s'arrêta, en revenant de cette excursion, dans une campagne appelée *The Briars* (Les Boules), et s'y établit dans un petit pavillon. Les amis de l'exilé se groupèrent autour de cette modeste habitation ; c'était une prison gardée comme une petite forteresse, mais on y respirait un air pur. Napoléon y était encore lorsqu'il remit au capitaine Desmont qui retournait en Europe, la note suivante qu'il venait de dicter au comte de Las Cases :

Note. « L'empereur désire, par le retour du prochain vaisseau, avoir des nouvelles de sa femme et de son fils. Il profite de cette occasion pour réitérer et faire parvenir au gouvernement britannique les protestations qu'il a déjà faites contre les étranges mesures adoptées contre lui.

« 1° Le gouvernement l'a déclaré prisonnier de guerre. L'empereur n'est pas prisonnier de guerre : sa lettre écrite au prince régent, et communiquée au capitaine Maitland avant de se rendre à bord du *Bellérophon*, prouve assez au monde entier les dispositions et la confiance qui l'ont conduit librement sous le pavillon anglais.

« L'empereur eût pu ne sortir de France que par des stipulations qui eussent prononcé sur ce qui était relatif à sa personne ; mais il a dédaigné de mêler des intérêts personnels avec les grands intérêts dont il avait constamment l'esprit occupé. Il eût pu se mettre à la disposition de l'empereur Alexandre, qui avait été son ami, ou de l'empereur François qui était son beau-père ; mais, plein de confiance dans la nation anglaise, il n'a voulu d'autre protection que ses lois ; et, renonçant aux affaires publiques, il n'a cherché d'autre pays que les lieux



Combat de Fère-Champenoise.

qui étaient gouvernés par des lois fixes, indépendantes des volontés particulières.

« 2° Si l'empereur eût été prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées sur un prisonnier de guerre sont bornés par le droit des gens, et finissent d'ailleurs avec la guerre même.

« 3° Le gouvernement anglais, considérant l'empereur, même arbitrairement, comme prisonnier de guerre, son droit se trouvait alors borné par le droit public, ou bien il pouvait, comme il n'y avait point de cartel entre les deux nations dans la guerre actuelle, adopter vis-à-vis de lui les principes des sauvages qui donnent la mort à leurs prisonniers. Ce droit eût été plus humain, plus conforme à la justice, que celui de le porter sur cet affreux rocher.

« Les contrées les plus infortunées de l'Europe ne lui sauraient être comparées. Privé de tout ce qui peut rendre la vie supportable, il est propre à renouveler à chaque instant les plus cruelles angoisses. Les premiers principes de la morale chrétienne, et ce grand devoir imposé à l'homme de suivre sa destinée, quelle qu'elle soit, peuvent seuls empêcher l'empereur de mettre lui-même un terme à une si horrible existence : il met de la gloire à demeurer au-dessus d'elle ; mais si le gouvernement britannique devait persister dans ses violences envers lui, il regarde comme un bienfait qu'il lui fasse donner la mort. »

Cette protestation ne devait pas avoir plus de résultats que celle qui avait été envoyée par Napoléon lorsqu'il apprit que le gouvernement anglais l'envoyait mourir sur le rocher de Sainte-Hélène. Dans le palais de Fontainebleau l'empereur avait dit à ses amis :

« J'écrirai les grandes choses que nous avons faites. »

A Sainte-Hélène, il songea à tenir cette promesse et, quelques jours après son arrivée, les généraux Montholon et Gourgaud écrivaient sous sa dictée le *Mémorial* que nous devons au dévouement éclairé de Las Cazes.

Après quelques jours de repos, il obtint, le 29 octobre, la permission de faire le tour de l'île avec ses aides de camp. Ils étaient à cheval, accompagnés du gouverneur et de l'amiral et d'une vingtaine de soldats qui composaient son escorte d'honneur.

Un mois ne s'était pas écoulé que la robuste santé de Napoléon se trouvai déjà altérée par le climat délétère de Sainte-Hélène. Dès qu'il sentit ces premières atteintes, il dit à ses fidèles compagnons d'exil :

« A quel infâme traitement ils nous ont réservés ! A l'injustice, à la violence, « ils joignent l'outrage ! Comment les souverains de l'Europe peuvent-ils laisser « polluer en moi ce caractère sacré de la souveraineté ? Ne voient-ils pas qu'ils « se tuent de leurs propres mains ? Je suis devenu leur égal par le choix des « peuples, la sanction de la victoire, le caractère de la religion, les alliances « de leur politique et de leur sang... Faites vos plaintes, Messieurs ; que l'Eu- « rope les connaisse et s'en indigne ! Les miennes sont au-dessus de ma di- « gnité et de mon caractère. J'ordonne, ou je me tais. »

Cependant, on n'était encore qu'au prélude des tortures préparées par le gouvernement britannique. En effet, le 10 décembre, Napoléon reçut ordre d'aller prendre possession de la demeure qu'on lui avait préparée à Long-Wood, ancienne maison de campagne du gouverneur, située sur une élévation à cent soixante-quinze pieds au-dessus du niveau de la mer.

« Cette maison, dirent MM. de Norvins et Las Cazes (1), construite jadis pour servir de grange à la compagnie des Indes, est assise sur un plateau très-élevé, battu sans cesse par les vents, par des pluies violentes qui durent plus de la moitié de l'année, et presque toujours couvert de nuages épais d'où s'échappent parfois les rayons d'un soleil dévorant. Des rochers à pic, séparés par de profonds abîmes, des montagnes escarpées et arides terminent l'horizon. On éprouve à Long-Wood les plus étonnantes variations atmosphériques. Là règnent toute l'année des dysenteries, des hépatites aiguës; affections presque toujours mortelles, et souvent si promptes, si terribles, qu'un instant suffit pour porter le désordre dans l'économie animale et détruire la puissance des remèdes les plus efficaces. La population n'offre point d'exemple de longévité; même pour un indigène, le terme de quarante-cinq ans est le dernier période de la vie commune, vérité attestée par les registres de l'état civil. Voilà désormais la retraite du dominateur de l'Europe, et le cimetière où il doit laisser sa cendre. Aussi Napoléon disait :

« Ce pays est mortel; partout où les fleurs sont étiolées, l'homme ne peut « pas vivre. Ce calcul n'a point échappé aux élèves de Pitt. Transformer l'air « en un instrument de meurtre, disait-il, cette idée n'était pas venue au plus « farouche de nos proconsuls : elle ne pouvait germer que sur les bords de la « Tamise. »

« La maison de Long-Wood se composait de vingt petites pièces, presque toutes construites en bois. Pendant neuf mois, l'humidité en moisit les cloisons; et pendant les trois autres, où le soleil des tropiques frappe d'aplomb cette demeure, on y respire l'odeur infecte du goudron dont elle est enduite. Napoléon habitait une seule pièce tendue de nankin brun encadré dans un papier vert. Deux fenêtres de cette pièce s'ouvrent sur le camp du 54e régiment, qui le garde. Elle a pour décoration quelques portraits du roi de Rome, des deux impératrices, le réveille-matin du grand Frédéric et le lit de fer d'Austerlitz. Un canapé chargé de livres, quelques chaises, un guéridon sur lequel Napoléon mange seul quelquefois, une commode qui supporte un grand nécessaire et une aiguière d'argent, complètent l'ameublement de la chambre à coucher. Un cabinet de bain est auprès; plus loin un billard et une salle à manger obscure. Les officiers de Napoléon sont logés, partie sous le même toit que lui, partie dans les demeures voisines. Les serviteurs, au nombre de onze, composent sa maison domestique. Un homme excellent, un habile médecin, le docteur O'Meara, descendu avec lui du *Northumberland*, attaché d'office à l'illustre captif, s'est dévoué à lui, et s'applique à adoucir, par ses soins et par son affection, les mesures tyranniques du gouvernement anglais.

Au mois d'avril 1816, l'amiral Cockburn fut remplacé par un nouveau gouverneur, ou plutôt par Hudson-Lowe dont le nom odieux est devenu synonyme de geôlier. Hudson-Lowe avait déjà torturé les prisonniers français détenus sur les pontons, et l'espoir d'accélérer la mort de Napoléon, ou du moins de le tourmenter chaque jour, enivrait le séide de lord Bathurst et de Castlereagh. Le 17, il s'empressa de visiter son prisonnier, qui s'écria aussitôt qu'il eut pris congé du sinistre personnage :

« Il est hideux... C'est une face patibulaire; mais le moral, après tout, peut « raccommoder ce que cette figure a de sinistre. »

(1) *Histoire de Napoléon. — Mémorial de Sainte-Hélène.*

Cette fois, Napoléon se trompait dans son intuition ; Hudson-Lowe n'étai qu'un bourreau délégué par le cabinet de Londres pour torturer jusqu'à sa mort son immortel prisonnier. Ses tracasseries devinrent de jour en jour plus insupportables : Napoléon n'eut plus la liberté de se promener à cheval ; les aliments qu'on lui fournissait étaient de mauvaise qualité. Long-Wood fut mis au secret L'amiral Cockburn ne s'était jamais opposé à ce que Napoléon entretînt des communications avec les habitants de l'île ; Hudson-Lowe les défendit sous les peines les plus sévères. Les lettres d'Europe n'arrivaient qu'après avoir été décachetées. Mais Hudson-Lowe avait grand soin de faire parvenir à Napoléon les libelles anglais ou autrichiens dans lesquels il se trouvait indignement outragé, calomnié. Un voyageur arrivant d'Europe où il avait vu Marie-Louise et le roi de Rome, fut annoncé à Long-Wood ; le lendemain, il y eut contre-ordre. Hudson-Lowe, à toutes les observations qu'on lui faisait, se contentait de répondre :

« — J'accomplis un devoir.

« — Le bourreau en fait autant, lui répondit un jour Napoléon ; il exécute « aussi les ordres qu'il a reçus. Je ne crois pas qu'un gouvernement soit assez « vil pour donner des ordres semblables à ceux que vous faites exécuter... « Vous avez plein pouvoir sur mon corps, mais aucun sur mon âme... cette « âme est aussi fière, aussi courageuse que quand elle commandait à l'Europe. « Vous êtes un sbire sicilien, et non pas un Anglais. Je vous prie de ne plus « revenir jusqu'à ce que vous apportiez l'ordre de me *dépêcher*. Alors vous trou- « verez toutes les portes ouvertes. »

Le comte de Las Cazes fut arraché à la confiance, à l'amitié de Napoléon pour avoir remis à un voyageur une lettre insignifiante, avant de l'avoir communiquée à l'ombrageux gouverneur. Le chambellan qui partageait avec tant de dévouement la captivité du noble proscrit, fut enlevé avec son jeune fils Emmanuel de Las Cazes (1), sous les yeux mêmes de Napoléon, qui lui fit parvenir la lettre suivante avant son départ pour l'Europe.

« Mon cher Las Cazes,

« Mon cœur ressent vivement ce que vous endurez ; depuis quinze jours « qu'on vous a arraché d'auprès de moi, on vous a mis au secret sans vous per- « mettre de recevoir ni de donner de vos nouvelles, sans vous laisser commu- « niquer avec qui que ce soit, Anglais ou Français, en vous privant même « d'un domestique de votre choix.

« Votre conduite à Sainte-Hélène a été comme votre vie, sans reproche ; « j'aime à vous le répéter.

« Votre lettre à une dame de vos amis de Londres, n'a rien en elle-même « de répréhensible ; vous y épanchez votre cœur dans le sein de l'amitié. « Cette lettre est comme les huit ou dix autres que vous avez écrites à la même « personne et que vous avez envoyées décachetées. Le commandant de cette « place ayant eu la *délicatesse* de chercher à connaître les expressions que vous « confiez à l'amitié, vous a fait des reproches. Dernièrement, il vous a menacé « de vous renvoyer de cette île, si vos lettres contenaient encore quelque « plainte contre lui ; en agissant ainsi, il a violé le premier devoir de sa place, « le premier article de ses instructions, le premier sentiment de l'honneur ; il

(1) Emmanuel de Las-Cazes vengea plus tard, à Londres, et Napoléon et son père.

« vous a dès lors autorisé à chercher les moyens de faire parvenir l'effusion « de vos sentiments dans le sein de vos amis, et de leur faire connaître la con- « duite coupable du commandant. Mais, comme vous avez été sans artifice, il a « été facile d'en imposer à votre confiance.

« On ne voulait qu'un prétexte de saisir vos papiers, car votre lettre adressée « à votre amie de Londres, ne pouvait autoriser une visite de police chez vous. « Cette lettre ne contenait ni complot, ni mystère, elle ne renfermait que l'ex- « pression d'un cœur noble et plein de franchise. La conduite illégale et préci- « pitée qu'on a tenue dans cette occasion, porte le cachet de la haine person- « nelle la plus basse.

« Dans les pays les moins civilisés, les exilés, les prisonniers, et même les « criminels, sont sous la protection des lois et des magistrats. Les personnes « commises à leur garde, ont, soit dans l'ordre administratif, soit dans l'ordre « judiciaire, des chefs qui les surveillent. Sur ce rocher, l'homme qui fait les « réglements les plus absurdes, les exécute avec violence, transgresse toutes « les lois, et rien ne met un frein à ses déportements.

« On enveloppe Long-Wood d'un mystère qu'on voudrait rendre impéné- « trable, afin de cacher une conduite coupable. N'est-ce pas une raison suffi- « sante de soupçonner les intentions les plus criminelles?

« On a cherché par quelques bruits artificieusement répandus, à prévenir les « officiers, les étrangers, les habitants et même les agents que l'Autriche et la « Russie entretiennent dans cette île. Sans doute, on aura abusé de la même « manière le gouvernement anglais, en lui faisant des rapports fallacieux.

« Vos papiers, parmi lesquels on savait qu'il s'en trouvait à moi, ont été sai- « sis sans aucune formalité, tout près de mon appartement, et avec une joie fé- « roce et affectée. J'en fus témoin. Quelques moments plus tard, je regardaï « par la fenêtre, et je vis qu'on s'emparait de vous. Une nombreuse escorte « paradait autour de la maison, et il me semblait voir quelques sauvages de la « mer du Sud, dansant autour des prisonniers qu'ils allaient dévorer.

« A votre retour en Europe, si vous allez en Angleterre, ou si vous retour- « nez dans vos foyers, perdez le souvenir de tous les maux qu'on vous a fait « endurer, mais glorifiez-vous de la fidélité que vous m'avez montrée, et de la « grande affection que je vous porte.

« Si vous voyez un jour ma femme et mon fils, embrassez-les. Depuis deux « ans, je n'aï point entendu parler d'eux directement ni indirectement. Il est « venu, il y a environ six mois, dans cette ville un botaniste allemand qui les « avait vus dans les jardins de Schœnbrun, quelques mois avant son départ; « les barbares ont mis tous leurs soins à l'empêcher de me donner de leurs « nouvelles.

« Mon corps est au pouvoir de la haine de mes ennemis. Ils n'oublient rien « de ce qui peut assouvir leur vengeance. L'insalubrité de ce climat dévorant, « le manque de chaque chose nécessaire à la vie, mettront bientôt, je le sens, « fin à cette existence, dont les derniers moments seront un opprobre pour le « caractère de la nation anglaise; et l'Europe signalera un jour, avec horreur, « cet homme perfide et cruel, que tout véritable Anglais désavouera pour un « enfant d'Albion.

« Comme il n'y a point de raison de croire qu'on vous permette de me voir,

« avant votre départ, recevez mes embrassements et l'assurance de mon estime
« et de mon amitié. Soyez heureux.

« Napoléon.

« Ce 11 décembre 1816. »

En même temps, Hudson-Lowe enjoignait au docteur O'Meara, qui avait quitté le *Northumberland* pour s'attacher à la personne de Napoléon, de partir pour l'Europe ; il le punissait ainsi d'avoir osé écrire que l'air de Sainte-Hélène suffisait pour tuer le prisonnier.

Avant de partir, O'Meara, bravant la consigne du gouverneur, se rendit à Long-Wood pour faire ses adieux à Napoléon et à ses compagnons d'exil.

« — Vous partez, lui dit Napoléon... Le crime s'en consommera plus vite...

« Quand vous serez arrivé en Europe, vous irez trouver mon frère Joseph ;
« vous lui direz que je désire qu'il vous donne le paquet que je lui ai confié à
« Rochefort contenant les lettres particulières et confidentielles qui m'ont été
« écrites par les empereurs Alexandre et François, par le roi de Prusse et les
« autres souverains de l'Europe. Vous les publierez pour couvrir de honte ces
« souverains, et découvrir au monde l'hommage vil que ces orgueilleux vas-
« saux me rendaient quand ils sollicitaient des faveurs ou me suppliaient pour
« leurs trônes. Lorsque j'étais fort et que j'avais le pouvoir en main, ils bri-
« guèrent ma protection et l'honneur de mon alliance, et ils léchèrent la pous-
« sière de mes pieds ; maintenant que je suis vaincu, ils m'oppriment lâchement,
« et me séparent de ma femme et de mon enfant.

« Je vous recommande, ajouta-t-il, de m'envoyer des renseignements précis
« sur la manière dont mon fils est élevé. Qu'il n'oublie jamais qu'il est né prince
« français.

« Adieu O'Meara ; nous ne nous reverrons plus ! »

Vers le même temps, le général Gourgaud ne pouvant supporter le climat de Sainte-Hélène, se vit dans la nécessité de rompre son ban de fidélité et de retourner en Europe. Napoléon perdait donc quatre amis ; les généraux Bertrand et Montholon restaient seuls auprès de lui.

Las Cazes, dans une lettre adressée à Lucien Bonaparte, en septembre 1816, quelque temps avant son départ de Sainte-Hélène, traçait le tableau suivant de la manière dont Napoléon passait habituellement ses journées.

« L'empereur dort très-peu ; il se couche de bonne heure, et comme il sait que je ne suis pas un plus grand dormeur, il m'envoie souvent chercher pour lui tenir compagnie, jusqu'à ce que le sommeil vienne le gagner. Il se réveille assez régulièrement vers les trois heures du matin ; on lui apporte une lumière et il travaille jusqu'à six ou sept heures. Il se recouche alors et essaie de se rendormir. Vers les neuf heures, on lui apporte son déjeûner qui est servi sur une petite table ronde, une espèce de guéridon, près de son lit. Alors il envoie souvent chercher quelqu'un de nous ; il lit, travaille ou sommeille pendant l'ardente chaleur du jour. Il nous dicte ensuite. Pendant un assez long espace de temps, il avait l'habitude de nous prendre avec lui et de se promener en calèche, à quatre heures ; mais il s'est lassé de ces promenades, comme de celles à cheval. Maintenant, il se promène à pied, jusqu'à ce que l'humidité le force de rentrer à la maison. S'il reste en plein air après quatre heures, il

est certain d'être saisi, dans la soirée, de douleurs rhumatismales, d'une toux assez fâcheuse et de violents maux de dents. A son retour, il nous dicte encore jusque vers les huit heures. Il se rend ensuite dans la salle à manger, et fait une partie d'échecs avant de se mettre à table ; pendant le dessert et lorsque les domestiques sont retirés, il nous lit ordinairement quelques passages de nos meilleurs poètes, ou d'autres ouvrages intéressants ; voilà les détails les plus exacts sur la manière dont l'empereur vit actuellement...

. . . .

Mais ces habitudes furent tout à fait modifiées, interverties par l'arrivée d'Hudson Lowe. Le chirurgien du *Conquérant*, le docteur Stokoë, ayant été agréé par Napoléon, comme remplaçant du docteur O'Meara, fut bientôt congédié comme son prédécesseur, parce qu'il avait su se concilier non seulement l'estime, mais encore l'affection de tous les habitants de Long-Wood, et, pendant plus d'une année, Napoléon se trouva privé de médecin.

A la fin de 1816, sa santé, dit M. Las-Cazes, dans sa lettre à Lucien, était fort mauvaise; dans le commencement de leur séjour à *Briards*, on faisait venir son dîner de la ville. On trouva ensuite moyen d'établir, tant bien que mal, une cuisine dans la maison; mais on ne put jamais parvenir à lui procurer un bain, ce qui était pourtant de la première nécessité. Quand on balayait sa chambre et qu'on faisait son lit, il était obligé de sortir. Quand il se promenait, c'était sur un terrain rocailleux, auprès de sa maison, ou dans une vallée voisine, dès que le soleil était couché, et lorsque la lune éclairait le sentier.

A Long-Wood, l'empereur se trouva encore plus mal logé, et les personnes de sa suite furent réduites à bivouaquer presque continuellement. L'île ne manquait pas d'habitations préférables. La maison du gouverneur, à *Plantation-House*, avait un beau jardin, avec des allées ombragées; elle était fournie de tout ce qu'on pouvait s'attendre à trouver à Sainte-Hélène; mais on ne jugea pas à propos de déplacer le gouverneur, pour procurer quelque soulagement au proscrit de la sainte-alliance. Long-Wood était le désert de l'île; on y manquait d'eau; on n'y trouvait aucun ombrage ; on y souffrait presque en même temps les alternatives du chaud et du froid, variations perpétuelles auxquelles la santé de l'homme le plus fortement constitué ne saurait résister.

Aussi, Napoléon, enfermé dans cet enfer terrestre, s'écria-t il, lorsqu'il apprit la déplorable fin de Murat :

« — Les Calabrais se sont montrés moins barbares; ils ont été plus magna-
« nimes que le peuple de Plymouth. »

Accoutumé à de longues courses à cheval, qui lui avaient été prescrites par le célèbre Corvisart, Napoléon ne trouva, à *Long-Wood*, qu'un espace resserré, toujours le même sentier à parcourir, de sorte qu'il renonça entièrement à ce plaisir.

« — Il m'est impossible, disait-il à ses amis, de tourner dans un cercle aussi
« étroit. Quand j'ai un cheval sous moi, je me sens toujours prêt à lui lâcher la
« bride, et c'est une envie que je ne puis satisfaire ici. Une pareille torture
« m'est insupportable. »

La maladie, qui avait déjà fait des progrès alarmants à la fin de 1817, avait atteint une intensité telle qu'on ne pouvait plus espérer de la vaincre, lorsque le docteur Antomarchi, professeur de Florence, envoyé de Rome, avec le chapelain Buonavita, par le cardinal Fesch eut une première entrevue

avec Napoléon, le 27 septembre 1819. Les soins du nouveau médecin produisirent néanmoins un mieux sensible, et, le 13 novembre, l'auguste malade put faire une promenade dans son jardin.

« — Ah! docteur, s'écria-t-il, où est la France? Où est son riant climat? Si « je pouvais respirer au moins un peu d'air qui eût touché cet heureux pays! « Quel spécifique que le sol qui nous a vus naître! Antée réparait ses forces en « touchant la terre. Ce prodige se renouvellerait pour moi; je le sens, je serais « revivifié, si j'apercevais nos côtes. »

Au commencement de l'an 1820, Napoléon, après plusieurs vicissitudes de malaise et de santé, parut recouvrer une partie de ses forces; il s'occupait de jardinage et menait une vie très-active; mais ces lueurs d'espérance ne tardèrent pas à faire place à la sombre réalité. Le 20 juillet de la même année, Antomarchi adressa au docteur Colonna une lettre, dans laquelle il lui recommandait de prévenir la famille Bonaparte qu'il désespérait de la guérison de son malade. Le 15 septembre, le général Bertrand écrivit à lord Liverpool, pour lui signaler l'état critique dans lequel se trouvait Napoléon; mais les mensonges de sir Hudson-Lowe avaient devancé ces plaintes généreuses. Le docteur O'Meara avait déjà écrit à lord Bathurst:

« Votre seigneurie me rendra la justice de se rappeler que la crise actuelle a « été prédite par moi, et officiellement annoncée à l'amirauté, à mon retour de « Sainte-Hélène, en 1818. Un temps bien court a malheureusement trop justifié « l'opinion que le simple bon sens suffisait pour faire prononcer, et que la pro- « bité la plus ordinaire obligeait de développer. Je disais alors:

« La mort prématurée de Napoléon est aussi certaine, sinon aussi prochaine, « si le même traitement est continué à son égard, que si on le livrait au « bourreau. »

Le gouvernement anglais n'avait ni oreilles pour entendre, ni entrailles pour compatir à de si grandes infortunes. Sir Hudson-Lowe triompha et le *patient*, comme on disait à Sainte-Hélène, sentit son mal empirer de jour en jour. La nouvelle de la mort de sa sœur Elisa le plongea dans une tristesse profonde. Il s'écria, en voyant arriver le docteur Antomarchi:

« Je n'ai plus ni forces, ni activité, ni énergie; je ne suis plus Napoléon, di- « sait-il à son médecin. Vous cherchez en vain à me rendre l'espérance, à rap- « peler la vie près de s'éteindre. Vos soins ne peuvent rien contre la destinée; « elle est immuable. La première personne de notre famille qui doit suivre « Élisa dans la tombe, est ce grand Napoléon, qui végète, qui plie sous le « faix, et qui pourtant tient encore l'Europe en alarmes! » Il ne se trompait pas.

Dans les premiers mois de 1821, la maladie se développa avec des symptômes sinistres. Le 17 mars, Montholon écrivit à la princesse Borghèse:

« La maladie de foie, dont l'empereur souffre depuis plusieurs années, et qui « est endémique et mortelle à Sainte-Hélène, a fait des progrès effrayants. Il « ne peut marcher dans son appartement, sans être soutenu.

« Le comte Bertrand a écrit, au mois de septembre, à lord Liverpool, pour « demander que l'empereur fût changé de climat, et faire connaître le besoin « qu'il a des eaux minérales. Mais le gouverneur sir Hudson Lowe *s'est refusé « à faire passer cette lettre à son gouvernement, sous le vain prétexte que le titre « d'empereur était donné à S. M.* L'empereur compte aussi sur V. A. pour faire

« connaître à des Anglais influents l'état véritable de sa maladie. Il meurt sans « secours, sur cet affreux rocher ; son agonie est effroyable... »

Montholon terminait à peine cette lettre, lorsque commença la crise qui ne devait se terminer qu'à sa mort.

« *Là, c'est là* ! disait-il, en montrant sa poitrine au docteur Antomarchi. » Celui-ci lui présenta un flacon d'alcali. « *Eh! non, ce n'est pas faiblesse*, s'écria-« il, *c'est la force qui m'étouffe, c'est la vie qui me tue...* » Puis, s'élançant à une fenêtre et regardant le ciel : « 17 *mars*, dit il, *à pareil jour, il y a six ans* « (nous étions à Auxerre, venant de l'île d'Elbe), *il y avait des nuages au ciel.* « *Ah! je serais guéri si je voyais ces nuages.* »

Saisissant ensuite la main du docteur et l'appuyant sur sa poitrine :

« *C'est un couteau de boucher qu'ils ont mis là, et ils ont brisé la lame dans* « *la plaie* (1). »

Vainement on cherchait à écarter de son esprit ces tristes préoccupations, ces idées de mort prochaine; aux consolations de ses compagnons d'exil, aux espérances qu'ils s'efforçaient de lui donner, il répondait :

« Aucun remède ne peut me guérir. Ma mort sera un baume salutaire pour « nos ennemis. J'aurais désiré revoir ma femme et mon fils ; mais que la volonté « de Dieu soit faite ! »

Puis, avec le calme d'un philosophe de l'antiquité, il ajouta :

« Il n'y a rien de terrible dans la mort. Elle a été la compagne de mon oreil-« ler pendant ces trois semaines, et à présent elle est sur le point de s'emparer « de moi pour jamais. » Un autre jour il disait : « Les monstres me font-ils assez « souffrir ! Encore, s'ils m'avaient fait fusiller, j'aurais eu la mort d'un soldat... « J'ai fait plus d'ingrats qu'Auguste ; que ne suis-je comme lui en situation de « leur pardonner ! »

Dans les premiers jours du mois d'avril, Napoléon annonça à Montholon et à Marchand qu'il voulait faire son testament. L'exécution de cet acte suprême fut retardée jusqu'au 15 du même mois. Ce jour-là, il s'enferma avec Montholon et Marchand, comme il le leur avait dit, et leur dicta ses volontés dernières. De semblables documents ne s'analysent pas; ils appartiennent à l'histoire ; aussi nous le reproduisons textuellement :

TESTAMENT DE NAPOLÉON.

Ceci est mon testament, ou acte de ma dernière volonté,

« Napoléon,

« Cejourd'hui 15 avril 1821, à Long-Wood, île de Sainte-Hélène.

I.

« 1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

« 2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

« 3° J'ai toujours eu à me louer de ma très-chère épouse Marie-Louise. Je

(1) Montholon, Las-Cazes, *Mémorial de Sainte-Hélène.*

lui conserve, jusqu'au dernier moment, les plus tendres sentiments ; je la prie de veiller, pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

« 4º Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France ; il doit adopter pour devise : *Tout pour le peuple français.*

« 5º Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

« 6º Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et Lafayette. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi !

« 7º Je remercie ma bonne et excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme ; Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

« 8º Je désavoue le manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre de *Maximes, sentences*, etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque... entretenait, de son aveu, soixante assassins dans Paris. (Dans de semblables circonstances, j'agirais de même.)

II.

« 1º Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels qu'argenterie, lits de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté A. Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

« 2º Je lègue à lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

« 3º Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filiaux qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.

« 4º Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

« 5º Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs : les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami. Je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

« 6º Idem à Saint-Denis, cent mille francs.

« 7º Idem à Noverraz, cent mille francs.

« 8º Idem à Pierron, cent mille francs.

« 9º Idem à Archambaud, cinquante mille francs.

« 10º Idem à Chandellier, idem.

« 11º Idem à Cursor, vingt-cinq mille francs.

« 12º A l'abbé Vignali, cent mille francs. Je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Novo di Costino.

« 13° Idem au comte de Las Cases, cent mille francs.

« 14° Idem au comte de Lavallette, cent mille francs.

« 15° Idem au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

« 16° Idem au général Brayer, cent mille francs.

« 17° Idem au général Lefebvre-Desnouettes, cent mille francs.

« 18° Idem au général Drouot, cent mille francs.

« 19° Idem au général Cambronne, cent mille francs.

« 20° Idem aux enfants du général Mouton-Duvernet, cent mille francs.

« 21° Idem aux enfants du brave Labédoyère, cent mille francs.

« 22° Idem aux enfants du général Girard, tué à Ligny, cent mille francs.

« 23° Idem aux enfants du général Chartrand, cent mille francs.

« 24° Idem aux enfants du vertueux général Travost, cent mille francs.

« 25° Idem au général Lallemand l'aîné, cent mille francs.

« 26° Idem au comte Réal, cent mille francs.

« 27° Idem à Costa de Bastilica, en Corse, cent mille francs.

« 28° Idem au général Clausel, cent mille francs.

« 29° Idem au baron de Menneval, cent mille francs.

« 30° Idem à Arnault, auteur de *Marius*, cent mille francs.

« 31° Idem au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armées françaises, et à en confondre les calomniateurs et les apostats.

« 32° Idem au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

« 33° Idem à Poggi, dit Talavo, cent mille francs.

« 34° Idem au chirurgien Emmery, cent mille francs.

« 35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés en partant de Paris en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 pour 100 depuis juillet 1815; les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand.

« 36° Tout ce que ce placement produira au-delà de la somme de 5,600,000 f., dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

« 37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et, au défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

« 1° Mon domaine privé étant ma propriété, dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache, le compte en sera demandé au baron de La Bouillerie, qui en est le trésorier. Il doit se monter à plus de 200,000,000 fr., savoir : 1° le portefeuille contenant les économies que j'ai, pendant quatorze ans, faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12,000,000 fr. par an, si j'ai bonne mémoire; 2° le produit de ce portefeuille ; 3° les meubles de mes palais tels qu'ils étaient en 1814 : les palais de Rome, Florence, Turin, y compris tous leurs meubles, ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, argenterie,

bijoux, meubles, écuries : les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne, Campagnoni.

« 2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792 jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation (la répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité), moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méry.

« J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

« Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

« *Signé* : NAPOLÉON. »

Etat A joint à mon testament.

I.

« 1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Long-Wood.

« 2° Je charge l'abbé Vignali de les garder et de les remettre a mon fils quand il aura seize ans.

II.

« 1° Les armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

« 2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moskowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.)

« 3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

« 1° Trois petites caisses d'accajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières ; la deuxième, douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boites trouvées sur la table de Louis XVIII. aux Tuileries, le 20 mars 1805 ; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'empereur, et divers objets de toilette, conformément aux états numérotés : I, II, III.

« 2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

« 2° Ma lunette de guerre.

« 4° Mon nécessaire de toitette. Un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillements, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

« 5° Mon lavabo.

« 6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Long-Wood.

« 7° Mes deux montres et la chaine de cheveux de l'impératrice.

« 8° Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets, et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

« 8° Mon médaillier.

« 2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : état *B* et *C*.

« 3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

V.

« 1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

« 2° Je charge Saint-Denis de les garder, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

Signé : NAPOLÉON.

Etat A.

« 1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

« 2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère, et à chacun de mes frères et sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

« 3° Marchand enverra une de mes paires de boucles à souliers, en or, au prince Joseph.

« 4° Une petite paire de boucles en or à jarretières au prince Lucien.

« Une boucle de col en or au prince Jérôme.

Etat A.

INVENTAIRE DE MES EFFETS QUE MARCHAND DOIT GARDER POUR REMETTRE A MON FILS.

« 1° Mon nécessaire d'argent qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

« 2° Mon réveille-matin. C'est le réveille-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Potsdam (dans la boîte n° III.)

« 3° Mes deux montres avec les chaînes de cheveux de l'impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

« 4° Mes deux sceaux (un de France renfermé dans la boîte n° III).

« 5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

« 6° Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

« 7° Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

« 8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

« 9° Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie, que portaient mes chasseurs en campagne.

« 10° Ma lunette de France.

« 11° Mes éperons, deux paires.

« 12° Trois boites d'acajou, n°s I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

« 13° Une cassolette en vermeil.

LINGE DE TOILETTE.

« 6 Chemises.
« 6 Mouchoirs.
« 6 Cravates.
« 6 Serviettes.
« 6 Paires de bas de soie.
« 2 Paires de draps de batiste.
« 2 Taies d'oreiller.
« 2 Robes de chambre.
« 2 Pantalons de nuit.
« 1 Paire de bretelles.
« 4 Culottes-vestes de casimir blanc.
« 6 Madras,
« 6 Gilets de flanelle,
« 4 Caleçons.
« 6 Paires de gants.
« 1 Petite boite pleine de mon tabac.
« 1 Boucle de col en or.
« 1 Paire de boucles à jarretière en or.
« 1 Paire de boucles en or à souliers.
} renfermées dans la petite boite n° III.

HABILLEMENT.

« 1 Uniforme de chasseur.
« *Idem* de grenadier.
« *Idem* de garde national.
« 1 Capote grise et verte.
« 1 Manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).
« 1 Zibeline-pelisse verte.
« 2 Paires de souliers.
« 2 Paires de bottes.
« 1 Paire de pantoufles.
« 6 Ceinturons.

Etat B.

INVENTAIRE DES EFFETS QUE J'AI LAISSÉS CHEZ LE COMTE DE TURENNE.

« 1 Sabre de Sobieski.
« 1 Grand collier de la Légion-d'Honneur.
« 1 Epée en vermeil.

« 1 Glaive de consul.
« 1 Épée en fer.
« 1 Ceinturon de velours.
« 1 Collier de la Toison-d'Or.
« 1 Petit nécessaire en acier.
« 1 Veilleuse en argent.
« 1 Poignée de sabre antique.
« 1 Chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'empereur.
« 1 Petit médaillier.
« 2 Tapis turcs.
« 2 Manteaux de velours cramoisi brodés, avec vestes et culottes.

« 1° Je donne à mon fils.

« Le sabre de Sobieski.
« Un collier de la Légion-d'Honneur.
« L'épée en vermeil.
« Le glaive de consul.
« L'épée en fer.
« Le collier de la Toison-d'Or.
« Le chapeau à la Henri IV et la toque.
« Le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

« 2° A l'impératrice Marie-Louise, mes dentelles.

« A Madame, la veilleuse en argent.
« Au Cardinal, le petit nécessaire en acier.
« Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.
« A la princesse Pauline, le petit médaillier.
« A la reine de Naples, un petit tapis turc.
« A la reine Hortense, un petit tapis turc.
« Au prince Jérôme, la poignée de sabre antique.
« Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culottes.
« Au prince Lucien, un manteau brodé, veste et culottes.

« NAPOLÉON.

« Au dos des feuilles pliées et scellées, renfermant l'ensemble du Testament, se lisait :

« *Ceci est mon Testament écrit tout entier de ma propre main.* »

« *Signé* NAPOLÉON.

« Avril, le 16. — 1821. Long-Wood. »

« 1° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français, que j'ai tant aimé.

« 2° Je lègue aux comtes Bertrand et Montholon, et à Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes, et généralement tout ce qui m'appartient dans l'île Sainte-Hélène.

« Ce codicille, tout entier écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

» *Signé* NAPOLÉON.

Au dos se lisait: « Ceci est un Codicille de mon Testament, écrit tout de ma propre main. »

« NAPOLÉON. »

« Ce 24 avril 1821: Long-Wood.

« *Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.*

« Sur la liquidation de ma liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linge, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartiennent, je dispose de deux millions, que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les 40 millions que je lui ai donnés, soit en Italie, soit par la succession de sa mère.

« 1° Sur ces deux millions, je lègue au comte Bertrand 300,000 francs, dont il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être employée selon les dispositions à l'acquit de legs de conscience.

« 2° Au comte Montholon, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

« 3° Au comte Las-Cases, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

« 4° A Marchand, 100,000, dont il versera 50,000 à la caisse pour le même usage que ci-dessus.

« 5° Au comte Lavalette, 100,000.

« 6° Au général Hogendorf, Hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, 50,000 (cinquante mille francs).

« 7° A mon aide-de-camp Corbineau, 50,000.

« 8° A mon aide-de-camp Caffarelli, 50,000.

« 9° A mon aide-de-camp Dejean, 50,000.

« 10° A Percy, chirurgien en chef à Waterloo, 50,000.

« 11° 50,000, savoir : 10,000 à Pierron, mon maître d'hôtel; 10,000 à Saint-Denis, mon premier chasseur; 10,000 à Noverraz; 10,000 à Cursor, mon maître d'office; 10,000 à Archambaud, mon piqueur.

« 12° Au baron de Menneval, 50,000.

« 13° Au duc d'Istrie, fils de Bessières, 50,000.

« 14° A la fille de Duroc, 50,000.

« 15° Aux enfants de Labédoyère, 50,000.

« 16° Aux enfants de Mouton-Duvernet 50,000.

« 17° Aux enfants du brave et vertueux général Travost, 50,000

« 18° Aux enfants de Chartrand, 50,000.

« 19° Au général Cambronne, 50,000.

« 20° Au général Lefebvre-Desnouettes, 50,000.

« 21° Pour être répartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départements du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, 100,000.

« 22° Pour être répartie entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, de Waterloo, encore vivants, sur des états dressés par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront adjoints Cambronne, Larrey, Percy et Emmery; il sera donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe; 200,000 fr.

« Ce Codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

« NAPOLÉON. »

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exacte exécution à mon fils Eugène Napoléon. Il est tout écrit de ma propre main.

« NAPOLÉON. »

« Ce 24 avril 1821. Long-Wood.

« *Ceci est un troisième Codicille à mon Testament du* 15 *avril.*

« 1° Parmi les diamants de la couronne, qui furent remis en 1814, il s'en trouvait pour 5 à 600,000 francs qui n'en étaient pas, et faisaient partie de mon avoir particulier. On les fera rentrer pour acquitter mes legs.

« 2° J'avais chez le banquier Torlonia, de Rome, 2 à 300,000 francs en lettres de change, produit de mes revenus de l'île d'Elbe; depuis 1815, le sieur de Peyrusse, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier et n'eût pas ce caractère, a tiré à lui cette somme : on la lui fera restituer (1).

« Je lègue au duc d'Istrie 300,000 francs, dont seulement 100,000 réversible à la veuve, si le duc était mort lors de l'exécution du legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le duc épouse la fille de Duroc.

« 4° Je lègue à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, 200,000 francs. Si elle était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère.

« 5° Je lègue au général Rigaud, celui qui a été proscrit, 100,000 francs.

« 6° Je lègue à Boisnod, commissaire ordonnateur, 100,000 francs.

« 7° Je lègue aux enfants du général Letort, tué dans la campagne de 1815, 100,000 francs.

« 8° Ces 800,000 francs de legs seront comme s'ils étaient portés à la suite de l'art. 36 de mon Testament, ce qui porterait à 6,400,000 francs la somme des legs dont je dispose par mon Testament, sans comprendre les donations faites par mon second Codicille.

« Ceci est écrit de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

« NAPOLÉON. »

Au dos on lisait : « Ceci est mon troisième Codicille à mon Testament, tout entier écrit de ma main, signé et scellé de mes armes.

« Sera ouvert le même jour, et immédiatement après l'ouverture de mon Testament.

« NAPOLÉON. »

« Ce 24 avril 1821, Long-Wood

« *Ceci est un quatrième Codicille à mon Testament.*

« Par les dispositions que nous avons faites précédemment, nous n'avons

(1) M. G. Peyrusse a justifié, par un mémoire imprimé et par les déclarations authentiques de messieurs les exécuteurs testamentaires, insérées dans le *Moniteur* du 11 mai 1831, qu'il n'avait disposé d'aucune des sommes réalisées à la caisse du banquier Torlonia, et que l'article du Testament de Napoléon, le concernant, avait été rédigé dans une supposition qui s'est ainsi trouvée sans fondement.

pas rempli toutes nos obligations, ce qui nous a décidé à faire ce quatrième Codicille.

« 1° Nous léguons au fils ou au petit-fils du baron Dutheil, lieutenant-général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Auxonne avant la révolution, la somme de cent mille francs (100,000), comme souvenir de reconnaissance, pour les soins que ce brave général prit de nous lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres.

« 2° *Idem*, au fils ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de cent mille francs (100,000). Nous avons, sous ses ordres, dirigé ce siége et commandé l'artillerie. C'est un témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

« 3° *Idem*, nous léguons cent mille francs (100,000) au fils ou petit-fils du député à la Convention Gasparin, représentant du peuple à l'armée de Toulon, pour avoir protégé et sanctionné de son autorité le plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le Comité de salut public. Gasparin nous a mis, par sa protection, à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

« 4° *Idem*, nous léguons cent mille francs (100,000) à la veuve, fils ou petit-fils de notre aide-de-camp Muiron, tué à nos côtés à Arcole, nous couvrant de son corps.

« 5° *Idem* (10,000) dix mille francs au sous-officier Cantillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France de se défaire d'un général qni, d'ailleurs, avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées, contre le texte des traités.

« 6° Ces 410,000 francs (quatre cent dix mille francs) seront ajoutés aux 6,400,000 dont nous avons disposé, et porteront nos legs à 6,810,000. Ces 410,000 francs doivent être considérés comme faisant partie de notre Testament, article 36, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

« 7° Les 9,000 livres sterling que nous avons données au comte et à la comtesse Montholon, doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous leur faisons par nos Testaments; si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

« 8° Moyennant les legs faits par notre Testament au comte Montholon, la pension de 20,000 francs, accordée à sa femme, est annulée : le comte Montholon est chargé de la lui payer.

« 9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront 3 pour 100 (trois pour cent) sur tous les legs, soit sur les 6,800,000 francs,

soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les 200,000 du domaine privé.

« 10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

« 11° Si les sommes, provenant des susdites retenues, n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous lui avons fait par nos Testament et Codicilles.

« 12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

« 13° Nous nommons le comte Las-Cases, et, à son défaut, son fils, et, à son défaut, le général Drouot, trésorier.

« Ce présent Codicille est entièrement écrit de notre main, signé et scellé de nos armes.

« *Signé* Napoléon. »

« Ce 24 avril 1821. Long-Wood.

« *Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.*

« Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très-chère et bien-aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent Codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

« 1° Je recommande à l'impératrice de faire restituer au comte Bertrand les 30,000 francs de rentes, qu'il possède dans le duché de Parme et sur le Mont-Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

« 2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc, et autres de mes serviteurs qui me sont restés fidèles, et qui me sont toujours chers: elle les connaît.

« 3° Je lègue, sur les 2,000,000 ci-dessus mentionnés, 300,000 francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

« 4° Je lègue 200,000 au comte de Montholon, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour le même usage que ci-dessus.

« 5° *Idem*, 200,000 au comte Las-Cases, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour le même usage que ci-dessus.

« 6° *Idem*, à Marchand 100,000, sur lesquels ils versera 50,000 dans la caisse, pour le même usage que ci-dessus.

« 7° Au maire d'Ajaccio, au commencement de la révolution, Jean-Jérôme Levie, ou à sa veuve, enfants ou petits-enfants.

« 8° A la fille de Duroc, 100,000.

« 9° Au fils de Bessières, duc d'Istrie, 100,000.

« 10° Au général Drouot, 100.000.

« 11° Au comte Lavallette, 100,000.

« 12° *Idem*, 100,000, savoir : 25,000 à Pierron, mon maître d'hôtel; 25,000 à

Noverraz, mon chasseur; 25,000 à Saint-Denis, le garde de mes livres; 25,000 à Saintini, mon ancien huissier.

« 13° *Idem*, 100,000, savoir : 40,000 à Planat, mon officier d'ordonnance; 20,000 à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte; à Lavigne, qui était dernièrement concierge d'une de mes écuries, et qui était mon piqueur en Egypte; à Jeanet Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte.

» 14° 200,000 francs seront distribués en aumônes aux habitants de Brienne-le-Château, qui ont le plus souffert.

« 15° Les 300,000 francs restants seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l'île d'Elbe, actuellement vivants, ou à leurs veuves et enfants, au prorata des appointements, et selon l'état qui en sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièvement auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

« Ce Codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

« NAPOLÉON. «

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exécution à ma très-chère épouse l'impératrice Marie-Louise.

« *Signé* NAPOLÉON. »

Le docteur Antomarchi entra au moment où Napoléon venait d'apposer sa signature au dernier codicille : il lui montra les papiers qui couvraient le tapis et s'écria :

—« Docteur, voilà mes apprêts; je m'en vais... plus d'illusion... je suis rési-« gné ! ! ! »

Il y eut intermittence dans les accès vers le 19, et le docteur Antomarchi donna quelques espérances aux habitants de *Long-Wood*. Napoléon seul n'ajouta point foi à ces promesses illusoires :

« Vous ne vous trompez pas, dit-il, je suis mieux; mais je n'en sens pas « moins ma fin s'approcher. Quand je serai mort, chacun de vous aura le bon-« heur de revoir l'Europe, ses parents, ses amis; moi, je reverrai mes braves « dans les Champs-Élysées.

« Oui, ajouta-t-il d'une voix forte, Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, « Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre... En me voyant, « ils deviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos « guerres avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric; à moins, « ajouta-t-il en riant, que là-bas on n'ait peur de voir tant de guerriers en-« semble. »

Il était en proie au délire de la fièvre ardente qui le consumait, lorsque le docteur Arnold, chirurgien d'un régiment anglais qui se rendait régulièrement à *Long-Wood*, lui fit sa visite accoutumée :

« C'en est fait, lui dit Napoléon, le coup est porté. Je touche à ma fin : je « vais rendre mon corps à la terre. Approchez Bertrand, traduisez à monsieur « ce que vous allez entendre... N'omettez pas un mot :

« J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je demandais une « loyale hospitalité. Contre tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me ré-

« pondit par des fers. J'eusse reçu un autre accueil d'Alexandre, de l'empereur « François, du roi de Prusse. Mais il appartenait à l'Angleterre de surprendre, « d'entrainer les rois, et de donner au monde le spectacle inouï de quatre « grandes puissances s'acharnant sur un seul homme. C'est votre ministère « qui a choisi cet affreux rocher où se consume, en moins de trois ans, la vie « des Européens, pour y achever la mienne par un assassinat. Et comment « m'avez-vous traité depuis que je suis sur cet écueil? Il n'y a pas une indi- « gnité dont vous ne vous soyez fait une joie de m'abreuver. Les plus simples « communications de ma famille, celles même qu'on n'a jamais interdites à « personne, vous me les avez refusées... Ma femme, mon fils, n'ont plus vécu « pour moi; vous m'avez tenu six ans dans les tortures du secret. Dans cette « île inhospitalière, vous m'avez donné pour demeure l'endroit le moins fait « pour être habité, celui où le climat meurtrier des tropiques se fait le plus sen- « tir; il a fallu me renfermer entre quatre cloisons, moi qui parcourais à cheval « toute l'Europe! Vous m'avez assassiné longuement, avec préméditation, et « l'infâme Hudson Lowe a été l'exécuteur des hautes œuvres de vos ministres... « Vous finirez comme la superbe république de Venise; et moi, mourant sur « cet affreux rocher, privé des miens, et manquant de tout, *je lègue l'opprobre « de ma mort à la maison régnante d'Angleterre.* »

Le moribond, après avoir exhalé ainsi sa trop juste indignation contre ses bourreaux, passa cinq jours à ajouter des codicilles à son testament et à remplir ses devoirs religieux. Le 28, il dit au docteur Antomarchi qu'il le chargeait de faire l'autopsie de son corps.

« Vous mettrez mon cœur dans de l'esprit de vin, lui dit-il, et vous le porte- « rez à ma chère Marie-Louise... Vous irez à Rome, docteur; vous direz aux « miens que le grand Napoléon a expiré sur ce triste rocher dans l'état le plus « déplorable, manquant de tout, abandonné à lui-même et à la gloire. »

Le 2 mai, les accès de délire ne discontinuèrent pas; on l'entendait s'écrier à chaque instant:

« Steingel, Desaix, Masséna, allez, courez, prenez la charge; ils sont à « vous. »

Le 3 mai, il adressa aux généraux Bertrand et Montholon les paroles suivantes :

« Vous allez repartir en Europe; je vous dois quelques conseils sur la con- « duite que vous avez à tenir. Vous avez partagé mon exil; vous serez fidèles à « ma mémoire; vous ne ferez rien qui puisse la blesser. J'ai sanctionné tous les « principes, je les ai infusés dans mes lois, dans mes actes; il n'y en a pas un « seul que je n'aie consacré. Malheureusement les circonstances étaient graves. « J'ai été obligé de sévir, d'ajourner; les revers sont venus; je n'ai pu déban- « der l'arc, et la France a été privée des idées libérales que je lui destinais. Elle « me juge avec indulgence; elle me tient compte de mes intentions; elle ché- « rit mon nom, mes victoires. Imitez-la; soyez fidèles aux opinions que nous « avons défendues, à la gloire que nous avons acquise : il n'y a hors de là que « honte et confusion. »

Le 5 mai, pendant qu'une tempête déracinait les arbres de l'île et menaçait d'enlever les toits de Long-Wood, Bonaparte resta plongé dans un silence léthargique. A cinq heures et demie du soir, il laissa échapper ces mots :

TÊTE D'ARMÉE!

Vingt minutes après, il rendit le dernier soupir sous les yeux de ses compagnons d'exil, tous consternés de douleur.

Le lendemain, à six heures du soir, l'autopsie du corps eut lieu en présence d'Antomarchi, de huit chirurgiens anglais délégués par le gouverneur, des exécuteurs testamentaires de Napoléon et des officiers de la garnison de Sainte-Hélène. Les médecins anglais dressèrent un procès-verbal dans lequel il était dit que le malade avait succombé à une *affection cancéreuse héréditaire.*

« Je ne signerai pas ce procès-verbal, s'écria le docteur Antomarchi après « en avoir entendu la lecture, parce que je suis certain que Napoléon a suc« combé à une gastro-hépathite chronique produite par le climat de cette « île. »

Cette protestation ne fut connue qu'après le retour du docteur Antomarchi en Europe, et l'Angleterre trouva ainsi le moyen d'échapper pendant quelque temps à la responsabilité de la mort de Napoléon.

Immédiatement après l'autopsie, le cœur fut enfermé dans une coupe pleine d'esprit de vin.

« Napoléon, dit M. de Norvins, revêtu de l'uniforme des chasseurs à cheval de la garde impériale, couvert de tous les ordres qu'il avait ou créés ou reçus pendant son règne, fut exposé sur son lit de parade ; le manteau de Marengo lui servait de drap mortuaire. Le captif des rois allait descendre dans la tombe avec toutes les décorations de la royauté européenne ; et la couche de fer où il se reposait, après les quarante-neuf batailles rangées où il les avait tous vaincus, devenait un monument funèbre autour duquel la religion et la vénération historique rassemblaient, au fond de l'Océan Atlantique, les respects d'un état-major anglais et les regrets d'une famille française.

« En ce moment le gouverneur parut. Il déplora la perte qu'on venait de faire, en annonçant qu'elle était d'autant plus fâcheuse que son gouvernement revenait à bien. Le ministère l'avait chargé d'annoncer au général Bonaparte que l'instant approchait où la liberté pourrait lui être rendue, et que S. M. britannique ne serait pas la dernière à accélérer le terme de sa captivité.

« Napoléon resta exposé le 6 et le 7 mai. Tout Anglais fut libre de venir contempler *l'hôte du Bellérophon*, le mort de Sainte-Hélène. Le concours fut général et la douleur unanime. Pas un habitant qui ne pleurât, pas un soldat qui ne donnât des regrets au grand capitaine. Ses souffrances lui avaient attiré tous les cœurs ; sa mort le rendait sacré.

« Le 8, le corps fut embaumé ; on le revêtit ensuite de l'uniforme de la veille, et on le renferma dans un quadruple cercueil.

« Le 9, la pompe funèbre eut lieu dans l'ordre suivant : Napoléon Bertrand, filleul de l'empereur, fils du grand-maréchal ; le chapelain Vignali, revêtu de ses habits sacerdotaux ; les docteurs Antomarchi et Arnold, vingt-quatre grenadiers anglais, destinés à descendre le corps au bas de la colline ; ensuite une voiture de deuil où le corps était placé ; derrière elle, le cheval de Napoléon ; les exécuteurs testamentaires, comte Bertrand, comte Montholon, et Marchand, premier valet de chambre, et les serviteurs de Napoléon, escortaient à pied le convoi, que la comtesse Montholon suivait en voiture avec sa fille. Là finissait la famille française.

« Venaient ensuite les membres du conseil de l'île, le général Coffin, le mar-

quis de Moncheau, commissaires pour la France et l'Autriche ; l'amiral, et le héros de cette pompe de mort, le gouverneur; enfin, lady Hudson Lowe et sa fille, en grand deuil, dans une voiture. Trois mille hommes escortèrent le corps au sortir de Long-Wood.

« Comme la route ne permettait pas au char funéraire d'arriver jusqu'au lieu de la sépulture, des grenadiers anglais eurent l'honneur de porter sur leurs épaules les dépouilles mortelles du héros. Elles reçurent les prières et la bénédiction du prêtre avant de pénétrer dans le caveau avec les coupes d'argent qui contenaient le cœur et l'estomac, et qui furent placées dans le cercueil descendu dans le funèbre asile. Douze salves d'artillerie apprirent à l'Océan que l'âme de Napoléon avait quitté la terre. Une garde d'officiers anglais fut chargée de veiller sur la sépulture du grand homme. »

On le déposa dans un tombeau construit dans une petite vallée très-pittoresque, qu'on appelait avant *Vallée du Fermain*, et qui s'est appelée depuis *Vallée du Tombeau*. Non loin de la tombe du héros coulait un petit filet d'eau limpide, qui descend du pic de Diane, un des plus élevés de l'ile. Napoléon, se promenant un jour dans cette vallée, au commencement de son exil, avait dit au général Bertrand :

« Si je dois mourir sur ce rocher, faites-moi enterrer au-dessous de ces « saules, près de ce ruisseau. »

Ce dernier vœu s'accomplit. Quant à celui qu'avait si souvent formé Napoléon d'être enseveli sur les bords de la Seine, sir Hudson Lowe s'y opposa formellement; il refusa même à la famille Bonaparte la permission de faire transporter à Rome les restes mortels de son chef. Le congrès européen avait décidé que Napoléon mourrait et resterait enseveli à Sainte-Hélène, et le gouverneur se prêta avec empressement à l'exécution du cruel arrêt de la coalition.

Napoléon prévoyait que son cadavre serait aussi exilé de la terre natale, lorsqu'il écrivait ces lignes remarquables qu'on trouva, après sa mort, dans ses papiers :

« Nouveau Prométhée, je suis cloué à un roc où un vautour me ronge. Oui. « j'avais dérobé le feu du ciel pour en doter la France : le feu est remonté à « sa source, et me voilà ! L'amour de la gloire ressemble à ce pont que Satan « jeta sur le chaos pour passer de l'enfer au paradis : la gloire joint le passé à « l'avenir, dont il est séparé par un abîme immense. Rien à mon fils, que mon « nom ! »

Lorsque la nouvelle de la mort du proscrit de la sainte alliance parvint en Europe, les rois se livrèrent à une joie insultante ; leurs pamphlétaires entassèrent mensonges sur mensonges, calomnies sur calomnies; ils ne voulaient pas comprendre que la persécution grandit même les héros, et qu'en infligeant à Napoléon toutes les tortures d'un long martyre, ses ennemis avaient couronné son grand nom d'une auréole sacrée.

Quant aux soldats des grandes guerres, aux glorieux débris de Marengo et d'Austerlitz, ils refusèrent d'ajouter foi aux récits que publièrent les journaux sur la mort de leur immortel empereur. Mais lorsque Bertrand, Montholon vinrent confirmer la fatale nouvelle, la douleur fut générale, profonde, parmi tous les hommes vaillants qui avaient tenu l'épée. Les mots de vengeance, de patrie, s'échappèrent de leurs poitrines. Mais la coalition tenait l'Europe courbée sous

son joug de fer, et les indignations les plus généreuses se virent condamnées à se taire.

Sainte-Hélène devint un lieu de pélerinage pour tous les Français et les étrangers qui passaient près de cette île. Las-Cases et Montholon révélèrent à l'Europe les souffrances du moderne Prométhée, et les branches de saules du *val Fermain*, que les marins apportaient des extrémités de l'Atlantique, se vendaient et se transmettaient comme des reliques précieuses.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME.

Projet de rapporter en France les restes mortels de l'Empereur. — Séance de la Chambre des députés, 12 mai 1840. — Départ de *la Belle-Poule* pour Sainte-Hélène. — Elle arrive à James-Town. — Rapport du prince de Joinville au ministre de la marine. — Acte d'exhumation. — *La Belle-Poule* en mer. — Paroles du prince de Joinville. — Arrivée à Cherbourg. — Au Havre. — Le cercueil porté à bord de *la Dorade*. — Arrivée à Courbevoie. — Cérémonie funèbre et triomphale du 15 décembre. — Les funérailles de l'Empereur aux Invalides. — Le cercueil est déposé dans la chapelle Saint-Jérôme. — Le tombeau de l'Empereur.

Jamais Napoléon ne fut plus grand que sur le rocher où il s'était endormi dans la gloire des grandes infortunes, bien au-delà de nos horizons européens.

Mais il était de l'honneur de la France de demander au gouvernement britannique la dépouille mortelle de son empereur. Tant que dura la Restauration, ce vœu eût été regardé comme un crime par la royauté que nous avait imposé les Cosaques.

Après la révolution de 1830, des généraux de l'empire et quelques patriotes proposèrent à Louis-Philippe de demander à l'Angleterre la restitution des cendres de Napoléon.

« Le moment n'est pas encore venu, » leur répondit le chef du cabinet.

Enfin, le 12 mai 1840, lorsqu'on s'y attendait le moins, M. de Rémusat, ministre de l'intérieur, donna lecture à la Chambre des députés d'un projet de loi portant la demande d'un crédit destiné à pourvoir aux dépenses de la translation des restes mortels de Napoléon, de Sainte-Hélène à Paris. Le gouvernement demandait un million, qui fut voté par acclamations dans cette séance mémorable.

Voici le discours que prononça M. de Rémusat ;

« Messieurs,

« Le roi a ordonné à S. A. R. monseigneur le prince de Joinville de se rendre à l'île Sainte-Hélène, pour y recueillir les restes mortels de l'empereur Napoléon.

« La frégate chargée des restes mortels de Napoléon se présentera, au retour, à l'embouchure de la Seine; un autre bâtiment les rapportera jusqu'à Paris : ils seront déposés aux Invalides. Une cérémonie solennelle, une grande pompe militaire et religieuse inaugurera le tombeau qui doit le garder à jamais.

« Il importe en effet, messieurs, à la majesté d'un tel souvenir, que cette sépulture auguste ne demeure pas exposée sur une place publique ; qu'elle soit

placée dans un lieu silencieux et sacré où puissent la visiter avec recueillement tous ceux qui respectent la gloire et le génie, la grandeur et l'infortune.

« Il fut empereur et roi; il fut le souverain légitime de notre pays. A ce titre, il pourrait être inhumé à Saint-Denis; mais il ne faut pas à Napoléon la sépulture ordinaire des rois : il faut qu'il règne et commande encore dans l'enceinte où vont se reposer les soldats de la patrie, et où iront toujours s'inspirer ceux qui seront appelés à la défendre. Son épée sera déposée sur sa tombe.

« L'art élèvera sous le dôme, au milieu du temple consacré par la religion au Dieu des armées, un tombeau digne, s'il se peut, du nom qui doit y être gravé. Ce monument doit avoir une beauté simple, des formes grandes, et cet aspect de solidité inébranlable qui semble braver l'action du temps. Il faut à Napoléon un monument durable comme sa mémoire.

« Le crédit que nous venons demander aux Chambres a pour objet la translation aux Invalides, la cérémonie funéraire, la construction du tombeau.

« Nous ne doutons pas, messieurs, que la Chambre ne s'associe avec une émotion patriotique à la pensée royale que nous venons d'exprimer devant elle. Désormais la France, et la France seule, possédera tout ce qui reste de Napoléon ; son tombeau, comme sa renommée, n'appartiendra à personne qu'à son pays.

« La monarchie de 1830 est, en effet, l'unique et légitime héritière de tous les souvenirs dont la France s'enorgueillit. Il lui appartenait, sans doute, à cette monarchie qui la première a rallié toutes les forces et concilié tous les vœux de la révolution française, d'élever et d'honorer sans crainte la statue et la tombe d'un héros populaire; car il y a une chose, une seule, qui ne redoute pas la comparaison avec la gloire : c'est la liberté ! »

La frégate la *Belle-Poule* et la corvette la *Favorite* partirent de Toulon, le 7 juillet, sous le commandement du prince de Joinville.

Le prince était accompagné de MM. Hernoux, capitaine de vaisseau, son aide de camp; Touchard, enseigne, son officier d'ordonnance; Charner, commandant en second la frégate, et Guillard, chirurgien-major, chargé de présider à l'exhumation.

Les membres de la mission étaient : MM. le comte de Rohan-Chabot, commissaire du roi; le général comte Bertrand, le général Gourgaud, Emmanuel de Las-Cases, député; Marchand, l'un des exécuteurs testamentaires; Arthur Bertrand, l'abbé Félix Coquereau, et quatre anciens serviteurs de Napoléon : Saint-Denis, Noverraz, Pierron et Archambaud. Deux enfants de chœur, nommés Dufour et Lérigé, accompagnaient l'abbé Coquereau. Un plombier, M. Leroux, avait été adjoint à l'expédition. Tous prirent passage sur la *Belle-Poule*, à l'exception de M. Marchand, monté à bord de la *Favorite*, que M. Guyot commandait, et qui devait naviguer de concert avec la frégate.

L'état-major se composait, en outre, de MM. Léguillon-Pessaurot, Penhoat, de Fabre-Lamorel, lieutenants de vaisseau; Bazin et Boude, enseignes; Chedeville, secrétaire du conseil d'admiinstration; de Roujoux, de Bovis et Godleap, élèves de première classe; Gervais, Jouan, d'Espagne de Venevelles, fils du général; Jauge, Suremain, Perthuis, Bourdel, Thibaut, Lolia, Beral de Sedaiges, Narbonnez, de Trogoff-Coattalgo, Jacques, dit Lapierre, Gilbert Pierre, Arlaud, Guittabert, chirurgien; Meynard, Favre et Fages.

On avait disposé dans l'entrepont de la *Belle-Poule* une chapelle ardente tendue en velours noir brodé d'argent, destinée à recevoir le cénotaphe. Ce cénotaphe, peint en grisaille, était orné de bas-reliefs allégoriques, d'aigles aux quatre angles. Une couronne impériale surmontait le fronton.

On emportait deux cercueils : l'un d'ébène massif, l'autre de plomb, et un poêle impérial.

Le premier, d'une forme simple et sévère, rappelait les sarcophages antiques. Sur la face supérieure, on lisait un seul mot, écrit en lettres d'or : NAPOLÉON. Chacune des faces latérales était ornée au centre d'une *N* de bronze doré, gravée en relief et incrustée dans un médaillon. Six anneaux de bronze aidaient à le transporter. Les angles inférieurs étaient garnis d'ornements du même métal. La serrure, placée à la partie antérieure, était masquée par une étoile d'or qu'on enlevait en la tournant. Le bas de la clef était de fer, le haut de bronze doré; l'anneau représentait une *N* couronnée.

Ce sarcophage contenait un autre cercueil en plomb sur lequel se trouvait, au centre d'un encadrement d'arabesques et de branches de lauriers gravées en creux, cette inscription : *Napoléon, empereur et roi, mort à Sainte-Hélène, le V mai MDCCCXXI.*

Le 18 octobre, la *Belle-Poule* mouillait dans la rade de *James-Town*. Le débarquement eut lieu le lendemain, et le gouverneur de Sainte-Hélène, après être convenu avec le prince et le commissaire du roi, des mesures les plus convenables pour la remise des dépouilles, les congédia en disant :

« Messieurs, jeudi 15, les restes mortels de l'empereur Napoléon seront remis « entre vos mains. »

Cette triste et imposante cérémonie eut lieu, en effet, au jour indiqué.

Voici le rapport que le prince de Joinville adressa au ministre de la guerre, avec l'acte d'exhumation et la remise des restes mortels de Napoléon, signé par M. de Rohan-Chabot, commissaire du roi, et M. Rémy-Guillard, chirurgien de la *Belle-Poule.*

En rade de Cherbourg, 30 novembre 1840.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer, je suis parti le 14 septembre de la baie de Tous-les-Saints ; j'ai prolongé la côte du Brésil avec des vents d'est qui, ayant hâté le nord-est et le nord, m'ont permis d'atteindre promptement le méridien de Sainte-Hélèna, sans que j'aie eu à dépasser le parallèle de 28 degrés sud. Arrivé sur ce méridien, des calmes et des folles brises m'ont causé quelque retard.

Le 8 octobre, je mouillais sur la rade de James-Town.

Le brick l'*Oreste*, détaché par M. le vice-amiral de Mackau pour remettre à la *Belle-Poule* un pilote de la Manche, était arrivé la veille. Ce bâtiment ne m'apportant aucune instruction nouvelle, je me suis occupé immédiatement des ordres que j'avais précédemment reçus.

Mon premier soin a été de mettre M. de Chabot, commissaire du roi, en rapport avec M. le général Middlemore, gouverneur de l'île. Ces messieurs avaient à régler, selon leurs instructions respectives, la manière dont il devait être procédé à l'exhumation des restes de l'empereur, et à leur translation à bord de a *Belle-Poule.*

L'exécution des projets arrêtés fut fixée au 15 octobre.

Le gouverneur voulut se charger de l'exhumation et de tout ce qui devait avoir lieu sur le territoire anglais. Pour moi, je réglai les honneurs à rendre, dans les journées du 15 et du 16, par la division placée sous mes ordres. Les navires du commerce français, la *Bonne-Aimée*, capitaine Gallet, et l'*Indien*, capitaine Truquetil, s'associèrent à nous avec empressement.

Le 15, à minuit, l'opération a été commencée en présence des commissaires français et anglais, M. de Chabot et le capitaine Alexander R. E. Ce dernier dirigeait les travaux. M. de Chabot, rendant au gouvernement un compte circonstancié des opérations dont il a été le témoin, je crois pouvoir me dispenser d'entrer dans les mêmes détails; je me bornerai à vous dire qu'à dix heures du matin le cercueil était à découvert dans la fosse. Après l'en avoir retiré intact, on procéda à son ouverture, et le corps fut trouvé dans un état de conservation inespéré.

En ce moment solennel, à la vue des restes si reconnaissables de celui qui fit tant pour la gloire de la France, l'émotion fut profonde et unanime.

A trois heures et demie, le canon des forts annonçait à la rade que le cortége funèbre se mettait en marche vers la ville de James-Town. Les troupes de la milice et de la garnison précédaient le char, recouvert du drap mortuaire, dont les coins étaient tenus par les généraux Bertrand et Gourgaud, et par MM. de Las Cases et Marchand. Les autorités et les habitants suivaient en foule. Sur la rade, le canon de la frégate avait répondu à celui des forts, et tirait de minute en minute; depuis le matin, les vergues étaient en pantenne, les pavillons à mi-mât, et tous les navires français et étrangers s'étaient associés à ces signes de deuil. Quand le cortége a paru sur le quai, les troupes anglaises ont formé la haie, et le char s'est avancé lentement vers la plage.

Au bord de la mer, là où s'arrêtaient les lignes anglaises, j'avais réuni autour de moi les officiers de la division française. Tous en grand deuil et la tête découverte, nous attendions l'approche du cercueil; à vingt pas de nous, il s'est arrêté, et le général gouverneur, s'avançant vers moi, m'a remis, au nom de son gouvernement, les restes de l'empereur Napoléon.

Aussitôt le cercueil a été descendu dans la chaloupe de la frégate, disposée pour le recevoir, et là encore l'émotion a été grave et profonde; le vœu de l'empereur mourant commençait à s'accomplir : ses cendres reposaient sous le pavillon national.

Tout signe de deuil a été dès lors abandonné; les mêmes honneurs que l'empereur aurait reçus de son vivant ont été rendus à sa dépouille mortelle; et c'est au milieu des salves des navires pavoisés, avec leurs équipages rangés sur les vergues, que la chaloupe, escortée par les canots de tous les navires, a pris lentement le chemin de la frégate.

Arrivé à bord, le cercueil a été reçu entre deux rangs d'officiers sous les armes, et porté sur le gaillard d'arrière disposé en chapelle ardente.

Ainsi que vous me l'avez prescrit, une garde de soixante hommes, commandés par le plus ancien lieutenant de la frégate, rendait les honneurs. Quoiqu'il fût déjà tard, l'absoute fut dite, et le corps resta ainsi exposé toute la nuit. M. l'aumônier et un officier ont veillé près de lui.

Le 16, à dix heures du matin, les officiers et équipages des navires de guerre et de commerce français étant réunis à bord de la frégate, un service funèbre

solennel fut célébré; on descendit ensuite le corps dans l'entrepont, où une chapelle ardente avait été préparée pour le recevoir.

A midi, tout était terminé, et la frégate en appareillage; mais la rédaction des procès-verbaux a demandé deux jours, et ce n'est que le 18 au matin que la *Belle-Poule* et la *Favorite* ont pu mettre sous voiles; l'*Oreste*, parti en même temps, a fait route pour sa destination.

Après une traversée heureuse et facile, je viens de mouiller sur la rade de Cherbourg à cinq heures du matin.

Veuillez, amiral, recevoir l'assurance de mon respect.

Le capitaine de la *Belle-Poule*,

Signé : F. d'Orléans.

ACTE D'EXHUMATION ET DE REMISE DES RESTES DE NAPOLÉON.

Nous, soussignés, Philippe-Ferdinand-Auguste de Rohan-Chabot, chevalier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, secrétaire d'ambassade, commissaire, en vertu des pouvoirs de S. M. le roi des Français, pour présider, au nom de la France, à l'exhumation et à la translation des restes mortels de l'empereur Napoléon, ensevelis dans l'île de Sainte-Hélène, et à leur remise par l'Angleterre à la France, conformément aux décisions des deux gouvernements, d'une part;

Et Charles Corsan Alexander, capitaine commandant le corps royal du génie à Sainte-Hélène, député par Son Excellence le major-général Middlemore, compagnon du Bain, gouverneur commandant en chef les forces de S. M. britannique, à Sainte-Hélène, pour présider, au nom de Son Excellence, à ladite exhumation, de l'autre part;

Nous étant préalablement communiqué nos pouvoirs respectifs, trouvés en bonne forme, nous nous sommes rendus, cejourd'hui 15 du présent mois d'octobre de l'année 1840, au lieu de la sépulture de Napoléon, pour surveiller et diriger personnellement toutes les opérations de l'exhumation et de la translation.

Arrivés à la vallée dite de Napoléon, nous avons trouvé le tombeau gardé, d'après les ordres de Son Excellence le gouverneur, par un détachement du 91e régiment d'infanterie anglaise, commandé par le lieutenant Barney, chargé d'en écarter toute personne qui n'aurait pas été désignée par l'un de nous comme devant assister à la cérémonie ou prendre part aux travaux.

Sont alors entrés dans l'enceinte ainsi réservée autour du tombeau,

Du côté de la France :

M. le baron de Las Cases, membre de la Chambre des députés, conseiller d'État; M. le baron Gourgaud, lieutenant-général, aide de camp du roi; M. Marchand, l'un des exécuteurs testamentaires de l'empereur; M. le comte Bertrand, lieutenant-général, accompagné de M. Arthur Bertrand, son fils; M. l'abbé Félix Coquereau, aumônier de la *Belle-Poule*, et deux enfants de chœur; MM. Saint-Denis, Noverraz, Archambauld, Pierron, anciens serviteurs de l'empereur; M. Guyet, capitaine de corvette, commandant en second la *Favorite;* M. Charner, capitaine de corvette, commandant en second de la frégate la *Belle-Poule;* M. Doret, capitaine de corvette, commandant le brick l'*Oreste;* M. le docteur

Guillard, chirurgien-major de la frégate la *Belle-Poule*, suivi du sieur Leroux, ouvrier plombier;

Et du côté de l'Angleterre :

Son Honneur le gouverneur-juge Williams Wilde, membre du conseil colonial de l'île Sainte-Hélène; l'honorable Hamelin Trelawney, lieutenant-colonel commandant l'artillerie, et membre du conseil; l'honorable colonel Hobson, membre du conseil; M. H. Seale, secrétaire colonial du gouvernement de Sainte-Hélène, et lieutenant-colonel de la milice; M. Edward Littlehales, lieutenant de la marine royale, commandant la goëlette de S. M. Britannique *Dolphin*, représentant la marine; M. Darling, qui avait surveillé les travaux de la sépulture de l'empereur.

Les personnes destinées à diriger et à exécuter les travaux ont été ensuite admises.

Alors, en notre présence et en celle des seules personnes ci-dessus désignées, il a été constaté que le tombeau était parfaitement intact, et, dans le plus grand silence, les premiers travaux ont commencé entre minuit et une heure du matin.

Nous avons fait d'abord enlever la grille en fer qui entourait le tombeau, avec les fortes couches de pierres cramponnées sur lesquelles elle était scellée; on a pu entamer alors la surface extérieure de la tombe, laquelle, recouvrant un espace de 3 mètres 46 centimètres (11 pieds 6 pouces anglais) de longueur sur 2 mètres 46 centimètres (8 pieds 1 pouce) de largeur, était composée de trois dalles de 15 centimètres (6 pouces) d'épaisseur, encadrées dans une seconde bordure de maçonnerie. A une heure et demie, cette première couche était entièrement enlevée.

Il s'est présenté alors un mur rectangulaire, formant, comme nous avons pu le vérifier plus tard, les quatre faces latérales d'un caveau ayant 3 mètres 30 centimètres (11 pieds) de profondeur, 1 mètre 40 centim. (4 pieds 8 pouces) de largeur, et 2 mètres 40 centim. (8 pieds) de longueur. Ce caveau était entièrement rempli de terre jusqu'à une distance de 15 centimètres (6 pouces) environ de la couche des dalles déjà enlevées. Après avoir creusé dans ce caveau, et en avoir retiré la terre, on a rencontré, à une profondeur de 2 mètres 5 centimètres (6 pieds 10 pouces), une couche horizontale de ciment romain, s'étendant sur tout l'espace compris entre les murs du caveau, auquel elle adhérait hermétiquement. Cette couche ayant été, à trois heures, complétement découverte, les soussignés commissaires sont descendus dans le caveau, et l'ont reconnu parfaitement intact et sans lésion aucune.

La couche de ciment sus-mentionnée ayant été percée, on s'est assuré qu'elle en couvrait une autre de 27 centimètres (10 pouces) d'épaisseur, en moellons liés ensemble par des tenons de fer, et qui n'ont pu être entièrement enlevés qu'après quatre heures et demie de travail.

L'extrême difficulté de cette opération a décidé le soussigné commissaire anglais à faire creuser une fosse sur le côté gauche du caveau et à en abattre le mur correspondant, à l'effet de parvenir ainsi jusqu'au cercueil, dans le cas où la couche supérieure opposerait une trop forte résistance aux efforts tentés simultanément pour la percer; mais celle-ci se trouvant entièrement enlevée vers huit heures du matin, les travaux du fossé latéral, parvenus à la profondeur de 1 mètre 50 centimètres (5 pieds) furent abandonnés. Immédiatement au-dessous

de la couche ainsi démolie, nous avons trouvé une forte dalle ayant 1 mètre 98 centimètres (6 pieds 7 pouces 1/2) de long, 90 centimètres (3 pieds) de large et 12 centimètres (5 pouces) d'épaisseur, formant, comme nous en avons acquis la certitude plus tard, le recouvrement du sarcophage intérieur en pierres de taille contenant le cercueil. Cette dalle, parfaitement intacte, était encadrée dans une bordure de moellons et de ciment romain fortement liée aux parois du caveau. Cette dernière maçonnerie ayant été défaite avec soin, et deux boucles ayant été fixées sur la dalle, à neuf heures et demie tout était prêt pour l'ouverture du sarcophage. Alors le docteur Guillard a purifié la tombe au moyen d'aspersions de chlorure, et la dalle a été, par ordre du soussigné commissaire anglais, soulevée à l'aide d'une chèvre et déposée sur le bord de la tombe.

Dès que le cercueil a paru, tous les assistants se sont découverts. M. l'abbé Coquereau a donné l'eau bénite et a récité le *De profundis*.

Les soussignés commissaires sont ensuite descendus pour aller visiter le cercueil, qu'ils ont trouvé bien conservé, sauf une petite portion de la partie inférieure, laquelle, quoique reposant sur une forte dalle, elle-même appuyée sur des pierres de taille, était légèrement altérée. Quelques précautions sanitaires ayant été de nouveau prises par le chirurgien, un exprès fut alors envoyé à Son Excellence le gouverneur, pour l'informer des progrès de l'opération, et le cercueil a été retiré avec des crochets et des bricoles, et transporté avec soin sous une tente dressée pour le recevoir. A ce moment, M. l'aumônier a fait la levée du corps, conformément aux rites de l'Église catholique.

Les soussignés commissaires sont ensuite descendus dans le sarcophage, qu'ils ont reconnu être dans un état parfait de conservation, et entièrement conforme aux descriptions officielles de la sépulture.

Vers onze heures, le soussigné commissaire français s'était assuré préalablement que Son Excellence le gouverneur avait autorisé l'ouverture des cercueils de l'empereur. Conformément à des arrangements déjà arrêtés à l'avance, nous avons fait enlever avec précaution le premier cercueil, dans lequel nous avons trouvé un cercueil de plomb en bon état, que nous avons fait placer dans celui qui avait été envoyé de France. Son Excellence le gouverneur, accompagné de son état-major, le lieutenant Middlemore, aide-de-camp et secrétaire militaire, et le capitaine Barnes, major de la place, est entré dans la tente pour être présent à l'ouverture des cercueils intérieurs. On a coupé alors et soulevé avec le plus grand soin la partie supérieure du cercueil de plomd, dans lequel on a trouvé un nouveau cercueil de bois, lui-même en très-bon état, et répondant aux descriptions et aux souvenirs des personnes présentes qui avaient assisté à la sépulture. Le couvercle du troisième cercueil ayant été enlevé, il s'est présenté une garniture de fer-blanc, légèrement oxidée, laquelle, ayant été coupée et retirée, a laissé voir un drap de satin blanc; ce drap a été soulevé avec la plus grande précaution, par les mains seules du docteur, et le corps entier de Napoléon a paru. Les traits avaient assez peu souffert pour être immédiatement reconnus. Les divers objets déposés dans le cercueil ont été remarqués dans la position exacte où ils avaient été placés : les mains singulièrement bien conservées; l'uniforme, les ordres, le chapeau, fort peu altérés; toute la personne, enfin, semblait attester une inhumation récente. Le corps n'est resté exposé à l'air que pendant les deux minutes au plus nécessaires au chirurgien

pour prendre les mesures prescrites par ses instructions, à l'effet de le préserver de toute altération ultérieure.

Le cercueil en fer-blanc et le premier cercueil en bois ont été immédiatement refermés, ainsi que le cercueil en plomb ; celui-ci a été ressoudé avec le plus grand soin, sous la direction de M. le docteur Guillard, et fortement fixé par des coins dans le nouveau cercueil de plomb, envoyé de Paris, lequel a été également soudé hermétiquement. Le nouveau cercueil en ébène a été alors fermé à la clef, qui a été remise au soussigné commissaire français.

Alors, le soussigné commissaire anglais a déclaré au commissaire français que, les travaux de l'exhumation étant terminés, il était autorisé par Son Excellence le gouverneur à le prévenir. que le cercueil contenant, comme il venait d'être dûment constaté, les restes mortels de Napoléon, serait considéré comme à la disposition du gouvernement français, du moment où il aurait atteint le lieu d'embarquement vers lequel il allait être dirigé, sous les ordres personnels de Son Excellence le gouverneur.

Le soussigné commissaire français a répondu qu'il était chargé d'accepter ce cercueil au nom de son gouvernement, et qu'il était prêt, ainsi que toutes les personnes composant la mission française, à l'accompagner jusqu'au quai de James-Town, où S. A. R. monseigneur le prince de Joinville, commandant supérieur de l'expédition, était dans l'intention de se présenter pour le recevoir des mains de Son Excellence le gouverneur, et le conduire solennellement à bord de la frégate française *la Belle-Poule*, chargée de le ramener en France.

Le cercueil a été placé sur un char funèbre, recouvert lui-même d'un manteau impérial, présenté par le soussigné commissaire français, et à trois heures et demie de l'après-midi, le cortége s'est mis en marche dans l'ordre suivant, sous le commandement de Son Excellence le gouverneur, auquel une indisposition n'avait pas permis d'assister aux travaux de la nuit :

Le régiment de milice de Sainte-Hélène, sous les ordres du lieutenant-colonel Léale ;

Le détachement du 91e régiment d'infanterie, commandé par le capitaine Blackwell, la musique de la milice, M. l'abbé Coquereau, avec deux enfants de chœur ;

Le char, conduit par un détachement de l'artillerie royale; les coins du drap mortuaire portés par MM. le lieutenant-général comte Bertrand, le lieutenant-général baron Gourgaud, le baron Las Cases et M. Marchand;

MM. Saint-Denis, Noverraz, Archambauld, Pierron;

Le soussigné commissaire français, conduisant le deuil, ayant à ses côtés MM. les capitaines Guyet et Charner ;

M. Arthur Bertrand, suivi de M. Coursot, ancien serviteur de l'empereur, MM. le capitaine Dorel et le docteur Guillard;

Les autorités civiles, maritimes et militaires de l'île, d'après leur rang;

Son Excellence le gouverneur, accompagné de Son Honneur le grand juge et du colonel Hopson, membre du conseil;

Une compagnie d'artillerie royale;

Les principaux habitants de l'île, en grand deuil.

Pendant toute la marche, les forts ont tiré le canon de minute en minute.

Parvenu à James-Town, le char a défilé lentement entre deux haies de sol-

dats de la garnison, qui s'étendaient depuis l'entrée de la ville jusqu'au lieu de l'embarquement.

A cinq heures et demie, le cortége est arrivé à l'extrémité du quai. Là, S. A. R. monseigneur le prince de Joinville, accompagné de son aide-de-camp, M. le capitaine de vaisseau Hernoux, membre de la Chambre des députés, et entouré des états-majors des trois bâtiments de guerre français *la Belle-Poule, la Favorite* et *l'Oreste*, a reçu, de Son Excellence le gouverneur, le cercueil impérial, qui a été immédiatement embarqué dans une chaloupe disposée à l'avance pour cette cérémonie, et conduit solennellement à bord de *la Belle-Poule*, par le prince, avec tous les honneurs dus aux souverains.

En foi de quoi, nous, commissaires sus-dénommés, avons dressé le présent procès-verbal, et l'avons revêtu du cachet de nos armes.

Fait double entre nous, à Sainte-Hélène, le 15 du mois d'octobre de l'an de grâce 1840.

L.-S. ROHAN-CHABOT, L.-S. ALEXANDER.

Confirmé : MIDDLEMORE.

PROCÈS-VERBAL DU CHIRURGIEN-MAJOR DE LA FRÉGATE *la Belle-Poule.*

Je soussigné Guillard (Remy-Julien), docteur en médecine, chirurgien-major de la frégate *la Belle-Poule,* m'étant rendu, dans la nuit du 14 au 15 octobre 1840, sur l'invitation de M. le comte de Rohan-Chabot, commissaire du roi, à la vallée du Tombeau, île de Sainte-Hélène, pour assister à l'exhumation des restes de l'empereur Napoléon, en ai dressé le présent procès-verbal.

Pendant les premiers travaux, il n'a point été pris de précautions sanitaires; aucune exhalaison méphitique n'est sortie des terres que l'on remuait, ni du caveau dont on faisait l'ouverture.

Le caveau ayant été ouvert, j'y suis descendu : au fond était le cercueil de l'empereur; il reposait sur une large dalle, assise elle-même sur des montants en pierre. Les planches en acajou qui le formaient avaient encore leur couleur et leur dureté, excepté celles du fond, qui, garnies de velours, présentaient un peu d'altération dans les couches les plus superficielles. On ne voyait à l'entour aucun corps solide ni liquide. Quant aux parois du caveau, elles n'offraient pas la plus légère dégradation, mais seulement çà et là quelques traces d'humidité.

M le commissaire du roi m'ayant engagé à ouvrir les cercueils intérieurs, j'ai dû les soumettre d'abord à quelques mesures sanitaires; immédiatement après, j'ai procédé à leur ouverture. La caisse extérieure était fermée par de longues vis; il a fallu les couper pour enlever le couvercle. Dessous était une caisse en plomb, close de toutes parts, qui enveloppait une autre caisse en acajou, parfaitement intacte; venait enfin une quatrième caisse en fer-blanc, dont le couvercle était soudé sur les parois qui se repliaient en dedans. La soudure a été coupée lentement et le couvercle enlevé avec précaution; alors j'ai vu un tissu blanchâtre qui cachait l'intérieur du cercueil et empêchait d'apercevoir le corps: c'était du satin ouaté, formant une garniture dans l'intérieur de cette caisse. Je l'ai soulevé par une extrémité, et, le roulant sur lui-même les pieds vers la tête, j'ai mis à découvert le corps de Napoléon, que j'ai reconnu aussitôt,



Bataille de Lutzen

tant son corps était bien conservé, tant sa tête avait de vérité dans son expression. Quelque chose de blanc, qui semblait détaché de la garniture, couvrait comme d'une gaze légère tout ce que renfermait le cercueil. Le crâne et le front, qui adhéraient fortement au satin, en étaient surtout enduits; on en voyait peu sur le bas de la figure, sur les mains, sur les orteils. Le corps de l'empereur avait une position aisée : c'était celle qu'on lui avait donnée en le plaçant dans le cercueil; les membres supérieurs étaient allongés, l'avant-bras et la main gauche appuyant sur la cuisse correspondante, les membres supérieurs légèrement fléchis. La tête, un peu élevée, reposait sur un coussin; le crâne volumineux, le front haut et large se présentaient couverts de téguments jaunâtres, durs et très-adhérents. Tel paraissait aussi le contour des orbites, dont le bord supérieur était garni de sourcils. Sous les paupières se dessinaient les globes oculaires, qui avaient perdu peu de chose de leur volume et de leur forme. Les paupières, complètement fermées, adhéraient aux parties sous-jacentes, et se présentaient dures sous la pression des doigts; quelques cils se voyaient encore à leur bord libre. Les os propres du nez et les téguments qui les couvrent étaient bien conservés; le tube et les ailes seuls avaient souffert. Les joues étaient bouffies; les téguments de cette partie de la face se faisaient remarquer par leur toucher doux, souple, et leur couleur blanche; ceux du menton étaient légèrement bleuâtres : ils empruntaient cette teinte à la barbe, qui semblait avoir poussé après la mort. Quant au menton lui-même, il n'offrait point d'altération, et conservait encore ce type propre à la figure de Napoléon. Les lèvres amincies étaient écartées; trois dents incisives extrêmement blanches se voyaient sous la lèvre supérieure, qui était un peu relevée à gauche. Les mains ne laissaient rien à désirer; nulle part la plus légère altération. Si les articulations avaien- perdu leurs mouvements, la peau semblait avoir conservé cette couleur particulière qui n'appartient qu'à ce qui a vie. Les doigts portaient des ongles longs, adhérents et très-blancs. Les jambes étaient renfermées dans les bottes; mais par suite de la rupture des fils, les quatre derniers orteils dépassaient de chaque côté. La peau de ces orteils était d'un blanc mat et garnie d'ongles. La région antérieure du thorax étaient fortement déprimée, dans la partie moyenne; les parois du ventre dures et affaissées. Les membres paraissaient avoir conservé leur forme sous les vêtements qui les couvraient; j'ai pressé le bras gauche, il était dur et avait diminué de volume. Quant aux vêtements, ils se présentaient avec leurs couleurs; ainsi, on reconnaissait parfaitement l'uniforme des chasseurs à cheval de la vieille garde, au vert foncé de l'habit, au rouge vif des parements; le grand cordon de la Légion-d'Honneur se dessinant sur le gilet, et sa culotte blanche, cachée en partie par le petit chapeau, qui reposait sur les cuisses. Les épaulettes, la plaque et les deux décorations, attachées sur la poitrine, n'avaient pas leur brillant; elles étaient noires; la couronne d'or de la croix d'officier de la Légion-d'Honneur seule avait conservé son éclat. Des vases d'argent apparaissaient entre les jambes; un d'eux, surmonté d'un aigle, se levait entre les genoux : je le trouvai intact et fermé. Comme il existait des adhérences assez fortes entre ces vases et les parties voisines qui les couvraient un peu, M. le commissaire du roi n'a pas cru devoir les déplacer pour les examiner de plus près.

Tels sont les seuls détails que m'ait permis d'enregistrer sur les restes mortels de l'empereur Napoléon un examen qui n'a duré que deux minutes. Ils sont

incomplets sans doute, mais ils suffisent pour constater un état de conservation plus parfait que je n'étais fondé à l'attendre, d'après les circonstances connues de l'autopsie et de l'inhumation. Ce n'est point ici le lieu d'examiner les causes nombreuses qui ont pu arrêter à ce point la décomposition des tissus; mais nul doute que l'extrême solidité de la maçonnerie du tombeau, et les soins apportés à la confection et à la soudure des cercueils métalliques, n'aient contribué puissamment à produire ce résultat. Quoi qu'il en soit, j'ai dû redouter pour ces restes le contact de l'air atmosphérique, et, convaincu que le meilleur moyen d'en assurer la conservation était de les soustraire à son action destructive, je me suis rendu avec empressement aux invitations de M. le commissaire du roi, qui demandait que l'on fermât les cercueils.

J'ai remis à sa place le satin ouaté, après l'avoir légèrement enduit de créosote; j'ai fait fermer hermétiquement les caisses en bois et souder avec le plus grand soin les caisses en métal.

Les restes de l'empereur Napoléon sont aujourd'hui dans six cercueils :

1° Un cercueil en fer-blanc; — 2° un cercueil en bois d'acajou ; — 3° un cercueil en plomb; — 4° un second cercueil en plomb, séparé du précédent par de la sciure et des coins de bois ; — 5° un cercueil en bois d'ébène; — 6° un cercueil en bois de chêne, qui protège le cercueil en ébène.

Signé Remi Guillard, docteur-médecin.

Le commissaire du roi,

Signé Ph. de Rohan-Chabot.

Jamais vaisseau n'était parti pour un voyage lointain, accompagné de vœux plus ardents, que ceux qu'on fit en France pour l'heureux retour de *la Belle-Poule*. La translation s'opéra sans aucun incident remarquable. Cependant, l'équipage n'était pas sans inquiétude. Dans un journal hollandais, du 7 octobre, qui fut lu à bord, il était fait mention de bruits de guerre entre la France et l'Angleterre.

— « Si les Anglais voulaient reprendre leur captif, que ferions-nous s'écriè« rent quelques officiers?

« — Il faudrait, répondit le prince de Joinville, s'abîmer dans la mer et partager, en braves gens, la dernière sépulture de l'empereur. »

On prit aussitôt toutes les dispositions nécessaires pour éviter une surprise; précautions inutiles, car *la Belle Poule* entra le 30 novembre, à cinq heures du matin, dans le port de Cherbourg, après une traversée de 42 jours. Cette nouvelle, aussitôt répandue en France, fut accueillie avec des transports d'allégresse; on eût dit que *la Belle-Poule* portait les destinées de la nation, et les lauriers de Fleurus, d'Arcole, de Rivoli, d'Austerlitz; que nos grandes armées allaient sortir de leurs sépulcres , tant fut vif l'enthousiasme sur la terre de France!

Le cercueil impérial fut descendu, le 8 décembre au matin, à bord de *la Normandie*, et placé sous un magnifique catafalque, qu'on avait élevé au milieu du gaillard d'arrière. La ville de Cherbourg fit déposer sur le cercueil une couronne d'or, au bruit d'une salve de mille coups de canon. Aussitôt, le prince de Joinville, les membres de la mission de Sainte-Hélène, les officiers de *la Belle-Poule* montèrent à bord de *la Normandie*. *Le Véloce* et *le Courrier* formèrent le

cortège, avec trois cents marins de *la Belle-Poule*, qu'on laissait à Cherbourg, à cause de sa trop grande dimension.

Le 9 au matin, *la Normandie* passait le long des jetées du Hâvre. Au Val-de-Lahaye, *la Normandie* ne pouvant remonter plus haut la Seine, le cercueil impérial fut de nouveau transbordé sur *la Dorade*.

« Le bateau, avait dit le prince de Joinville, sera peint en noir; à l'avant reposera le cercueil, couvert du poêle funèbre apporté de Sainte-Hélène; Messieurs de la mission, aux cornières; l'encens fumera; le prêtre se tiendra devant l'autel, mon état-major et moi derrière; les marins seront en armes, et le canon tiré à l'arrière annoncera le bateau portant les dépouilles mortelles de l'empereur. »

Ces prescriptions furent exactement suivies, et la *Dorade* remonta la Seine dont les deux rives se trouvèrent couvertes de toute la population accourue pour saluer son empereur. Ce n'était pas une marche funèbre, mais un véritable triomphe. Le 10, on arriva à Rouen où on eut à passer sous des arcs de triomphe; pendant que les autorités religieuses, civiles et militaires rendaient es honneurs au cercueil impérial, le peuple ne cessa pas de faire retentir l'air de ses cris d'enthousiasme. Le 12, le duc d'Aumale alla rejoindre son frère à Poissy; enfin le 14 décembre, on arriva à Courbevoie. Les ducs d'Orléans et de Nemours, le maréchal Soult et l'amiral Duperré se rendirent à bord et firent une station près du cercueil impérial. Le général Ribinski, accompagné de tous les autres généraux polonais présents à Paris, s'approcha des membres de la mission et leur dit :

« — Messieurs de la mission de Sainte-Hélène, fidèles à l'honneur et au devoir, les Polonais qui partagèrent la gloire et les revers des aigles françaises, viennent rendre un dernier hommage à l'empereur. »

Immédiatement au-dessous de Courbevoie et sur la berge de la Seine, on avait construit un temple grec de quatorze mètres d'élévation, à quatre frontons ornés de guirlandes de chêne, d'aigles, d'écussons : ce fut dans ce temple que l'empereur reposa pour la première fois sur la terre de France.

Autour de l'arc de triomphe de l'Etoile, douze mâts pavoisés portaient des boucliers, des trophées d'armes et des bannières tricolores. Sur ces bannières on lisait les noms des principales armées de la République et de l'Empire :

« Armée de Hollande, de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle, des Côtes de l'Océan, de Catalogne, d'Aragon, d'Andalousie, d'Italie, de Rome, de Naples, Grande Armée, Armée de Réserve. »

Sur le couronnement de l'arc, on avait représenté l'apothéose de Napoléon. L'empereur, vêtu du grand costume de son sacre, était debout devant son trône, entouré de figures allégoriques, de génies, de renommées à cheval.

Le long de l'avenue des Champs-Elysées, de la barrière à la place de la Concorde, s'élevaient des colonnes triomphales ornées de drapeaux, d'aigles et d'écussons. De nombreuses statues représentaient des victoires. On avait placé à chaque angle du pont de la Concorde, une colonne triomphale cannelée, surmontée d'une aigle dorée. Sur le pont, huit statues :

LA SAGESSE, LA FORCE, LA JUSTICE, LA GUERRE, L'AGRICULTURE, L'ELOQUENCE, LES BEAUX-ARTS, LU COMMERCE.

Au-devant du palais de la Chrmbre des Députés, L'IMMORTALITÉ.

Sur l'esplanade des Invalides, trente-deux statues des rois et des grands capitaines qui ont honoré la France :

Clovis, Charles-Martel, Philippe-Auguste, Charles V, Jeanne d'Arc, Louis XII, Bayard, Louis XIV, Turenne, Dugay-Trouin, Hoche, La Tour-d'Auvergne, Kellermann, Jourdan, Ney, Lobau, Charlemagne, Hugues apet, Louis IX, Charles VII, Duguesclin, François 1er, Henri IV, Condé, Vauban, Marceau, Desaix, Kléber, Lannes, Masséna, Mortier, Macdonald.

Entre les statues de l'Esplanade, des trépieds portaient des flammes. Aux deux côtés de l'Esplanade, à droite et à gauche d'immenses estrades pouvant contenir trente-six mille spectateurs, s'avançaient jusqu'à la grille d'entrée des Invalides.

L'air était glacial. Le givre pendait par flocons aux branches de tous les arbres des Champs-Elysées, et pourtant jamais on n'avait vu plus nombreuse réunion d'hommes depuis les fêtes populaires de la Révolution. A dix heures, il n'y avait pas un demi-mètre de terrain libre dans toute l'étendue des Champs-Elysées, de la place de la Concorde à l'avenue de Neuilly, dans les carrés et les routes transversales.

A dix heures et demie, les marins de la *Belle-Poule*, en grande tenue, placèrent le cercueil sur le char triomphal qui stationnait dans la chapelle ardente construite à Courbevoie, en face du lieu de débarquement. Le clergé donna l'absoute, et au même instant le nombreux cortége, composé de toutes les illustrations civiles et militaires, se mit en marche. Le maréchal Oudinot, grand chancelier de la Légion-d'Honneur, le maréchal Molitor, l'amiral Roussin, le lieutenant-général Bertrand tenaient les quatre cordons d'honneur fixés au poële impérial. Le char porté sur quatre roues massives et dorées, se composait d'un soubassement surmonté du mausolée; une draperie de velours or et violet couvrait le socle jusqu'à terre; cette draperie était parsemée d'abeilles et d'étoiles avec des aigles et des couronnes ; à chaque angle on remarquait une aigle colossale ; seize chevaux panachés et couverts de housses dorées aux armes de l'empereur, trainaient le char entièrement couvert d'un immense crêpe.

A deux heures après midi, une salve de vingt-un coups de canon annonça que le cercueil approchait des Invalides. Le roi sortit du salon d'attente et alla s'asseoir sur son trône, avec la reine, les princes et princesses du sang. Le maréchal Moncey, gouverneur des Invalides ne pouvant, à cause de ses infirmités et de son grand âge, aller en personne recevoir le corps de l'empereur, délégua le lieutenant-général Petit, commandant de l'hôtel, pour accomplir en son nom ce devoir d'honneur. Le baron Petit se mit donc à la tête du cortége. M. l'abbé Coquerau, aumônier de la *Belle-Poule*, était en avant du cercueil.

Un détachement composé de sous-officiers de l'hôtel, de la garde nationale et de l'armée, tous décorés, formait une escorte d'honneur, sous le commandement de M. Lebreton, colonel invalide.

Pendant que trois cents musiciens exécutaient une marche funèbre, le roi, suivi des princes ses fils et de ses aides-de-camp, se rendit de son trône à l'entrée du dôme où le cercueil fut de nouveau déposé sur une estrade.

Le prince de Joinville dit au roi son père :

« — *Sire, je vous présente le corps de l'empereur Napoléon.* »

Le roi répondit d'une voix fortement accentuée :

« — *Je le reçois au nom de la France..*

Aussitôt, le général Athalin, portant sur un coussin violet l'épée de l'empereur, la remit au maréchal Soult, président du conseil, qui la présenta au roi.

« — Général, dit le roi en l'offrant au comte Bertrand, voici l'épée de la jour-« née d'Austerlitz, déposez-la sur le cercueil de l'empereur Napoléon. »

Les marins de la *Belle-Poule* portèrent le cercueil dans l'intérieur du magnifique catafalque destiné à le recevoir. Puis on célébra l'office religieux. A quatre heures, vingt-un coups de canon annoncèrent que les absoutes allaient commencer.

A la fin de la dernière, le roi et les princes jetèrent de l'eau bénite sur le corps et puis se retirèrent à l'issue du *De profundis.*

Immédiatement après la cérémonie, l'épée d'Austerlitz, qui avait été placée sur le cercueil, fut remise par le baron Athalin, aide-de-camp du roi, entre les mains du maréchal Moncey, gouverneur des Invalides....

Tel est le résumé du procès-verbal de la cérémonie du 15 décembre 1840. Le retour des cendres de l'empereur, le dépôt du cercueil dans l'église du dôme, au milieu de toutes les pompes de la civilisation moderne, laissèrent chez les innombrables spectateurs de cette apothéose de l'immortel capitaine de profondes impressions. Sous ce catafalque, sous ces draperies d'or, il y avait Arcole, Marengo, les Pyramides, Austerlitz, Wagram, Eylau ; il y avait aussi Moscou embrasé, les glaces de la Russie, la Bérézina, Leipzick et Waterloo ; il y avait l'invasion, Montmirail, Montereau, Champ-Aubert.

Que de souvenirs évoqués dans cette journée! Gloire, humiliation, victoires, défaites, conquêtes, invasions, se pressaient, se heurtant dans tous les souvenirs. Mais après le calvaire, l'apothéose!... Que de plaies mal cicatrisées se rouvrirent alors ! De vieux soldats moururent quelques jours après, les uns de joie, les autres de douleur; ces derniers avaient espéré qu'ils reverraient leur empereur, non pas dans un cercueil, mais sur un cheval de bataille. Le vieux Moncey, agenouillé près du catafalque, s'écria, sous l'impression d'une indicible tristesse :

« MAINTENANT, J'AI ASSEZ VÉCU. »

La France venait de remplir un devoir sacré en donnant la glorieuse hospitalité du dôme aux restes mortels de Napoléon Bonaparte. Ce n'était pas le fier conquérant, couronné du diadème des Césars, qu'elle honorait dans ce jour ; c'était le défenseur de la patrie contre l'étranger, le martyr de la nationalité.

Le cercueil resta exposé sur le catafalque jusqu'au 6 février, 1841 ; il fut alors transféré dans une chapelle ardente, disposée à droite de l'autel, sous l'un des petits dômes de l'église, et désignée sous le nom de chapelle Saint Jérôme, où il doit rester jusqu'à l'inauguration du mausolée.

Quatre invalides veillent aux portes de l'église; une lampe à gaz, suspendue à la voûte, brûle jour et nuit.

Au moment où nous écrivons ces lignes, les travaux du tombeau de l'empereur touchent à leur fin ; ce mausolée sera un monument gigantesque comme la renommée du héros qui doit y reposer sous la garde des vieux soldats. Des colonnes torses, en marbre magnifique, s'élevant majestueusement vers le dôme, et couronnées de divers attributs, dominent le monument et en forment l'entrée.

A droite et à gauche de la grande porte, sont deux statues colossales en bronze, dont l'une porte une couronne sur un coussin et l'autre une épée.

Au milieu du fronton, sur une large plaque en marbre noir, on lit ces paroles tirées du testament de l'empereur et gravées en lettres d'or :

« JE DÉSIRE QUE MES CENDRES REPOSENT SUR LES BORDS DE LA SEINE, AU « MILIEU DE CE PEUPLE FRANÇAIS QUE J'AI TANT AIMÉ. »

On entre d'abord sous le portique revêtu de marbre blanc et on arrive à un magnifique escalier aussi en marbre blanc qui conduit à une galerie circulaire dont les murs sont ornés de bas-reliefs aussi en marbre blanc, représentant les principales actions de Napoléon. Des lampes funéraires sont suspendues à la voûte ; la chapelle ardente se trouve placée en face de la porte d'entrée ; elle est aussi ornée de bas-reliefs.

Tout autour des arcades de l'enceinte intérieure sont placées des statues colossales en marbre blanc. Les unes tiennent des couronnes, les autres des glaives et divers attributs.

Le mausolée en granit destiné à supporter le cercueil de l'empereur, qui se trouvera sous la coupole du dôme, est déjà terminé. On y déposera une plaque en or massif, où se trouveront énumérés les glorieux états de service et les campagnes de Napoléon.

Nous ne donnons ici qu'une description très-imparfaite du tombeau de l'empereur, parce que l'on ne pourra réellement juger de l'ensemble des travaux que le jour de l'inauguration du monument ; on fait espérer que ce jour sera très-prochain : alors le pays aura définitivement payé sa dette à Napoléon. Le vœu du martyr de la sainte-alliance sera accompli :

Sous la garde des braves mutilés qui se succèderont de génération en génération, IL REPOSERA SUR LES BORDS DE LA SEINE, DANS LE TEMPLE DE MARS, AU MILIEU DE CE PEUPLE FRANÇAIS QU'IL A TANT AIMÉ.

ANECDOTES IMPÉRIALES.

LES

ANECDOTES IMPÉRIALES

SUR LA VIE PRIVÉE

DE L'EMPEREUR NAPOLÉON

ET LES PRINCIPAUX PERSONNAGES DE SON ÉPOQUE.



Nous avons suivi l'empereur Napoléon au milieu de ses victoires, dans ses revers, jusqu'à son rocher de Sainte-Hélène, et enfin, nous ne l'avons quitté qu'au moment où le dôme des Invalides a reçu pour toujours la dépouille mortelle du héros.

Comme les nombreux auteurs qui nous ont précédé, nous n'avons rien omis de la grande épopée impériale, et nous croyons avoir rempli un devoir national en écrivant une histoire populaire de l'immortel capitaine, qui éclipsa la gloire de tous les conquérants anciens et modernes.

Mais nous ne regardons pas notre tâche comme entièrement remplie. Dans la vie des grands hommes, il est certaines particularités que l'histoire ne peut admettre, parce que ces narrations partielles et isolées interrompraient le cours des grands événements qu'elle a à raconter.

En étudiant l'époque impériale, nous avons recueilli les faits, les anecdotes, les portraits, les silhouettes, les particularités, les détails d'intérieur, qui compléteront notre œuvre. Jusqu'à ce jour, les historiens ont dédaigné ces menus détails, et se sont bornés aux faits généraux. Et pourtant, c'est dans les anecdotes, a dit un des secrétaires de l'empereur, que l'homme se recherche, se trouve et se peint. Outre le grand avantage de saisir les mouvements secrets du cœur et les minutieuses opérations de l'esprit, les petits faits ont celui de caractériser les époques. Le héros, le grand homme, l'homme d'État, représente sur le théâtre public de l'histoire ; l'homme privé se révèle dans le déshabillé de l'anecdote.

Les faits partiels que nous publions, ont été recherchés et choisis avec le plus grand soin par nous, dans les *Mémoires* attribués à Mounier, un des secrétaires de l'empereur. Nous en devons aussi quelques-uns à la bienveillance

de plusieurs personnes, qui se sont empressées de nous communiquer leurs souvenirs.

Ainsi, notre œuvre sera plus complète que les histoires de l'empereur publiées jusqu'à ce jour, puisqu'à côté du héros, nous montrons aussi l'homme privé, l'époux, le père, l'ami de ses compagnons d'armes, le protecteur de tous les talents. On y verra aussi avec intérêt les célébrités de cette grande époque, graviter autour du trône, dont elles rehaussèrent l'éclat par leur bravoure et par leur génie.

Tout est grand chez les héros, et plusieurs de nos lecteurs, qui ignorent probablement les curieux détails que nous publions sur la vie privée de l'empereur Napoléon, les liront avec d'autant plus d'intérêt qu'ils y trouveront des documents pour étudier, sous un nouvel aspect, cette époque, qui tiendra toujours une si large place dans notre histoire nationale.

PREMIÈRE PARTIE.

Quartier général de Napoléon. — Son cabinet de travail. — Sa manière de vivre en campagne. — Anecdotes particulières.

Parler du cabinet de Napoléon, c'est indiquer, pendant une campagne, la pièce la plus convenable de la maison, laquelle servait d'habitation et de lieu de travail pour lui et ses secrétaires. Il y attachait plus d'importance qu'à la pièce qu'il habitait lui-même. Lorsque Napoléon bivouaquait auprès de ses troupes, il y avait tout près de sa propre tente une autre tente destinée pour le cabinet, et toujours disposée avec la plus minutieuse exactitude. Au milieu de la chambre était une grande table, sur laquelle on déployait la meilleure carte du théâtre de la guerre : pour la Saxe, par exemple, c'était celle de Pétri, parce que Napoléon s'y était accoutumé en 1806, et qu'il l'estimait beaucoup. Il se servait aussi quelquefois de celle de Blanckemberg. Quant à la première, c'était encore le même exemplaire. On l'orientait avant qu'il fût entré dans le cabinet; on y enfonçait des épingles à têtes de plusieurs couleurs, pour marquer les différents corps d'armée ou ceux de l'ennemi. C'était l'affaire du directeur du bureau topographique, qui travaillait toujours avec Napoléon, et qui avait une parfaite connaissance des positions. Si cette carte n'était pas prête, on devait la chercher immédiatement après l'arrivée de l'empereur; car c'était la chose à laquelle il tenait plus qu'aux autres besoins de la vie. Pendant la nuit, la carte était entourée de vingt à trente chandelles, entre lesquelles il y avait un compas. Lorsque l'empereur montait à cheval, le grand-écuyer Caulaincourt portait la carte nécessaire sur sa poitrine; elle y était attachée par un bouton, afin qu'étant toujours à côté de ce prince, il la lui présentât toutes les fois que Napoléon disait : *la carte*!

Aux quatre coins de ce sanctuaire, il y avait, lorsqu'on pouvait en trouver, de petites tables sur lesquelles travaillaient les secrétaires de Napoléon, quelquefois Napoléon lui-même et son directeur du bureau topographique. Ordinairement, il leur dictait étant tout à fait habillé, en uniforme vert, très-souvent avec le chapeau sur la tête, et se promenant dans l'appartement. Étant accoutumé à voir exécuter avec une incroyable célérité tout ce qui sortait de sa tête, personne n'écrivait assez vite pour lui, et ce qu'il dictait devait être écrit en chiffres. Il est inconcevable comme il dictait vite, et comme ses secrétaires

avaient acquis la capacité de le suivre en écrivant. Il y en avait un tout jeune qui les surpassait tous en vitesse; et ce qui contrariait les autres, c'était la crainte que Napoléon n'en exigeât autant d'eux. Ces chiffres n'étaient que des hiéroglyphes. Une queue de dragon indiquait souvent toute l'armée française; un fouet, le corps de Davoust; une épine, le royaume d'Angleterre; une éponge, les villes commerçantes, etc. Napoléon avait un talent particulier pour déchiffrer ces caractères: ce qui devait lui être facile, leur sens ayant été fixé par lui-même.

Mais cela n'était que le quart de la besogne; les secrétaires devaient ensuite commencer à déchiffrer ce *brouillamini*, mot par mot, et l'arranger d'après le sens que les phrases exigeaient. La chose n'était rien moins que facile, lorsqu'il s'agissait d'ordres un peu étendus, d'autant moins qu'il n'y avait que quatre secrétaires employés à toutes les expéditions militaires, diplomatiques et politiques qui émanaient directement de lui, comme dirigeant toute la grande machine. Aussi devaient-ils s'accoutumer à différentes sortes de travaux, regardant tantôt la politique, tantôt la tactique. Autant que j'ai pu en être informé, il y en avait toujours deux travaillant au cabinet près de lui, et chargés de l'expédition. Il arrivait, par exemple, un rapport d'un maréchal commandant en Allemagne; et au même moment il lui venait dans l'idée de faire réponse à une dépêche venant d'Espagne, ou de rédiger un traité sur la politique, ou bien une note diplomatique, ou enfin de donner des dispositions sur ce qui regarde la justice ou un autre objet quelconque : alors un secrétaire devait se soumettre à écrire un ABC pour le roi de Rome, ou à copier les positions de vingt brigades des différents corps d'armée, qui toutes lui étaient parfaitement connues. C'était un travail bien pénible pour celui qui n'en connaissait pas l'ensemble, l'origine et les détails comme celui qui l'avait composé. Ces secrétaires, vivant toujours dans la sphère de cet homme extraordinaire, dont l'esprit volcanique enfantait mille idées diverses, étaient comme des fils qui se rattachaient aux départements administratifs et de la guerre, du duc de Bassano, du prince de Neuchâtel, ainsi qu'à toutes les autres autorités de France, auxquelles les ordres de Napoléon parvenaient directement. Il est étonnant que, avec si peu de monde, Napoléon ait pu suffire à une foule d'affaires sans en déranger la marche régulière. Je ne calcule point ici les défauts, en fait d'administration, résultant de la négligence des autorités subalternes. Je ne parle que des travaux qui devaient passer par le cabinet, et qui semblaient exiger un plus grand nombre de travailleurs. Mais peu suffisaient, grâce à la méthode simple et laconique à laquelle étaient accoutumés les alentours de Napoléon : peu de mots, un signe, un trait, fournissaient la matière à ces travaux très-détaillés, dont on chargeait les autres, et l'on ne travaillait au cabinet que sur les objets d'un intérêt particulier pour Napoléon. Ces objets concernaient surtout la politique et les fortifications. Il connaissait très-particulièrement les positions des armées, la composition des différentes masses, leur combinaison et leur emploi; mais les ordres du détail étaient l'affaire de Berthier, qui les faisait exécuter par son nombreux état-major.

Un style serré dans la rédaction et une sérieuse attention aux différents objets contribuaient naturellement à leur prompte expédition. Du moins les secrétaires de Napoléon étaient accoutumés à une marche rapide, laquelle s'étendait même sur des objets insignifiants, qui parvenaient ou pouvaient parvenir à sa con-

naissance. Lorsqu'il avait entendu un rapport, ou arrêté quelque chose, on pouvait être sûr que dans quelques jours l'expédition en était faite.

La marche des affaires allait d'un si bon train, que dans celles qui devaient passer par plusieurs bureaux, on pouvait même fixer le jour où tel et tel objet serait terminé. Sans doute, c'est beaucoup pour un quartier-général, lorsqu'il s'agit de choses d'un intérêt secondaire et étrangères aux ordres stratégiques. Cette rapidité provenait du caractère bouillant et violent de Napoléon. Il y avait des moments où tout le monde était dans une attente silencieuse et triste; et ce morne silence préludait à quelque orage prêt à éclater de la part de Napoléon, dont la colère annonçait visiblement une disgrâce. Alors chacun épiait le moment où le coup allait tomber, et quelquefois l'état d'incertitude durait toute une demi-journée.

On ne voyait dans le cabinet de Napoléon ni archivistes, ni registrateurs, ni greffiers. Il y avait un gardien du portefeuille. On avait choisi pour cette place l'homme le plus calme de toute la France. Au milieu des alarmes de la guerre, sa manière de vivre était simple et tranquille, mais aussi des plus ennuyeuses. Une fidélité éprouvée pendant un grand nombre d'années lui assurait cette place. Du reste, il portait livrée comme les serviteurs d'un rang inférieur et était au rang des valets de chambre; il avait l'inspection des gros portefeuilles du cabinet, de toutes les caisses et caissons de l'archive, auquel appartenait le bureau topographique. Jamais il ne quittait la porte du cabinet, à moins qu'il n'y fût remplacé pour cause de maladie. Il lui fallait pour remplir cette place une forte constitution; car nuit et jour il devait être à son poste, Napoléon s'éveillant souvent, et se mettant sur-le-champ au travail. D'ailleurs, cette petite place n'était pas difficile à remplir. En voyage, ce gardien était devant l'un des fourgons du cabinet, ou sur l'un des deux qui dépendaient du bureau topographique.

Deux chasseurs de la garde à cheval étaient destinés à transporter les travaux géographiques d'un intérêt secondaire : on les appelait chasseurs du portefeuille. Ils étaient choisis chaque fois par l'officier de service de la même arme; et l'aide de camp de service leur remettait le portefeuille. Ils suivaient immédiatement l'adjudant ou les autres personnes qui étaient le plus près de Napoléon, soit qu'il fût à cheval ou en voiture; et, ne perdant jamais de vue leurs fonctions, ils renversaient sur leur passage tous ceux qui auraient pu les éloigner d'un pas du poste qui leur était assigné.

En général, ceux qui devaient suivre Napoléon étaient accoutumés à garder leur poste avec la persévérance la plus opiniâtre; c'était l'effet de la rigueur que mettait le grand-écuyer Caulincourt à les surveiller; sa surveillance s'étendait sur toutes les branches de la maison impériale.

Après la mort du grand-maréchal Duroc, tous les ordres concernant la marche, le séjour, les écuries, les relais, la cuisine, les domestiques, et particulièrement les courriers et les estafettes, venaient de Caulincourt. C'était lui qui avait les clefs des malles que les courriers apportaient; il les ouvrait et remettait à Napoléon tout ce qui le concernait, soit en marche, soit qu'il eût assis son quartier-général. Un courrier arrivait-il tandis qu'on était en marche, Caulincourt descendait de cheval à la hâte, conduisait le courrier à l'écart, ouvrait la malle, courait après la voiture de Napoléon, lui remettait les dépêches; après quoi on voyait une quantité d'enveloppes sortir des deux côtés de la voiture. Ces

papiers tombaient quelquefois sur les chevaux qui bordaient les deux côtés du carrosse : car, lorsque Napoléon voyageait en voiture, on y fourrait tous les papiers qu'il n'avait pas eu le temps de lire dans son cabinet. Il s'amusait à les parcourir lorsqu'il était en plein air, si la position du pays lui était connue ou indifférente. Tous les rapports inutiles étaient coupés et jetés par la portière. Berthier était chargé de les couper et il le faisait de manière qu'il fût difficile d'en réunir les morceaux ; mais quand Napoléon avait peu de chose à faire, il se chargeait lui-même de cette besogne, ne pouvant rester sans rien faire.

Berthier l'accompagnait toujours, et lorsqu'il ne pouvait le suivre, Murat ou Caulincourt le remplaçait. Lorsque Napoléon n'avait rien à dire à son compagnon de voyage, il jouait avec la houpe de sa voiture, et quand il se lassait de cet exercice, il s'endormait; mais pour éviter l'ennui, lorsqu'il n'y avait que peu ou pas de dépêches importantes, on remplissait toute la voiture de journaux et écrits périodiques, qu'on envoyait de Paris. A peine les avait-il parcourus rapidement, qu'ils avaient le sort des enveloppes et volaient par la portière : quelquefois c'étaient des romans nouveaux; et comme ce genre de lecture ne pouvait pas lui convenir longtemps, dès que l'ennui commençait à se faire sentir, l'ouvrage faisait le saut et était promptement ramassé par les curieux de sa suite, qui, moins dédaigneux que leur maître, faisaient grand cas de ses rebuts.

Le grand écuyer Caulincourt songeait avec un zèle inexprimable à tous les besoins de Napoléon. Il s'acquittait de cette tâche pénible avec une exactitude et une attention que rien n'égalait ; une activité sans bornes était la principale de ses qualités, et malgré la quantité de commissions politiques et autres affaires dont il était chargé par Bonaparte, il lui restait toujours assez de temps pour entrer dans les détails les plus minutieux de ce qui concernait l'économie de la maison impériale, et pour y donner tous les soins possibles.

Il avait le talent de dire tout en peu de mots, et avait un seul secrétaire. Lorsqu'il avait passé la nuit avec Napoléon, il était encore le premier à son poste : tout le monde était forcé de suivre son exemple, et l'ordre et l'exactitude régnaient ainsi dans le service le plus compliqué.

Duroc néanmoins plaisait davantage à Napoléon. Caulincourt avait quelque chose de froid et de cérémonieux qui gênait l'empereur ; cependant le duc de Vicence parla toujours avec hardiesse à son souverain, il ne lui cachait rien de ce que les autres n'osaient dire de peur de s'attirer une disgrâce; mais à cette habitude de lui dire la vérité, il joignait une manière de rendre des hommages, soit en paroles, soit en actions, qu'il portait à l'exagération. Il était très-aimé de l'armée, et était l'organe de tous les malheureux.

Le directeur du bureau topographique fut longtemps le colonel Bacler d'Albe. Ses grandes connaissances géographiques, son amour pour le travail, et de longs et importants services, lui valurent la confiance de l'empereur ; mais cette confiance l'avait rendu l'esclave des volontés du souverain. Napoléon le faisait appeler sans cesse, soit de nuit, soit de jour ; mais il ne pouvait disposer d'un quart d'heure : sa vie était consacrée à une activité pénible. Heureusement, sa manière de vivre était parfaitement d'accord avec cette continuelle application. Il était chargé principalement de la rectification des cartes, de la combinaison et de la préparation des matériaux, de la fixation des marches, et de toutes les lignes d'opérations très-étendues. Napoléon s'exprimait en peu de mots;

M. d'Albe le comprenait et exécutait à sa manière et avec indépendance la tâche qui lui était imposée. L'habitude d'être sans cesse avec l'empereur, lui avait donné le droit de prendre un ton qui eût causé la disgrâce de tout autre, et jamais Napoléon n'en fut choqué. Malgré ses longs et importants services, M. d'Albe, qui avait les droits les plus incontestables de prétendre aux emplois supérieurs, n'obtint jamais d'avancement : Napoléon, qui en avait besoin, semblait vouloir le garder toujours ; et pour ne pas exciter son ambition, il le laissa dans une sorte d'abaissement. En lui accordant sa confiance, il se croyait dispensé d'avoir pour lui les moindres égards. M. d'Albe avait sous lui deux officiers de génie. Ces trois individus, quatre secrétaires intimes et le premier officier d'ordonnance, formaient une espèce de conseil privé, qui était séparé de toutes les autres branches de la maison impériale. Comme leurs attributions émanaient directement de la personne de Napoléon, et suivaient une marche particulière, ils avaient toujours une table séparée au palais, pour la facilité de leurs communications.

Ordinairement le prince de Wagram seul mangeait avec l'empereur, à moins que Murat ou le vice-roi d'Italie ne fussent au quartier-général. Si Berthier était malade, le grand-écuyer le remplaçait. On servait toujours douze ou seize plats, mais l'empereur buvait et mangeait très-sobrement. Berthier lui versait à boire : il parlait fort peu durant le repas. Rustan servait.

Tout ce qui se passait au quartier-général se faisait à l'improviste, et cependant chacun devait être prêt sur-le-champ à remplir sa tâche. Des moments de repos inattendus, des départs inopinés, les changements des heures fixées, et souvent aussi celui des routes et des séjours, se succédaient continuellement : lors même que le grand-écuyer en avait quelque indice, l'exécution n'était jamais telle qu'on l'avait prévue. Les affaires, les rapports, les estafettes qui arrivaient, étaient la pendule d'après laquelle Napoléon distribuait son temps ; et au moment où l'on croyait prendre quelque repos, le mot *la voiture* ou *à cheval* retentissait tout à coup, et mettait tout le quartier-général en mouvement ; en dix minutes tout était prêt. La marche était toujours rapide, et chacun devait garder son poste : la pluie, l'orage, les frimas, rien ne changeait les dispositions ordonnées. Lorsque Napoléon s'arrêtait, quatre chasseurs du front de l'escorte mettaient pied à terre, accrochaient la baïonnette au bout de leurs carabines, présentaient les armes, et se mettaient en carré autour de lui. On en faisait autant lorsqu'un besoin physique l'obligeait de descendre, ou qu'il s'arrêtait pour faire un tour à pied, afin d'observer l'ennemi, mais dans ce dernier cas, le carré était plus grand et avançait avec lui selon ses mouvements, mais sans gêne, afin qu'étant dans un espace libre, il pût observer dans toutes les directions. Si les objets étaient éloignés, le page de service avançait et apportait le grand télescope que Bonaparte posait sur les épaules de celui-ci, ou sur celles de M. Caulincourt.

Lorsque les circonstances l'obligeaient à rester, soit de grand matin, soit le soir, pendant quelque temps, en plein air, on allumait un grand feu. Ce feu était toujours nourri par une quantité de bois extraordinaire : quelquefois j'y ai vu des arbres entiers. Berthier était là, comme à table, son seul compagnon. Ils se promenaient en causant, et quand l'empereur commençait à s'ennuyer, il prenait du tabac, ou s'amusait à lancer çà et là des cailloux avec les pieds, ou à pousser du bois vers le feu.

Quand les troupes avaient exécuté, ou allaient entreprendre quelque opération importante, Napoléon accordait un certain nombre de croix de la Légion-d'Honneur pour ceux qui pouvaient s'être distingués. Les prétendants se rangeaient au front de chaque bataillon : le colonel les lui présentait, et l'adjudant de service portait les noms et le grade de ceux qui étaient décorés sur ses tablettes, pour les faires inscrire à la chancellerie. Si les soldats avaient quelques réclamations à faire, ils pouvaient hardiment se présenter et parler à leur souverain : justice leur était rendue sur-le-champ.

La distribution des récompenses n'était pas le seul indice que l'armée eût des combats qu'elle allait livrer : on s'attendait toujours à quelque affaire bien chaude, lorsque l'on voyait quelque nouveau bataillon recevoir son aigle, ou Napoléon haranguer les corps qu'il passait en revue.

Quand il s'agissait de remettre une aigle, Napoléon, accompagné de son état-major, se rendait au quartier du régiment qui devait le recevoir. Celui-ci se formait en trois colonnes serrées, trois fronts tournés vers le centre. Le quatrième front était formé par la suite de Napoléon : tous les officiers étaien assemblés devent lui ; il se tenait isolé de sa suite, et dans les dernières campagnes il était toujours revêtu d'une simple capote verte et monté sur une jument couleur chamois, son cheval favori de campagne. On le distinguait d'autant plus facilement à la simplicité de sa mise, que tous ceux qui l'environnaient, contrastaient avec lui par leurs brillants uniformes bleus, richement brodés en or.

Le prince de Wagram, et en son absence le duc de Vicence, mettait pied à terre et faisait déployer le drapeau, qui était porté devant les officiers assemblés; tous les tambours du régiment battaient au champ, jusqu'à ce que Berthier eût pris l'aigle et se fût placé devant le rang des officiers. Alors Napoléon haranguait.

Napoléon ayant remarqué dans la campagne de Saxe que, dès que l'ennemi apercevait une suite nombreuse à portée du canon, il y faisait diriger le feu de son artillerie, il ordonna qu'à l'exception de treize personnes qui ne devaient pas le quitter, tout son état-major et son escorte devaient rester en présence de l'ennemi, ou au moins à trois cents toises de sa personne. Où il y avait beaucoup de danger l'empereur allait en avant, suivi seulement de Berthier ou Caulincourt, et d'un page : il mettait alors pied à terre pour faire ses observations, et renvoyait les chevaux près de quelque tertre ou de quelque maison, pour n'être pas remarqué. Le moment où il s'éloignait était ordinairement le signa d'une canonnade, soit que l'ennemi se fût aperçu que Napoléon était là avec sa suite, ou que lui-même fît venir de l'artillerie par les détours pour la faire agir sur le point qu'il venait de visiter.

Le service le plus fatigant du quartier-général était celui des officiers d'ordonnance; il était très-honorable et très-recherché. Il était fait par des jeunes gens appartenant aux premières familles de France, mais ils étaient plus remarquables encore par leur brillante éducation. Il y en avait toujours deux de service près de l'empereur; mais un jour de bataille il se servait de tous indistinctement. Dès qu'il prononçait : *un officier d'ordonnance!* le premier prêt s'avançait, recevait ses ordres de vive voix, et devait, à travers tous les obstacles, les aller rendre de même aux maréchaux d'empire. Souvent ils étaient envoyés en courriers, avec des ordres pour des généraux commandant un corps,



Berthier écrivant sous la dictée de Napoléon.

et ils étaient près de lui, jusqu'à ce qu'une affaire décisive eût lieu, après laquelle ils devaient retourner vers Napoléon, pour l'en informer, soit de vive voix, soit par écrit. D'autres fois, ils étaient envoyés en reconnaissance, pour lever au coup-d'œil les plans de quelque terrain, à peu de distance, qui étaient intéressants à connaître, soit pour les rivières qu'on y devait passer, soit pour les retranchements qu'on y devait élever. La plupart de ces jeunes gens étaient choisis dans le corps de l'artillerie ou dans celui du génie ; il y en eut quelques-uns de choisis dans la cavalerie. Ils devaient être douze, et par suite ils passaient dans un régiment avec le grade de chef d'escadron.

Quatre pages suivaient le quartier-général : ils avaient chacun leur jour de service, qui consistait à amener le cheval de Napoléon, à porter le télescope, à faire préparer les relais.

Rustan portait toujours une bouteille de campagne, renfermant du vin et de la liqueur. Ce n'était que rarement, et lorsqu'il n'avait pas eu le temps de déjeuner, que Napoléon prenait, chemin faisant, quelques gouttes de ce vin ou de cette liqueur. Ce cas excepté, il ne prenait rien ou peu de chose, depuis le déjeuner jusqu'au dîner, c'est-à-dire depuis neuf ou dix heures du matin jusqu'à sept heures du soir.

Napoléon avait dans le travail une facilité et une pénétration incroyables. Ceux qui l'environnaient parlaient avec étonnement de la marche rapide et de l'abondance de ses idées dans tout ce qu'il dictait à ses secrétaires et à ses adjudants. Des sujets qui remplissaient plusieurs pages y étaient traités avec une méthode admirable. Ceux qui écrivaient sous sa dictée, surtout les secrétaires, devaient être à même de répondre sur toutes sortes de demandes et de propositions relatives aux affaires politiques ou militaires. Lorsqu'il recevait des dépêches, il questionnait les officiers qui se trouvaient près de lui, sur la position des lieux mentionnés dans les dépêches, avant qu'ils pussent savoir si ces lieux étaient en Allemagne ou en Espagne. Ce n'était qu'après avoir jeté un regard sur la signature de celui qui avait envoyé la dépêche, qu'on pouvait deviner ce que Bonaparte voulait dire, et lui indiquer sur la carte ce qu'il demandait. Il lui arrivait rarement d'ajourner un travail : cependant, si un travail ne lui convenait pas, il chargeait un secrétaire de le lui représenter le lendemain. S'il rencontrait un courier en route, souvent il s'arrêtait, et alors Berthier et Caulincourt s'asseyaient par terre pour écrire ce que Bonaparte leur dictait en réponse à la dépêche qu'il venait de recevoir.

Lorsqu'il attendait des nouvelles de ses généraux, et que l'on présumait que quelque bataille pouvait avoir eu lieu, il était dans la plus vive inquiétude, et au milieu de la nuit même il se levait deux ou trois fois et faisait mettre sur pied plusieurs de ceux qui travaillaient dans son cabinet. Au surplus, il était rare qu'il ne se levât pas vers deux heures ; et lorsqu'il n'y avait rien d'extraordinaire, il se couchait à neuf. Son lit de campagne le suivait toujours, porté par des mulets ; et lorsqu'il avait passé la nuit au bivouac ou qu'il avait beaucoup voyagé, il le faisait dresser au pied d'un arbre, n'importe où il se trouvait, et dormait une heure. Lorsque la suspension des hostilités lui laissait quelque repos, il s'établissait dans la ville la plus prochaine et prenait un genre de vie plus régulier, mais il ne se départissait pas de son habitude de travailler de deux à quatre heures du matin ; il se reposait ensuite environ une heure. Il reprenait ensuite son travail, et ses maréchaux et généraux venaient alors recevoir leurs

ordres; ils le trouvaient se promenant dans son cabinet en robe de chambre, et ayant la tête enveloppée dans un mouchoir de soie bigarré, qui avait l'air d'un turban. Rustan lui apportait, à la pointe du jour, une tasse de café, et quelquefois il prenait un bain.

Le carrosse de voyage était disposé de manière à ce qu'il pût y dormir et s'étendre sur des matelas; Berthier ne pouvait en faire autant, il fallait qu'il restât assis. Dans l'intérieur de cette voiture, il y avait une quantité de tiroirs fermés à clef, où l'on plaçait tous les papiers nécessaires. Vis-à-vis Napoléon était placée la liste des endroits où les relais étaient prêts, et une grande lanterne accrochée sur le derrière de la voiture en éclairait le dedans, tandis que quatre autres répandaient leur éclat sur la route. Les matelas que Rustan arrangeait, étaient emballés avec adresse dans la voiture, et au-dessous du magasin étaient casés quelques flambeaux de réserve. Rustan tout seul était assis sur le siége. Cette voiture était simple, verte, bien suspendue et à deux places. L'habit de Napoléon, simple et propre, est si connu qu'il serait inutile d'en parler; je dirai ici seulement qu'on se trompe, si l'on croit que lors d'une bataille il portait toujours sa redingote grise par superstition ou pour se rendre méconnaissable. Dans l'été, ou quand il faisait beau, il portait comme à l'ordinaire, même au milieu des combats, son uniforme vert avec la plaque de la Légion-d'Honneur; mais lorsque le temps était froid et humide, il avait par dessus l'uniforme cette redingote grise connue de tout le monde. Quelquefois il mettait un manteau bleu dont le collet était brodé d'or à quatre couleurs, et l'on prétend que c'est le même qu'il portait dans le temps qu'il était général.

Il était toujours assez mal monté en chevaux de selle, mais il en avait huit ou neuf qui lui convenaient, et il ne voulait se servir que de ceux-là. Ses officiers auraient rougi de les monter; ils étaient petits et sans extérieur, mais commodes et sûrs : presque tous chevaux entiers et avec la queue longue. Comme Napoléon n'était pas bon cavalier, tous ceux qui s'approchaient de lui étant montés sur une jument, devaient prendre garde qu'il ne leur fît vider les arçons, par l'effet des cabrioles de son cheval. Il le laissait aller nonchalamment au pas ou au petit trot, et lorsqu'il était plongé dans ses réflexions, il abandonnait les rênes. Tous ses chevaux étaient accoutumés à suivre les deux chasseurs ou officiers d'ordonnance qui le précédaient. Mais lorsqu'il sortait de ses rêveries, s'il apercevait quelque position qu'il lui plût de visiter, aussitôt il galoppait à travers champs; ce que d'ailleurs il aimait assez. Les chasseurs de la garde qui l'escortaient étaient tellement habitués à ses excursions, qu'à la première direction que Napoléon prenait, ils connaissaient parfaitement l'endroit vers lequel il se dirigeait. Il aimait beaucoup à suivre les chemins de traverse et les sentiers, et la nécessité de mettre pied à terre pour gravir des côtes escarpées, ou pour franchir des chemins impraticables ne le rebutait pas; il était toujours désagréable pour lui d'entendre dire qu'une chose était impossible ou seulement difficile. *On ne peut pas!* disait-il avec un rire moqueur, et il allait en avant; il ne renonçait à son projet que lorsqu'il s'était convaincu par lui-même qu'il y avait des obstacles invincibles qui en arrêtaient l'exécution.

Lorsque les routes étaient marécageuses ou malaisées, le grand écuyer devançait Napoléon de quelques pas, pour examiner le chemin sur lequel il devait le suivre; s'il parvenait à quelque endroit qui lui était devenu odieux par quel-

que perte, il prenait un train de chasse. Dans ses dernières campagnes, cette particularité fut bien remarquable, et, en 1813, je fus à même de l'observer. En visitant le pays entre Bautzen et Bischoffwerde, il traversa un défilé où un convoi de quatre-vingt-trois voitures chargées de munitions, et très-nécessaires à l'armée, avait été surpris par les Cosaques qui l'avaient fait sauter. Dès qu'il aperçut les premiers débris, il piqua son cheval et le mit au galop. Dans ce moment un petit chien se mit à le suivre en aboyant après son cheval, ce qui le mit dans une telle fureur qu'il saisit un de ses pistolets et tira sur le chien : mais l'arme ne fit pas feu, et il la jeta sur le pauvre animal dans l'excès de sa colère. Rustan accourut, remit le pistolet en place, et l'on s'éloigna du lieu funeste avec rapidité.

Quelquefois, lorsqu'il était de bonne humeur, il chantait ou prononçait quelques mots italiens en forme de récitatif. Souvent il s'interrompait tout à coup et appelait quelqu'un de sa suite pour s'égayer avec lui : dans ce cas, c'était simplement *Berthier! Grand-Mortier!* etc. ; mais s'il était sérieux, ou s'il s'agissait d'affaires, il disait : *Prince de Neufchâtel! Duc de Trévise*, etc.

Sa manière laconique de parler le rendait quelquefois inintelligible, parce qu'il coupait certains mots. Lorsque quelque soldat lui présentait une pétition, ou lui était recommandé, la question qu'il adressait à chacun était habituellement : *Combien de service?* Lorsqu'il voulait s'orienter dans quelque plaine vaste, ou qu'il voulait connaître l'étendue ou l'importance de quelque endroit, relativement à ses entreprises, sa demande était : *Combien d'ici à N...* ? *Quelle population* ? Malheureusement il arrivait quelquefois que ces rapports, souvent inexacts, servaient de règle pour déterminer les logements militaires, les réquisitions, les fournitures, les garnisons, etc. Il fixait toujours les yeux sur celui qui lui parlait, comme s'il eût voulu pénétrer jusqu'au fond de ses pensées. On ne pouvait pas lui répondre assez vite ; par conséquent il s'impatientait lorsqu'on était obligé de lui traduire les réponses de ceux qui lui parlaient. Plusieurs écrivains ont pensé qu'il parlait et comprenait la langue allemande : M. d'Odeleben assure le contraire. Ne fût-il question que d'une réponse insignifiante, ou de détails donnés par des gens du peuple auxquels Napoléon adressait des questions, il en voulait tout de suite deviner le sens, et il interrompait l'interprète en lui disant d'un ton qui annonçait l'impatience : *Qu'est-ce qu'il dit?* Mais il préférait avoir recours à un interprète, à entendre *écorcher* le français ; et si un étranger voulait lui parler en cette langue, au premier mot qu'il prononçait mal, il recevait l'ordre de parler sa langue naturelle. Ce qu'il y a de plus singulier et de plus comique, c'est la manière dont il prononçait le nom des lieux, qu'on devinait par les circonstances ou par la position, plutôt qu'on ne les reconnaissait : il disait *Sis* pour Zeitz ; *Ogirs* pour Hochkirch, etc.

Quand Napoléon couchait dans une ville, Berthier logeait toujours dans la même maison, et le grand écuyer ne devait jamais être éloigné. Le préfet du palais ou un fourrier de la cour allait en avant pour faire toutes les dispositions nécessaires. Avant l'arrivée de l'empereur on affichait une liste dans le salon de service, indiquant les logements de toutes les personnes attachées à la cour.

Un commissaire allait presque toujours en avant pour acheter tous les vivres nécessaires. La table lui était donnée à ferme, et partout où l'on s'arrêtait, tous les objets de consommation étaient payés comptant : telle n'était pas la manière

de plusieurs maréchaux, qui se faisaient tout fournir par réquisition. Quatorze voitures transportaient toutes les provisions et tous les bagages de la suite de Napoléon ; aussi, s'il arrivait que les moyens de transport n'aient pas permis à toutes ces voitures de se rendre au lieu indiqué pour le diner, les premiers officiers de la maison se trouvaient forcés de boire de la méchante bière ou du mauvais vin de pays, dans des verres de cabaret. Quant aux plats, on tâchait d'en avoir toujours le même nombre ; mais si les pommes de terre ou la vinaigrette venaient à manquer, la suite même de Napoléon éprouvait les angoisses de la faim ; car souvent le pain était la denrée la plus rare, et on n'en pouvait pas trouver pour les domestiques Dans les endroits où l'on pouvait avoir quelque chose, on tâchait donc de faire quelques provisions et de remplir les paniers dont les mulets qui suivaient le quartier-général étaient chargés, afin d'être en mesure pour un séjour soit dans un village, soit dans un bivouac.

Dans ce dernier cas, on dressait cinq tentes dans l'endroit que Napoléon désignait lui-même. Ces tentes étaient de toile avec des raies bleues et blanches, ou d'une espèce de coutil. Deux étaient attachées l'une à l'autre, dont l'une était la chambre de Napoléon et l'autre son cabinet de travail. Les grands officiers mangeaient et dormaient dans la troisième ; la quatrième était pour les officiers d'un grade inférieur : ceux qui n'avaient pas de place restaient auprès du feu du bivouac. La cinquième était destinée au prince de Wagram, comme logement et cabinet de travail....

NAPOLÉON EN VOYAGE.

Claye est un village de poste, sur la route de Paris à Meaux. On y parlera longtemps du déjeûner qu'y fit l'empereur, en partant pour la campagne d'Austerlitz. Ce déjeûner, auquel on se préparait depuis huit jours, était magnifique pour la saison et pour le lieu. Il fut offert au monarque dans la plus belle chambre du maître de poste, chez lequel s'étaient rassemblés les autorités locales et les principaux habitants. Parmi ces derniers, il fallait remarquer le ci-devant duc de Polignac, frère de celui dont le nom fut trop souvent prononcé duran les premiers troubles de la révolution. Ce vieillard, paralysé dans la moitié inférieure de son corps, était, en outre, affligé d'un bégaiement, que sa démangeaison de parler assez fréquente, et sa volubilité rendaient fort plaisant. D'ailleurs, un buste d'Hercule, la poitrine d'un athlète, la voix de Stentor, et un de ces profils que le ciseau de Girardon copiait à la cour de Louis XIV. Celle de Louis XVI, où pourtant les Polignac avaient joué plus d'un rôle, n'avait jamais vu celui-ci, dépossédé, dès son enfance, de tous droits à la succession de son père, et relégué, sous prétexte d'infirmités et même d'imbécilité, dans un monastère lointain. On peut juger si la révolution qui avait délivré le bonhomme, lui paraissait odieuse, et s'il révérait l'homme extraordinaire qui, en en récoltant l'héritage, en consolidait les intérêts. M. de Polignac n'ayant jamais vu Napoléon que de loin, se faisait une fête de l'approcher en ce jour tout à son aise, et établi dans un fauteuil à bras, de le contempler face à face. Pour l'intelligence de ce qui va suivre, il faut savoir qu'Armand-Jules-Appolinaire de Polignac, qui pourtant ne manquait pas de sens, ni même d'une sorte d'esprit, était doué d'une crédulité singulière, se laissait séduire par une vanité

puérile, et n'avait ni expérience, ni usage. Il y avait alors à Claye un certain K···, ancien adjudant-général pillard, maintenant praticien escroc, mais qui se faisait pardonner ces qualités peu rassurantes par une effronterie de gaieté et une façon d'amabilité qui firent plus d'une dupe. Quelque temps avant le passage de l'empereur, M. de Polignac était devenu celle du charlatan K···, qui, en échange d'une aigrette tricolore dont le vieillard voulait décorer son chapeau, et sous prétexte d'en prendre un reçu, lui avait fait signer la cession des moulins de Claye. Il est vrai qu'on était revenu sur cet acte frauduleux, dont l'effet manqua, parce que le fourbe, au profit duquel il avait été souscrit, ne put ramasser cinquante louis pour l'enregistrement. Depuis cette époque, le duc gardait à l'escroc une rancune d'autant plus tenace, qu'en véritable enfant invalide il sentait, avec un vif désir de vengeance, l'impossibilité de la satisfaire. K···, que cette aventure avait éloigné du château, où il trouvait de la poudre pour braconner, et une bouteille de Beaune après avoir braconné, saisit, dans la station de l'empereur, l'occasion de se rapprocher de sa victime. La veille, il s'était rencontré, comme par hasard, avec M. de Polignac qui, du haut de sa cariole, conduite par son beau-père, tirait quelques coups de fusil à la lisière d'une garenne. Il lui avait persuadé qu'en qualité de commandant de l'arquebuse, comme occupant un grade dans la garde nationale, et enfin, à titre de gros propriétaire *de l'endroit*, il ne pouvait se dispenser de haranguer Sa Majesté. Mais qui rédigerait la harange ? Quoique bègue, le duc croyait bien parler ; mais comme il savait à peine signer son nom, il ne se croyait pas aussi sûr de sa plume que de sa langue. Toutefois, K··· n'était-il pas là ? Il s'offrit, fut gréé, rentra le soir au château, son chef-d'œuvre à la main, et en fit trois fois lecture au bonhomme, qui passa la nuit à l'apprendre.

Le lendemain, apprêts universels, comme je l'ai dit. De nombreux relais garnissent la rue ; la gendarmerie occupe le pont ; le carrefour et les avenues de la maison de poste, érigée en palais impérial impromptu ; la garde nationale, composée de onze braves *endimanchés*, remplit les postes d'honneur. Les cloches retentissent : le maire, avec sa ceinture ; le curé avec son étole, se prélassent à la porte de M. P···, maître de poste, devant laquelle la foule se groupe et circule. C'est au milieu de ce grand désordre, que d'éclatants coups de fouets et un grand bruit de chevaux annoncent l'empereur.

En cet endroit de la rue, qui est la route, le sol s'élève et forme un monticule considérable. Napoléon, impatienté, s'élance à la portière, et du geste, de la voix, et, je crois, par quelques jurements, il gourmande ses postillons, qui pourtant ne peuvent mettre leurs chevaux au galop. On s'arrête, l'empereur saute de voiture, enjambe rapidement l'escalier, poursuivi par le maire qui commence sa harangue, et par le curé qui offre de l'eau bénite. L'impératrice suit plus lentement, sourit à tout le monde, et recueille des applaudissements. En traversant l'antichambre, encombrée de spectateurs, deux figures frappent Napoléon : celle d'un vieillard robuste, assis dans un fauteuil, et qui fait de vains efforts pour se tenir debout sur ses jambes paralysées ; et celle d'un rustre, le bonnet de coton en tête, fixe sur Sa Majesté un regard impudent. L'empereur apprend du premier lui-même qu'il est Polignac, et, quoique impétueux et pressé, ce prince veut écouter sa harangue. Mais l'émotion du moment n'a pas contribué à dénouer la langue de l'orateur, qui hésite, se trouble et bégaye encore davantage, en remarquant les rires, que ne saurait contenir

la présence de Sa Majesté. Enfin, impatienté de ne pouvoir se faire entendre, le malheureux duc rompt brusquement le fil de l'oraison, et s'adressant plus familièrement à l'empereur : Du moins, sire, dit-il en rougissant de dépit, si vous n'entendez pas mon discours, vous accepterez *mon ca ca...* A ce mot malencontreux, il s'arrête tout à coup, plus embarrassé, et ne reprend la parole que pour répéter jusqu'à trois fois la fatale syllable : vous accepterez *mon ca ca...* Jamais il ne put aller plus loin. L'empereur se détourne pour rire, entre dans le salon où le déjeûner était servi, et K···, en bonnet de nuit (car on a deviné que l'insolent campagnard n'était autre), disparait, après avoir ameuté les railleurs autour du pauvre Polignac, qu'ils complimentent sur les succès de son éloquence.

On en riait aussi à la table de l'empereur, qui n'apprit qu'au dessert la fin d'une phrase si singulièrement rompue. M. de Polignac, sachant que Napoléon aimait le café, et en prenait beaucoup, lui en avait fait préparer d'excellent, qu'on tenait chaud à la cuisine de la poste. Mais la curiosité en ayant écarte les domestiques, K··· s'y était glissé, et aussi gourmand qu'effronté, il s'était adjugé cette partie du déjeûner impérial. Le moment arrivé de le servir. Etonnement, embarras, chagrin des cuisiniers, et plus encore de madame P···, dont l'honneur se sentait fortement compromis. Cependant le prince voulait partir, et demandait son café. On se voit condamné à lui servir, au lieu de moka, une dégoûtante teinture de marc bouilli, auquel, probablement, il ne fit pas grande attention ; car, lorsque l'empereur, traversant l'antichambre, y fut interpellé par le duc, fort inquiet de savoir comment Sa Majesté avait trouvé *son ca ca*, elle répondit, en le saluant d'un sourire : Parfait, M. de Polignac, parfait, Et tous les spectateurs, auxquels K··· venait de conter *sa farce*, de rire aux éclats, et de féliciter leur trop heureux concitoyen.

DEUXIÈME PARTIE.

MARIE-LOUISE A VIENNE EN 1814.

En arrivant à Vienne, la tristesse de Marie-Louise et ses chagrins ne diminuèrent pas : le froid accueil de son père lui perçait l'âme ; elle n'avait d'autre tort avec lui qu'une lettre peu respectueuse, à la vérité, qu'elle lui avait écrite sous la dictée de Napoléon.

Un père oublie et pardonne aisément ; mais François II était entouré de gens qui prenaient soin de rappeler à sa mémoire tout ce qui pouvait l'aigrir contre sa fille.

Arrivée à Vienne, elle fut reléguée à Schœnbrünn, où elle recevait assez souvent la visite de ses sœurs, mais rarement celle de son père et de l'impératrice.

On était parvenu à la séparer de son mari, mais ce n'était pas encore assez : on désirait la déterminer à un divorce, et on chargea de l'y décider les personnes en qui elle avait le plus de confiance et qui agirent en conséquence. C'étaient M. de B. et surtout madame de Br....., qui avait remplacé sa dame d'honneur, laquelle ne resta que deux jours à Vienne et en repartit avec M. Corvisart...

Madame de Br..... avoua le fait à Marie-Louise au lit de la mort, et lui en demanda le pardon qu'elle obtint. Elle en fit autant à l'égard de madame de Montesquiou, à qui elle avait rendu toutes sortes de mauvais offices, tant auprès de Marie-Louise qu'auprès de l'impératrice d'Autriche.

Au surplus, tous les efforts furent inutiles ; l'épouse de Napoléon déclara courageusement qu'elle voulait conserver ce titre, et que jamais elle ne donnerait son consentement à aucune démarche tendant à un divorce. Ce fut en vain qu'une auguste personne chercha à alarmer sa délicatesse et à faire naître dans son esprit des scrupules sur la légitimité de son mariage, que le pape persistait à ne pas reconnaître. Tout ce qu'on put en obtenir fut la promesse de se refuser à un rapprochement jusqu'à ce que son mariage eût été reconnu. Marie-Louise avait le cœur et l'esprit français, et était véritablement attachée à la nation sur laquelle elle avait régné un moment.

Cette circonstance augmentait encore l'aversion qu'avait conçue pour elle

cette auguste personne dont nous avons déjà parlé, laquelle avait contre la France une haine invincible. Aussi n'omit-elle rien, ni insinuations, ni propos, ni médisance, pour ne pas dire pis, pour aigrir l'esprit de l'empereur contre sa fille. Puissent le repentir qu'elle a témoigné en mourant et les regrets qu'elle en a exprimés, faire oublier ces intrigues indignes du haut rang où elle était assise.

GANACHE, synonyme D'HOMME D'ÉTAT.

Napoléon se plaignant un jour à Marie-Louise de la conduite de sa belle-mère et des archiducs, après avoir lancé un sarcasme sur chacun, termina en disant :

« Quant à l'empereur, votre père, je n'ai rien à en dire, c'est une *ga-*
« *nache.* »

L'impératrice ne comprenant pas ce mot, en demanda l'explication aux dames qui se trouvaient avec elle, dès que Napoléon fut retiré. Aucune d'elles n'osait lui en donner la véritable signification : on lui dit qu'on désignait par ce mot un homme grave, un homme de poids.

L'impératrice n'oublia ni l'expression ni la définition, et elle en fit un jour un usage assez plaisant.

Pendant qu'elle était chargée de la régence, un jour qu'on discutait une question assez importante au conseil d'État, elle remarqua que Cambacérès n'avait pas encore parlé. Se tournant vers lui :

« Je voudrais connaître votre opinion sur cet objet, lui dit-elle, parce que je
« sais que vous êtes une *ganache.* »

Cambacérès, à ce compliment, ne put que la regarder d'un air interdit et étonné, en répétant à demi-voix le mot *ganache.*

« Oui, répéta-t-elle, une *ganache*, un homme grave, un homme de poids;
« n'est-ce pas ce que cela signifie! »

Chacun garda le silence, et l'on continua la discussion.

BUSTE D'ALEXANDRE Ier.

Pendant le séjour que Napoléon fit, en 1811, à Amsterdam, il laissa échapper la première marque d'animosité contre le souverain de la Russie.

Dans un cabinet de l'appartement de Marie-Louise, il se trouvait, sur un piano, un petit buste très-ressemblant de l'empereur Alexandre. Partout où logeait Napoléon, il était dans l'usage de visiter lui-même toutes les pièces de son appartement et de celui de l'impératrice. En faisant cette visite, il aperçut le buste, le prit et le mit sous son bras, en disant : *confisqué.*

Cependant il continua sa ronde en causant avec quelques dames qui se trouvaient là. Tout en causant, il oublia le buste, fit un geste et laissa échapper le marbre. Une dame le retint avant qu'il fût à terre, et demanda à Napoléon ce qu'elle devait en faire.

« Tout ce qu'il vous plaira, répondit-il; mais que je ne le voie plus. »

LES MAINS DE NAPOLÉON.

Un jour que Napoléon entrait dans un des salons de l'impératrice Marie-

Louise, il y trouva une jeune personne qui y était assise, le dos tourné vers la porte. Il fit signe à ceux qui se trouvaient en face de lui de garder le silence, et s'avançant doucement derrière elle, il lui cacha les yeux avec ses mains. Elle ne connaissait que M. Bourdier, homme âgé et respectable, attaché à l'impératrice en qualité de premier médecin, qui pût se permettre une telle familiarité avec elle; aussi ne douta-t-elle pas un instant que ce ne fût lui :

» Finissez-donc, M. Bourdier, s'écria-t-elle; croyez-vous que je ne reconnaisse pas vos grosses vilaines mains?

« — De grosses vilaines mains, répéta l'empereur en lui rendant l'usage de la vue, vous êtes difficile! »

La pauvre jeune personne fut si confuse, qu'elle alla se réfugier dans une autre pièce.

LE PRÉFET, MÈRE DE QUI?

M. F.....d, préfet d'un département éloigné de la capitale, étant venu pour affaires à Paris, avait reçu, dès le lendemain de son arrivée en cette ville, une invitation à dîner chez le prince Cambacérès. Le palais de celui-ci était porte à porte avec celui de la mère de Napoléon. Le préfet se trompe de porte, et, au lieu d'entrer cher l'archichancelier, entre chez Madame. Le hasard voulut qu'elle reçût ce jour-là grande compagnie. Le préfet déclina son nom; on l'introduisit dans un salon où beaucoup de personnes étaient déjà réunies. Il chercha des yeux Cambacérès, et, ne l'apercevant point, il prit place sans adresser la parole à personne.

« Excusez la liberté que je prends, monsieur, lui dit un de ses voisins; mais il me semble que vous n'avez pas été saluer Madame.

« — Madame qui? dit le nouveau débarqué, qui savait que Cambacérès n'était pas marié.

« — Madame Mère, reprit son voisin.

« — Mère de qui? demanda le provincial.

« — Mère de S. M. l'empereur.

« — Je ne suis donc pas chez le prince Cambacérès?

« — Vous êtes chez la mère de l'empereur.

Le pauvre préfet, honteux et confus, s'enfuit plus vite qu'il n'était arrivé, et n'eut pas même la présence d'esprit d'offrir quelques excuses.

Depuis ce temps, on ne le désigna plus que par le sobriquet de *M. le préfet, mère de qui?*

FRANCHISE DU MARÉCHAL DUROC.

Pendant le voyage que Napoléon fit en 1811, en Hollande, les colléges électoraux furent assemblés. Le maréchal Duroc, qui avait présidé celui du département de la Meurthe, se présenta devant l'empereur pendant qu'il déjeunait, un ou deux jours après son retour à Paris.

« Eh bien! dit Napoléon, que pense-t-on à Nancy de M....? »

C'était un chambellan de l'empereur, né dans ce département, dont les biens y étaient situés, et qui ne jouissait pas d'une grande faveur auprès de son maître.

« — Sire, répondit le maréchal, il jouit de l'estime générale.

« — Cela n'est pas possible, c'est une bête.

« — Je vous demande pardon, sire, ce n'est pas une bête; c'est un homme aimé et considéré, parce qu'il mérite de l'être. »

L'empereur se mit à rire et changea de conversation. Il n'aimait pas à être contredit, mais il savait apprécier le courage d'un homme qui, ayant une opinion contraire à la sienne, osait la soutenir avec noblesse.

NAPOLÉON DIEU ET DIABLE.

M. de Narbonne ayant visité, dans un de ses voyages, plusieurs départements, Napoléon lui demanda à son retour ce qu'on disait de lui.

« Sire, répondit M. de Narbonne, les uns disent que vous êtes un *dieu*, les autres que vous êtes un *diable*, mais chacun convient que vous êtes plus qu'un homme. »

LE COLONEL SCHERNICHEFF.

En 1811, le colonel russe *Schernicheff*, qui était depuis quelque temps à Paris, paraissait tout à fait étranger aux affaires politiques. Il voyait la meilleure compagnie, fréquentait les spectacles, faisait la cour aux plus jolies femmes, avait été l'amant de plusieurs, et ne semblait vivre que pour le plaisir. Enfin le ministre de la police soupçonna que son séjour à Paris pouvait avoir des motifs secrets, et couvrir un mystère qu'il était à propos d'éclaircir. Il fit suivre toutes ses démarches et apprit qu'il avait des entrevues assez fréquentes avec un sous-chef des bureaux du ministère de la guerre. Le duc de Rovigo en prévint le duc de *Feltre*, et lui communiqua ses soupçons. Celui-ci le rassura, et lui dit qu'il savait que cette liaison n'était fondée que sur une conformité de goût pour la musique, et qu'elle ne devait donner aucune inquiétude. La surveillance de la police n'en fut pas moins active, et le ministre apprit un matin que le colonel avait quitté Paris tout à coup, la veille au soir. Il ordonna qu'on visitât avec soin l'appartement qu'il avait occupé. On n'y trouva rien à une première inspection ; une seconde visite eut lieu, et un agent de police ramassa beaucoup de petits morceaux de papier qui étaient dans un coin de cheminée. On les porta au duc de *Rovigo*. Ses agents les plus adroits s'occupèrent de les rapprocher et de chercher à en connaître le contenu. La chose fut impossible, mais il fut reconnu qu'ils sortaient d'un des bureaux de la guerre : c'était précisément de celui du sous-chef que le ministre avait soupçonné. Il s'y rendit sur-le-champ, et à l'aide des débris de papier, en comparant quelques mots à demi déchirés, en fouillant dans les cartons, où plusieurs papiers avaient été dérangés ou soustraits, il acquit en deux heures de temps la certitude que tous les plans de la campagne de Russie, l'état de nos forces et le tableau de nos moyens avaient été vendus et fournis au colonel russe, qui était parti muni de toutes les pièces. L'ordre de l'arrêter fut transmis aux frontières, par le télégraphe; mais quand il arriva à Mayence, *Schernicheff* avait déjà passé cette ville et se trouvait hors d'atteinte. Bien des gens crurent que le duc de Feltre avait eu connaissance de sa mission, et l'avait favorisé sous mains.

MALADRESSE DIPLOMATIQUE.

Tout le monde sait qu'il y eut en 1813 des conférences à Prague pour amener la paix générale; mais beaucoup de personnes ignorent encore qu'il y en eut à Dresde. Voici, dit-on, ce qui en a anéanti le résultat. Tous les préliminaires étaient convenus, rédigés, et Napoléon était prêt à les signer, quand une maladresse du duc de *Bassano* changea tout à coup ses dispositions.

— Sire, dit-il, en lui présentant la plume qui allait assurer le repos de l'Europe, on ne dira pas cette fois-ci que vous donnez la paix, mais que vous la recevez. — Le duc avait-il quelques motifs secrets pour désirer la continuation de la guerre, ou laissa-t-il échapper ces paroles sans réfléchir aux conséquences funestes qui pouvaient en résulter? c'est ce qu'il est impossible de décider. Quoi qu'il en soit, l'empereur crut voir en ce moment la gloire de toute sa vie éclipsée, jeta la plume loin de lui avec colère, et déclara qu'il ne signerait rien.

La bataille de Leipsick se donna quelques jours après.

LES BAGATELLES DU COMTE DE LACÉPÈDE.

Jamais place ne fut si bien remplie que celle du grand chancelier de la Légion-d'Honneur, tant que M. de *Lacépède* en fut investi. Il avait l'art de renvoyer contents même ceux qu'il ne pouvait satisfaire. L'empereur l'avait nommé à la sénatorerie, ce qui, avec la grande chancellerie, lui donnait droit à deux traitements différents. Pendant plusieurs années, il n'en voulut recevoir qu'un seul, donnant aux courtisans avides, qui s'engraissaient des prodigalités de l'empereur, un grand exemple de désintéressement. Qu'avait-il besoin d'une grande fortune? Il avait des goûts simples, vivait sans faste, et consacrait à l'étude tous les moments qu'il pouvait dérober aux affaires publiques. Les âmes vénales qui entouraient Napoléon, virent cette conduite avec peine; ils la lui firent envisager sous un faux jour, et le comte de *Lacépède* reçut l'ordre de recevoir ses deux traitements. Il n'en profita que pour se livrer davantage à son penchant pour la bienfaisance. Parmi les traits nombreux que j'en pourrais citer, je me bornerai à un seul.

Un chef de bureau de la Légion-d'Honneur, père de famille respectable, était attaqué depuis plusieurs mois d'une maladie, dont les ravages devenaient chaque jour plus sensibles, et dont tous les caractères annonçaient qu'elle était occasionnée par le chagrin. Un de ses amis intimes parvint à lui arracher son secret, et apprit qu'une dette de 20,000 fr., contractée pendant la révolution, pour faire subsister sa famille, qu'il n'avait encore pu acquitter, et pour laquelle un créancier impitoyable le menaçait tous les mois de poursuites rigoureuses, était la cause de son chagrin et de son mal. Cet ami avait des relations habituelles avec M. le comte de *Lacépède.* Après avoir mûrement réfléchi à la situation du malade, il se rendit chez le grand chancelier et lui en rendit compte. Il ajouta qu'une personne de sa connaissance, homme de mérite et de talent, lui prêterait les 20,000 francs qui lui étaient nécessaires, sans aucun intérêt et sans autre condition que la parole de M. de Lacépède de lui donner sa place, si le chef de bureau venait à mourir avant de lui avoir remboursé cette somme. — Cela est impossible, répondit le comte après un moment de réflexion! J'en ai

bien du regret, mais ce serait être injuste envers le sous-chef qui remplit ses fonctions depuis sa maladie, et qui mérite d'avoir sa place, si ce malheureux événement arrive. — L'intercesseur retourna chez lui peu satisfait du résultat de sa tentative. A peine y était-il arrivé, qu'on lui apporte une lettre du comte de *Lacépède*, dont voici la copie littérale :

« Monsieur,

« Veuillez remettre à notre ami M... la bagatelle ci-jointe ; et dites-lui bien « qu'il ne doit songer à me la rembourser que lorsqu'il aura cent mille livres de « rente.

« Je suis, etc.

« B. G. E. L. V. S. comte de LACÉPÈDE. »

La bagatelle, jointe à la lettre, était une somme de vingt mille francs en billets de banque.

DOMESTIQUES DE NAPOLÉON.

De ses nombreux domestiques, l'empereur n'en trouva que deux qui consentirent, sans se faire grassement payer, à le suivre à l'île d'Elbe. Ce fut MM. Hubert et Pesard, qui cependant étaient attachés à la France, par une femme et des enfants qu'ils y laissaient. Il n'en fut pas de même de R..., à qui il avait déjà assuré 4 à 5,000 francs de rente, et de C..., qui, de valet de pied, était devenu son premier valet de chambre. Ces messieurs, assure-t-on, ne voulurent consentir à suivre leur ancien maître qu'à condition qu'il leur ferait donner, au premier 30,000 fr., au deuxième 40,000. Le bruit a couru que quand ces sommes eurent été versées entre leurs mains, ils prirent la route de Paris, la veille du jour du départ pour Porto-Ferrajo.

LES DÉVOUÉS.

Napoléon méprisait les hommes, parce que ceux qu'il voyait autour de lui, étant presque tous vils ou corrompus, il ne pouvait concevoir qu'une idée désavantageuse du genre humain. — J'aime beaucoup S., disait-il un jour, parce que, si je le lui ordonnais, il assassinerait père et mère. Mais ce propos, en prouvant qu'il le regardait comme un instrument utile à sa puissance, n'annonce nullement qu'il l'estimait. Au surplus, il fallait ce dévouement aveugle et absolu pour conserver ses bonnes grâces, et l'on ne cite guère que Berthier, Duroc et Caulincourt qui l'aient plusieurs fois contrarié sans rien perdre de leur faveur auprès de lui : il était sûr de l'attachement des deux premiers, et le troisième lui avait donné la preuve du plus grand dévouement.

CORRESPONDANCE DE CHARLOTTE BONAPARTE.

A force de sollicitations, les sœurs de Napoléon obtinrent que Charlotte, la fille aînée de Lucien, fût appelée en France. Elle logeait chez la mère de l'empereur, et celui-ci, dans la suite, avait conçu le projet de la donner en mariage à Ferdinand, prince des Asturies, en le rétablissant sur le trône d'Espagne. Malheureusement pour cette jeune personne, elle écrivit à son père une lettre,

où Napoléon n'était pas ménagé. Elle fut interceptée : on la montra à l'empereur ; et dans le premier mouvement de sa colère, mouvement auquel il résistait rarement, il renvoya sa nièce à Lucien.

NAPOLÉON A LA TOILETTE DE L'IMPÉRATRICE.

Un jour que Napoléon était dans la chambre de l'impératrice, pendant qu'on l'habillait, il marcha, sans le vouloir, sur le pied de la dame qui présidait à sa toilette, et se mit à l'instant à pousser un grand cri, comme s'il se fût blessé lui-même.

— Qu'avez-vous donc, lui demanda vivement l'impératrice.

— Rien, répondit-il en partant d'un éclat de rire, j'ai marché sur le pied de madame, et j'ai crié pour l'empêcher de le faire elle-même ; vous voyez que cela m'a réussi.

LÆTITIA BONAPARTE ET MADAME MÈRE.

Madame de Montebello ne pouvait souffrir *Madame Mère.* Un jour qu'elle venait de lui faire une visite d'étiquette, à l'occasion du jour de l'an, elle osa dire à l'impératrice, en présence de plusieurs dames attachées à son service, qu'elle était heureuse de n'avoir pas trouvé Madame Mère ; mais qu'elle aurait désiré pouvoir écrire sur la carte qu'elle lui avait laissée, que sa visite était destinée, non pas à elle personnellement, *mais à la mère de l'empereur.*

LE COMÉDIEN PRÉFET ET LE PRÉFET COMÉDIEN.

Une grande dame de la cour, avait eu pour un comédien ambulant, nommé C..., une fantaisie qui avait duré assez longtemps. Quand l'amour eut fait place à la satiété, il se trouva que C... avait pris assez d'empire pour se faire craindre, et la jeune dame ne savait comment se débarrasser de l'importun. Elle songea enfin à lui faire avoir une place qui l'éloignât de Paris, et elle alla s'adresser à l'empereur. C... avait du talent, et bientôt il fut revêtu de la préfecture d'un des départements qui avoisinent la Suisse : bientôt encore il fut baron. Le directeur d'une troupe de comédiens, dont C... avait fait partie assez longtemps, vint à passer par C..., chef-lieu du département. Voulant y donner quelques représentations, il eut besoin de l'autorisation de M. le préfet ; mais tous ses efforts pour parvenir jusqu'à lui, avaient été inutiles pendant deux jours. Résolu de faire une dernière tentative, le troisième il se rend de bonne heure à la préfecture, monte rapidement les escaliers, se trouve nez à nez avec le baron C..., qui était accompagné du secrétaire général et d'un chef de bureau. Il le reconnaît aussitôt, lui saute au cou et s'écrie : Est-ce bien toi, mon cher C... ! je suis ravi de te revoir ; tu as donc décidément quitté le théâtre ? As-tu un emploi ici ? peux-tu me faire parler au préfet ? Pendant qu'il l'accable de questions, le baron était sur les épines, et ne sachant comment imposer silence à l'indiscret babillard, il l'entraîne dans son cabinet, et se trouvant tête à tête, il lui prodigue les plus vifs témoignages d'attachement, lui promet tout ce qu'il pouvait désirer, et ne tarde pas à lui prouver qu'il est encore comédien. Le directeur, transporté de joie, court faire part à ses camarades de cette heureuse rencontre. L'enthousiasme ne fut pas de longe durée :

il reçut une heure après l'ordre de quitter la ville avec sa troupe dans la journée. — Quoique plusieurs personnes nous assurent que cette anecdote est certaine, nous nous plaisons à en douter pour l'honneur du baron C..., qui pourtant a montré, lors d'un procès déplorablement célèbre, qu'il avait autant de talent pour jouer les traîtres dans le mélodrame, que les faux amis dans la comédie.

VÉRITABLE PLACE DES NOBLES CHAMBELLANS.

Napoléon répéta plusieurs fois en parlant de ses chambellans : — N'était-il pas juste d'ouvrir la porte de l'antichambre à des gens qui n'ont jamais eu le courage de chercher à obtenir une place dans le temple de la gloire ?

TOUT EST VALET A LA COUR, HORMIS LE MONARQUE.

Avant qu'on ne donnât au Théâtre-Français la tragédie de M. Lemercier, intitulée *Agamemnon*, seul bon ouvrage qui soit sorti de la plume de cet écrivain fécond ; l'empereur en fit donner une représentation sur le théâtre de la cour. Après le spectacle, il fit appeler l'auteur, et lui dit :

— Votre pièce ne vaut rien ; de quel droit ce Strophus ose-t-il faire des remontrances à Clytemnestre ? Ce n'est qu'un valet.

— Strophus n'est pas un valet, sire : c'est un roi détrôné, un ami d'Agamemnon.

— Vous ne connaissez guère la cour, répliqua l'empereur ; apprenez qu'en ce lieu, le monarque seul est quelque chose : tous les autres ne sont que des valets.

LE MAIRE CONSTITUTIONNEL.

Lorsque M. de T..., qui à cette époque n'était pas encore prince de B., résolut d'élever au rang honorable de son épouse, une femme aimable et spirituelle, qui jusque-là n'avait été que sa maîtresse, il désira que la cérémonie de son mariage se fît avec le moins de publicité possible. Quels étaient ses motifs ? Il ne nous les a pas fait connaître ; mais il est probable que les habitants d'Autun pourraient nous les expliquer. Quoi qu'il en soit, les lois exigeaient alors que tous les mariages fussent célébrés le décadi dans le chef-lieu du canton, immédiatement après la publication des actes du gouvernement, ce qui attirait toujours quelques spectateurs, et ce qui contrariait les vues d'incognito du futur époux. Il avait une maison de campagne à Epinay, à trois lieues de Paris, village qui faisait partie du canton de Pierrefitte. Persuadé qu'un maire de campagne, un paysan, n'oserait faire d'observations sur la demande d'un personnage aussi éminent que l'était M. de T... ; il écrivit au maire de Pierrefitte de se rendre tel jour, à telle heure, à Epinay, avec ses registres d'état civil, pour y prononcer son mariage et l'inscrire dans les formes ordinaires.

Malheureusement pour les projets du prince, ce maire de village, était un propriétaire à son aise, indépendant, instruit, qui avait même été membre de la première administration du département de Paris, avec MM. de la Rochefoucault, Pastoret, de Lacépède, etc. Il connaissait les devoirs de sa place, et n'é-

tait nullement disposé à s'en écarter. Il écrivit donc à M. de T., que sa demande étant contraire à ce que la loi prescrivait, il ne pouvait prendre sur lui d'y obtempérer.

Il faut dire à la louange de M. de T..., qu'il ne montra jamais aucun ressentiment de la conduite de ce maire; mais on assure qu'il trouva dans Paris un maire plus complaisant et moins scrupuleux.

CREUX ET PROFOND SYNONYMES.

On fait force épigrammes contre le comte Sieyès, disait un jour le duc de Parme à M. de Talleyrand; on a vraiment tort. Je vous assure que dans les différents discours que je lui ai entendu prononcer à la tribune de nos assemblées, je lui ai toujours reconnu un esprit très-profond. — *Profond* n'est pas le mot, répondit M. de Talleyrand, c'est *creux* que votre altesse voulait dire.

MONSEIGNEUR DUBOIS ET MONSEIGNEUR MAURY.

Lorsqu'il fut question de la réception du cardinal Maury à l'Institut, il demanda que le président de ce corps, dans la réponse qu'il ferait à son discours, le traitât de *monseigneur*. Tout l'Institut fut révolté de cette prétention. On y résista longtemps : le cardinal n'en voulut rien rabattre; enfin l'on fouilla dans les archives de l'Académie française, et l'on trouva que le cardinal Dubois, de vertueuse mémoire, avait reçu ce titre lors de sa réception. Toute difficulté semblait aplanie, mais il s'en éleva une nouvelle : aucun des membres de l'Institut ne voulait présider la séance. L'abbé Sicard finit par s'immoler avec une humilité vraiment chrétienne, et il *monseigneurisa* le cardinal Maury en dépi de toute opposition. Chénier fit à ce sujet l'épigramme suivante :

Dubois aux enfers a bien ri,
Quand il a vu l'Académie
Puisant dans son histoire une loi d'infamie
Donner du *monseigneur* au cardinal Maury :
Oh ! parbleu , s'écria le cuistre,
J'étais, j'en conviens aujourd'hui,
Vil, insolent et vénal comme lui ;
Mais le drôle n'est pas ministre.

ÉVASION DE SIR SYDNEY SMITH DE LA TOUR DU TEMPLE.

Sir Sydney Smith, commodore anglais, à la prise duquel le gouvernement français avait attaché une grande importance, était détenu au Temple, et le concierge avait reçu des ordres particuliers pour le surveiller avec la plus grande exactitude. C'était de tous les prisonniers qui s'y trouvaient, celui qu'il paraissait le plus difficile de sauver. Le courage et le dévouement d'un ami y réussit pourtant. Un matin, de très-bonne heure, arrive au Temple un homme revêtu de l'uniforme d'officier-général. Il demande à parler au concierge, et lui présente un ordre du gouvernement pour se faire remettre sir Sydney Smith et le nommé James son valet de chambre, et les transférer dans une autre prison d'état. Le concierge examine l'ordre, le trouve en règle, fait la remise de ses

deux prisonniers, a soin de s'en faire donner une décharge, et les voit monter dans un fiacre qui les attendait à la porte.

Ce soi-disant général était M. Philipeaux, émigré rentré, qui, au risque des dangers auxquels il s'exposait, avait imaginé ce stratagème pour sauver son ami ; le prétendu valet de chambre James était un émigré français, à qui sir Sydney Smith avait donné ce nom pour lui sauver la vie. Un accident imprévu pensa pourtant faire échouer l'entreprise. A peine avaient-ils perdu de vue les murs du Temple, que le cocher maladroit accroche une lourde voiture de roulier. La roue du carrosse se brise, la populace s'amasse, et il faut pourtant en sortir. On s'empresse de payer le cocher, on se dérobe aux questions des spectateurs, empressés de s'informer si personne n'est blessé, et l'on gagne à pied sans perdre de temps la place de fiacres la plus voisine. Là les trois amis montent dans une autre voiture, se font conduire dans un hôtel garni rue Croix-des-Petits-Champs, où une chaise de poste les attendait ; et grâce à des passeports aussi adroitement fabriqués que l'ordre qui avait ouvert les portes du Temple, ils arrivèrent en Angleterre sans obstacles et sans fâcheuse rencontre.

Tous les cinq jours, on rendait au ministre de la police un compte de la situation des prisons ; on peut juger de sa fureur, quand il y lut la translation de sir Sydney Smith dans une autre prison d'Etat. Il expédia des courriers extraordinaires dans tous les ports et à toutes les frontières; mais il était trop tard : il ne put se venger qu'en prononçant la destitution du concierge. Il ordonna qu'on lui fît tous les soirs un rapport de l'état de chaque prison, et il défendit qu'on délivrât à l'avenir aucun détenu, même avec un ordre signé de lui, sans que cet ordre fût transmis par un de ses agents particuliers qui fût chargé de ce service.

VERTUEUX DÉMENTI.

Le comte Redon se trouvant un jour près du comte R., dans un des salons du palais des Tuileries, celui-ci lui frappa familièrement sur l'épaule, en lui disant : —Bonjour, l'ami Redon.— Monsieur, lui répondit celui-ci, je ne suis pas votre ami ; je ne suis l'ami que des honnêtes gens. R. fit une pirouette et avala cette pilule avec un sangfroid qu'il ne perdait jamais en pareille occasion; car une humeur querelleuse n'était pas son défaut : on lui reprochait même le contraire; et il ne fut pas longtemps sans le prouver dans une circonstance décisive.

FAMILIARITÉ DE DUGAZON.

Bonaparte conserva longtemps les liaisons d'amitié qu'il avait contractées autrefois; et devenu premier consul, il continua à recevoir familièrement, à Saint-Cloud, les amis qu'il avait eus dans une plus humble fortune. Ce qui contribua à le faire changer de conduite à cet égard, c'est que plusieurs d'entre eux oublièrent ce qui était dû au chef du gouvernement de la France, et le forcèrent par là à s'en ressouvenir lui même. Dugazon fut de ce nombre. Un jour qu'il était à Saint-Cloud, Bonaparte crut remarquer que l'embonpoint de cet



Bernadotte chez Bonaparte

acteur augmentait considérablement : comme vous vous arrondissez, Dugazon! lui dit-il, en lui frappant sur le ventre. — Pas autant que vous, *petit papa*, lui répondit le comédien, en se permettant le même geste. Le petit papa ne répondit rien, mais Dugazon ne fut plus admis à sa société.

CORRECTION IMPÉRIALE.

Le G. J. duc de M. passa toujours, malgré le poste éminent qu'il occupa longtemps, pour un homme médiocre. Lors du procès de Moreau, il était chargé de faire rapport à Napoléon deux fois par jour, de tout ce qui se passait au tribunal. Pour en être bien informé, il avait posté dans la salle plusieurs agents qui venaient alternativement d'heure en heure lui rendre compte des débats. Ces agents trompèrent le ministre, ou le ministre se trompa lui-même. Le jour où Moreau prononça sa défense, M. trouva son discours fort mauvais et plus propre à nuire à l'accusé dans l'opinion publique qu'à y produire une influence favorable; il en permit l'impression, et à l'instant Paris fut inondé de quelques milliers d'exemplaires.

Dans la soirée, tandis que le G. J. était avec l'empereur, survint Murat qui apportait le discours et qui dit qu'il ne concevait pas comment le G. J. avait pu permettre qu'on l'imprimât. Napoléon lui arracha le papier des mains, le parcourut rapidement, devint furieux, et saisissant une *règle* qui se trouvait sur son bureau, il en caressa si bien les épaules de son ministre, que Murat fut obligé de le soustraire à ses coups, en le faisant passer dans une chambre voisine.

EAU BÉNITE DE COUR.

Un émigré, rentré en France, après avoir obtenu sa radiation de la liste fatale, apprit, en y arrivant, que tous ses biens avaient été vendus, à l'exception d'un hôtel qu'il avait à Paris, mais qui était occupé par une administration publique : la difficulté était d'en obtenir la restitution. Il s'adressa à un de ses parents qui était l'un des chambellans de l'empereur, et lui demanda son avis ; celui-ci lui dit qu'il fallait préparer une pétition; mais que, pour qu'elle fût utile, il était indispensable de trouver quelqu'un qui la présentât à Napoléon, et qui eut assez de crédit pour la lui faire lire. Après quelques moments de réflexion, il pensa à l'impératrice Joséphine qui lui avait toujours témoigné de la bienveillance, et promit de lui parler de cette affaire.

A peine eut-il prononcé le nom de son parent, que l'impératrice s'écria qu'elle l'avait beaucoup connu avant la révolution, qu'elle se chargeait de son affaire, et qu'elle voulait qu'il le lui amenât le lendemain après l'heure où elle déjeûnait ordinairement. Il court porter cette nouvelle à son ami, qui se met à rédiger sa pétition, et le lendemain, à l'heure indiquée, ils arrivent au palais. Joséphine reçoit les deux amis avec les grâces qui ne la quittaient jamais, promet à l'émigré rentré de lui obtenir justice, et lui demande sa pétition ; elle la reçoit sans la lire, la dépose sur une table, et les suppliants se retirent après s'être épuisés en remercîments. Le lendemain, le chambellan était de service aux Tuileries, l'impératrice l'aperçoit et lui dit : J'ai remis à l'empereur la pétition de votre parent, nous l'avons lue ensemble; il m'a promis d'y faire droit, ainsi

assurez-le qu'il peut être tranquille. Il attendait avec impatience l'instant où ses devoirs lui permettraient d'aller porter à son parent des espérances si flatteuses, quand un valet de pied du château vient lui annoncer que son domestique est au bas du grand escalier et demande à lui parler un instant pour une affaire pressante. Il descend, et trouve avec lui le pauvre émigré, la figure allongée d'une aune; il s'empresse de lui faire part de ce qu'il vient d'apprendre; mais quelle est sa surprise, quand son parent lui dit qu'il a commis la veille une cruelle bévue et qu'au lieu de remettre sa pétition, il ne lui a donné que le mémoire de son tailleur.

Ici se termine tout le piquant de l'aventure : le reste, purement historique, prouvera combien les grands, même ceux qui portent un cœur sensible, s'habituent facilement à distribuer ce qu'on appelle vulgairement de l'*eau bénite de cour*. Les deux amis furent un instant dans l'embarras; que pouvaient-ils faire? l'impératrice avait assuré qu'elle avait lu la pétition avec l'empereur, était-il possible d'aller lui dire : madame vous avez menti, car vous n'avez pas cette pièce? Enfin le chambellan prend la pétition de son parent, l'engage à ne pas se désespérer et remonte au palais. Ayant fait demander à Joséphine permission de lui parler un instant, et l'ayant obtenue :

« Madame, lui dit-il, mon parent s'est rappelé qu'il a oublié des choses essentielles dans la pétition dont vous avez bien voulu vous charger; en voici une nouvelle qu'il a rédigée; comme mon devoir me conduira plus d'une fois aujourd'hui en présence de Sa Majesté, me permettez-vous de la lui remettre de votre part?

« — Très volontiers, répondit-elle, mais cette précaution était inutile, l'affaire ira d'elle-même. »

Malgré cette assurance, il n'en présenta pas moins la pétition à Napoléon, en lui disant que l'impératrice le priait de vouloir bien y jeter les yeux, il la parcourut rapidement. On ignore si Joséphine lui parla ou non de cette affaire; mais, ce qui est certain, c'est que peu de jours après l'émigré rentra en possession de son hôtel.

ÉPIGRAMME D'UN CUISINIER.

Madame la comtesse ···, épouse d'un sénateur aussi connu par sa nullité que par son avarice, entendant M. Boulay de la Meurthe dire qu'il venait de dîner chez M. de Perregaux, où le poète Le Brun, qui était un des convives, avait au dessert régalé la société d'une excellente épigramme, crut qu'il s'agissait d'un mets recherché. Ne voulant pas paraître avoir une table moins délicatement servie que celle du banquier Perregaux, elle invita M. Boulay à dîner le lendemain en lui assurant que son cuisinier en faisait d'excellentes. Quelle fut le lendemain sa mortification quand son cuisinier, plus instruit qu'elle en littérature, lui apprit qu'une épigramme était une pièce de vers!

AVENTURE DE L'ARCHEVÊQUE DE BURGOS.

Lorsque Napoléon eut attiré les princes d'Espagne et leur cour à Bayonne, l'archevêque de Burgos, vieillard vénérable, se rendit aussi dans cette ville comme membre de la députation de la Junte. Ce digne prélat, qui portait dans

son costume une simplicité qui approchait de la négligence, se promenait de grand matin, non loin du port : il fut pris par un invalide, vieux soldat de 1793, homme probe, mais imbu des préjugés de ces temps désastreux, pour un moine espagnol ; et, comme il conservait contre ces religieux une rancune qui datait de la guerre de 1794, il crut faire une œuvre méritoire, en rossant avec sa béquille le pauvre archevêque. Napoléon fut instruit du fait ; il devint furieux de l'insulte faite à la dignité archiépiscopale. Il fit traduire l'invalide devant un conseil de guerre, et le fit condamner à mort; mais comme l'archevêque avait intercédé en faveur du coupable, il y eut un sursis à l'exécution; et Napoléon dit à l'archevêque: Nous nous reverrons pour terminer l'affaire. Cependant l'invalide restait en prison et paraissait oublié. Quelques mois s'étaient écoulés, on reçut l'ordre de le mettre en liberté : cet ordre était daté de Burgos, au palais archiépiscopal, et envoyé par l'archevêque. Voici une galanterie comme en faisait Napoléon, quand il voulait flatter quelqu'un. Il avait blessé l'inquisition, et voulait ménager le clergé espagnol ; il n'avait pas trouvé de meilleur moyen que de rendre l'archevêque le canal de cette grâce, et c'est pour cela qu'il avait mis cette grâce à l'écart pendant plusieurs mois. Quelle prévoyance!

SINGULIÈRE INDISCRÉTION DE L'EMPEREUR.

Tout le monde était à Bayonne dans la plus grande ignorance de ce qui allait se passer, lorsque Napoléon ayant appris que le prince des Asturies n'était plus qu'à quelques lieues de la ville, il fit appeler les grands d'Espagne qui étaient venus le complimenter, et il leur déclara tout son plan. Ceux-ci étonnés, effrayés même, se remirent en route pour aller au-devant de leur souverain. Napoléon eut regret alors de son indiscrétion ; et craignant que cette révélation ne portât le prince à retourner sur ses pas ou à s'échapper de toute autre manière, il fit courir le prince de Neufchatel après eux avec un autre officier supérieur; et l'ordre de les arrêter ; mais déjà il était trop tard : les grands avaient rejoint le prince des Asturies auquel ils avaient tout déclaré.

L'INFLUENCE D'UN MOMENT.

Quand la bataille de Marengo eut été gagnée, et on sait à quoi elle tint, le premier consul ayant laissé sa suite à l'écart, était entré dans une de ces petites maisons construites au milieu des vignes pour les garder : il arpentait à grands pas en long et en large, cet espace qui n'était ni large ni long; il paraissait absorbé dans une rêverie profonde. Gérard Lacuée, alors son aide de camp, s'approcha de lui, pour faire un rapport. Bonaparte l'écoute avec assez de distraction, et lui récite à haute voix et avec chaleur ces quatre vers de la *Mort de Pompée* :

J'ai servi, commandé, vaincu quarante années ;
Du monde entre mes mains j'ai vu les destinées;
Et j'ai toujours connu qu'en tout événement
Le destin des Etats dépendait d'un moment.

Ce fait rapporté par M. Carion de Nisas, lui avait été raconté par M. Gérard Lacuée quelque temps avant sa mort.

EXEMPLE DU FORT COMIQUE.

Un grand seigneur de la cour de Napoléon, fatigué de voir jouer souvent Molière et Régnard à Saint-Cloud, disait un jour, avec l'assurance d'un vrai connaisseur :

Messieurs les comédiens, donnez-nous des pièces d'un fort comique *dans le genre de Blaise et Babet.*

EPIGRAMME

Contre un homme de lettre qui, le 31 mars 1814, arracha la croix dont il avait été décoré par Napoléon.

La Cretelle arracha bien vite
Le ruban que l'on va quêter;
Il a raison; c'est la croix de mérite;
Il n'est pas fait pour la porter.

Il ne faut pas chercher de la justice dans une épigramme : on ne sera donc pas étonné de voir ici refuser du mérite, au premier historien vivant; mais tout lecteur sensé avouera que l'action inconsidérée, qui lui valut les sifflets de la majeure partie des Français, méritait une épigramme. C'était une bien douce leçon.

LES CORSES NE SONT PAS FAITS POUR ÊTRE ESCLAVES.

Bonaparte n'étant que lieutenant, s'était fait quelques ennemis parmi ses camarades, par son caractère raide et positif. On cherchait donc à *l'humilier chaque fois que l'occasion s'en présentait.* Un jour, un de ses camarades dit au milieu d'une conversation : « Il fallait, que du temps des Romains, les Corses fussent bien vils, puisqu'ils n'en voulaient point pour esclaves. — C'est, lui répondit-il avec vivacité, qu'ils n'étaient pas faits pour l'être, et ce refus des Romains est le plus bel éloge que l'on puisse faire de ma nation.

M. FOUCHÉ DESTITUÉ DU MINISTÈRE.

Voici ce qui décida Napoléon à ôter le ministère de la police au duc d'Otrante, qui depuis longtemps remplaçait, par des rapports mensongers et fabriqués à loisir, la vérité que le monarque avait droit d'exiger de son ministre.

L'empereur fit un jour appeler Fouché et lui dit qu'il désirait avoir le plus tôt possible le tableau du véritable esprit qui dirigeait le parlement d'Angleterre, et de celui qui animait la nation. Fouché promit tout, et sur-le-champ il fit partir, pour Londres, M. O..... et un négociant hollandais, qui devaient s'y rendre sous prétexte d'affaires de commerce, et en effet pour sonder l'esprit public. Les deux envoyés firent plutôt leurs affaires que celles du ministre; craignant de s'exposer dans un pays où les Français, qui ne faisaient que passer, étaient surveillés, ils se bornèrent à des spéculations mercantiles, sans se

mêler d'aucun objet politique. Cependant, Napoléon avait à Londres même une police particulière, établie par Savary, qui surveillait les deux agents et épiait leurs démarches.

Dès qu'ils furent de retour à Paris, le duc d'Otrante alla rendre compte à Napoléon du résultat de leur mission. En homme accoutumé à sacrifier la vérité pour plaire, il fit un rapport où l'esprit public anglais et l'esprit particulier du gouvernement se trouvaient très-amplement développés; il vanta surtout le dévouement, la prudence et la sagacité de ses deux émissaires; ils avaient tout fait pour le service de leur souverain. — C'est faux, répondit brusquement Bonaparte; vos envoyés sont des négligents, et vous, vous êtes un traître : sortez. Fouché voulut entrer dans quelques détails, mais l'empereur lui tourna le dos, et passa dans un cabinet.

En rentrant à son hôtel, le duc d'Otrante apprit qu'il devait céder sa place au duc de Rovigo.

BONAPARTE DANS LA GRANDE PYRAMIDE.

Bonaparte sut toujours captiver les peuples, en se conformant à leurs mœurs et à leur langage : voici comme il parlait aux plaines de l'Égypte, dans la Pyramide de Chéops. « Gloire à Allah! Il n'y a de vrai Dieu que Dieu, et Mahomet « est son prophète. Le pain, dérobé par le méchant, se réduit en poussière dans « sa bouche. — Tu as parlé, répondit le mufti, avec lequel il s'entretenait, « comme le plus docte des Mullah. — Je puis faire descendre du ciel un char « de feu, et le diriger sur la terre. — Tu es le plus grand capitaine, répondit le « Mufti, dont la puissance de Mahomet ait armé le bras. »

OU, QUAND ET POURQUOI IL FAUT QUE LES FEMMES SOIENT POLITIQUES.

Napoléon n'aima jamais qu'une femme se mêlât de balancer les intérêts des états. A l'époque où il n'était que général, il se trouva dans un cercle où une femme très-connue par sa beauté, son esprit et la vivacité de ses opinions, venait dans une dissertation très-spirituelle de juger les différends qui avaient successivement gouverné la France. Tout le monde joignait son avis au sien et applaudissait à son esprit : Bonaparte seul se taisait; elle s'en aperçut. — Eh bien ! général, est-ce que vous n'êtes pas de mon avis? — Madame, je n'ai pas écouté, parce que je n'aime pas que les femmes se mêlent de politique. — Vous avez raison, général, répondit l'aimable raisonneuse; mais dans un pays où on leur coupe la tête, il est naturel qu'elles aient envie de savoir pourquoi.

MOT HÉROIQUE DE BERNADOTTE.

Napoléon ne fut pas le seul général français qui sût électriser le soldat par ces mots énergiques, qui arrachent la victoire. Bernadotte avait aussi de ces heureuses paroles qui, au jour du combat, valent de nombreux bataillons à celui qui s'en sait servir à propos. Un jour qu'il passait en revue les jeunes gens de Paris, qui allaient partir pour la guerre. — Enfants, leur dit-il, il y a sûrement parmi vous de grands capitaines. » Ces simples paroles électrisaient

les âmes, en rappelant l'un des premiers avantages des institutions libres, l'émulation qu'elles excitent dans toutes les classes.

QU'EST-CE QU'UN CONCORDAT?

Causant un jour avec le sénateur Cabanis, quelque temps après la publication du concordat, Napoléon lui dit : « Savez-vous ce que c'est que le concordat que je viens de signer? C'est la vaccine de la religion... »

LES FEMMES ET LES CÔTELETTES.

On prétend que dans le commencement de son mariage, Murat battait sa femme assez souvent. Celle-ci, peu accoutumée à cet aimable traitement, en parla à Napoléon, qui en fit de vifs reproches à son beau-frère. Celui-ci lui demanda de quoi il se mêlait; que cela était son affaire, et il termina en lui disant : « Au surplus, ne sais-tu pas que les femmes sont comme les côtelettes? Plus on les bat et plus elles sont tendres. »

TALMA ET LEKAIN.

Un soir que l'on venait de représenter, sur le théâtre de la cour, *la Mort de Pompée*, tragédie de Corneille, chacun s'extasiait sur la manière dont Talma jouait le rôle de cet illustre Romain. L'empereur avait annoncé qu'il en était content et en conséquence il était tout simple que ses courtisans en fussent enchantés. Un seul gardait le silence et ne paraissait point partager l'enthousiasme général. — Eh bien! lui dit Napoléon, vous êtes le seul qui ne disiez rien? — Sire, répondit celui-ci, on ne peut plus regretter César ni Pompée, mais il est encore permis de donner des regrets à Lekain.

APPAREIL ROYAL D'UN CONSUL RÉPUBLICAIN.

On a remarqué que le jour où Napoléon, premier consul alors, se rendit à Notre-Dame pour l'inauguration du concordat et le rétablissement du culte, il était dans les anciennes voitures du roi, avec les mêmes cochers, les mêmes valets-de-pied marchant à côté de la portière; il s'était fait dire, jusque dans le moindre détail, toute l'étiquette de la cour; et bien que premier consul d'une république, il s'appliqua tout l'appareil de la royauté.

LE PREMIER CONSUL VEUT QU'ON SE GARANTISSE DE SA TYRANNIE ÉVENTUELLE.

Au printemps de 1804, Bonaparte fit venir chez lui quelques sénateurs, pour leur parler négligemment, et comme d'une idée sur laquelle il n'était pas encore fixé, de la proposition qu'on lui faisait de se déclarer *empereur*. Il passa en revue les différents partis qu'on pouvait adopter pour la France : une république, le rappel de l'ancienne dynastie, enfin la création d'une monarchie nouvelle; et tout cela, comme un homme qui se serait entretenu des affaires d'autrui, et

les aurait examinées avec une parfaite impartialité. Ceux qui causaient avec lui le contrariaient avec la plus énergique véhémence, toutes les fois qu'il présentait des arguments en faveur d'une autre puissance que la sienne. A la fin, Bonaparte se laissa convaincre : « Eh bien ! dit-il, puisque vous croyez que ma « nomination au titre d'empereur est nécessaire au bonheur de la France, pre- « nez au moins des précautions contre ma tyrannie : oui, je vous le répète, « contre ma tyrannie. Qui sait si, dans la situation où je vais être, je ne serai « pas tenté d'abuser du pouvoir ? »

OU UN LIT DE BROCARD, OU UNE BOTTE DE PAILLE.

L'intrépide maréchal Masséna, couvert de blessures et impatient d'en recevoir encore, demandait pour son hôtel un lit tellement chargé de dorures et de broderies, qu'on ne put sur-le-champ trouver de quoi satisfaire à son désir. « Eh bien ! dit-il alors dans sa mauvaise humeur, donnez-moi une botte de paille et je dormirai très-bien dessus. » En effet, il n'y avait point d'intervalle pour ces braves, entre la pompe des *Mille et une Nuits* et la vie rigide à laquelle ils étaient accoutumés dans les camps.

CORNEILLE APPRÉCIÉ PAR NAPOLÉON.

En se promenant dans le parc de Saint-Cloud, avec un artiste distingué, Napoléon, après avoir longtemps parlé politique, en vint à la littérature : on parla tragédie, et il exalta Corneille au-dessus de tous les hommes du siècle de Louis XIV. « La raison d'État, voyez-vous, a remplacé, chez les modernes, le fatalisme des anciens : Corneille est le seul des tragiques français qui ait senti cette vérité. S'il avait vécu de mon temps, je l'aurais fait mon premier ministre. »

J.-J. ROUSSEAU JUGÉ PAR BONAPARTE.

Il dit une autre fois, en parlant de J.-J. Rousseau : — C'est pourtant lui qui a été cause de la révolution. Au reste, ajouta-t-il en riant, je ne dois pas m'en plaindre, car j'y ai gagné un trône.

POURQUOI LE PEUPLE ROMAIN AIMAIT-IL SES MAUVAIS EMPEREURS?

Un jour M. Suard, l'homme de lettres français, qui réunissait au plus hau degré le tact de la littérature à la connaissance du grand monde, parlait avec courage devant Napoléon, sur la peinture des empereurs romains dans Tacite. — Fort bien, dit Napoléon ; mais il devait nous expliquer pourquoi le peuple romain tolérait et même aimait ses mauvais empereurs. C'était là ce qu'il importait de faire connaître à la postérité.

LE GÉNÉRAL PLUS RÉPUBLICAIN QUE COURTISAN.

Au retour de Notre-Dame, le jour de la cérémonie du rétablissement d culte, Napoléon se trouvant au milieu de ses généraux, leur dit : — N'est-il pas

vrai qu'aujourd'hui tout paraissait rétabli dans l'ancien ordre? — Oui, répondit l'un d'eux, excepté deux millions de Français qui sont morts pour la liberté, et qu'on ne peut faire revivre.

DÉFINITION DES FRANÇAIS.

Les Français, disait un jour Bonaparte, *sont des machines nerveuses*, et il voulait expliquer par là, le mélange d'obéissance et de mobilité qui est dans leur nature.

SÉVÉRITÉ DE L'ÉTIQUETTE.

L'étiquette que Bonaparte avait établie dans sa cour était tel, que quand il y aurait eu quatre cents personnes dans son salon, un aveugle aurait pu s'y croire seul, tant le silence qu'on observait était profond. Les maréchaux de l'empire, au milieu des fatigues de la guerre, au moment de la crise d'une bataille, entraient-ils dans la tente de l'empereur pour lui demander ses ordres, il ne leur était pas permis de s'y asseoir; on assure même (mais c'est madame de Staël qui le dit, et dans tout ce qui regarde Bonaparte elle est très passionnée), que, causant tête-à-tête avec le roi Louis, il le tint debout pendant deux heures, sans lui permettre de s'asseoir. Celui-ci, forcé par sa mauvaise santé de s'appuyer contre la muraille, souffrait beaucoup; et Napoléon ne lui offrit pas une chaise. Il demeurait lui-même debout, continue l'auteur que nous venons de citer, de crainte que quelqu'un n'eût l'idée de se familiariser assez avec lui pour s'asseoir en sa présence.

BERNADOTTE APPELÉ AU TRONE DE SUÈDE.

Loin que Napoléon eût souhaité que Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, fût choisi par la nation suédoise, il en était très-mécontent; et Bernadotte avait raison de craindre qu'il ne le laissât pas sortir de France. Bernadotte a beaucoup de hardiesse à la guerre, mais il est prudent dant tout ce qui tient à la politique, et sachant très-bien sonder le terrain, il ne marche avec force que vers le but dont la fortune lui ouvre la route. Depuis plusieurs années, il s'était étroitement maintenu auprès de l'empereur entre la faveur et la disgrâce; mais ayant trop d'esprit pour être considéré comme l'un de ces militaires formés à l'obéissance aveugle, il était toujours plus ou moins suspect à Napoléon, qui n'aime pas à trouver réunis dans le même homme un sabre et une opinion. Bernadotte, en racontant à Napoléon comment son élection venait d'avoir lieu en Suède, le regardait avec ses yeux noirs et perçants qui donnent à sa physionomie quelque chose de très-singulier. Bonaparte se promenait à côté de lui, faisant des objections, que Bernadotte réfutait le plus tranquillement qu'il pouvait, tâchant de cacher la vivacité de son désir; enfin, après un entretien d'une heure, Napoléon lui dit tout à coup:

Eh bien, que la destinée s'accomplisse!

Bernadotte entendit très-bien ces paroles, mais il se les fit répéter, comme s'il ne les eût pas comprises, pour mieux s'assurer de son bonheur.

Que la destinée s'accomplisse! redit encore Napoléon; et Bernadotte partit pour régner en Suède.

BONAPARTE A KAMINIEH EN ÉGYPTE.

Voici un trait dont en vain on cherche à se rendre raison; il est d'une singularité piquante.

Le général Bonaparte se trouvant à Kaminieh (Egypte), entouré de son état-major et d'une quarantaine de guides, fit faire halte près d'un groupe d'arbres. Après s'être promené quelques minutes d'un air soucieux, il s'écarta du gros de la troupe, et disparut bientôt, caché par un petit monticule. On s'inquiétait déjà de ce qu'il était devenu, quand on l'entendit appeler un de ses secrétaires, et celui-ci courut vers le lieu où était le général, suivi de deux guides, Talbot et Réguillot, tous deux simples soldats de sa garde. Dès qu'ils eurent rejoint Bonaparte, il demanda à son secrétaire s'il avait de l'argent sur lui; et, sur sa réponse affirmative, il lui dit de le suivre, ainsi qu'aux deux guides. Bientôt ils arrivèrent près de quatre misérables chaumières, dans l'une desquelles Bonaparte entra le premier. Dans cette chaumière était une femme malade, couchée sur une natte étendue sur des feuilles sèches; un morceau de toile de coton d'une blancheur éblouissante servait de couverture; tout, dans cette chaumière, présentait l'indigence, mais tout aussi y était d'une propreté recherchée. Près de la malade était une jeune fille d'environ seize ans, brune et d'une beauté parfaite. Elle n'avait nullement l'air étonné; elle considérait Bonaparte de la tête aux pieds. Il demanda alors à son secrétaire s'il connaissait la langue du pays assez pour se faire entendre. Celui-ci répondit qu'il pouvait se faire entendre des habitants des villes, mais qu'il ignorait le patois des campagnes. A ce moment, Réguillot, l'un des guides qui avaient suivi le général, dit en patois à la jeune fille, qu'elle était en présence du général en chef de l'armée française. A ces mots, elle sourit, se leva et lui baisa le bras entre la main et le coude; elle allait continuer, quand le général lui fit signe de se rasseoir. Il chargea alors Réguillot de l'interroger et sur la maladie de sa mère et sur leur situation. On apprit alors que la malade était sa mère, et qu'elle était dans cet état depuis que son fils avait suivi le pacha Djezzar. La jeune fille ajouta en versant beaucoup de larmes, qu'elle était au désespoir de ne pouvoir procurer à sa mère les secours dont elle avait besoin, vu l'extrême misère où les avait réduites le départ de son frère. Ses larmes redoublèrent alors. Bonaparte parut ému, et la prenant dans ses bras, il la serra sur son sein et la baisa sur le front d'une manière expressive. Il demanda ensuite à son secrétaire ce qu il avait d'argent. Bonaparte l'ayant compté (il contenait, en monnaie du pays, 126 fr. de France), il fouilla dans ses poches, puis remit le tout dans une bourse avec un geste d'impatience; il prit la main de la jeune Egyptienne et y déposa la bourse : elle l'ouvrit aussitôt, fit un cri de joie, jeta l'argent sur le lit de sa mère, et se jeta au cou du général, qu'elle embrassa fortement. Bonaparte, cependant, a pris son air soucieux, et comme embarrassé des caresses de cette naïve enfant, il la repousse tout à coup rudement, et s'éloigne rapidement de ces malheureux à qui il venait de rendre le bonheur.

CROMWELL INCOMPLET.

Le cardinal Fesch trouva un jour Bonaparte, encore jeune, lisant l'*Histoire de Cromwell*. Il lui demanda ce qu'il pensait de ce célèbre personnage? — Cromwel, répondit-il, est un bon ouvrage, mais il est incomplet. L'oncle, qui croyait que son neveu parlait de l'ouvrage, lui demanda quelle faute il reprochait à l'auteur? — Morbleu! lui répliqua vivement Bonaparte, ce n'est pas du livre que je vous parle, mais du personnage.

SONGE DU PETIT NAPOLÉON.

Le 21 mars 1814, Marie-Louise se trouvant, vers minuit, dans un appartement voisin de celui où couchait le jeune Napoléon son fils, elle fut surprise de l'entendre pleurer et crier fortement; elle courut, effrayée, auprès de lui, et le trouva dormant, mais agité par de fortes crispations de nerfs. Elle l'éveilla et l'interrogea. L'enfant se jeta à son cou et lui dit: — J'ai vu papa! mais d'une manière si effrayante! Il n'en put dire davantage, et pleura beaucoup. Marie-Louise fut, malgré elle, vivement agitée de ce rêve, qui lui fit naître de fâcheux pressentiments: c'est ce qu'elle exprimait à son auguste époux, dans une lettre interceptée le 25 mars par un corps de troupes alliées.

LE PREMIER CONSUL DEVANT BARD.

Le fameux passage du mont Saint-Bernard faillit être arrêté par le fort de Bard. Le premier consul vint examiner cet obstacle; il consulta le général *Marescot* sur la possibilité d'escalader le fort, et malgré sa réponse négative, il ordonna l'attaque de vive force de la première enceinte palissadée, et l'escalade et l'assaut du corps de la place. Pendant que le général Berthier faisait les dispositions nécessaires, Bonaparte, après avoir expliqué lui-même à un officier supérieur, bien choisi parmi les braves pour conduire la principale attaque, comment il devait exécuter ses ordres, prit à part le général Marescot, et lui dit: — Cet officier n'entend pas ce qu'il a à faire, et l'assaut manquera.

UN ÉMIGRÉ AIDE-DE-CAMP DE NAPOLÉON.

M. de Bussy, ayant émigré dans le commencement de la révolution, avait obtenu la permission de rentrer en France, il y a environ dix-huit ans; il vivait paisiblement en son château, dans les environs de Craonne, après avoir recouvré une partie de sa fortune. L'empereur, qui venait de combattre le maréchal Blücher, le 7 mars, à Craonne, avait l'intention de lui livrer une bataille plus décisive; mais comme il ne connaissait pas suffisamment le pays, et qu'il était mécontent des guides qu'il avait eus jusqu'alors, il ordonna qu'on lui en proposât un *qui ait le sens commun*. On lui nomma alors M. de Bussy comme l'homme le plus intelligent de ces environs. — Qu'on aille le chercher, qu'on me l'amène ici, et qu'on m'éveille dès qu'il sera arrivé, dit Napoléon. Il était six heures du soir.

On vint trouver M. de Bussy, et lui signifier que, par ordre de l'empereur, il devait être conduit devant S. M. M. de Bussy, qui avait eu jusqu'au 6 mars des Russes dans son château, crut que l'intention de Bonaparte était de le faire punir d'avoir trop bien reçu l'ennemi chez lui pour éviter leurs dégâts. Cependant, les ordres de se rendre près de Napoléon étaient précis; à peine obtint-il le temps de faire seller un cheval pour faire le trajet. A minuit, il arriva au quartier-général. On éveille l'empereur. M. de Bussy fut introduit. Il l'interroge avec vivacité sur la localité du terrain, sur les observations qu'il peut avoir faites relativement aux armées des alliés, et, satisfait de ses réponses, il ordonne qu'on prenne soin de lui, qu'on lui donne à souper, et lui déclare que le lendemain il doit l'accompagner. Le 8, Blücher obtint quelques avantages, et les troupes françaises se retirèrent. M. de Bussy rendit de grands services, en indiquant les chemins qu'il fallait prendre. Le 9, il suivit Napoléon dans toutes ses courses. Le 10, M. de Bussy, ne pouvant plus servir de guide dans un pays qu'il ne connaissait pas, demanda la permission de se retirer, d'autant que son cheval n'en pouvait plus. Bonaparte lui dit alors : — J'ai été content de vous; restez avec moi; je vous nomme colonel, et vous fais mon aide-de-camp. Je vous ferai donner ce qui vous est nécessaire en chevaux et en uniformes pour vous équiper; et M. de Bussy le suivit.

Lorsque Napoléon fut décidé d'abdiquer, à Fontainebleau, il lui dit :

— Vous avez eu du malheur d'avoir fait ma connaissance à la fin de ma carrière; mais voulez-vous m'accompagner dans mon exil? j'aurai soin de vous. — M. de Bussy s'en excusa, et Napoléon continua de le combler de preuves de confiance.

TACITE, GIBBONS ET MACHIAVEL APPRÉCIÉS PAR L'EMPEREUR.

Napoléon causant à Aix-la-Chapelle avec M. de Jacobi, en 1804, lui dit : — Tacite a fait des romans ; Gibbons est un clabaudeur ; Machiavel est le seul livre qu'on puisse lire.

UN PLUS BEAU TRONE VACANT QUE CELUI DE LOMBARDIE.

Peu après la bataille de Lodi et la prise de Milan, un ministre étranger faisait entrevoir au général Bonaparte la possibilité d'un établissement dans la Lombardie, comme prix des services que sa position lui permettait de rendre. — Il y a, lui répondit-il en souriant, un plus beau trône que cela vacant.

COMMENT, SELON NAPOLÉON, IL FAUT PARLER A L'ARMÉE.

Un autre jour, il dit au même général, après une longue conversation : Eh bien ! vous avez entendu hier mon discours à ma vieille garde ; il vous a plu, et vous avez vu l'effet qu'il a produit. Voilà comme il faut parler et agir avec eux ; et si Louis XVIII ne suit pas cet exemple, il ne fera jamais rien du soldat français.

NAPOLÉON EXCOMMUNIÉ.

A la suite des démêlés très-vifs qu'il y eut entre Napoléon et Pie VII, à l'occasion du divorce avec Joséphine et du mariage avec Marie-Louise, dont le pape refusa de reconnaître la validité, il y eut une rupture éclatante entre le chef de la chrétienté et le dominateur de l'Europe. Napoléon s'inquiéta fort peu de cette opposition, mit ses projets à exécution, et Pie VII ne put se venger qu'en lançant contre lui les foudres du Vatican. La sentence d'excommunication fut envoyée à Paris, et l'abbé d'Astros, nommé grand-vicaire capitulaire de l'archevêché de Paris, attendu la vacance du siége, la fulmina secrètement à la porte de l'église de Notre-Dame, en présence de quelques membres du chapitre, de la discrétion desquels il se croyait sûr. Il se répandit dans Paris des copies du bref d'excommunication : il y fut même imprimé. Le comte Portalis, conseiller d'Etat, directeur-général de la librairie et de l'imprimerie, en fut informé, ne prit aucunes mesures pour réprimer cette audace, et n'en rendit pas même compte à l'empereur.

Le duc de Rovigo ne tarda pas à être informé de tout ce qui s'était passé, et comme il était ennemi secret de Portalis, il ne manqua pas d'en faire un rapport circonstancié. Napoléon entra dans un des accès de colère auxquels il était sujet, et comme il devait en ce moment tenir un conseil-d'Etat, il y arriva violemment agité. Chacun gardait le silence, et l'empereur laissait seulement échapper quelques mots entrecoupés, parmi lesquels on n'entendit distinctement que le mot *bigot*, épithète qu'il appliquait probablement à l'abbé d'Astros ou au comte Portalis.

M. Bigot de Préameneu était présent à la séance. Ce mot frappa son oreille : il crut que l'empereur l'appelait.

— Sire, dit-il en se levant.

— Que voulez-vous ? dit Napoléon.

— J'ai cru que Votre Majesté me parlait.

— Point du tout... Mais oui... Un moment... Bigot, je vous nomme ministre des cultes.

Et c'est ainsi que ce nouveau ministre fut institué.

Le comte Portalis arrivait à l'instant. Il se disposait à prendre sa place ordinaire.

— Restez debout et répondez-moi. — Savez-vous ce qui s'est passé, il y a trois jours, à Notre-Dame ? Ne balbutiez point. Point de détours jésuitiques.

— Je savais, Sire...

— Ah ! vous saviez, et vous ne m'avez pas instruit ! On m'avilit publiquement, et vous gardez le silence ! On ose publier, dans ma capitale, une bulle d'excommunication contre moi, et vous ne faites pas jeter dans un cachot, pieds et poings liés, le téméraire qui a eu cette insolence !

— J'ai cru, Sire, qu'en sévissant publiquement contre un homme qui avait cru remplir son devoir, je ne ferais qu'attirer sur lui l'intérêt qui s'attache toujours à un martyr. J'ai cru devoir ensevelir dans l'oubli...

— Votre devoir était de me consulter... Je suis fâché de tout ceci, pour la

mémoire de votre père... Je ne vous soupçonne pas de mauvaises intentions, mais vous êtes un sot... Sortez !

Quelques jours après, l'abbé d'Astros, pour se conformer à l'usage, fut obligé de se présenter devant l'empereur, à la tête du chapitre de Notre-Dame, pour lui offrir les compliments du nouvel an. Dès que Napoléon l'aperçut, il s'avança vers lui et dit d'une voix tremblante de colère :

« C'est donc vous qui voulez allumer dans mes Etats le feu de la sédi« tion ; qui trahissez votre souverain pour exécuter les ordres d'un prêtre « étranger ? Je ne veux ni révolte, ni fanatisme, ni martyr... Je suis chrétien... « chrétien comme Bossuet, comme Fénelon, et non comme l'infâme Gré« goire VII. Je saurai soutenir les droits de ma couronne contre ceux qui lui « ressemblent... Dieu m'a armé du glaive. Que vous et vos pareils ne l'ou« blient pas ! »

L'abbé voulut répliquer. Un geste impératif de Napoléon l'obligea de se retirer. Il se rendit chez lui, et deux heures après il fut arrêté et conduit en prison.

MADAME DE STAEL ET NAPOLÉON.

Madame de *Staël*, digne fille de son père, ne devint l'ennemie de Napoléon que parce qu'il avait mortifié sa fierté. L'empereur, passant près de Coppet, voulut y voir M. Necker. Sa fille s'y trouvait en ce moment. Elle assista à la conférence, prit part à la conversation, et, avec ce ton doctoral qui plus d'une fois lui fit oublier son beau talent, voulut donner au souverain de la France une leçon sur l'art de la gouverner. Napoléon ne lui répondit qu'en lui demandant si elle avait des enfants.

LE ROI DES MODES.

Qui n'a pas entendu parler du marchand de modes Le R., qu'on nommait *le roi des modes*? Une robe, un corset, un bonnet, n'avaient le droit de plaire qu'autant qu'ils sortaient de ses ateliers. Il était donc impossible qu'il ne fût pas choisi pour habiller la nouvelle souveraine de la France, Marie-Louise. Un jour qu'il venait lui apporter une robe, l'impératrice lui ordonna de passer dans une chambre voisine, tandis qu'elle allait l'essayer. Le R. n'était pas habitué à trouver dans les dames de la cour une telle attention au décorum, un tel respect pour la décence ; et le soin avec lequel la princesse conservait sa dignité, lui parut un attentat à la sienne.

Enfin, quand la robe est passée, on lui fait dire de rentrer, et Marie-Louise lui fait remarquer qu'elle est trop décolletée. — Ah ! madame, cela n'en fait que mieux voir les belles épaules de Votre Majesté. — Qu'on mette cet homme à la porte, dit froidement l'impératrice. M. Le R. ne voulut pas laisser à d'autres qu'à lui-même l'honneur d'exécuter cet ordre ; et depuis cette époque il ne reparut plus devant elle.

LES CARNIVORES ET LA CELLE A LANNES.

La duchesse de D..., se trouvant à dîner chez le cardinal Caprara, un vendredi, refusait tout ce qu'on lui présentait. Son Eminence le remarqua et lui de-

manda si elle était indisposée, ou si elle manquait d'appétit : Non, Monseigneur, lui répondit-elle, mais je ne vois que du poisson et des œufs, et je ne mange jamais que des *carnivores*.

C'est la même, dit-on, qui s'étant présentée avec l'épouse du général Lannes chez l'impératrice Joséphine, où on lui dit que S. M. ne recevait personne, s'écria : Comment, comment, personne! dites-lui que c'est la femme à.... et *la celle à Lannes*.

LES COURBETTES RACCOURCISSENT LA TAILLE.

Napoléon aimait peut-être la flatterie, mais il détestait les flatteurs. Il disait un jour de M. de C..., qui, malgré sa nullité, s'éleva à force de courbettes : Cet homme-là a six pouces plus que moi, et cependant ce n'est qu'en me baissant beaucoup que je puis parvenir à l'entendre.

LES ŒUVRES DE M. BERNARDI.

Un baron, de création impériale, homme aussi riche qu'ignorant, ayant besoin des offices de M. Bernardi, un des chefs du ministère de la justice, et connu par plusieurs bons ouvrages de jurisprudence, l'invita un jour à dîner. Il lui fit voir sa bibliothèque, composée de livres rares et précieux, qu'il n'avait jamais ouverts. M. Bernardi lui fit compliment sur le goût qui avait présidé à cette collection. — Oui, lui répondit-il, je n'y ai admis que des livres de choix, et voici vos *opéras*, ajouta-t-il, en lui montrant quelques volumes in-folio, magnifiquement reliés. C'étaient les Œuvres de St-Bernard, *Divi Bernardi opera* que le connaisseur avait pris pour des opéras composés par M. Bernardi.

LE MÉDECIN DE L'AMBASSADEUR PERSAN.

Lorsqu'en 1808 il vint un ambassadeur de Perse à Paris, M. Barbé-Marbois, alors président de la Chambre des Comptes, éprouva une mystification qui, pour n'avoir été que l'effet du hasard, n'en était pas moins plaisante. L'ambassadeur se trouvant un jour indisposé, avait demandé un médecin. On lui avait indiqué le docteur *Bourdois*, et il l'attendait à chaque instant, quand on lui annonça M. *Barbé-Marbois*. L'ambassadeur ne savait pas un mot de français; il n'avait pas alors son interprète près de lui, et son oreille n'ayant été frappée que de la dernière syllabe de ce nom, il crut y reconnaître celui du médecin qu'il avait fait avertir. En conséquence, dès que le président fut entré, il lui tendit le bras pour se faire tâter le pouls. Celui-ci crut qu'il lui offrait la main, et la pressa affectueusement dans la sienne. Le Persan trouva probablement que les médecins français avaient une singulière méthode de tâter le pouls de leurs malades; cependant il ouvrit la bouche et montra la langue. M. Barbé-Marbois pensa que ce pouvait être une civilité persanne; mais la surprise qu'il éprouva néanmoins, inquiéta l'ambassadeur, qui l'attribua à quelque fâcheux pronostic que le médecin tirait de sa maladie. Il frappa des mains, et deux esclaves se présentèrent et vinrent mettre sous les yeux de M. le premier président un bassin d'argent. Celui-ci, en les voyant entrer, crut que, suivant l'usage oriental, on lui apportait une aiguière remplie d'eau de roses de Schiras;

mais le parfum qui s'en exhalait, le détrompa d'une manière assez désagréable. Il crut que l'ambassadeur voulait l'insulter, et devint rouge de colère ; heureusement l'interprète survint et expliqua la méprise.

DÉVOUEMENT D'EMILE BONNIER, ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

En consignant ici un trait qui prouve combien sont fausses les promesses que font les gens en place à leurs anciens amis, nous saisirons l'occasion de faire connaître l'héroïque dévouement d'*Emile Bonnier*, élève de l'Ecole Polytechnique.

La famille de ce jeune homme qui avait fait de très-bonnes études, désira le faire entrer à cette école, afin qu'il pût passer ensuite dans les ponts et chaussées, et se trouver ainsi à l'abri de la conscription. Il était sorti avec honneur de tous les examens préparatoires; il ne fallait plus qu'un peu de protection pour décider son admission. Un de ses oncles avait quelques liaisons avec le secrétaire-général du ministère de l'intérieur, d'où cette nomination dépendait. Il lui recommanda vivement son neveu, et celui-ci ne manqua pas de s'épuiser en vaines promesses. A l'époque des nominations, on remet en même temps à l'oncle deux lettres venant du ministère de l'intérieur. Il ouvre celle sur l'adresse de laquelle il reconnaît l'écriture du secrétaire. Celui-ci lui mandait qu'il était désespéré d'avoir à lui apprendre que, malgré tous ses efforts il n'avait pu réussir à obtenir l'admission de son neveu à l'Ecole Polytechnique. Il ouvre la seconde, elle contenait la nomination du jeune homme. Il avait été nommé sans protection et sans que le secrétaire eût prononcé son nom, uniquement d'après le rapport qui avait été fait de la manière dont il avait soutenu ses examens.

Il eût été, au surplus, très-heureux pour ce jeune homme, que cet examen eût été moins brillant. Admis au nombre des polytechniciens, il ne tarda pas à s'y distinguer, et il parut un sujet trop précieux pour qu'on lui laissât le choix de sa profession. Avant l'époque des examens, il fut, par un décret spécial, mis à la disposition du ministre de la guerre. Envoyé à l'école de perfectionnement de Metz, il n'y resta que quelques mois et fut envoyé à l'armée de Russie avec le grade de sous-lieutenant du génie. Il se rendit à Smolensk.

Il rejoignit bientôt le colonel sous lequel il devait servir. Cet officier le prit en amitié, lui donna une place dans sa voiture, et ils ne se quittèrent plus. Ils avaient ordre d'attendre à Smolensk leur destination ultérieure, et y ils restèrent jusqu'au moment où les éléments déchaînés soufflèrent un vent de mort sur notre vaillante armée. Bonnier, et un de ses camarades suivirent leur colonel dans la retraite précipitée qu'il fallut faire : cet officier, déjà d'un âge avancé, eut les jambes gelées. On le jeta sur une charrette remplie de paille. Mais, un soir, quand il fallait monter une colline, les chevaux, déjà affaiblis, s'abattirent, et il fut impossible d'aller plus loin. Les deux jeunes gens allaient encore, et le colonel leur ordonna de le quitter et de tâcher de gagner Berlin. L'un obéit, et fut du nombre de ceux qui revirent leur patrie. Le généreux *Bonnier* répondit à son colonel qu'il manquerait pour cette fois de subordination, et il ne voulut pas séparer son sort de celui de cet infortuné vieillard. Depuis ce moment on n'eut plus de leurs nouvelles. Ainsi périt à la fleur de l'âge cet intéressant jeune homme, l'espoir de sa famille et de sa patrie.

SAUTE-MOUTON.

Napoléon aimait les exercices, et s'y livrait souvent dans les premières années de son règne, avec ceux qu'il honorait de sa familiarité. Un jour qu'on jouait à la Malmaison au Saute-Mouton, *Isabey*, peintre en miniature, ne remarqua point ou ne voulut point remarquer que ceux qui prenaient part à ce jeu évitaient de sauter par dessus le premier consul, et passaient à côté de lui pour aller franchir celui qui se trouvait plus loin. Il n'eut pas la même retenue, et sauta sans façon par dessus le futur empereur. Celui-ci n'eut pas l'air de le trouver mauvais, mais il lui appliqua, en passant, une grande claque sur le derrière.— Je m'en moque, s'écria Isabey. . . . .
On assure que pendant longtemps M. *Isabey* fut exclu de sa société intime.

LA COSA RARA, OU LE GENTILHOMME VRAIMENT NOBLE.

Pour s'attacher l'ancienne noblesse française, Napoléon la chamara de rubans et de broderies : elle se laissa prendre à ces hameçons, et les plus récalcitrants furent enchaînés à son char par la décoration de chambellan. Parmi les hauts et puissants seigneurs auxquels il daigna offrir une place dans sa maison, on en cite un seul qui osa refuser. C'était le fils d'un ancien duc et pair. Le ministre de la police le fit venir, et lui apprit que l'empereur l'avait nommé un de ses chambellans. — Je suis très-sensible à cet honneur, dit le duc, mais je ne puis accepter cette place. — Pourquoi cela? — Parce que je ne veux pas être chambellan. — Vous ne voulez pas? Croyez-vous donc qu'il y ait une volonté supérieure à celle de l'empereur? — Oui, sans doute : celle de l'homme qui ne craint ni l'exil, ni la prison, ni la mort. — A ces mots il se retira et partit pour une de ses terres; et, malgré certain parti, qui voudrait nous persuader que le règne de Napoléon fût plus exécrable que celui de Néron, il ne fut ni *fusillé*, ni emprisonné, ni exilé.

BONAPARTE AU PONT DE LODI.

Depuis qu'il est de mode de refuser toute espèce de talent et toute espèce de mérite à un homme qui certainement a conçu et exécuté de grandes et belles choses, on a cherché à le priver de la gloire même de ses actions les plus éclatantes. C'est ainsi qu'on a osé dire que son célèbre passage du pont de Lodi n'était pas un acte de bravoure, mais une ruse de guerre qui lui avait réussi; que le drapeau qu'il tenait en main, lorsqu'il se précipita sur le pont, était presque blanc, et que les ennemis le prenant pour un parlementaire firent cesser le feu pendant son passage. Pouvait-on imaginer une fable plus absurde? Il faudrait supposer que les ennemis étaient fous ou frappés d'aveuglement, pour croire qu'ils aient pu prendre pour un parlementaire un militaire qui marchait vers eux, non pas seul, non pas escorté de quelques hommes, mais suivi de troupes nombreuses qui occupaient toute la largeur du pont et qui avançaient au pas de charge.

Au surplus, s'étonnera-t-on que des gens, aveuglés par l'esprit de parti, aient voulu soutenir un thème semblable, quand on saura qu'un fou de cette espèce, et je puis le nommer à qui en douterait, a osé me soutenir que Bonaparte était à vingt-cinq lieues du champ de bataille quand on vainquit à Marengo, et que si la victoire l'a couronné aux champs d'Austerlitz, d'Iena, de Friedland, de Wagram et de la Moskwa, c'est que nos ennemis le voulurent bien, et qu'ils ne lui accordèrent le triomphe que pour enflammer son ambition et l'amener à jouer quitte ou double; s'il en est ainsi, il faut avouer qu'ils jouaient un jeu qui faillit leur faire perdre la partie.

NAPOLÉON BLESSÉ.

Le gain de la bataille d..... était assuré, et déjà le feu des Autrichiens commençait à s'éteindre, lorsque *Napoléon*, assis, hors de portée, au pied d'un tertre, et causant avec Duroc, fut atteint au-dessous de la malléole externe du pied droit, par une balle morte, qui lui fit une forte contusion.

« Ce ne peut être, dit-il froidement, qu'un Tyrolien qui m'ait ajusté de si « loin : ces gens-là sont très-adroits. »

On appela sur-le-champ un chirurgien qui le pansa; mais *Napoléon* était si impatient, qu'il monta à cheval avant que le pansement fût terminé; plusieurs généraux vinrent alors lui faire des remontrances sur la témérité avec laquelle il s'exposait : « Que voulez-vous, mes amis? il faut bien que je voie, leur répondit-il. »

CONVERSATION ARITHMÉTIQUE.

Napolèon aimait à vérifier par lui-même si ses ordres étaient ponctuellement exécutés, et si on ne le trompait pas dans les rapports qui lui étaient faits, et plus d'une fois on le vit aller en simple particulier, causer avec ses soldats ou ses ouvriers, s'informer de leur solde et faire rendre gorge ensuite aux payeurs qui avaient rançonné ses braves, ou aux entrepreneurs qui avaient enflé leurs mémoires. Deux exemples entre mille.

Se trouvant un jour à la Malmaison, il se leva de grand matin et se rendit au milieu des ouvriers, qui travaillaient aux embellissements de ce magnifique château, au moment qu'ils se mettaient au travail : il était seul et en robe de chambre, et ne fut nullement reconnu. Il questionna ceux qui lui parurent les plus dégourdis, et apprit, après quelques moments de conversation, qu'ils recevaient 1 fr. 25 c. de salaire. Rentré au château, il demanda à l'intendant le mémoire des travaux qui n'étaient pas donnés à l'entreprise : il vit bientôt que la journée des ouvriers était comptée à 1 fr. 75 c. Il s'informa depuis quel temps les ouvriers travaillaient, en prit note, feuilleta les mémoires, vit qu'il y en avait cent, et fit sur-le-champ un petit calcul arithmétique. Il changea alors de conversation et demanda à l'intendant s'il était payé de ses appointements : celui-ci répondit qu'il lui revenait environ cent louis; qu'il ne s'était pas fait payer, parce qu'il n'en avait pas eu besoin. *Napoléon* appela alors un de ses secrétaires, qui sortit et rentra presque aussitôt avec un sac de 1,500 fr. « M. l'intendant, dit *Napoléon*, voici un à-compte, donnez quittance. » Celui-ci, étonné,

obéit, sans savoir ce que ceci voulait dire : bientôt il ne le sut que trop. « Depuis un mois que cent ouvriers travaillent sous vos ordres, vous leur avez fait une retenue de 50 c. par jour ; voici la saison rigoureuse qui s'approche, et il est juste que chacun dispose du peu que vous avez bien voulu leur mettre en réserve ; si je ne me trompe, cette épargne se monte à 1,500 fr., et puisque les voilà disponibles et que vous n'en avez pas besoin, allez avec mon secrétaire leur distribuer leur dû. J'espère qu'à l'avenir vous ne vous ferez plus leur trésorier. » Il passa ensuite chez l'impératrice Joséphine, et lui dit en riant, que comme la place d'intendant de son château allait être vacante, il lui demandait cette place pour lui, vu qu'il avait une nombreuse famille à soutenir.

Étant à Vienne, en 1809, *Napoléon* passait chaque jour en revue une division de son armée. A la fin d'une parade, il voulut inspecter les équipages des pontonniers. Quarante-huit voitures suivaient les pontons. Tout à coup, l'empereur fit arrêter la marche, et désignant un chariot numéroté 37, il demanda ce qu'il contenait, au général *Bertrand*. Celui-ci lui répondit : « Sire, ce sont des cordages, des boulons, des hachettes, des sacs de clous, des sacs..... — Quel en est le nombre, interrompit *Napoléon?* Le général le lui dit, et alors, pour vérifier ce rapport, l'empereur ordonna que le caisson fût vidé devant lui ; il compta pièce à pièce, et pour s'assurer qu'on ne laissait rien dans ce fourgon, il grimpa sur le moyeu de la grande roue, en s'accrochant aux rayons... C'était à la veille de la bataille de Wagram, et alors cet oubli de sa dignité fut favorablement jugé.

VIVACITÉ DE LANNES.

Le duc de Montebello ne fut jamais retenu dans les bornes de la modération par la présence de l'empereur, et plus d'une fois on l'entendit jurer, tempêter à son aise devant *Napoléon*, et même le tutoyer en présence de son état-major. Un jour, c'était la veille de la funeste journée d'Essling, Lannes entra chez l'empereur qui, dans ce moment, avait plusieurs généraux près de lui. Le duc D***, qui apparemment voulait attirer l'attention de *Bonaparte*, pour lui dire quelque chose, se glissait toujours entre l'empereur et celui qui parlait. Ce manége impatienta Lannes qui, saisissant le duc par son uniforme, l'enleva et lui fit faire une pirouette, en lui disant :

« F.. moi donc le camp de là ; l'empereur n'a rien à craindre au milieu de « nous. Au champ de bataille tu es toujours si loin derrière nous, qu'on ne te « voit pas, et ici nous ne pouvons parler à l'empereur sans que tu te mettes « devant lui. »

Napoléon se contenta de lui dire :

« *Doucement, Montebello, doucement.* »

LE CHEVAL L'ÉVÊQUE.

L'empereur se trouvant à Raab (Hongrie), se préparait à monter un cheval, que Jardin, son premier piqueur, tenait par la bride, lorsque l'évêque de la ville vint lui faire sa cour. *Napoléon*, qui aperçoit le prélat, dit tout bas à Jardin : « N'est-ce pas l'évêque ? » Le piqueur, qui ne voyait pas l'évêque, et qui ne

s'occupait que du cheval qu'il tenait, lui répondit : « Non, Sire, c'est *Soliman*. — Je te demande si ce n'est pas l'évêque ? — Je vous assure, Sire, que vous l'avez monté au dernier relais. » *Bonaparte* ne put s'empêcher de rire du quiproquo, en se rappelant qu'il avait un cheval appelé l'*Evêque*.

FERMETÉ DU GÉNÉRAL DROUOT.

Quelque emporté, quelque impérieux, que fût *Napoléon*, s'il trouvait dans celui qui causait son mécontentement, quelqu'un qui lui répondît avec fermeté, il revenait sur-le-champ au sang-froid et écoutait ce qu'on avait à lui opposer : s'il avait raison, il se donnait alors la peine de le démontrer ; s'il reconnaissait qu'il avait tort, il prenait un ton amical et plaisantait. En 1813, au moment qu'il voulut passer l'Elbe, après être rentré à Dresde, il donna ordre au général Drouot de rassembler 100 pièces de canon pour protéger les travaux qu'il ordonnait pour le rétablissement d'un pont à Ubigau. Il se rendit à Priernitz où cette artillerie devait être placé, et en arrivant, voyant quelques pièces qui n'étaient pas dirigées à son gré, entra en fureur. Drouot survint, et dans l'effervescence de sa mauvaise humeur, *Napoléon* prit le général par les oreilles et les lui tira assez fortement ; mais celui-ci, sans se déconcerter, se débarrassa assez vivement, et d'un ton modeste, mais assuré, il démontra qu'on ne pouvait mieux les placer. Aussitôt, l'air mécontent de *Napoléon* fit place à un rire amical ; il parut seulement avoir voulu plaisanter et se tranquillisa. Cependant le général Drouot conservait un air sérieux et continuait à justifier ce qu'il avait fait. L'empereur, qui ne cherchait qu'à changer de conversation, voyant à quelques pas de lui un bataillon d'Italiens, qui se courbaient pour éviter l'explosion d'une grenade qui venait de tomber à quelques pas de lui, il prit Drouot par les épaules, lui montra le bataillon, et dit d'un rire moqueur et élevé : « *Ah ! cujoni non famale.* » Et il s'élança sur son cheval et partit au galop.

NAPOLÉON SUR LA ROUTE D'OSTROLENKA.

En revenant de Moscou, quand *Napoléon* eut passé le Niémen, il acheta une mauvaise britschka, recouverte d'une toile cirée en lambeaux, prit la poste, et quitta promptement le théâtre de ses désastres, suivi de MM. *Caulincourt* et *Lefebvre-Desnouettes* ; *Rustan* et un valet de pied venaient ensuite. Non loin d'Ostrolenka, le triste équipage qui portait le puissant empereur des Français est rencontré, dans un chemin étroit, par un officier des chevau-légers de Hohenzollern, qui conduisait des chevaux de remonte. L'officier, voyant la triste britschka qui allait avec une célérité étonnante, non-seulement n'eut aucune envie de céder le pas, mais craignant que par la rapidité de la marche du traîneau, il n'arrivât quelque accident à ses chevaux, il prit la bride des chevaux de poste et força *Napoléon* à suspendre sa marche. Celui-ci furieux sort sa tête de la britschka et tempête après l'insolent, qui ose arrêter sa marche. L'officier, qui ne reconnaît pas l'empereur, rend injure pour injure, et demande quel est le *maraud* qui veut entraver le service de l'armée. Ce mot rappelle *Napoléon* à l'ordre, et il retombe sans mot dire dans sa triste voiture, où il attend patiemment que la remonte ait défilé. Alors l'officier souhaita bon voyage

au voyageur et continua son chemin. A peine avait-il fait une demi-lieue, qu'il rencontra le duc de *Vicence*, qui lui donna ordre de hâter sa marche, et qui s'informa s'il avait rencontré l'empereur. Alors l'officier commença à se douter quel était l'impérieux personnage qu'il avait *rembarré*.

POURQUOI LA RÉVOLUTION DE BRUMAIRE EST ARRIVÉE LE 18.

La révolution du 18 brumaire ne devait avoir lieu que dans les commencements de frimaire, lorsqu'une circonstance unique, un mot lâché par inadvertance, en hâta l'exécution. Les jacobins, qui connaissaient quelques-unes des menées du général *Bonaparte* et de ses adhérents, avaient formé un plan qui devait faire échouer toute tentative et sauver la république. Ils devaient l'exécuter dans la nuit du 16 au 17. Le 16, *Briot*, l'un des *comploteurs*, se trouva à dîner avec M. *Jacqueminot*, depuis sénateur; au dessert l'on s'entretint des affaires du jour, et M. *Jacqueminot* demanda à *Briot* s'il croyait que la discussion sur l'emprunt, qui depuis quelque jours occupait l'assemblée, serait close le lendemain.

— Oui, je le pense, répondit *Briot*, à moins cependant que nous *n'ayons du nouveau cette nuit.*

— Dans un moment où les partis s'agitaient, et où celui dont était *Briot* devait tout oser pour se sauver, ces paroles parurent un trait de lumière à *Jacqueminot*. Il s'esquive, se rend chez Sieyes; on convoque tous les conjurés; on prend des mesures pour paralyser toutes les tentatives des jacobins; on s'arrête à un plan; et, le 18, *Bonaparte* était premier consul.

LES GRENOUILLES QUI DEMANDENT UN ROI.

Un jour *Napoléon*, en se promenant dans le jardin de l'Elysée, vit les deux fils de Louis se roulant sur une pelouse de gazon. Il les appela et se mit à jouer avec eux. Après un moment de folies, il s'informa de leurs progrès, et il demanda à l'aîné, qu'il affectionnait beaucoup, combien il avait déjà appris de fables? — Mon oncle, j'en sais quinze. — Récite-m'en une. — L'enfant sur-le-champ dégoise la fable suivante :

Les grenouilles se lassant
De l'état démocratique, etc.

Napoléon, qui ne riait pas toujours, se mit à rire aux éclats, et prit pour une gaîté préméditée ce qui était l'effet du hasard.

BONAPARTE SUR LES COTES D'EGYPTE.

Quand *Bonaparte* arriva sur les côtes d'Egypte, il fit débarquer quelques troupes près de la Tour des Arabes, et vint lui-même les rejoindre quelques moments après. Au moment où il toucha le sol égyptien, les croisières signalèrent une voile de guerre. *Bonaparte* pâlit, et s'écria : Eh quoi ! fortune, m'abandonnerais-tu déjà ? encore cinq jours seulement. — Il eut plus qu'il ne de-

mandait : on reconnut bientôt la voile pour un vaisseau français. Si Nelson eût paru, c'en était fait de l'expédition.

MOT HEUREUX DU GÉNÉRAL CAFFARELLI.

Bonaparte se promenait avec le général *Caffarelli* autour des remparts de la Vallette (Malte), et admirait ses travaux extérieurs et formidables, taillés dans le roc. On se récriait sur la force de la place. — Ah ! dit *Caffarelli* en s'adressant au général en chef, il faut convenir, mon général, que nous sommes bien heureux qu'il y ait eu du monde dans la place pour nous en ouvrir les portes.

MOYENS DE PASSER LA MER SANS VAISSEAUX.

M. de *Sucy*, ordonnateur de l'armée d'Egypte, déplorait devant *Bonaparte* la perte de la flotte. — Nous n'avons plus de flotte, s'écria le général; hé bien, il faut rester ici, ou en sortir grands comme les anciens.

CE QUI FIT ÉCHOUER LES FRANÇAIS DEVANT SAINT-JEAN-D'ACRE.

Voici un fait assez important, et cependant fort peu connu : nous pouvons en certifier l'authenticité. La prise de Jaffa avait répandu la terreur parmi la garnison de St-Jean-d'Acre. Nous paraissions invincibles, et dès que nous parûmes, les Musulmans quittèrent leurs postes, abandonnèrent leurs remparts, et nous laissaient la victoire sans la disputer. Déjà nos soldats escaladaient; un moment de plus, et nous étions maitres de la ville. Le sang-froid de *Djezzar* fit changer la fortune. Il rappelle les fuyards, les ramène à la brèche, tire sur nous deux coups de pistolet et s'écrie : Que craignez-vous ? ils ont fui. Les Turcs reprirent leurs postes avec tranquillité, et bientôt, soutenus par les Anglais, ce sont eux qui deviennent invincibles.

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE BONAPARTE AU DIRECTEUR CARNOT.

« Kellermann commandera l'armée aussi bien que moi, car personne n'est plus convaincu que je ne le suis que les victoires sont dues au courage et à l'audace de l'armée. Mais je crois que réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un homme qui *se croit le premier général de l'Europe;* et, d'ailleurs, je crois qu'il faut plutôt un mauvais général que deux bons. La guerre est comme le gouvernement, c'est une affaire de tact... »

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE BONAPARTE AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

« Vous trouverez ci-joint des lettres de la plus grande importance, entre autres celle où il est question de l'entretien de Louis XVIII avec plusieurs de nos postes à l'armée du Rhin.

« La nouvelle de ces pourparlers se répète dans toutes les lettres d'émigrés; je crois qu'il est urgent d'y mettre ordre... »

P. S. Parmi les lettres d'émigrés, ci-jointes, vous en trouverez une d'un prêtre qui écrit de Paris au cardinal Zelada; quoiqu'il ne signe pas, il sera facile de le connaître, puisqu'il dit avoir soupé avec le général Dumuy, la veille du départ de celui-ci. Une fois que le ministre de la police connaîtra ce correspondant de Monseigneur le cardinal, il lui sera facile, en le faisant suivre pendant plusieurs jours, de parvenir à en connaître d'autres. Vous y trouverez aussi le nom d'un négociant de Lyon qui fait passer des fonds aux émigrés.

LES COMPAGNONS D'ARMES DE BONAPARTE JUGÉS PAR LUI.

Berthier : Talents, activité, courage, caractère, tout pour lui.

Augereau : Beaucoup de caractère, de courage, de fermeté, d'activité, a l'habitude de la guerre, est aimé du soldat, heureux dans ses opérations.

Masséna : Actif, infatigable, a de l'audace, du coup d'œil et de la promptitude à se décider.

Serrurier : Se bat en soldat, ne prend rien sur lui, ferme

Despinois : Mou, sans activité, sans audace, n'a pas l'état de la guerre, n'es pas aimé du soldat, ne se bat pas à sa tête; a d'ailleurs de la hauteur, de l'esprit et des principes politiques sains, bon à commander dans l'intérieur.

Sauret : Bon, très-bon soldat, pas assez éclairé pour être général, peu heureux.

Garnier, Meunier, Casabianca : Incapables, pas bons à commander un bataillon dans une guerre aussi active et aussi sérieuse comme celle-ci. (Italie 1796.)

Macquart : Brave homme, pas de talent, vif.

Gauthier : Bon pour un bureau, n'a jamais fait la guerre.

Vaubois et Sahuguet étaient employés dans les places; je viens de les faire venir à l'armée : j'apprendrai à les apprécier; ils se sont très-bien acquittés de ce que je leur ai confié jusqu'ici; mais l'exemple du général *Despinois*, qui était très-bien à Milan et très-mal à la tête de sa division, m'ordonne de juger es hommes d'après leurs actions.

BONAPARTE.

(*Extrait de sa lettre au Directoire exécutif,* 26 *thermidor an IV.*— 13 août 1796.)

A BAS LE TRAINEAU.

Si Napoléon exposa ses soldats aux plus grands dangers, on ne peut nier qu'il ne partageât avec eux les périls et les souffrances; plus d'une fois il mangea le pain de munition du dernier de ses gardes, et fort souvent on le vit se rafraîchir au bidon du premier corps-de-garde qu'il rencontrait. Si quelquefois, oubliant le malheur de ses soldats, il se montra au milieu d'eux avec les jouissances du luxe, le premier murmure lui rappela et leurs souffrances et ses devoirs.

Pendant la retraite de Russie, l'empereur parut un jour, avec un bon traîneau, bien chaudement enveloppé dans des pelleteries, et abrité par le dessus d'une chaise de poste qu'on avait attaché au traîneau. Les soldats, mécontents de le voir si bien, tandis qu'ils étaient si mal, se mirent à crier *A bas le traîneau!* Napoléon n'hésita pas ; il s'élance hors du traîneau, demande un cheval et un manteau, et galoppe au milieu des neiges. Bientôt il rencontre de nouveaux pelotons de sa garde : un officier veut les forcer à lui rendre les honneurs militaires ; mais ils répondent que quand ils auront du pain ils perdront volontiers leur temps, mais que pour le moment ils ont bien autre chose à faire. L'officier se fâche et Napoléon lui crie : — *Ils ont raison.* Plus loin, il trouve un vieux sergent blessé, à demi nu, qui marmota en le voyant : *Il est bien heureux d'avoir un manteau.* Napoléon le regarde, et lui dit : — *Allons, ne te plains pas, et viens le chercher.*

SUPERBE NON DU COMTE DE LIMA.

Napoléon, maître du Portugal, que le général Junot occupait avec un corps d'armée, demanda qu'une députation des personnes les plus qualifiées du pays vînt le trouver à Bayonne. A la tête de la députation se trouva le *comte de Lima*, qui fut ambassadeur de Portugal à Paris, et qui avait été fort répandu dans la société. Quand cette députation fut présentée à l'empereur, selon sa coutume, il l'accabla de questions, auxquelles lui même répondait souvent avant d'avoir attendu sa réponse. Enfin, il leur dit : « Qui voulez-vous être? Vous êtes abandonnés par votre prince ; il s'est fait conduire au Brésil par les Anglais : il a fait là une grande sottise, et il s'en repentira! Car, ajouta-t-il, en se tournant vers l'*évêque de Poitiers*, il en est des princes comme des évêques ; il faut qu'ils résident. » Le comte de Lima allait lui répondre, quand il ajouta : « Que voulez-vous, vous autres Portugais? Voulez-vous être Espagnols? » A ces mots, une rougeur d'indignation couvrit le front des nobles portugais, et le comte de Lima, grandissant de dix pieds, s'affermissant dans sa position, et portant la main sur la garde de son épée, répondit d'une voix qui ébranla les voûtes de l'appartement : *Non.*

Les anciens héros portugais n'auraient pas mieux dit ; aussi, cet héroïque monosyllabe frappa-t-il beaucoup Napoléon, et il rendit, le lendemain, à un de ses premiers officiers, l'impression qu'il avait reçue par ces paroles : « Le *comte de Lima* m'a dit, hier, un superbe NON. » Depuis ce temps, il n'a pas cessé de le traiter avec distinction ; et le reste de la conversation se ressentit de la bienveillance à laquelle la noble répartie du comte l'avait disposé. Il accorda tout ce qui lui fut demandé pour les intérêts du Portugal, et ne parla plus de réunion avec l'Espagne.

LE COMMISSAIRE PRUSSIEN, APRÈS LA PREMIÈRE ABDICATION.

Lorsque *Napoléon* eut abdiqué, en 1814, il demanda, pour se rendre à l'île d'Elbe, d'être accompagné d'un officier supérieur de l'armée alliée, afin de n'éprouver aucun obstacle dans son voyage, en traversant les départements occupés par l'ennemi. Les souverains saisirent cette occasion de lui donner des

surveillants; et chacune des quatre grandes puissances nomma un général, qui eut la mission d'accompagner l'ex empereur. Le 17 avril, ces commissaires lui furent présentés par le général *Bertrand*. Il accueillit fort bien le général *Koller*, commissaire autrichien; mais, quand on lui annonça le comte de *Waldbourg-Truchsess*, commissaire nommé par le roi de Prusse, son mécontentement et son embarras parurent extrêmes, et il le reçut très-froidement. Il lui demanda aussitôt, d'une manière brusque, s'il y avait des troupes prussiennes sur la route qu'il allait parcourir.

« Non, Sire.

— En ce cas, vous ne devriez pas vous donner la peine de m'accompagner.

— Ce n'est pas une peine, Sire, mais un honneur. »

Napoléon leva les épaules, lui tourna le dos et alla causer avec le général *Koller*. Il témoigna aussi à ce général son mécontentement.

« Mais vous-même avez demandé d'être accompagné, répondit l'Autrichien.

— Un seul suffisait, répliqua vivement Napoléon; pourquoi, alors, ne m'en a-t-on pas envoyé un de Baden, de Darmstadt et des autres petits princes de la confédération? cela aurait fait une belle cavalcade!

REPROCHE AU DUC DE BASSANO.

L'empereur, causant avec *Maret*, duc de *Bassano*, en présence du colonel *Campbell*, dit au duc, avec un ton aigre:

« On dit que c'est à vous que je dois d'avoir été forcé d'abdiquer; on vous reproche de m'avoir constamment empêché de faire la paix. Qu'en dites-vous?

— Votre Majesté sait très-bien qu'elle ne m'a jamais consulté et qu'elle a toujours agi d'après sa propre sagesse, sans prendre conseil des personnes qui l'entouraient: je ne me suis donc pas trouvé dans le cas de lui en donner, mais seulement d'obéir à ses ordres.

— Je le sais bien, dit Napoléon, mais je vous en parle pour vous faire connaître l'opinion qu'on a de vous..... Puis après un instant de réflexion: Cependant, souvenez-vous de Dresde. Puis il lui tourna le dos, en se frappant le front avec la main.

DÉPART DE NAPOLÉON POUR L'ILE D'ELBE.

Le 17 avril était le jour où *Napoléon* devait quitter Fontainebleau; mais il n'avait pas encore, malgré son abdication, fait le sacrifice entier, et il ne pensait qu'à reculer le moment du départ. Il chercha un prétexte, et donna aux commissaires, nommés par les puis ances alliées pour l'accompagner, celui qu'il ne voulait pas suivre la route d'Auxerre, Lyon, Grenoble, Gap et Digne, mais celle de Briare, Roanne, Lyon, Valence et Avignon; il trouvait la première de ces routes trop mauvaise pour les braves de sa garde, qui devaient le suivre, et tous ses équipages, venus d'Orléans, s'étaient déjà dirigés par l'autre. Il fallut envoyer à Paris, pour obtenir ce que l'empereur demandait. M. de *Caulincourt*

eut cette mission, et il était en outre chargé d'obtenir un ordre direct pour le gouverneur de l'île d'Elbe, Napoléon ne voulant pas courir les risques de n'y être pas reçu.

Enfin, les ordres pour suivre la route qu'il plairait à Napoléon, ainsi que les dépêches pour le gouverneur, arrivèrent dans la nuit du 18 au 19. On les porta sur-le-champ à *Napoléon;* il parut mécontent, fit appeler le comte *Bertrand*, lui parla en particulier et prit ensuite connaissance des dépêches qui étaient pour le gouverneur de l'île d'Elbe. Il n'en fut pas satisfait : il ne les trouvait pas assez claires et craignait qu'on lui enlevât les moyens de défense qui existaient. Il fit appeler le général autrichien *Koller*, lui expliqua ses motifs de mécontentement et déclara qu'il ne partirait que lorsque tout serait parfaitement en ordre. En vain M. de *Koller* assura que tout lui serait accordé, mais que si peu de chose ne devait pas l'empêcher de se mettre en route ; il ne voulut pas démordre de ce qu'il avait avancé, et ce ne fut qu'après les plus vives instances et après avoir de nouveau expédié un courrier pour Paris, qu'il consentit à partir le 20.

Pendant cette discussion, 93 voitures chargées de munitions, d'armes, d'argent, de meubles, de bronzes, de tableaux, de statues, de livres, partaient de Fontainebleau et prenaient la route de Briare. Le départ de ce riche convoi était peut-être le seul motif de ses retards ; ce qu'il avait dit en particulier à *Bertrand*, au moment où il reçut les dépêches, semble le prouver.

Il passa la journée du 19 assez gaiement; il lut toute la soirée une multitude de papiers, qui lui avaient été remis par *Bertrand*, et qui étaient venus de Blois et d'Orléans. Il resta très-tard à causer avec les généraux *Belliard*, *Ornano*, *Petit*, *Dejean*, *Korsakowski*, les colonels *Montesquiou*, *Delaplace*, *Bussy*, le duc de *Bassano*, et M. de *Turenne*, chambellan : c'étaient presque les seuls personnages marquants qui ne l'eussent pas encore abandonné. MM. *Bertrand*, *Drouot*, *Cambrone*, s'occupaient des préparatifs du départ.

Le 20 avril, à dix heures du matin, les cours du palais étaient remplies des voitures attelées, et l'on n'attendait plus que Napoléon pour se mettre en route; les commissaires des puissances alliées espéraient qu'il n'y aurait plus d'obstacle, lorsque l'ex-empereur fit appeler M. de *Koller* :

« J'ai refléchi, lui dit il, sur ce qui me restait à faire ; je me suis décidé à ne « pas partir. Les alliés ne sont pas fidèles aux engagements qu'ils ont pris avec « moi ; je puis donc révoquer mon abdication, qui n'était toujours que condi- « tionnelle. Plus de mille adresses me sont parvenues hier et cette nuit : l'on « m'y conjure de reprendre les rênes du gouvernement. Je n'avais renoncé à « tous mes droits à la couronne que pour épargner à la France les horreurs « d'une guerre civile, n'ayant jamais eu d'autre but que sa gloire et son bon- « heur ; mais connaissant aujourd'hui le mécontentement qu'inspirent les me- « sures prises par le nouveau gouvernement ; voyant de quelle manière on « remplit les promesses qui m'ont été faites, je puis expliquer maintenant à mes « gardes quels sont les motifs qui me font révoquer mon abdication, et je ver- « rai comment l'on parviendra à m'arracher le cœur de mes vieux soldats. Il « est vrai que le nombre des troupes, sur lesquelles je pourrai compter, n'excé- « dera guère 30,000 hommes ; mais il me sera facile de les porter en quelques « jours à 130,000. Sachez que je pourrai tout aussi bien, sans compromettre « mon honneur, dire à mes gardes que, ne considérant que le repos et le bon-

« heur de la patrie, je renonce à tous mes droits et les exhorte à suivre, ainsi « que moi, le vœu de la nation. »

Ce discours fut un coup de foudre pour le général autrichien : il embrassa d'un coup d'œil les affreux résultats d'une semblable résolution et parut anéanti. Cependant, après un moment de réflexion, il espéra ramener Napoléon à des intentions plus pacifiques. Il lui dit que son sacrifice au repos de la patrie serait la plus belle action de sa vie ; qu'il prouverait par là qu'il était capable de tout ce qui était grand et noble. Il lui demanda ensuite en quoi les alliés avaient manqué au traité.

« En ce que l'on empêche l'impératrice de m'accompagner jusqu'à St-Tropez, comme il était convenu, dit l'empereur.

— Je vous assure, reprit le général, que S. M. n'est pas retenue, et que c'est par sa propre volonté qu'elle s'est décidée à ne pas vous accompagner.

— Eh bien ! je veux bien rester encore fidèle à ma promesse ; mais, si j'ai de nouvelles raisons de me plaindre, je me verrai dégagé de tout ce que j'ai promis.

M. de *Bussy*, l'un de ses aides-de-camp, vint, au moment où il terminait cette phrase, lui annoncer qu'il était onze heures, et que le grand maréchal lui faisait dire que tout était prêt pour le départ.

« Le grand maréchal ne me connait-il donc pas, s'écria l'empereur ? Demandez-lui depuis quand je dois me régler d'après sa montre. Je partirai quand je voudrai, et peut-être pas du tout. »

Il continua à se plaindre : il accusa l'empereur *François* d'être un homme sans foi et de travailler à amener *Marie-Louise* au divorce. L'empereur *Alexandre* devint ensuite l'objet de sa mauvaise humeur : « Sans lui, dit-il, je pourrais serrer dans mes bras mon épouse et mon fils ; sans lui, l'impératrice eût conservé la régence ; sans lui, le Sénat n'eût osé.... » Il n'acheva pas, et fit la part du roi de Prusse, contre lequel il montra une forte animosité. Enfin, après une longue conversation, qui roula sur la politique de l'Europe, il congédia le général *Koller*, en lui disant : « Vous le savez, je n'ai jamais manqué à ma parole ; ainsi, je ne ferai pas plus à présent, à moins qu'on ne m'y force par de mauvais traitements. » Cependant l'heure s'avançait et il ne parlait pas de partir. Ceux qui l'approchèrent, à cette époque, croient qu'il retardait toujours dans l'espoir de voir arriver son épouse. Ce qui semble confirmer cette opinion, c'est que, chaque fois qu'il entendait arriver une voiture, il s'élançait vers les fenêtres, en disant à demi-voix : « C'est elle ! » Vers onze heures et demie, il accorda quelques minutes d'audience aux commissaires des puissances alliées. Il causa avec le colonel anglais *Campbell*, sourit au général russe *Schuwaloff*, et tourna le dos au commissaire prussien.

A midi, il descendit dans la cour du château ; les grenadiers de sa garde y étaient rangés. Dès qu'il parut, officiers et soldats abandonnèrent leurs rangs et vinrent l'entourer ; il leur parla alors avec tant de dignité et de chaleur, que tous ceux qui étaient présents en furent touchés jusqu'aux larmes. Ensuite, il pressa le général *Petit* dans ses bras, embrassa l'aigle impériale, et dit d'une voix entrecoupée : « Adieu, mes enfants ! mes vœux vous accompagneront toujours : conservez mon souvenir. » Il donna sa main à baiser aux officiers et soldats qui l'entouraient et monta dans sa voiture avec le grand maréchal.

POURQUOI NAPOLÉON NE S'EST PAS TUÉ.

Dans une conversation avec *Bonaparte*, le général *Koller* lui ayant dit que beaucoup de personnes s'étonnaient de ce qu'après tant de revers il existait encore, l'ex-empereur lui répondit : « Je ne vois rien de grand à finir sa vie comme quelqu'un qui a perdu toute sa fortune au jeu. Il y a beaucoup plus de courage de survivre à son malheur non mérité. Je n'ai pas craint la mort ; je l'ai prouvé dans plus d'un combat, et encore dernièrement à Areis-sur-Aube, où mon cheval a été blessé sous moi. » Il ajouta : » Je n'ai pas de reproches à me faire ; je n'ai point été usurpateur, parce que je n'ai accepté la couronne que d'après le vœu unanime de la nation, tandis que Louis XVIII l'a usurpée, n'étant appelé au trône que par un vil Sénat, dont plus de dix membres ont voté la mort de Louis XVI... »

INTÉRIEUR DE LA COUR DE NAPOLÉON.

Napoléon dans les camps ne craignait aucune fatigue, bravait les plus mauvais temps, couchait sous une mauvaise tente, et semblait oublier tous les soins de sa personne. Dans son palais, il se baignait tous les jours, se frottait tout le corps d'eau de Cologne, et changeait souvent de linge plusieurs fois dans la journée. Son costume de prédilection était celui de la garde nationale. Dans ses voyages, tout logement lui semblait bon, pourvu que le moindre jour ne put pénétrer dans sa chambre à coucher. Il n'y supportait pas même une veilleuse. Sa table était chargée des mets les plus recherchés ; mais il n'y touchait jamais. Une poitrine de mouton grillée, des côtelettes, un poulet rôti, des lentilles ou des haricots, étaient ce qu'il mangeait de préférence. Il était difficile sur la qualité du pain, et il ne buvait que le meilleur vin, mais en petite quantité. On a prétendu qu'il prenait huit, dix, jusqu'à douze tasses de café ; c'est une fable à reléguer avec tant d'autres. Il n'en prenait qu'une demi-tasse après son déjeûner, autant après avoir dîné. Il est vrai qu'il était tellement distrait et préoccupé, qu'il lui est arrivé plus d'une fois de demander son café immédiatement après l'avoir bu, et de soutenir qu'il n'en avait pas pris ; le contraire en cela, quoique par la même cause, du cardinal Dubois dont un chien avait escamoté le souper, consistant en une volaille froide, et auquel un valet de chambre dit, en lui exhibant les débris, que c'était lui qui l'avait mangé.

L'empereur mangeait très-vite, et se levait de table dès qu'il avait fini, sans s'inquiéter si ceux qui y étaient admis avaient eu le temps d'en faire autant. On a prétendu qu'il prenait les plus grandes précautions pour ne pas être empoisonné. Nouvelle erreur ou nouveau mensonge. Peut-être n'en prenait-il pas assez. Tous les matins on apportait son déjeûner dans une antichambre, où étaient admis indifféremment tous ceux qui avaient obtenu de lui un rendez-vous, et qui y atttendaient quelquefois des journées entières. Les plats y restaient souvent déposés plusieurs heures, en attendant qu'il donnât ordre de les servir. Le dîner était apporté par des valets de pied qui se passaient les plats de main en main, et de salle en salle. Rien au monde n'eût été plus facile que d'y glisser du poison, si l'on en eût l'intention.

Voici, à ce sujet, une anecdote qu'on altéra dans le temps, mais que la personne qui écrit ces Mémoires, et sous les yeux de laquelle elle se passa, peut rétablir dans son intégrité. Bonaparte, premier consul, sortait de son cabinet particulier, une prise de tabac dans ses doigts, et cette prise, il venait de la puiser dans une boite placée à demeure sur son bureau. Il faut remarquer que sur les cheminées et quelques consoles des salons adjacents, il y avait aussi plusieurs boites à tabac placées pour sa plus grande commodité. Après quelques tours dans une première salle, il passe dans la seconde, où machinalement ses pas se portent vers une table où était une boite. En ouvrant cette dernière, il paraît étonné, effrayé même : il s'arrête, referme vivement la boite et franchit en courant l'intervalle qui le sépare de son cabinet. Là se trouvait une boite parfaitement semblable. Il ne faut pas ajouter que celle du salon était empoisonnée. Depuis ce temps, cet usage des boites ambulantes cessa d'avoir lieu ; et Bonaparte, ou prit du tabac dans le coin de son gilet, ou d'une boite que lui offrait, à chaque minute, le chambellan de service.

Tant qu'il ne fut que premier consul, il admettait souvent à sa table des littérateurs, des savants et des artistes. A sa campagne, il jouait avec eux à différents jeux d'exercice, notamment aux barres, exercice de jeunesse dont il avait conservé le goût, sans doute parce que c'est une image de la guerre. Quand il fut revêtu de la dignité impériale, il crut que le *décorum* lui défendait d'agir de même, et il ne se permit plus que l'exercice du cheval qu'il aimait beaucoup, quoiqu'il fît des chutes fréquentes. Il en fit une un jour à Trianon, en s'amusant à poursuivre Marie-Louise dans un parterre planté d'arbustes. Il se releva à l'instant, se remit en selle, en riant comme un fou, et continua de courir, en criant : *Cassè-cou!*

On voit qu'il avait ses moments de gaieté; mais elle se manifestait d'une manière singulière : c'était en tirant les oreilles, en pinçant les joues et les bras des personnes qu'il affectionnait ; c'était quelquefois même en leur donnant de petits soufflets. Don Juan Escoïquitz, archidiacre de Tolède, gouverneur du prince des Asturies, en reçut je ne sais combien, à Bayonne, où il avait amené son auguste élève. C'était encore ainsi que Napoléon en agissait souvent avec D···, B···, S···, et quelques-uns de ses aides-de-camp, leur donnant en même temps les épithètes de *grosse bête*, de *butor*, le tout par plaisanterie. Ce genre de familiarité paraissait fort étrange à Marie-Louise, et plus encore quand elle-même en était l'objet. Napoléon venait souvent à sa toilette, et n'y manquait presque jamais de lui donner quelqu'une de ces marques d'amitié. Il arriva un jour qu'il la pinça un peu plus fort qu'il n'en avait probablement l'intention : elle se leva en poussant un grand cri. Napoléon, sans se déconcerter, lui pinça légèrement l'autre bras, l'appela grosse bête, la prit dans ses bras, l'embrassa trois ou quatre fois, et la paix fut scellée. Madame de Montebello étai presque la seule personne de la cour qui osât le repousser d'un air d'humeur, quand il voulait se permettre avec elle de semblables plaisanteries.

Un grand plaisir de Napoléon était d'embarrasser ceux avec lesquels il causait, et de leur adresser des questions captieuses pour les mettre en défaut. Cela lui était d'autant plus facile, qu'il avait des connaissances superficielles en tout genre : il n'existe peut-être aucun art, aucune science, aucun métier même dont il ne pût parler, et dont il ne connaisse quelque terme technique. Il avait cela de commun, ainsi que dans d'autres choses plus importantes, avec Frédé-

ric II, qui pouvait parler de tout, en parlait bien et ne laissait pas d'inquiéter, plus encore que d'étonner sur les détails de leur profession même, ceux qu'il honorait de sa conversation. En voici un exemple, entre mille. Peu de temps après la promulgation du Code qui porte son nom, il signait le contrat de mariage de la fille du docteur Boyer, son premier chirurgien. Ce contrat est sans doute fait suivant la coutume de Paris? dit l'empereur au notaire qui le lui présentait. Non, sire, répondit l'officier public qui devina le piége, il est fait suivant le Code Napoléon. C'est que ce Code abrogeant la coutume, l'empereur n'eût pas manqué d'adresser au notaire de vifs reproches, s'il eût suivi l'ancienne coutume, en négligeant le nouveau Code.

Voici pourtant un trait bien différent de celui-ci, et qui empêche de tirer une conclusion universellement défavorable à cet homme extraordinaire. Dans le temps qu'il n'était que général, un jeune homme arrive dans sa loge, dont le devant était occupé par une dame qu'il ne connaissait pas. C'était au théâtre Feydeau. Après les cérémonies d'usage, le jeune homme assis près de la dame, à laquelle il trouvait des grâces infinies, amorce la conversation, en parlant de la salle, des acteurs, de la pièce, de la musique. Sur les premiers articles, réserve assez grande, sécheresse même de la part de la dame; sur le dernier, elle montre un goût exquis et des connaissances variées. La toile se lève, et l'on joue le premier acte. Le jeune homme avance une opinion que la dame combat avec autant de politesse que de fermeté. Dans l'intervalle, cependant, un homme, d'assez mauvaise mine, était survenu dans la loge ; et après avoir commencé à écouter la conversation, il y prend part. Chose remarquable ! il partage en tout l'avis du jeune homme, qu'il comble d'égards, et combat avec beaucoup de familiarité, même une certaine rudesse, celui de la dame, en faveur de laquelle le jeune homme, mécontent de ce ton, commence à prendre parti. Les choses en étaient là, lorsqu'un militaire, en habit d'aide-de-camp, est introduit dans la loge, où il reconnaît et nomme le général Bonaparte. La dame était son épouse. Tout confus, le jeune homme voulait sortir, après avoir supplié l'un et l'autre d'agréer ses excuses. Madame Bonaparte prétendit gaîment qu'il en devait, non à elle, dont il était très-permis de ne partager ni le goût ni les opinions, mais à Méhul ou à Cherubini, dont le jeune amateur n'admirait pas exclusivement toutes les productions. Quant au général, il dit ce mot remarquable : En fait de discipline et de gouvernement, point d'opposition ; elle tue : en fait de sciences et d'arts, elle donne la vie.

C'est ici l'occasion de rapporter un trait de bienfaisance de ce Napoléon, qui n'était pas toujours terrible. Etant à la chasse dans la forêt de Compiègne, il était descendu de cheval, et se promenait accompagné seulement de Caulaincourt. Il rencontra deux bûcherons qui, fatigués de leur travail, se reposaient un instant assis sur un tronc d'arbre. Ils avaient servi dans les troupes françaises qui avaient fait la guerre en Egypte. L'un d'eux reconnut l'empereur et se leva aussitôt; Caulaincourt voulut faire lever l'autre. Non, dit Napoléon ; ne voyez-vous pas qu'ils sont fatigués ? Il fit rasseoir celui qui était debout, s'assit lui-même quelques instants sur le même tronc d'arbre, causa avec eux de l'expédition d'Egypte et de leurs affaires particulières, et ayant appris que l'un d'eux n'avait pas obtenu de pension de retraite, il la lui accorda, et donna dix napoléons à chacun, en les quittant.

A ce trait de bienfaisance, j'en ferai succéder un de bonne humeur : il est

raconté par M. Cadet-Gassicourt, dans son piquant voyage de Moravie ; mais nous ajouterons quelques particularités échappées à l'intéressant narrateur.

Un célèbre mécanicien, nommé Kempelé, devait présenter à l'empereur un bras artificiel, avec lequel un militaire amputé peut exécuter tous les mouvements d'un bras naturel. Il devait montrer aussi un joueur d'échecs, automate. Cette pièce était montée dans les appartements du prince de Neufchâtel. Napoléon examina d'abord les inventions utiles de Kempelé, et, à l'occasion de son bras artificiel, il lui parla d'une main mécanique, inventée par un artiste nommé Laurent, auquel l'abbé Delille adressa, dans le temps une épître *in genere laudativo*. Cette main n'était qu'un perfectionnement d'une autre main aussi mécanique, par laquelle on avait remplacé, ou du moins suppléé celle que la Vrillière, dit *le petit saint* (Saint-Florentin), avait perdue à la chasse, par l'explosion d'un fusil. Comme Napoléon sait un peu de tout, et de certaines choses beaucoup, il parla machines, mécanique et artifice, de manière à étonner le mécanicien lui-même. Pourtant, en analysant les diverses parties de la main, il se servait des mots *tarse* et *métatarse* assez emphatiquement pour émerveiller ses auditeurs, et assez malheureusement pour faire sourire deux jeunes chirurgiens cachés dans l'embrasure d'une fenêtre. Napoléon ayant remarqué leur petit ricanement dédaigneux, fixa ses regards sur l'un d'eux, moins pour lui demander quelque lumière, que pour lui commander de l'attention. Mais le jeune homme se méprenant, et répondant à sa propre pensée plus qu'à celle de l'empereur : Cette explication serait satisfaisante, dit-il à haute voix, si Votre Majesté ne prenait le pied pour la main. En effet, c'est du *carpe* et du *métacarpe* que l'empereur voulait parler. Il le sentit, rougit subitement, et faisant un mouvement d'impatience qui rompait l'entretien, il marcha vers l'automate qu'il salua et auquel il dit :

Allons, camarade, à nous deux !

Les échecs étaient disposés. L'automate incline la tête, et fait signe à l'empereur pour l'inviter à jouer le premier. La partie s'engage : après quelques coups, l'empereur pose exprès une pièce à faux ; l'automate salue, reprend la pièce et la remet à sa place. Napoléon triche une seconde fois, l'automate confisque la pièce.

C'est juste, dit l'empereur :

Et il triche une troisième fois. Le joueur-machine secoue la tête ; et passant la main sur l'échiquier, renverse toutes les pièces. Un éclat de rire termina la partie, ajoute M. Cadet ; mais ce qu'il ne dit pas, c'est ce qu'adressa l'empereur au chirurgien qui venait de lui donner une leçon : Il y a, dit-il, des automates qui sont forts du *tarse* et de *métatarse* et qui donnent de grands coups de pieds sans dire *gare !* la force de celui-ci est dans le *carpe* et le *métacarpe ;* mais il est poli, et n'en fait usage qu'après avoir averti.

Napoléon a le verbe haut, et quand il est en gaieté, ses éclats de rire s'entendent de fort loin. Il aime à chanter quoiqu'il ait la voix fausse et qu'il n'ait jamais pu mettre une chanson sur l'air. Peu de temps avant son mariage, il chantait souvent l'air : *Ah ! c'en est fait, je me marie*, et tellement hors de mesure, qu'il était impossible de l'entendre sans rire, ce dont il ne s'offensa jamais. Il avait cette ressemblance avec Louis XV, dont Rousseau raconte, qu'après une représentation du *Devin du Village*, à laquelle ce prince avait assisté,

il se tuait de chanter de la voix la plus fausse de son royaume : *J'ai perdu mon serviteur!*

L'empereur aimait le luxe et la magnificence dans toutes les occasions publiques; mais il voulait que l'économie régnât dans l'intérieur de sa maison. Dans un voyage qu'il faisait à Compiègne, trouvant que la voiture allait trop lentement à son gré, il baissa la glace et cria aux piqueurs qui l'accompagnaient : Plus vite ! plus vite ! Caulaincourt qui, en qualité de grand écuyer, le précédait dans une autre voiture, entendit cet ordre, et mettant la tête à la portière, cria aux piqueurs en jurant, qu'il les chasserait tous, si l'on changeait de train. Les chevaux continuèrent donc d'aller au trot. L'empereur arrivé à Compiègne se plaignit à lui de la lenteur du voyage : Sire, répondit froidement Caulaincourt, donnez-moi plus d'argent pour la dépense de vos écuries, et vous pourrez crever autant de chevaux que vous voudrez. Napoléon changea de conversation.

Un jour qu'il déjeûnait avec l'impératrice, il demanda à une des dames qui y assistaient, ce que pouvait coûter un pâté chaud qui était sur la table : Douze francs pour Votre Majesté, répondit-elle en souriant, et six francs pour un bourgeois de Paris. C'est donc à dire que je suis volé ? reprit Napoléon.

– Non, sire, mais il est d'usage qu'un roi paie tout plus cher que ses sujets.

— C'est ce que je n'entends pas, s'écria-t-il vivement, et j'y mettrai bon ordre.

Puis se radoucissant : Il est certain, dit-il en riant, que le métier de roi est le mieux payé ; mais c'est que, dans ce siècle, il est devenu diablement difficile.

Une autre fois qu'il se trouvait chez l'impératrice, il avait oublié son mouchoir. On lui en présenta un appartenant à Marie-Louise, et qui était brodé et garni de dentelles. Il en demanda le prix à la dame qui le lui offrait : Sire, lui dit-elle, il peut valoir de 80 à 90 francs. Il s'en fit répéter le prix une seconde fois, et l'ayant bien entendu : « Eh bien ! dit-il, si j'étais une des dames de l'impératrice, je lui en volerais un tous les jours ; cela vaudrait mieux que mes appointements. — Il est heureux, Sire, lui répondit-elle en riant, que Sa Majesté n'ait auprès d'elle que des personnes plus sûres et moins intéressées que vous ne voulez bien le paraître. » L'empereur ne s'offensa point de cette réponse.

L'écriture de Napoléon avait toujours été fort mauvaise, et dans les derniers temps, elle était devenue illisible. Les secrétaires habitués à la lire, pouvaient seuls la déchiffrer. Dans sa signature, il n'était possible de distinguer que les trois premières lettres, et le surplus ne consistait qu'en quelques traits informes. Rien donc de plus fatiguant que la place de premier secrétaire de l'empereur. M. de Menneval l'a remplie pendant dix ans. Napoléon le nomma enfin secrétaire des commandements de Marie-Louise, et lui dit, en le lui présentant, que c'était l'homme le plus estimable et le plus discret qu'il eût jamais connu, mais qu'il l'avait tué à force de travail. Effectivement, il ne se passait pas de nuit qu'il ne le fit appeler pour lui dicter quelque chose, et souvent même plusieurs fois dans la nuit.

Il n'était point jaloux, et cependant il avait entouré sa jeune épouse d'une foule d'entraves qui ressemblaient aux persécutions de la jalousie. Elles avaient

pourtant leur principe dans les idées les plus libérales Il connaissait les mœurs relâchées de sa cour, et il voulut organiser à l'impératrice un intérieur qui la rendit inaccessible au plus léger soupçon. Indépendamment de la dame d'honneur et de la dame d'atours qui avaient seules le droit d'entrer chez elle à toute heure, et des dames du palais qui ne s'y rendaient qu'aux heures consacrées par l'étiquette, sa maison était composée de six dames qui portaient d'abord le titre de *dames d'annonce*, parce qu'elles étaient chargées d'annoncer les personnes qui se présentaient, mais qui furent ensuite nommées *premières dames de l'impératrice*, parce qu'elles étaient véritablement chargées de tout le service intérieur. L'une d'elles avait sous sa garde les robes, une autre le linge, une troisième les bijoux, etc. Je me rappelle à ce sujet une anecdote qui fait honneur à la bonté du cœur de Marie-Louise. Comme elle faisait sa toilette, un jour où il devait y avoir grand cercle à la cour, elle demanda ses diamants. La dame qui avait la garde des bijoux, chercha vainement la clef de la cassette aux diamants; elle fut obligée d'avouer à l'impératrice qu'elle ne la trouvait point.

— Eh bien, dit Marie-Louise d'un ton où il perçait un peu d'humeur, qu'on me donne donc mes perles!

A peine la parure de perles était-elle placée, qne l'empereur arriva chez elle. Il remarqua qu'elle n'avait pas ses diamants, et lui en demanda la raison. Le mouvement d'humeur de l'impératrice était déjà passé. Au lieu de répondre directement à la question:

— Ne suis-je donc pas bien comme cela? demanda-t-elle.

— Très-bien! toujours bien, répondit Napoléon.

Et il changea de conversation. Elle connaissait déjà le caractère altier et irascible du souverain de la France; elle savait qu'il ne pardonnait pas la plus légère négligence, et que s'il avait appris celle de la dame chargée des bijoux, il l'aurait sévèrement réprimandée, si même il ne l'avait pas congédiée. De pareils traits, peu importants dans l'histoire d'un particulier, sont honorables dans celle d'une souveraine habituée à voir ses moindres volontés exécutées à l'instant.

Ces six dames avaient été tirées, pour la plupart, de la maison impériale d'Ecouen, établissement formé par Napoléon pour l'éducation d'un certain nombre de filles de militaires, et qui était mieux tenu que ne l'avait jamais été Saint-Cyr. Cinq d'entre ces dames étaient veuves ou filles de colonels ou de généraux. Elles avaient sous leurs ordres six femmes de chambres; mais celles-ci n'entraient chez l'impératrice que lorsque la sonnette les y appelait; au lieu que les premières dames, dont quatre étaient de service tous les jours, passaient auprès d'elle la journée entière. Elles entraient chez l'impératrice avant qu'elle ne fût levée, et ne la quittaient plus qu'elle fût couchée. Alors toutes les issues donnant dans sa chambre étaient fermées, une seule exceptée qui conduisait dans une autre chambre où couchait celle de ces dames qui avait le principal service de la semaine: et l'empereur même ne pouvait entrer la nuit chez son épouse, sans y passer. Pas un homme, à l'exception des officiers de santé, n'était admis dans les appartements de l'impératrice, sans un ordre exprès de Napoléon. Les dames même n'y étaient reçues qu'après avoir obtenu d'abord un rendez-vous de Marie-Louise. Les dames premières étaient chargées de faire exécuter ce règlement. Une d'elles au moins accompagnait partout l'im-

pératrice, et assistait aux leçons qu'elle prenait de musique, de dessin, de broderie. Quelques personnes qui fussent avec elle, une dame première restait toujours dans le même appartement. Cette vie était pénible sans doute; mais elles avaient pris à Ecouen l'habitude d'une vie recluse et solitaire; les bontés que leur témoignait leur souveraine en adoucissaient les désagréments, et elles la servaient par affection encore plus que par devoir. Du reste, toutes leurs démarches étaient surveillées, leur correspondance examinée; elles ne pouvaient dire un mot, ni faire un pas qui ne fût connu du maître; car il y avait au château un double système de surveillance, l'un conduit par le ministre de la police, l'autre dirigé par l'empereur lui-même.

La même étiquette s'observait dans tous les voyages de la cour : toujours une des premières dames couchait dans une des chambres à côté de l'impératrice, et par laquelle il fallait nécessairement passer pour y entrer. Une nuit, à La Haye, la dame qui était de service pour la nuit avait fait placer son lit de façon que l'empereur pût entrer librement dans la chambre de son épouse, s'il le jugeait à propos. Il y vint effectivement. La dame feignit de dormir, et à quelques mots que l'em ereur prononça à demi-voix, elle crut comprendre qu'il trouvait le passage mal gardé. La nuit suivante, elle fit placer deux matelas, en travers de la porte. Napoléon vint encore, vit ce changement de disposition, en parut satisfait, dit qu'il fallait continuer à agir de même, et enjamba par-dessus les matelas.

L'empereur Napoléon tenait beaucoup à l'étiquette. Des écrivains superficiels le lui ont reproché comme un ridicule et comme un travers. C'est une question en général; et pour un lieutenant d'artillerie, parvenu au premier trône de l'Europe, reconstruit par l'ordre et que le mépris de l'étiquette avait contribué à renverser, cette question n'en pouvait être une. Napoléon regardait l'étiquette comme la première barrière du trône ; sa politique s'appuie dessus et n'en reçoit pas ses limites ; en conséquence, il se faisait rendre un compte exact et minutieux de tout le cérémonial usité aux cours de Louis XV et de Louis XVI ; il exigeait qu'on s'y conformât scrupuleusement ; il ajoutait quelquefois, et il faisait fouiller jusque dans les plus anciennes archives de la précédente monarchie, pour éclaircir les points qui lui paraissaient douteux. Un jour (c'était durant sa grossesse) l'impératrice devait prendre médecine : elle exigea qu'on la lui donnât avant l'arrivée de son médecin. Après l'avoir prise, elle éprouva des coliques assez violentes pour faire concevoir quelques inquiétudes : toute la faculté fut en l'air. L'empereur averti accourut chez Marie-Louise. Le mal avait déjà disparu ; mais il n'en fit pas moins un long sermon à la duchesse de Montebello sur l'imprudence qu'elle avait commise, en donnant à l'impératrice un médicament qu'elle ne connaissait pas ; et il répéta plusieurs fois « que l'é« tiquette exigeait que ce fut son médecin qui lui présentât la médecine. » Ici, comme l'on voit, l'étiquette n'est que la raison sous une forme cérémonieuse, La duchesse ne répondit pas un mot ; mais lorsque l'empereur se fut retiré : — Je suis bien aise, dit-elle, que M. *Etiquette* ait fini; je n'ai jamais aimé les longs sermons. Depuis ce temps, elle se permettait souvent de le désigner ainsi, même en causant avec Marie-Louise, ce qui n'était ni d'un bon procédé, ni d'un bon exemple. Ainsi madame de Noailles, dame d'honneur de la dauphine, depuis l'infortunée Marie-Antoinette, avait reçu de cette princesse le sobriquet de

madame de l'*Étiquette*, parce qu'à chacune des actions de la dauphine, cette dame opposait un obstacle et répétait gravement :

— Madame, ce n'est pas l'étiquette en France.

Pendant les six premières semaines qui suivirent l'accouchement de l'impératrice, cette princesse ne reçut que sa dame d'honneur, sa dame d'atours et les princesses de la famille impériale. Lorsque MADAME MÈRE, ou quelques-unes des sœurs de Napoléon venaient la voir, on leur donnait des fauteuils près du lit de l'accouchée. Le jour que Marie-Louise devait recevoir, pour la première fois, les dames présentées à la cour, l'empereur remarqua que près du lit de repos destiné à l'impératrice, on avait placé trois fauteuils : pour MADAME MÈRE et pour les reines d'Espagne et de Hollande. Il blâma cette distinction, dit que sa mère n'étant pas reine, ne devait pas avoir de fauteuil, et qu'il n'en fallait donner à personne. Il les fit donc emporter et y fit substituer des tabourets. MADAME arriva bientôt avec les deux reines, et voyant qu'elles n'avaient pas de fauteuils, elles se retirèrent sur-le-champ d'un air piqué, et ne voulurent pas assister à la réception des dames qu'on attendait. Cet événement, causé par l'étiquette, augmenta le froid qui regnait dans la famille, et il en résulta une foule de tracasseries, dont l'impératrice eut à supporter les désagréments, quoiqu'elle fût bien innocente de ce qui les avait causées.

ÉDUCATION DU ROI DE ROME.

Les Français aiment la dignité dans leur monarque, la grâce de l'affabilité dans leur souveraine. Ces heureuses qualités firent régner Joséphine sur tous les cœurs; des qualités contraires semblèrent en exclure Marie-Louise. Jamais pourtant on ne lui parla d'un malheureux sans qu'il éprouvât sur-le-champ les effets de sa générosité. Le premier mouvement de cette princesse partait toujours de son propre cœur : c'étaient la bonté, la sensibilité qui le dirigeaient. Il n'en était pas de même du second : il était froid, inquiet, méfiant ; on y reconnaissait l'esprit de madame L.-M. : devant elle l'impératrice semblait rougir d'être compatissante et généreuse ; et, si elle voulait faire un cadeau a quelqu'une des dames de sa maison, elle avait toujours soin de choisir un moment d'absence de la duchesse. Celle-ci, envieuse et intéressée, semblait regarder tout présent fait à une autre, comme un vol fait à elle-même.

La froideur de l'impératrice, hors de sa société intime, était tellement connue, qu'on lui reprochait même de l'étendre jusqu'à son fils. Ce n'était pourtant pas défaut d'affection, c'était plutôt l'excès de ce sentiment. N'ayant jamais eu d'enfant, elle n'osait ni le prendre, ni le caresser, tant elle craignait de lui faire mal. Aussi, conçut-il plus d'affection pour sa gouvernante que pour sa mère, ce dont Marie-Louise ne laissait pas d'être un peu jalouse. L'empereur, au contraire, le prenait dans ses bras toutes les fois qu'il le voyait, le caressait, le contrariait, le portait devant une glace et lui faisait des grimaces de toute espèce. Lorsqu'il déjeunait, il le mettait sur ses genoux, trempait un doigt dans la sauce, le lui faisait sucer, et lui en barbouillait le visage. La gouvernante grondait, l'empereur riait, et l'enfant, presque toujours de bonne humeur, paraissait recevoir avec plaisir les bruyantes caresses de son père.

Avant l'âge de deux ans, il assistait régulièrement au déjeûner de Napoléon

où l'impératrice se rendait aussi. Jusqu'au moment des couches de Marie-Louise, ils avaient toujours déjeûné ensemble à une heure à peu près fixe; mais, à cette époque, l'empereur reprit ses anciennes habitudes. Il mangeait quand il avait faim, ou quand ses occupations le lui permettaient, et il avait exigé que l'impératrice continuât de déjeûner à son heure ordinaire.

Dès que le jeune Napoléon sut parler, il devint, comme presque tous les enfants, grand questionneur. Il aimait beaucoup à voir le peuple qui se promenait dans le jardin des Tuileries, et qui s'amusait souvent sous ses fenêtres pour le voir. Il ne tarda pas à remarquer que beaucoup de personnes entraient dans le château avec de grand rouleaux de papiers sous le bras. Il demanda à sa gouvernante ce que cela signifiait. Elle lui dit que c'étaient des gens infortunés qui venaient demander quelque grâce à son papa. Depuis ce temps, chaque fois qu'il voyait passer une pétition, il criait, pleurait, et n'avait point de repos qu'on ne la lui eût apportée; et il ne manquait jamais de présenter chaque jour à son père, au déjeûner, toutes celles qu'il avait recueillies ainsi la veille. On juge bien que lorsque cette habitude fut connue du public, on ne laissa pas manquer l'enfant de pétitions.

Il vit un jour, sous ses fenêtres, une femme en deuil, qui tenait par la main un petit garçon de trois à quatre ans, aussi en deuil. Celui-ci tenait en main une pétition, qu'il montrait de loin au jeune prince. L'enfant voulut savoir pourquoi ce *pauvre petit* était habillé tout en noir. Sa gouvernante lui répondit que c'était sans doute parce que son papa était mort. Il témoigna un grand désir de lui parler : madame de Montesquiou, qui saisissait toutes les occasions de développer la sensibilité de son élève, y consentit, et donna ordre qu'on fit monter la mère et l'enfant. C'était une veuve, dont le mari avait été tué à l'armée, qui se trouvait sans ressources et qui sollicitait une pension. Le jeune Napoléon prit la pétition et promit de la remettre à son papa. Le lendemain, il fit son paquet ordinaire, mais il garda séparément celle à laquelle il prenait un intérêt particulier; et après avoir remis à l'empereur les autres pétitions en masse, suivant sa coutume : « Papa, lui dit-il, voici la pétition d'un petit garçon bien malheureux. Tu es cause que son papa est mort : il n'a plus rien; donne-lui une pension; je t'en prie! » Napoléon prit son fils dans ses bras, l'embrassa tendrement, accorda la pension et en fit expédier le brevet dans la journée. Ce fut ainsi qu'un enfant qui n'avait encore que trois ans, eut déjà le bonheur de sécher les larmes d'une famille.

Il est de toute fausseté qu'on ait jamais employé à son égard le châtiment des verges. Madame de Montesquiou employait des moyens plus sages et plus utiles pour le corriger de ses défauts. Il était généralement doux et docile et écoutait assez le langage de la raison; mais il était formé du sang de Napoléon; il était, comme lui, vif et impétueux et se livrait déjà quelquefois à des accès de colère. Un jour qu'il se roulait à terre, en poussant de grands cris, sans vouloir écouter ce que lui disait sa gouvernante, celle-ci ferma les fenêtres et les contre-vents. L'enfant étonné, se releva aussitôt, oublia ce qui l'avait contrarié, et lui demanda pourquoi elle agissait ainsi. « C'est de peur qu'on ne vous entende, répondit-elle : croyez-vous que les Français voudraient d'un prince comme vous, s'ils savaient que vous vous mettez ainsi en colère? — Crois-tu qu'on m'ait entendu? s'écria-t-il, j'en serais bien fâché. Pardon, *maman Quiou* (c'est ainsi qu'il l'appelait), je ne le ferai plus. » C'est ainsi que cette femme spirituelle inspi-

rait au jeune prince cette crainte du blâme, ce respect pour l'opinion publique, si nécessaire dans toutes les classes, et cherchait à tirer parti des heureuses dispositions qu'il avait reçues de la nature.

PRIÈRE DU ROI DE ROME.

Madame de Montesquiou, qui cherchait à donner de bonne heure, à son auguste élève, les principes de piété qui la distinguaient elle-même, l'avait habitué à prier Dieu matin et soir. Depuis les désastres éprouvés en Russie, elle avait ajouté ces mots aux prières enfantines du roi du Rome : « Mon Dieu, inspire à « papa le désir de faire la paix pour l'honneur de la France et le bonheur de « nous tous. »

Napoléon se trouvait un soir dans les appartements de son fils, à l'heure de sa prière. Madame de Montesquiou n'y changea rien, et l'empereur entendit l'enfant répéter les mots que nous venons de citer. Il sourit, et ne fit aucune réflexion à ce sujet. Il connaissait les sentiments de la gouvernante : elle avait déjà eu le courage de lui dire ce que ses flatteurs cherchaient à lui cacher, c'est-à-dire combien la France désirait la paix, et combien elle en avait besoin. Napoléon l'écoutait tranquillement, lui disait qu'il voulait la faire, et changeait de conversation.

DÉPART DU JEUNE NAPOLÉON.

Dans la nuit du 28 au 29 mars, au moment de monter en voiture, le jeune Napoléon, qui était cependant accoutumé à faire de fréquents voyages à Saint-Cloud, à Compiègne, à Fontainebleau, ne voulait pas quitter sa chambre, poussait de grands cris, se roulait par terre, et disait qu'il voulait rester à Paris. Sa gouvernante fit de vains efforts pour le décider à la suivre; il fallut employer la force pour le porter dans une voiture.

MARIE-LOUISE EN 1814 (MARS-AVRIL). — QUELQUES MOTS SUR LES INTRIGUES QUI L'ONT EMPÊCHÉE DE REJOINDRE NAPOLÉON.

Le 19 février 1814, *Napoléon* tint encore une fois entre ses mains un traité auquel il ne manquait que sa signature : il nous assurait la paix, il lui conservait l'empire; un succès partiel, qu'il obtint en ce moment critique, vint encore paralyser sa main. Il crut voir reparaître sur l'horizon l'étoile qui l'avait guidé si longtemps, et il déclara qu'il ne songerait à la paix que quand il aurait forcé l'ennemi à repasser le Rhin. Ce fut alors qu'il exécuta ce mouvement qui devait amener son triomphe et qui détermina sa perte. Les ennemis allaient se trouver enfermés dans un carré formé par toutes nos divisions; les paysans, réduits au désespoir, allaient former autant de troupes légères qui massacreraient les traîneurs et les fuyards ; un général fit un faux mouvement, livra ses divisions aux attaques imprévues de l'ennemi, et les armées étrangères arrivèrent sous les murs de la capitale quand Napoléon les attendait pour leur couper la retraite.

Marie-Louise et son fils étaient alors à Paris, entourés de la garde nationale à qui Napoléon les avait solennellement confiés en partant. *Joseph*, qui avait fait en Espagne l'apprentissage de la fuite, pensait déjà à quitter Paris et en donnait le conseil à l'impératrice. Ce général, qui avait couru jusqu'aux avant-postes, qui étaient à deux petites lieues de Paris, en était revenu au grand galop, et jetait dans le conseil de régence la terreur et la consternation, dont il avait été saisi à la vue des troupes ennemies qu'il avait aperçues à l'aide d'un télescope. Les grands dignitaires, les sénateurs, la plupart des fonctionnaires publics quittèrent Paris en foule, et *Marie-Louise* n'avait autour d'elle que des conseillers lâches ou perfides, qui se réunissaient tous pour presser son départ. Elle résista longtemps : elle avait un grand exemple dans sa propre famille, celui de *Marie-Thérèse.* Comme elle, elle voulait prendre son fils dans ses bras, parcourir la capitale, ranimer le zèle de la garde nationale et encourager le peu de troupes qui s'y trouvaient. Que risquait-elle en prenant ce parti ? Fille d'un des monarques confédérés contre la France, elle était sûre d'être respectée par les troupes alliées, si elles venaient à entrer dans Paris. En supposant que *Napoléon* perdit la couronne, n'était-il pas possible qu'elle la conservât pour son fils ? En quittant Paris, où depuis vingt-cinq ans, le sort de la France s'était toujours décidé, elle renonçait à tout espoir, et laissait le champ libre à ceux qui voulaient renverser l'empire. Enfin, ce fut, dit-on, *Clarke*, duc de *Feltre*, qui la décida au départ, en lisant en plein conseil une lettre qu'il dit avoir reçue de l'empereur, où celui-ci lui mandait de faire partir l'impératrice et son fils, si Paris était menacé, ajoutant *qu'il aimerait mieux les savoir tous deux au fond de la Seine, qu'entre les mains des étrangers.* Le départ fut donc résolu dans la nuit du 28 au 29 mars, et le 29, à six heures du matin, toute la cour partit pour Rambouillet, abandonnant Paris à lui-même, sans avoir pris aucune mesure de précaution, pas même celle si naturelle de transférer dans une autre ville le Sénat et le Corps-Législatif.

Madame de L.-M. avait appuyé de tout son ascendant sur l'esprit de Marie-Louise, le projet de départ : elle avait déjà fait partir ses enfants, et elle désirait aller les rejoindre. Dans la nuit, où il fut décidé qu'on se rendrait à Rambouillet, on l'entendit rire avec sa femme de chambre, à gorge déployée, dans son appartement, ce qui était au moins déplacé.

Cependant la générale avait battu dans Paris toute la nuit : la garde nationale était sur pied ; une grande partie des hommes qui la composaient était sans armes : on en demanda au duc de *Feltre*, qui répondit qu'il n'en avait pas : un général russe a cependant trouvé dans les dépôts, à Paris, ce qu'il fallait pour armer 15,000 hommes.

Dès 7 heures du matin, le canon de Belleville et de Montmartre se fit entendre. L'artillerie française était servie par les élèves de l'école Polytechnique, jeunes gens de 17 à 20 ans, qui se battirent comme des lions. Ils manquaient de boulets, quand il leur arriva un caisson. Ils l'ouvrirent avec empressement, et en voyant qu'il ne contenait que du pain : « Ce n'est pas du pain qu'il nous faut, s'écrièrent-ils, ce sont des boulets. » On leur envoya des boulets, et ils étaient de calibre à ne pouvoir servir.

Cependant la capitale, abandonnée à elle-même, organisa un gouvernement provisoire, et capitula avec les troupes alliées, qui y entrèrent le lendemain. Napoléon fut presque témoin de cette entrée, car il arriva le même jour, déguisé

avec un de ses aides-de-camp, pour reconnaître la situation des ennemis. Il perdit alors tout espoir, et retourna à Fontainebleau complètement découragé. Il avait encore, outre les nombreux bataillons de nouvelle levée, 30,000 hommes de vieilles troupes et cette garde si célèbre. Ils demandèrent à grands cris qu'il les conduisît sur Paris, jurant de vaincre ou de mourir sur les ruines de cette ville. L'empereur n'y consentit point : il avait trop fait pour cette ville pour vouloir la détruire. Son refus déplut aux soldats et refroidit leur enthousiasme. Il abdiqua.

L'impératrice n'avait fait que passer à Rambouillet, et s'était rendue à Blois avec le conseil de régence et une partie de la cour. On jouissait en cette ville de la plus grande sécurité, les troupes alliées ne s'étant pas avancées de ce côté. *Marie-Louise* ignorait tout ce qui se passait à Paris. Les arrêtés du gouvernement provisoire, les actes du sénat lui étaient inconnus : on éloignait d'elle tous les journaux; jamais on ne lui parlait des droits réclamés par *Louis XVIII* et des vœux alors universels des Français; elle ne prévoyait donc encore d'autres malheurs que la nécessité où serait *Napoléon* de faire la paix à telles conditions qu'on voudrait lui imposer; elle était bien loin de croire d'ailleurs que l'empereur d'Autriche, que son père voulût détrôner son gendre, et priver son petit-fils d'une couronne qui semblait devoir lui appartenir un jour. Ce fut le 7 avril au matin que la vérité lui fut connue. Une de ses premières dames, qui était restée à Paris pour voir la tournure qu'allaient prendre les évènements, vint la joindre, et lui apprit la véritable situation des choses, la disposition des esprits dans la capitale, et l'abdication prochaine et présumée de l'empereur. L'impératrice reconnut alors combien elle avait eu tort de quitter Paris, et prit la résolution d'y retourner sur-le-champ, malgré la présence des troupes alliées dont elle sentait fort bien qu'elle n'avait rien à craindre. Elle crut devoir soumettre cette résolution au conseil de régence, et il fut universellement désapprouvé : on combattit son projet, et elle l'abandonna. Trois jours après, elle apprit l'abdication de Napoléon et son départ pour l'île d'Elbe dont on lui laissait la souveraineté.

Les royalistes cependant n'étaient pas sans inquiétude sur la détermination que prendrait *Marie-Louise*. Non seulement ils craignaient son retour dans la capitale, mais ils ne voulaient pas même qu'elle suivît son mari à l'île d'Elbe, parce qu'on sentait que sa présence auprès de lui pouvait tôt ou tard opérer une réconciliation entre lui et l'empereur d'Autriche. Le prince de *Schwartzemberg*, qui était à leur tête, était le plus ferme soutien du parti de l'impératrice d'Autriche, et par une conséquence toute simple, il détestait *Napoléon* et n'aimait pas *Marie-Louise*. Il était en relation avec madame de L.-M., et avec le peu de personnes qui possédaient la confiance de l'épouse de Napoléon : tous servirent ses projets. M. C... et le duc de V. furent, dit-on, du nombre de ceux qui conduisirent cette intrigue. Dès qu'on vit *Marie-Louise* chanceler sur ce qu'elle avait à faire, et qu'on l'entendit parler d'aller rejoindre Napoléon à Fontainebleau, on fit partir de Blois M. de C... pour en porter avis au prince de *Schwartzemberg*, qui était alors aux environs de Troyes, et celui-ci fit partir en diligence l'hetman des Cosaques, qui arriva en diligence avec sa troupe à l'instant où *Marie-Louise* allait se mettre en route pour Orléans.

Pendant ce temps, les conseillers de cette malheureuse princesse employaient toute leur adresse pour la dissuader d'aller rejoindre son mari. On lui repré-

sentait d'une part que le climat de l'île d'Elbe serait funeste à sa santé; de l'autre, que Napoléon, précipité du trône, en partie par les armes de son beau-père, et réduit à une petite souveraineté, ne la verrait plus des mêmes yeux que par le passé, et qu'elle aurait à supporter sans cesse ses brusqueries et ses reproches; on ajouta que, pour l'intérêt de son fils, elle devait se réunir à son père, qui l'avait toujours aimée; qu'il lui assurerait certainement une principauté préférable à l'île d'Elbe; que peut-être même lui ferait-elle prendre quelque résolution favorable pour son mari. Une seule de ses dames osa lui dire que son devoir et son honneur exigeaient qu'elle suivît Napoléon dans son exil. — Vous êtes la seule qui me teniez ce langage, lui dit l'impératrice; tous mes amis, et notamment M. de V...., me conseillent le contraire. — Madame, reprit celle qui lui donnait cet avis, c'est que je suis peut-être la seule qui ne trahisse pas Votre Majesté. — Elle ne fut pas crue, et Marie-Louise aima mieux suivre les avis de ceux dont elle aurait dû d'autant plus se méfier, qu'ils commençaient à laisser percer leurs véritables sentiments. « Qu'il me tarde que tout « cela finisse, disait madame de ····, en déjeunant avec elle le jour même où « l'on comptait partir pour Orléans : que je voudrais être avec mes enfants, « tranquille dans ma petite maison, rue d'Enfer! » — Ce que vous me dites est bien dur, répondit l'impératrice, les larmes aux yeux, et elle ne lui fit pas d'autres reproches. Cette dame avait déclaré que quoi qu'il arrivât, elle n'irait pas à l'île d'Elbe, et il est assez vraisemblable que, si elle entra dans les vues de ceux qui voulaient séparer Marie-Louise de son mari, ce fut pour ne pas se trouver dans la nécessité de se deshonorer en refusant de la suivre ou de sacrifier son inclination, en l'accompagnant.

Enfin, il fut décidé que l'impératrice irait joindre son père à Rambouillet : elle reçut un accueil plus froid qu'elle ne s'y attendait. *François II*, quoique l'aimant toujours, ne pouvait la revoir sans quelque embarras.

Profondément affligée d'un tel accueil, elle tomba malade à Rambouillet et ensuite à Gros-Bois, où elle fut obligée de s'arrêter deux jours. Enfin elle retourna à Vienne en passant par le Tyrol, où elle fut forcée de recevoir des fêtes auxquelles son cœur prenait peu de part; mais tels étaient les ordres de *François II*.

TENTATIVE DE NAPOLÉON POUR REJOINDRE MARIE-LOUISE APRÈS LE 30 MARS 1814.

Pendant le séjour que l'impératrice fit à Blois ou à Orléans, une correspondance avait lieu entre elle et Napoléon, qui l'attendait tous les jours. Elle lui écrivit, le 8 avril, qu'elle avait dessein d'avoir une entrevue avec son père, et d'implorer son appui pour leur fils. Ce projet n'ayant pas obtenu son approbation, elle lui fit écrire que sa santé exigeait qu'elle prît les eaux, et lui demanda son agrément pour le faire. Napoléon, prévoyant qu'on voulait le séparer de son épouse, fit partir sur-le-champ un nombreux détachement de sa garde qu'il suivit de près. Mais en arrivant non loin d'Etampes, on apprit que Marie-Louise avait déjà dépassé cette ville en se rendant à Rambouillet, où se trouvait l'empereur François. On ne pouvait songer à la suivre : tout le pays, aux environs d'Etampes, était occupé par les troupes alliées, Napoléon retourna à Fontainebleau.

DÉTAILS ANECDOTIQUES SUR LES PRINCIPAUX PERSONNAGES QUI ENTOURAIENT L'EMPEREUR.

Nous commencerons par le prince de Wagram.

C'était lui qui, après l'empereur, jouissait des plus grandes prérogatives et de tous les honneurs : il sut se concilier l'estime générale. Malgré son âge avancé, il conserva toujours une activité et une vivacité extraordinaires. Il était vêtu simplement, et avait adopté un chapeau petit et simple qu'il portait à la façon de Napoléon, pour qui on le prenait fort souvent, surtout lorsqu'il était en voiture. Il allait grand train à cheval, étant toujours bien monté. Il aimait passionnément la chasse, au point que, quand une corneille lui passait au-dessus de la tête, il laissait tomber les rênes, même en galopant, et faisait mine de lui lâcher un coup de fusil. Malgré tout son zèle pour le service et le ton sérieux avec lequel Berthier parlait à ses subalternes, jamais on ne le vit impoli ou grossier. Avec Napoléon, son ton variait selon l'occasion : il était familier, quand il s'agissait de converser, et respectueux, s'il s'agissait de recevoir des ordres, ou de rendre compte de leur exécution : dans ces derniers cas, il gardait le chapeau à la main.

On peut juger combien Napoléon imposait à ceux qui l'entouraient, par sa manière d'être avec ses proches parents. Il les avait rendus grands et puissants; mais il n'en était pas moins redoutable pour eux, à moins que, comme son frère Lucien, ils ne lui opposassent de la fermeté et de l'indépendance. Bonaparte ne faisait pas le moindre cas du ci-devant roi de Westphalie, Jérôme, qui ne figurait que comme courtisan.

Napoléon témoignait plus d'estime au roi de Naples, dont il appréciait la valeur comme commandant d'un corps, surtout de cavalerie. Le prince Murat, malgré son costume théâtral, emprunté de tous les siècles, et qui ne s'accordait guère avec la dignité d'un souverain, n'en était pas moins, comme général de cavalerie, peut-être le premier de l'armée française. Son coup d'œil perçant, son habileté à juger des positions et des forces de l'ennemi, son intrépidité calme dans les plus grands dangers et sur les points les plus exposés, ainsi que sa contenance guerrière, sa taille forte et régulière, et son allure noble et ferme sur de beaux et vigoureux coursiers, tout contribuait à lui donner l'aspect d'un héros. A la tête de sa cavalerie, il ne craignait aucun danger, et se jetait au milieu des ennemis dans toute la force du terme. C'était lui que Napoléon employait, conjointement avec le prince de la Moskova, dans les circonstances les plus critiques. Il paraissait faire grand cas de son opinion, lorsqu'il se rendait sur un terrain qui avait déjà été inspecté par le roi de Naples.

La franchise et le ton résolu de Murat, son air toujours serein, dégénéraient quelquefois en une espèce d'insouciance. Le zèle et la précision avec laquelle il s'acquittait de toutes ses missions, convenaient à Napoléon, qui semblait goûter beaucoup de plaisir dans sa conversation. La bonne humeur de Murat ne se démentait jamais : même au milieu des affaires les plus sérieuses, il avait toujours le mot pour rire; mais son beau-frère ne le considérait que sous le rapport militaire : aussitôt qu'il était question de politique, Bonaparte lui tournait le dos et s'adressait à Maret, à Berthier, à Caulincourt, etc. Murat se retirait

alors, et l'on voyait clairement qu'il ne voulait ou ne pouvait pas s'en mêler.

Dans les combats et pendant les marches, Napoléon, qui avait toujours Murat à sa gauche, formait avec lui un contraste frappant : en effet, quelle mine avait Napoléon avec son petit chapeau à trois cornes, sa redingote grise, sa petite taille, son gros ventre, ses cheveux sans apparence et sa mauvaise tenue à cheval, auprès de son beau-frère, qui attirait tous les regards par sa taille, par son costume brillant et par les riches harnais de son cheval ! Sa figure, ses beaux yeux bleus, ses gros favoris, ses cheveux noirs et bouclés qui retombaient en longs anneaux sur le collet d'une kurtka (habit à la polonaise), dont les manches étroites avaient une ouverture au-dessous de l'épaule, devaient exciter l'attention. Le collet de son habit était richement brodé en or. L'habit était serré par une ceinture dorée, à laquelle pendait un sabre léger, droit et à lame étroite, à la manière des anciens Romains. Le manche était d'un trés-beau travail, garni de brillants et orné des portraits de sa famille. Il portait ordinaîrement un large pantalon, couleur de-pourpre, dont les coutures étaient garnies en or, et des bottines de peau jaune ou de nankin. L'éclat de cette parure était encore rehaussé par un grand chapeau à trois cornes, garni de plumes blanches d'autruche, avec une large bordure d'or, un grand plumet, également composé de quatre grandes plumes d'autruche, du milieu desquelles s'élevait une magnifique plume de héron. Son cheval était brillamment enharnaché à la hongroise ou à la turque : une housse bleu-de-ciel ou pourpre, brodée en or, flottait élégamment; les étriers étaient dorés et la bride magnifique.

INGÉNUITÉ D'UN CONSCRIT BAS-BRETON.

Tandis que Napoléon était vaincu par les frimats de la Russie, on levait en France 300,000 conscrits, qui devaient bientôt rester ensevelis dans les plaines de la Saxe. Cette levée se faisait avec difficulté, et des officiers furent envoyés dans les départements pour l'accélérer. Le colonel R......, avait été chargé d'aller dans les départements de la Bretagne; en faisant sa tournée, il ordonna au maire d'une commune de ranger sur trois lignes de hauteur tous les hommes que le sort avait frappés, afin qu'il pût les répartir entre les différentes armes auxquelles leur taille pourrait les faire appartenir. Pendant que le maire exécute cet ordre, il prend un léger repas qu'il avait commandé. Il avait à peine terminé, qu'il reçoit du maire un message, dans lequel il le priait de l'excuser s'il n'avait pu remplir tout-à-fait ses intentions ; mais il lui avait été impossible de ranger ses hommes autrement que sur deux lignes de hauteur. Il l'engageait même à venir sans délai au lieu du rendez-vous, attendu qu'il ne se flattait pas de pouvoir maintenir cet ordre bien longtemps. Le colonel ne conçoit rien à cette nouvelle. Il court sur la place publique, et y trouve ses futurs soldats rangés littéralement sur deux lignes de hauteur, c'est-à-dire un homme monté à califourchon sur les épaules de l'autre.

Peu après, le même officier étant dansl e département du Nord, faisait faire l'exercîce à feu à de nouvelles recrues : l'un d'eux mit trois cartouches dans son fusil. Lorsqu'on commanda de faire feu, la violence du coup renversa l'apprenti héros. Un de ses camarades le relève, et un autre allait ramasser son fusil, quand il s'écria vivement :

« Prenez bien garde! j'ai chargé trois coups et je n'en ai encore tiré qu'un. »

C'était afin de ne pas recharger si souvent son arme qu'il avait *inventé* ces expédient.

Eh bien! qui le croirait? Ce nigaud mérita la croix d'honneur quelques moit plus tard, sous les murs de Dresde!

DÉTAILS HISTORIQUES DES PREMIÈRES ANNÉES DE L'EMPEREUR.

L'histoire des premières années de l'empereur, de son entrée, de son séjour dans les écoles militaires est généralement peu connue. Voici d'intéressants détails que nous trouvons dans une lettre écrite par un officier étranger, qui fut son camarade à l'école de Brienne.

L'ancien gouvernement de France avait fondé, près Paris, dans la plaine de Grenelle, une école pour l'éducation des gentilshommes peu fortunés. Entre plusieurs inconvénients, cette fondation avait celui d'être trop magnifique, trop éloignée des familles pauvres, pour lesquelles surtout elle était destinée. On sentit que son but serait mieux rempli, si ce trésor de bienfaisance royale, se partageant en divers rameaux, allait porter en plus d'un lieu ses moyens de vivification, et appeler sur différents points les tributs de l'admiration et de la reconnaissance. On se décida à partager en treize cette école, d'abord unique, et à distribuer ces fondations dans les différentes provinces du royaume. Celle de Paris devint par-là une espèce d'école centrale, vers laquelle se dirigeaient les vœux des jeunes élèves. Y être admis était une récompense pour ceux qui se distinguaient le plus dans leurs études. Un inspecteur, qui le plus communément était un officier général, accompagné de deux membres de l'Académie, faisait chaque année la revue des écoles. L'examen était fait en sa présence avec une scrupuleuse exactitude; et ceux des élèves, dont les régents attestaient que la bonté de leur conduite répondait à leurs progrès, étaient reçus dans l'école de Paris.

Dès leur début dans ces écoles primaires, l'esprit et le corps des enfants étaient tenus dans une activité continuelle. Leur instruction durait ainsi sept à huit ans, et ils étaient tous l'objet des soins les plus assidus. Les maîtres les plus habiles consacraient tout leur temps à diriger leurs études et à leur inspirer le goût de la vertu. L'étude des langues anciennes et modernes, celle de l'histoire, de la géographie, des mathématiques et les diverses branches de la science militaire, formaient la base de leur éducation. Mais, en même temps que la partie utile de l'instruction était particulièrement soignée, on n'en négligeait pas la partie agréable, et on évitait ainsi de laisser contracter à la jeunesse ces formes rudes et sauvages, qui sont si peu propres à rendre la science aimable. Ce tableau paraîtra peut-être tracé par la main suspecte de la reconnaissance; mais il ne sera pas désavoué par la justice.

C'est dans une de ces écoles que le comte de Marbeuf désirait placer le jeune Bonaparte. La Corse, depuis qu'elle était unie à la France, avait obtenu pour ses habitants, entre autres privilèges, celui de participer au bienfait de cet établissement. M. de Marbeuf n'eut donc pas de peine à obtenir pour son protégé une place dans l'une de ces écoles.

Le maréchal de Ségur, alors ministre de la guerre, et à ce titre chargé du département des écoles militaires, plaça Bonaparte dans celle de Brienne, en Champagne, dans laquelle il entra, autant que je puis me rappeler, au commencement de l'année 1779.

Ce fut environ quinze ou dix-huit mois après, que mon père, profitant du droit qu'avaient tous les étrangers de race noble de faire élever leurs enfants dans les écoles royales, m'envoya à celle de Brienne pour y commencer mon éducation. J'étais plus jeune que Bonaparte ; nous différions de caractère et d'humeur ; je ne formai point avec lui une amitié particulière ; mais vivant sous le même toit, partageant les mêmes exercices, j'étais à portée de l'observer, et de bonne heure je le regardai comme un être extraordinaire. Parmi cent cinquante élèves de notre âge, je n'en trouvai pas un qui lui ressemblât pour les goûts et les dispositions. Par cette remarque, à laquelle je m'arrêtai souvent, je justifiais cette opinion généralement reçue, que les enfants sont souvent plus observateurs qu'ils ne paraissent l'être. La curiosité seule semble expliquer cette espèce de phénomène. Elle est plus vive dans la première jeunesse que dans un âge plus avancé : et un jeune homme, sans être en état, sans essayer même de s'en rendre raison, fixe exclusivement son attention sur ce qui le frappe par le contraste ou par la singularité. Bonaparte, qui avait des inclinations différentes de celles de ses camarades, se séparait de nous, et devenait ainsi assez naturellement l'objet de notre observation.

Je ne me rappelle pas qu'il ait jamais donné le plus léger témoignage de prédilection à aucun de ses camarades. Sombre, et même farouche, presque toujours renfermé en lui-même, on eût dit que récemment sorti de quelque forêt et soustrait jusqu'alors aux regards de ses semblables, il éprouvait pour la première fois les impressions de la surprise et de la méfiance. Constamment seul, ennemi de tous les jeux, de tous les amusements de l'enfance, il ne prit jamais part à la bruyante joie de ses camarades. Au contraire, lorsque quelquefois il paraissait parmi eux, ce n'était que pour les réprimander. Loin qu'il s'effrayât des dangers auxquels s'expose un pédagogue imberbe, son jeune courage semblait se faire un honneur de les braver. Je l'ai vu souvent attaqué par un groupe de ses compagnons de classe qu'il avait provoqués par ses railleries amères, et repousser avec le plus grand sang-froid leurs coups et leurs efforts réunis. Ainsi, dans un âge aussi tendre, Bonaparte semblait prévoir que le destin l'appellerait un jour à surmonter les plus grands obstacles, et on eût dit qu'il s'essayait d'avance au rôle qu'il devait jouer.

Il annonça de très-bonne heure le désir ou plutôt le besoin de la liberté. L'amour de son pays (l'île de Corse, qu'il considérait comme sa véritable patrie) l'emportait déjà sur la reconnaissance que la bienfaisance royale semblait exiger de lui. L'idée de dépendance avait pour lui quelque chose d'avilissant ; et souvent offensé des plaisanteries de ses camarades sur la réunion de la Corse à la monarchie française.

« J'espère, répliquait-il du ton de l'indignation, être un jour en état de la « rendre à la liberté. »

Il ne se doutait pas alors qu'il devait être appelé dans peu d'années à fixer le pouvoir de la France elle-même et à décider le sort des autres grands états de l'Europe.

Ses premiers pas dans les études ne furent pas marqués par des progrès ex-

traordinaires; et, soit insouciance, soit dégoût, il s'appliqua peu à l'étude de la langue latine. Cette négligence paraît d'autant plus extraordinaire, que son désir de s'instruire et de s'occuper devint bientôt en lui une véritable passion. Mais une sorte d'instinct secret dirigeait déjà son choix vers ces connaissances qui devaient être les instruments de sa gloire. Les mathématiques, la fortification, l'attaque et la défense des places, mais par dessus tout l'histoire, occupaient tous ses moments. Il se livrait sans relâche à ces études; et je ne doute pas que l'enthousiasme qu'il a déployé depuis n'ait été puisé dans la lecture des vies de ces hommes illustres que, dès son entrée dans le monde, il s'est proposé pour modèles.

Personne ne fut plus à portée que moi d'observer l'extrême avidité qu'il apportait à ses lectures; et les rapports que nous avons eus ensemble sur cet objet ont sans doute beaucoup contribué à fixer sur lui mon attention d'une manière si particulière. Je m'explique. Pendant la résidence de Bonaparte à l'école militaire de Brienne on y établit une bibliothèque destinée à l'agrément et à l'instruction des élèves. Mais, pour nous donner de bonne heure des idées d'ordre et d'arrangement, nos supérieurs avaient décidé que la distribution des livres et l'administration des fonds consacrés à l'entretien de cette bibliothèque seraient entièremant abandonnées à la direction de deux des pensionnaires choisis par leurs camarades. Je fus un des deux sur lesquels tomba le choix de mes condisciples. Je consacrai à cette occupation mes loisirs de trois ans; et ce fut peut-être le temps le plus agréable de ma vie. Voilà ce qui me donna de très fréquentes occasions de voir Bonaparte, qui, si l'on m'en avait cru, eût été réputé le plus propre à être notre bibliothécaire. Nos camarades en jugèrent autrement. Il eut peut-être d'ailleurs dédaigné ce petit hommage. Il aurait cru enlever à sa propre instruction tous les moments qu'il eût consacrés aux minutieux détails de son emploi.

Quoi qu'il en soit, ses demandes de livres furent très-fréquentes; leur répétition me donna une humeur que j'eus l'injustice de laisser éclater. Il est dans la nature de l'homme, et je dois dire pour ma justification, il n'est pas moins dans celle des enfants, de s'arroger, par degrés, tous les priviléges de l'autorité. Mon devoir était d'être complaisant; je trouvai plus commode d'être capricieux. Fatigué des demandes répétées de Bonaparte, je crus ou feignis de croire, qu'elles avaient son application pour motif beaucoup moins que son dessein formel de me tourmenter; et j'eus quelquefois sujet de me repentir de la rudesse avec laquelle je les accueillais. Bonaparte, dans son jeune âge, n'était ni plus patient ni moins décidé qu'il s'est montré depuis; et il me fit sentir souvent qu'il n'était pas prudent de le provoquer. Alors un pareil aveu m'eût coûté beaucoup : il me coûte moins à présent.

Bonaparte, d'un caractère réservé, tout entier à ses recherches, trouvait tous ses délices dans la solitude. Pendant longtemps, il employa quelques-unes des heures de la récréation à cultiver et à convertir en jardin la portion qui lui était échue d'un terrain considérable qu'on avait partagé entre nous. Après avoir forcé deux de ses co-partageants à la lui céder en entier, son premier soin fut d'en rendre l'accès difficile, moyennant une forte palissade; et il employa à la former tout l'argent que M. de Marbeuf lui avait envoyé pour ses petites dépenses. Les arbres, déjà assez touffus, qu'il avait plantés lui-même et qu'il cultivait avec le plus grand soin, avaient fait de son jardin au bout de

deux ans, la retraite d'un véritable ermite. Malheur à l'élève, curieux, espiègle, ou même folâtre, qui osait troubler son repos ! On l'eût vu alors s'élancer furieux de son asile pour repousser les assaillants, sans s'effrayer de leur nombre.

C'est dans cette retraite inaccessible que l'âme de Bonaparte, avide de gloire, fécondait lentement les germes d'une noble ambition et s'alimentait des exemples de ces grands hommes qu'il se préparait à surpasser.

Une manière de vivre si singulière ne pouvait manquer d'être remarquée. Incapables d'apprécier ce qu'elle annonçait de supérieur au vulgaire et d'en pénétrer les véritables motifs, ses supérieurs, ses condisciples ne la trouvaient que bizarre et ridicule. On employa vainement différents moyens pour le rendre à lui-même et le faire changer de conduite. Insensible à des affronts qui ne pouvaient l'atteindre, il n'opposait que le silence du dédain aux railleries de ses maîtres. Les mortifications, les châtiments même furent également sans effet.

J'ai oublié de dire que les rassemblements des jeunes élèves étaient formés sur un pied militaire. Divisés en compagnies, ils composaient un petit bataillon, dont le colonel et tous les officiers, choisis parmi eux, portaient les décorations qui distinguent les uniformes français. Bonaparte avait le rang de capitaine. On supposerait qu'il eût dû être fort sensible à la perte d'une distinction uniquement accordée au mérite, et qui devenait chaque jour plus flatteuse par l'empressement avec lequel les jeunes gens la briguaient.

Un conseil de guerre, établi dans toutes les formes, déclare Bonaparte indigne de commander ses camarades, dont il a dédaigné la bienveillance. On lit la sentence qui le dégrade et qui le renvoie à la dernière place du bataillon ; et ensuite on le dépouille des marques distinctives de son rang. Bonaparte parut insensible à l'affront, ou bien il eut trop de fierté pour témoigner qu'il en fût affecté. Ses supérieurs se repentirent peut-être de lui avoir fait subir cette mortification ; mais depuis ce moment ses camarades lui rendirent leur amitié. A cet âge l'âme est encore généreuse ; on cesse de persécuter ceux qui sont malheureux.

Ce procédé de leur part eut les plus heureux résultats. Bonaparte ne reçut pas les témoignages d'amitié de ses camarades comme des consolations. Il ne croyait pas en avoir besoin ; mais il parut sensible à la bonté de ses jeunes amis. Sans se relâcher de son assiduité dans ses études, il devint plus sociable pour eux. Il se mêla quelquefois à leurs jeux, et acquit ainsi le droit de proposer à son tour quelque divertissement d'un nouveau genre. Mais il ne se serait pas amusé si, dans ces récréations, l'utilité n'eût pas été jointe au plaisir ; et, en effet, celles dont il donna l'idée portaient l'empreinte de son caractère. Les jeux olympiques de la Grèce et ceux du cirque à Rome furent les modèles qu'il nous proposa d'imiter. La nouveauté plaît aux enfants, surtout à ceux de France. Bonaparte devint notre guide ; et la perte de son titre de capitaine fut bientôt réparée par celui de directeur de nos divertissements, qui lui fut unanimement adjugé.

Si les hommes faits excèdent presque toujours dans leurs plaisirs les bornes de la modération, on peut supposer que les jeunes gens se portent encore plus facilement aux excès. Nos jeux devinrent des batailles. Tour à tour Romains et Carthaginois, Grecs et Persans, nous nous croyions appelés à imiter la fu-

reur enthousiaste de ces anciens guerriers. Les pierres devinrent nos armes. Il en résulta assez fréquemment des blessures. Nos supérieurs furent obligés de mettre un frein à notre jeune courage en supprimant nos jeux, et notre général fut sévèrement réprimandé.

Dès lors, Bonaparte se retira dans son jardin favori, reprit ses occupations antérieures et ne cessa de paraître parmi nous, jusqu'à ce que la neige, en couvrant la terre, en nous dérobant les pierres; indiscrets instruments de nos guerres précédentes, lui fournit un prétexte à l'ouverture d'une nouvelle campagne.

Les hostilités devaient nécessairement être d'une autre nature; et l'art moderne de la guerre prit la place de celui des anciens. Sérieusement occupé de l'étude des fortifications, Bonaparte aspirait à appliquer sa théorie; et bientôt on vit s'élever dans la grande cour de l'école des retranchements, des forts, des bastions, des redoutes de neige. Nous travaillions tous à ces ouvrages avec une ardeur, avec un plaisir qu'on peut facilement s'imaginer, puisque le jeune Bonaparte dirigeait nos opérations. Le tout était exécuté avec une intelligence, une précision digne d'exciter la curiosité des habitants de Brienne, et même des étrangers, qui venaient en foule, pendant l'hiver, admirer nos fortifications de neige. Aussitôt qu'elles furent terminées, nous attendîmes avec une extrême impatience que l'ordre d'attaque et de défense fût établi. Bonaparte se chargea encore de nos mouvements: et se plaçant tantôt à la tête des assiégeants, tantôt à la tête des assiégés, il acquit de bonne heure, à ces jeux instructifs, le talent d'unir l'adresse au courage. Des boules de neige étaient nos seules armes; et comme les blessnres qu'elles faisaient n'étaient pas mortelles, nos maîtres assistaient sans alarmes à nos divertissements. Ils avaient même le bon esprit de les encourager, en applaudissant à ceux qui se distinguaient soit par leur valeur, soit par l'invention de quelque stratagème nouveau. Bonaparte, déjà fécond en expédients, trouvait moyen de tenir l'intérêt constamment éveillé, en imaginant chaque jour quelques nouvelles manœuvres. Mais le soleil de mars vint fondre nos retranchements et nos armes; et ajourner nos utiles plaisirs jusqu'à l'hiver suivant.

Telle était l'école, tels étaient les premiers essais du jeune héros qui depuis, à la tête d'une armée de nouvelle levée, sans discipline et presque sans confiance en son chef, a su vaincre les troupes les plus braves de l'Europe, et déconcerter les mesures des généraux les plus expérimentés. Empressé de mériter les suffrages de ses jeunes rivaux, ce fut à ces jeux de l'adolescence qu'il prit les premières leçons de la victoire. C'est là qu'il puisa cet enthousiasme guerrier qui lui fit déployer les premiers essais de son génie. Là, il se pénétra d'admiration pour les héros de l'antiquité. Leurs exploits, leurs vertus devinrent ses modèles. La gloire de les surpasser devint l'objet de son ambition.

Quoique ces exercices continuels, ces laborieux amusements aient fourni quelques aliments à l'activité de Bonaparte, je suis persuadé cependant que sa constitution souffrit beaucoup de la longue inaction à laquelle il se trouva condamné pendant ses premières années consacrées à l'étude. Une application trop soutenue retarde peut-être plus qu'un repos prolongé le développement des organes; car, quoiqu'il eût reçu de la nature beaucoup de force et une complexion propre à résister à la fatigue, il porta constamment les apparences d'une santé faible et délicate.

Il est d'une stature moyenne, et cependant, il est remarquable par la largeur de ses épaules. Ses yeux, d'un bleu foncé, sont petits, mais animés. Il a les cheveux bruns, le front large et proéminent, le menton effilé, le visage alongé, et le teint olivâtre. L'expression générale de ses traits n'a rien de frappant à la première vue; mais en l'observant avec attention, on distingue facilement en lui ce qui annonce un profond penseur; et la vivacité de ses regards indique l'activité et l'énergie.

L'habitude de vivre loin de la société de ses camarades, a fait contracter à ses manières de la rudesse, peut-être même quelque chose de farouche. Susceptible de passions violentes, il a eu plus d'une fois contre ses jeunes camarades des accès de colère qui approchaient de la fureur. Le trait suivant en est la preuve. Il paraîtra très-caractéristique.

Chaque année, le jour de la Saint-Louis, les élèves de l'École-Militaire, pour célébrer la fête du roi, avaient la permission presque illimitée de se livrer aux démonstrations de joie les plus bruyantes. Toute espèce de punition était suspendue durant ce jour fortuné; et l'on peut supposer qu'il se passait rarement sans quelque accident. Mais il ne s'agit pas de blâmer ou d'excuser l'excessive indulgence des maîtres. Venons au trait dont j'ai été témoin.

Lorsqu'un élève avait atteint l'âge de 24 ans, un usage, que nous conservions comme le feu sacré, l'autorisait à se procurer une certaine quantité de poudre à tirer pour le jour de la Saint-Louis, et pendant la quinzaine qui précédait cette solennité, les jeunes gens de cet âge s'associaient pour préparer des feux d'artifice. La condescendance allait même jusqu'à leur confier quelques fusils, quelques pistolets, dont l'explosion était destinée à annoncer le grand jour. Quelle joie! quels moments! peut-être les plus heureux de notre vie!

Le plaisir de tous les élèves, dans cette circonstance, était assez vif, assez général pour rendre très-choquante l'indifférence réelle ou affectée que Bonaparte témoigna, en 1785, la dernière année qu'il ait passée à l'école de Brienne. Retiré dans son jardin pendant toute la journée, non-seulement il ne prenait aucune part à la réjouissance publique, mais il affectait de continuer ses études accoutumées sans être distrait par le bruit. Ses camarades étaient beaucoup trop occupés de leurs propres plaisirs pour songer à troubler le sien, et se seraient bornés à rire de lui, si son étrange conduite, dans une situation inattendue, n'eût pas attiré sur lui l'attention générale.

Vers les neuf heures du soir, une vingtaine de jeunes élèves étaient rassemblés dans le jardin qui était attenant au sien, et où le propriétaire devait donner un spectacle à ses amis. C'était une pyramide, composée de diverses sortes de feux d'artifice, qu'on devait tirer en même temps. Malheureusement on avait oublié d'éloigner une petite boîte contenant quelques livres de poudre; et les spectateurs ne prévoyaient guère qu'ils paieraient un peu cher leur innocente curiosité. Nous étions pressés autour du petit édifice, auquel notre jeune artificier venait de mettre le feu. Nous admirions ses brillants succès, lorsque quelques étincelles tombèrent sur la boîte, non moins fatale pour nous que celle de Pandore. L'explosion fut terrible. Il y eut quelques jambes, quelques bras cassés, deux ou trois figures misérablement brûlées, et quelques toises de murailles jetées à bas; mais, tandis que ceux de nous que les éclats n'avaient pas atteints, renversaient, pour se sauver, les palissades du jardin voisin, nous vîmes tout à coup Bonaparte, armé d'une pioche, repoussant violemment vers

le feu tous ceux qui s'étaient fait jour à travers son frêle retranchement. Il était furieux en voyant ses travaux détruits; et les coups qu'il fit pleuvoir sur les pauvres fugitifs, augmentèrent encore le nombre des blessés de cette journée.

Il est inutile de dire comment nos camarades furent vengés. Bonaparte lui-même avouerait sans doute, à présent, que ce jour-là il mérita bien notre ressentiment; mais alors, il ne s'occupait que des dommages causés à son jardin. Il s'embarrassait fort peu de l'imprudence de ses camarades, et trouvait seulement bien dur d'en être la victime. Il était peut-être aigri par les bruyants éclats d'une joie qu'il ne partageait pas; ou des réjouissances en l'honneur d'un roi, réveillaient de l'humeur dans sa jeune âme, déjà républicaine. Car, de bonne heure, il avait, sur cet article, manifesté ses sentiments. Quoi qu'il en soit, le temps, la raison, ont sans doute amolli cette dureté, dont il nous donna en cette occasion un fâcheux témoignage. Nous savons que le conquérant de l'Italie n'est pas moins célébré pour sa modération envers ses ennemis que pour ses brillants exploits.

Bonaparte quitta l'école de Brienne vers la fin de 1785. Le chevalier de Rénault, alors inspecteur-général, sut apprécier le mérite de ce jeune homme; il lui rendit justice, malgré les plaintes amères de ses maîtres, que son caractère opiniâtre avait généralement indisposés contre lui. Il y avait cette année-là une promotion de quelques élèves royaux, que leurs progrès dans les études avaient rendus dignes d'être envoyés à l'Ecole-Militaire de Paris. Bonaparte fut du nombre. Ses talents fixèrent le choix d'un officier loyal, qui devait lui-même son avancement à son propre mérite, et à la réputation universelle d'une conduite irréprochable.

Lors de son arrivée à Paris, il témoigna son penchant pour le service de l'artillerie, parce que ce corps et celui du génie étaient en France les seuls dans lesquels l'intrigue et la richesse ne procuraient pas aussi facilement les places réclamées par le mérite. Il s'appliqua aux mathématiques avec un zèle infatigable. Ce fut son étude principale; et il fut bientôt en état de subir les examens nécessaires. Ils eurent pour lui un succès complet, et il fut placé officier d'artillerie dans le régiment de la Fère, peu de temps avant la révolution.

D'après les principes, dont Bonaparte avait fait profession dès ses plus jeunes ans, on ne doit pas douter qu'à cette époque mémorable il se soit déclaré en faveur de l'indépendance. Constant dans ses préventions contre la royauté, dévoué à l'amour de la gloire, il ne pouvait négliger une occasion aussi favorable de se signaler. C'est dans les situations difficiles qu'un homme, à la tête forte, sait le mieux prendre un parti. Alors, tandis que la timide indécision trahit sa propre faiblesse, il n'hésite pas à se séparer de la foule. Triompher ou mourir avec gloire : tout son devoir, tout son vœu est dans cette alternative. Quoiqu'il y eût quelque danger à se prononcer dès le commencement des troubles, Bonaparte dédaigna de feindre. Il adopta avec enchantement les principes de la liberté et de l'égalité; et lorsqu'il vit paraître ce décret qui ne reconnaît plus d'autre distinction parmi les hommes que le mérite personnel, il se félicita qu'il n'y eût plus en France, sa patrie adoptive, d'obstacles jetés par les préjugés sur la route des talents. Presque tous ses camarades blâmèrent en lui une détermination si brusque. L'esprit de parti occasionua bientôt après les

plus violentes altercations entre eux et lui; et peu s'en fallut que la perte de leur amitié n'entraînât celle de sa vie.

Un jour qu'il se promenait au bord de l'eau, avec quelques jeunes officiers, qui étaient de sa société habituelle, la dispute s'échauffa à tel point, que, dans un de ces actes de frénésie, qui caractérisent toutes les guerres d'opinions, ses camarades le saisirent et furent sur le point de le jeter dans la rivière. La colère ne les aveugla cependant pas sur la lâcheté qu'il y aurait eue à abuser ainsi de la supériorité du nombre. Ils se continrent, et le futur vainqueur de l'Italie fut rendu à ses destinées.

Bonaparte n'en persista pas moins dans son opinion. Elle lui parut au contraire consacrée par le danger qu'elle lui avait fait courir; mais il rompit toute liaison avec ses camarades, jusqu'à ce que l'esprit révolutionnaire ayant fait plus de progrès, détermina plusieurs de ceux qui l'avaient condamné à adopter les mêmes principes. Les autres, n'écoutant que leur attachement au roi, et ne pouvant plus se flatter de lui en donner des preuves efficaces, à la tête d'une troupe qui s'était ouvertement révoltée contre lui, crurent obéir à l'honneur, en prenant cette résolution désespérée, qui a eu pour eux des suites si désastreuses. Leur départ aigrit encore ceux de leurs camarades, qui étaient attachés au parti opposé.

NAPOLÉON AVOUE DEUX FAUTES.

Napoléon, qui ne fut pas satisfait de la manière dont l'abbé de Pradt remplit l'ambassade du grand-duché de Varsovie, disait :

« J'ai fait deux fautes en Pologne : celle d'y envoyer un prêtre, et de ne pas m'en faire roi. »

COMBAT DE BRIENNE, EN 1814.

Dans la nuit qui précéda le combat de Brienne, Napoléon était couché dans une chaumière, où il recevait les avis, qui se succédaient, sur la marche des ennemis. Après plusieurs heures d'angoisses, causées par le chagrin de voir que tous leurs mouvements étaient l'accomplissement du plan le mieux combiné, un aide-de-camp vint lui annoncer que la chaussée de Brienne n'était occupée par aucun corps ennemi. Cette nouvelle le remplit de joie; il trouvait l'ennemi en faute, et espérait frapper un coup décisif. Il se leva aussitôt, et dit avec vivacité ces paroles, qui décélaient la pensée de toute sa vie:

« Je puis donc encore être le maître du Monde. »

RÉSISTANCE DÉDAIGNÉE.

L'habitude de vaincre et de commander avait ôté à Napoléon l'idée qu'il pût trouver une résistance; et s'il en rencontrait, elle excitait sa fureur, si elle venait d'un sujet, et un sourire de dédain accompagné d'une explosion d'orgueil si elle venait d'un étranger. Lorsqu'il eut le projet de rétablir le royaume de Pologne, il fit entamer une négociation avec l'empereur François, pour échanger

la Gallicie contre les provinces illyriennes. L'Autriche nomma M. de Metternich, qui s'aboucha avec le prince de Wagram. Un refus fut le résultat de cette courte négociation. Le prince de Wagram s'étant rendu au lever de l'empereur, celui-ci lui demanda le résultat :

— Eh bien! où en est-on ?

— Il fait des difficultés ; il ne veut pas.

Alors, Napoléon, prenant cet air et ce ton, qui décèlent chez lui une forte agitation de l'âme :

« Plaisant homme, qui prétend faire de la diplomatie avec moi!... »

Après cette sortie, qu'il fit suivre de plusieurs termes de dédain, il se retourna vers ceux qui l'entouraient, en disant :

« *C'est bien une preuve de la faiblesse de l'esprit humain, que de croire pouvoir lutter contre moi!* »

FRAGMENTS HISTORIQUES SUR LE SÉJOUR DE L'EMPEREUR A SAINTE-HÉLÈNE.

Nous empruntons ces curieux détails à un mémoire de Joseph Stéphanowski, jeune officier polonais.

Lorsque, dans le mois de novembre 1815, Pitowski obtint la permission de rejoindre l'illustre déporté à Sainte-Hélène, son jeune secrétaire sollicita vivement et obtint aussi de l'accompagner. Avec la noble valeur d'un Polonais, il a quelque chose de l'amabilité française, et beaucoup de cette gaieté un peu vaine qui se passionne pour la gloire et ne hait pas la persécution. Ce tour d'idées a dû lui faire regarder comme un héros de tous les temps celui que, dans des temps plus prospères pour lui, l'Europe aussi admira comme son héros. En conséquence de cette disposition, Stéphanowski a vu avec transport les rochers de Sainte-Hélène : il les habite avec satisfaction, et fortifie, par son hilarité habituelle, la résignation plus réfléchie du colonel. Comme il est d'une tournure avantageuse, qu'il ne manque ni d'étude, ni d'éducation, et que l'uniforme de lanciers plaît à Napoléon, sans trop déplaire à ses soucieux geôliers, le jeune Polonais est admis dans la familiarité de la petite cour. Au départ de M. O'Meara, médecin, Stéphanowski obtint de lui qu'il se chargeât d'une petite caisse de graines, recueillies dans diverses régions de l'île, et qu'il envoyait à sa mère, bonne femme de plus de soixante ans, qui demeure près de Paris, dans une campagne assez connue par le séjour qu'y fait, depuis longues années, un célèbre naturaliste, qui y cultive un jardin botanique. C'est précisément à enrichir ce jardin que sont destinées ces productions exotiques, dont la plus remarquable est un pourpier oléracé, souverain pour guérir du scorbut : en quoi l'attentif Polonais ne s'est pas montré moins bon fils, que botaniste observateur ; car, depuis sa dernière couche, dont il est le fruit, sa mère, tourmentée d'une humeur laiteuse, à laquelle s'est jointe l'infirmité du retour, n'a trouvé d'adoucissement que dans les anti-scorbutiques ; et, par un singulier concours de circonstances, il a fallu que Napoléon proscrit fût suivi par son fils, pour qu'elle recouvrât la santé.

Quand M. O'Meara, devenu suspect au rigide sir Hudson Lowe, gouverneur de l'île, fut prêt à partir, un commissaire, inspecté par le sous-gouverneur, fit une visite minutieuse et un inventaire exact de ce qu'il emportait. La caisse de graines fut examinée avec un soin d'autant plus scrupuleux, qu'on la savait

envoyée par un serviteur du royal prisonnier; mais il ne s'y trouva que trois douzaines de sachets de gros papier gris-bleu, remplis de semences et de baies, timbrés d'étiquettes indicatives du genre, de l'espèce et des variétés des plantes. Une simple nomenclature botanique, tracée au dos de la lettre d'envoi et attachée au couvercle intérieur de la cassette, ne pouvait provoquer, comme en effet elle ne provoqua aucun soupçon. Les graines obtinrent leur passeport; M. O'Méara revint en Angleterre, où elles furent de nouveau visitées; et bientôt il les expédia en France, à T...., près Étampes, à onze lieues de Paris, à la mère de Stéphanowski, qui les accueillit avec une joie reconnaissante, et les remit au docteur P., son hôte, qui se prépara à les semer. Ce savant reconnut avec satisfaction l'*areca oleracea*, qui, suivant l'Héritier, n'est autre chose que la fougère, nommée *dicksonia arborescens;* le *gumwood*, sorte de térébinthacée qui ne croît qu'à Sainte-Hélène; le *redwood*, ou ronces de velours, arbrisseau du Cap, de la famille des ébéniers. M. P. remarqua que, dans les sachets de chacune de ces espèces, il y avait un mélange de graines qui leur étaient totalement étrangères; et comme ce mélange était assez nombreux et du plus beau choix, il en conclut qu'il n'était ni produit par l'inattention, ni le résultat du hasard. Après avoir mis de côté les belles graines, dont ce mélange était composé, il se disposait à employer les autres, quand il reçut, à son adresse, à Paris, où il a un domicile, une lettre anonyme, ou plutôt une nomenclature explicative de ces mêmes graines, et qui, à la façon des *Sélams turcs*, attachait une lettre, un mot, une phrase, un discours à chacune d'elle, soit isolée, soit unie à d'autres par diverses combinaisons. On devine l'usage qu'il fit de ces renseignements : en les appliquant aux graines indigènes que la main de l'ingénieux Stéphanowski avait glissées parmi les exotiques, le docteur P. découvrit d'abord un alphabet complet, lequel, au moyen d'un petit nombre de variations, produisit une suite de phrases très-intelligibles. Ce sont ces phrases qu'on a recueillies, et dont on enrichit ces Mémoires : au défaut d'élégance, elles ont au moins le mérite dans la forme, comme, probablement pour le fond, celui de la vérité (1).

I.

Le 10 novembre ne sortira jamais de ma mémoire. Le colonel était déjà à terre, que j'étais encore dans la chaloupe. Il y avait beaucoup de monde sur le rivage; mais il ne voyait rien. On murmurait toutes sortes de bruits; mais il n'entendait rien. Je me rappelle que, durant le trajet de James'Town à Long-Wood, il faillit perdre son mouchoir, son portefeuille et sa pipe. Je le lui dis; mais il ne voyait, n'écoutait, ni n'entendait. Cette dernière, je veux dire sa pipe, étant sortie de sa poche, que le mouvement inégal d'une marche escarpée faisait entre-bâiller, je lui dis :

(1) Notre première idée a été de faire graver cet alphabet botanique, afin de répondre aux objections de l'ignorance ou de l'incrédulité; mais il ne fallait pas beaucoup de réflexion pour comprendre que la tyrannie, quelle qu'elle fût, abuserait bientôt de cette confiance. Comme cette voie de correspondance peut varier à l'infini, au moyen d'un léger changement, l'indiquer sans explication ce n'est point être indiscret; nous ne le serons que le jour où il y aura sécurité, c'est-à-dire quand les M. ne feront plus la police au café Valois, et que les B. ne mettront plus au secret *pour une épingle* (ceci fut écrit en 1818).

« Passe pour le mouchoir, *mais la pipe!...* » Je savais qu'il tenait beaucoup à cette pipe, dont le fourneau, très-commun, est d'une terre brune, mais qui fut essayé une fois par Napoléon, au bivouac de Wagram, la veille de la bataille. L'empereur, qui, je crois, ne fuma jamais, s'avisa, cette nuit-là, comme il s'éveillait tout transi, de demander une pipe : le colonel fumait la sienne, le dos tourné, et n'osait l'offrir ; mais à la fumée, le monarque le devina, et la lui prit moitié riant, moitié grondant ; car il est sévère en diable sur l'étiquette. Mais à peine eut-il pompé une bouffée, qu'il fit une grimace horrible, et jeta la pipe à cent pas, en jurant. Le colonel s'élança pour la ramasser, et dit, en la serrant :

« Elle ne me quittera qu'avec la vie! »

L'empereur l'entendit, prit d'abord un air étonné, puis attendri, et lui tendit la main en souriant.

Eh bien ! c'était cette même pipe qu'il allait perdre en arrivant à Sainte-Hélène. Sur mon avertissement, il sortit de sa rêverie par une exclamation :

« Donne! donne! s'écria-t-il. »

Et je crois qu'en la cachant dans son sein, il la porta à ses lèvres :

« Vous allez la lui montrer? lui dis-je.

— Ah ! répondit-il, dans quel lieu ! »

Je l'entendis nommer *Wagram ;* et aussitôt nous pleurâmes...

Un quart d'heure après nous aperçûmes l'enceinte de Long-Wood, tracée en totalité, et commencée en cinq endroits différents. Le colonel, voyant un groupe, le franchit d'un trait, car il avait reconnu l'empereur.

Moi, je le cherchais encore parmi des officiers et des dames qui l'entouraient, que déjà le colonel était dans ses bras, je devrais dire à ses pieds, car mon pauvre maître, étouffé et encore plus ému, tomba presque évanoui. L'empereur le soutint. Madame Bertrand ouvrit son sac, et voulut lui faire respirer un flacon. J'entendis l'empereur qui disait :

« Comme il est pâle ! Il étouffe ! Allons, Pitowski, du courage! » On l'assit au pied d'un tamarin, auprès duquel je me glissai. En ouvrant son dolman, la pipe tomba, et le hasard voulut que Napoléon l'eût en main quand le colonel revint à lui. Un coup d'œil échangé entre eux retraça sur-le-champ à l'empereur un pénible et glorieux souvenir.

« Oui, dit Pitowski en soupirant, c'est encore elle ; mais où est Wagram ? »

L'empereur, en relevant mon maître, lui prit le bras avec tendresse, et, lui montrant le ciel avec autorité :

« Dans le livre qui est écrit là-haut, dit-il, et l'ingratitude des hommes ne pourra l'effacer. »

Dans cette scène, je me suis oublié ; mais rien n'est petit pour *le grand* Napoléon (1), et il me remarqua.

« C'est Stéphanowski, dit-il, en me pinçant l'oreille? Il nous fera rire, si la déportation ne l'a pas corrigé.

(1) Il est inutile de faire remarquer que celui qui parle est un fou de vingt ans. A cet âge la gloire qu'on voit à travers la fumée de canon paraît bien belle ; à cinquante, une paix qui ne coûte que deux milliards, mais qui assure la tranquillité des digestions ministérielles, semble bien bonne. Quant à l'honneur, c'est autre chose ; mais comme dit le proverbe, cette sagesse des nations : Un peu de honte est bientôt passé. (*Note du général Gourgaud.*)

— Pas plus d'être un fou, répondis-je, qu'elle ne corrigera Votre Majesté d'être un héros.

— C'est quelquefois synonyme, reprit l'empereur en riant ; mais tais-toi, si tu ne veux pas que sir Hudson n'élève son rempart de vingt toises de plus.

— Ah ! ah ! répliquai-je, les Anglais de l'Atlantique sont donc comme ceux de l'Europe? Ils tremblent devant les héros.

Avant d'entrer dans le détail de la vie intérieure de l'illustre exilé, j'en tracerai quelques-uns sur la situation actuelle de sa résidence. Perdue, comme un point invisible dans l'immensité de l'Océan Atlantique, elle n'était connue jusqu'alors que des géographes, et fréquentée que par les vaisseaux de la Compagnie des Indes qui y relâchaient. Maintenant, cet atôme a fixé les regards de l'univers; car l'homme qui a rempli l'univers de son nom, termine là des destins pour lesquels l'univers était trop étroit, et il a communiqué à cet atôme une partie de sa célébrité. Quelques renseignements exacts et pris sur les lieux ne seront donc point sans intérêt.

Aussitôt que nous eûmes débarqué, nous trouvâmes un pont-levis, sur lequel nous passâmes, et d'où nous entrâmes dans un chemin bordé, d'un côté, de cent vingt pièces de canon de gros calibre, et de l'autre, de deux rangs d'arbres d'une verdure brillante. Ce sont, je crois, des bananiers. Pour entrer dans la ville, nous passâmes sous une porte construite dans l'épaisseur d'une terrasse qui se prolonge autour d'une partie de la ville, et en forme le rempart. Du côté de la place d'armes, il décrit un carré de plus de cent pieds. Quoique défigurée par plusieurs maisons bâties, cette place ne manque pas d'une certaine apparence. A gauche, s'élèvent ce qu'on appelle *le Gouvernement*, et le corps-de-garde. Le premier de ces édifices, entouré d'une muraille garnie d'embrasures, s'appelle *le Château*. C'est l'habitation du gouverneur, à laquelle on a joint les bureaux du gouvernement. L'église, située en face de la porte, est d'une architecture simple, mais élégante. Entre cette église et les palissades qui enclosent le jardin de la Compagnie, se trouve la grande rue qui contient sept maisons et un magasin, tous bâtiments propres, élégants et alignés. Cette rue est traversée par deux autres, dont l'une se dirige vers l'orient, et l'autre vers le haut vallon où sont placés les casernes, un grand et beau jardin et l'hôpital. Nous remarquâmes, dans cette dernière rue, plusieurs boutiques amplement fournies en marchandises des Indes et de l'Europe; c'est la demeure des marchands. Les habitants les plus riches et les plus considérés occupent les maisons de la ville basse.

J'ajouterai à cette première vue celles qui furent successivement esquissées par le capitaine Cavendish, en 1588, et en 1691, par le capitaine Dampier. J'y joindrai quelques observations qui me sont personnelles. Voici comment s'exprime le premier :

« Nous débarquâmes, dit-il, vers deux ou trois heures de l'après-midi, dans une vallée agréable, parsemée de maisons et de beaux édifices, au nombre desquels se distinguait l'église couverte en tuiles, blanchie intérieurement et ornée d'un beau péristyle. Dans l'intérieur était un autel surmonté d'un très-grand tableau encadré, représentant le Sauveur sur la croix, et la Sainte-Vierge priant auprès de lui. Plusieurs traits de l'Histoire Sainte sont peints sur le même tableau. Les côtés de l'église étaient tendus de tapisseries qui représentent aussi divers sujets.

« A chaque côté de l'église on a construit une maison; elles contiennent des cuisines, offices et autres appartements. Les toits sont en terrasse : on y a planté de la vigne qui fait un effet agréable à la vue. Un ruisseau d'eau douce traverse ces deux maisons.

« Un beau chemin, bien pavé, descend vers une vallée au bord de la mer. Dans cette vallée, on a planté un jardin, où croissent en abondance des melons et des potirons. Vers le bord de la route, on a élevé un poteau auquel sont suspendues deux cloches qui servent à sonner la messe, et non loin de là est une croix encadrée et artistement travaillée en pierre de taille : une inscription indique qu'elle fut érigée l'an de grâce 1571.

« Cette vallée est la plus belle et la plus étendue des basses terres de l'île; elle est extrêmement agréable, et bien cultivée en fruits et en plantes potagères.

« Il y a des figuiers qui donnent du fruit sans interruption et en grande abondance, car on voit en même temps des *fleurs*, des fruits verts et des fruits mûrs. (Cavendish se trompe, en disant *on voit* : les fleurs du figuier, mâle et femelle, sont renfermées dans l'intérieur d'un réceptacle charnu, qui est la figue; les fleurs femelles tapissent l'intérieur du réceptacle, et les mâles, en petit nombre, sont à l'ouverture.)

« On trouve aussi dans cette vallée un grand nombre de citronniers, d'orangers, de grenadiers, de cédrats et de dattiers qui portent des fruits comme les figuiers. Tous ces arbres sont bien soignés, et placés de manière à former des promenades charmantes, qui offrent des ombrages agréables. Dans les intervalles, on a planté du persil, de l'oseille, du basilic, du fenouil, de l'anis, du senevé, des radis et plusieurs bons légumes. Le ruisseau, dont nous avons parlé, traverse aussi ce verger, et peut facilement arroser tous les arbres de la vallée.

« Ce ruisseau descend du haut des montagnes, et forme une chute d'eau de la hauteur d'une encablure : il se partage en plusieurs branches et coule dans toute l'île, arrosant pour ainsi dire chaque arbre qui s'y trouve.

« L'île est formée de hautes montagnes et de vallées profondes : dans ces dernières croissent partout en abondance les fruits dont nous avons parlé. Les sommets des montagnes en produisent encore davantage; mais elles sont si élevées et si escarpées, qu'on ne peut parvenir à leur cime qu'avec de grandes difficultés et avec un péril imminent.

« L'île renferme aussi une grande quantité de perdrix : elles sont si peu sauvages, qu'elles se laissent approcher de très-près et ne s'envolent point, mais se mettent seulement à courir parmi les rochers. Nous en tuâmes quelques-unes avec un fusil de chasse. Elles diffèrent beaucoup de celles d'Europe, tant en grosseur qu'en couleur; elles habitent par couvée de douze, seize ou même vingt, et l'on ne peut faire cent cinquante pas sans découvrir une ou deux de ces couvées.

« Les faisans sont encore en grand nombre : ils sont aussi plus gros et plus gras que ceux de notre pays, et ils vivent en société. Ils ressemblent assez, pour la couleur, aux perdrix. Nous avons vu dans l'île beaucoup de coqs d'Inde : ils sont noirs et blancs, et ont la tête rouge. Ils ne diffèrent pas beaucoup des nôtres pour la grandeur. Les œufs des femelles sont blancs et de la grosseur ordinaire des œufs de poule d'Inde.

« Il y a dans cette île des milliers de chèvres de l'espèce que les Espagnols appellent *cabrito;* elles sont très-sauvages. On en rencontre souvent jusqu'à cent et deux cents ensemble, et le troupeau couvre parfois l'espace d'un mille. Quelques-unes d'entre elles (je ne sais si elles forment une espèce différente, ou si cette variété n'est due qu'au climat), sont de la grosseur d'un âne : elles ont une crinière comme un cheval, et une barbe qui descend jusqu'à terre; elles montent avec une agilité étonnante sur des rochers où l'on s'imaginerait qu'aucun être vivant ne doit pouvoir parvenir. Nous en prîmes et tuâmes plusieurs, malgré leur légèreté; car on en trouve par milliers dans les montagnes.

« Les cochons sont aussi fort nombreux : ils sont très-sauvages, très-gras et d'une taille remarquable. Ils habitent les montagnes, et ne se laissent pas facilement approcher : on ne peut les prendre que lorsque, par hasard, on les trouve endormis, ou bien lorsqu'ils sont couchés et enfoncés dans la fange, selon leur coutume.

A notre arrivée, nous trouvâmes dans les maisons trois nègres et un Javanais. Quand les Portugais, à leur retour de l'Inde, touchent à cette île, elle leur fournit de tout en abondance : car ils ne permettent à personne d'y demeurer et d'en consommer ainsi les produits; seulement, s'il se trouve sur leur flotte quelques malades hors d'état de continuer le voyage, ils les laissent dans l'île, et les remmènent l'année suivante s'ils les retrouvent en vie. »

Vers l'année 1691, le capitaine Dampier aborda l'île Sainte Hélène, pendant son voyage autour du Monde. La description qu'il en fait servira à faire connaître la situation de la colonie à cette époque :

« L'endroit ordinaire du débarquement est une petite baie en forme de demi-lune, ayant tout au plus cinq cents pas d'ouverture. Près du rivage de la mer sont des canons en bon état, placés à distances égales d'un bout de la baie à l'autre. Il y a en outre un petit fort qui se trouve un peu plus en avant dans les terres et vers le fond de la baie. L'île se trouve par là si bien défendue, qu'il serait impossible de la forcer. La petite crique où le capitaine Munden débarqua ses soldats, lorsqu'il reprit l'île sur les Hollandais, peut à peine servir à une chaloupe : elle est néanmoins fortifiée aussi bien que le reste.

« Une petite ville anglaise est située au fond de la grande baie, dans une vallée entre deux montagnes; elle se compose de vingt à trente maisons bâties en pierres brutes : l'ameublement et tout l'intérieur des habitations ont un air misérable. Le gouverneur a une maison basse, mais assez propre, non loin du fort. Quant à celles de la ville, elles sont toujours vides, excepté quand il arrive des vaisseaux; car tous les propriétaires possèdent aussi des terres dans l'intérieur, où leurs occupations habituelles les retiennent. Mais aussitôt que des navires se montrent, les habitants s'empressent de se rendre à la ville, et y demeurent tant que les vaisseaux restent dans son port. C'est le moment de la foire et du marché. Ils vendent les produits de leurs plantations, et achètent les objets dont ils ont besoin.

« Ces produits consistent en patates, ignames, fruits de platanes et bananes. Ils sont très-bien fournis en cochons, bœufs, poules, canards, oies et poules d'Inde, qu'ils vendent à très-bon marché aux matelots, en prenant en retour des chemises, des caleçons, d'autres habillements légers, des pièces de calicot, de soie ou de mousseline. Ils achètent aussi à grand prix du rack, du sucre et du jus de limon. Ils ont maintenant l'espérance d'avoir bientôt du vin et de

l'eau-de-vie, car il est arrivé quelques Français qui ont planté des vignes, et qui ont entrepris de les cultiver.

« Il est assez ordinaire que les marins, après un voyage de long cours, souffrent considérablement du scorbut, leur seul espoir est alors qu'ils guériront en arrivant dans cette île, et cette espérance n'est presque jamais trompée; car l'île produit en abondance les herbes les plus salutaires. On commence par tremper ces herbes dans l'eau de leurs bains, pour assouplir leurs membres raidis; ensuite on les leur donne intérieurement avec de bons fruits et de la viande fraîche, ce qui ne manque pas de leur rendre promptement la santé. On a vu des hommes qu'on avait été obligé de porter à terre dans des hamacs, se trouver au bout de huit jours en état de sauter et de danser. Il n'y a pas de doute que la pureté et la salubrité de l'air ne contribuent aussi beaucoup à leur guérison, car il y a toujours ici une brise fraîche. Plusieurs de nos matelots firent des conquêtes dans cette île, et y prirent des femmes qu'ils emmenèrent avec eux. Les jeunes personnes de Sainte-Hélène, quoique nées dans l'île, désirent ardemment être délivrées de la prison où elles gémissent.

Une journée de Sainte-Hélène est l'image et donnera l'idée de toutes les autres. Seulement je choisis, pour vous la décrire, celle qui, durant les trois premiers mois de mon séjour, fut la plus remarquable pour quelques détails qui lui sont particuliers. En obéissant aux règles des auteurs dramatiques, je commence par établir le lieu de la scène, et même par indiquer les décorations. L'empereur a occupé, il occupe encore la maison du principal habitant de Sainte-Hélène, sir Belcôme : c'est une habitation sainement située, bâtie avec autant d'élégance que de solidité, distribuée, à l'intérieur, de la manière la plus commode, et d'où l'on découvre plus de vingt de ces perspectives pittoresques qui enrichissent l'île. On assure que jusqu'au mois de mars prochain, l'empereur résidera dans cette métairie, et qu'à cette époque, il la quittera pour celle de Long-Wood, qu'il n'habitera encore que provisoirement. En définitif, on lui destine un palais, dont j'ai vu le modèle en relief, et dont toutes les pièces, correspondant par des numéros à celles de ce modèle, se charpentent à Londres. On les enverra ici toutes fabriquées, et l'emplacement, pour les élever, est déjà marqué : c'est au revers de Long-Wood, à mi-côte, sur un terrain de roche, revêtu d'une légère couche d'*humus* argilo-siliceux, arrosé par deux filets d'eau très-limpides et où brille la plus riante végétation. Presque au pied et en face de ce tertre, à l'orient de James'Town, est située la maison du général Bertrand. Les autres *amis* qui se sont dévoués à la proscription de Napoléon, se sont contentés de petits appartements, de chambres peu spacieuses et même de réduits obscurs, qui du moins ont l'avantage de les rapprocher de sa personne. Dans ce nombre, je remarque principalement, outre mon aimable et excellent maître, le colonel Pitowski, le plus ardent des serviteurs du monarque détrôné, le brave général Gourgaud, aussi actif sur le champ de bataille, que méditatif et profond dans le cabinet; le comte Las Cases, plus connu et si célèbre sous le nom de Le Sage, qu'il a illustré par son *Atlas historique*, l'un des plus ingénieux monuments que la science et la patience aient élevés aux Filles de mémoire. Je me réserve de vous parler bientôt des femmes qui embellissent la petite cour du proscrit. Ma narration serait incomplète et sans grâces, si, dans notre solitude atlantique, je ne faisais briller, au moins à demi, celles de la douce comtesse de Montholon, de la noble comtesse Bertrand, de

la vive et piquante Sophie M··, de la capricieuse Virginie B.-E. Je dirai aussi quelques mots de ces enfants si aimants, si attentifs, la plupart si spirituels, tous si studieux et si soumis. Il échappe quelquefois à leur naïveté des réflexions, ou, pour mieux dire, des saillies singulières. Dernièrement Las Cases donnait aux quatre enfants, ceux du comte Bertrand et les siens, une leçon de géographie. Sous quels degrés sommes-nous, demanda-t-il à l'un d'eux ? (en élevant un globe terrestre, sous le 15e deg. 55 min. latitude sud et 5e deg. 49 min. de longitude ouest de Greenwich, ou 8e deg. 14 min. de Paris.) — Sous la latitude d'Athènes, répond l'aîné. — Non, dit le plus petit, mais sous la longitude de Rome. — Qu'entendez-vous par là ? répond l'instituteur. — Que nous vivons dans un pays qui proscrit ses grands hommes, répond le premier. — Pas du tout, interrompit vivement l'autre, mais dans un pays qui bannit ses tyrans. Ces réponses, rapportées à Napoléon, lui firent dire : — L'un peut avoir raison, sans que l'autre ait tort.

L'enceinte de l'habitation de sir Belcôme, formée par une ceinture de rochers bizarrement entassés, est plantée d'arbres verts, tels que des pins, des thuyas, des cyprès, parmi lesquels s'élèvent quelques romarins, et revêtue d'une sorte de mousse gris de fer et brune, dont les petites fleurs bleues et jaunes sont disposées en zig-zag, et produisent de loin un effet très-joli. Au revers intérieur, on trouve une haie de groseillers qui, faisant succéder sans interruption leurs jeunes feuillages aux feuilles anciennes, montrent même dans la mauvaise saison, un printemps éternel. Un sentier, en spirale, large de quatre pieds et sablé de madrépores pulvérisés, vous conduit entre deux murailles de verdure à l'entrée principale de l'habitation. Cette entrée, masquéo par un triple rideau de figuiers du Bengale, est surmontée por des bambous qui balancent à plus de cent pieds dans les airs leurs flèches toujours mobiles ; et des myrthes nains, des rosiers de la Chine et de nombreux massifs de plantes buissonneuses croissent entre chaque arbre de l'avenue et les unissent.

Un perron, très-ridiculement assiégé par un corps-de-garde, conduit à un grand vestibule, sous lequel ouvrent, d'un côté les cuisines, de l'autre des caves et des celliers. Presqu'au milieu de ce vestibule s'élève l'escalier, d'abord d'une seule rampe, puis divisé, à son premier pallier, en deux branches, dont celle de droite conduit aux appartements de l'empereur. Ils sont composés d'une première pièce, où couchent deux sentinelles, qu'on nomme gardes d'honneur, parce que en effet elles n'ont pas la mission expresse de gêner la liberté intérieure de Napoléon. La salle suivante est le séjour habituel d'une espèce d'huissier qui, après avoir pris le nom de ceux qui demandent audience, l'envoie solliciter par un second huissier, en sous-ordre, et vous transmet le résultat de votre demande. Un laquais et un valet-de-chambre se tiennent dans une troisième et plus vaste antichambre, sur laquelle s'ouvre le salon particulier, la bibliothèque et deux cabinets de l'empereur. L'un, tapissé de cartes, est consacré à la géographie : dans l'autre, qui est adossé à sa chambre à coucher, il travaille seul. C'est là que, levé avant l'aurore, il écrit et s'occupe de la rédaction de ses *Mémoires*. Ce sera l'ouvrage le plus curieux du temps, comme celui qui en est le héros et l'historien est l'homme le plus extraordinaire du siècle.

Les premières heures de la journée sont pour les mathématiques. Dans cette partie de la géométrie transcendante, il paraît n'avoir rien inventé; et La-

grange, Euler et Laplace, seront sans doute cités avant Bonaparte; mais, au jugement des plus habiles ingénieurs, il en est peu qui, plus que lui, aient avancé l'application de la science à la mécanique usuelle. J'ai entendu Carnot, bon juge en cette partie, lui rendre à cet égard pleine justice.

A huit heures, déjeûner, auquel sont invités tour à tour les généraux et les dames de la cour, ordinairement grossie par quelques étrangers qui ont obtenu l'honneur d'être présentés. Dans ces déjeûners, où règne une pleine liberté, la majesté du monarque s'éclipse pour ne montrer que l'homme aimable; car, malgré tant de jugements hasardés, Napoléon est aimable quand il veut. Il est prévenant envers les dames, caresse beaucoup les enfants, parle politique et législation aux hommes, tactique et stratégie aux militaires, littérature, modes même et caquets domestiques avec tout le monde; aussi, tout le monde le trouve-t-il charmant, et dit-il que c'est un homme universel.

Pourtant il est soucieux parfois, et, sous ses sourcils plissés, on voit souvent briller ses yeux d'un feu sombre, que les regards de mademoiselle Sophie N*** ont cependant le pouvoir d'adoucir.

Cette aimable Sophie a, dit-on, été demoiselle de compagnie d'une ancienne amie de madame de Beauharnais, puis lectrice de l'impératrice Joséphine. C'est une personne très-vive, très-franche et quelquefois très-maligne. Elle a, depuis longtemps, l'habitude de dire à l'empereur de ces grosses vérités qu'on serait épouvanté d'entendre dans une autre bouche, et elle profite de ce franc-parler pour mettre à peu près tout le monde sous sa baguette véridique. J'en excepte pourtant la douce et spirituelle comtesse de Montholon, dont la candeur et l'absence de toutes prétentions ont trouvé grâce devant elle. Quant à la comtesse Bertrand, hautaine, fière, froide, positive et surtout d'une humeur variable, mademoiselle Sophie n'a pas assez de sarcasmes pour railler ses caprices. La comtesse, digne et sérieuse, oppose la raideur à l'artillerie d'épigrammes de la sémillante soubrette; et, spectateurs de ces luttes souvent renouvelées, nous avons bien de la peine à nous défendre de rire.

Au sortir du déjeûner, l'empereur passe quelques minutes sur une terrasse qui, de sa petite salle à manger, domine la partie septentrionale de l'île. Là, il marche très-rapidement, s'arrête quelquefois tout à coup, et parle assez souvent à haute voix. Rentré dans son cabinet, il y relit le travail de la veille, dont il confie la copie à un secrétaire de confiance. Ce dernier, je vous assure, n'a pas une médiocre tâche, car l'écriture de Napoléon, surchargée de ratures, embarrassée d'additions et d'observations, est un grimoire presque illisible. Tandis qu'il le déchiffre, ce prince lui taille, pour le lendemain, une nouvelle besogne, en ajoutant bon nombre de pages aux précédentes. C'est ainsi que se bâtit, feuille à feuille, l'édifice de ces *Mémoires politiques et militaires*, où, tour à tour, gouvernant et guerrier, Napoléon a rempli, comme César, les deux plus grands rôles de la vie humaine, et où, mieux que ce général-empereur, il se fait l'historien des événements dont il est le héros.

Entre deux et trois heures, dîner de Sa Majesté. Elle est servie moins splendidement, mais avec le même cérémonial qu'aux Tuileries, et certainement, dans les courtisans que son auguste infortune lui attache, on ne voit ni envieux, ni jaloux, ni traîtres. Là, aucun grand, aucun général, ne cherche à vendre à l'étranger les secrets de son maître, et à échanger contre des honneurs et des

dotations de lâches confidences et de coupables services. Ces crimes odieux, colorés des plus nobles prétextes, sont demeurés dans les cours d'Europe, où une gratitude intéressée les a mieux récompensés que des vertus.

Après le dîner, l'empereur se livre à la longue promenade dont sa santé a le plus indispensable besoin. Selon le docteur O'Méara, ce prince doit faire dix à douze milles de suite, et journellement, s'il veut conserver entre les fluides et les solides l'harmonie nécessaire à son existence. Sir Hudson Lowe aurait bien bonne envie de contrarier en cela le véridique médecin ; mais si, un jour, fidèle à son système inquisitorial, ce gouverneur oppose de minutieuses sévérités aux besoins de son prisonnier, celui-ci, plutôt que de se soumettre à cette tyrannie *en monnaie*, gardera l'appartement, et, faisant d'une cellule son tombeau, consommera un long et douloureux suicide.

La fin de la promenade voit commencer des exercices d'un tout autre genre. Tandis que les enfants se livrent à des ébats gymnastiques, Napoléon reçoit du comte de Las Cases une leçon d'anglais, et, à son tour, il lui en donne de langue italienne. Souvent mademoiselle Sophie assiste à cette dernière leçon et la partage.

Le souper, ou plutôt la collation, qui a lieu à neuf heures, est souvent précédé d'une bouillotte ou d'une partie de billard. A ce repas du soir, règnent la confiance, la liberté, la familiarité. Les Anglais retirés, c'est le moment des confidences réciproques, des plaisanteries, d'une douce hilarité, souvent tempérée par des souvenirs. Quelquefois ceux-ci et les narrations qui les accompagnent prolongent bien avant dans la nuit des journées que la présence d'un grand homme fait trouver courtes et glorieuses, mais que ses revers semblent avoir vouées à d'éternels regrets. . . . .

LE TESTAMENT DE L'EMPEREUR, DÉPOSÉ A LONDRES.

La presse s'étant préoccupée dernièrement du testament de Napoléon à Sainte-Hélène, nos lecteurs nous sauront gré de leur donner à ce sujet quelques renseignements puisés à bonne source. Ils sont extraits des voyages de notre concitoyen M. Saint-Amant, en Orégon et Californie.

« . . . . . J'ai déjà relaté la visite du prince Louis-Napoléon, au milieu de l'Amérique centrale, et rappelé ce qu'il écrivit alors au sujet du percement de l'isthme, dont aujourd'hui l'exécution, par un canal de jonction des deux Océans, paraît définitivement arrêtée avec une puissante compagnie anglo-américaine. Aux États-Unis j'ai trouvé sous presse « une histoire de la dynastie de Napoléon, » et je dois rendre hommage aux éditeurs, tant sur leur empressement à rechercher la lumière, que sur leur bonne grâce à accueillir la vérité. Ils ont composé ce bel ouvrage, illustré de tous les portraits de la famille, avec un rare esprit d'impartialité, obligés de lutter contre les préventions que des républicains, comme ceux du pays de Washington, entretiennent contre tout pouvoir excessif. Mais ils ont écrit sous la conviction que, si une bonne histoire de Napoléon et de son siècle est possible aujourd'hui, ce n'est pas d'Eu-

rope, mais de l'Amérique qu'elle doit sortir. Telle qu'elle est, je ne doute pas que, traduite en français, elle n'obtienne chez nous le même succès que l'original aux États-Unis.

« En 1821, j'étais à bord de la gabarre du roi la *Durance*, qui rentrait d'une expédition en Chine J'avais embarqué à Cayenne, pour revenir en France par le Hâvre. Je ne me rappelle pas exactement si c'est le 21 ou le 22 juillet, mais ce qui ne s'effacera jamais de mon souvenir est l'abordage du pilote. Nous le prîmes à l'entrée du détroit, et la première question d'habitude est pour savoir ce qu'il y a de nouveau. Il nous répondit par la mort de Napoléon. Abstention faite des opinions politiques de cette époque, cette disparition du météore ne pouvait faire qu'une profonde impression sur un équipage français. Cette année-ci, par une de ces coïncidences, qu'on ne peut attribuer qu'aux jeux du hasard, en arrivant dans les mêmes parages, sur le steamer anglais l'*Asia*, le pilote (je ne jurerais pas que ce n'est pas le même pilote fataliste) nous a abordés avec la nouvelle de la mort de Wellington. J'écarte toute pensée de parallèle entre les deux hommes, mais enfin un jour, un seul jour néfaste! ces deux illustres capitaines se touchèrent... Cette fois-ci, je n'ai éprouvé, je l'avoue, d'autre impression que celle de l'ennui que j'allais avoir de ces funérailles pompeuses: j'en ai été préservé, Dieu merci, mais je ne l'ai pas été de l'exhibition, sous toutes les formes possibles, depuis le pain d'épice jusqu'au burin, du héros anglais à toutes les époques de sa longue existence. On peut dire qu'il est peu de mortels qui aient plus joui de la gloire, et dont la vie ait été plus constamment caressée sans mélanges par les caprices de la fortune,

« En arrivant à Londres, j'avais une soif naturelle de dévorer tout ce qui se publie pour tâcher de dépouiller mon écorce de nomade et me remettre au courant des événements extraordinaires, dont le temps et l'espace m'avaient écarté. Au milieu des prodiges du voyage présidentiel, qui semble réunir le merveilleux oriental à tout ce que nous avons vu et lu de l'enthousiasme du peuple, tantôt pour ses rois, tantôt pour ses libertés, un petit fait m'a frappé et a fait vibrer un de mes plus émouvants souvenirs. On a parlé du testament de Napoléon, que le prince, son héritier, demandait à l'Angleterre.

« Il y a dix-sept ou dix-huit ans, à mon premier voyage en Angleterre, je rencontrai le colonel B..., qu'on appelait un incorrigible bonapartiste; il me dit: « Si vous êtes libre, venez avec moi, et vous verrez et vous toucherez même ce qu'il y a de plus intéressant dans cette grande cité. Je n'eus garde de refuser, et je vis, et je touchai, je baisai même, avec autant d'amour que de regret, les dernières lignes tracées par la main défaillante de l'héroïque martyr de Sainte-Hélène.

« Peut-on jamais perdre la souvenance d'une pareille émotion? Ainsi, un de mes premiers soins, en revenant à Londres, a été de me remettre sur les traces de cet ancien pélerinage, partagé entre la crainte et l'espérance. Un long temps s'était écoulé sans doute et dans l'intervalle, le corps de Napoléon avait été ramené sur les bords de la Seine; mais rien n'avait été dit de son testament, et je reprenais confiance, par la connaissance que je crois posséder du caractère anglais: rien ne bouge, ne change et ne modifie chez ce peuple que lorsqu'il y est contraint; progressif pour le commerce et l'industrie, il semble s'être imposé le *statu quo*, même dans ses plus caduques institutions.

« Dans un des quartiers les plus sombres et les plus retirés de la Cité, qu'on appelle, je crois, « Doctors Commons, » entre Saint-Paul et la Tamise, est une vieille rue du nom de *Great Knight Rider.* L'archevêque de Cantorbéry, qui a d'autres privilèges que ceux de l'église, tient là sa cour. Dans une maison voisine, n° 6, on lit sur la porte : *Prerogative wills office.* Je reconnais l'allée, aussi ne fais-je qu'un bond jusqu'à son extrémité. J'entre dans la grande salle à droite; tout m'y paraît dans le même ordre qu'autrefois. Pendant que je me suis tant agité à parcourir le monde, les heureux hôtes de ces sombres demeures semblent avoir subi l'immobilité du palais de la *Belle au bois dormant.* Dans cette pièce séculaire, entourée de cartons et d'énormes in-folios, parsemée de petits bureaux, émaillée de grandes tables et pupitres, pour le dépôt des pièces pour ainsi dire de l'autre monde, se réunissent tous les jours des gens, pour la plupart tout habillés de noir, affligés de la douleur de survivre à leurs affections. Ils viennent interroger comme les arrêts du destin, dans les dernières volontés de ceux qu'ils pleurent encore. On entre toujours triste et recueilli, à moins qu'on ne soit agent d'affaires; mais on ne cache pas toujours aussi bien les sensations puisées à de semblables lectures.

« Je laisse à d'autres la peinture de ces scènes qui suivent l'ouverture d'un testament. Pour moi, qui étais là tout de cœur et de sentiment, j'avoue que j'ai ressenti une certaine contrariété de l'égalité, qui présidait là aux distributions. « Chacun son tour ; » pour le testament du roi comme pour celui du berger, les employés montrent la même impassibilité numérique, et tout semble confondu dans la règle uniforme, qui n'admet plus de distinction. Au moins dans les cimetières, où la mort, à meilleur droit matériel, devrait effacer les inégalités humaines, si la fortune et l'orgueil y marquent trop souvent leur place, il est encore des temples élevés à la gloire et à la vertu.

« Quand je parvins à faire part à l'agent principal de l'objet de ma visite, il commença par me donner avis de ses obligations de trésorier. C'est encore un des usages de la vieille Angleterre. Je le satisfis tout de suite, et il s'empressa de détacher son vis-à-vis pour aller chercher le testament. Celui-ci me fit entrer dans son petit cabinet et m'offrit son siége, en me disant que j'occupais la même place, exactement, où quelques années auparavant le prince Louis-Napoléon et le comte de Chambord étaient venus s'asseoir pour le même objet, et, par une coïncidence extraordinaire, dans la même semaine

« L'employé, aux formes très-polies, revint bientôt avec le paquet, tel précisément que je l'avais précédemment vu. Un modeste parchemin est la seule enveloppe de ces pages immortelles. Elles sont bien telles qu'autrefois, mais pourtant elles paraissent vieillies; le temps et le frottement les usent. On les conserve avec le même soin bourgeois qui préside uniformément à ces archives; mais pour préserver, pour honorer ces caractères touchants, devant lesquels s'inclineront tous les siècles, on ne fait rien de plus que pour le testament du dernier malotru, disposant d'un bien mal acquis, avec le seul remords de n'avoir pu l'emporter. Non, ce n'est pas ainsi que doit rester le plus précieux manuscrit de l'univers entier!

« Le paquet est assez volumineux, étant accompagné de pièces, de formalités, telles que la traduction en anglais, et je crois, Dieu me pardonne! qu'il en est une où se trouve l'odieuse signature du geôlier, dont le nom ne souillera pas

ma plume. Le testament et les codiciles, au nombre de quatre, contiennent de seize à dix-huit pages, entièrement écrites de la main de l'empereur. Le testament porte la date du 15 avril 1821, et il est suivi de quatre codiciles, dont les deux derniers sont du 24 avril, — seulement dix jours avant sa mort. Il y a peu de ratures, et à la fin se trouve toujours mentionné : « Ecrit en entier de notre main et scellé de nos armes. » En cire rouge, ce sceau est empreint à côté de la signature. Mais on voit qu'il a passé sous la ligne équinoxiale, où s'effacent, où se fondent tous les cachets de cette nature. L'écriture de Napoléon a toujours passé pour illisible; j'avais entendu dire que le duc de Bassano était le seul qui pût la déchiffrer. Pour lire ces pièces testamentaires, on n'a besoin d'aucune étude préparatoire; les lettres sont d'inégales grandeurs et mal alignées, il est vrai, mais elles sont assez bien formées pour ne donner lieu à aucune équivoque. On a prétendu aussi que Napoléon n'accordait aucun soin à l'ortographe; je n'ai été frappé d'aucun irrégularité de ce genre, et pourtant nulle main profane n'a corrigé ou fait les surcharges qui se remarquent çà et là.

« Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé. »

« Ces deux lignes semblent écrites avec un soin plus particulier, comme si Napoléon avait voulu que, avec la pensée, la forme aussi fût consacrée tout entière à la France. Ah ! puisque le sentiment de ce vœu si touchant va recevoir sa consécration dans un temple digne de sa gloire, que l'autographe, aussi incrusté dans le granit, y traverse l'immortalité des âges!

« C'est seulement dans le dernier codicile du 24 avril qu'il lègue dix mille francs au sous-officier Castillon, acquitté de l'accusation d'avoir fait feu sur Wellington. « Il en avait autant le droit que cet oligarque avait celui de m'envoyer à Sainte-Hélène. » Dans les hommages dont l'Angleterre entoure la mémoire du duc de Wellington, elle semble lui attribuer le mérite d'avoir sauvé l'empereur de la férocité stupide de Blücher (qui ne l'a jamais eu en son pouvoir), tandis que Napoléon accuse formellement Wellington, dans son testament, d'avoir été l'instigateur de la déportation à Sainte-Hélène.

« Le Mémorial et les mémoires de Las-Cases ont fait connaître toutes les dispositions de Napoléon. Il n'y a pas eu de testament plus lu dans le monde, aussi ne dirai-je plus rien du fond. Sur plusieurs pages se trouvent les signatures de Bertrand et de Montholon, comme témoins fidèles de l'auguste martyr. Le mandat sur M. Laffitte, pour les fonds déposés à la Banque, et l'ordre à M. de La Bouillerie (qui n'en a rien fait) de rendre compte de son domaine privé, font partie du dossier. Ces deux pièces ne sont que signées par Napoléon.

C'est le 15 décembre 1821 que le testament est arrivé dans les archives de l'archevêque de Cantorbéry, qui, moins York, a, je crois, toute l'Angleterre et ses immenses colonies dans sa juridiction. Des copies authentiques sortent seules de cet antre : une fois entrés, la porte se ferme sur les originaux, et, comme l'avare Achéron, monseigneur *ne lâche pas sa proie.* Est-ce à dire que le testament de Napoléon ne fera pas exception ? Puisque le gouvernement de Louis-Philippe a pu obtenir de l'Angleterre les cendres de l'illustre captif, Louis-Napoléon obtiendra le testament de son oncle. Il ne peut demeurer plus long-

temps dans une boutique de la Cité, quand sa place est auprès du cœur du grand homme, dont il est la plus touchante et la plus pure émanation.

« SAINT-AMANT. »

LES TRÉSORS DE L'EMPEREUR DANS SON EXIL.

Napoléon, qui n'avait point abdiqué la première des souverainetés de l'homme, celle de son propre cœur, restait supérieur à ces injures et à ces outrages; mais à la lecture du discours prononcé dans la Chambre des lords, par lord Bathurst, qui sourd aux instances privées, et opposant de lâches mensonges aux plaintes publiques de lord Holland et des membres les plus distingués de l'opposition, au sujet de la détresse de l'illustre prisonnier sur le rocher de Sainte-Hélène, avait osé affirmer qu'il avait des trésors immenses à sa disposition, il dicta de verve cette éloquente réfutation, bien moins pour confondre le ministre que pour être entendu de l'Europe et de la postérité :

« Vous voulez connaître les trésors de Napoléon ! Ils sont immenses, il est « vrai ; mais ils sont exposés au grand jour. Les voici : le beau bassin d'An- « vers, celui de Flessingue, capables de contenir les plus nombreuses escadres « et de les préserver des glaces de la mer ; les ouvrages hydrauliques de Dun- « kerque, du Hâvre, de Nice ; le gigantesque bassin de Cherbourg, les ouvra- « ges maritimes de Venise, les belles routes d'Anvers à Amsterdam, de « Mayence à Metz, de Bordeaux à Bayonne ; les passages du Simplon, du « Mont-Cenis, du Mont-Genèvre, de la Corniche, qui ouvrent les Alpes dans « quatre directions (dans cela seul vous trouveriez plus de 800 millions) ; ces « passages qui surpassent en hardiesse, en grandeur et en efforts de l'art, tous « les travaux des Romains ; les routes des Pyrénées aux Alpes, de Parme à la « Spezzia, de Savone en Piémont ; les ponts d'Iéna, d'Austerlitz, des Arts, de « Sèvres, de Tours, de Roanne, de Lyon, de Turin, de l'Isère, de la Durance, « de Bordeaux, de Rouen, etc., etc. ; le canal qui joint le Rhin au Rhône par le « Doubs, unissant la mer de Hollande avec la Méditerranée ; celui qui unit « l'Escaut à la Somme, joignant Amsterdam à Paris ; celui qui joint la Rance à « la Vilaine ; le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du Rhin ; le désséchement « des marais de la Bourgogne, du Cotentin, de Rochefort ; le rétablissement « de la plupart des églises démolies pendant la Révolution, l'élévation de nou- « velles ; la construction d'un grand nombre d'établissements d'industrie, pour « l'extirpation de la mendicité ; la construction du Louvre, des greniers publics, « de la Banque, du canal de l'Ourcq ; la distribution de ses eaux dans la ville de « Paris ; les nombreux égoûts, les quais, les embellissements et les monuments « de cette grande capitale ; les travaux pour l'embellissement de Rome, le réta- « blissement des manufactures de Lyon, la création de plusieurs centaines de « manufactures de coton, de filature et de tissage, qui emploient plusieurs mil- « lions d'ouvriers ; des fonds accumulés pour créer plus de quatre cents manu- « factures de sucre de betterave pour la consommation d'une partie de la France, « qui auraient fourni du sucre au même prix que celui des Indes, si elles eus-

« sent continué d'être encouragées seulement encore quatre ans ; la substitution, « du pastel à l'indigo, qu'on fût venu à bout de se procurer en France, à la « même perfection et à aussi bon marché que cette production des colonies ; « le nombre des manufactures pour toute espèce d'objets d'arts, etc., etc.; « 50 millions employés à réparer et embellir les palais de la couronne ; 60 mil- « lions d'ameublements placés dans ces palais, en France, en Hollande, à Turin, « à Rome ; 60 millions de diamants de la couronne, tous achetés avec l'argent « de Napoléon ; le *Régent* même, le seul qui restât des anciens diamants de la « couronne de France, ayant été retiré par lui, des mains des Juifs de Berlin, « auxquels il avait été engagé pour 3 millions ; le musée Napoléon, estimé à « plus de 400 millions, et ne contenant que des objets légitimement acquis ou « par de l'argent ou par des conditions de traités de paix connus de tout le « monde, en vertu desquels ces chefs-d'œuvre furent donnés en commutation « de cession de territoire ou de contributions ; plusieurs millions amassés pour « l'encouragement de l'agriculture, qui est l'intérêt premier de la France ; « l'institution des courses de chevaux, l'introduction des mérinos, etc., etc. « Voilà ce qui forme un trésor de plusieurs millions, qui durera des siècles. « Voilà les monuments qui confondront la calomnie ! ! !... L'histoire dira que « tout cela fut accompli au milieu de guerres continuelles, sans aucun emprunt « et même lorsque la dette publique diminuait chaque jour. »

FIN.

Montmartre — Imp. Pilloy frères, Laroche et Comp.

